

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N° 132-133

Mars-Avril 1996

Ce bulletin paraît en français, allemand, anglais,
kurde, espagnol et turc.

Prix au numéro : France : 30 FF — Etranger : 35 FF
Abonnement annuel (12 numéros) France : 300 FF — Etranger : 350 FF

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 15 A.S.
ISSN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : (1) 48 24 64 64 - Fax : 47 70 99 04

Sommaire :

- LE NOUVEAU CABINET TURC
- PARIS : UN RAPPORT DE LA COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE FRANÇAISE SUR LA QUESTION KURDE
- WASHINGTON : SELON LE RAPPORT ANNUEL DU DÉPARTEMENT D'ÉTAT «L'USAGE DE LA TORTURE ET DE LA FORCE EXCESSIVE EST SYSTÉMATIQUE DANS LES PRISONS TURQUES»
- BONN: MANDAT D'ARRET CONTRE LE MINISTRE IRANIEN DES RENSEIGNEMENTS IMPLIQUÉ DANS L'ASSASSINAT DE DIRIGENTS KURDES
- QUAND L'ÉTAT TURC TURQUISE LE NOUVEAU AN KURDE
- L'ACCORD MILITAIRE TURCO-ISRAËLIEN SUSCITE DES TENSIONS AVEC PLUSIEURS PAYS DU PROCHE-ORIENT
- RECRUTEMENT DE BOURSIERS KURDES
- TÉMOIGNAGE: UN DESTIN DE KURDE
- AINSI QUE...
- EN BREF, LA REVUE DE LA PRESSE

LE NOUVEAU CABINET TURC

LE président turc S. Demirel a approuvé dans la soirée du 6 mars le gouvernement de coalition proposé par M. Yilmaz, leader du Parti de la Mère-Patrie (ANAP). Le nouveau cabinet comprend 32 ministres dont 17 issus du DYP de Mme. Çiller et 15 appartenant à l'ANAP de Mesut Yilmaz. Premier ministre pour la période allant jusqu'à 1996, M.

Yilmaz est secondé d'un vice-Premier ministre, Nahit Mentese, issu du DYP. La formation de Mme. Çiller obtient aussi des ministères jugés «importants» comme les Affaires étrangères (E.Gönensay), l'Education nationale (Turhan Tayan), l'Industrie (Yalim Erez). De son côté l'ANAP disposera notamment des ministères de l'intérieur (Ülkü Güney), des Finances (L. Kayalar), des

Travaux publics (M. Keçeciler) ainsi que du ministère «technique» de la Défense (O. Sungurlu). Ce dernier ministère n'a qu'une fonction d'exécution administrative dans le système turc car l'état-major des armées dépend du Premier Ministre et les problèmes de carrière des officiers sont décidés par un Conseil Militaire (Askeri Sura) formé des chefs militaires eux-mêmes. Au niveau des symboles, on note l'attribution du ministère de la justice à l'ancien chef de la police, Mehmet Agar, connu pour ses déclarations ultranationalistes, élu sur la liste de Mme. Çiller. Un autre élu de cette liste, le

tristement célèbre Ayvaz Gökdemir (dit Ayvaz le commando) obtient un portefeuille de ministre d'État. Ce militant d'extrême droite qui avait qualifié de «prostituées» les présidentes de 3 groupes du Parlement européen et dont «le limogeage dès que possible» avait été promis par Mme. Çiller conserve son poste «à la demande insistante de celle-ci» à l'en croire le quotidien *Hürriyet* du 7 mars car elle veut rester dans les bonnes grâces de l'extrême droite. Un autre militant notoire de l'extrême droite, A. Oktay Güner, élu sur la liste d'ANAP, obtient le ministère de la culture. 3 femmes occupent des postes subalternes dans le gouvernement.

La formation de cette coalition de deux partis de droite, ouvertement demandée par la haute hiérarchie militaire a été bien accueillie par les milieux d'affaires. Cependant l'opinion reste très sceptique sur sa capacité à régler les principaux problèmes du pays: inflation galopante, chômage massif, violence dans les métropoles et surtout le conflit kurde. Sur ce dernier problème le protocole de gouvernement se contente de quelques vagues

promesses d'investissements économiques et de levée progressive de l'état d'urgence. L'inscription même d'un «problème de Sud-Est» dans le protocole gouvernemental a suscité de vives disputes entre les partenaires de la coalition. Aucune mesure concrète n'est prévue dans le domaine de la démocratisation du régime turc.

Ce cabinet de gestion courante, conçu pour durer 10 mois, devrait être remanié début mars janvier 1997 s'il parvient à survivre d'ici là à ses contradictions et à ses tensions internes. Ce sera alors Mme. Çiller qui accédera alors pour 2 ans au poste de Premier ministre.

Le Parlement turc a, le 12 mars, voté la confiance à ce gouvernement de coalition dite ANAYOL (ANAP + YOL). Sur 544 députés prenant part au vote 257 ont voté la confiance, 207 contre et 80 se sont abstenus. Minoritaire, la coalition n'a pu être investie que grâce à l'abstention du Parti de la Gauche démocratique de Bulent Ecevit. Le Refah islamiste et le CHP de Deniz Baykal ont voté contre.

PARIS : UN RAPPORT DE LA COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE FRANÇAISE SUR LA QUESTION KURDE

LA Commission des Affaires étrangères a confié au député RPR Michel Habig la préparation d'un rapport d'information sur les données du problème kurde, rendu public le 8 février. Après avoir effectué un voyage d'études en Turquie et entamé une série de rencontres et d'entretiens avec les responsables turcs et kurdes, le rapporteur retrace les origines historiques de la question kurde et ses ramifications géostratégiques dans cet ensemble qu'est le Moyen-Orient tout en portant un regard critique sur les positions des parties en présence. Un constat s'impose: l'absence d'une volonté politique réelle de la part du gouvernement afin de

résoudre ce problème. La priorité du gouvernement de Mme. Çiller reste la répression militaire contre l'opposition kurde. L'armée a reçu carte blanche pour tenter de détruire le PKK (...) La brutalité des méthodes employées par l'armée ne fait que radicaliser les mouvements kurdes d'opposition. Cette logique du «tout répressif» fait le jeu du PKK. En refusant de distinguer entre identité kurde et séparatisme kurde, le pouvoir renforce la légitimité d'une organisation qu'il prétend réduire à néant et crée les conditions d'une aggravation du conflit. Ce quasi monopole laissé à l'armée dans la lutte contre le PKK a conduit à des violations flagrantes des droits de l'homme et

à des restrictions inacceptables des libertés fondamentales. En juin 1994, le parti du DEP a été interdit et ses députés emprisonnés(..).

Le troisième chapitre du rapport est intitulé «pour une solution politique de la question kurde» dans lequel le rapporteur se propose d'examiner les perspectives possibles d'évolution du problème kurde tout en se défendant d'avoir des intentions de «dire» ce qui doit être «la» solution à la question kurde. La première possibilité est «une démocratisation complète du régime turc» et le rapporteur ne cache pas préférence pour cette solution et que sa conviction est «que la solution de la question kurde passe d'abord par la démocratisation totale du régime politique turc». L'autre voie possible c'est «la décentralisation du système politique et administratif» ce qui consiste à accorder des droits collectifs aux Kurdes: une sorte d'autonomie ou de fédéralisme. D'après M. Habig la réorganisation de l'État turc sur une base fédérale est proposée par beaucoup de défenseurs de la cause kurde et il cite parmi ses interlocuteurs le président de l'Institut kurde de Paris, M. Kendal Nezan. Cette solution est désormais acceptée publiquement par le secrétaire général du PKK aussi qui jusqu'en 1993 prônait «un Kurdistan indépendant». Héritier d'une approche jacobine, le rapporteur trouve cette approche ni réaliste ni appropriée; car, selon lui «*La Turquie moderne s'est construite autour d'une conception juridique de la citoyenneté et non ethnique. Cette conception est d'ailleurs proche de la nôtre (...)* Octroyer le statut de minorité (aux Kurdes) constituerait une véritable régression». Pourtant, si les Kurdes luttent avec tant d'acharnement pour «une telle régression» c'est que la citoyenneté juridique turque actuelle est basée sur la négation même de leur identité et de leurs droits collectifs: c'est une coquille vide qui vise à les faire disparaître en tant que peuple distinct!

Le dernier chapitre relatif à la question kurde en Turquie est intitulé «*La communauté internationale et la question kurde*». Le

rapporteur pense que la communauté internationale et en particulier les pays européens ont un rôle à jouer pour créer les conditions d'une solution de la question kurde tout en respectant l'intégrité territoriale de la Turquie. Pour ce faire «la Turquie doit mieux respecter les droits de l'homme et la démocratie» et cela est possible si

ce pays se conforme aux instruments internationaux en la matière. Le rapport conclut «qu'une approche politique de la question kurde est nécessaire car elle ne saurait être résolue par le recours à la répression militaire. Elle doit faire l'objet d'une approche politique(..)»

WASHINGTON : SELON LE RAPPORT ANNUEL DU DÉPARTEMENT D'ÉTAT «L'USAGE DE LA TORTURE ET DE LA FORCE EXCESSIVE EST SYSTÉMATIQUE DANS LES PRISONS TURQUES»

DANS son rapport annuel relatif aux droits de l'homme en Turquie de 30 pages, rendu public le 6 mars, le Département d'État américain met, cette année, particulièrement l'accent sur l'usage systématique de la force excessive et de la torture durant la mise en garde-à-vue et en détention dans les prisons turques. Le rapport analyse la situation des droits de l'homme en Turquie d'une manière générale et s'arrête plus longuement sur les violations des droits de l'homme dans les provinces kurdes. Désignées par l'appellation turque du «Sud-Est» dans le rapport, ces provinces sont soumises à un régime dérogatoire, en vigueur depuis 1987; l'état d'urgence a été prolongé en octobre 1995 dans dix provinces du Sud-Est et trois autres adjacentes. Un super-préfet (super wali) est en charge d'autorité dans cette région et exerce des «lois quasi martiales»; y compris les restrictions à la presse, la déportation des personnes dont les activités sont jugées hostiles à l'ordre public et le pouvoir de déclarer une partie de ces provinces «zone militaire» comme ce fut le cas dans le Nord-Est de la province de Kars pendant 6 mois l'année dernière. Le Département d'État note que les limites à la liberté d'expression demeure «un sérieux problème» bien que le Parlement ait amendé l'article 8 de la loi anti-terreur: «Le

gouvernement a continué (durant l'année 1995) à se servir de la loi anti-terreur qui vise à arrêter toute personne suspecte d'être terroriste mais aussi un large éventail de personnes dont les actes, les paroles ou les idées sont susceptibles de propager la propagande séparatiste». Un autre article liberticide fréquemment utilisé par les procureurs: l'article 312 du Code pénal turc visant à interdire toute «incitation à l'animosité raciale et ethnique».

Le rapport relève quelques progrès réalisés dans l'Ouest de la Turquie en matière des droits de l'homme et le fait que «les forces de sécurité capturent les maquisards du PKK vivants, fait très rare dans le passé». Cette organisation est désignée, par ailleurs, comme «une organisation terroriste qui assassine les non-combattants, les protecteurs de villages et commet des assassinats à l'aveuglette dans leur effort d'intimider la population».

La destruction et l'évacuation des villages n'ont fait que continuer durant l'année dernière. Plus de 2 millions de personnes ont fui le Sud-Est à la fois pour des raisons économiques et des raisons liées à la guerre dans les régions kurdes. Sans prendre une position sur la détention des députés kurdes, le Département d'État met néanmoins en contradiction les chefs d'accusation qu'a retenus la Cour de sûreté de l'Etat contre les

parlementaires et les attendus de la Cour de cassation. Accusés, par la Cour de sûreté de l'État, de «propagande séparatiste» et de la mise en cause du principe de «l'indivisibilité de la nation»; pour des discours prononcés à la tribune du Parlement, les opinions exprimées lors des conférences et colloques ou des interviews; le fait de prêter serment en kurde et en turc et de s'être habillé avec les couleurs kurdes. La Cour de cassation déclare dans ses attendus qu'il n'était pas un crime de prêter serment en kurde au Parlement, de s'habiller avec les couleurs kurdes et de déclarer que la langue turque est pour eux une langue étrangère»

Le rapport note que le cas des députés kurdes est désormais devant la Commission européenne des droits de l'homme et le que gouvernement avait publiquement déclaré qu'il se conformerait à la décision de cette instance.

Le rapport note enfin que la violence domestique est exercée à l'égard des femmes et des enfants d'une façon très répandue.

Après la publication de ce rapport qui a suscité des remous tant à Ankara qu'au Congrès, le 27 mars dernier, l'influent congressman démocrate Lee Hamilton est intervenu à la Chambre des représentants pour informer ses collègues de la réponse du Département d'État à la lettre qu'il avait adressée au secrétaire d'Etat Warren Christopher au sujet de la politique américaine vis-à-vis de la Turquie, des violations massives des droits de l'homme perpétrées dans ce pays, de l'usage des armes américaines contre les populations kurdes et des perspectives d'un règlement du problème kurde.

Extraits de la réponse du Département d'État:

«Les auditions, rapports et publications du Congrès sont déterminants pour le gouvernement américain dans son attitude en matière des droits de l'homme vis-à-vis de la Turquie (...) Le gouvernement turc a le droit de se défendre militairement contre le terrorisme...Mais nous nous sentons préoccupés

de la manière dont ces opérations sont conduites dans le Sud-Est. Nous en avons fait état dans nos rapports annuels sur les droits de l'homme et le rapport spécial soumis au Congrès le mois de juin dernier sur la situation au Sud-Est qui mentionnait les pertes civiles, les évacuations et les destructions de villages (...) Nous nous sentons profondément préoccupés. Nous indiquons régulièrement à la Turquie que ses opérations militaires légitimes ne lui permettent pas de viser les civils et les non-combattants. Nous l'avons fait très clairement, et nos décisions relatives aux aides financières et à l'usage et à la vente des armes exportées prennent en considération la question des droits de l'homme qu'on suit de près et celle-ci pèse dans la prise des décisions concernant la vente des équipements militaires. Nous avons dit à plusieurs reprises à la Turquie que la seule solution militaire n'est pas la réponse au problème du Sud-Est. On les pousse pour opter des solutions politique et sociale. Ceci doit inclure la pleine égalité des droits comme les droits culturels et linguistiques pour tous les citoyens de la Turquie y compris les Kurdes (...) En définitive, un dialogue entre le gouvernement et les représentants des Kurdes est

nécessaire pour trouver une solution durable pour le Sud-Est. Il est nécessaire pour ceux qui prétendent parler au nom des Kurdes de le faire sincèrement et de le faire d'une manière constructive. Dans ce contexte, vous avez mentionné si les ex-députés du DEP qui ont été déchus de leur immunité parlementaire et ont fui en Europe pourraient le faire. Malheureusement, quelques-uns parmi eux ont rejoint «Le Parlement kurde en exil» qui est financé et contrôlé par le PKK. On ne peut, cependant, promouvoir des négociations avec ce Parlement. Il y a des interlocuteurs légitimes avec qui le gouvernement peut négocier la question kurde (...) Les représentants américains continueront à promouvoir les droits de l'homme... Nos représentants rencontrent régulièrement les représentants élus de du Parlement et de l'administration turcs. Nous sommes également en contact avec les ONG internationales et turques (...) Nous allons continuer à soutenir ceux qui défendent les droits de l'homme et les réformes démocratiques, y compris les ONG turques... Le vrai changement démocratique doit venir des citoyens turcs.

ces collaborateurs se trouvant à Berlin pour participer au Congrès de l'Internationale Socialiste.

M. Fallahian est soupçonné d'être le commanditaire de l'assassinat de ces personnalités kurdes. Quatre Libanais et un Iranien sont jugés depuis octobre 1993 à Berlin pour ces assassinats, et les services secrets iraniens ont été nommément mise en cause dans l'acte d'accusation. Selon la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 15 mars, le mandat d'arrêt a été lancé à la suite de la déposition d'un témoin américain qui n'a pas encore été entendu par la justice allemande.

L'Allemagne, premier partenaire commercial de l'Iran, a été le seul pays européen à recevoir ces dernières années M. Fallahian, qui avait rencontré en octobre 1993 Bernd Schmidbauer, secrétaire d'Etat à la Chancellerie et responsable des services secrets allemands. M. Fallahian est, depuis 1989, chef de ce ministère et avait, quelques semaines avant l'attentat, dans une interview à la télévision iranienne, désigné le Parti démocratique du Kurdistan iranien comme cible des activités de ses services secrets et annoncé qu'ils seraient pourchassés en Iran et à l'étranger", relève le parquet fédéral dans son communiqué.

BONN: MANDAT D'ARRET CONTRE LE MINISTRE IRANIEN DES RENSEIGNEMENTS IMPLIQUÉ DANS L'ASSASSINAT DE DIRIGENTS KURDES

LE parquet fédéral allemand à Karlsruhe a confirmé le 15 mars avoir délivré un mandat d'arrêt pour meurtre contre le ministre iranien des Renseignements Ali Fallahian. Ce mandat d'arrêt, qui équivaut à une inculpation dans le système juridique allemand, a été délivré à la suite de l'ouverture d'une enquête contre M. Fallahian en décembre dernier par le parquet

fédéral, compétent pour les affaires de terrorisme. Le parquet fédéral avait ouvert en cette enquête contre le ministre iranien pour meurtre et tentative de meurtre, soulignant que les soupçons envers lui s'étaient "renforcés" lors du procès des assassins de quatre dirigeants kurdes iraniens en septembre 1992 dans un restaurant à Berlin. Il s'agit du Dr. Sadegh Charafkandi, secrétaire général du PDK iranien et de 3 de

Cette nouvelle étape de la procédure ne peut que rendre encore plus critique le «dialogue» mené avec Téhéran par l'Allemagne dans le cadre et les limites définies par une décision de l'Union européenne (UE). Depuis la série d'attentats sanglants perpétrés par le Mouvement de la résistance islamique Hamas en Israël, qui ont provoqué la tenue du sommet de Charm El-Cheikh, les Etats-Unis ont renouvelé leur pression sur les pays de l'UE pour qu'ils changent cette politique de «dialogue critique» et isolent l'Iran. Celui-ci va peut être enfin être inquiété pour les nombreux meurtres d'opposants, y compris de hautes personnalités kurdes, qu'il a commandité en plein cœur d'Europe.

QUAND L'ÉTAT TURC TURQUISE LE NOUVEL AN KURDE

DEPUIS les temps immémoriaux, les Kurdes, tout comme les autres peuples iraniens, célèbrent leur Nouvel An le 21 mars, le jour du printemps *Newroz*, ou le «Jour Nouveau», qui marque à la fois la fin de la longue nuit de l'hiver et aussi, symboliquement, la victoire mythique de Kawa le forgeron contre les ténèbres de la tyrannie. Depuis 1923, la Turquie avait interdit les célébrations de ce Nouvel An comme toutes les autres manifestations de l'identité kurde. En 1992 la répression des festivités de *Newroz* avait fait 105 morts dans la petite ville de Cizre. Quatre ans plus tard, voilà la Turquie officielle qui mobilise son président, son Premier ministre, ses généraux et ses préfets pour fêter avec pompe et solennité *«cette fête du printemps qui est la plus ancienne fête des peuples turcs»* ! Et chacun d'y aller de son commentaire «historique». Mme. Çiller se signale, comme d'habitude, par un excès de zèle : *«Newroz est le premier jour de la vie, c'est le jour de naissance d'Adam. C'est le jour de la rencontre d'Adam avec Eve. C'est le jour de la naissance d'Ali (gendre du Prophète) et le jour de son mariage avec Fatima (fille du Prophète). Depuis des siècles, c'est le jour de la Joie et de la Résurrection, de la Fête du Printemps»*. Ce jour, le Premier ministre Yılmaz accompagné de plusieurs de ses ministres et des artistes de la variété est allé à Igdir, petite ville kurde à la frontière de l'Iran et de l'Arménie, pour fêter le *Newroz* tandis que le président Demirel à Ankara donnait devant son palais le départ de *«la première course internationale de Newroz»*. Même le très austère chef d'état-major, le général Karadayi a, pour la première fois dans l'histoire de la Turquie, diffusé *«un message de Newroz»* à l'armée dans lequel il affirme notamment *«que Newroz est le premier jour de la libération des Turcs dans l'histoire»* et invite *«ses compagnons d'armes à célébrer avec enthousiasme et joie la fête de Newroz, symbole de l'unité, de l'amour, de l'amitié et de la paix»*. Cette récupération officielle et sans complexe du Nouvel An kurde a pour l'instant eu l'avantage que les célébrations de cette année se

sont déroulées sans incident majeur au Kurdistan ainsi que dans les grandes métropoles turques. La population kurde a fêté son Nouvel An en évitant de se prêter aux cérémonies organisées par l'État où le *Newroz* était évidemment vidé de son contenu libérateur.

Autre innovation idéologique de cette année: la vaste campagne des média turcs pour «prouver» que les couleurs traditionnelles kurdes - vert, rouge, jaune- étaient en fait celles de certains régiments ottomans d'élite. Quand on pense que la Turquie a poussé le zèle répressif jusqu'à changer dans les villes kurdes les feux tricolores de circulation en y remplaçant le vert par le bleu pour *«combattre le séparatisme sournois»* des Kurdes, que l'une des «pièces à charge» contre Leyla Zana était le fait que le jour de la cérémonie de l'investiture du Parlement elle portait un serre-tête aux couleurs kurdes bannies !

La conséquence logique de ce revirement politique et de cette politique de récupération devrait être la reconnaissance officielle de l'identité kurde et de sa libre expression et la libération de tous ceux qui ont lutté pacifiquement pour la défense de cette identité. C'est ce que laisse entrevoir Mesut Yılmaz, en particulier dans ses déclarations destinées à l'opinion occidentale. Aisi, en visite à Igdir pour les festivités du Nouvel An kurde, le Premier Ministre turc s'est engagé, le 21 mars, à adopter *«une nouvelle approche, plus humaine, plus réaliste et plus courageuse du problème kurde, incluant notamment une levée de l'interdiction de l'enseignement de la langue kurde»*. Parlant à un petit groupe de journalistes étrangers, M. Yılmaz a notamment déclaré: *«la principale différence entre mon gouvernement et les gouvernements précédents réside dans la définition du problème. Nous ne définissons pas ce problème comme un problème de terrorisme. Il s'agit d'un problème chronique de la Turquie qui s'est aggravé à la suite des échecs successifs des précédents gouvernements (...) Après les terribles*

événements du passé, après la perte de 15 000 vies, je pense que nous sommes d'accord pour estimer que ce problème ne peut être résolu que par des moyens pacifiques et non par des moyens militaires». Le Premier ministre turc affirme que *«le terrorisme du PKK dans le Sud-Est est maintenant sous contrôle, ce qui permet de prendre des mesures politiques»*. Parmi ces mesures, M. Yılmaz indique *«l'éducation dans la langue kurde»* qui *«ne devrait pas être interdite»*. Toutefois, ajoute-t-il, *«l'État n'est pas tenu de fournir ce service à ses citoyens»* laissant ainsi entendre que les écoles privées seraient autorisées à le faire. M. Yılmaz a enfin souligné que *«la nouvelle approche du problème comporte également des mesures pour stimuler l'économie dans le Sud-Est, la région la moins développée de la Turquie»*.

Intervenant quelques jours après le «briefing» sur les problèmes de sécurité, donné par l'état-major des armées à M. Yılmaz et à ses principaux ministres, cette déclaration d'intentions du Premier Ministre turc n'a pas suscité beaucoup de commentaires en Turquie même, comme si elle n'était destinée qu'à l'opinion publique occidentale à l'affût du moindre signe d'évolution d'Ankara sur le problème kurde. Les médias turcs ont accordé plus de place à l'exploit de Mme. Yılmaz sautant, devant les caméras, sur un feu de *Newroz* (Nouvel An kurde). Par ailleurs, M. Yılmaz n'a donné aucune indication précise sur *«la nouvelle approche politique du problème kurde»*. Celle-ci implique-t-elle une amnistie des prisonniers politiques ? La suspension des opérations militaires pour répondre à l'offre de cessez-le-feu du PKK est-elle envisagée à plus ou moins court terme ? Une foule de questions sans réponses font craindre que les déclarations de M. Yılmaz ne soient finalement qu'une nouvelle version des promesses sans lendemain de Mme. Çiller à la veille de certaines dates importantes du calendrier diplomatique turc. Un effet d'annonce à la veille du Conseil des ministres de l'Union européenne du 26 mars qui devait précisément débattre du déblocage de l'aide financière communautaire à la Turquie et qu'en raison du contentieux turco-grec cette réunion a finalement dû être reportée ?

L'ACCORD MILITAIRE TURCO-ISRAËLIEN SUSCITE DES TENSIONS AVEC PLUSIEURS PAYS DU PROCHE-ORIENT

L'ACCORD de coopération militaire conclu le 23 février entre la Turquie et Israël continue de susciter des tensions entre Ankara et les capitales du Proche-Orient. Selon les dispositions rendues publiques de cet accord, les avions militaires israéliens pourront utiliser l'espace aérien turc à des fins d'entraînement militaire. Ankara affirme que ces avions ne seront ni armés ni dotés de dispositifs de surveillance et d'espionnage électronique. Mais outre les pays comme l'Iran et la Syrie qui se sentent directement visés par la coopération militaire turco-israélienne, des Etats modérés comme l'Egypte critiquent également cette «alliance» qui à leurs yeux pourrait conduire «à l'instabilité et à une guerre probable au Moyen Orient». Le ministre égyptien des Affaires étrangères, Amr Musa, a décidé d'annuler sa visite à Ankara, prévue pour le 16 avril.

En Turquie même malgré la tradition bien établie qui veut que la classe politique et les médias ne doivent pas critiquer les choix de l'armée et la chose militaire, plusieurs voix critiques se sont élevées. Le Refah islamiste a été le plus virulent en dénonçant, par la voix de son porte-parole Abdullah Gül, «un changement stratégique du concept de sécurité du pays décidé sans aucun débat». «Même les ministres du gouvernement ne savaient rien de cet accord» a ajouté M. Gül.

L'influent journaliste Mehmet Ali Birant écrit dans le quotidien Sabah que «la Turquie a joint la guerre entre Israël et la Syrie. Le climat à Ankara est comme si la Turquie était en train de couper ses relations avec la Syrie et de punir le gouvernement de Damas». Les commentateurs soulignent que cette redéfinition de la stratégie turque a été décidée par l'état-major de l'armée sans consultation des instances élues et en plein

milieu de l'interlude tragi-comique des négociations pour la formation d'un gouvernement de coalition.

Selon les sources diplomatiques citées par Associated Press les pilotes israéliens ont d'ores et déjà commencé à utiliser l'espace aérien turc. Le ministre turc des Affaires étrangères a nié, le 15 avril, que des avions israéliens soient déjà en Turquie mais une équipe de Reuter TV a pu filmer le jour même sur la base Akinci près d'Ankara des F-16 israéliens peints couleur de sable. En

contre-partie de ces facilités, les ingénieurs israéliens doivent réviser et améliorer les performances des 50 bombardiers F-4 de fabrication américaine en service dans l'armée turque. La presse turque a également évoqué «la participation des experts israéliens à la formation des unités spéciales turques engagées dans la guerre contre le terrorisme du PKK».

Au-delà de sa portée militaire et de ses conséquences régionales, l'accord israélo-turc, conclu sans-doute à l'instigation de Washington, vise aussi à mettre en relief devant l'opinion publique américaine et surtout du puissant lobby juif américain, le rôle d'une «Turquie alliée fidèle et fiable des Etats-Unis et amie d'Israël» qui, malgré sa persécution des Kurdes et l'état déplorable des droits de l'homme, mérite sinon un soutien actif, du moins l'indulgence de l'Amérique.

RECRUTEMENT DE BOURSIERS KURDES

DEPUIS sa fondation en février 1983, l'Institut Kurde attribue chaque année, par voie de concours, des bourses d'enseignement supérieur destinées à former des cadres culturels et scientifiques kurdes. Jusqu'ici, de cette manière, plus de deux cents étudiant(e)s kurdes ont pu poursuivre leurs études grâce à ces bourses.

LES DOSSIERS DE CANDIDATURE. Les dossiers doivent parvenir à l'Institut avant le 31 juillet, date limite, et comporter les pièces suivantes:

- Une lettre manuscrite de candidature précisant le programme d'étude envisagé.
- Un curriculum vitae (activités professionnelles et académiques).
- Photocopies des diplômes avec traduction certifiée en français (préférable) ou en anglais.
- Photocopie d'une pièce d'identité(extrait

d'acte de naissance, passeport ou carte de séjour).

- 4 photos.
- Un formulaire de demande est disponible en kurde, en français et en anglais. Les candidats peuvent le retirer à la réception de l'Institut ou l'obtenir par courrier.

Les dossiers et les pièces qu'elles contiennent ne seront pas restitués; les candidats doivent donc veiller à conserver leurs pièces originales et n'adresser à l'Institut que les copies certifiées.

CONDITIONS. Le concours est ouvert à tous les jeunes Kurdes de la diaspora et du Kurdistan, titulaires au moins du baccalauréat. Les candidats ne doivent pas bénéficier déjà d'une bourse ou d'une allocation d'études d'un autre organisme public ou privé. **L'âge limite est de 25 ans pour les bacheliers et de 30 ans pour les titulaires d'une licence ou d'une maîtrise.** Pour des raisons légales et administratives les candidats

ayant la nationalité de l'un des pays de l'Union Européenne ne sont pas éligibles.

MODALITÉS D'ATTRIBUTION. Une commission de sept membres, composée d'enseignants et de chercheurs kurdes originaires d'Irak, d'Iran et de Turquie examinera les dossiers de candidature. Les candidats sélectionnés sur dossiers seront conviés à Paris pour une série d'entretiens, le

22 septembre. La liste définitive des candidatures retenues sera connue le 23 septembre. La priorité sera accordée aux femmes, aux candidat(e)s les plus jeunes, et ceux (ou celles) déjà titulaires d'un diplôme universitaire souhaitant entreprendre des études de doctorat ainsi qu'aux candidats ayant une bonne maîtrise de la langue kurde et ceux se trouvant au Kurdistan.

même d'arriver à sa destination, dans la plaine de Diyarbakir, il a été dénoncé par un officier turc exclu de l'armée qu'il avait pendant des années pris sous sa protection. Il est tombé, avec ses hommes, dans une embuscade de l'armée turque, il n'avait pas encore 40 ans. Deux cousins du Cheikh Saïd, le grand savant Ali Riza Küçük Effendi et son frère Cheikh Chérif ont été tués à coups de baïonnettes et été jetés dans la rivière Murat (NdT. un confluent de l'Euphrate). Ils devaient avoir entre 45 et 50 ans.

TÉMOIGNAGE: UN DESTIN DE KURDE

L'ANCIEN député conservateur kurde d'Erzurum A. Melik Firat, «ami de 37 ans du président Demirel», arrêté début janvier sur une simple dénonciation d'obscurs miliciens pro-gouvernementaux finalement été remis en liberté provisoire le 8 mars à la suite de la mobilisation de larges secteurs de l'opinion publique préoccupée par l'état de santé précaire de cet homme de haute culture et pacifiste, A. Firat comparaitra désormais en prévenu libre devant la Cour de Sûreté d'Erzurum. Dans une tribune publiée par le quotidien *Özgür Politika* du 6 mars intitulée «Mort et vie» cette personnalité kurde relativise son propre sort en rappelant le destin singulier de sa famille dans la République turque. Extraits : «Au moment de monter sur l'échafaud à Diyarbakir, mon grand-père Cheikh Saïd avait 60 ans. Après avoir regardé 46 de ses proches amis pendus sur cette place il a écrit ces quelques mots sur un bout de papier confié aux procureurs et juges bourreaux du gouvernement de la République: «Je n'ai pas peur d'être pendu à ces pauvres branches d'arbres. J'ai combattu pour mon Dieu, ma religion et ma nation». Sur l'échafaud il a fait cette brève déclaration en kurde: «Au moment où mon existence temporelle s'achève, je n'éprouve aucun regret de mourir pour ma nation(..)».

Mon autre grand père, Cheikh Bahaeddin Effendi, était un mufti, recteur d'une medressa (université islamiste), un homme pieux et

érudit(..) Alors que sa maison était encerclée par les soldats de la République turque, il a été assassiné après la prière du matin au cours de sa récitation rituelle du Coran. Il avait 57 ans quand il est tombé en martyr. Sa femme, ma regrettée grand-mère Rabia Khanoum, a conservé sa chemise et son gilet maculés de sang sous son oreiller comme une relique sacrée tout au long des 23 années que nous avons passées en exil. Lorsque nous tombions malades, dans l'indigence et le dénuement de l'exil, nous ne pouvions trouver des médicaments, ma regrettée grand-mère volait de suite à notre secours. Elle allait chercher avec ferveur le sac contenant la chemise ensanglantée de notre grand-père qui fut un grand martyr. Dieu le tient en haute estime. Embrassez-la avec respect et Dieu vous guérira(..).

Cheikh Diyaeddin, quatrième frère de mon grand-père Cheikh Saïd, avec son neveu Cheikh Ali Riza et de nombreux notables de tribus Hasenan et Zirkan, réfugiés en Iran, sont tombés dans un traquenard tendu par Riza Chah, ami d'Atatürk. ils ont été lâchement abattus par les soldats du Chah. Lors de son martyr, il n'avait pas encore 40 ans.

Cheikh Abdurrahim, septième frère de mon grand-père Cheikh Saïd, était un guerrier réputé. Après avoir pendant des années combattu les troupes turques, il s'était réfugié en Syrie. En 1938, lors des massacres des Kurdes de Dersim (par Atatürk) il a repassé la frontière pour venir au secours de son peuple. Avant

Au total, près de 100 proches parents du Cheikh Saïd, ses beaux-frères, ses gendres, ses neveux, ont été tués par les Turcs. Mon intention n'est pas d'énumérer tous ces suppliciés dans ce texte. Je voulais simplement rappeler aux jeunes générations un panorama, un aperçu à vol d'oiseau de la persécution (..) Finalement, rien ne semble avoir changé pour les Kurdes. Les horizons sont bien sombres. Les gens assoiffés de sang brandissent du poing, on ne voit guère de mains tendues vers le Bien. Malgré tout cela, il ne faut pas désespérer. Les oppresseurs pourraient périr noyés dans le sang de leurs victimes (..).

Mon père, Cheikh Sehabettin a passé, à partir de l'âge de 18 ans, toute sa vie en exil et dans d'indicibles difficultés...Il devait assurer la survie d'une famille de 14 âmes, comprenant sa mère, ses deux soeurs, sa femme, ses sept enfants et deux orphelins adoptés. La famille large de ses 5 cousins comprenait au total 55 membres exilés en Thrace (Ndt. à la frontière grecque) (..) Au bout des 13 années de son second exil, quand en 1947 mon père a été autorisé à regagner son pays, il n'a pu vivre que 2 mois. Il est mort à l'âge de 46 ans. Dans ce contexte vous comprendrez qu'à mon âge, je n'évoque ni l'éloge de la vieillesse de Cicéron ni les pensées sublimes de nos mystiques. Pris dans l'effroyable tourbillon actuel par les cris et les appels de suppliciés périssant dans cet océan de persécution, je ne puis guère penser à mon sort dans cette vallée des malheurs (..) J'ai déjà vécu plus que mes ancêtres et j'aspire à rejoindre «la caravane des amis» célébrée par le poète mystique Pir Sultan Abdal (XVIe siècle) avant sa pendaison pour insoumission par l'Ottoman Hizir Pacha (..).

Puis, même enfant et adolescent, nous n'avons pas courbé la tête devant leur Dieu vivant (NdT. Atatürk, dont le culte est célébré comme celui d'une divinité tutélaire de l'État turc). Allons-nous maintenant, à cet âge, avoir peur de ses caricatures et ses nains? »

AINSI QUE...

• **CONDAMNATION DE YACHAR KEMAL.** La Cour de Sûreté d'Istanbul a, le 7 mars, condamné le célèbre romancier Yachar Kemal à 20 de prison avec sursis pour deux de ses textes publiés dans un ouvrage collectif intitulé *«La liberté d'expression et la Turquie»*. Accusé d'incitation à la haine et à l'animosité sur des bases ethniques ou régionales, Kemal a déclaré au cours de cette audience à huis clos que *«la Turquie vit actuellement sa pire période de dictature (...) Cette guerre prendra fin parce que c'est une guerre de destruction. 3 millions et demi de personnes ont été condamnées à la famine. Si cette guerre continue les peuples turc et kurde vont dégénérer, ils s'excluront de l'humanité. Je n'ai pas peur de dire ces choses. Ils peuvent me donner la peine de prison qu'ils veulent. Il peuvent même me tuer.»*

Quelques semaines après le procès Kemal, une autre personnalité kurde Hatip Dicle, l'ex-député et président du DEP qui purge actuellement une peine de 15 ans de prison, a été condamné à 2 ans de prison supplémentaires et à 600 milles de livres turques d'amende par la Cour de Sûreté de l'État d'Istanbul. L'ex-député de Diyarbakir est accusé d'*«incitation à la haine raciale et de propagande séparatiste»* aux termes de l'article 312 du Code pénal turc pour son article intitulé *«Le Prix international de la Paix d'Atatürk»* publié par le journal Yeni Politika, le 31 mai 1995. Par ailleurs, le propriétaire du journal, M. Necati Taniyan, a également été condamné par la même Cour à verser une amende de 363 millions livres turques. De même, début avril, la Cour constitutionnelle turque a interdit le Parti de la Démocratie et du Changement (DDP) pour *«activités*

séparatistes». Son président, M. Ibrahim Aksoy, un ex-député de Malatya, a été arrêté le 15 octobre dernier et purge actuellement une peine de 2 ans à la prison centrale d'Ankara. Les dirigeants encore en liberté de ce parti, ont décidé de constituer un nouveau parti sous le nom de Parti pour la Démocratie et la Paix (DBP).

• **QUATRE EX-DÉPUTÉS KURDES CONDAMNÉS À 1 AN 2 MOIS DE PRISON.** La Cour de Sûreté de l'État N° 1 d'Ankara a condamné, le 11 avril, les ex-députés kurdes Mahmut Alinak, Sirri Sakik, Ahmet Türk et Sedat Yurtas à un an et deux mois de prison et à une amende de 116 666 000 LT (environ 8340 FF) chacun. En décembre 1994, la Cour de cassation turque avait invalidé un précédent jugement de la Cour de Sûreté condamnant à des peines plus lourdes ces hommes politiques kurdes, poursuivis pour délit d'opinion et demandé qu'ils soient rejugés. Le verdict du 11 avril est prononcé en vertu de l'article 8 de la loi dite anti-terreur. Les 4 ex-députés, présents à l'audience, ont réaffirmé qu'ils n'avaient fait qu'exprimer au Parlement et dans les médias leurs opinions sur les moyens de régler pacifiquement le problème kurde et que loin d'être des séparatistes, ils défendaient l'intégrité territoriale de la Turquie d'Edirne (en Thrace, extrémité occidentale du pays) à Sirnak (à l'extrême est, à la frontière de l'Irak). Ahmet Turk et ses camarades ont déclaré qu'ils allaient faire appel de ce verdict. Si la Cour de cassation turque confirme les peines prononcées en première instance, les ex-députés kurdes seront privés de leurs droits politiques. C'est sans doute ce que veulent les autorités turques qui mènent depuis des décennies une politique systématique de décapitation des élites politiques et culturelles kurdes afin d'étouffer dans l'oeuf toute expression politique pacifique de la population kurde.

Par ailleurs, loin de la capitale et dans le silence général, les Cours de sûreté de l'État turques des provinces kurdes travaillent à plein régime. Celles de Diyarbakir et de Malatya ont, le 4 avril, condamné à la peine capitale 7 militants kurdes: Serdar Güzel,

Zülküf Birgül, Yasar Kirmizi, Kerim Avsar, Hacı Özer, Tayfur Dolan et Hivzullah Mutlu, tous accusés de *«propagande séparatiste»* et de *«terrorisme»*. D'autres lourdes peines de prison ont été prononcées par la Cour de Sûreté de Malatya contre Cihan Deniz et Murat Kaplan, respectivement condamnés à 36 et 12 ans de prison. Quant à la Cour de Sûreté d'État de Kayseri, elle a condamné à la réclusion à perpétuité deux Kurdes: Hacı Ali Bastürk et Kemal Derman, pour *«appartenance au PKK»*.

• **LA TURQUIE EN TÊTE DES PAYS LES PLUS RÉPRESSIFS À L'ÉGARD DE LA PRESSE.** Selon le rapport annuel de la Commission pour la Protection des Journalistes (CPJ), rendu public le 14 mars, 182 journalistes étaient emprisonnés dans vingt deux pays à la fin de l'année 1995. La Turquie arrive en tête du palmarès mondial des gouvernements les plus répressifs à l'égard de la presse avec 51 journalistes, devant l'Éthiopie, le Koweït, le Zaïre, la Chine...etc. Commentant cette répression à l'égard de la presse, le Président du (CPJ) a déclaré que *«la Turquie dépasse des régimes totalitaires tels que la Chine et la Syrie. Le nouveau gouvernement turc doit démontrer son engagement en faveur de la démocratie en remettant en liberté les collègues emprisonnés et abolir l'article 8 de la loi anti-terroriste»*. En effet, en vertu l'article 8 et d'autres articles de l'arsenal répressif turc journalistes, syndicalistes et intellectuels sont régulièrement poursuivis pour avoir exprimé des opinions indépendantes sur la guerre du Kurdistan. Ce fut le cas par exemple d'une journaliste américaine, Aliza Marcus, travaillant pour Reuters qui a été accusée par les autorités turques *«d'incitation à la haine raciale»* à la suite d'un article sur l'évacuation des villages kurdes par l'armée. Mlle Marcus s'est vu attribuer le jour même de la publication du rapport du (CPJ) le *«Prix de la liberté de la presse»* par le National Press Club de Washington.

• **NOUVELLES EXÉCUTIONS EXTRA-JUDICIAIRES.** Les frères Eyüp Karabey, 26 ans, et Mahir Karabey, 18 ans, arrêtés le 25 décembre à Çukurca dans la province de Hakkari, et depuis portés disparus ont été

trouvés morts le 26 février près du village Biyadir (Narli). Le père des victimes, Recep Karabey, affirme dans le quotidien *Özgür Politika* du 1er mars, que ses deux fils avaient été arrêtés par des policiers en civil accompagnés d'un dénommé Hawar. Depuis, à maintes reprises, il s'est adressé aux autorités locales et au procureur de la République, pour avoir des nouvelles de ses deux fils. En vain. Le 26 février leurs cadavres mutilés étaient trouvés sur une décharge publique du village évacué de Biyadir. Leurs tortionnaires leur avaient tranché le nez et les oreilles et les avaient énuclés.

Le 24 mars, le cadavre d'un Kurde âgé de 23 ans, Mehmet Kesim, a été trouvé près de Derik, dans la province de Mardin; il a été abattu d'une balle dans la tête. Originaire de Cizre, M. Kesim avait émigré vers Mersin sur la côte méditerranéenne. En route pour aller rendre visite à sa famille qu'il n'avait pas vu depuis 2 ans, il a été arrêté le 4 mars lors d'un contrôle de police à l'entrée de Mardin. Son compagnon de route, Hicri Kutbethan, 21 ans, voyageant au bord du même véhicule privé est porté disparu. Le quotidien *Politika* du 26 mars qui publie cette information signale aussi la découverte, le 18 mars, d'un cadavre non identifié d'une jeune fille près du hameau Ahmedi, dans le district de Lice de la province de Diyarbakir.

Le 15 avril, des policiers et des membres d'une unité spéciale de lutte contre le terrorisme ont exécuté sommairement en plein jour 4 jeunes Kurdes à Mersin, sur la côte méditerranéenne. Après avoir investi vers 16h une maison dans le quartier Günes de cette ville à la recherche de «terroristes», ils ont fait sortir ses deux occupants, Selahattin Ekin, 24 ans, et sa compagne. Ceux-ci, surpris, les mains en l'air et sans armes, ont été alignés le long d'un mur et passés par les armes devant les habitants du quartier non sans avoir menacé ceux-ci de les abattre aussi sur le champ s'ils ne rentraient pas de suite chez eux. Le même jour, dans une orangerie du quartier Çello de Mersin deux autres jeunes, H. Yusuf Daloglu, 19 ans et Kadriye Özey, 17 ans, soupçonnés d'être des prisonniers en cavale ont été abattus alors que

non armés ils se rendaient aux policiers turcs. Dans une conférence de presse, Me Hamza Yilmaz, président de la section locale de l'Association des droits de l'homme a vivement dénoncé «l'exécution extrajudiciaire de 4 personnes sans armes». Il a aussi souligné que «ces victimes d'une véritable chasse à l'homme» sont présentées par la police comme des «terroristes tués lors des affrontements avec les forces de sécurité». Cette nouvelle tuerie intervient une semaine après l'exécution extrajudiciaire de «deux suspects» dans les districts Göztepe et Kisikli d'Istanbul.

• **ÉTAT D'URGENCE PROLONGÉ DE 4 MOIS DANS DIX PROVINCES KURDES.** Le Parlement turc a décidé le 14 mars, par 227 voix contre 179 et 51 abstentions, de prolonger de 4 mois l'état d'urgence dans les 10 provinces kurdes du Sud-Est. Celles-ci sont de fait placées depuis 1979 à des régimes d'état de siège, de loi martiale et d'état d'urgence de façon ininterrompue. Les jeunes âgés de moins de 20 ans n'auront ainsi connu que l'autorité sans partage ni contrôle de l'armée et de la police dans leur région. Au total depuis la création de la République turque en 1923, les provinces kurdes auront ainsi passé 50 ans sous des régimes d'exception et d'état de siège.

• **LE MANDAT DE L'OPÉRATION «PROVIDE COMFORT» PROLONGÉ DE 3 MOIS.** L'autorisation de stationnement de la force multinationale basée à Incirlik, à l'est de la Turquie, formée aux termes de la résolution 688 du Conseil de Sécurité de l'ONU de 1991, a été reconduite le 27 mars par le Parlement turc par 243 voix contre 199 et 76 abstentions jusqu'au 30 juin. Cette force multinationale, composée de Britanniques, Français et Américains, a pour mission de protéger les Kurdes d'Irak, de surveiller la zone d'exclusion aérienne imposée à l'Irak au nord du 36ème parallèle et de détecter les mouvements de troupes de Bagdad en direction des régions kurdes. Depuis 1991 ce mandat était toujours prolongé pour des périodes de 6 mois. Cette fois-ci, sous la

pression du Parti de la Gauche Démocratique (DSP), partenaire officieux de la coalition gouvernementale, la prolongation a été votée pour période de 3 mois. Les leaders du DSP, Bulent Ecevit et Mümtaz Soysal, connus pour leurs sympathies pour Saddam Hussein «l'anti-impérialiste» affirment même que les députés de leur formation s'opposent à toute nouvelle prolongation du mandat de Provide Comfort au-delà du 30 juin. B. Ecevit a réaffirmé cette position à l'issue de l'entretien qu'il a eu avec le Premier ministre Yilmaz, le 8 avril. Sans l'abstention des députés du DSP, les deux partis de la coalition gouvernementale, ANAP et DYP, ne disposent pas de voix suffisantes pour voter une nouvelle prolongation. Cette question a été abordée lors de la récente rencontre du président turc Demirel avec Bill Clinton à Washington. Les menaces turques semblent faire partie d'une tactique de marchandage dans les négociations globales turco-américaines. Si Ankara obtient satisfaction sur des points importants comme les ventes d'armes, l'octroi de nouveaux crédits et le silence politique de Washington sur la guerre du Kurdistan, les chefs militaires pourraient, à travers le Conseil de Sécurité Nationale rappeler à l'ordre les dirigeants des partis et faire voter sans problème la prolongation de Provide Comfort. Sinon, les Américains devront chercher une autre base régionale pour les avions de Provide Comfort. La Jordanie serait prête à les accueillir moyennant quelques compensations financières.

• **UNE NOUVELLE ÉTUDE TURQUE CONFIRME LE FOSSÉ ÉCONOMIQUE ENTRE L'EST KURDE ET LE RESTE DU PAYS.** Selon une étude de l'Institut d'État de la Statistique (DSE) portant sur le développement économique de la Turquie dans la période 1987-1994, les départements les plus pauvres de la Turquie se trouvent dans le Kurdistan (l'Anatolie de l'Est et du Sud-Est dans le langage administratif turc). Le département le plus pauvre, Agri, au pied du Mont Ararat le PNB annuel par habitant étant, en 1994, de 514 dollars contre 5924 dollars à Kocaeli, dans l'Ouest turc, département le plus riche de la Turquie.

l'écart est de 1 à 11. D'autres départements kurdes ne sont guère mieux pourvus qu'Agri: Mus (\$ 5541; Bitlis (\$ 662); Ardahan (\$ 663); Bingol (\$ 691); Iğdir (\$ 711); Bayburt (\$ 781); Sırnak (\$ 800); Van (\$ 805); Hakkari (\$ 816). Dans l'Ouest turc le PNB annuel par habitant dépasse souvent les 3000 dollars: Izmir (\$ 3352); Bikcik (\$ 3205); Ankara (\$ 3202); Kirklareli (\$ 31431); Istanbul (\$ 3111); Mugla (\$ 3088). Selon cette étude, rendue publique le 8 avril, en 1994 près de la moitié (48,3%) du PNB du pays est concentrée dans six départements de l'Ouest turc: Istanbul, Izmir, Kocaeli, Bursa et Adana. Les régions d'Anatolie de l'Est et du Sud-Est à majorité kurde, qui couvrent environ 30% du territoire de la Turquie contribuent respectivement pour 3,9% et 5,5% au Produit National Brut (PNB) total du pays. Avec tels écarts de développement entre l'Est kurde et l'Ouest turc du pays, on se trouve dans une situation de type colonial qui constitue l'une des causes fondamentales du problème kurde en Turquie.

• SELON L'AMBASSADEUR TURC EN FRANCE, LA MAUVAISE IMAGE DE SON PAYS SERAIT DUE À LA DÉSINFORMATION DES MÉDIAS PAR QUELQUES ONG. Dans une longue interview publiée par le Turkish Daily News du 25 mars, M. Tansug Bleda affirme que le thème des droits de l'homme utilisé par quelques ONG «*visent à distancer la Turquie de l'Europe*». Selon lui le PKK et les organisations qui sont dans sa mouvance n'étant pas crédibles auprès de l'opinion publique occidentale, les ennuis et les revers de son pays en Europe sont souvent dus à l'action de «certains groupes». Parmi ceux-ci, il cite notamment l'Institut kurde de Paris, la Fondation France-Libertés, Reporters sans Frontières et Amnesty International. Se félicitant que «*le gouvernement français ait coupé les subventions accordées à l'Institut kurde*» qui lui semble coupable également d'œuvrer pour «*la création d'une langue kurde unifiée pour un État kurde hypothétique*». M. Bleda affirme que cet Institut est utilisé par certains cercles pour influencer les médias d'une façon biaisée contre la Turquie. Pour

lui, le fait que les médias français accordent plus de place et d'attention au président de l'Institut kurde qu'à lui-même est une «*preuve*» de leur désinformation sur la question kurde ! Ankara qui parvient à forcer à l'autocensure des correspondants étrangers en poste en Turquie, cherche à intimider les «*quelques ONG*» qui tentent de briser le mur de silence entourant la tragédie kurde en Turquie: le principal chercheur d'Amnesty sur la Turquie est déclaré persona non grata à Ankara. France-Libertés, qui poursuit un programme de construction d'écoles au Kurdistan irakien dans le cadre de la résolution 688 des Nations Unies, est interdite de transit sur le territoire turc, Reporters sans Frontières est sur la liste rouge!

• GREENPEACE DÉNONCE LA POLLUTION DE L'EAU PAR SHELL DANS LES PROVINCES KURDES DE

MARDİN ET DE DIYARBAKIR. L'organisation écologiste, Greenpeace, a accusé la compagnie Shell, spécialisée en pétro-chimie, dans l'affaire de la pollution de l'eau potable, à Midyat, Mardin, Diyarbakir, en versant notamment ses produits pétro-chimiques usés dans les nappes souterraines de cette région. Selon le responsable de Greenpeace, M. Paul Horsman, Shell a systématiquement violé les mesures européennes applicables dans ce domaine et ce depuis 1973. «*La compagnie n'a pas pris des mesures environnementales nécessaires dans ses opérations et elle applique des standards différents selon les pays et qu'il lui aurait été impossible de causer une telle pollution dans un pays européen (...)* Shell ne se serait pas comporté de cette manière au Royaume-Uni ou aux Pays-Bas et que l'eau de Diyarbakir ne serait plus potable dans un proche avenir» a encore ajouté le responsable de Greenpeace.

EN BREF, LA REVUE DE LA PRESSE

TURQUIE : BILAN ACCABLANT DE VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME. (*Le peuple breton*, mars 1996), p. 1.

LEYLA ZANA : LA FAUTE D'ÊTRE KURDE. Depuis deux ans, Leyla Zana est emprisonnée dans les geôles turques. Son seul crime : être née kurde et aimer passionnément sa langue et sa culture. (*Le pèlerin magazine*, 1^{er} mars 1996), p. 1.

KURDISTAN : L'ARMÉE TURQUE PRÉPARE UNE OFFENSIVE APPUYÉE PAR L'AVIATION CONTRE LES COMBATTANTS KURDES DU PKK AVANT LE DÉBUT DU PRINTEMPS. (*L'Humanité*, 1^{er} mars 1996), p. 1.

MEHDI ZANA : «*LORSQUE J'AI REPRÉSENTÉ LEYLA POUR LE PRIX SAKHAROV, JE ME SUIS EXPRIMÉ EN KURDE*». (*Bonjour Bobigny*, mars 1996), p. 2-3.

LE PROBLÈME DE CONFIANCE MAINTIENT LES KURDES OUBLIÉS DE

L'IRAK ISOLÉS. (*Turkish Probe*, 1^{er} mars 1996), p. 4.

L'AGENDA DES DROITS DE L'HOMME : Le ministre de la justice admet la pratique de la torture en Turquie. Yachar Kemal à nouveau devant une cour. — Le département d'État américain publie un rapport sur les droits de l'homme. — L'ex-député A. Firat va comparaître à Erzurum. (*Turkish Probe*, 1^{er} mars 1996), p. 5.

LE PROCÈS DU HEP REPREND À LA COUR DE SÛRETÉ DE L'ÉTAT D'ANKARA. (*Turkish Daily News*, 1^{er} mars 1996), p. 6.

LE PROCUREUR OUVRE UNE INFORMATION CONTRE LA FONDATION TURQUE DES DROITS DE L'HOMME. (*Turkish Daily News*, 1^{er} mars 1996), p. 6.

L'ASSOCIATION DES DROITS DE L'HOMME PUBLIE SON RAPPORT ANNUEL. Le rapport affirme que beaucoup plus de gens aurait subi la torture mais ils ont trop

peur pour parler. (*Turkish Daily News*, 2 mars 1996), p. 6-7.

DES CAMIONNEURS REFUSENT ENCORE DE TRASPORTER DES MARCHANDISES AU NORD DE L'IRAK. (*Turkish Daily News*, 2 mars 1996), p. 8.

UNE COALITION LAIQUE DE CENTRE DROIT VA GOUVERNER LA TURQUIE. Tansu ÇILLER et Mesut Yilmaz se sont mis d'accord sur une rotation à la tête du cabinet. L'armée, pour barrer la route aux islamistes, aurait fait pression sur ces deux rivaux de toujours. (*Le Monde*, 1^{er} mars 1996), p. 9.

ÇILLER ET YILMAZ VONT GOUVERNER EN TURQUIE. — La coalition de centre droit est formée. (*International Herald Tribune*, 4 mars 1996), p. 10.

LA PURGE DE LA PARENTELE DES DÉFLECTEURS CONTINUERAIT EN IRAK. — Même deux petit-fils [de Saddam] auraient été assassinés. (*International Herald Tribune*, 4 mars 1996), p. 10.

DES KURDES SUR LA TOMBE DE FRANÇOIS MITTERRAND. Jelal Talabani s'est déplacé d'Irak pour venir déposer une couronne de fleurs sur la tombe du président Mitterrand à Jarnac. (*Charente Libre*, 6 mars 1996), p. 11.

L'EX-DÉPUTÉ A. FIRAT REFUSE DE COMPARAÎTRE DEVANT LA COUR. (*Turkish Daily News*, 6 mars 1996), p. 11.

TURQUIE-DROITS DE L'HOMME : L'ÉCRIVAIN TURC YACHAR KEMAL CONDAMNÉ À LA PRISON AVEC SURSIS. Il a été condamné par la Cour de Sûreté de l'État d'Istanbul pour «incitation à la haine». Yachar Kemal, 73 ans, considéré comme le plus grand écrivain turc vivant, était poursuivi pour deux articles publiés dans un livre intitulé «*La liberté d'opinion et la Turquie*». YACHAR KEMAL CONDAMNÉ EN TURQUIE. Alors qu'un gouvernement a été constitué, la justice frappe l'écrivain. SILHOUETTE : YACHAR KEMAL CONDAMNÉ. (*A.F.P.*, 7 mars; *Libération*; *Le Figaro*, 8 mars; *La Croix*, 9 mars 1996), p. 12, 17, 24.

LE PARLEMENTAIRE DE ND, JAUME BARTUMEU VIENT DE SIGNER UNE

PROPOSITION DE RÉSOLUTION PAR LAQUELLE ON INVITE LE GOUVERNEMENT TURC À ACCEPTER LE CESSEZ-LE FEU DÉCLARÉ PAR LE PRÉSIDENT DU PKK. (*L'indépendant*, 7 mars 1996), p. 13.

LES DÉFENSEURS DES DROITS DE L'HOMME À NOUVEAU DEVANT UNE COUR. (*Turkish Daily News*, 7 mars 1996), p. 13.

LE SÉNATEUR D'AMATO APPELLE CLINTON À ENTERRER L'ÉTUDE SUR L'OLÉODUC DE GAZ DE L'IRAN RÉALISÉE PAR L'ONU. (*Turkish Daily News*, 7 mars 1996), p. 13.

LES DROITS DE L'HOMME S'AMÉLIORENT EN 1995 SELON UN RAPPORT AMÉRICAIN. (*Turkish Daily News*, 7 mars 1996), p. 14.

LE MINISTRE DES DROITS DE L'HOMME BLÂME LE DYP POUR LE MANQUE DE PROGRÈS. — Selon Adnan Ekmen le DYP a toujours été peu désireux, et à maintes reprises même préventive, pour l'application des droits de l'homme. (*Turkish Daily News*, 7 mars 1996), p. 14.

LE SYNDROME DE DIYARBAKIR. (*Turkish Probe*, 8 mars 1996), p. 15.

L'AGENDA DES DROITS DE L'HOMME. (*Turkish Probe*, 8 mars 1996), p. 16.

18 MOIS FERME POUR LE PASSEUR DE 21 KURDES. (*Le Républicain Lorrain*, 8 mars 1996), p. 17.

LES DEUX PARTIS CONSERVATEURS TURCS ONT FORMÉ UN NOUVEAU GOUVERNEMENT. Leur union est animée par le souci d'écartier du pouvoir le parti islamiste (Refah), arrivé en tête du scrutin de décembre. Mesut Yilmaz sera remplacé au poste de premier ministre par M^{me} ÇILLER dans un an. «*Le 53^e gouvernement sera un gouvernement de réforme et de changement*» a déclaré M. Yilmaz. (*Le Monde*, 8 mars 1996), p. 18.

USA-TURQUIE : LE RAPPORT ANNUEL DU DÉPARTEMENT D'ÉTAT AMÉRICAIN ÉMET DES RÉSERVES SUR LES PROGRES DE LA TURQUIE EN MATIÈRE DE DROITS

DE L'HOMME. En dépit de réformes juridiques et constitutionnelles significatives, la Turquie s'est encore rendue coupable de graves violations des droits de l'homme et il lui reste beaucoup de chemin à faire pour parvenir à la démocratie, indique le rapport américain. DROITS DE L'HOMME : PEUT MIEUX FAIRE (*Gamk*; *Le Quotidien de Paris*, 8 mars 1996), p. 19.

LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT-ADJOINT AMÉRICAIN SHATTUCK AVERTI AU SUJET DES «RETOMBÉES POLITIQUES» DANS SON RAPPORT SUR LES DROITS DE L'HOMME EN TURQUIE. — Relations américano-turques fortes mais abus persistants. (*Turkish Daily News*, 8 mars 1996), p. 20.

YACHAR KEMAL, UN HOMME DE PAIX RECONNU COUPABLE D'«INCITATION À LA HAINE». (*Turkish Daily News*, 8 mars 1996), p. 21-22.

MANIFESTATION DE 600 KURDES À STRASBOURG pour protester contre les condamnations à mort pour des raisons politiques de leurs compatriotes en Turquie. (*A.F.P.*, 9 mars 1996), p. 22.

CONDAMNÉ PAR LA JUSTICE TURQUE, YACHAR KEMAL SE DÉFEND D'ÊTRE UN NATIONALISTE KURDE. «*Je continuerai à parler*», indique l'écrivain dans un entretien au «*Monde*», «*Je ne pense pas que les Kurdes, s'ils obtenaient leurs droits culturels, voudraient l'indépendance*». (*Le Monde*, 9 mars 1996), p. 23.

LES ÉTATS-UNIS CONSIDÈRENT LE SOMMET ANTI-TERRORISTE DU CAIRE COMME UNE OCCASION D'ISOLER TÉHÉRAN. — La réunion du Caire va au-delà de relance des pourparlers de paix au Moyen-Orient. (*International Herald Tribune*, 9-10 mars 1996), p. 24.

LA TURQUIE EN MOUVEMENT : PAYS «EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT», SIGNATAIRE D'UNE UNION DOUANIÈRE, PAYS «MUSULMAN» SUR LE SEUIL DE L'EUROPE «CHRÉTIENNE»... (*Ouest France*, 9 mars 1996), p. 24.

LES ÉQUIPES ANTI-TERRORISTES DE LA POLICE D'ANKARA PLACENT EN GARDE-À-VUE QUATRE MILITANTS DU PKK. L'enquête révèle la connexion Grèce-PKK. (*Turkish Daily News*, 9 mars 1996), p. 25.

LES IRANIENS VOTENT DANS UNE ÉLECTION QUI SIGNIFIE TOUT OU RIEN. (*International Herald Tribune*, 9-10 mars 1996), p. 26.

LA COUR DEMANDE LA PEINE DE MORT POUR QUATRE MEMBRES DU HEZBOLLAH. (*Turkish Daily News*, 9 mars 1996), p. 26.

LE COMITÉ POUR LA PROTECTION DES JOURNALISTES (CPJ) PROTESTE CONTRE LA PEINE DE PRISON AVEC SURSIS CONTRE L'ÉCRIVAIN YACHAR KEMAL. (*Turkish Daily News*, 9 mars 1996), p. 27.

L'IRAK PERMET AUX EXPERTS DE L'ONU D'ENTRER DANS UN BÂTIMENT APRÈS UNE VIVE TENSION. (*Turkish Daily News*, 10 mars 1996), p. 27.

L'UNION EUROPÉENNE FERA DES PRESSIONS SUR L'IRAN POUR QU'IL RENONCE AU TERRORISME. (*International Herald Tribune*, 11 mars 1996), p. 28.

ISRAËL VA RECHERCHER DES PRÊTS ÉNORMES POUR FINANCER LE PROJET TURC. (*Turkish Daily News*, 11 mars 1996), p. 28.

ATMOSPHERE DE COOPÉRATION AUX POURPARLERS DE NEW YORK, INCIDENT EN IRAK. (A.F.P., 11 mars 1996), p. 29-30.

LE CHEF DU PKK MENACE DE «FRAPPER TRES FORT» LE TOURISME TURC. MENACES KURDES EN TURQUIE. (A.F.P. 11 mars, *Libération*; *Le Figaro*; *L'Alsace*, 12 mars 1996), p. 30, 34.

LES CONSERVATEURS IRANIENS ASSURÉS D'UNE BONNE MAJORITÉ» AU PARLEMENT. Les rénovateurs n'ont pas dit leur dernier mot. L'UNION EUROPÉENNE REFUSE D'ISOLER COMPLETEMENT TÉHÉRAN. (*Le Monde*, 12 mars 1996), p. 31.

L'AMBASSADEUR GROSSMAN RÉAFFIRME LE SOUTIEN AMÉRICAIN POUR LE TERRITOIRE ET LA DÉMOCRATIE TURCS. (*Turkish Daily News*, 12 mars 1996), p. 32-33.

L'IRAN JOUE LA CARTE DE L'EUROPE ET DE LA RUSSIE POUR ÉCHAPPER À

L'ANÂTHEME. Ali Akbar Velayati, ministre des Affaires étrangères, a formellement démenti tout soutien logistique aux islamistes palestiniens. (*Le Monde*, 12 mars 1996), p. 34.

DES MILITANTS DU PKK TENTENT UNE EMBUSCADE À UNE PATROUILLE TURQUE. (*Turkish Daily News*, 11 mars 1996), p. 34.

M. MESUT YILMAZ EXCLUT TOUTE NÉGOCIATION AVEC LE PPK et met en doute la capacité de cette organisation à frapper des objectifs touristiques en Turquie. YILMAZ EXCLUT TOUTE NÉGOCIATION AVEC LES KURDES DU PKK. (A.F.P., 13 mars; *Les Echos*, 14 mars 1996), p. 35, 38.

LA NOUVELLE COALITION TURQUE PASSE LE TESTE DE CONFIANCE (du Parlement) (*International Herald Tribune*, 13 mars 1996), p. 35.

TURQUIE : LE CHEF DU PARTI DES TRAVAILLEURS DU KURDISTAN (PKK), ABDULLAH OCALAN, A DÉCLARÉ : «s'il n'y a pas de cessez-le-feu de la part de la Turquie, nous mènerons une guerre tous azimuts». (*Le Monde*, 13 mars 1996), p. 35.

LA VIOLENCE MENACE DANS LE SUD-EST COMME LES TROUPES SONT MASSÉES À LA FRONTIÈRE NORD DE L'IRAK, LE PKK ENVISAGE DE METTRE UN TERME À SON CESSEZ-LE-FEU LE 21 MARS. (*Turkish Daily News*, 13 mars 1996), p. 36.

LES KURDES DISENT QU'ILS VONT DÉFENDRE L'OLÉODUC IRAK-TURQUIE. (*Turkish Daily News*, 13 mars 1996), p. 36.

DIFFICILE POUR LE PREMIER MINISTRE YILMAZ DE RESPECTER SA PAROLE À PROPOS DE YACHAR KEMAL. — L'ANAP ne regarde pas avec sympathie des amendements législatifs pour aider Yachar Kemal. Un dirigeant du DYP: nous ne pouvons pas détruire toutes les institutions de l'État pour sauver une personne. (*Turkish Daily News*, 13 mars 1996), p. 37.

LA QUESTION KURDE N'EST PAS ENCORE RÉVOLUE DANS LES POURPARLERS IRAK-ONU. (*Turkish Daily News*, 13 mars 1996), p. 38.

LA CORRESPONDANTE DE REUTERS

PARLE DE SON PROCÈS EN TURQUIE. ELLE RECEVRA FREEDOM AWARD (LE PRIX DE LA LIBERTÉ) AUJOURD'HUI. (*The Washington Times*, 14 mars 1996), p. 38.

UN ENTRETIEN AVEC MESUT YILMAZ, PREMIER MINISTRE TURC, : «LA QUESTION KURDE NE POURRA ÊTRE RÉVOLUE PAR LA FORCE». Tout juste nommé, le nouveau chef du gouvernement envisage de lever l'état d'urgence dans le sud-est du pays. Il place la poursuite des privatisations au premier rang de son programme économique. (*Le Figaro*, 14 mars 1996), p. 39-40.

L'ACCORD SUR L'OLÉODUC YUMURTALIK-KIRKOUK EN ROUTE. (*Turkish Daily News*, 14 mars 1996), p. 40.

LE PARLEMENT KURDE EN EXIL SE RÉUNIT À COPENHAGUE. AVERTISSEMENT: La Turquie avertit sévèrement Copenhague, disant que les relations vont se détériorer s'il n'arrête pas la réunion du «Parlement». (*Turkish Daily News*, 14 mars 1996), p. 41.

LE MANQUE D'«ACTION» ET LES «RÉAJUSTEMENTS» conduisent à des troubles au sein du PKK. (*Turkish Daily News*, 14 mars 1996), p. 41-42.

UN PRINTEMPS CHAUD SE PROFILE. — Turcs et Kurdes irakiens reprennent les contacts comme le PKK montre les dents. (*Turkish Probe*, 15 mars 1996), p. 43.

LA TURQUIE ET ISRAËL FORGENT DES RELATIONS PLUS ÉTROITES. (*Turkish Probe*, 15 mars 1996), p. 44.

L'AGENDA DES DROITS DE L'HOMME. (*Turkish Probe*, 15 mars 1996), p. 45.

LE PARQUET FÉDÉRAL ALLEMAND A LANCÉ UN MANDAT D'ARRET POUR MEURTRE CONTRE LE MINISTRE IRANIEN DES RENSEIGNEMENTS ALI FALLAHIAN, a affirmé le quotidien *Frankfurter Allgemeine Zeitung* (Faz), citant des sources diplomatiques. LA JUSTICE CONFIRME AVOIR LANCÉ UN MANDAT D'ARRET CONTRE ALI FALLAHIAN. LA JUSTICE ALLEMANDE MET EN ACCUSATION UN MINISTRE IRANIEN POUR TERRORISME. L'ALLEMAGNE PREND SES DISTANCES AVEC L'IRAN ET LANCE UN MANDAT

D'ARRET CONTRE UN MINISTRE IRANIEN POUR INCITATION AU TERRORISME. (A.F.P., 15 mars; *Le Télégramme de Brest*; *Le Monde*, 17 mars 1996), p. 46-48, 52, 53.

ALIZA MARCUS, JOURNALISTE AMÉRICAINE TRAVAILLANT POUR L'AGENCE REUTERS EN TURQUIE, S'EST VU ATTRIBUER le «*Prix de la liberté de la presse*» décerné par le *National Press Club* de Washington à l'occasion de la journée pour la liberté de l'information. (A.F.P., 14 mars; *Correspondance de la presse*, 15 mars 1996), p. 47, 49.

182 JOURNALISTES EMPRISONNES DANS LE MONDE SELON LE RAPPORT ANNUEL DE LA COMMISSION POUR LA PROTECTION DES JOURNALISTES. Pour la deuxième année consécutive, la Turquie arrive en tête du palmarès mondial des gouvernements les plus répressifs à l'égard de la presse avec 51 journalistes emprisonnés, devant l'Éthiopie (31), la Chine (20) et le Koweït (18), selon l'édition 1996 du rapport de la Commission pour la protection des journalistes (C.P.J.). LA TURQUIE RESTE LE PAYS LE PLUS RISQUÉ POUR LES JOURNALISTES. (*Correspondance de la presse*, 15 mars; *Gamk*, 16-17 mars 1996), p. 48-49, 52.

TURQUIE : YACHAR KEMAL, LE COURAGEUX. «*Il y a trois millions et demi de villageois déportés, des champs de blé brûlés et la famine s'étend*». (*L'Hebdo*, 15 mars 1996), p. 50.

LE PARLEMENT PROLONGE L'ÉTAT D'URGENCE DANS LES PROCÈS KURDES POUR «*LA DERNIÈRE FOIS*». (*Turkish Daily News*, 15 mars 1996), p. 50.

MANIFESTATION DE KURDES INTERDITE : HEURTS ET INTERPELLATIONS EN ALLEMAGNE. Cette manifestation, destinée selon les organisateurs à réclamer une solution pacifique au conflit kurde en Turquie, avait été interdite par un tribunal administratif. Plus de 1 900 Kurdes ont été interpellés lors d'une manifestation à Dortmund. KURDES REFOULÉS À LA FRONTIÈRE ALLEMANDE. Plus d'une centaine de Kurdes, résidant dans l'est de la France, ont été empêchés par la police allemande de franchir la frontière à Strasbourg. (*L'Indépendant, Journal du Dimanche, L'Humanité, Votre Dimanche, Le Républicain Lorrain*, 17 mars; *Charente Libre*, 18 mars 1996), p. 51, 62.

CANADA-ARMÉNIENS : PRESSIONS TURQUES CONTRE UN MONUMENT COMMÉMORATIF ARMÉNIEN À MONTRÉAL. L'*Armenian National Committee* (ANC) du Canada a condamné dans une déclaration rendue publique le 13 mars dernier l'«*ingérence des diplomates turcs dans les affaires intérieures du Canada*», qui s'est manifestée dernièrement contre un projet, approuvé pourtant par la municipalité de Montréal, visant à ériger un mémorial dédié aux victimes de tous les génocides à l'occasion du 80^e anniversaire du génocide arménien de 1995. (*Gamk*, 16-17 mars 1996), p. 53.

LES POURPARLERS IRAK-ONU SUR LE PÉTROLE ACHOPPENT SUR LA QUESTION KURDE: Le contentieux porte sur la manière de distribuer aux Kurdes des vivres, des médicaments et d'autres articles de nécessité. (*Turkish Daily News*, 17 mars 1996), p. 54.

VIOLENTES MANIFESTATIONS KURDES EN ALLEMAGNE. Les violences kurdes équivalent à une «*déclaration de guerre*» à l'État de droit allemand a dénoncé hier le ministre des Affaires étrangères Klaus Kinkel, après un nouveau week-end d'affrontements entre manifestants et policiers. ALLEMAGNE : «*DÉCLARATION DE GUERRE*» KURDE. BONN HAUSSE LE TON. (*Libération, Ouest France, Dernier Nouvelles d'Alsace*, 18 mars; *Le Pèlerin Magazine*, 22 mars 1996), p. 54, 55, 84.

L'ALLEMAGNE CHERCHE L'ARRESTATION DU MAÎTRE ESPION IRANIEN. (*International Herald Tribune*, 16-17 mars 1996), p. 55.

HEURTS KURDES : LA COALITION D'ACCORD POUR DURCIR LE DROIT SUR LES ÉTRANGERS. (A.F.P., 18 mars 1996), p. 56.

DE NOMBREUSES VILLES INTERDISENT LES MANIFESTATIONS POUR LE NOUVEL AN KURDE. (A.F.P., 19 mars 1996), p. 56.

IRAK-ONU : ARMEMENTS, PÉTROLE, KURDES, L'IRAK INVOQUE SA «*SOUVERAINETÉ*». Cinq ans après sa défaite au Koweït, l'Irak invoque toujours sa sacro-sainte «*souveraineté*» pour refuser, d'une part, certaines inspections militaires internationales, d'autre part, un arrangement qui lui permettrait pour la première fois d'exporter du pétrole. IRAK-ONU-

PÉTROLE : LA PRESSE DE BAGDAD OPTIMISTE SUR L'ISSUE DES NÉGOCIATIONS. (A.F.P., 19 mars 1996), p. 57-58, 58-59.

LES COURS DU BRUT PROFITENT TOUJOURS DE LA LENTEUR DES NÉGOCIATIONS ONU-IRAK. (*Agence Économique et Financière*, 19 mars 1996), p. 59.

L'IRAN TIENT À MAINTENIR LE DIALOGUE AVEC L'UNION EUROPÉENNE. Téhéran a réagi avec modération au mandat d'arrêt délivré, 15 mars, par la justice allemande, à l'encontre du ministre iranien des renseignements, accusé d'être l'instigateur de l'assassinat, en 1992, à Berlin, de quatre opposants kurdes. (*Le Monde*, 19 mars 1996), p. 60-61.

TURQUIE-SYRIE : ANKARA APPELLE DAMAS À LUI REMETTRE LE CHEF DU PKK. (*Gamk*, 19-20 mars 1996), p. 61-62.

LA RÉUNION DU «*PARLEMENT*» KURDE JETTE DE L'OMBRE ENTRE LA TURQUIE ET LE DANEMARK. (*Turkish Daily News*, 19 mars 1996), p. 62.

LES MESSAGES À LA TURQUIE DU PKK SE DURCISSENT CONTRE BONN. — Remzi Kartal révèle la lettre au gouvernement turc au sujet d'une solution politique ou de combat renouvelé. (*Turkish Daily News*, 19 mars 1996), p. 63.

LES KURDES DANS L'EXPOSITION FOTOFEST 1996. (*El Financiero*, 20 mars 1996), p. 64.

MANIFESTATION DE KURDES POUR LE NEWROZ DANS LE CENTRE DE METZ. (A.F.P., 20 mars 1996), p. 64.

IRAK-ONU : BAGDAD PRÉSENTE COMME SUCCES UN COMPROMIS QU'IL A LONGTEMPS REFUSÉ. (A.F.P., 20 mars 1996), p. 65-66.

ALLEMAGNE-TURCS : COCKTAILS MOLOTOV ET FAUSSE BOMBE CONTRE DES INTÉRÊTS TURCS. (A.F.P., 20 mars 1996), p. 66.

LES PHOTOS MONTRENT LES EFFORTS DES KURDES À FORMER LEUR UNION. (*Houston Chronicle*, 20 mars 1996), p. 67.

RÉSOLUTION 986 : BAGDAD S'ENTETE, L'ONU AUSSI. La seconde session de discussions entre l'Irak et l'ONU sur l'application de la résolution 986 (dite «pétrole contre nourriture») s'est achevée sans résultat à New York, mais une troisième session commencera le 8 avril. On apprenait par ailleurs que des inspecteurs de l'UNSCOM avaient été interdits d'accès sur certains sites irakiens où pourraient être entreposés des missiles. (*Le Quotidien de Paris*, 20 mars 1996), p. 68.

QUELQUE 77 MILITANTS PRÉSUMÉS DU PKK ONT ÉTÉ MIS EN GARDE À VUE EN BADE-WURTEMBERG (SUD) PAR CRAINTE DE MANIFESTATIONS À L'OCCASION DU NOUVEL AN KURDE. (*A.F.P.*, 20 mars 1996), p. 69.

ÖZAL [KORKUT]: SI L'OPÉRATION PROVIDE COMFORT S'EN VA LA TURQUIE AURA À INTERVENIR. (*Turkish Daily News*, 21 mars 1996), p. 69.

PHOTO FEST 1996: BONNES CHOSES À VOIR. (*Public News*, 20 mars 1996), p. 70.

MESUT YILMAZ ANNONCE LA LEVÉE DE L'INTERDICTION DE L'ENSEIGNEMENT EN KURDE. MESUT YILMAZ ANNONCE DES CHANGEMENTS MAJEURS DANS LA POLITIQUE KURDE. (*A.F.P.*, 21 mars, 22 mars 1996), p. 70, 71, 74, 81.

L'IRAK SEMBLE RÉSIGNÉ À ACCEPTER LA FORMULE «PÉTROLE CONTRE NOURRITURE» (*Le Monde*, 21 mars 1996), p. 71.

LE PARLEMENT DÉBAT POUR LA PREMIÈRE FOIS DE LA TORTURE. — PENDANT LA PÉRIODE 1987-1994, 10708 PERSONNES INCULPÉES DE TORTURES. SEULEMENT EN 1994, 224 procès ont abouti à des condamnations. (*Turkish Daily News*, 21 mars 1996), p. 72-73.

LE MILITANT DES DROITS DE L'HOMME AFFIRME QUE LES TORTIONNAIRES NE SONT PAS ENCORE PUNIS COMME ILS LE MÉRITENT. (*Turkish Daily News*, 21 mars 1996), p. 73.

BAGDAD : PAS DE SANCTIONS CONTRE LES ABSTENTIONNISTES. (*A.F.P.*, 20 mars 1996), p. 74.

IL N'Y A PAS DE LEADER EN TURQUIE AFFIRME L'EX-DÉPUTÉ KURDE FIRT. (*Turkish Probe*, 22 mars 1996), p. 75.

LA FÊTE DE QUI EST DÉSORMAIS LE NEWRUZ ? (*Turkish Probe*, 22 mars 1996), p. 76-77.

CRÉPUSCULE POUR LE PROVIDE COMFORT ? — UN LEADER DE GAUCHE ÉNONCE DES CONDITIONS FERMES POUR PERMETTRE UN SÉJOUR PROLONGÉ DES FORCES PROTÉGEANT LES KURDES D'IRAK. Provide Comfort fournit peu de confort. (*Turkish Probe*, 22 mars 1996), p. 78-79.

L'AGENDA DES DROITS DE L'HOMME. (*Turkish Probe*, 22 mars 1996), p. 80.

ISTANBUL-TURQUIE : UN FAUTEUIL DE PREMIER MINISTRE POUR DEUX. (*L'Expansion*, 21 mars 1996), p. 82.

MANIF : 500 KURDES SUR LE VIEUX-PORT. (*Le Provençal*, 21 mars 1996), p. 82.

LE PEUPLE DU KURDISTAN FETE LE NOUVEL AN : UNE CENTAINE DE KURDES DÉFILENT EN VILLE. (*Ouest France*, 22 mars 1996), p. 82.

NOUVEL AN KURDE, NOUVEL AN TURC... LE PARI D'ANKARA AU KURDISTAN. Pour la deuxième année consécutive, le gouvernement turc célèbre le Nouvel An des Kurdes. A seule fin de diviser ce peuple qui représente environ le tiers de la population de la Turquie. En attendant de pouvoir lui donner la prospérité. LA COLERE DES KURDES D'ALLEMAGNE. (*Ouest-France*, 22 mars 1996), p. 83.

INFORMATIONS-ALLEMAGNE : QUATRE CENTES KURDES ARRETES. (*L'Humanité*, 22 mars 1996), p. 84.

STRASBOURG : 200 KURDES DANS LES RUES. Le défilé, qui s'est déroulé dans le calme, était précédé de femmes et d'enfants en costume traditionnel qui chantaient et dansaient. (*L'Alsace*, 21 mars 1996), p. 84.

UN AUTRE GÉNÉRAL IRAKIEN FAIT DÉFECTION. — La Jordanie accorde l'asile à l'ex-chef de l'état-major de l'armée. — Les comités nordiques d'*Helsinki Watch* appellent au

cessez-le-feu du PKK. (*Turkish Daily News*, 22 mars 1996), p. 85-86.

L'IRAK ET LES NATIONS-UNIES RISQUENT UN NOUVEL ACHOPPEMENT DANS LEUR DISPUTE QUI PERSISTE. — WASHINGTON ACCEPTERA L'ACCORD DU PÉTROLE CONTRE LES LIVRAISONS HUMANITAIRES À L'IRAK. (*Turkish Daily News*, 22 mars 1996), p. 86-87.

LA POLICE ALLEMANDE EN ALERTE ROUGE POUR LES RASSEMBLEMENTS KURDES. — L'ERNK (Front de libération nationale du Kurdistan, affilié au PKK) avertit qu'ils teindra les manifestations de *Newroz* malgré les interdictions. (*Turkish Daily News*, 22 mars 1996), p. 87.

LE NEWROZ CÉLÉBRÉ EN PAIX DANS TOUT LE PAYS. — Le *Newroz* devient international avec la participation d'hôtes venant des républiques turcophones affirme le vice-premier ministre. (*Turkish Daily News*, 22 mars 1996), p. 88-89.

TURQUIE : UNE NOUVELLE APPROCHE. Tout juste installé dans ses fonctions, le nouveau Premier ministre turc, Mesut Yilmaz fait part de son intention de traiter la question kurde autrement que par la répression armée. (*Le Quotidien de Paris*, 23-24 mars 1996), p. 90.

LES LIBÉRAUX ALLEMANDS, PARTENAIRES DU CHANCELIER KOHL, JOUENT LEUR AVENIR DANS TROIS ÉLECTIONS RÉGIONALES. (*Le Monde*, 23-24 mars 1996), p. 90.

LA TURQUIE REVENDIQUE LE «NEWROUZ» KURDE. Cette fête traditionnelle, véhicule d'une culture brimée par Ankara, a longtemps été interdite. Elle est aujourd'hui officielle. L'ENSEIGNEMENT EN KURDE POURRAIT ÊTRE AUTORISÉ (*Le Monde*, 23 mars 1996), p. 91.

TURQUIE : CHANGEMENTS EN VUE SUR LA QUESTION KURDE ? (*L'Humanité*, 23-24 mars 1996), p. 91.

BONN RÉAGIT VIGOUREUSEMENT À DES MENACES D'ATTENTATS DU CHEF DU PKK. Le ministre allemand des Affaires étrangères Klaus Kinkel a jugé «*totalemt inacceptables*» des menaces d'attentats suicide contre la Turquie et l'Allemagne proférées par le chef du Parti des

travailleurs du Kurdistan (PKK séparatiste) Abdullah Ocalan. MENACES D'ATTENTATS KURDES EN ALLEMAGNE ET EN TURQUIE. (A.F.P., 23 mars; *Dernières Nouvelles d'Alsace*, 24 mars 1996), p. 92, 93.

PLUS D'UN MILLIER DE KURDES ÉVACUÉS PAR LA POLICE À COLOGNE. Les manifestants voulaient se rendre dans l'enceinte de la Foire de Cologne pour protester contre l'interdiction d'un grand rassemblement à l'occasion du nouvel an kurde *Newroz*. (A.F.P., 24 mars 1996), p. 93.

HUMAIN RIGHTS WATCH/HELSINKI DEMANDE À CLINTON DE PARLER DES DROITS DE L'HOMME AVEC DEMIREL. (*Turkish Daily News*, 26 mars 1996), p. 94.

GROUPE D'OBSERVATEURS ALLEMANDS ATTAQUÉS À ELAZIG. (*Turkish Daily News*, 26 mars 1996), p. 94.

TURQUIE : OFFRE DE PAIX EN MER ÉGÉE. Le nouveau Premier ministre turc, Mesut Yilmaz, cherche décidément à rompre avec les habitudes de ses prédécesseurs. Après avoir promis un assouplissement d'Ankara vis-à-vis des Kurdes, il cherche à renouer le dialogue avec la Grèce au sujet du conflit qui oppose les deux pays en mer Égée. (*Le Quotidien de Paris*, 26 mars 1996), p. 95.

IRAK : LES SYRIENS ORGANISENT LA CHUTE DE SADDAM. (*Jeune Afrique*, 27 mars 1996), p. 95.

TURQUIE ET RUSSIE D'ACCORD POUR UNE LARGE COOPÉRATION. La Turquie et la Russie se sont mises d'accord pour élargir leur coopération bilatérale, à l'occasion d'une visite à Moscou du numéro deux de la diplomatie turque Onur Oymen, a annoncé un port-parole du ministère turc des affaires étrangères, Nurettin Nurkan. (A.F.P., 27 mars 1996), p. 96.

LE COMITÉ POUR LA PROTECTION DES JOURNALISTES PROTESTE CONTRE L'ABUS DES JOURNALISTES PAR LA POLICE TURQUE. (*Turkish Daily News*, 27 mars 1996), p. 97.

LE CONSEIL D'ÉTAT COMMENCE À ENQUÊTER SUR LES OBJECTIONS DE LA POLICE AUX CHARGES CONCERNANT LE MEURTRE DE GÖKTEPE. (*Turkish Daily News*, 27 mars 1996), p. 97.

30 000 POLICIERS CONTRE UNE MANIFESTATION KURDE. Durant un week-end, l'Allemagne a été un pays occupé. 30 000 policiers, des dizaines d'hélicoptères de combats, occupation des principaux carrefours, contrôle de toutes les gares des chemins de fer, barrages aux frontières... l'Allemagne était en état de siège ce 16 mars. Cet énorme déploiement de forces visait à empêcher une manifestation des Kurdes. CDU ET SPD UNIS CONTRE LES KURDES. (*Solidaire*, 27 mars 1996), p. 98-99.

TURQUIE : LE VIRAGE DE LA POLITIQUE KURDE. A nouveau Premier ministre turc, nouvelle politique turque envers les Kurdes. Le nouveau premier ministre turc, Mesut Yilmaz, se dit partisan du dialogue, contrairement à son prédécesseur Tansu ÇILLER, partisan de la force. (*Dernières Nouvelles d'Alsace*, 26 mars 1996), p. 102.

TURQUIE : TÉMOIGNAGES SUR LA RÉPRESSION AU KURDISTAN. Une délégation européenne comprenant des représentants d'associations et des journalistes s'est rendue au Kurdistan de Turquie pendant la semaine de la fête de *Newroz*. (*L'Humanité*, 27 mars 1996), p. 102.

LES FAMILLES DES DISPARUS DU SUD-EST À ISTANBUL. (*Turkish Probe*, 29 mars 1996), p. 103.

L'AGENDA DES DROITS DE L'HOMME. (*Turkish Probe*, 29 mars 1996), p. 104.

LE COMMERCE DE L'IRAK AVEC LA TURQUIE S'ACCROÎT, IL BAISSÉ AVEC LA JORDANIE. (*Turkish Daily News*, 29 mars 1996), p. 105.

LES FORCES DE SÉCURITÉ CONTINUENT DE SE VANTER DE LA RÉPRESSION DU PKK. — Le ministre de l'Intérieur affirme que le gouvernement a établi entre 1991 et 1995 102 cas d'implication du PKK dans le trafic de drogue pour financer ses activités séparatistes. (*Turkish Daily News*, 30 mars 1996), p. 106.

LE GOUVERNEMENT EN TROUBLE SUR LA QUESTION DU SUD-EST — Le député ANAP Seydaoglu affirme que les députés de la région n'apporteront plus leur soutien si un terme n'est pas mis à l'état d'urgence et que le calme cédera à la tempête si des mesures concrètes ne sont pas prises. (*Turkish Daily News*, 30 mars 1996), p. 107.

RECONDUCTION DU MANDAT DE L'OPÉRATION «PROVIDE COMFORT». (A.F.P., 28 mars 1996), p. 108.

SAINT-MARTIN-D'HERES / MANIFESTATION : MÉCONTENTEMENT TURC DANS LA RUE. Pour affirmer leur contestation contre la décision de la municipalité martinénoise d'avoir baptisé le parvis de la halle Brun «place du 24 avril 1995» en mémoire du génocide arménien, cinq cents représentants de la communauté turque sont descendus dans la rue. (*Le Dauphine Libéré*, 31 mars 1996), p. 109.

L'AFFAIRE DES KURDES. (*The Christian Science Monitor*, 25 mars 1996), p. 110.

LES KURDES DANS LE NORD DE L'IRAK ONT TERRIBLEMENT BESOIN DE L'AIDE. (*The Christian Science Monitor*, 12 mars 1996), p. 111.

LA TURQUIE ATTAQUE LA RÉOLUTION DE LA LIGUE ARABE SUR LES EAUX DE L'EUPHRATE. (*Turkish Daily News*, 1^{er} avril 1996), p. 112.

BONN APPELLE LA SYRIE ET LE LIBAN À MODÉRER LES KURDES. (*Turkish Daily News*, 1^{er} avril 1996), p. 113.

KLAUS KINKEL MENACÉ DE MORT PAR LE PKK. — Menace de mort du PKK contre Kohl et Kinkel. — PKK: Inquiétude en Allemagne. (A.F.P.; *Le Figaro*, 2 avril; *Dernière Nouvelles d'Alsace*, 3 avril 1996), p. 114, 115, 118.

BONN DEMANDE LA SOLIDARITÉ DE SES PARTENAIRES DE L'UNION EUROPÉENNE POUR LUTTER CONTRE LE PKK. (A.F.P., 2 avril 1996), p. 115.

PLAINTES DE KURDES À STRASBOURG. (*Libération*, 2 avril 1996), p. 115.

L'ISLAM EST LE POINT SENSIBLE DE L'ARMÉE TURQUE. (*International Herald Tribune*, 2 avril 1996), p. 116.

SADDAM CAPITALISE LES NOUVEAUX BILLETS DE 100 DOLLARS. (*International Herald Tribune*, 3 avril 1996), p. 116.

HÉLICOPTÈRE: LA TURQUIE PRÉFÉRERAIT LE TIGRE D'EUROCOPTER

AU SUPER COBRA U.S. (A.F.P., 3 avril 1996), p. 117.

LA FRANCE CONDAMNE LES MENACES DU PKK CONTRE LES DIRIGEANTS ALLEMANDS. (A.F.P., 3 avril 1996), p. 118.

LE PKK ÉLÈVE LE TON DE SES MENACES CONTRE L'ALLEMAGNE APRÈS LA RÉPRESSION. Le leader du PKK: «*dès que j'en donnerai l'ordre les charges de dynamite exploseront partout en Allemagne*». (Turkish Daily News, 3 avril 1996), p. 119.

LES LEADERS DE L'OPPOSITION IRAKIENNE EN SYRIE POUR DES POURPARLERS D'UNITÉ. Comment Washington voit le problème kurde. (Turkish Daily News, 4 avril 1996), p. 120.

LES KURDES NE MENACENT PAS LES TOURISTES MAIS LEUR DÉCONSEILLENT LA TURQUIE. (A.F.P., 5 avril 1996), p. 121.

LES HOMMES D'AFFAIRES FRANÇAIS EXPLORENT DES CONTRATS COMMERCIAUX EN IRAK. (Turkish Daily News, 4 avril 1996), p. 121.

L'ÉTOILE DE DAVID DANS LES CIEUX TURCS. (Turkish Probe, 5 avril 1996), p. 122.

L'AGENDA DES DROITS DE L'HOMME. (Turkish Probe, 5 avril 1996), p. 123.

ALLEMAGNE: KLAUS KINKEL DANS LE COLLIMATEUR DES KURDES: Le chef de la diplomatie est menacé de mort. — L'organisation séparatiste du PKK se dit prête à envoyer des commandos-suicides si Bonn expulse ses militants vers la Turquie. — Les Kurdes mettent les touristes en garde. (Le Figaro, 5 avril; Le Figaro, 6-7 avril 1996), p. 124.

ESPOIRS LIMITÉS D'ACCORD À LA REPRISE DES POURPARLERS ONU-IRAK. (A.F.P., 6 avril 1996), p. 125-126.

LA TURQUIE ORDONNE LA FERMETURE POUR UN MOIS DU QUOTIDIEN DE GAUCHE EVRENSEL. (Turkish Daily News, 6 avril 1996), p. 126.

LES GROUPES AMÉRICAINS DES DROITS DE L'HOMME SE FOCALISENT SUR LA TURQUIE. (Turkish Daily News, 6 avril 1996), p. 127.

LES États-Unis VONT SURVEILLER L'IRAK À PARTIR D'UNE BASE EN JORDANIE. (International Herald Tribune, 8 avril 1996), p. 128.

L'IRAN APPELLE À LA POURSUITE DU «DIALOGUE CRITIQUE» AVEC L'EUROPE. (A.F.P., 8 avril 1996), p. 129.

NÉGOCIATIONS «NOURRITURE CONTRE PÉTROLE»: LE NÉGOCIATEUR IRAKIEN OPTIMISTE. (A.F.P., 8 avril 1996), p. 130.

64 REBELLES KURDES TUÉS DEPUIS LE DÉBUT DU WEEK-END, SELON ANKARA. (A.F.P., 8 avril 1996), p. 131.

LA TURQUIE FRAPPE LE PKK DANS LE NORD DE L'IRAK. (Turkish Daily News, 9 avril 1996), p. 132.

DE NOUVELLES MENACES DE MORT DU PKK EN ALLEMAGNE. (Neue Zürcher Zeitung, 3 avril 1996), p. 132.

LA SYRIE REGRETTE L'ACCORD CONCLU ENTRE LA TURQUIE ET ISRAËL ET APPELLE À SA «RÉVISION». DÉMENTIE: Une déclaration de l'ambassade syrienne à Ankara dément également comme «fallacieuses» les informations sur un accord similaire entre Damas et Athènes. (Turkish Daily News, 9 avril 1996), p. 133.

19 KURDES EN SITUATION IRRÉGULIÈRE PLACÉS EN GARDE À VUE DANS L'AIN ET EN SAÔNE-ET-LOIRE. — 30 Kurdes interpellés en trois opérations. (A.F.P., 8 avril; Var Matin; Le Courrier de l'Ouest, 10 avril 1996), p. 134, 140.

L'OPÉRATION MILITAIRE ANTI-PKK SE POURSUIT. — Offensive turque contre le PKK. — 90 rebelles kurdes ont été tués ce week-end dans le Sud-Est anatolien. — UNE CENTAINE DE REBELLES KURDES TUÉS, SELON UN DERNIER BILAN. — Plus de cent morts dans l'offensive turque contre les séparatistes kurdes. (A.F.P.; Libération, 9 avril; Le Monde, 10 avril 1996), p. 135, 139, 140.

PEUPLE SANS PATRIE, LES KURDES BRÛLENT LEURS CHANCES DE S'UNIR DANS LE NORD DE L'IRAK APRÈS LA GUERRE DU GOLFE. — Les Kurdes se mettent à travers leur propre chemin sous l'aile de la protection américaine. (Christian Science Monitor, 7 avril 1996), p. 136-137.

LA TURQUIE SAPE L'EFFORT MENÉ PAR LES ÉTATS-UNIS POUR AIDER LES KURDES EXILÉS DE L'IRAK. (Christian Science Monitor, 11 avril 1996), p. 137-138.

VIOLENTS COMBATS DANS LE SUD-EST DE LA TURQUIE. — Escalade de la violence dans les régions kurdes de Turquie. (Neue Zürcher Zeitung, 10 avril 1996), p. 141.

DES GROUPES CHRÉTIENS AMÉRICAINS REJOignent LA PROTESTATION CONTRE LES SUPER COBRA.. — La lettre de Church of Brethren: «*Cette proposition de vente est une énormité vu le fait que le Département d'Etat américain tout comme les organisations de surveillance des droits de l'homme, ont démontré que la Turquie a utilisé les Cobra et autres hélicoptères fournis auparavant dans des attaques incriminées contre les villages kurdes*». (Turkish Daily News, 10 avril 1996), p. 142-143.

LE RÉPUBLICAIN GILAN, PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DES RELATIONS EXTÉRIEURES DE LA CHAMBRE, DIT QUE LES ETAS-UNIS DEVRAIENT COUPER TOUS LES PRÊTS MILITAIRES À LA TURQUIE. (Turkish Daily News, 10 avril 1996), p. 143.

UNE INVASION MILITAIRE, LE CHÔMAGE ET L'INFLATION CONTINUENT DE S'ACHARNER SUR LA COALITION GOUVERNEMENTALE DE ÇILLER. — Le One-Woman Show en Turquie est confronté à des échéances-clé pour rejoindre l'Union européenne. (The Christian Science Monitor, 11 avril 1996), p. 144-145.

LES KURDES INTERPELLÉS DANS L'AIN ET LA SAÔNE-ET-LOIRE DEMANDENT L'ASILE POLITIQUE.. (A.F.P., 10 avril 1996), p. 145.

DÉVELOPPEMENT DE NOUVELLES ALLIANCES AU PROCHE ORIENT. — Tensions aggravées entre Ankara et Téhéran. (Neue Zürcher Zeitung, 11 avril 1996), p. 146.

NOUVEL AN, RÉPRESSION ET RÉSISTANCE. — Au Kurdistan turc, le 21 mars 1996, sous l'œil des militaires, la population fête le Newroz -le nouvel an. Les réformes «cosmétiques» engagées par le gouvernement turc cachent mal la poursuite de la répression. (Rouge, 11 avril 1996), p. 147-148.

46 REBELLES KURDES ET TROIS MILITAIRES TURCS TUÉS EN TURQUIE. (*A.F.P.*, 11 avril 1996), p. 148.

ECEVIT PRÉPARE UN PLAN POUR DISSOUDRE LA FORCE *PROVIDE COMFORT* ET RÉUNIFIER L'IRAK. (*Turkish Daily News*, 10 avril 1996), p. 149.

DANS LE SUD-EST MONTAGNEUX DE LA TURQUIE, L'ARMÉE COMBAT LES SÉPARATISTES KURDES. Une guerre du Moyens Orient qui ne s'éteindra pas. — La Turquie frappe les camps kurdes. (*The Christian Science Monitor*, 12 avril 1996), p. 150-151.

SI UN CESSEZ-LE-FEU APPORTE UN RÈGLEMENT POLITIQUE POUR LES KURDES DE TURQUIE, IL POURRAIT CONDUIRE À DES RÉCONCILIATIONS SIMILAIRES POUR LES KURDES EN IRAN ET IRAK. — Fatigués de guerre, les kurdes essaient de parler. (*The Christian Science Monitor*, 12 avril 1996), p. 153-154.

L'AGENDA DES DROITS DE L'HOMME. (*Turkish Probe*, 12 avril 1996), p. 155.

REPRENEZ VOS ESPIONS. — Les espions-diplomates et la guerre des média tendent les relations turco-iraniennes. (*Turkish Probe*, 12 avril 1996), p. 156-157.

UN ACCORD ONU-IRAK BLOQUÉ PAR DES MEMBRES DU CONSEIL DE SÉCURITÉ, SELON L'IRAK. (*A.F.P.*, 13 avril 1996), p. 157.

QU'Y A-T-IL DE SI MAL À SE GRATTER MUTUELLEMENT LE DOS ? LA Turquie confirme les facilités d'entraînement accordées à Israël, mais dit que ses voisins n'ont pas à avoir peur pour leurs secrets. (*Turkish Probe*, 12 avril 1996), p. 158.

YACHAR KEMAL, UN PARMIS BEAUCOUP D'AUTRES. (*Dagens Nyheter*, 13 avril 1996), p. 159.

LES FORCES DE SÉCURITÉ TUENT 12 MILITANTS DU PKK DE PLUS PENDANT L'OPÉRATION *HAWK*. — Environ 122 militants du PKK ont été tués dans diverses parties de cette région depuis le début de l'opération, et quatre capturés, rapportent les officiels. (*Turkish Daily News*, 13 avril 1996), p. 160.

CRISE DIPLOMATIQUE ENTRE L'IRAN ET LA TURQUIE. (*Le Monde*, 12 avril 1996), p. 160.

LES KURDES IRAKIENS AFFIRMENT QUE DES JETS TURCS FONT DES BOMBARDEMENTS À TRAVERS LA FRONTIÈRE. (*Turkish Daily News*, 16 avril 1996), p. 160.

«PÉTROLE CONTRE NOURRITURE»: BOUTROS-GHALI S'IMPLIQUE PERSONNELLEMENT. (*A.F.P.*, 13 avril 1996), p. 161.

TURQUIE, ISRAËL ET LES ARABES. (*Turkish Daily News*, 15 avril 1996), p. 162.

À L'APPROCHE D'HABITAT II : «Chacun devrait être à même d'exprimer ses opinions. La Turquie est un pays puissant. Les discours fait à Habitat II ne vont pas faire du mal à la Turquie. Chaque question qui ne soutient pas le terrorisme peut être discuté à Habitat II» affirme le ministre d'État turc Özdemir. — Le ministre de la Défense turc Sungürlü cherche un rapprochement entre Bagdad et les Kurdes. (*Turkish Daily News*, 16 avril 1996), p. 162.

LE RAPPORT DU PENTAGONE: LES EFFORTS DE PROLIFÉRATION DE L'IRAK ET DE L'IRAN CONTINUENT. (*Turkish Daily News*, 15 avril 1996), p. 163.

LA CONFÉRENCE DE L'UNION INTER-PARLEMENTAIRE S'OUVRE À ISTANBUL. (*Turkish Daily News*, 15 avril 1996), p. 164.

AHMET MUKCI, LE PLAISIR DE CHANTER KURDE. (*Paris Normandie*, 15 avril 1996), p. 165.

LA TURQUIE MÉRITE LE SOUTIEN DES ETAS-UNIS COMME ELLE FAIT LA CHASSE AUX TERRORISTES. (*Turkish Daily News*, 16 avril 1996), p. 166.

UN DIRIGEANT KURDE, MUNI D'UN FAUX PASSEPORT, ARRÊTÉ AUX ÉTATS-UNIS. (*A.F.P.*, 16 avril 1996), p. 166.

LA TURQUIE CONTINUE D'ENTREtenir DES RELATIONS AMBIGUËS AVEC SES VOISINS DU PROCHE-ORIENT. (*Le Monde*, 17 avril 1996), p. 167.

TREIZE MEMBRES DU PKK CONDAMNÉS

PAR LE TRIBUNAL DE PARIS. (*A.F.P.*, 17 avril 1996), p. 168.

LA TURQUIE MÉRITE LE SOUTIEN DES ÉTATS-UNIS COMME ELLE FAIT LA CHASSE AUX TERRORISTES. — Le leader turc pose un test dur pour Clinton. Tandis que les Etats-Unis sont endormis, l'Iran prend pied parmi les Kurdes d'Irak. (*The Christian Science Monitor*, 18 avril 1996), p. 169-171.

LE MILITANT DU PKK ARRÊTÉ SEMBLE ÊTRE UN HOMME DE PLUSIEURS IDENTITÉS. (*Turkish Daily News*, 18 avril 1996), p. 172.

LE PLAN D'ECEVIT N'IMPRESSIIONNE PAS LES KURDES D'IRAN. (*Turkish Probe*, 19 avril 1996), p. 173-174.

MALHEURE A CELUI QUI DONNE LES ARMES AUX TURCS. (*L'Espresso*, 19 avril 1996), p. 175-176.

L'EXPRESS DE LA PAIX / ISTANBUL-DIYARBAKIR VA PARTIR DIMANCHE. (*Turkish Daily News*, 19 avril 1996), p. 176.

L'AGENDA DES DROITS DE L'HOMME. (*Turkish Probe*, 19 avril 1996), p. 177.

LES PROBLÈMES MONDIAUX SONT DÉBATTUS À LA CONFÉRENCE INTER-PARLEMENTAIRES. (*Turkish Probe*, 19 avril 1996), p. 178.

LE PREMIER MINISTRE YILMAZ DIT QUE LA SYRIE PAIERA SI ELLE N'ARRÊTE PAS SA POLITIQUE ANTI-TURQUE. — A Antalya pendant le week-end Yilmaz dit aussi que la Turquie n'a pas de l'eau à partager avec qui que se soit. (*Turkish Daily News*, 22 avril 1996), p. 179.

STRASBOURG : DEUX REQUÊTES DE KURDES, AFFIRMANT AVOIR ÉTÉ VICTIMES DE TORTURES, DE VIOL OU D'EXACTIONS PERPÉTRÉS PAR LA GENDARMERIE TURQUE, ont été transmises à la Cour européenne des droits de l'homme de Strasbourg. (*A.F.P.*, 23 avril 1996), p. 180.

DES CENTAINES DE MANIFESTANTS KURDES DEVANT LE CONSEIL DE L'EUROPE. — Manifestation de Kurdes devant le Conseil de l'Europe. — CONTRE LA «SALE GUERRE» Près de 500 personnes ont manifesté

hier devant le Palais de l'Europe pour une solution politique au Kurdistan. (*A.F.P.*, 23 avril; *Le Télégramme de Brest*; *Le Progrès*; *Dernières Nouvelles d'Alsace*, 24 avril 1996), p. 181, 185, 186.

45 REBELLES KURDES TUÉES DANS LE SUD-EST ANATOLIEN. (*A.F.P.*, 23 avril; *Le Bien Public*; *Le Quotidien de Paris* 24 avril 1996), p. 182, 185.

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES EMRE GÖNENSAY VA ABORDER, AVEC L'ALLEMAGNE, LA QUESTION DE L'EXTRADITION VERS LA TURQUIE DES MILITANTS DU PKK. (*Turkish Daily News*, 23 avril 1996), p. 182.

LES ACTIONS BACLÉES DE LA CIA CONTRARIENT LA DIPLOMATIE AMÉRICAINE DANS LE NORD DE L'IRAK. (*The Christian Science Monitor*, 24 avril 1996), p. 183-185.

LA FORMULE «PÉTROLE CONTRE NOURRITURE» SERA-T-ELLE APPLIQUÉE ? (*A.F.P.*, 24 avril 1996), p. 187-188.

LES DÉPUTÉS TURCS RÉAGISSENT AU «RAPPORT BARSONY» PRÉSENTÉ À

L'ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DU CONSEIL DE L'EUROPE. (*Turkish Daily News*, 24 avril 1996), p. 188.

DEUX AFFAIRES CONTRE LA TURQUIE DEVANT LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME. (*Turkish Daily News*, 25 avril 1996), p. 189.

LA TURQUIE MENACE LA SYRIE AVEC L'»ARME» DE L'EAU, ELLE ANNONCE DE DIMINUER LE PASSAGE DES EAUX DE L'EUPHRATE. (*Neue Zürcher Zeitung*, 25 avril 1996), p. 191.

DROITS DE L'HOMME EN TURQUIE : Insatisfaction des parlementaires du Conseil de l'Europe. (*A.F.P.*, 25 avril 1996), p. 192.

CEM BOYNER ADMET LA DÉFAITE ET SON PARTI DE LA DÉMOCRATIE NOUVELLE (YDH) SE DISSOUT. (*Turkish Daily News*, 25 avril 1996), p. 193.

LES DISPARITÉS DE REVENUS CONSTITUENT UN FACTEUR DE MIGRATION. (*Neue Zürcher Zeitung*, 26 avril 1996), p. 194.

L'AGENDA DES DROITS DE L'HOMME. (*Turkish Probe*, 26 avril 1996), p. 195.

LES ÉTATS-UNIS BLOQUENT LE PROJET D'ACCORD ENTRE L'ONU ET L'IRAK SUR LA FORMULE «PÉTROLE CONTRE NOURRITURE». (*Le Monde*, 25 avril 1996), p. 196.

HUMAN RIGHTS WATCH AFFIRME QUE LA TURQUIE INTIMIDE CEUX QUI S'ADRESSENT À LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME DE STRASBOURG. (*Turkish Daily News*, 27 avril 1996), p. 197.

LA POLLUTION DE L'EAU POTABLE DE DIYARBAKIR, UNE QUESTION ENTRE GREENPEACE ET SHELL. (*Turkish Daily News*, 28 avril 1996), p. 198-199.

LE PDK IRAKIEN DÉMENT TOUT PACTE AVEC LE PKK, Le ministre des Affaires étrangères préoccupé. — Comment Özal en est venu à rencontrer les leaders Kurdes irakiens. (*Turkish Daily News*, 28 avril 1996), p. 200-202.

LES KURDES PRIS ENTRE LES TURCS, SADDAM ET LEURS PROPRES FACTIONS. (*Christian Science Monitor*, 30 avril 1996), p. 202-203.

Revue de Presse

Institut Kurde de Paris
IKP
Bulletin de liaison et d'information

LE PEUPLE BRETON - mars 1996

Turquie : bilan accablant de violations des droits de l'homme

Selon un rapport rendu public par l'association turque des droits de l'homme, en 1995, 122 personnes ont été assassinées par les escadrons de la mort ou tuées sous la torture dans les centres de détention durant la période de garde à vue. Le rapport dresse par ailleurs un bilan de la guerre dans les régions kurdes : 3.894 personnes tuées suite à des accrochages armés, 14.473 personnes interpellées, 2.101 arrêtées, 231 personnes "disparues" et 712 peines de prison requises par les Cours de Sûreté de l'Etat à l'encontre des prisonniers d'opinion, dont 172 confirmées.

Sur les trois premières semaines de 1996, l'Association turque des droits de l'homme a relevé 14 assassinats extra-judiciaires, 104 victimes d'accrochages armés, 9 associations et maisons de presse attaquées par la police, dont trois ont été complètement fermées, et 148 années de prison prononcées pour délit d'opinion.

C'est bien ce pays qu'une majorité de députés européens, droite, radicaux et socialistes français confondus, ont fait entrer dans le marché européen.



ALU OZ / SIPA PRESS

LEYLA ZANA La faute d'être Kurde

Depuis deux ans, Leyla Zana est emprisonnée dans les geôles turques. Son seul crime : être née kurde et aimer passionnément sa langue et sa culture. Le Parlement européen vient de lui décerner le prix Sakharov des droits de l'homme.

Ce petit bout de femme de 34 ans se bat depuis toujours pour son peuple. Elue député de sa région, elle a eu l'audace de demander au Parlement qu'un règlement pacifique soit trouvé aux revendications des 15 millions de Kurdes vivant en Tur-

LE PELERIN MAGAZINE - 1 mars 1996

quie. Tansu Ciller, le Premier ministre de l'époque, n'a pas apprécié. Leyla Zana a été condamnée à quinze ans de prison pour terrorisme.

Alors, pour passer le temps, la petite paysanne des montagnes du Kurdistan écrit de sa cellule au monde entier pour faire connaître la tragédie des siens, expliquant les villages brûlés, les villages rasés, les millions de gens déplacés*.

Cette lutte acharnée est une affaire de famille. Son mari, Mehdi Zana, vient de sortir des prisons d'Ankara où il a passé seize ans de sa vie. Quant à leurs enfants, ils suivent leurs études en France.

CLAIRE JALLABERT

* « *Ecrits de prison* », Editions des Femmes. 114 p. : 75 F.

L'HUMANITE

1 mars 1996

KURDISTAN. L'armée turque prépare une offensive appuyée par l'aviation contre les combattants kurdes du PKK avant le début du printemps dans les provinces orientales de la Turquie, ont annoncé des responsables militaires. L'offensive concernerait les provinces orientales de Tunceli, Erzincan et Bingol ainsi que la province centrale de Sivas.

INTERVIEW

BONJOUR
BOBIGNY

N°203 MARS 1996
MENSUEL MUNICIPAL
D'INFORMATION

Le 2 février dernier, Bobigny recevait Mehdi Zana à l'invitation du maire Bernard Birsinger et de l'Union des femmes françaises représentée par Sylvie Jan et Marie Chapet. Libéré des prisons turques en décembre 1995, Mehdi Zana ancien maire de Diyarbakir, capitale culturelle, s'est fait le porte-parole du peuple kurde dont nombre de députés sont encore aujourd'hui emprisonnés. Parmi eux, Leyla son épouse, condamnée à quinze ans de prison après avoir échappé à la peine de mort grâce à la solidarité internationale. Leurs enfants, Ruken et Ronai, vivent à Bobigny, ce qui explique que de nombreux Balbyniens aient tenu à marquer de leur présence cette rencontre, comme Madame Marguin, principale du collège République où Ruken suit sa scolarité. Mehdi Zana a été très touché de cet accueil.



Bobigny a chaleureusement reçu Mehdi Zana, le 2 février dernier.

Depuis quand n'aviez-vous pas vu vos enfants ?

Ils m'avaient rendu visite à la prison, il y a seize mois.

A 56 ans, vous avez passé plus de quinze ans dans les prisons kurdes après avoir été élu maire de Diyarbakir au suffrage universel en 1977. Les conditions de détention sont terribles. D'où puisiez-vous la force de ce combat ?

Notre peuple compte 37 millions de personnes dont environ 20 millions en Turquie. La population kurde vit en danger, risque sa vie, est opprimée depuis plusieurs siècles. 3 000 villages ont été

incendiés, 20 000 personnes ont été assassinées, 12 000 sont en prison. Le Kurdistan est partagé entre cinq pays : la Turquie, l'Iran, l'Irak, la Syrie et l'Arménie. Le droit de parler notre langue nous est refusé. Lorsque j'ai représenté Leyla Zana à laquelle le prix Sakharov pour la liberté de l'esprit a été attribué par le Parlement européen, je me suis exprimé en kurde.

Elue députée, Leyla Zana est emprisonnée à Ankara. Sous quels chefs d'accusation ?

Leyla est condamnée pour «terrorisme». En Turquie, quand quelqu'un exprime une opinion différente de celle du pou-

Mehdi Zana :

«Lorsque j'ai représenté Leyla le prix Sakharov, je me suis en kurde».

voir, il est accusé de terrorisme. Comme tous les autres peuples nous revendiquons la liberté, donc un Etat. Le Kurdistan s'étend sur un territoire très vaste, montagneux, et dispose de richesses comme le pétrole et surtout l'eau qui permet de produire de l'électricité et de fournir de l'eau potable que la Turquie utilise comme une arme vis-à-vis des pays arabes qui se trouvent en aval des rivières.

Aujourd'hui, le monde entier connaît votre combat. Le 8 mars dernier, l'Union des femmes françaises baptisait symboliquement la gare routière de Bobigny du nom de Leyla Zana. Ce mouvement de solidarité vous semble-t-il important ?

Quand on est emprisonné, une simple lettre procure de la joie et chaque geste de solidarité donne une grande force. Notre résistance porte ses fruits. Ici, je rencontre des gens pour leur adresser un message: celui de faire pression sur les gouvernements pour qu'ils cessent de soutenir la Turquie. Au-delà des paroles échangées, je vais écrire et retourner chez moi, mon but est la libération du peuple kurde.

La paix a-t-elle des chances ?

Le cessez-le-feu est urgent. Le sang ne doit plus être versé. Nous conservons l'espoir que le gouvernement turc accepte le Kurdistan et cesse l'oppression. Des Turcs soutiennent notre combat comme Ismaël Becice, écrivain et sociologue, condamné à 200 ans de prison pour ses opinions. Je pense aussi à Kemal Pir mort dans la prison de Diyarbakir au 57^e jour de grève de la faim contre les conditions inhumaines de détention qui nous étaient infligées. Je suis convaincu que la paix pourra régner entre nos deux peuples.



Le 8 mars 1995, la gare routière était symboliquement baptisée «Leyla Zana».

Message de Leyla Zana à la conférence internationale de Pékin à laquelle elle n'a pu se rendre, étant emprisonnée à Anka.

« (...) J'étais la seule femme parlementaire kurde dans un pays de 60 millions d'habitants dont environ 18 millions de Kurdes. J'ai refusé de me contenter d'un rôle décoratif et décidé de parler à la tribune du parlement des problèmes et des souffrances de la population, y compris des questions considérées comme tabou comme la destruction du pays kurde par l'armée, les déplacements forcés des populations, l'assassinat des démocrates par des escadrons de la mort. Les généraux, qui à travers le Conseil national de sécurité détiennent l'essentiel du pouvoir en Turquie, ont décidé de me punir d'abord par deux tentatives d'assassinat, ensuite en me jetant en prison. C'est l'habituelle injonction: femme, tais-toi.

(...) Si être femme est difficile dans tant de pays, être femme, musulmane et kurde dans un pays comme la Turquie, s'apparente à un vrai chemin de croix. Mais ici comme ailleurs les femmes se battent pour changer ce destin qu'on veut leur imposer et pour acquérir une véritable égalité des sexes. Cette égalité n'est pas seulement une exigence morale, c'est la condition indispensable du développement de la société,

du progrès de la démocratie et de l'épanouissement de la culture. Le combat des femmes pour l'égalité des droits est, dans son essence, un combat humaniste et pacifique pour une démocratie véritable et pour une forme supérieure de civilisation (...) ».

Bernard Birsinger a, dans son allocution, tenu à assurer Mehdi Zana de la solidarité des Balbiniens.

« (...) C'est avec joie et fierté, qu'à la demande de l'U.F.F., nous avons Georges Valbon et moi-même répondu dès le premier jour à la nécessité de vous soutenir en accueillant vos enfants Ruken et Ronay. D'abord, pour vous honorer: votre action politique, les conséquences sur votre vie personnelle, familiale, méritent en effet notre soutien, notre solidarité et notre fraternité. Et puis, parce que Bobigny est désormais la famille, les compagnons de Ruken et Ronay. Aussi, pour témoigner à Leyla, votre épouse, notre soutien et notre affection.

(...) Nous sommes votre interprète, celui de votre peuple car vous le savez, les médias français sont aujourd'hui, pour la plupart d'entre eux, à l'affût du scoop plutôt que du combat et de la résistance exemplaire du peuple kurde aux atteintes à ses droits, à son existence même.

Il m'a été dit que vous aimiez particulièrement utiliser l'un des proverbes populaires kurdes qui dit: «lorsque l'eau se trouve à l'étroit, elle fait du bruit». Comme Leyla, vous avez connu la prison -16 ans-, la torture, mais votre soif de justice, de reconnaissance et votre dignité ont su franchir les murs de votre cellule et atteindre les continents. Les dictateurs refusent d'entendre la parole démocratique mais les peuples, eux, reçoivent votre voix, l'amplifient en font écho, se l'approprient (...) »
« (...) En tant que maire, sachez, cher Mehdi, et faites-le savoir à votre épouse, que Ruken et Ronay sont en quelque sorte nos enfants, qu'ils sont entourés, que nous ferons tout ce qui est possible pour que leur vie d'adolescents soit protégée et la moins pénible possible. Ainsi, l'été dernier, ils ont été accueillis dans nos centres de vacances, une fraternité s'est établie d'emblée avec leurs camarades et leurs familles. Cette amitié, nous la partageons avec les élus de leur quartier, leurs amis (Memeth, ceux présents ici ce soir), avec Mme Marguin, la principale du collège République et son équipe pédagogique, les animateurs des centres de vacances, les médecins qui les soutiennent, bref de nombreuses personnes diverses qui, avec leurs gestes quotidiens, donnent un sens à leur solidarité. »

Zana pour exprimé

Turkish Probe March 1, 1996

INTERNATIONAL

Problem of Trust Keeps Iraq's Forgotten Kurds Isolated

As the world is giving some serious thought to coming to terms gradually with a Saddam-led Iraq, politically split Kurds of the country, battling with misery in their Western-protected enclave in the north, are finding it hard to break free from their isolation.

A general crisis of confidence is contributing to their misery. The West, led by the United States, is engaged in efforts aimed at preventing the collapse of the Iraqi Kurdish self rule by persuading the two rival parties to stop their bloody strife which, before it was brought under control last year, claimed over 3,000 lives.

Yet, the Kurdistan Democratic Party (KDP) of Massoud Barzani and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) led by Jalal Talabani, look nowhere near a rapprochement despite Washington's persistent mediation. The sides have given verbal assent to a scheme based on the PUK's ending its occupation of Erbil, the principal Kurdish city, and the KDP's lifting of its monopoly on the \$300,000-a-day tax revenues from the food-for-diesel trade between Turkey and Iraq. But the officials of the rival factions deny that a final agreement is imminent after two rounds of meetings in Drogheda and Dublin, Ireland, and a third in northern Iraq brokered by U.S. State

Department official Robert Deutsch. Dismissing reports of a new U.S. mission to the enclave in the coming days, they have indicated that mutual distrust persists among themselves.

As a matter of fact, trust does not appear to be the most abundant element in the region. Hosts to Kurdish minorities themselves, Turkey, Iran and Syria are not entirely well disposed to the self rule of the Iraqi Kurds, fearing it may lead to an independent Kurdish state. But while their foreign ministers meet regularly every year to present a united front against suspected Kurdish aspirations, they distrust each other's individual dealings with the

Iraqi Kurds and efforts to broker a peace. Iran and Syria suspect sinister motives behind the Turkish-supported U.S. initiative in northern Iraq.

Ankara has accused Iran and particularly Syria of providing logistic support to its own Kurdish rebels. Despite an existing security agreement, Syria has rejected Turkey's recent call for the extradition of Abdullah Öcalan, the leader of the separatist Kurdistan Workers' Party (PKK) residing in Damascus. Lack of trust also shadows the cooperation between Turkey and its Western Allies to ensure the safety of the Iraqi Kurds. Although it has

allowed a Western air force to patrol the Kurdish zone for the past four years from a Turkish base to deter an Iraqi attack, Ankara is now preparing to send a delegation to Washington to discuss a revision of the Operation Provide Comfort in a way that would enhance its control. The distrust also marks the erratic course of relations between Turkey and the Iraqi Kurdish factions. While desiring an end to the Iraqi Kurdish internal conflict which it saw as a factor strengthening PKK entrenchment in the enclave, Turkey remained cool to the schemes to bolster Kurdish autonomy in northern Iraq.

The relations the PUK maintained with the PKK at a political level have also fuelled suspicions of logistic support to the separatists. Same fears seem to have held Ankara's hands in responding in desired

levels to the logistic aid the KDP sought when the PKK turned on it last August.

This has caused an officially denied, but visible erosion of confidence also in ties between Ankara and the KDP. The charges by the rival Iraqi Kurdish factions that the opposing side is supporting the PKK, were also not conducive to confidence building. In the excerpts below from exclusive interviews with the Turkish Probe, Iraqi Kurdish representatives in Ankara, Safeen Dizayee of the KDP and the PUK's Shazad Saib, highlighted grievances and possible ways to remove them.

Rasit Gürdilek



Kurdish strife has wasted young lives and meager resources.

Turkish Probe March 1, 1996

Focus on Human Rights

Justice Minister admits to torture in Turkey

Minister of Justice Firuz Çilingiroğlu admitted on Feb. 28 that there is torture in Turkey. Çilingiroğlu, who was addressing Parliament, said, "Unfortunately, there are irresponsible people in Turkey who carry out torture."

Indicating that an average of 1,500 people were accused annually of torture, Çilingiroğlu said that an average of 250 of them were found guilty and convicted.

In a further admittance, Çilingiroğlu said that certain stipulations in the law allows police to keep suspects released from prison in the Emergency Rule region in the Southeast under detention for up to six months.

The minister of justice pointed out that Turkey was regularly accused by international organizations such as Helsinki Watch and Amnesty International of systematic and widespread torture. He added that in addition to this a very large number of citizens resort to legal recourse every year on the grounds that either they or persons close to them had been tortured by the authorities.

Pointing out that incidents of torture occurred despite the fact that torture is illegal under the Constitution and under the laws governing Turkey, Çilingiroğlu said there was an urgent need to fill in certain gaps in the laws and to increase the number of judges and prosecutors.

Yaşar Kemal to face court again

World famous writer Yaşar Kemal will once again appear in the Istanbul State Security



Yaşar Kemal

Court March 7, facing two charges in a new case brought by the chief prosecutor.

The charges which were made under the Anti-Terrorism Law are based on two articles which he wrote and which appeared in a book of essays, "Freedom of Expression and Turkey." Kemal is charged with inciting the people to hatred and enmity and spreading separatist propaganda. The book was confiscated at the beginning of 1995,

and the prosecutor has also asked that the publisher of the book, Erdal Öz, be punished.

This is the second time in a year that Kemal has been put on trial under the Anti-Terrorism

Law. He stood trial in May for one of the articles which appeared in the German magazine, Der Spiegel. At that time he was charged under Article 312 of the Turkish Penal Code with provoking hatred and enmity by displaying racism or separatism. He was acquitted in December. There is nothing in Turkish law which would prevent the prosecutor from bringing a new case against Kemal because of the same article which appeared in the book of essays.

Human rights report issued by State Department

The U.S. State Department's annual report on the situation of human rights in the world reportedly calls the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) a violent terrorist organization that threatens the territorial integrity of Turkey. The report will be sent to Congress on March 4, the Anatolia news agency reported on Feb. 27.

The report discusses last year's amendments to the Turkish Constitution and the Anti-Terrorism Law, as well as the efforts made by the Turkish government to advance human rights, according to sources in the United States.

The report will also consider the strategic importance of Turkey, pointing out that the stability of this country is of critical importance to the eastern Mediterranean region, the Balkans and Europe.

The State Department recently issued a report regarding human rights in Turkey which concluded that the use of U.S.-made weapons against the PKK was legal.

Former MP to stand trial in Erzurum

There was a wave of protest at the decision to transfer former Erzurum MP Abdülmelik Fırat, facing trial on charges of harboring separatist terrorists in his home, from Istanbul's Bayrampasa Prison to Erzurum prison. Fırat's transfer is the result of a Erzincan State Security Court decision that he should attend his trial on March 7 in person.

Concerns over the health of the elderly politician prompted the protests. Fırat, who is suffering from prostate cancer and heart disease, is under the care of a doctor and is in need of constant treatment.

His son, Abdulkadir Fırat, said after a recent visit to Bayrampaşa Prison that his father's health is still critical and that any prolonged travel could only worsen his condition. Having lost his parliamentary immunity, Fırat, a former True Path Party deputy, was arrested on charges stemming from accusations that he gave shelter to members of the Kurdish Worker's Party (PKK) in his home.

The State Security Court charges were based upon the statement of a PKK informer who said that he had taken refuge at Fırat's house in Erzurum.

HEP trial resumes at DGM

Turkish Daily News

ANKARA- Ankara's State Security Court (DGM) No. 1 on Thursday began to rehear the case against five members of the now-banned pro-Kurdish People's Democracy Party (HEP), after the High Court of Appeals overturned the previous verdict, the Anatolia news agency reported.

At Thursday's session the court decided that Kemal Okutan should be released from custody while on trial, and postponed the hearing to a future date.

Kemal Okutan, Feridun Yazar, Harun Çakmak, Hüseyin Turhallı and Abdulcabbar Gezici had previously been sentenced to prison terms of 2-6 years on charges of propagating separatism during their speeches at an HEP convention.

That verdict was reversed by the High Court of Appeals following the passage of amendments to the constitution last year.

Prosecutor opens investigation of Turkish Human Rights Foundation

Turkish Daily News

ANKARA- The prosecutor's office in Ankara has opened an investigation of charges that the Turkish

Human Rights Foundation (TIHV) "provided illegal health services" for torture victims, TIHV Chairman Yavuz Onen said on Thursday. Onen, in an interview with TDN, accused the Turkish Foreign Ministry of applying to the prosecutor's office for the investigation.

"Republican People's Party (CHP) deputies admit that torture has been used as a method of questioning in Turkey. On the other hand, the Foreign Ministry, headed by CHP Chairman Deniz Baykal, is questioning an institution that is trying to prevent the use of torture," Onen said.

The chairman declared the application of 17 CHP deputies to open a parliamentary investigation in order to investigate torture cases was a mere "sham."

"After reviewing a report by our Treatment Center for torture victims, the Foreign Ministry asked the Ministry of Health to open an investigation. Then the Ministry of Health sent the case to the prosecutor's office," he said.

Referring to his questioning in the prosecutor's office on Feb. 28, Onen said the words "treatment centers" were misinterpreted.

"These centers provide advisory services. After interviewing the applicants we send them to contracted hospitals or doctors.

"We do not hospitalize the torture victims in our centers." Onen revealed that during the questioning by the deputy prosecutor, Mehmet Çavuşoğlu, he was asked whether they send the list of the patients to the police. "I told him that the victims had already gone through a judicial process, such as detention, before their application."

Declaring the investigation was a negative move, Onen said, "We wish the prosecutors were concerned as much about those who are responsible for torture."

He warned that the investigation could encourage the torturers.

FRIDAY, MARCH 1, 1996

Turkish Daily News

SATURDAY, MARCH 2, 1996

Human Rights Association releases annual report

The IHD report hypothesizes that many more people have witnessed instances of torture but are too afraid to speak up

By Niki Gamm

Turkish Daily News

ISTANBUL- The Human Rights Association (IHD) released its annual report on torture for 1995 on Friday in which it accuses the government of using torture as a deliberate policy, contrary to claims that it was the work of isolated individuals or a few ignorant and uneducated police officers.

The report further charged that the cases of torture which were brought to the attention of the "Torture Investigation Commission" of the IHD's Istanbul branch were not far

below totals for previous years in terms of its being a method of systematic inquiry and pressure. It certainly shows that there has been no lessening in the number of incidents. The IHD reported that in 1994 there were 347 cases of torture documented.

The number of documents which have been brought to the attention of the IHD Commission during 1995 have been categorized as follows:

Total number of applications: 371
Number of written applications: 280
Number of written applications based on the Adli Tip (Morgue)

Report: 23
Number of those who only applied through the Adli Tip Report: 91
Number of Women: 60
Number of Children: 36
Number of Men: 275
Non-political: 54
Political: 317
Official accusations of torture: 35

Rape: Twelve (11 men and one woman) were raped with a billy club, two women by hand and one man with a rod. Twelve people, six men and six women were threatened with rape and two men were threatened that their wives would be raped. The report, which covers allegations from more than just the Istanbul area lists 34 places where rape allegedly took place

and range from police headquarters and stations to the street. Details of the types of physical and mental torture which it charges were applied to victims are far ranging and comprehensive.

Physical torture is said to include everything from being beaten with a variety of instruments to being forced to listen to mehter (Janissary) band marches and the Turkish national anthem and then be made to sing it. Psychological torture centers more around threats made against families or death threats.

Many victims reluctant to talk

The report goes on to hypothesize that many other cases must exist because torture victims are too frightened to come forward and make accusations. Even those who merely observed torture being carried out are reluctant to talk for fear that they will at some point become victims themselves. Others don't know how to go about applying to the Prosecutor's Offices to make an accusation or are hesitant about the possible results of lodging a complaint.

Additionally it is pointed out that actually ensuring that the perpetrators of acts of torture are brought to justice is a road filled with obstacles as these are either members of the police force or in some cases government officials. Obtaining the necessary documentation is also difficult.

However, İHD headquarters have put forward a number of proposals of ways in which it believes that torture can be prevented and these were presented to the government in January of this year. The package pointed out where there were deficiencies in the process of trying and punishing those involved in torture cases, ways of ensuring that the people who are being detained actually have access to lawyers and family, and making sure that torturers are actually too frightened of the possible consequences of their actions to carry out such torture. Similarly the report takes note of the pressure which is applied to doctors who carry out autopsies for the Morgue and who are influenced by this into not reporting the truth. The report devotes some space to the case of Metin Göktepe, the young journalist from Evrensel newspaper who died while in police custody. Using this as an example, it describes the lengthy process of identifying and trying the policemen responsible for the death as one of the links in a chain of obstacles. Moreover the investigation itself has to be carried out by those peoples' superiors rather than by an independent commission and the policemen are not even taken into custody during the process. It characterizes the law related to the trying civil employees which differs in this respect from other laws of the land as anti-democratic and reactionary. Turning to



Families of the "missing" at a past demonstration in Istanbul.

Turkish Daily News

January and February of this year, the report paints a similar picture, holding up as an example events which occurred in Umranıye Prison where it is alleged that four of the prisoners there were struck and killed by prison authorities during riots. Metin Göktepe had been among the 700 people who were taken into custody and held in the Eyüp Covered Sports Salon after trying to attend the funeral of some of the dead inmates.

The report then goes further afield and brings up the case of a group of young people in Manisa. Aged 14 to 24, the youngsters are supposed to have been tortured while in police custody. The Interior Minister has denied this, as he earlier denied that Göktepe had been tortured.

Just one day later

The İHD report comes just one day after Parliament began a debate on torture in Turkey. The Justice Minister, Firuz Çilingiroğlu, admitted for the first time ever in Parliament that there was torture being carried out in Turkey. The figures which Çilingiroğlu cited — 10,878 torture cases before the courts in the period between 1987 and 1994 — show the extent to which torture has been carried out. However for example

in 1993 while there were 555 cases launched against 907 people, there were only convictions in 252 cases. In 1994 there were 768 cases brought against 1,375 people with only convictions in 224 of them. If nothing else, the figures bear out the charge made in the İHD report that actually bringing torturers to justice is difficult.

Çilingiroğlu, during the same session, admitted that four of the high school students in Manisa bore signs of being tortured according to doctors' reports, however he said the incident is still being investigated. This admission, set against the accusation in the İHD report that the government is deliberately covering up the use of torture even while it allows its employees to carry out such acts, lends further credence to the report as the Interior Minister Teoman Ünüsan has issued a statement denying the Manisa case.

The prosecutor's office in Ankara has recently launched an investigation of the Turkish Human Rights Office in that city for having "provided illegal health services" for torture victims. Yavuz Onen in a TDN interview has accused the Foreign Ministry of applying for the investigation. This too adds force to the report's argument.

Truck drivers still refuse to transport goods to northern Iraq

Turkish Daily News

ANKARA- It has been a month since Turkish truck drivers staged their protest at the Habur border crossing near the Silopi district of the Southeastern province of Şırnak to complain about the increased value of the northern Iraqi dinar and consequent decline of the Turkish lira with the rise of the American dollar.

The drivers waited in long lines of vehicles at the border gate for the increase of the Turkish lira against the northern Iraqi dinar; however, when this did not happen they returned to their homes.

The drivers are still refusing to transport goods to northern Iraq.

In a statement to the Anatolia news agency, Şırnak Governor Kamil Acun said the Turkish lira was expected to regain its original value against the northern Iraqi dinar and the entries and exits through the Habur gate would resume.

Acun said that the drivers were fed up with the way the peshmergas treated them during their entry into northern Iraq and the increase in the value of the dinar had made them very angry. Although the border gate was open, he said, the drivers had not been going there to protest both the rise in the value of the dinar and some injustices they had suffered at the hands of the peshmergas.

Zülal Sönmez, the director of the Habur customs checkpoint, said before the drivers' protest around 700 or 800 trucks entered and exited through the Habur border crossing; however, she noted, that figure had dropped to 20.

Sönmez continued that most of the trucks which

were crossing carried humanitarian aid sent by the United Nations or Kızılay (Red Crescent). She said there were no vehicles waiting at the border gate because all of the drivers had returned their homes. Officials from the Diyarbakır representative office of the Kurdistan Democratic Party (KDP) said there was no food shortage in northern Iraq and that the drivers' action had only caused the customs revenue to decline.

They said there had not been a serious increase in the price of fuel oil due to the increase in the value of the dinar against the Turkish lira and therefore they claimed that Turkish drivers had not suffered because of it.

The drivers had earlier argued that it was wrong to increase the value of the northern Iraqi dinar relative to the Turkish lira, adding that their aim was to make a profit by transporting equipment and food to northern Iraq, but the increased value of the dinar had made this impossible and they were being hurt financially.

Abdulkadir Çıkmaz, the chairman of the Union of the Southeastern Anatolia Exporters (GAIB), claimed that the office of the Şırnak governor did not permit the vehicles to enter Habur customs and therefore around 5,000 trucks loaded with flour, onions and potatoes were waiting to cross into northern Iraq. However, Şırnak Governor Kamil Acun refuted Çıkmaz's claim demanding that he give proof that the trucks were waiting at the border gate. Acun added that he had not received any complaints from drivers that the onions and potatoes loaded on their vehicles had become rotten.



A file photo of the Habur border crossing when Turkish truck drivers were expecting an increase in the value of the Turkish lira against the northern Iraqi dinar:

TDN Ali Fuat Ulay

LE MONDE / VENDREDI 1^{er} MARS 1996.

Une coalition laïque de centre droit va gouverner la Turquie

Tansu Ciller et Mesut Yilmaz se sont mis d'accord sur une rotation à la tête du cabinet. L'armée, pour barrer la route aux islamistes, aurait fait pression sur ces deux rivaux de toujours

ISTANBUL

de notre correspondant

La poignée de main de Tansu Ciller et Mesut Yilmaz a mis fin, mercredi 28 février, à l'incertitude politique qui durait depuis les élections du 24 décembre 1995. Les deux dirigeants laïques ont en effet confirmé qu'une coalition de leurs deux partis du centre droit - le Parti de la juste voie (DYP) et le Parti de la mère patrie (ANAP) - prendrait les rênes de la Turquie pour une période de cinq ans. « Nous nous sommes entendus sur un système de rotation à la tête du gouvernement », a déclaré M^{me} Ciller.

Le programme de gouvernement et la répartition des portefeuilles seront peaufinés dès jeudi par une commission composée de quatre députés de chaque parti. Tansu Ciller a déjà annoncé que son parti proposerait des réformes dans le domaine de la justice, de l'éducation et de l'économie.

L'accord a été applaudi par la Bourse d'Istanbul, où les valeurs ont gagné 14 % en deux jours, mais bon nombre d'observateurs restent perplexes. Il y a moins d'une semaine, les islamistes du Parti de la prospérité (RP) étaient sur le point d'entrer au gouvernement, l'ANAP et le DYP ayant été incapables de mettre

fin à une rivalité qui remonte aux années 80 - alors entre Turgut Ozal et Suleyman Demirel -, exacerbée par l'hostilité personnelle entre Mesut Yilmaz et Tansu Ciller.

GOUVERNEMENT MINORITAIRE

L'éditorialiste du quotidien *Milliyet*, Yalçın Dogan, pense que l'armée, soucieuse de défendre la laïcité, a fait pression sur les deux leaders. « *L'époque des coups d'Etat et des mémorandums d'avertissement est révolue, écrit-il. Les méthodes sont maintenant modernes, raffinées. Les visites discrètes, l'envoi de petits messages, sont aujourd'hui plus efficaces pour influencer le sort du pays.* » La presse turque avait signalé la visite du chef d'état-major à Tansu Ciller pendant ses récentes vacances à la neige. De toute évidence, des « messages » similaires ont atteint Mesut Yilmaz. Pour un diplomate européen, « *la Turquie institutionnelle (l'armée, les médias, le grand public) l'a emporté sur la Turquie parlementaire (plus en faveur d'une alliance avec le RP)* ».

Un gouvernement est en tout cas sur le point d'être formé, et la Turquie respire. Cette coalition - dénommée l'Anayol, une contraction des noms des deux partis qui signifie la Voie princi-

pale - sera un gouvernement minoritaire, les deux partis n'ayant, à eux deux, que 261 des 276 voix nécessaires pour une majorité à l'Assemblée. Le gouvernement devra donc compter sur l'appui de l'un ou l'autre des partis de gauche qui pourront, à tout moment, lui retirer leur soutien.

Cette difficulté n'a pas encore été résolue : l'ANAP préférerait s'appuyer sur le Parti démocratique de gauche de Bülent Ecevi, dont le nationalisme et le manque d'enthousiasme pour les privatisations pourraient cependant faire obstacle aux projets de la future coalition. M^{me} Ciller, de son côté, a plus d'affinités personnelles et idéologiques avec Deniz Baykal, du Parti populaire républicain, actuel ministre des affaires étrangères.

Compte tenu de la participation, même indirecte, des partis de gauche, les islamistes deviendront la seule véritable opposition. « *Avec 38 députés, ils étaient déjà redoutables, avec 158 ils pourront pulvériser le gouvernement* », estime un député de l'ANAP. Les futurs partenaires sont conscients du danger : l'échec de la coalition pousserait inévitablement des électeurs déçus dans les bras des islamistes.

Nicole Pope

Ciller and Yilmaz To Rule in Turkey Center-Right Coalition Is Set

Compiled by Our Staff From Dispatches

ANKARA — Two center-right parties signed a coalition deal Sunday, formally ending a 10-week impasse and keeping an anti-Western Islamic movement out of power.

The caretaker prime minister, Tansu Ciller, will alternate possession of the leadership with her rival, Mesut Yilmaz, a former prime minister who will take the helm first, for a 10-month term. Mr. Yilmaz leads the Motherland Party and Mrs. Ciller heads the True Path Party.

"After various attempts, we are pleased to see that two parties that are close to each other have come to the stage of signing a coalition pact," Mrs. Ciller said at a news conference after the signing.

She said that under the deal, she would take over from Mr. Yilmaz as prime minister for two years starting in 1997.

The seat would then revert to Mr. Yilmaz for a fourth year, before going to a member of Mrs. Ciller's party for the fifth and final year. She will not sit in the cabinet during the first year but will be a member of Parliament.

"I believe this is the most logical resolution from the picture thrown up by the elections," said Mr. Yilmaz.

Politicians have been scrambling to sort out a coalition since general elections in December that put the Islamic movement the Welfare Party first but gave no party a working majority.

The country has been under caretaker rule since Mrs. Ciller's coalition with social democrats collapsed in September.

Pressured by business leaders, the news media and apparently the powerful military, the self-appointed guarantors of Turkey's modern secular system, Mrs. Ciller and Mr. Yilmaz overcame, at least for now, their animosities to join forces to keep Welfare out of government.

"I did not think Welfare's coming to power would be good for the country's future," Mrs. Ciller said, ex-

plaining why she finally gave up her insistence that she be prime minister first.

Welfare's leader, Necmettin Erbakan, angrily denounced the newly announced alliance.

"This coalition will do nothing but ruin the country," he said. "Welfare will come to power, if not today, then tomorrow."

Immediately after the Dec. 24 elections, Mrs. Ciller and Mr. Yilmaz tried but failed to

put together a coalition when each refused to let the other be prime minister first.

Welfare, which advocates moving Turkey away from its Western ties, was the biggest victor in the voting, but its 158 deputies were short of the 276 majority needed to govern alone.

Mrs. Ciller's True Path has 135 deputies and Motherland 126 in the 550-member legislature. (AP, Reuters)

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, MONDAY, MARCH 4, 1996

Purge of Defectors' Kin Said to Continue in Iraq

Even 2 Grandchildren Are Reported Slain

By John Lancaster
Washington Post Service

CAIRO — Saddam Hussein, according to unconfirmed reports from expatriate foes of his Iraqi regime, has orchestrated a bloody purge of the family and supporters of his defecting sons-in-law, possibly including two of his own grandchildren.

Iraqis quoted in Arab-language newspapers in recent days have said that those killed include two sisters of the defectors, their children and a husband as well as the young sons of the defectors.

The defectors were Lieutenant General Hussein Kamel Hassan Majid and his brother, Colonel Saddam Kamel Hassan Majid. They were married to daughters of President Saddam and defected together to Jordan last August. Apparently believing they had secured a presidential pardon, they returned to Iraq with their wives Feb. 20.

But their wives promptly divorced them and, on Feb. 23, the Iraqi regime reported that the two had died along with seven others in a shoot-out supposedly instigated by angry relatives seeking to restore the family's good name. Both Kamels were members of Mr. Saddam's ruling Majid clan, based in Tikrit Province.

Accounts trickling out of Iraq, however, indicate that the killings, rather than being the spontaneous act of vengeance described by the regime, were planned and supervised by Mr. Saddam's eldest son, Uday. After the attack, Saddam Kamel's corpse was set on fire and Hussein Kamel's was decapitated by his uncle, Ali Hassan Majid, a former defense minister, according to Al Hayat, an Iraqi opposition daily based in London.

The reports could not be independently confirmed, and diplomats in neighboring Jordan said they had seen no evidence to support claims by Iraqi opposition groups that the killings have caused a potentially destabilizing rift in Mr. Saddam's power base. Diplomats and Western journalists in

Baghdad say the capital is calm.

There are growing indications, however, that Mr. Saddam's vendetta did not end with the death of Hussein Kamel, the former chief of Iraqi weapons programs.

A Palestinian newspaper account, deemed credible by a Western embassy in Amman, said last week that Hussein Kamel's brother-in-law, Izzedeem Majid, who had joined him in Jordan but was traveling in Turkey at the time of the Kamels' return to Iraq, was told that his wife and children had been slain in Iraq.

Another of the Kamels' sisters was slain with her children and husband, Abdelhadi Majid. Jordan's King Hussein, meanwhile, cited unconfirmed reports that "many of the children" in the defectors' families had been slain. Iraqi opposition groups identified two as Hussein Kamel's son, Ali, 9, and Saddam Kamel's son, Ahmad, 5.

Iraq's former deputy chief of military intelligence, Wafik Samarai, who defected in 1994, said in a telephone interview from Damascus that based on recent discussions with associates inside Iraq, he could not confirm reports Mr. Saddam had ordered the death of his own grandchildren.

But he said that following Hussein Kamel's death Friday, "three of his brothers or sisters were killed" in a continuing purge orchestrated by the regime, and he added, "It is not true that the Iraqi security had nothing to do with the operation."

Iraq's official media have acknowledged with satisfaction the killing of the two defectors by Majid clan members eager to "cleanse" themselves of the Kamels' treachery. According to the official account, those killed in a shoot-out a week ago included the defectors' father, Kamel Hassan Majid, and their younger brother Hakim Kamel, neither of whom had defected.

State news media said two Majid clan members, Thair Abdelkader Suleiman Majid and Ahmad Abdel Ghafour Suleiman Majid, died in the attack on the defectors.

CHARENTE LIBRE - 6 mars 1996

HOMMAGE

Des Kurdes sur la tombe de François Mitterrand



La délégation kurde a été reçue à la mairie de Gond-Pontouvre après s'être rendue sur la tombe du président Mitterrand ■ Photo CL.

Jalal Talabani est le secrétaire-général de l'Union patriotique du Kurdistan en Irak. Il s'est déplacé d'Irak pour venir hier, en fin de matinée, déposer une couronne de fleurs sur la tombe du président Mitterrand à Jarnac.

«Un grand ami du peuple kurde»

Il était accompagné de cinq compatriotes et de Jean-Claude Beauchaud, représentant la direction nationale du parti socialiste.

Jalal Talabani s'est recueilli pendant trente minutes devant la tombe de l'ancien président de la République, avant de se rendre devant la maison natale de l'ancien président et au musée.

«M. Mitterrand était un grand ami du peuple kurde. Je n'avais pas pu venir personnellement à ses obsèques. Pourtant, une vieille amitié nous unissait depuis 20 ans. Lorsque je venais en France, il me recevait régulièrement à l'Elysée.»

Au-delà des liens particuliers entre les deux hommes, Jalal Talabani retiendra l'aide de François Mitterrand pour l'adoption par les Nations Unies d'une résolution déterminante pour le peuple kurde.

«Pour la première fois, on évoquait le respect des droits du peuple kurde dans un Etat. Et c'est grâce à votre ancien président que cette résolution a été adoptée» souligne le leader politique qui n'oublie pas non plus le rôle exercé par Mme Mitterrand: «Elle a toujours aidé politiquement, économiquement et surtout humainement notre peuple.»

La délégation kurde a ensuite été reçue par Jean-Claude Beauchaud dans sa ville de Gond-Pontouvre.

Former deputy refuses to appear in court

Turkish Daily News

ANKARA- Abdülmelik Fırat, a former True Path Party (DYP) deputy, and later an independent deputy, who is currently in jail on charges of aiding the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) and propagating separatism, has refused to appear at his trial, to be held on March 7 at Erzincan's State Security Court. Fırat's son, Mahmut Fırat, told the TDN that his father was not in good health and that he had appealed to the prosecutor's office to say he is unable to attend the session.

Fırat, who is being held at Istanbul's Bayrampaşa jail, reportedly told the prosecutor's office that it was impossible for him to travel to Erzincan and asked to give his deposition in Istanbul.

Fırat noted that Serdar Güreş, the son of former Chief of Staff Doğan Güreş, had his deposition taken in Ankara, although he had been charged by a court in Istanbul.

"I have been jailed although no evidence exists against me.

The person who accused me later retracted his statement. Now, they are torturing many people to make them speak against me. One of them is Şevket Söke.

He has been in jail for a month and he has been prevented from seeing anyone," Fırat said. Abdülmelik Fırat had previously refused to receive medical treatment while in handcuffs.

Fırat says "there exists a right not to appear in court" and that he will "make use of this right."

It is not yet clear whether the prosecutor's office will force Fırat to attend the hearing.

The prisoners at Bayrampaşa jail have disclosed that they will not let Fırat be taken away by force.

"They will have to step over our dead bodies if they want to take Fırat," they said.

WEDNESDAY, MARCH 6, 1996

Turkish Daily News

Turquie-droitsHomme 2elead

L'écrivain turc Yasar Kemal condamné à la prison avec sursis

ISTANBUL, 7 mars (AFP) - L'écrivain turc Yasar Kemal a été condamné jeudi par la Cour de sûreté de l'Etat d'Istanbul à une peine d'un an et huit mois de prison avec sursis pour "incitation à la haine"

Yasar Kemal, 73 ans, considéré comme le plus grand écrivain turc vivant, était poursuivi pour deux articles publiés dans un livre intitulé "La liberté d'opinion et la Turquie". Il était passible d'une peine de prison allant jusqu'à cinq ans.

Ce livre, comprenant des articles d'une vingtaine d'écrivains turcs, avait été saisi en février 1995 par la Cour de sûreté de l'Etat d'Istanbul.

L'un de ces articles, dans lequel Yasar Kemal accusait l'Etat turc "d'opprimer les Kurdes de Turquie", avait été publié dans l'hebdomadaire allemand Der Spiegel en janvier 1995, ce qui avait valu à son auteur un procès pour "propagande séparatiste".

L'auteur de "Mémed Le Mince" avait été acquitté dans ce procès en décembre dernier.

La condamnation de jeudi ne vise pas cet article pour lequel il a déjà été acquitté. Elle vise l'autre article, publié uniquement dans le livre, intitulé "Nuages noirs sur la Turquie" et dans lequel Kemal critiquait également l'Etat turc pour sa politique dans les régions kurdes.

Cette sentence constitue toutefois une surprise car le procureur lui-même avait demandé l'acquiescement, estimant que "le crime n'était pas constitué, même si des expressions dures sur la question du sud-est avaient été utilisées" par l'écrivain dans son article.

Yasar Kemal, contre lequel il n'existe plus d'autres poursuites judiciaires, est reparti libre du tribunal. Il a déclaré avoir dit aux juges que "c'était en fait lui qui les condamnait et non l'inverse". Il a ajouté leur avoir dit que "la Turquie n'est pas une démocratie".

La condamnation avec sursis de Yasar Kemal intervient au lendemain de la publication par le département d'Etat américain de son rapport annuel sur les droits de l'Homme dans le monde. Dans ce rapport, le gouvernement américain estime que la situation des droits de l'Homme "s'est améliorée" en Turquie mais qu'il reste "de très sérieux problèmes".

De nombreux écrivains, journalistes et intellectuels turcs ont été condamnés en Turquie ces dernières années pour délits d'opinion.

KG-HC/ms

AFP /AA1234/071237 MAR 96

L'INDEPENDANT - 7 mars 1996

Jaume Bartumeu signe une pétition sur le problème du Kurdistan

■ Le parlementaire de ND, Jaume Bartumeu, qui avec trois autres parlementaires siège au Conseil de l'Europe en représentation de l'Andorre, vient de signer une proposition de résolution par laquelle on invite le gouvernement turc à accepter le cessez-le-feu déclaré par le président du PKK (Parti communiste du Kurdistan).

La proposition, issue de la commission juridique du Conseil de l'Europe, demande aussi à la Turquie de négocier avec les kurdes pour essayer de trouver une solution politique au conflit.

Avec Jaume Bartumeu, 19 parlementaires de différents pays ont signé le document qui devra être analysé par la prochaine session de l'assemblée parlementaire.

Human rights defenders in court again

Turkish Daily News

ANKARA- Administrators of the Turkish Human Rights Foundation (TIHV) and the Human Rights Association (IHD), poet Inonu Alpat and publisher Mustafa Tım appeared in court on Tuesday:

The TIHV administrators have been charged with insulting Parliament and the security forces, the IHD administrators with spreading separatism propaganda and Alpat and Tım of spreading the propaganda of an outlawed organization.

The IHD administrators have been accused of holding a "Call for Peace" demonstration on Sept. 1, 1995, at the State Security Court (DGM) in Ankara. The prosecutor has demanded they be sentenced to one to three years in prison.

The defendants who were present at court — Husnu Öndül, Nazmi Gür, Selahattin Esmer, Ümit Erkol, Hediye

Felekoğlu, Abdullah Çağır, Abdulhamit Toprak and Nebahat Akkaş — presented a joint defense, saying they would continue to defend the concept of peace. The court will set a date to hear the testimony of the defendants, who did not appear at court on Tuesday.

Alpat and publisher Mustafa Tım were tried at the same court room. They were accused of spreading the propaganda of an outlawed organization in Alpat's book, "We Give the Appointment to the Mountain."

Alpat is facing a one- to five-year prison and a TL 50 million-100 million fine, and Tım could receive from six months to two years in prison and a TL 100 million fine. The TIHV administrators are being retried on charges related to the book "A Present to Emil Galip Sandalcı."

A court spokesman said the trials should be over in three or four months.

Turkish Daily News

THURSDAY, MARCH 7, 1996

D'Amato urges Clinton kill UN Iran gas pipeline study

Reuters

WASHINGTON- The head of the U.S. Senate Banking Committee has urged President Bill Clinton and U.N. Secretary General Boutros Boutros-Ghali to thwart a U.N. feasibility study of an international gas pipeline that would cross Iran. In separate letters, Sen. Alfonse D'Amato, a New York Republican, told them: "I urge you in the strongest terms to seek an immediate halt to this or any other deal that would subsidize Iranian aggression."

"Terrorism is Iran's weapon of choice and we cannot allow the U.N. to contribute to its funding," he added.

At issue is a U.N.-backed study of the feasibility of building a gas trunkline

loop through Iran to facilitate natural gas supplies to Europe and East Asia.

The U.N. arm involved is the Department for Development Support and Management Services. In a summary of the project released by D'Amato, Kui-Nang Mak, chief of the department's energy planning and management branch, said the time was ripe for the study.

"With the prospect of a lasting peace in the Middle East on increasingly sound footing, plans for international overland gas pipelines within the region can now be entertained seriously," Mak wrote in the undated summary. The White House had no immediate comment on D'Amato's letter.

Human rights improve in '95 — US report

Turkish Daily News

ANKARA/WASHINGTON- Washington has signalled improvement in the overall Turkish human rights situation in 1995, but admitted that problems remained, particularly in terms of torture and freedom of expression.

The number of deaths in detention and "mystery killings" fell considerably in comparison to the same figures for 1994, according to the annual human rights report of the U.S. State Department.

The report, released late on Wednesday, said that the human rights situation in a number of areas had improved but "very serious problems remained," particularly as far as the situation in the Southeast was concerned.

"But overall, we say that the human rights situation in 1995 has been improving, while we have said in 1994 that it was deteriorating," an American official said of the report. But he added, echoing the report, that torture continued to be a major problem, along with repressions stemming from the presence of terrorism in the Southeast and problems regarding the freedom of expression.

"A number of mystery killings, in which the assailant's identity was unknown, also occurred, but the total was substantially lower than in previous years," the report said. "Political and extrajudicial killings credibly attributed to government

authorities and terrorist groups continued but at substantially lower rates overall than in previous years." But the report said that there was an increase in the number of deaths attributable to government authorities due to excessive use of force. It quoted the Human Rights Foundation as saying that security forces were responsible for 55 extrajudicial killings in the first nine months of 1995. It also quoted the state minister responsible for human rights as saying that the police had committed extrajudicial killings in a raid in Ankara in April.

Although the report cited both the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) and the Turkish government as responsible for village evacuations, it quoted some villagers as telling reliable sources that the security forces had evacuated them for refusing to participate in the paramilitary village guard system.

Marcus, Altaylı and Yaşar Kemal

The report also cited some high-profile cases on freedom of speech and the press, including that of Reuter journalist Aliza Marcus, academic Doğu Ergil, writer Yaşar Kemal and Hürriyet journalist Fatih Altaylı. It also mentioned the closure of Özgür Ülke and Yeni Politika newspapers.

"Fortunately, both Yaşar Kemal and Aliza Marcus were acquitted, as we mention in the

report," the American official said.

The report said various laws restricted freedom of expression to one degree or another, but added that the United States welcomed the amendment of Article 8 of the Anti-Terrorism law. The report also made a point of briefly mentioning two journalists who were kidnapped by the PKK in 1995.

The report mentions the responsibility of the PKK in village burnings, the murder of non-combatants and committing random murders. However, Turkish diplomats have categorically said in previous reports that the criticism toward the PKK is disproportionate to the graveness of the PKK atrocities. "We expect terrorists to be terrorists and democratic governments to act as democratic governments," the American official said, adding that he thought the human rights improvements in Turkey was in "steady progress."

The report, in comparison to an unusually severe one in 1994, comes after Turkish predictions that it would also be "condemning" this year, particularly after remarks attributed to U.S. Assistant Secretary of State John Shattuck during a news program called "60 Minutes." Ankara, irked by the statements that Turkey was burning villages continuously, asked the United States for an explanation but Washington said that the remarks attributed to two senior officials had been misrepresented.

Human rights minister blames DYP for lack of progress

Adnan Ekmen: The DYP has always been unwilling, and at times even preventative, of the implementation of human rights policies

Turkish Daily News

ANKARA- On the last day of the troubled partnership between the True Path Party (DYP) and the Republican People's Party (CHP), the coalition that has ruled the country for more than 4 years, CHP's state minister responsible for human rights has accused the DYP as being responsible for the lack of sufficient progress in human rights issues in Turkey, the Anatolia news agency reported.

The minister, Adnan Ekmen, on Wednesday released a written statement in which he made an assessment of the last four years' human rights issues.

Ekmen stressed that the CHP, the junior partner in the coalition, had been very keen to pro-

vide Turkey with the human rights and democratic standards found in developed countries but that the DYP had always been unwilling, and at times even preventative.

"Unfortunately Turkey's fate has always been held by right-wing parties, which have always made the conservative bureaucracy like a wall in front of better human rights.

Thus, Turkey is still a country which is criticised by the developed countries in regards to its human rights situation," Ekmen was quoted by Anatolia as saying.

Noting that his ministry had made investigations and also had prepared a large number of reports on a various human rights violations in Turkey, Ekmen said, "However, these reports had

never been taken into consideration by our senior coalition partner and we (the CHP) lack the necessary power to put them into effect."

Ekmen also claimed that anti-human rights activities had even been approved and supported by the DYP. He said this can be seen in the bad prison conditions, torture, those who went missing in custody, execution without trial and other such situations.

"We, with the cooperation of the Education Ministry, had made it compulsory for primary school students to take the class on citizenship and human rights," said Ekmen, adding that they had also suggested a project of "Human Rights and Democracy Education" for the public servants but that these have been delayed and are still awaiting approval from the Prime Ministry. Adnan Ekmen, said that the Human Rights Ministry should be provided with the sufficient power to allow it to carry out its policies.

Turkish Probe March 8, 1996

The Diyarbakır Syndrome

The controversial report entitled "The Eastern Question" sponsored by the Union of Turkish Chambers of Commerce and Industry and written by Professor Doğu Ergil has never really been discussed in depth. Once again the political forces of this country, including the media, have escaped from the truth. That is perhaps why the suffering party in the ongoing dispute needed an honest, in-depth analyses of the findings and their meaning.

A representative committee drawn from 16 democratic organizations in Diyarbakır extended an invitation for a public panel to discuss the content of the report. Three scholars including the author attended the panel. Public interest was enormous. People had lined up on the street in order to get into the huge conference hall of the Diyarbakır municipality. The main hall was full to the brim. So was the large upper foyer and the entrance hall in the first floor. A TV station was wise enough to put up TV sets in both halls for the crowds that could not get into the main conference hall.

The panelists, especially Professor Ergil, were received with loud ovations, often interrupted to be kissed by people or for a warm handshake. Everything looked grandiose and exciting. The first round of presentations went smoothly, almost breathlessly. But when the time came for answers to questions the audience jotted on papers and presented to the speakers, attitudes changed drastically. The little notes were expressions of grievance and accusations.

The expressed grievance was old wine in a new bottle, but the accusation that the panelists speak "with the tongue of the state" was both unexpected and unjust. Unjust because all three panelists had risked their careers for their efforts in the drive for democratization of their country and solution of the so-called "Kurdish problem."

What turned the tide, in fact, was Professor Ergil's expressing that "the PKK (Kurdistan Workers' Party) is a terrorist organization." It may seem blunt enough. However, this statement came after a long analysis and critique of the state, the authoritarian and aggravating nature of official policies. Yet, the young people of Diyarbakır were not satisfied. They could not bear an accusation being directed at the only available political instrument in their hands. At a visible sign from a "leader," a large part of the audience left the main conference hall. No one knows how many remained outside. This was an open, but a quiet and respectable protest.

Is the PKK a terrorist organization?

Definitely so. In that sense Professor Ergil was right. From the point of view of the method employed there is no doubt. But the crowd was not concerned with the means —

no matter how abrasive and destructive they are even for themselves. Kurds feel downtrodden; their cultural heritage denied; their group identity repressed. They are

right on all accounts.

The Turkish state tried to homogenize the society on the wrong premises. Instead of building a partnership on legal equality, constitutional citizenship, massive education and welfare, the state chose the easier way. It tried to homogenize the society by denying all religious-cultural-ethnic realities and reducing the nation to "Turkishness" and Sunni Muslim.

The top part of the funnel (the state) was large enough to accommodate the multiethnic, multi-religious reality of the Republic of Turkey.

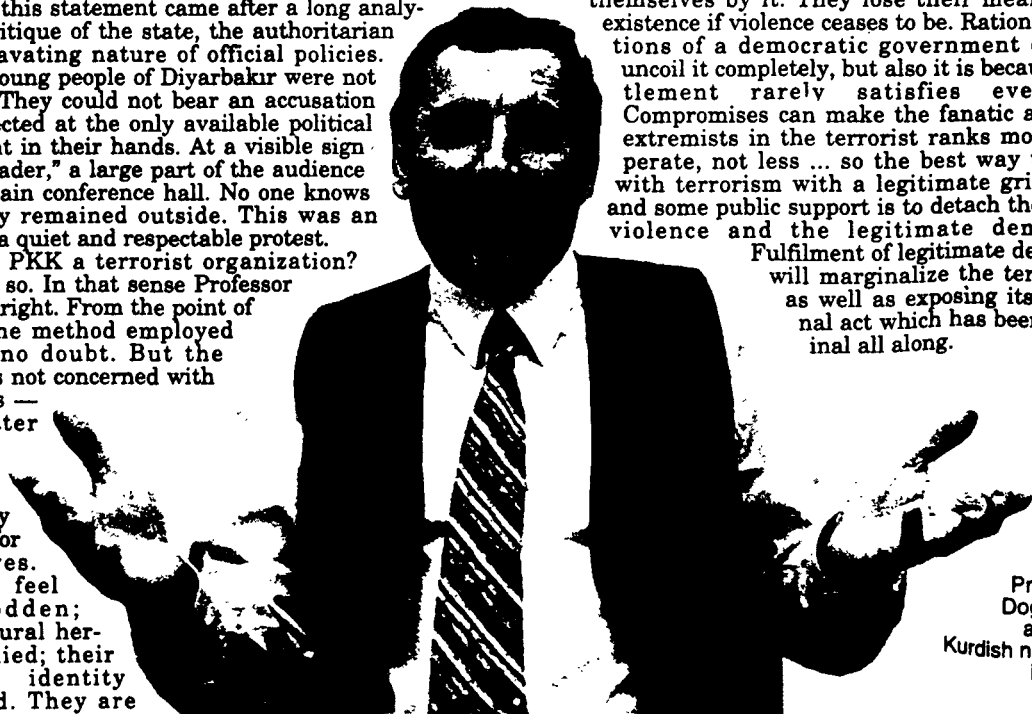
However, the outlet of the funnel, the nation, is defined as the Turkish Nation by the Constitution. Hence, in order to produce an unadulterated Turkish Nation, one has to push the "social mixture" of Turkey into likeness by coercion. Violence from above is intrinsic in this equation. No one can deny that violence from above (state terror) breeds violence from below (terrorism). Terrorists find it very easy to legitimize their acts and causes in the face of an oppressive government.

So, should a wiser government recognize its ill fated approach to terrorism with considerable social support as evinced in Diyarbakır and initiate a dialogue with a terrorist organization? The first answer is that to do so encourages further violence. Moreover, doing so transforms the government's objective from the examination of grievances to the mere ending of violence. It establishes an unsustainable and unacceptable test of success: the cessation of murders.

A sound government, one which has no fear of history as well as the future, must admit that terrorism often does expose a legitimate grievance. That grievance must be solved in order to "delegitimize" the terrorist act.

It is a misconception, however, that once a legitimate grievance has been dealt with, the violence will end. No, it will not end. Indeed the government's success in solving the problem may aggravate violence. Partly because some of the terrorists come to define themselves by it. They lose their meaning of existence if violence ceases to be. Rational solutions of a democratic government cannot uncoil it completely, but also it is because settlement rarely satisfies everyone. Compromises can make the fanatic and the extremists in the terrorist ranks more desperate, not less ... so the best way to deal with terrorism with a legitimate grievance and some public support is to detach the act of violence and the legitimate demands.

Fulfilment of legitimate demands will marginalize the terrorists as well as exposing its criminal act which has been criminal all along.



Professor Doğu Ergil angered Kurdish nationalists this time.

Turkish Probe March 8, 1996

Focus on Human Rights

Prosecutor opens investigation of Turkish Human Rights Foundation

The prosecutor's office in Ankara has opened an investigation into charges that the Turkish Human Rights Foundation (TIHV) "provided illegal health services" for torture victims, TIHV Chairman Yavuz Onen said on Feb. 29.

Onen, in an interview with the TDN, accused the Turkish Foreign Ministry of applying to the prosecutor's office for the investigation.

"After reviewing a report by our Treatment Center for torture victims, the Foreign Ministry asked the Ministry of Health to open an investigation. Then the Ministry of Health sent the case to the prosecutor's office," he said.

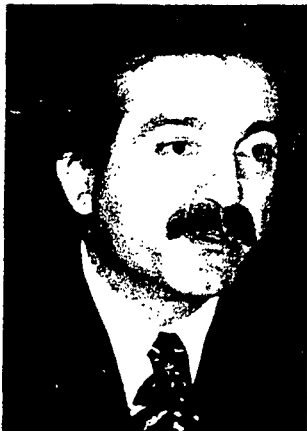
Referring to his questioning in the prosecutor's office on Feb. 28, Onen said the words "treatment centers" were misinterpreted.

"These centers provide advisory services. After interviewing the applicants we send them to contracted hospitals or doctors. We do not hospitalize the torture victims in our centers."

Human rights minister blames DYP for lack of progress

Adnan Ekmen, state minister responsible for human rights, accused the True Path Party (DYP) of being responsible for the lack of sufficient progress in human rights issues in Turkey, the Anatolia news agency reported on March 6.

Ekmen stressed that the Republican People's Party (CHP), former partner in the coalition, had been very keen to provide Turkey with the human rights and democratic standards found in



Adnan Ekmen

developed countries but that the DYP had always been unwilling, and at times even preventative.

"Unfortunately Turkey's fate has always been determined by right-wing parties, which have always built a wall of conservative bureaucracy in front of better human rights. Thus, Turkey is still a country which is criticized by the developed countries in regard to its human rights situation," Ekmen was quoted by Anatolia as saying.

Noting that his ministry had made investigations and also prepared a large number of reports on various human rights violations in Turkey, Ekmen said, "However, these reports were never

taken into consideration by our senior coalition partner and we (the CHP) lacked the necessary power to put them into effect."

Human Rights Association releases annual report

The Human Rights Association (IHD) released its annual report on torture for 1995 on March 1, in which it accuses the government of using torture as a deliberate policy, contrary to claims that it was the work of isolated individuals or a few ignorant and uneducated police officers.

The report further charged that the cases of torture which were brought to the attention of the Torture Investigation Commission of the IHD's Istanbul branch were not far below totals for previous years in terms of torture used as part of systematic inquiry and pressure. It certainly shows that there has been no lessening in the number of incidents. The IHD reported that in 1994 there were 347 cases of torture documented.

Details of the types of physical and mental torture which it charges were applied to victims are wide-ranging and comprehensive. Physical torture is said to include everything from being beaten with a variety of instruments to being forced to listen to mehter (Janissary) band marches and the Turkish national anthem and then be made to sing it.

Human rights improve in '95 — US report

Washington has signalled improvement in the overall Turkish human rights situation in 1995, but admitted that problems remained, particularly in terms of torture and freedom of expression.

The number of deaths in detention and "mystery killings" fell considerably in comparison to the same figures for 1994, according to the annual human rights report of the U.S. State Department.

The report, released late on March 6, said that the human rights situation in a number of areas had improved but "very serious problems remained," particularly as far as the situation in the Southeast was concerned.

"But overall, we say that the human rights situation in 1995 has been improving, while we said in 1994 that it was deteriorating," a U.S. official said of the report. But he added, echoing the report, that torture continued to be a major problem, along with repressions stemming from the presence of terrorism in the Southeast and problems regarding the freedom of expression.

"A number of mystery killings, in which the assailant's identity was unknown, also occurred, but the total was substantially lower than in previous years," the report said.

Libération - 8 mars 1996

Yasar Kemal condamné en Turquie

Alors qu'un gouvernement a été constitué, la justice frappe l'écrivain.

Le célèbre romancier turc Yasar Kemal, 73 ans, a été condamné hier à vingt mois de prison avec sursis par la Cour de sûreté de l'Etat d'Istanbul, pour « incitation à la haine », à la suite d'un article sur le problème kurde publié dans un livre collectif intitulé *La Liberté d'opinion et la Turquie*. Le verdict est d'autant plus surprenant que le procureur avait demandé l'acquiescement. Lui-même d'origine kurde, Yasar Kemal avait été précédemment acquitté pour un autre article dans l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel*, repris dans ce même volume. « C'est moi qui condamne ces juges et non l'inverse », a déclaré l'auteur de *Memed le Mince*, en quittant libre le tribunal. Malgré les pressions des Occidentaux, les autorités d'Ankara n'ont toujours pas abrogé les articles de la loi « antiterroriste » sur le délit de « propagande séparatiste », et ne semblent

guère pressées de trouver la solution au problème kurde (13 millions sur 60 millions de Turcs), souhaitée par les Européens comme par Washington pour mettre fin à la « sale guerre » (20.000 morts en une décennie) contre les rebelles du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, séparatiste).

Le verdict contre Yasar Kemal souligne l'urgence de ces réformes au lendemain de la constitution, après dix semaines de tractations, d'une alliance gouvernementale entre les deux grands partis de la droite. Mesut Yilmaz, leader de l'Anap (Parti de la mère patrie; 19,6% des voix), occupera jusqu'à la fin de l'année le poste de Premier ministre, pour être ensuite remplacé par Tansu Ciller, présidente du DYP (Parti de la juste voie; 19,3%). Sur le fond, rien ne sépare les deux formations, sinon l'inextinguible rivalité entre leurs deux leaders. Il aura néan-

moins fallu de fortes pressions des milieux d'affaires et surtout de l'armée, sourcilleuse gardienne d'une certaine idée de la République, laïque, une et indivisible, fondée en 1923 par Mustafa Kemal, pour que les deux frères ennemis de la droite trouvent un compromis, afin de barrer la route aux islamistes du Refah (Parti de la prospérité, arrivés en tête avec 21,6%). Le gouvernement de Mesut Yilmaz est composé de représentants des deux partis qui se partagent méticuleusement les ministères (15 pour l'Anap et 17 pour le DYP). Un proche conseiller de Tansu Ciller, Emre Gönensay, modéré et pro-occidental, devient ministre des Affaires étrangères. Mais cette coalition, présentée par la presse turque comme « le gouvernement de l'espoir », n'aura pas la vie facile. Elle ne dispose pas d'une majorité au Parlement. Avec 261 sièges sur 550,

Anap et DYP auront besoin des voix des 75 députés du DSP (Parti de la gauche démocratique) du très nationaliste Bulent Ecevit, bien décidé à monnayer au plus fort son soutien. Le premier test sera le renouvellement du mandat, à la fin mars, de « Provide comfort », l'opération militaire occidentale de protection de l'entité kurde en Irak du Nord, toujours plus ouvertement remise en cause par les nationalistes turcs. Cette situation de gouvernement minoritaire, jointe aux conflits internes au sein de la coalition, risquent de rendre difficile, voire impossible, des choix courageux sur le problème kurde et dans le domaine économique, alors que l'inflation atteint 80% par an. Seule grande force d'opposition, les islamistes ont toutes les chances d'augmenter encore leurs suffrages aux prochaines élections ●

MARC SEMO

LE REPUBLICAIN LORRAIN - 8 mars 1996

18 mois ferme pour le passeur de 21 Kurdes

METZ. — La chambre correctionnelle de la cour d'appel de Metz a confirmé hier un jugement du tribunal correctionnel de Thionville qui avait infligé 18 mois de prison ferme à un ressortissant syrien qui transportait dans son semi-remorque 21 Kurdes iraniens, tous passagers clandestins. C'est au cours d'un contrôle de routine près de Dudelange que les douaniers ont en novembre 1995 découvert cette filière qui transitait ce jour-là par un camion plein d'oignons. Les Kurdes avaient été pris en charge depuis l'Iran par différents passeurs qui les avaient conduits à travers la Turquie, la Grèce et l'Italie en France jusqu'au camion d'Ahmad Kabso, un Syrien demeurant en Belgique. Ces Kurdes devaient rejoindre l'Allemagne pour y faire une demande d'asile politique. En plus de ses 18 mois de prison ferme, Ahmad Kabso s'est vu interdire le territoire français pour une durée de 10 ans,

LE FIGARO - 8 mars 1996

TURQUIE

L'écrivain Yasar Kemal condamné

□ L'écrivain turc Yasar Kemal a été condamné hier par la Cour de sûreté d'Istanbul à une peine d'un an et huit mois de prison avec sursis pour « incitation à la haine ». Yasar Kemal, 73 ans, considéré comme le plus grand écrivain turc vivant, était poursuivi pour deux articles publiés dans un livre intitulé *La Liberté d'opinion et la Turquie*. L'un de ces articles, dans lequel il accusait l'Etat turc « d'opprimer les Kurdes de Turquie » avait été publié dans l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel*, ce qui lui avait valu un procès pour « propagande séparatiste ».

Les deux partis conservateurs turcs ont formé un nouveau gouvernement

Mesut Yilmaz sera remplacé au poste de premier ministre par M^{me} Ciller dans un an

Soixante-treize jours après les législatives du 24 décembre 1995, les deux formations ennemies de la droite turque sont parvenues à un ac-

cord de coalition. Leur union est animée par le souci d'écartier du pouvoir le parti islamiste (Refah), arrivé en tête du scrutin de décembre. « Le

53^e gouvernement sera un gouvernement de réforme et de changement », a déclaré M. Yilmaz (lire aussi notre éditorial page 16).

ISTANBUL

de notre correspondante

Bravant la tempête de neige qui a paralysé la capitale turque, Mesut Yilmaz s'est rendu, dans la soirée du mercredi 6 mars, au palais présidentiel à Ankara, où il a soumis au président Suleyman Demirel le programme et la composition du gouvernement de coalition formé par son Parti de la mère patrie (ANAP) et par le Parti de la juste voie (DYP) de Tansu Ciller. Il est ressorti de la présidence quarante-cinq minutes plus tard, officiellement premier ministre. « Le 53^e gouvernement sera un gouvernement de réforme et de changement », a déclaré M. Yilmaz.

L'ère de l'Anayol (« La voie principale ») - contraction des sigles de l'ANAP et du DYP -, tracée par l'alliance tardive de ces deux partis rivaux de droite depuis plus de dix ans, a débuté, soixante-treize jours après les élections législatives du 24 décembre 1995. Le programme de la coalition sera présenté à l'Assemblée nationale, jeudi 7 mars, et soumis à un vote de confiance qu'il obtiendra sans peine le mardi 12 mars.

CONVERGENCE D'OPINIONS

L'union politique de l'ANAP et du DYP est essentiellement un mariage de raison, arrangé de surcroît sous la pression des médias, de l'opinion publique et des institutions laïques. Les deux partenaires sont parvenus à un accord, à un partage des tâches et des responsabilités - neuf portefeuilles au DYP, huit à l'ANAP et huit ministères d'Etat chacun - qui est acceptable pour les deux camps, sans pour autant réellement satisfaire l'un ou l'autre. « Quelqu'un devait faire un sacrifice, j'ai fait ce sacrifice », a souligné Tansu Ciller, qui, malgré la supériorité numérique de son

parti sur son rival l'ANAP à l'Assemblée nationale, cède - jusqu'à la fin de l'année 1996 - sa place à la tête du gouvernement à son rival, Mesut Yilmaz.

En leur faveur, ces deux partis ont une convergence d'opinions qui leur permettra de collaborer sans conflit idéologique. Mais la tâche qui les attend est herculéenne. Minoritaire à l'Assemblée nationale, ce gouvernement qui affirme vouloir le changement devra constamment plaider avec l'opposition de gauche - en l'occurrence le Parti démocratique de

tée en Turquie, notamment par le DSP, où elle est perçue comme un appui indirect des alliés à la rébellion kurde -, qui devra être décidé avant la fin de mars. Le cabinet devra également se prononcer sur l'extension de l'état d'urgence dans dix provinces du Sud-Est anatolien, recommandée par le tout-puissant Conseil national de sécurité.

La priorité du gouvernement sera accordée à l'économie. La dérive politique des derniers mois n'a fait qu'exacerber des problèmes structurels qui devront

quel pèsent les plus lourdes responsabilités dans l'histoire de la République », a commenté M^{me} Imren Aykut, ministre d'Etat.

Dans les jours qui suivront son intronisation, le gouvernement devra adopter un nouveau budget. La coalition prévoit également de relancer le processus de privatisation, promesse entendue si souvent au cours des dix dernières années qu'elle est accueillie avec un certain scepticisme, et d'élargir la base fiscale. Les casse-tête de la politique étrangère - la dispute avec la Grèce, les tensions avec la Syrie et l'Irak au sujet de l'eau, la rivalité avec la Russie - seront gérés par Emre Gönensay, un économiste devenu chef de la diplomatie après avoir été le conseiller privé de M^{me} Ciller.

RÉSULTATS RAPIDES

Le programme ne prévoit aucun remède-miracle pour mettre fin au conflit kurde. Tout au plus mentionne-t-il la nécessité pour la Turquie de se conformer aux accords internationaux sur les droits de l'homme, d'alléger les restrictions à la liberté d'expression et de lever, graduellement, l'état d'urgence. Mais dans son premier entretien accordé au quotidien *Hürriyet*, qui titrait sur « le gouvernement de l'espoir », le premier ministre, Mesut Yilmaz, a promis des « ouvertures » dans le domaine de l'éducation et de la télévision en kurde.

De ce gouvernement, formé tardivement, la population attend des résultats rapides et concrets. Un mauvais départ affecterait le futur de la droite turque tout entière et risquerait d'encourager des électeurs désillusionnés à se tourner vers les islamistes, désormais principal parti d'opposition, lors de prochaines élections.

Trois femmes ministres

Nahit Mentese représentera le DYP aux côtés de Mesut Yilmaz, en tant que vice-premier ministre, jusqu'à la fin de 1996. Parmi les principaux ministères entre les mains de l'ANAP figurent celui des finances, confié à Lütfullah Kayalar, celui de la défense, accordé à Oltan Sungurlu, et celui de l'intérieur, qui revient à Ulkü Güney, une des figures-clés des négociations entre les deux partis. Du côté du DYP, Emre Gönensay, un économiste et conseiller privé de M^{me} Ciller, devient ministre des affaires étrangères. L'ancien chef de la police, Mehmet Agar, devient ministre de la justice, alors que Yalim Erez, ancien président de l'Union des chambres du commerce et de l'industrie, prend en main le ministère de l'industrie. Le ministère de la santé a été confié au psychiatre Yildirim Aktuna, qui était le porte-parole du gouvernement précédent. Trois femmes - un record - prennent place dans ce nouveau cabinet : Isilay Saygin, ministre du tourisme, ainsi que Ayfer Yilmaz et Imren Aykut, ministres d'Etat. - (Corresp.)

gauche (DSP) de Burent Echant -, qui lui accordera un soutien conditionnel. Le manque d'enthousiasme du DSP pour les privatisations, ses principes de gauche - qui pourraient entrer en conflit avec la politique du gouvernement, notamment si un plan d'austérité est introduit - en font un partenaire peu sûr.

Très rapidement, la coalition devra s'attaquer à des dossiers épineux : parmi les plus urgents, figurent le renouvellement du mandat de « Provide Comfort », l'opération occidentale au nord de l'Irak - de plus en plus contes-

être traités pour éviter une crise. Le gouvernement a fait appel aux meilleurs spécialistes des deux partis pour tenter d'endiguer l'inflation galopante, qui se situe autour de 80 % et le déficit budgétaire. Parmi les ministres de l'ANAP figurent plusieurs des acteurs principaux de la libéralisation des années 80 pendant l'ère de Turgut Ozal. De son côté, Tansu Ciller a introduit au cabinet plusieurs anciens hauts fonctionnaires ou hommes d'affaires qu'elle avait recrutés pour sa campagne électorale. « Ce gouvernement est peut-être celui sur le-

Nicole Pope



VENDREDI, 8 MARS 1996
12^e ANNÉE, N^o 2869

USA-TURQUIE

Le rapport annuel du Département d'État américain émet des réserves sur les progrès de la Turquie en matière de droits de l'homme

En progrès, mais doit mieux faire... C'est en substance la recommandation qu'adressent les États-Unis dans le rapport annuel du Département d'État américain sur la situation des droits de l'homme dans 194 pays à travers le monde. En dépit de réformes juridiques et constitutionnelles significatives, la Turquie s'est encore rendue coupable de graves violations des droits de l'homme et il lui reste beaucoup de chemin à faire pour parvenir à la démocratie, indique le rapport américain rendu public mercredi. "La situation des droits de l'homme s'est améliorée dans de nombreux domaines, mais des problèmes sérieux subsistent" constate le Département d'État américain qui met l'accent sur la situation "particulièrement préoccupante dans le sud-est". La guerre que se livrent depuis onze ans les forces gouvernementales et les membres du PKK provoque l'évacuation forcée et parfois l'incendie de villages, même si "elle est d'une intensité moindre qu'en 1994" fait remarquer notamment le rapport, qui précise que dans la province de Tunceli, des "commandos spéciaux" de la police se sont rendus coupable de mauvais traitements et de harcèlement à l'encontre des villageois; dans le même temps, note le rapport, le nombre des membres du PKK capturés par les forces de sécurité turques a considérablement augmenté, peu d'entre eux tombant vivant entre les mains de l'armée par le passé. Le Département d'État américain constate également que le nombre des morts en détention ou d'assassinats mystérieux, ou encore de disparitions, a baissé de

manière significative par rapport à 1994. Pourtant, la hausse de la criminalité, la torture et les entraves à la liberté d'expression continuent à poser de sérieux problèmes, remarque le rapport qui cite le cas d'Aliza Marcus, correspondante de l'agence Reuter qui a échappé de justesse à une condamnation à une peine de prison. Le rapport cite pourtant comme des signes encourageants les amendements constitutionnels qui ont permis la libération de deux députés d'origine kurde. Mais "les limites à la liberté d'expression continuent à susciter la préoccupation" du Département d'État, "malgré la révision en octobre par le Parlement turc de l'article 8 de la loi anti-terroriste et la mise en liberté de 143 prisonniers" qu'elle a entraînée.

Le Département d'État américain, qui a régulièrement mis l'accent sur les droits de la femme en Turquie dans ses précédents rapports, constate que ceux-ci sont toujours aléatoires dans la vie conjugale. Le rapport s'en prend également au PKK qu'il accuse de tuer des civils, de s'attaquer à des villages fidèles au pouvoir en place et de commettre des meurtres en vue d'intimider la population.

Année après année, les rapports du Département d'État américain sur la situation des droits de l'homme en Turquie se suivent et se ressemblent; leurs conclusions, si elles sont rarement à l'avantage de la Turquie, ne sont pour autant pas en mesure de remettre en cause les liens très pragmatiques d'amitié unissant Washington à son fidèle partenaire du flanc sud de l'OTAN.

LE QUOTIDIEN DE PARIS - 8 mars 1996

Droits de l'homme: peut mieux faire

La situation des droits de l'homme «s'est améliorée» en Turquie, mais il reste de «très sérieux problèmes», estime le Département d'État dans son rapport annuel sur les droits de l'Homme rendu public mercredi à Washington. La situation est "particulièrement préoccupante" dans le sud-est, où les forces de sécurité gouvernementales et celles du parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatistes), "continuent à évacuer de force, et parfois incendier des villages, quoi qu'à un niveau moindre qu'en 1994".

Deux millions de personnes auraient ainsi dû quitter leurs maisons dans cette région ces sept dernières années, selon le rapport. Il évoque par ailleurs "une augmentation substantielle des arrestations ou redditions de terroristes du PKK", alors que "dans le passé très peu étaient arrêtés vivants".

De la même façon, le nombre de morts en détention ou lors de perquisitions et celui de "meurtres mystérieux" ont considérablement diminué par rapport à 1994, mais la torture "continue à être un très sérieux problème", ajoute-t-il. Six personnes seraient

mortes en détention dans des conditions suspectes durant les neuf premiers mois de 1995, contre 18 en 1994, selon la Fondation turque pour les droits de l'Homme (FTDH).

98 civils ont été assassinés durant la même période, la majorité d'entre eux dans le sud et le sud-est du pays, contre 316 durant les dix premiers mois de 1994, selon la FTDH.

Mais le rapport du Département d'État souligne qu'"il y a eu une augmentation du nombre des morts imputables aux autorités gouvernementales, notamment lors d'opérations de maintien de l'ordre". Il mentionne 55 morts, contre 33 pour les dix premiers mois de 1994.

Côté liberté d'expression, les choses ne vont guère mieux. Après la mort d'un journaliste dans les locaux de la police le mois dernier, on apprenait hier la condamnation à une peine de un an et huit mois de prison avec sursis de l'écrivain Yachar Kemal "pour incitation à la haine". Ce grand écrivain, acquis à la cause des Kurdes, avait participé à la rédaction d'un ouvrage collectif, paru en février 95, intitulé "La liberté d'opinion et la Turquie".

Shattuck warns of 'political fallout' from report on human rights in Turkey

Strong relationship, but continuing abuses

By Uğur Akıncı
Turkish Daily News

WASHINGTON- The U.S. State Department's latest report on human rights in Turkey, which notes some improvements but confirms the continuation of human rights abuses, apparently gave a senior department official cause to wonder about its "political fallout."

John Shattuck, assistant secretary for human rights, reportedly sent a memo to Secretary Warren Christopher which said the department "should be prepared to handle significant diplomatic and/or domestic political fallout from our reports on such important and sensitive countries as China, Russia, Serbia, Bosnia and Herzegovina, Croatia, Haiti, Turkey, Egypt, and Nigeria." The memo was reported in the Washington Post on March 6.

Shattuck did not deny the existence of the memo during a briefing that day at which the latest in the series of annual reports, covering the human rights situations in almost every nation and territory around the globe, was released. Rather, he underscored the strength of the U.S.-Turkish relationship, while noting the continuation of human rights abuses in Turkey. "The relationship between Turkey and the United States is a strong one," the assistant secretary stressed, "based on the fact that Turkey is an ally of the United States and a member of NATO." The United States has "raised human rights problems repeatedly right at the presidential level on

down," he noted, adding that he himself had made "several trips to Turkey" to investigate the human rights situation.

"Over the course of the last year we have seen some improvements," Shattuck commented, pointing specifically to "the repeal of the most repressive legislation in the area of freedom of speech and freedom of the press, Article Eight (of the Turkish Anti-Terrorism Law)," which he called "a very important development." He also singled out "constitutional changes that occurred in Turkey that allow greater participation by some elements of the population that had previously not been able to participate in elections."

On the negative side, Shattuck mentioned "a widespread use of torture (and) some extrajudicial killings, although there were fewer in number of the so-called 'mystery killings' this year, and we have expressed our concern about the major abuses against civilians in the Kurdish Southeast of Turkey as Turkey has battled against terrorism in that area with the PKK." Asked by a Turkish reporter about the possible impact of the human rights report on arms sales to Turkey, in particular the embattled proposal to provide Super Cobra helicopters, Shattuck noted that the U.S. government had issued a report on "the use of arms in Turkey to violate human rights last year. It was a candid report, and we review all arms sales and arms transfers on a case-by-case basis with human rights issues very central to our decision." The result, he said, is that the United States does not "sell to allies materiel that clearly has been used and could be used for the violations of the rights of civilians ... It's a worldwide policy."



John Shattuck

Yaşar Kemal, a man of peace, found guilty of 'inciting hatred'



Turkish author Yaşar Kemal (C), angry after his conviction at Istanbul State Security court, tells reporters he would appeal only the suspension of his 20-month sentence as his publisher Erdal Öz (R) was also found guilty of the same charge but had his sentence converted to a suspended fine. Kemal's two articles on Turkey's treatment of Kurds appeared in a book of essays, "The Freedom of Expression and Turkey", which was ordered confiscated last year under Turkey's tough restrictions on freedom of expression.

Reuter

By Erdiñç Ergenç

Turkish Daily News

ISTANBUL- Renowned Turkish writer Yaşar Kemal was yesterday sentenced to one year and eight months jail by the İstanbul 2nd State Security Court for views he expressed in two articles published in a book named "Freedom of Expression and Turkey". Yaşar Kemal was found guilty under Article 312 of the Turkish Penal Code for "inciting the people to hatred and enmity and making separatist propaganda". He was found not guilty of a charge under Article 8 of the Anti-Terror Law. Yaşar Kemal is still at liberty as his lawyers have announce that they will appeal the decision in the Supreme Court.

The book was confiscated the day after it was published, in early 1995. This is the second time that Yaşar Kemal has been put on trial under the Anti-Terror Law for the same article. He stood trial in May last year over one of the articles which appeared in the German magazine, Der Spiegel.

The charge in that case was also brought under Article 312 of the Turkish Penal Code on a charge of provoking hatred and enmity by displaying racist or separatist opinions. He was

acquitted of this charge in December. However, this second trial concluded with Yaşar Kemal being convicted under the same article for the identical writings that appeared in the book, published after the Der Spiegel piece came out.

Erdal Öz, the Turkish writer and the owner of the publishing house Can Yayınları, who published the "Freedom of Expression and Turkey", was tried in the same court with Yaşar Kemal and was also convicted. Both writers appeared in court yesterday, facing two charges brought by the chief prosecutor, Aytaç Tolay. The charges were laid under the Anti-Terrorism Law and Turkish Penal Code.

The result of the trial came as a surprise to many observers, especially as the prosecutor had called for the acquittal of Yaşar Kemal and Öz. But the judges, headed by Şerafettin İste, found both guilty as charged and imposed a custodial sentence.

The trial

Erdal Öz, the publisher of the book, started his defense by saying that a thought was being tried in the court, not an action. He said that thoughts were not still free in Turkey and

that the current trial showed it. He emphasized that "Freedom of Expression and Turkey" was confiscated soon after it was published but that pirate publishers had made the book available for everybody which had helped it to be read and understood by the public. He ironically thanked those people who helped the book achieve its aim. He said he wanted to clear the path of Turkey to democracy and the modern world by publishing the book.

Öz said that he wanted to be tried for his own words rather than as the publisher of Yaşar Kemal. He stated that he wouldn't defend Yaşar Kemal because he didn't need to, adding that the people of the world who were watching the trial would do so.

Continuing his address to the court, Öz said that he was disgusted by the claims which say he had made separatist propaganda, pointing out that the real separatists were the special forces and powers that held sway in Turkey. He said that he had witnessed many good actions on the part of the Republic but emphasized that the greatest mistake in the Republic's history was the oppression and brutality towards the Kurdish people in the name of nationalism.

He said that Emergency Rule is in place in the east and southeast regions and that both he and Yaşar Kemal were being tried in an extraordinary court. He pointed out that a bloody war had been going on in the southeast for 11 years and he had tried to end this war by publishing some suggested solutions. He remarked that he was unhappy but not hopeless and said that words may fly away but printed works were permanent. Yaşar Kemal didn't make a statement in his defense but made an accusation instead. He said that the Turkish state would be tried in humanity courts for its brutal actions against its own people. He emphasized that the Turkish republic was committing crimes continuously and he would accuse the state rather than being accused. He claimed that even Nazi Germany hadn't dealt with French guerillas in the manner in which the Turkish state was acting against the Kurdish people and the PKK's guerillas. "This war will end, because the war in Turkey is a war of destruction," he said. "Three and a half million people have been left hungry. If this war continues the Turkish and Kurdish people will become degenerate, they will

desert humanity."

After the verdict was handed down, he said that it became clear that Turkey was a dictatorship in the name of democracy and pointed out that he was not being tried, instead the state tried itself in the court. He said that he rejected the suspension of the sentence because to accept it would be to approve of the charges and the verdict. He said that Turkish democracy had black shadows and had shown this again. "I am not afraid to say these things. They can give me whatever jail sentence they like. They can even kill me," said the unrepentant writer outside the court.

One of the dark shadows that Yaşar Kemal referred to was the Article 312 he had been found guilty under and had been acquitted of before in the 4th State Security Court in İstanbul. The second one was the prosecutor's demand of acquittal that was refused by the judges. In most cases the prosecutor is the accusing office but the prosecutor this time demanded acquittal.

The judges also refused the demand of the lawyers to challenge the validity of Article 8 and Article 312, under which Yaşar Kemal and Erdal Öz were charged, to the Constitutional Court. The verdict surprised everybody but when compared to the general implementation, it is an ordinary case and an ordinary result. But many people still didn't believe that such a world famous Turkish writer would have been convicted. The case will be taken to Supreme Court of Appeals where it will be tried again.

The trial was attended by representatives of the media from all over the world, diplomatic officials from a number of countries including Sweden and members of British and Swedish PEN, the international writers' organization. Ufuk Uras, the leader of the Freedom and Solidarity Party, and other important figures of the party attended the trial to show their support for Kemal and Öz.

Uras accused those people who pointed out Yaşar Kemal the writer as the pride of Turkey on the one hand but on the other hand tried to punish him because of his thoughts. He issued a call for all people to form a free and democratic society and to unite to achieve this aim.

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse

Kurdes-manif

Manifestation de 600 Kurdes contre les exécutions politiques en Turquie

STRASBOURG, 9 mars (AFP) - Environ 600 Kurdes, dont une centaine de femmes et d'enfants, ont manifesté samedi à Strasbourg pour protester contre les condamnations à mort pour des raisons politiques de leurs compatriotes en Turquie, a-t-on appris auprès des organisateurs et de la police.

Les manifestants ont défilé pendant une heure, en silence et dans le recueillement. Ils portaient une banderole avec une seule inscription en langue kurde et se sont ensuite dispersés sans incident.

tj/chb

AFP /AA1234/091937

MAR 96

Condamné par la justice turque, Yachar Kemal se défend d'être un nationaliste kurde

« Je continuerai à parler », indique l'écrivain dans un entretien au « Monde »

Alors que, dans son réquisitoire, le procureur avait demandé son acquittement, Yachar Kemal a été condamné, jeudi 7 mars, à vingt mois d'emprisonnement avec

sursis par la Cour de sûreté de l'Etat d'Istanbul pour un article condamnant la répression à l'égard de la minorité kurde.

ISTANBUL

de notre correspondant

Confortablement installé dans son fauteuil, une écharpe autour du cou, dans une large pièce tapissée de milliers de livres, Yachar Kemal raconte avec verve son enfance anatolienne. Les anecdotes se succèdent, ponctuées par des éclats de rire. Accusé par les tribunaux de « propagande séparatiste » ou de « provoquer la haine et l'animosité, en considérant les différences de races », l'écrivain échappe à toutes les étiquettes. Il est en fait un parfait exemple de la cohabitation des cultures sur le sol anatolien. « Je ne suis pas nationaliste. Je suis l'homme des cultures kurde et turque », explique-t-il. « Il n'y avait ni conscience d'un nationalisme kurde ni turc à l'époque de mon enfance, mais l'identité kurde a toujours existé. »

Né dans la seule famille kurde d'un village turc près d'Adana, il puise son inspiration à la fois dans la tradition populaire des tribus turkmènes de sa Cilicie - ou Cukurova - natale et dans les racines kurdes de sa famille, qui avait été forcée de quitter la région du lac de Van, dans l'Est anatolien, au moment de l'occupation russe, en 1915.

Le ton dramatique de ses romans, ses héros plus grands que nature luttant contre des adversaires amplifiés par le langage épique, reflètent les légendes populaires turkmènes et des grands poètes anciens qui ont nourri son enfance. « Je suis un conteur d'épopée », dit cet homme qui se souvient des bardes traditionnels, arpentant la campagne pour déclamer leurs récits, appuyés sur un gros bâton, aux villageois réunis. Sa famille avait même son propre bardé, un *dengbej*, qui a ajouté les légendes kurdes aux récits des troubadours turkmènes.

Fasciné par ces troubadours, Yachar Kemal les suit de hameau en hameau. Avant même d'avoir atteint l'âge de dix ans, il s'essaie, lui aussi, à réciter des légendes et à composer ses propres poèmes. Plus tard, il compile une collection de ces élégies traditionnelles turques. « J'en ai récolté cinq cents, mille peut-être. Une partie a été publiée, j'en ai donné certaines à l'Institut d'histoire turque, les autres ont



YACHAR KEMAL

été confisquées et brûlées par la police, après mon arrestation. »

Car, dès son adolescence, Yachar Kemal a des démêlés avec la police. « Jusqu'en 1946, il n'y avait pas un seul paysan, pas un seul villageois qui n'ait pas été tabassé par les gendarmes. Ce n'était pas qu'ils aient commis des crimes. C'était une sorte d'habitude. » Une discussion sur la réforme agraire lui vaut d'être emprisonné et battu alors qu'il se trouve encore à l'école secondaire. Dès lors, aux

raître devant les tribunaux ne représente pas une prise de position nouvelle pour Yachar Kemal, qui s'est toujours exprimé ouvertement, appuyé par son épouse Thilda, qui, parlant couramment la plupart des langues européennes, est à la fois son « manager » et sa fenêtre sur le monde. Pourquoi une telle réaction des autorités et des médias ? « Je pense que c'est parce que l'opinion est sensibilisée au problème. Le fait que cet article ait été publié à l'étranger a encore exacerbé la réaction. »

Yachar Kemal s'insurge contre l'injustice du conflit. « Je ne pense pas que les Kurdes, s'ils obtenaient leurs droits culturels, voudraient l'indépendance », affirme-t-il. Pourtant, déclare-t-il, « il y a trois millions et demi de gens déportés, plus de quatre mille assassinés, des hectares de forêt, de champs de blé brûlés. Tout cela est insignifiant par rapport à l'embargo alimentaire. Un villageois achète un sac de farine. Les gendarmes en prennent la moi-

« Je ne pense pas que les Kurdes, s'ils obtenaient leurs droits culturels, voudraient l'indépendance »

yeux des habitants et des autorités, il est, pour toujours, « Kemal le communiste ».

Ses premiers reportages pour le quotidien *Cumhuriyet*, dans les années 50, l'emmènent dans ce Sud-Est anatolien aujourd'hui dévasté par le conflit opposant forces gouvernementales et combattants kurdes du PKK (Parti des travailleurs kurdes). « A l'époque, j'écrivais sur la misère et sur le fondamentalisme présents dans cette région. Les lecteurs étaient surpris, ils ne connaissaient rien. J'ai été menacé ; un jour, par le courrier, j'ai reçu une balle de revolver. » Ses opinions ne l'ont pas empêché de devenir l'écrivain le plus populaire de Turquie. Son roman *Memed le Mince* a battu tous les records de vente avec 600 000 exemplaires. Au total, 5 millions de ses livres, publiés également dans de nombreux pays étrangers, dont la France, ont été vendus en Turquie.

L'article qui lui a valu de compa-

tié, disant : « Ça te suffira. » Il attribue la responsabilité du développement rapide d'un nationalisme kurde à la politique poursuivie par l'Etat. « Le féodalisme est incompatible avec le nationalisme. Pourtant, les Kurdes, même s'ils ne sont pas encore libérés du féodalisme, ont été tellement frappés qu'ils sont devenus nationalistes. »

Avant les élections du 24 décembre, l'écrivain avait eu l'occasion d'exprimer ces vues à Mesut Yilmaz, le nouveau premier ministre, qui était venu le consulter. « Je lui ai dit : « Vous, les politiciens - et ce n'était pas une attaque personnelle -, vous êtes tous des peureux. Ce n'est pas avec vous qu'il y aura la démocratie. Vous pouvez acheter cinq Kurdes, dix Kurdes, vous ne pouvez pas acheter vingt millions de Kurdes. En revanche, si vous arrivez à résoudre cette question, la Turquie aura la démocratie. » De l'Europe, il attend une pression continue sur la

Turquie. « Evidemment, je ne veux pas qu'ils déclarent la guerre à la Turquie. Il y a mille moyens d'aider la Turquie à devenir démocratique, par le biais des discussions, de la médiation, de la pression politique. »

A ce tableau sombre, Yachar Kemal ajoute cependant des touches d'espoir. « La gauche nouvelle commence à prendre position pour la paix. Les intellectuels revendiquent la paix. Même les milieux des affaires s'expriment publiquement. » Membre durant les années 60 du Parti ouvrier, qui a été dissous en 1972 pour « séparatisme », Yachar Kemal demeure un socialiste convaincu. Sa vision est profondément humaniste. « Le monde est un jardin à mille cultures, mille couleurs. Les uns s'inspirent des autres, il y a toujours eu interaction des cultures. Lévi-Strauss m'a aidé à le comprendre. »

A la fin des années 70, le climat de violence en Turquie, où la gauche et l'extrême droite s'entre-tuaient, l'avait poussé à chercher refuge en Suède pendant plus de trois ans. Ses ennuis légaux actuels sont tout au plus un incident de parcours. « Ils me connaissent depuis quarante ans, ils savent qu'ils ne peuvent pas m'intimider », explique-t-il.

A l'issue de son dernier procès, le procureur avait été jusqu'à le remercier pour son discours de défense « Monsieur Kemal, m'avait-il dit, vous nous avez donné une audience digne de votre prestige », explique l'écrivain en riant. Avant de conclure : « Je continuerai à parler. Dans la vie, je suis le plus peureux des hommes et je hais les héros, car l'homme qui n'a pas peur n'est pas humain. Mais la caractéristique de l'homme, c'est qu'il est capable de surmonter sa peur. »

U.S. Sees Summit As Opportunity To Isolate Tehran

Cairo Meeting to Go Beyond Revival of Mideast Peace Talks

By Joseph Fitchett
International Herald Tribune

PARIS — Although the immediate purpose of a swiftly organized anti-terrorism summit meeting on Wednesday in Cairo is to bolster the Middle East peace process, Western officials said Friday that smothering tolerance for governments that support terrorist activities was crucial to the broader agenda.

In U.S. eyes, at least, the primary target will be Iran, even though the actual pressures generated in Cairo will be indirect rather than starkly confrontational, the officials said.

Washington has consistently branded Tehran the chief bankroller of anti-Israeli terrorist operations, but some European capitals have been reluctant to back the idea of isolating Iran.

The Cairo session will be attended by leaders from more than 30 countries, including the United States and Russia, the major European Union nations, Israel and the Palestinian Authority and some moderate Middle Eastern states.

The meeting seems bound to increase anti-Iran vigilance among the participating nations and make support for Tehran less comfortable for China and other Asian countries not attending.

Similarly, it will send strong warnings to Libya and other countries that retain ties with terrorists, including Syria, even though it is engaged in peace talks with Israel.

Potentially, officials said, the Cairo summit meeting marks a change in the divisive climate about terrorism in which European leaders were reluctant to follow U.S. calls for tough sanctions against governments implicated in terrorist campaigns.

The momentum for the meeting has come from Washington, where President Bill Clinton has a large political stake in the peace process.

The urgency of international concern to prevent bombings in Israel by the militant Palestinian organization Hamas from torpedoing Arab-Israeli peace was underscored by quick pledges to attend the Cairo conference. Sixty-one have died in four recent Hamas attacks.

To maintain the peace momentum, participating nations are expected to

Israeli troops destroy the home of a suicide bomber's family. Page 5.

discuss stepped-up aid for the Palestinians and strengthened security guarantees for Israel.

It is an irony of history that the idea of an anti-terrorism summit meeting was first mentioned this past week by Yasser Arafat, chairman of the Palestine Liberation Organization, which for years was a prominent exponent of terrorism.

Now, however, Hamas has forced Mr. Arafat's hand to the point where his police have joined forces with Israeli officers in hunting down the terrorists.

■ Arafat's Role Assailed

Israel's rightist opposition leader Benjamin Netanyahu, charged Friday that Mr. Arafat was part of the problem and should not attend the anti-terrorism meeting, Agence France-Presse reported from Jerusalem.

"If Arafat takes part in this conference we will not be able to find a solution, because he is the problem in the fight against terrorism," Mr. Netanyahu said on Israeli radio.

"Terrorism continues under the cover of Arafat in Gaza, at a time when the government believed he would be playing the role of subcontractor in the fight against terrorism. The very fact that the PLO leader could be invited shows that we haven't learned a thing."

Yasar Kemal condamné



L'écrivain turc défend les droits culturels de la minorité kurde (Photo J. Robert)

mémoire de l'Anatolie des campagnes, société rurale et compartimentée.

À 8 ans, Yasar Kemal décide de fréquenter l'école, d'apprendre à lire et à écrire. À 17 ans, il travaille dans un champ de coton, lit *Don Quichotte* et *Le Petit Chose*, d'Alphonse Daudet. Reconnu au fil des ans, honoré dans une Turquie fière de cet écrivain traduit dès les années 50 en une dizaine de langues, ce sage ne craint pas pourtant de s'engager à la fin des années 80 dans le combat qui ébranle la Turquie d'aujourd'hui : la question kurde.

Son père était kurde, sa langue maternelle aussi, mais c'est en turc qu'il n'a jamais cessé d'écrire et qu'il a publié depuis six ans des dizaines d'articles appelant à la reconnaissance des droits culturels des Kurdes de Turquie.

La condamnation qui l'a frappé, jeudi, visait un livre, *Nuages noirs sur la Turquie*, portant sur cette question. « C'est moi qui vous condamne, et non l'inverse », a-t-il fulminé à la face de ses juges.

Jean-Christophe PLOQUIN

■ Jeudi à Istanbul, la Cour de sûreté de l'État a condamné l'écrivain Yasar Kemal à une peine de vingt mois de prison avec sursis pour « incitation à la haine ». Le procureur avait demandé l'acquittement de cette haute figure de la littérature turque qui appelle au contraire à la fraternité entre les peuples.

Les tempes grisonnantes, les yeux protégés par d'épaisses lunettes noires, Yasar Kemal, 73 ans, est devenu une figure emblématique de la Turquie moderne et de sa littérature de façon très simple : en racontant ses racines.

L'homme est un miroir des facettes multiples d'une terre carrefour, laminée et fécondée par les vagues successives d'immigrants venues depuis un millénaire des steppes d'Asie centrale mais aussi du Caucase et des Balkans. L'écrivain s'est fait

La Turquie en mouvement — La Turquie ne cesse de frapper à la porte de l'Europe. Pays « en voie de développement », signataire d'une union douanière, pays « musulman » sur le seuil de l'Europe « chrétienne »... Qui est donc ce partenaire ? La Turquie est volontiers classée dans la catégorie des pays perpétuellement entre deux dictatures militaires. Pourtant il existe une démocratie turque, aujourd'hui essentiellement menacée par l'incapacité à traiter le problème kurde. Il existe une société civile, un enracinement dans la laïcité, un dynamisme économique, une certaine inventivité de l'activité diplomatique, qui font de ce pays un cas singulier dans son environnement régional — même si des hypothèses pèsent sur ces acquis et sur l'avenir qu'ils préfigurent.

Éditions Complexe, SA Diffusion promotion information, 24 rue de Bosnie, 1060 Bruxelles, prix 95 F.

QUEST FRANCE - 9 mars 1996



THE PKK-GREECE LINK- Martha, code name Roza (foreground, L), Dimitri, code name Marx (foreground, second from L) and Kerim Yildiz (second row, second from R), responsible for London desk of Kurdistan Human Rights Project.

Ankara police anti-terrorist teams take four PKK militants into custody

Investigation reveals Greek-PKK link

Turkish Daily News

ANKARA- Four militants of the outlawed Kurdistan Workers' Party's (PKK) front organization ERNK (the National Front for the Liberation of Kurdistan) were captured and taken into custody on Feb. 29 as a result of efforts by anti-terrorist teams of the Ankara police directorate general monitoring the PKK in the capital.

Officials from the governor's office of Ankara said in a written statement that police searched the houses of the captured militants and seized many outlawed publications used for spreading propaganda, as well as PKK activity and evaluation reports and threatening letters.

Interrogation of the militants revealed that Abdulkadir Kaya, code name "Arges," had travelled to the PKK camp in Greece using illegal documents obtained with the help of Seyhmus Cagro, general secretary of the People's Democracy Party (HADEP).

After two months of political indoctrination in Athens, he was assigned to recruit new members for the organization and run operations in rural areas under the title of legal administrator in the Ankara provincial directorate of HADEP.

It was also determined that he had conducted activities with three people whom Cagro had introduced to him and who were captured with him, and had made

contact with militants abroad and taken instructions from them.

Officials said that two Greeks, Dimitri, code name Marx, and Martha, code name Roza, had been escorting PKK militants to the training camp "Falcon Crest," four hours from Athens, by private car, and then, when the militants had completed their military training and political indoctrination in the camps, took them to the houses of other militants in Athens or Salonica and from there transported them to Turkey.

They also said that the two Greeks had been supplying the camp with food and other basic requirements.

During the interrogation it was revealed that some retired high-ranking Greek military officers had been helping the PKK militants who came from European countries for "education" in Greece.

Officials said that retired Greek Navy Col. Andonis Naksakis has been helping the PKK in every phase of its activities in Greece, including providing plane tickets for militants, and has close relations with members of the Kurdish "parliament in exile."

The Greeks have been openly participating in PKK demonstrations in Europe, including the one held on Sept. 24, 1994 in Maastricht, the Netherlands.

A police spokesman said the four militants would be sent to court to complete formalities for arresting them after the investigation is completed.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, SATURDAY-SUNDAY, MARCH 9-10, 1996

Iranians Vote in Election That Means Everything — or Nothing

By John Lancaster
Washington Post Service

TEHRAN — Iranians voted for a new Parliament on Friday in a contest that could usher in a new era of Western-style market capitalism, political parties and, maybe, warmer relations with the West, according to political analysts.

Then again, it might do nothing of the kind.

With more than 3,000 candidates vying for 270 seats in Iran's first parliamentary elections since 1992, about the only thing people agree on is that the outcome is anybody's guess.

In that respect, the contest marks a potential turning point in Iran's 17-year-old Islamic revolution, pitting hard-line religious conservatives against more pragmatically-minded Islamic technocrats.

"It's a real lottery out there," a Western ambassador said. "It's very hard to predict." Early returns will offer clues to the outcome within the next several days, but some contests will be subject to runoffs, delaying final results for up to one month, analysts said.

The stakes are high for the West, especially the United States, which accuses Iran of sponsoring terrorists and seeking nuclear weapons and last year barred U.S. firms from doing business with Tehran. In recent days, U.S. officials have escalated their campaign to isolate the Islamic republic, accusing it of links to Palestinian extremists behind the recent series of suicide bomb

Israel. Iran has denied any involvement.

Religious authorities have disqualified more than 40 percent of the original candidates on grounds of insufficient fealty to Islamic rule. Secular opposition figures, especially those who question the role of clergy in government, have been targeted for harassment and intimidation.

Voters, meanwhile, seem increasingly fed up with Iran's theocratic government, whose performance has been characterized by plunging living standards, rising unemployment and inflation in excess of 50 percent a year.

Cynicism runs deep. President Hashemi Rafsanjani, closely identified with the technocrats, has failed thus far to maneuver his modest economic initiatives past the conservative mullahs who hold sway in Parliament.

"I'm not saying I'm irreligious, but I don't like mullahs," said a middle-aged housewife who is married to an admiral in the Iranian Navy and spoke on condition of anonymity. "All of them are more or less with a religious outlook. There is no sharp distinction between these groups."

Others, however, take a more optimistic view.

"This time it's more articulate," Hadi Semati, a Tehran University political scientist, said by way of comparison to the previous parliamentary contest. "People identify themselves with one or another camp. In the '92 elections, people did not identify themselves so clearly. This is

one sign of an emerging civil society. I call this a positive sign."

The outgoing Parliament has been dominated by the so-called Assembly of Combatant Clergy, which consists of socially conservative clerics. At least at the outset, they were seen as supportive of Mr. Rafsanjani's efforts to modernize the Iranian economy and open doors to the West. They were joined in that effort by the technocrats, or "modern right," whose members are generally younger politicians of somewhat more liberal philosophical views.

Contrary to expectations, however, the religious conservatives balked at Mr. Rafsanjani's economic program, blocking efforts to privatize public-sector industries and even restoring subsidies that had been cut in previous years (gas costs 3 cents a gallon here). They also have irritated many with their restrictive social policies; last year, for example, Parliament banned satellite dishes, reportedly over Mr. Rafsanjani's objections. The conservatives are led in Parliament by Speaker Nateq Nouri, a bearded mullah who was closely associated with Ayatollah Ruhollah Khomeini, father of the revolution.

Although the technocrats' revolutionary credentials are generally beyond doubt, their differences with the conservatives erupted publicly in January, when 16 of them, including parliamentary deputies, cabinet ministers and other like-minded politicians, announced plans to field their own candidates.

Turkish Daily News

SATURDAY, MARCH 9, 1996

Court demands death penalty for four Hezbollah members

Turkish Daily News

ANKARA- The Diyarbakır State Security Court (DGM) on Friday demanded the death penalty for four members of the outlawed Hezbollah organization who have been charged with killing 13 people and injuring 12 as well as kidnapping and threatening people in the Southeastern province of Batman and asked for five- to 15-year prison terms for four other defendants.

The formal charge, prepared by Bekir Selçuk, the chief prosecutor of Diyarbakır, said the defendants belonged to an armed gang which has been attacking members of the separatist Kurdistan Workers' Party and citizens who do not follow Islamic rules. It further stated that the organization's aim was to establish a Kurdish-Islamic state.

The court scheduled the next hearing for next week.

CPJ protests suspended jail sentence for author Yaşar Kemal

CPJ report says Turkey has 51 journalists in prison - a world record

Turkish Daily News
WASHINGTON. The Committee to Protect Journalists (CPJ), a human rights advocacy non-governmental organization (NGO) devoted to journalists, faxed a letter on Friday to Prime Minister Mesut Yılmaz protesting the conviction and sentencing of prominent writer and journalist Yaşar Kemal.

A state security court gave Kemal a two-year suspended prison sentence for "inciting hatred," in violation of Article 312 of the Turkish Penal Code.

The court found Kemal guilty on the basis of two articles he published in a collection of essays called "Turkey and Freedom of Expression," one of which was originally written for the German magazine *Der Spiegel*. In that article he accused the government of waging a "campaign of lies" to hide its "oppression of the Kurds." In December 1995, Kemal was acquitted of similar charges, which were based on the *Der Spiegel* article.

"The sentencing of Kemal is the latest example of Turkey's continuing campaign against

independent reporting on the Kurdish conflict," CPJ's Executive Director William A. Orme Jr. wrote to Yılmaz.

"As a non-partisan organization of journalists dedicated to the defense of our colleagues' rights throughout the world, CPJ believes that the sentencing of Yaşar Kemal is an act of political censorship and a clear violation of his right to see, receive, and impart information and ideas through any media and regardless of frontiers, guaranteed by Article 19 of the United Nations Universal Declaration of Human Rights," Orme said, and asked Yılmaz to "advise the appropriate judicial authorities to overturn the conviction of

Kemal."

Turkey has an independent judiciary, as does the United States and the Prime Minister is not known to "advise" the courts — especially a state security court — to overturn convictions. In its annual report, "Attacks on the press in 1995," which will be released on March 14, the day a broad coalition of ethnic and human rights NGOs will be staging a demonstration at the U.S. State Department to protest the sale of Super Cobra helicopters to Turkey, CPJ documented that for the second consecutive year Turkey is holding the largest number of journalists in prison, 51 at the end of 1995.

Iraq allows UN experts into building after tense standoff

Reuters

BAGHDAD. After a tense all-night standoff Iraq has admitted a team of United Nations arms experts to a building they suspect contains documents about Iraq's arms programs, a senior United Nations official said on Saturday.

"At 2:30 (11:30 GMT) our people were permitted to begin an inspection under certain limitations with respect to size of team entering the building," Charles Duelfer, deputy chairman of the United Nations Special Commission (UNSCOM) told Reuters. About 40 international arms experts under Russian veteran inspector Nikita Smidovich

were refused access to the white-painted Irrigation Ministry building when they tried to enter it on Friday. They camped outside the multi-storey structure in the heart of Baghdad for about 18 hours before the Iraqis allowed them in. "The importance of the inspection is diminished after 18 hours of waiting. If there was anything, they were probably careful to make sure it's gone," Duelfer said.

During their wait, the experts kept a close watch, carefully noting with cameras and notebooks, movements in and out of the building.

Duelfer said the inspection would take a while and would be "very thorough."

He did not say when the inspectors would finish their job.

He said the agreement to enter the ministry was hammered out in a phone call between Iraqi Deputy Prime Minister Tariq Aziz and UNSCOM's chairman Rolf Ekeus.

Iraq agreed that initially only 13 inspectors would be permitted to enter but Duelfer said more experts could be called in if the U.N. deemed it necessary.

Iraq's state-run media has so far made no mention of the latest standoff, a move diplomats took to mean that Baghdad was not willing to escalate tension with the U.N. at a time it was hoping for a successful end to oil talks due to resume on Monday.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, MONDAY, MARCH 11, 1996

EU Will Press Iran to Renounce Terrorism

By Tom Buerkle

International Herald Tribune

PALERMO, Italy — European Union foreign ministers agreed Sunday to press Iran to condemn terrorism, but they failed to concur on possible action if Tehran demurs.

The decision was made in connection with the anti-terrorism summit meeting in Egypt on Wednesday, which EU foreign ministers hope will shore up the Middle East peace process and bolster Prime Minister Shimon Peres of Israel and the Palestinian leader Yasser Arafat.

"We call on Iran to condemn, once and for all, all acts of terrorism, whoever by and for whatever end, and to respect its commitment to refrain from any action which could undermine the peace process or legitimize terrorism," an EU statement said.

Although U.S. officials indicated that such a European effort was welcome, the initiative falls well short of American attempts to isolate Iran economically and politically. The United States has accused Iran of complicity

in a recent series of suicide bombings in Israel.

The EU foreign ministers, meeting here, endorsed Israel's crackdown on Islamic terrorists in the wake of the bombings, but urged the Israeli government to loosen the stranglehold imposed on the West Bank and Gaza Strip to allow in EU humanitarian and reconstruction aid.

Susanna Agnelli, the Italian foreign minister, who presided at the meeting, said Europe wanted to help Mr. Arafat, who, she said, "obviously wants to fight terrorism."

Europe will send senior officials from Italy, Spain and Ireland — the so-called troika of current, past and future EU presidents — to Iran, Libya and Syria after the Egyptian summit meeting to demand support for the Middle East peace process and an end to aid for terrorists.

Klaus Kinkel, the German foreign minister, said Iran's response would be a test for Europe's "critical dialogue" with Tehran. But he made it clear that Germany was not ready to consider breaking off the dialogue

even if Iran rebuffed the pressure. Such a break would come "when we have proof that Tehran is behind" terrorist attacks, Mr. Kinkel said, adding that Mr. Peres had offered no such proof.

Hervé de Charette, the French foreign minister, made it clear that Europe still saw value in maintaining political contacts with harsh regimes, a fact that also has put the Union at odds with Washington over policy toward Cuba.

"The European Union doesn't change its policies the way one changes a shirt," he said.

Malcolm Rifkind, the British foreign secretary, was the most pessimistic about the prospect for success.

He said he was "very doubtful" that Europe's dialogue would ever produce moderation in Iran, but he would not say whether Britain would push to break off the dialogue if Iran did not respond this time. And he made it clear that Britain, which like Germany and France sees good trade prospects with oil-rich Iran, would not back any economic sanctions.

"We've never taken the view that a policy of economic isolation of Iran is likely to be beneficial," he said.

EU officials stressed that they did not view Syria in the same light as Iran and Libya, but wanted Damascus to "do something more" to get the peace process moving again, one official said.

Although Italian officials believed the Union should be represented primarily by the Italian-led troika at the Egyptian summit meeting, European views will be delivered in the voice of its three leading powers — Prime Minister John Major of Britain, President Jacques Chirac of France and Chancellor Helmut Kohl of Germany.

Separately, the ministers failed to overcome British and French objections to a seat for the European Parliament in an intergovernmental conference on EU reform, which will open in Turin on March 29.

The Parliament's presence is strongly backed by Germany, which believes it would help win public support for any treaty changes.

MONDAY, MARCH 11, 1996

Turkish Daily News

Israel to seek huge loans to finance Turkish projects

Turkish Daily News

ANKARA- Israel's business tycoons are said to have devised plans to act as intermediaries to supply Turkey with huge amounts of foreign financing to help complete (mainly) infrastructure projects, the semi-official Anatolia news agency said at the weekend.

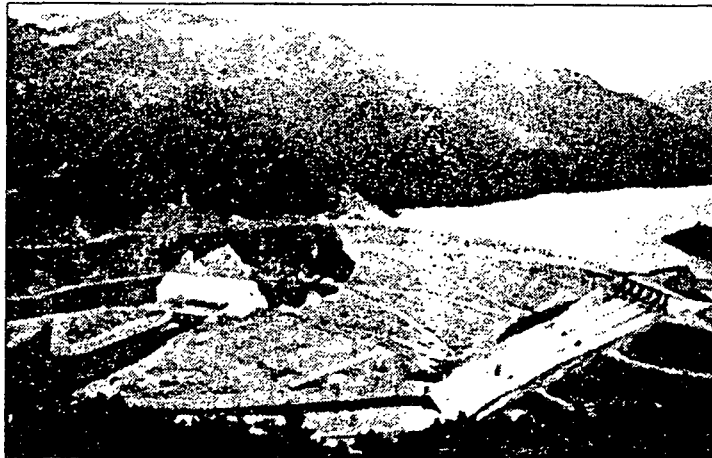
Anatolia said the Israeli businessmen would seek soft loans from Japanese banks and financiers at volumes possibly ranging from \$10 billion to \$50 billion to finance major Turkish projects.

It said Turkey would in return agree to considerable Israeli participation in these projects.

The idea will be discussed during President Süleyman Demirel's state visit to Israel, which is scheduled to begin Monday, the agency said Sunday.

Saul Eisenberg, Israel's world-renowned industrial pioneer, is expected to offer such financing packages to the Turkish authorities, according to Anatolia.

If approved, the agency said, a con-



The loans, up to \$50 billion, will be used to finance a number of highway projects two bridges on the Bosphorus and the Dardanelles as well as several individual projects as part of the ambitious Southeastern Anatolia Project (GAP).

sortium of Japanese banks, led by the Bank of Japan, would supply funds to a group of Turkish banks, including (state-run) Türk Eximbank, Ziraat Bankası, Emlak Bankası, Vakıfbank, İş Bankası, Yapı Kredi Bankası, Akbank, Pamukbank, Garanti Bankası,

Türk Ticaret Bankası, Şekerbank, Koç Bank, İmar Bankası and the state-run Development Bank of Turkey.

The Japanese consortium will select from among the Turkish banks which rank in the top 500-2,000 category in world banking. The consortium will

seek loan guarantees from the participating Turkish banks.

The loans, up to \$50 billion, will be used to finance a highway project to connect Istanbul to Izmir via Bursa and Balıkesir; a 350-kilometer highway project between Ankara and Pozantı in southern Anatolia; a 60-kilometer highway between Izmir and Bandırma on the Marmara coast; a bridge over the Dardanelles strait; a third bridge over the Bosphorus or a tunnel to connect the two sides in Istanbul; and a number of individual projects as part of the ambitious Southeastern Anatolia Project (GAP).

Anatolia quoted Israeli business sources as saying that the Japanese banks were interested in financing all these projects. The Israeli businessmen reportedly said they had asked the possible Japanese consortium not to charge any spread beyond LIBOR (London Interbank Offered Rate) in the event that a financing agreement was to be reached.

The underwriting group to arrange the massive financing deal is expected to charge one percent commission.

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse

Energie-eco.-int 2elead

Atmosphère de coopération aux pourparlers de New York, incident en Irak

(version actualisée)

NEW YORK (Nations unies), 11 mars (AFP) - Les pourparlers entre l'Irak et l'ONU sur la formule "pétrole contre nourriture" ont repris lundi à New York dans une atmosphère de coopération, mais une nouvelle épreuve de force a éclaté près de Bagdad où les autorités ont empêché des experts internationaux en armements de pénétrer sur un site suspect.

L'Irak et l'ONU ont affiché leur volonté de faire aboutir les négociations de New York sur la formule "pétrole contre nourriture". La délégation irakienne a toutefois souligné que tout accord devrait être soumis à l'approbation finale de Bagdad.

Ces discussions visent à fixer les modalités de mise en oeuvre éventuelle de la résolution 986, qui permettrait à l'Irak d'exporter des quantités limitées de pétrole, sous contrôle international, afin d'alléger les souffrances de sa population, victime de l'embargo depuis 1990.

La reprise de ces pourparlers a cependant coïncidé avec un nouvel incident près de Bagdad où les autorités ont bloqué l'accès d'un site à une quarantaine d'inspecteurs de la Commission spéciale de l'ONU chargée du désarmement de l'Irak (UNSCOM). L'incident s'est produit sur le site de Sarabati, présenté par Bagdad comme un centre d'entraînement de la garde présidentielle irakienne.

Les experts de l'UNSCOM ont encerclé les lieux, et l'épreuve de force se poursuivait toujours dans la soirée en Irak, selon les Nations unies.

Déjà, dans la nuit de vendredi à samedi, l'UNSCOM avait été empêchée de pénétrer au ministère de l'Irrigation à Bagdad, ce qui avait provoqué un sérieux incident dont avait été saisi le Conseil de sécurité. Celui-ci a prévu une nouvelle réunion de crise lundi à 21h00 GMT.

Les dispositions prévues par les résolutions de l'ONU, qui autorisent l'UNSCOM à inspecter des sites où et quand elle le décide, ne doivent pas être violées, a averti lundi le président du Conseil de sécurité, Legwaila Legwaila (Botswana). Il s'est inquiété de la "répétition" des incidents entre l'Irak et l'UNSCOM.

Un porte-parole de l'UNSCOM à New York a nié que la Commission ait cherché à "provoquer" l'Irak pour torpiller les négociations sur la formule "pétrole contre nourriture".

La délégation irakienne à ces pourparlers est dirigée par le diplomate Abdul-Amir al-Anbari et celle de l'ONU par Hans Corell (Suède), chef du département juridique de l'organisation internationale, comme cela avait été le cas lors du premier round de discussions du 6 au 19 février.

Personne ne s'avance à prédire l'issue de ces pourparlers.

M. al-Anbari a déclaré qu'il n'y avait "aucun lien" entre les incidents avec l'UNSCOM et les négociations sur la formule "pétrole contre nourriture".

Le mois dernier, MM. al-Anbari et Corell avaient élaboré un document identifiant notamment les problèmes de mise en oeuvre de la résolution 986. Le délégué irakien a prédit lundi que le deuxième round de discussions durerait de "sept à dix jours".

Adoptée en avril 1995 par le Conseil de sécurité, la résolution 986 permettrait à l'Irak d'exporter du brut à hauteur d'un milliard de dollars

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse

A.F.P. — Agence France Presse — **A.F.P.** — Agence France Presse — **A.F.P.** — Agence France Presse — **A.F.P.** — Agence France Presse — **A.F.P.** — Agence France Presse

par trimestre pour acheter des vivres et des médicaments. Ce processus se déroulerait sous contrôle onusien et une partie des revenus ainsi dégagés (150 millions de dollars) devrait obligatoirement servir à la distribution de secours aux populations kurdes du nord de l'Irak.

Cet aspect constituerait la principale pierre d'achoppement aujourd'hui, selon des diplomates européens.

"Je ferai de mon mieux pour coopérer", a affirmé M. al-Anbari en soulignant sa volonté de couvrir "tous les aspects concernant les arrangements pratiques" de la résolution 986. Mais "comme vous le savez, le diable est dans les détails", a-t-il dit.

"Dès le départ, a ajouté le délégué irakien, j'ai reçu autorité pour négocier. Cependant, comme pour tous les accords, la plus haute autorité dans le pays (le président Saddam Hussein) doit l'approuver, au bout du compte".

Des diplomates américains soupçonnent l'Irak de continuer à "jouer au chat et à la souris" avec la communauté internationale. La semaine dernière, un représentant des Etats-Unis à l'ONU s'était inquiété du fait qu'aucune décision politique n'avait été prise selon lui à Bagdad en vue d'accepter les paramètres de la résolution 986.

Depuis quelques jours, des employés irakiens travailleraient 24 heures sur 24 pour réparer l'oléoduc irako-turc fermé depuis la guerre du Golfe, ce qui a alimenté les spéculations sur la volonté de Bagdad d'aboutir cette fois à un accord.

ras/jef

AFP /AA1234/112002 MAR 96

A.F.P. — Agence France Presse — **A.F.P.** — Agence France Presse — **A.F.P.** — Agence France Presse — **A.F.P.** — Agence France Presse — **A.F.P.** — Agence France Presse

Grèce-Kurdes

ATTENTION EMBARGO 22H15

Le chef du PKK menace de "frapper très fort" le tourisme turc

ATHENES, 11 mars (AFP) - Le chef du mouvement turc PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan, séparatiste), Abdullah Ocalan, a menacé lundi soir de "frapper très fort" les zones touristiques turques.

Dans une interview exclusive diffusée à Athènes par la chaîne de télévision privée grecque Skai, M. Ocalan a lancé un appel aux touristes pour qu'ils ne se rendent pas en Turquie "qui finance sa sale guerre contre les Kurdes par le tourisme".

"Je préviens particulièrement les agences de voyages et les touristes de n'importe quelle nationalité. Si la guerre (des Turcs contre les Kurdes) s'étend, elle portera sur tous les fronts et nous emploierons toute sorte d'armes, les régions touristiques sont pour nous des cibles privilégiées", a dit Ocalan.

"Le conseil vaut également pour les investisseurs étrangers, leurs investissements ne seront pas en sécurité", a-t-il ajouté.

ATTENTION EMBARGO

dk/jpa/bw

AFP /AA1234/112024 MAR 96

A.F.P. — Agence France Presse — **A.F.P.** — Agence France Presse — **A.F.P.** — Agence France Presse — **A.F.P.** — Agence France Presse — **A.F.P.** — Agence France Presse

TÉHÉRAN

LE MONDE / MARDI 12 MARS 1996

de notre envoyée spéciale

Les jeux n'étaient pas aussi faits que la droite conservatrice l'aurait souhaité, même si celle-ci, groupée au sein de l'Association du clergé combattant (ACC), est assurée d'une « bonne majorité » au futur Parlement, comme l'a affirmé, dimanche 10 mars, l'un des ténors de l'ACC, Assadollah Badamtchian. Si les premiers résultats des élections législatives dont le premier tour a été organisé, vendredi 8 mars - le second le sera, le 20 avril -, ne permettent pas encore de se faire une idée définitive de la configuration du futur Parlement, deux faits prouvent que les Iraniens ont voulu faire entendre leur voix.

La participation des électeurs d'abord : le ministère de l'intérieur n'avait encore publié, lundi en fin de matinée, aucun chiffre sur le taux de participation, mais à en juger d'après les choses vues par les journalistes occidentaux à Téhéran - épice de la rivalité entre conservateurs et réformateurs - les Iraniens, quelle que soit la classe sociale à laquelle ils appartiennent, et malgré leurs critiques acerbes vis-à-vis de l'ensemble de la classe politique - n'ont pas boudé les urnes.

L'autre élément important est le sang neuf qui sera apporté à la future Assemblée, puisqu'une centaine de membres du Parlement sortant ne se représentaient pas. Ce dont les Iraniens se félicitaient, quelle que soit l'appartenance politique de l'un ou de l'autre nouveau candidat, tous

Les conservateurs iraniens assurés d'« une bonne majorité » au Parlement

Les rénovateurs n'ont pas dit leur dernier mot

ayant un bagage intellectuel respectable, allant du baccalauréat (18 % des candidats) au doctorat (7 %), en passant par 39 % de détenteurs d'une licence dans une spécialité.

LIBÉRALISATION

Les premiers résultats, qui ne concernent aucune grande ville, portent sur une centaine de circonscriptions dotées d'un seul siège, sur les deux cent soixante-dix à pourvoir. Selon un pointage établi par l'AFP, vingt-cinq des soixante-cinq sièges déjà pourvus - les autres sont en ballottage - ont été remportés par l'ACC. Une incertitude demeure sur l'appartenance politique de vingt-neuf élus, nouveaux pour la plupart, et dont, seuls, les noms ont été publiés.

Si la ville de Qom, l'un des principaux lieux saints du chiisme, qui abrite des dizaines d'écoles et d'universités religieuses fréquen-

tées par des étudiants chiites de toutes nationalités, n'a pas failli à son devoir, en se dotant de deux élus conservateurs, l'ACC l'emporte aussi dans le Fars (sud), le Zanjani (ouest), le Semnan (à l'est de Téhéran) et - ce qui est plus surprenant - à Zahédan, capitale de la province du Sistan-Balouchistan, dont la population est pourtant en majorité sunnite et hostile au clergé chiite, ainsi que dans les provinces de Yazd et Rafsandjan.

Le dépouillement des urnes à Téhéran plaçait M^{me} Fayzé Hachémi, la fille du président de la République, Ali Akbar Hachémi Rafsandjani, en tête, c'est-à-dire devant le président du Parlement

sortant Ali Akbar Nateg-Nouri, chef de file de la droite conservatrice. Même si en fin de course, ce dernier devait l'emporter, la cadette du président iranien (*Le Monde* du 8 mars), qui faisait en

quelque sorte office de mascotte des rénovateurs ou « reconstruc-teurs », tous proches de M. Rafsandjani, atteste de la volonté de changement d'une population - les jeunes surtout - qui souhaiterait voir s'ouvrir une fenêtre sur une plus grande libéralisation.

ESPOIRS

« Nous ne sommes pas seulement un groupe mais une idée, résume le très médiatique maire de Téhéran, Gholam Hossein Karbastchi. Nous donnons la priorité à la reconstruction du pays (...). Réduire la dimension du gouvernement et attirer la participation du peuple à la vie économique du pays est une politique raisonnable. L'Iran n'a jamais eu un secteur privé. Nous avons toujours eu le bazar (les grands et tout puissants marchands) et la plupart des industries qui existent sont tenues par le gouvernement. Si nous pouvons avoir un secteur privé actif dans l'industrie, nous ne pourrions que nous en féliciter, mais nous ne voulons pas d'un secteur privé qui agisse en tant qu'intermédiaire », c'est-à-dire uniquement pourvoyeur de services.

Si donc ces rénovateurs arrivent non seulement à porter au Parlement un certain nombre de députés, mais encore à attirer vers eux une partie des nouveaux venus au majlis, ils pourraient former un groupe de pression plus ou moins efficace et c'est, sur cela que bon nombre d'Iraniens fondent des espoirs.

M. Na.

LE MONDE / MARDI 12 MARS 1996

PALERME

de notre envoyé spécial

Les Quinze sont inquiets. Pour le processus de paix au Proche-Orient, mais aussi pour celui en cours dans l'ex-Yougoslavie. Réunis, ce week-end, à Palerme, en Sicile, pour un Conseil informel, les ministres des affaires étrangères de l'Union européenne (UE) ont estimé la situation suffisamment sérieuse pour tirer la sonnette d'alarme, mais ils ont aussi mis implicitement en garde les Etats-Unis contre des décisions inconsidérées qui aggraveraient les tensions.

La tentation de Washington de profiter du sommet de Charm el Cheikh pour isoler l'Iran paraît aux Européens inappropriée. Les Quinze veulent que ce sommet aboutisse à un engagement solennel des participants de tout entreprendre pour maintenir en mouvement la dynamique de paix entre Israël et les Palestiniens. Dans une déclaration publiée dimanche 10 mars à Palerme, les Européens reconnaissent « le besoin de mesures efficaces pour assurer la sécurité de la population israélienne et prévenir d'autres actes terroristes ». Mais ils

demandent aussi aux Israéliens de ne pas rendre impossible la tâche de Yasser Arafat et de laisser passer, malgré le blocage des territoires autonomes, l'aide humanitaire et les moyens destinés à leur reconstruction, jugés indispensables pour amener les Palestiniens à avoir confiance dans le processus de paix.

Les Quinze appellent tous les Etats à se mobiliser pour éliminer le terrorisme. Ils enverront prochainement une mission dans la région, pour se faire entendre, d'abord à Tripoli et à Téhéran. Dénonçant l'attitude des dirigeants libyens, qui ont défendu les attentats-suicides, ils ont aussi vivement mis en garde les Iraniens, sommés de se démarquer plus clairement des terroristes.

« S'il vaut la peine de poursuivre le dialogue critique avec l'Iran, il doit montrer des progrès et une convergence de vues sur des ques-

L'Union européenne refuse d'isoler complètement Téhéran

tions aussi fondamentales que le processus de paix et le terrorisme », soulignent les Quinze. En l'absence de preuves précises sur un éventuel soutien de Téhéran au Mouvement de la résistance islamique (Hamas), les ministres européens, contrairement aux Américains, estiment cependant qu'il ne servirait à rien, à ce stade, de rompre tout dialogue. « On ne change pas de politique comme on change de chemise », a déclaré Hervé de Charette.

LES ACCORDS DE DAYTON

Contraints de suivre les initiatives de Washington, les Quinze redoutent que les nécessités de la campagne américaine ne les entraînent dans des choix qu'ils ne souhaitent pas. Cela vaut pour leur diplomatie au Proche-Orient, mais aussi pour l'ex-Yougoslavie. En Bosnie, les Quinze réalisent que le temps presse si l'on veut parvenir,

d'ici à la fin de l'année, comme le président Clinton s'y est engagé, au retrait des troupes de l'IFOR chargée de séparer les combattants.

Carl Bildt, le haut représentant européen chargé des aspects civils des accords de Dayton, est venu rendre compte de l'urgence des mesures à prendre pour organiser, dans les délais prévus, des élections crédibles. Les Européens ont indiqué qu'ils continueraient d'assumer, seulement jusqu'à la fin de l'année, l'administration de Mostar. On commence chez les Quinze à s'inquiéter sérieusement de la possibilité de voir les Américains retirer leurs troupes de l'IFOR, en novembre, sans que le règlement politique soit achevé, laissant les Européens se débrouiller seuls. Dans ce contexte, on s'est irrité, à Palerme, de l'intention prêtée aux Etats-Unis et à la Turquie de convoquer, le 15 mars, une réunion des pays fournisseurs d'aide pour discuter du réarmement de la Bosnie. Les Européens ont fait savoir qu'ils n'y enverraient que des observateurs.

Henri de Bresson

TUESDAY, MARCH 12, 1996

Grossman reaffirms US support for

Kandemir says silencing ethnic lobbies is job number one

By Uğur Akıncı
Turkish Daily News

WASHINGTON- U.S. Ambassador to Ankara Mark Grossman affirmed once again U.S. support for "Turkish democracy and territorial integrity" during a key note speech he delivered at an American-Turkish Council (ATC) luncheon on Friday. Grossman also confirmed that "the United States supports a strong security partnership based on our shared interests," and that the United States "supports Turkey's economic success." He mentioned that the United States was looking forward to the visit of President Süleyman Demirel to Washington in late March to discuss such issues with president Clinton.

Primacy of private sector

To drive home the important role the private sector will play in the future of U.S.-Turkish relations, Grossman shared the following anecdote with a luncheon crowd of about five hundred: "Last summer I was in Gaziantep when the Mayor asked if I would like to meet some of my 'fellow Americans.' 'Of course,' I said, turning to greet an American Rotary Club group. My immediate reaction was one of surprise: How could this group be in Turkey without my knowing it? But then I realized how wonderful this was. No government had to approve or oversee their visit. A PRIVATE American organization established links with PRIVATE counterparts in Turkey."

"Our relations today are dominated by official, government-to-government ties. I'd guess that two-thirds of the U.S.-Turkey partnership is official, with only one-third being between private citizens, businesses and organizations. We should commit today to reversing those numbers," he said.

Security

After praising Turkey's membership of the European custom union, being selected as one of ten Big Emerging Markets in world, support for Baku-Ceyhan oil pipeline and the Constitutional Amendments realized in July 1995, Ambassador Grossman stressed the nature of the continuing security relationship — which includes the lease of two KC-135 tanker aircraft and the production of 80-new F-16s.

Confidence

After admitting that "1996 has already been more challenging" than 1995, a direct reference to the Kardak crisis, Grossman spelled out what he believes in: "We have confidence in the democratic process in Turkey. We have confidence in our commitment



Turkish Ambassador to Washington Nüzhet Kandemir to Turkey. We have confidence in our policy toward Turkey," he said.

The PKK

He said the United States supports Turkey's legitimate fight against the PKK terrorism. "Turkey has a right to defend itself. But there is no solely military solution to the problems in the Southeast," he said.

Economic highlights

In terms of the economic highlights of the relationship, Grossman mentioned the preparation of double-taxation agreement; \$122 billion in business pursued by U.S. firms in the power-generation sector; a telecommunications conference to be held in

Turkish territory and democracy



U.S. Ambassador to Ankara Mark Grossman

May in Istanbul; investment opportunities at GAP; and pipelines from the Caspian.

50 businessmen from the Southeast

The U.S. Consulate in Adana has arranged to bring 50 businessmen from the Southeast to the ATC Conference. "Just as the GAP project symbolizes the future of economic and social development of the Southeast, these businessmen seeking to interest U.S. firms in the potential of Turkey's GAP region represent another new face of U.S.-Turkish relations," he said.

Human rights

Mentioning that respect for human rights is the key aspect of any civil society, "We know that the Turkish people will

meet this challenge because it is THEIR country," he said. "They will not do this to please outsiders. Not to please the U.S. Not to please the EU. Democracy will be enhanced for Turkey and all of its citizens."

Education

Among the educational initiatives linking the two countries, Ambassador Grossman mentioned the Cochran Fellowship Program that brings agricultural experts to the United States; the plans to create an American Studies Program at Bogazici University; the Turkish studies programs at Georgetown and Princeton universities and the ones about to take off at Chicago and Portland State universities; the Fulbright Exchange Program; and the Turkish Higher Education Council (YÖK)'s program to send graduate students overseas.

He also said the Council on Foreign Relations would focus on Turkey in 1996. A delegation headed by former Secretary of State Lawrence Eagleburger is expected to arrive in Turkey in May.

Kandemir on lobbies

Also delivering a key note speech during the same lunch, Turkish Ambassador to Washington Nüzhet Kandemir also detailed the evolution of Turkish-U.S. relations from security-based to a broad-based exchange.

In order to tap the full potential of Turkish-U.S. relations, "the first step requires that we silence the anti-Turkey lobbies," he said, since they "obstruct the full realization of our bilateral economic, political and social cooperation."

He admitted that such ethnic lobbies "force us to exert energy and time in damage-control efforts after they sweep through Congressional offices and committees with their destructive agendas."

"If these lobbies persist, they will certainly damage our relations," Kandemir warned. And that is not good "for either of our countries, for our business communities, for the ties of friendship between our peoples," he added.

Calling on private sector

Kandemir appealed to the private sector "to speak up" in order to "bring Turkish-American economic and business cooperation to a higher, deeper, enhanced level."

He said "work is underway by both governments to outline the mechanisms which would ensure the effective contribution of the private sector in an institutional manner to the intergovernmental bodies, such as the Joint Economic Commission and respective government agencies."

"We are thus putting the private sector to the forefront of our economic relations, with a clear responsibility to lead the way and challenge governmental agencies," he said.

L'Iran joue la carte de l'Europe et de la Russie pour échapper à l'anathème

TÉHÉRAN

de notre envoyée spéciale

« Nous soutenons puissamment la cause palestinienne, les Palestiniens qui luttent pour que leurs droits politiques soient respectés. Cela ne signifie en aucune manière que nous leur apportons un quelconque soutien militaire, financier, ou politique. »

Ali Akbar Velayati, ministre des affaires étrangères, ne cache pas son irritation. Alors que, tout au long d'une conférence de presse réunie, samedi 9 mars, à Téhéran, il s'était cantonné dans des généralités - « L'Iran n'a rien à voir avec le terrorisme nulle part », « L'Iran est la première victime du terrorisme » -, il a formellement démenti tout soutien logistique aux islamistes palestiniens.

Les dirigeants iraniens sont pris à leur propre piège. Depuis ce fameux commentaire de l'agence officielle IRNA qui qualifiait le dernier attentat-suicide en Israël, lundi 2 mars, de « vengeance divine », ils ont déployé des trésors d'énergie pour dire leur hostilité fondamentale au terrorisme. L'un des vice-ministres des affaires étrangères, Javad Zarif, a affirmé à plusieurs ambassadeurs occidentaux que IRNA n'était pas habilitée à exprimer le point de vue du gouvernement, sous-entendant, selon

un diplomate, que c'était un « faux pas ». Mais le problème, affirme ce diplomate, c'est que M. Zarif n'a pas étayé cette affirmation.

Autre problème, cette rencontre - très médiatisée en Iran -, quelques jours plus tôt, à Damas, du vice-président iranien, Hassan Habibi, avec les dirigeants des organisations palestiniennes et libanaises hostiles au processus de paix, et ses déclarations les invitant à coordonner leurs efforts pour être plus efficaces.

INGÉRENCE

Sans que l'on puisse en tirer un quelconque conclusion quant à un désengagement iranien vis-à-vis du Hezbollah (le « parti de Dieu ») libanais, Téhéran, d'après une source sûre, a réduit le nombre de « gardiens de la révolution » (pas-darans) qu'il maintenait au Liban. De cinq cents, leur nombre aurait été ramené, depuis quelques mois, à quelques dizaines. Côté palestinien, le protégé de Téhéran serait, d'après un diplomate, bien davantage le Djihad islamique que le Mouvement de la résistance islamique (Hamas).

Les choses en République islamique étant toujours beaucoup plus compliquées qu'ailleurs, les démentis des responsables quant

aux accusations portées contre eux se doublent d'un nationalisme à fleur de peau. L'Iran est un « pays indépendant » qui ne tolère pas qu'on « s'immisce dans ses affaires intérieures », disent, comme un seul homme, tous les responsables locaux. Il est disposé, selon M. Velayati, à « coopérer à la lutte contre le terrorisme, mais seulement dans le cadre d'un forum international », c'est-à-dire organisé par les Nations unies et non par tel ou tel pays - en clair surtout pas par les Etats-Unis - qui veut s'imposer au monde.

Habiles à renvoyer les accusations à l'expéditeur, les dirigeants iraniens mettent aussi sur un pied d'égalité les actions terroristes dont on les accuse d'être aujourd'hui les instigateurs, et ce fameux attentat perpétré, en juin 1981, à Téhéran, contre le siège du Parti de la République islamique. Cet attentat avait coûté la vie à soixante-quatre hauts responsables locaux dont le chef du parti, l'ayatollah Behechti, et quatre ministres. Les moudjahidine du peuple, seul mouvement d'opposition armé au régime, « ont eux-mêmes admis qu'ils avaient assassiné nos dirigeants », s'est exclamé M. Velayati, reprochant à certains pays occidentaux qu'il n'a pas

nommés - au premier rang desquels il sous-entendait la France, puisque l'épouse du chef des moudjahidine, Mariam Radjavi, est installée depuis quelques années à Auvers-sur-Oise - d'offrir aujourd'hui l'asile aux moudjahidine.

De retour d'un périple qui venait de le mener dans huit pays d'Asie centrale, en Ukraine ainsi qu'en Russie, le chef de la diplomatie iranienne a affirmé que le président Boris Eltsine, qui doit participer au sommet international de Charm el-cheïkh, est du même avis que lui-même.

Les dirigeants iraniens veulent aussi se convaincre que les menaces européennes d'interrompre le « dialogue critique » avec Téhéran ne se traduiront pas en actes. Les journaux ont publié en bonne place les déclarations des ministres allemand et français des affaires étrangères, Klaus Kinkel et Hervé de Charette. Le premier a réclamé des preuves de la responsabilité iranienne et le second la continuation du dialogue parce que la politique de l'anathème ne mène à rien. Avec la Russie, l'Europe est la carte que Téhéran joue pour l'aider à sortir de ce que certains appellent ici l'art de « l'autosabotage ».

Mouna Naim

Turkish Daily News MONDAY, MARCH 11, 1996

PKK militants ambush Turkish patrol

Turkish Daily News

ANKARA- Members of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) killed three Turkish soldiers and four government-paid village guards in a clash in a mountainous area near the eastern city of Malatya. According to emergency rule region gover-

nor's office, a group of PKK militants ambushed the Turkish military patrol and killed the seven men, one of them a lieutenant.

Operations have been stepped up in the region to capture the militants, the Anatolia news agency reported on Sunday.

Libération - 12 mars 1996

Menaces kurdes en Turquie

Le chef du Parti des travailleurs du Kurdistan, (PKK, séparatiste), Abdullah Ocalan, a menacé hier soir de « frapper très fort » les zones touristiques turques. Sur une chaîne grecque, il a appelé les étrangers à ne pas se rendre en Turquie « qui finance sa sale guerre contre les Kurdes par le tourisme ».

LE FIGARO - 12 mars 1996

TURQUIE

Menaces du PKK contre les touristes

Le chef du mouvement séparatiste PKK, le Parti des travailleurs du Kurdistan, Abdullah Ocalan, a menacé hier soir de « frapper très fort » les zones touristiques turques. Dans une interview à la chaîne de télévision privée grecque Skai, il a demandé aux touristes de ne pas se rendre en Turquie « qui, selon M. Ocalan, finance sa sale guerre contre les Kurdes et le tourisme ».

L'ALSACE - 12 mars 1996

TURQUIE - Le chef du mouvement turc PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan, séparatiste), Abdullah Ocalan, a menacé hier soir de « frapper très fort » les zones touristiques turques. Dans une interview diffusée à Athènes par la chaîne de télévision privée grecque Skai, M. Ocalan a lancé un appel aux touristes pour qu'ils ne se rendent pas en Turquie « qui finance sa sale guerre contre les Kurdes par le tourisme ».

Turquie-kurdes

M. Mesut Yilmaz exclut toute négociation avec le PKK

PARIS, 13 mars (AFP) - Le nouveau Premier ministre turc Mesut Yilmaz a exclu mercredi à Paris toute négociation avec la rébellion kurde et mis en doute la capacité de celle-ci à frapper des objectifs touristiques en Turquie.

Interrogé par l'AFP, en marge de la 17ème conférence des chefs de partis de l'Union démocratique européenne (UDE), M. Yilmaz a estimé "qu'ils (les militants kurdes) ne mettront pas leurs menaces à exécution, sachant que nos forces de sécurité ont pris toutes les mesures nécessaires pour contrer de telles actions".

Le chef du mouvement turc PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan, séparatiste), Abdullah Ocalan, avait menacé lundi de "frapper très fort" les zones touristiques turques et lancé un appel aux touristes pour qu'ils ne se rendent pas en Turquie "qui finance sa sale guerre contre les Kurdes par le tourisme".

A propos du sommet anti-terroriste de Charm el Cheikh en Egypte, M. Yilmaz a indiqué que son pays, "qui est l'un de ceux qui souffrent le plus du terrorisme", espère qu'il "aboutira à une plus grande détermination internationale contre le terrorisme".

A la question de savoir si la montée de l'intégrisme en Turquie ne risque pas de compromettre l'entrée de son pays dans l'Union Européenne, le Premier ministre turc a estimé qu'"au contraire, la montée en force de l'intégrisme en Turquie devrait amener nos amis européens à examiner notre intégration à l'Union Européenne avec plus de rationalisme".

AZ/jl

AFP /AA1234/131621

MAR 96

New Turkish Coalition Passes Confidence Test

Compiled by Our Staff From Dispatches

ANKARA — Prime Minister Mesut Yilmaz's new conservative coalition government won a vote of confidence in Parliament on Tuesday to end 11 weeks of political uncertainty.

The coalition, made up of Mr. Yilmaz's Motherland Party and former Prime Minister Tansu Ciller's True Path, was formed under pressure from business circles and the military to keep an Islamic party from power. The army considers itself the guarantor of Turkey's modern secular system.

"With the result we have reached today, Turkish democracy has passed a tough test," Mr. Yilmaz told Parliament after the vote.

The government survived the confidence test by a vote of 257 to 207. Eighty deputies abstained, and the rest were listed not present.

With only 261 seats in the 550-member

Parliament, the coalition needed the help of the Democratic Left Party of Bulent Ecevit, whose 75 deputies cooperated, making up most of the abstentions. Mr. Ecevit is a staunch secularist who is bent on keeping the pro-Islamic Welfare Party from office.

Mrs. Ciller and Mr. Yilmaz overcame years of personal enmity to agree on a power-sharing arrangement with a rotating prime ministry. Mr. Yilmaz will head the government for the rest of this year, Mrs. Ciller will take over for two years and then turn the ministry back to Mr. Yilmaz in the fourth and final year of the parliamentary term.

The failure of earlier talks between the two leaders pushed Mr. Yilmaz into preliminary negotiations with the Welfare Party, a move that alarmed Turkey's NATO allies and its own secularists. Pressure was brought on Mr. Yilmaz to compose his differences with

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE

WEDNESDAY, MARCH 13, 1996

Mrs. Ciller.

The Welfare Party, which advocates moving the largely Muslim nation away from the West and closer to the Islamic world, had the largest number of votes in the Dec. 24 general elections, but won only 158 seats.

The business community has long wished for a conservative alliance to tackle high inflation and bulging public deficits. Though the Istanbul stock exchange, which recently hit several highs on pro-conservative optimism, ended slightly lower Tuesday, Batur Erim of Bumerang Securities explained, "The market had already discounted the confidence vote." (AP, Reuters)

LE MONDE

13 mars 1996

■ TURQUIE : le chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), Abdullah Ocalan, a déclaré lundi 11 mars : « S'il n'y a pas de cessez-le-feu de la part de la Turquie, nous mènerons une guerre tous azimuts ». « Les sites touristiques sont pour nous les plus importantes zones de guerre », a ajouté M. Ocalan, qui a fait ces déclarations à la télévision privée grecque Skai. --Reuter.

Turkish Daily News

WEDNESDAY, MARCH 13, 1996

Violence brewing in Southeast

Build-up: As Turkish troops mass on the northern Iraqi border, PKK plans to end cease-fire on March 21

Turkish Daily News

ANKARA- As the deadlock on the Kurdish question continues, more violence is expected in this conflict in the near future. Expectations of a possible Turkish spring operation have recently increased because around 30,000 troops have been stationed in and around the southeastern province of Tunceli and further troops moved

to the northern Iraqi border.

● US think-tank accuses Tehran of supplying weapons to PKK, story on page A5

The Kurdistan Workers' Party or PKK is also reported to be getting prepared for a counterattack. To this end, leading PKK names such as Şemdin Sakık and Cemil Bayik have moved to northern Iraq.

The unilateral cease-fire, declared by the PKK on Dec. 15, 1995, seems likely to expire March 21. The fact that this cease-fire was not taken into consideration by the Turkish Army forces on the grounds that the PKK was not a 'bargaining party' has led to a tense atmosphere. Throughout the period of the cease-fire, the PKK regrouped its forces on the northern Iraqi border.

The PKK's power further increased in the region when it declared another cease-fire with the northern Iraqi Kurdistan Democratic Party which was respected by both parties. The PKK then started to issue threats of violent counterattacks in case of any assault by Turkish armed forces. The leader of the PKK, Abdullah Öcalan, has threatened to target the Turkish tourism industry. Sources close to the PKK have told the TDN that

these attacks would be carried out by suicide bombers.

The same sources indicate that the PKK will also target senior Turkish military figures, politicians and officials who are in decision-making positions.

The PKK is said to be targeting tourism centers with the aim of frightening European visitors away from Turkey. In a written statement released on Tuesday, the PKK's political wing, the National Front for the Liberation of Kurdistan (ERNK), said: "Our power has further increased in conditions of both peace and war. From now on, it will be easier for us to determine Turkey's agenda."

PKK sources note that the cease-fire is planned to end on March 21, following the Newroz celebrations. Turkish army forces are expected to launch operations on the same date. Newroz is celebrated by Kurds as New Year and by Turks as the start of spring.

PKK forces are expected to exploit any possible incident during Newroz celebrations to justify military attacks. Meanwhile, the pro-Kurdish People's Democracy Party (HADEP) has decided that Newroz should be celebrated through a variety of activities.

The executive council of the so-called Kurdish parliament-in-exile has also announced that Newroz will be celebrated as a special day and that schools and work places will be closed throughout "Kurdistan" on that date.

Kurds say they will defend Iraq-Turkey oil pipeline

Turkish Daily News

ANKARA- Iraqi Kurds were committed to the defense of the Kirkuk-Yumurtalik oil pipeline which will carry the bulk of the Iraqi oil exports if the U.N. and Baghdad agree on the terms of limited sales, an Iraqi Kurdish official said.

Safeen Dizayee, the Ankara representative for the Kurdistan Democratic Party (KDP) controlling the parts of northern Iraq where the

976-kilometer twin pipelines pass through before entering Turkey, said the KDP leadership had formally announced that the protection of the pipeline would be its responsibility. Turkey's separatist Kurdistan Workers' Party (PKK) which has clashed with the KDP from last summer to the end of the year, has announced its intention to end a unilateral cease-fire in Turkey shortly and was reported to be preparing to re-entrench in northern Iraq.

The PKK militants sued for peace with KDP late last December after a bad mauling by the superior forces of the Iraqi Kurdish group led by Massoud Barzani.

Iraq's oil minister Ameer Muhammad Rasheed crossed KDP territory earlier this month when arriving in Turkey for discussions concerning the revitalization of the pipeline which Turkey shut down

after Iraq's occupation of Kuwait in 1990. Dizayee said Kurdish permission for the Iraqi minister to pass through reflected their interest in seeing the materialization of the U.N.-Iraq oil accord.

But he said it in no way signified a change in KDP's political stance regarding the relations with Baghdad.

The Iraqi Kurds, allied with other Iraqi opposition groups under an umbrella Iraqi National Congress, seek federal rights in a democratic Iraq.

KDP's rival, the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) also ruled out a conciliation with Baghdad. In a press release issued Tuesday, the PUK denied Iraqi oil minister's claim that talks were under way between the Iraqi government and the Iraqi Kurds. Meanwhile a leading Turkish foreign policy expert foresaw gradual lifting of the oil export restrictions against Iraq. But Seyfi Taşhan, the

president of the Foreign Policy Institute told the TDN that any immediate softening from Washington was unlikely.

"What has happened is this. Northern Iraq has become a free trade area. For Turkey, for Iran and for Iraq as well. This trade will increase. And once this pipeline is opened, when it becomes operational, it will be very difficult to limit it to certain quantity and stop it there. In the beginning there will be a small shock in the world oil market, but one would expect it to gradually readjust itself to the incoming Iraqi oil. And of course, until the elections in the United States, one would not expect a major change in Washington's policy towards Iraq and it would be up to Baghdad to soften its attitude towards the north, towards the Kurds, to its neighbors, and also, the U.N. legislation and resolutions and if they do it, there can be a gradual return of hope for Iraq becoming a member of the international community," Taşhan said.

WEDNESDAY, MARCH 13, 1996

Turkish Daily News

Turkish Daily News

WEDNESDAY, MARCH 13, 1996

Hard for PM Yılmaz to keep his word on Yaşar Kemal

ANAP not sympathetic to legislative amendments to aid Yaşar Kemal

DYP official: 'We can't destroy all the institutions of the state to rescue one person'

TDN Parliament Bureau

ANKARA- Despite the commitment by Mesut Yılmaz, prime minister and chairman of the Motherland Party (ANAP), to change the law under which renowned writer Yaşar Kemal was convicted, it appears that he will face opposition from his own party and from his coalition partner, the True Path Party (DYP).

Speaking to Parliament, Yılmaz expressed his sorrow that Yaşar Kemal had been sentenced to 20 months in prison because of his book "Freedom of Thought and Turkey." However, the silence in the ANAP and DYP seats made it clear that any amendment to current legislation would prove difficult.

DYP Deputy Chairman İsmail Köse said that his party opposes any legal arrangements to aid Yaşar Kemal because opinions which conflict with the unity of the state and the nation could not be included in the category of freedom of thought.

The majority of ANAP's parliamentary group also appears to be against any amendments.

It was this same ANAP which led the opposition to changes to Article 8 of the Anti-Terrorism Law, which were carried out when the DYP and the Republican People's Party (CHP) were in power. The amendment was delayed for a long time because a majority of the DYP group was not in favor of it either.

A limited amendment to Article 8 was later passed by Parliament, just before the Dec. 24 general election.

Today, any amendments to the Anti-Terrorism Law will prove to be more difficult to pass because the nationalistic-conservative character of ANAP has been strengthened and former police chiefs joined the DYP at the general election.

Despite the fact that during the term in office of the previous coalition Yılmaz opposed the amendments as strongly as others, he made an about-face during Sunday's speech in Parliament.

The opposition CHP and Democratic Left Party (DSP) felt that Yılmaz's remarks were messages to the voters.

In his speech, Yılmaz said that although not everyone had not agree with Kemal's ideas, "we cannot take away his right to think. He is an old friend of mine and I know that he is no less sensitive than we are on the issue of Turkey's unity." Yılmaz also stressed that the legislation under which Yaşar was sentenced should be re-debated by Parliament.

Köse, however, told the TDN, "Yaşar Kemal may be a world-famous writer, but he cannot escape punishment if he has committed a crime under Turkish law."

Noting that while Yılmaz's statements might be popular in social-democrat circles, the majority of society did not share his opinion, Köse said that no ideas which encourage terrorism could be included in the concept of freedom of thought.

"We cannot make concessions just because some people want

them. We have to safeguard our state. We cannot destroy the institutions of the state to rescue one person. We cannot let anyone utter words which conflict with the unity of the state and which may support the PKK (the outlawed Kurdistan Workers' Party) for the sake of freedom of thought," he said. Köse also said that he was sure the ANAP parliamentary group would agree with him.

Sure that the DYP would look for any points which contravened the unity of the state if such a proposal were submitted to Parliament, Köse argued that "no personal laws can be put into effect. You cannot encourage others by making laws to aid Kemal."

ANAP Deputy Ali Coşkun told the TDN that the primary principle was the unity of the state and the nation, as it is in other countries.

"I am in favor of freedom of thought. But if this leads to any provocations then you have to be careful. You should not provide the inner and the outer circles, who try to divide Turkey, with rights," Coşkun said.

Yıldırım Aktürk, another ANAP deputy, told the TDN that the purpose of the Anti-Terrorism Law was to differentiate freedom of thought from destructive activities but that it (the law) had, in practice, several contradictions. "Now Article 8 should be amended again. It should ensure that terrorists are punished — not opinion leaders like Yaşar Kemal," Aktürk said.

Turkish Daily News WEDNESDAY, MARCH 13, 1996

Kurdish issue is still not resolved in Iraq-UN talks

Reuters

UNITED NATIONS- The resumption of crucial oil-for-food talks between Iraq and the United Nations showed some signs of progress but a dispute on distributing basic necessities to Kurdish areas remained unresolved.

A second round of negotiations opened on Monday and may last 10 days on a U.N. offer allowing Iraq to sell up to \$2 billion in oil over six months on a renewable basis to buy food, medicines and other humanitarian goods.

The first round of the talks, from Feb. 6 to 19, ended inconclusively.

"As long as you are talking you are making some progress," said Abdul Amir al-Anbari, leader of Iraq's delegation and its representative to the Paris-based U.N. Educational, Scientific and Cultural Organization.

But he said that the talks had not reached agreement on key issues such as the method for distributing a portion of the humanitarian goods to the Kurds in the rebel-controlled north of Iraq. The issue of the Kurd distribution "is the backbone of the whole scheme," said Anbari.

Iraq has insisted that all of the distribution go through Baghdad while the United Nations has said the \$130-\$150 million of every \$1 billion of oil proceeds earmarked for the Kurds should be delivered directly to them by U.N. agencies. The aid agencies are currently delivering aid to Kurds by bringing in supplies through Turkey.

Other unresolved issues have included methods of payment for the goods and oil production costs which Iraq wishes to claim. Asked how far apart the two sides were on agreement over the main issues, Anbari said "there is no way of measuring it."

LES ECHOS - 14 mars 1996

YILMAZ EXCLUT TOUTE NÉGOCIATION AVEC LES KURDES DU PKK

Le nouveau Premier ministre turc Mesut Yilmaz a exclu hier à Paris toute négociation avec la rébellion kurde et mis en doute la capacité de celle-ci à frapper des objectifs touristiques en Turquie, comme a promis de le faire le chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), Abdullah Ocalan, lundi dernier. Mesut Yilmaz a déclaré également que le veto imposé par la Grèce aux aides financières européennes destinées à la Turquie n'était « ni acceptable ni juste », tout en plaidant pour l'instauration d'un dialogue entre les deux pays.

THE WASHINGTON TIMES

Thursday, march 14, 1996

Reuters correspondent tells of trial in Turkey

She'll receive Freedom award today

By Paige Bowers
THE WASHINGTON TIMES

Aliza Marcus said she was surprised last July to find herself accused by the Turkish government of inciting racial hatred for her reporting on the evacuation of villagers from their homes in south-eastern Turkey.

"I was just doing my job, and before I knew it I was being branded a separatist by the Turkish press and being drawn into the country's politics," Ms. Marcus said in an interview yesterday.

Ms. Marcus, a Reuters news agency correspondent and American citizen who worked for two years in Turkey, much of it covering Turkey's ongoing struggle against a separatist Kurdish guerrilla group, is in Washington today to receive the Freedom of the Press International Award from the National Press Club for her work.

She was charged after one of her stories was translated and appeared in a Turkish newspaper. She was acquitted by a Turkish court in November for lack of evidence.

Bill Orme, executive director of the Committee to Protect Journalists (CPJ), a New York-based organization that mounted a campaign to draw attention to Ms. Marcus' case, said her humility is what made her so deserving of the award.

"She wanted to get the story, not be the story," Mr. Orme said. "And because of the attention focused

on her once she was accused, it was impossible for her to function as a reporter while she was on trial."

Mr. Orme said the case was particularly notable because Turkey is a democracy, a member of NATO and the third-largest recipient of U.S. aid. He said not many Americans realized that Turkish freedom-of-expression laws were written so broadly that many kinds of reporting could be construed as terrorist propaganda or prosecuted as a criminal act.

"If the government could go after Aliza, a foreign journalist working for a Western news agency, it showed that it would be easier for the government to go after Turkish journalists without any problem," Mr. Orme said.

"All journalists in Turkey have faced similar problems but haven't had the same protection," said Ms. Marcus. "I got a lot of support from Turkish journalists. It showed they were fed up."

Since her acquittal, Ms. Marcus has been reassigned to the Reuters bureau in Cyprus.

Ms. Marcus' award comes the same day that the CPJ plans to issue its annual report on press freedom. This year's report, like last year's, once again charged Turkey with having the highest number of imprisoned journalists.

Kathy George, of the Seattle Post-Intelligencer, will also be honored by the press club today for a story last April that led to the resignation of a judge in Washington state.

LE FIGARO - 14 mars 1996

Un entretien avec Mesut Yilmaz, premier ministre turc

« La question kurde ne pourra être résolue par la force »

Tout juste nommé, le nouveau chef du gouvernement envisage de lever l'état d'urgence dans le sud-est du pays. Il place la poursuite des privatisations au premier rang de son programme économique.

Nouveau premier ministre turc, Mesut Yilmaz est à la tête d'un bien fragile gouvernement. Né de la coalition des deux grandes formations de droite, il n'a pu être formé que sous la pression des militaires et des milieux d'affaires.

Minoritaire et confronté à une grave crise économique – près de 80 % d'inflation et plus de 15 % de chômeurs –, le nouveau gouvernement turc va devoir se garder tant de ses alliés que de son opposition qui a les moyens de lui mener la vie dure. Les islamistes, qui avaient bien failli s'allier à Mesut Yilmaz, risquent d'être à la pointe du combat. Ils forment aujourd'hui le premier parti de Turquie.

LE FIGARO. – Après dix semaines de crise politique, la Turquie a enfin un gouvernement : vous venez d'obtenir, mardi, la confiance du Parlement. Quelles sont vos ambitions ?

Mesut YILMAZ. – Des années 60 à aujourd'hui, il y a eu de grands changements économiques en Turquie. Mais les structures de l'Etat sont restées figées et, maintenant, elles sont inadaptées. Ces dix dernières années, par exemple, rien de sérieux n'a été fait dans le domaine des privatisations. Il en est de même pour les structures administratives, sociales et judiciaires de notre pays : il faut, impérativement, les rénover.

D'ici à l'an 2000, nous devons réaliser les réformes retardées dans le passé et rattraper le temps perdu. Notre handicap, c'est que le gouvernement est minoritaire et bipartite. Notre chance, c'est la soif de réformes du pays : il existe

un vrai consensus au sein de l'opinion publique.

– **Beaucoup d'analystes craignent que le parti de gauche de Bulent Ecevit, grâce à qui vous venez d'obtenir la confiance au Parlement, bloque votre désir de réformes et, en particulier, le programme de privatisations. Ces craintes sont-elles fondées ?**

– Nous accordons la plus haute priorité à la privatisation des banques publiques. A l'heure actuelle, 75 % du système financier turc est sous le contrôle de l'Etat. C'est trop, et c'est pourquoi M. Ecevit n'a aucune objection à ce que l'on privatise les banques publiques. En revanche, nous sommes obligés de négocier avec lui et de trouver un consensus pour privatiser, par exemple, le système téléphonique.

– **Quelles sont vos intentions en matière de réforme judiciaire ?**

– En Turquie, tout le monde

se plaint du système judiciaire. Y compris les juges ! Cela fait près de quatre-vingts ans que nos lois sont inchangées : nous devons les actualiser. Le système judiciaire, lui, fonctionne très lentement : nous devons accélérer toutes les procédures.

– **Parmi ces lois immuables depuis quatre-vingts ans et qu'il faudrait changer, y en a-t-il traitant de la question kurde ?**

– Avant de bouleverser l'approche légale, le problème kurde exige une nouvelle approche politique. La question kurde ne pourra être résolue par les seuls moyens militaires. Il y faudra des moyens administratifs, sociaux et culturels mis en œuvre simultanément.

Solution démocratique

– **Il est vraiment question d'envisager une levée du couvre-feu dans le sud-est de la Turquie ?**

– L'état d'urgence sera probablement prolongé de quatre mois cette semaine au Parlement. Cependant, durant ces quatre mois et par des modifications qui seront apportées dans les lois administratives existantes, nous allons ou bien supprimer l'état d'urgence ou bien réduire son importance.

– **L'écrivain Yachar Kamal vient d'être condamné, vendredi dernier, à vingt mois de prison avec sursis pour ses écrits sur la question kurde. Peu avant d'être nommé au poste de premier ministre, vous l'avez rencontré. Il vous avait alors dit : « Vous pouvez acheter cinq Kurdes, dix Kurdes. Vous ne pouvez pas acheter vingt millions de Kurdes. » Que lui aviez-vous répondu ?**

– Yachar Kamal et moi entretenons une vieille amitié. Nous avons discuté du problème kurde durant de longues heures avant les élections. Mais je n'ai jamais changé de position : selon moi, cette question ne peut être résolue ni par le terrorisme, ni par des représailles antiterroristes. Et toute solution repose sur deux impératifs : les frontières nationales de la Turquie ne doivent pas être modifiées, les interventions extérieures doivent cesser. A nous de trouver une solution démocratique.

– **Partagez-vous le point de vue de Yachar Kamal lorsqu'il déclare : « La Turquie ne connaîtra la démocratie que quand le problème kurde sera résolu » ?**

– C'est une évidence : la Turquie ne peut devenir une démocratie pleine et entière sans avoir résolu ce problème. Ce n'est d'ailleurs pas unique-



Mesut Yılmaz : « Toute solution repose sur deux impératifs : les frontières nationales de la Turquie ne doivent pas être modifiées, les interventions extérieures doivent cesser. » (Photo Hurriyet.)

ment un problème de démocratie, mais également un problème d'économie : la question kurde constitue un handicap majeur dans notre développement.

- Vous parlez d'influences extérieures dans la question kurde. Mais la Turquie n'a-t-elle pas envie de jouer un rôle dans la crise tchétchène ?

- Il faut faire une distinction très nette entre la politique de l'Etat turc et le sentiment de l'opinion publique. La politique de l'Etat turc est basée sur la reconnaissance totale de l'intégrité territoriale de l'Etat russe. En revanche, le sentiment de l'opinion turque est différent. Essentiellement parce qu'il existe en Turquie une très importante population d'origine caucasienne.

- Et cette population n'est pas à même d'influencer l'Etat ?

- Non.

- Les Occidentaux craignent qu'en Turquie les islamistes puissent finir par accéder au pouvoir. Durant la période de négociations précédant la formation de votre gouvernement, on vous a vu discuter avec le parti islamiste turc. N'est-ce pas un jeu dangereux ?

- L'action des islamistes en Turquie est plus une action sociale qu'une action religieuse. Plus de la moitié de leurs votes sont d'ailleurs des votes de protestation. Le principe du laïcisme reste ancré dans une très grande partie de la population. Celle-ci est d'ailleurs généralement conservatrice.

En Turquie, le distinguo entre religion et Etat repose sur de solides fondations. Au sein du monde musulman, nous sommes les seuls à avoir

réalisé cela et nous suscitons la jalousie d'un certain nombre de pays musulmans de la région. Il ne faut pas confondre la situation de la Turquie avec celle de l'Algérie ou de l'Iran.

Quant à mon parti, sa position est claire : nous souhaitons aider les islamistes à s'intégrer dans le système politique.

- Aujourd'hui, votre plus grand adversaire en Turquie, n'est-elle pas Mme Tansu Ciller, l'ancien premier ministre ?

- Tansu Ciller n'est plus mon adversaire. Nous sommes maintenant associés.

- Vous ne redoutez donc pas ses éventuelles critiques ?

- Non, nous sommes tous deux obligés de travailler au succès de ce gouvernement et nous n'avons aucun intérêt à l'affaiblir. Seules la gauche et l'extrême-droite bénéficieraient d'un échec éventuel.

Avec le temps, nous nous sommes rendus compte que si la course au leadership de la droite continuait, cela n'allait servir ni l'un ni l'autre. Nous avons maintenant un objectif commun : réaliser une alliance pour les élections et même une unification des deux partis. Le temps nous montrera si cela est possible...

Propos recueillis par
Patrick de SAINT-EXUPÉRY

Turkish Daily News

THURSDAY, MARCH 14, 1996

Yumurtalık-Kirkuk pipeline deal on track

Turkish Daily News

ANKARA- Negotiations between Iraq and the United Nations in New York to determine the amount of Iraqi oil allowed to be pumped to world markets in May appears to be nearing a positive conclusion.

According to diplomatic sources in New York, if the Yumurtalık-Kirkuk pipeline were opened, 500,000 barrels of oil per day would be pumped through Turkey to the world market. Meanwhile, the Mina al-Bakr line in southern Iraq would carry 200,000 barrels of Iraqi crude.

Last week, Iraq Oil Minister Amir Muhammad Raseed and Turkish officials agreed on the reopening of the Yumurtalık-Kirkuk pipeline, which is closed as part of a U.N. embargo on Iraq after that country's invasion of Kuwait in August 1990.

The sticking point in the New York negotiations appears to be over who will distribute the food and medicine, paid for by the oil sales, to the Kurdish people in northern Iraq. The Iraqi authorities want to do it themselves, while the United Nations favors using international aid

organizations, the Anatolia news agency reported.

U.N. Security Council resolution 986, approved in April 1995, allows Iraq to sell oil worth \$1 billion over a three-month period but demands that 30 percent of this revenue be transferred to the U.N. Compensation Fund and 15 percent be allocated to the Iraqi Kurds' needs.

The Yumurtalık-Kirkuk pipeline pumped 1.5 million barrels per day of Iraqi crude before it was shut down as part of a U.N. embargo on Iraq after its invasion of Kuwait in August 1990.

Turkish Daily News THURSDAY, MARCH 14, 1996

Kurdish exile parliament meets in Copenhagen

Warning: Turkey severely warns Copenhagen, saying ties will deteriorate if it does not stop the 'parliament' meeting

Turkish Daily News

ANKARA- The so-called Kurdish "Parliament in exile" has started its meetings in Copenhagen, the Cologne-based DEM agency reported on Wednesday.

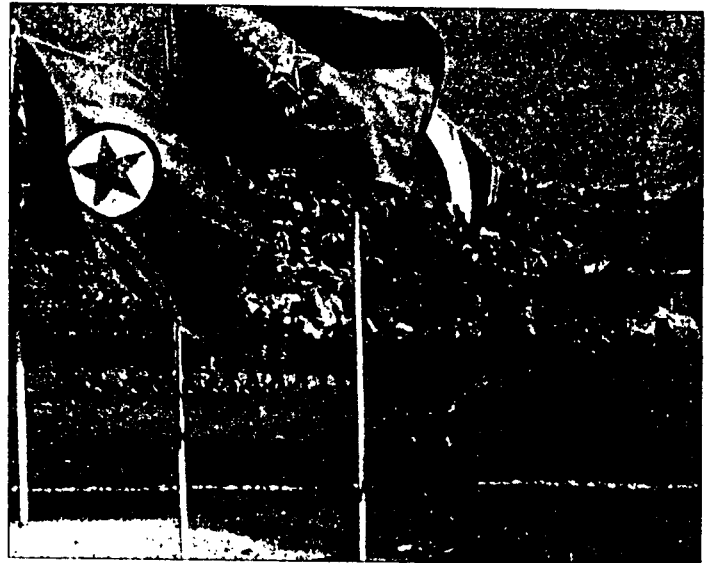
Ankara responded by issuing a severely-worded warning to Denmark, both in Copenhagen and Ankara, saying that bilateral ties between the two countries will deteriorate if Denmark does not do more than call the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) a terrorist organization.

"Turkey has said to Denmark that it cannot accept the realization of such a meeting, expects Copenhagen to stop it and if this is not done, it is inevitable that relations will suffer," a statement from the Turkish Foreign Ministry said. The Kurdish issue has been a sour point between the two countries ever since Denmark allowed the opening of an ERNK (the political wing of the PKK) office in their capital. The parliament in exile meeting, which is supposed to last three days, was opened by "parliament chairman" Yaşar Kaya. Several new members who were admitted to the parliament in exile were sworn in in Kurdish. After the reading of the four-month assessment report, some of the members complained that the executive council had not been active enough in the last months, nor was it able to realize a diplomatic attack.

Zübeyir Aydar, the executive committee chairman, said that they will follow a more active policy line in the coming months. Ankara was reportedly been informed of the meeting before, and brought it to the attention of the Danish authorities. Contacts were made in both capitals and Ankara said that Turkey could not tolerate the meeting of this group, which supports and identifies with terrorism, in a NATO ally.

The statement said that it was a great blow to international cooperation against terrorism when a country like Denmark, under international obligations to fight terrorism, allowed such a meeting while an international anti-terrorism summit was taking place.

Turkish Daily News THURSDAY, MARCH 14, 1996



PKK militants are seen training here in the Syrian controlled Bekaa valley in previous years before Lebanon, under whose sovereignty the valley is, closed down the bases. The PKK, which gained a foothold in northern Iraq after the Gulf War, is now attempting to consolidate its position there Turkish security sources say.

Lack of 'action' and 'readjustments' leads to turmoil within PKK

Warning: Sources predict internal grumbling in the PKK will lead it to new attacks soon

By Hayri Birler/ *Turkish Daily News*

ANKARA- The outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), which declared a unilateral ceasefire prior to the Dec. 24, 1995 general elections, is said to be preparing new attacks in Turkey and northern Iraq, the Turkish Daily News has learned.

The lack of "new actions" and "readjustments on the military wing" of the organization, which is also outlawed in some European countries, are said to have set the top cadres of the PKK at odds with each

other, thus increasing the prospects for a resumption of violence.

Security sources indicate that the PKK is aware that an IRA type "cease-fire ending attack" in Turkey would definitely relegate it to the ranks of international terror organizations and lose what sympathy it may have in the West. Because of this they say the organization is readying itself to resume clashes with the northern Iraqi Kurdistan Democratic Party (KDP) initially.

These sources also expect the PKK to set off one of two bombs in Aegean or Mediterranean resorts, following the celebrations to mark Newroz on March 21, in order to obstruct Turkey's lucrative tourism industry.

Newroz is a holiday celebrated as the beginning of their new year by the Kurds and as the beginning of Spring by various other peoples in the Middle East, Anatolia and the Caucasus. In past years it has been the occasion for demonstrations by PKK sympathizers in the Southeast which have pitted crowds against security forces with fatal results.

Indicating that the PKK's central military command headquarters has been moved to northern Iraq and that central committee member Ali Kaytan has been appointed to head it, the sources informing the TDN said the following:

"Şemdin Sakik, who was hitherto in charge of the command of the organization's military wing for the region, known to the PKK as the 'central region,' which covers the provinces of Tunceli, Bingöl and Elazığ, was taken from this job and sent to the northern Iraqi command under an order from (PKK leader) Abdullah Öcalan. Intercepted wireless conversations indicate that Sakik's pride can not swallow the fact of having been placed under Ali Haydar Kaytan. There are frequent quarrels between the two. In fact guns were drawn on one occasion prompting Öcalan's reprimands and threats to 'come over there and kill' them both."

Attacks to resume

Pointing out that an extension of the unilateral cease fire can be expected to increase such arguments, because a "lack of action" generally leads to the dissolution of such organizations, security sources predict that PKK attacks will resume before long.

But they don't expect that the PKK will go in for "copycat" attacks following the IRA's London bombings ending that organizations cease-fire.

"In fact such blind attacks do have an effect. But the PKK knows it will lose out in the end. It has, however,

grown too big to be able to take on the risk of losing out. It has presently opened offices in many Western countries under permission from the authorities of these countries," a source told the TDN.

"In addition to these it has convened its so-called "Kurdish Parliament in Exile" whose members have contacts with deputies from a wide range of countries, including the United States, Germany, Greece, and France. It is almost at a point where it could have relations with states as well," the sources added. "It is therefore perfectly aware that if it embarks on IRA type action at the present time, then it will lose its appearance of being an organization of freedom fighters, and come to be seen unequivocally as a terrorist organization for the international community as a whole. This it can not risk now."

This is why security forces are expecting one or two selective "deterrent" bombings by the PKK at Turkish tourist resorts, as well as isolated assassinations in large cities like Istanbul. These sources say that there are three aims behind these expected actions by the PKK. The first is to give the message that it can, and will, do what it says. The second is to try and harm Turkey's tourism industry and to try to serve in this way the interests of Greece, which it considers close to it and whose "subcontractor" it is rapidly becoming. As for the third reason, they say, is a desire by the PKK not to fall into the category of an organization that practice blind terrorism like the IRA.

Security sources also indicate that another reason why the PKK will not embark on massive terrorist attacks in large cities in Turkey is because it is not organized as an urban guerilla group which means that its members are usually quickly unearthed by the state which is powerful in these cities.

The PKK gathering in northern Iraq

Indicating that the organization has been pulling large elements of its cadres trained in Turkey to northern Iraq since October 1995, security sources said the main thing for Abdullah Öcalan at the present time is to settle in that region in a strong way.

"As it is, they were suffering a food shortage in Turkey and faced with increasing operations in the Southeast by security forces. PKK cadres had already begun to leave as a result of these factors," one source said.

"Aware of the risks involved here, Öcalan, both in order to retain his cadres and to settle in northern Iraq, ordered an important part of his forces

to move there. At the present time the PKK has a force of about 3,000 people in northern Iraq," he added.

Sources say that Turkey has had to increase its security precautions along the border with Iraq because of this. They add that if this force of the PKK's is moved back to Turkey or if the PKK begins to fight with the KDP and starts to lose, then the Turkish forces along the border will enter northern Iraq again, as it did last March.

"At any rate Turkey can not allow that force to remain there. The United States and other Western countries have been told this in advance. If need be, Turkey can re-enter northern Iraq," one source informing the TDN said.

A PKK-KDP clash appears imminent

Indicating that the PKK force has settled in the region between Habur and Khwakurk in northern Iraq, one source said that this was KDP territory. "In order to settle in this region the PKK has forcibly evacuated around 80 villages around Sheranish in that region.

When it got no reaction to this it went further and is now trying to chase the Bradost tribe from Khwakurk. Because of this, the KDP will have to clash with the PKK eventually. Otherwise its supporters will end up having to desert their lands and fields to the PKK. This is what the PKK wants anyway. To clash with the KDP. "That is why it is emptying out the villages," he said.

Pointing out that the KDP is now caught between the PKK and its arch rival in northern Iraq, the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), security sources said KDP-PUK clashes have been prevented so far because of pressure from Turkey and the United States.

They also point to the fact that Iran's influence in northern Iraq has also been increasing and that it is PUK leader Jalal Talabani who carries the Iranian influence into the region. Talabani, in this sense, also secured the link between Iran and Syria in the region. They say this inevitably effects the broader balances in the region, increasing the security concerns of both Ankara and Washington and forcing them to search for means to address Turkey's security interests.

"In fact the United States goes a step further and wants the Kurdish groups in northern Iraq to become self administering. But such an option will obviously be to Turkey's disadvantage. Therefore we see this as an unacceptable option," a source informing the TDN said.

Turkish Probe March 15, 1996

Hot Spring Looming *Turks, Iraqi Kurds resume contacts as PKK bares teeth*

The approach of spring has not always been cause for joy in Turkey's Southeast. Marked by the Newroz, the traditional new year celebrated both by the Turkic peoples and the Kurds, the spring in the area usually ends the winter lull in the years-long fighting between the security forces and the separatist Kurdistan Workers' Party (PKK) militants. The fighting has claimed some 20,000 lives since 1984. A military offensive Turkey has pressed in recent years has forced the PKK to withdraw to the relative safety of northern Iraq where the Iraqi Kurds have set up their own administration under Western protection.

Despite occasional Turkish forays into the area in force, the PKK is loathe to abandon their mountain bases in northern Iraq. Their persistent efforts to entrench in the area brought them into violent conflict with Iraq's divided Kurds last year. But a PKK offensive against Massoud Barzani's Kurdistan Democratic Party (KDP) ended in defeat and the PKK leadership sued for peace late last December.

The KDP, locked in a power struggle with its Iraqi Kurdish rival the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), is under pressure from Turkey as well as the United States, mediating in its disputes with the PUK, to keep the PKK in check.

Yet the negotiations between the United Nations and Baghdad for limited oil sales look to have whipped up the PKK in its efforts to re-establish itself in northern Iraq. The dormant twin pipelines from Kirkuk to the Turkish Mediterranean port of Ceyhan pass through the KDP area and are, in theory, vulnerable to PKK attack. The KDP, eager for the realization of the Iraq-U.N. oil deal because of the expected cut from the proceeds, announced on March 12 that it would protect the pipeline from attack.

But Turkey, worried about a renewed PKK cam-

paign to establish its authority in northern Iraq, wants to make sure. To bear out Turkey's anticipations, the PKK has threatened a campaign to hit Turkey's lucrative tourism industry through bomb attacks in summer resorts. After regrouping its forces, the PKK is also believed to be planning to end the unilateral cease-fire it declared last December — snubbed by Turkey — with a general offensive in the Southeast and northern Iraq.

Intelligence reports say about 3,000 PKK militants have assembled in northern Iraq now, mostly returning from Iran where they had taken refuge after last year's clashes with the KDP. Despite assurances from KDP officials that a strong PKK military presence in the KDP-controlled areas of northern Iraq is no longer possible, Turkish intelligence believes the PKK rebels are busy scaring Iraqi Kurds away from their villages and have thus entrenched themselves in 80-odd settlements. But so far Ankara has held back from taking concrete steps to conclude a security pact with the KDP.

Still, Turkey and the KDP keep in close contact. Last week, Turkish Foreign Ministry and military officials met with senior KDP officials at the Turkish border town of Silopi. The meeting, coming against a backdrop of a reported Turkish troop buildup on the Iraqi border, touched off speculation that a massive incursion into Iraq to trap the PKK rebels was imminent. But officials of both sides denied any such plans at a time when the United States is preparing to make a new push for a settlement between the KDP and PUK that would "take into consideration the security interests of neighbors."

Safeen Dizayee, the KDP's Ankara representative, told the Turkish Probe that the Silopi meeting focused on general security issues beside other matters of mutual interest.

Raşit Gürdilek

PROBE- The meeting focused on the cease-fire and possible operations against the PKK?

DIZAYEE- Like the past ones, this meeting was purely to discuss security, border issues, the problems at Habur. Our position vis-a-vis the PKK is a clear one; it is not something to be discussed in any meeting with Turkish side or anybody else. We don't have to prove a point. In fact, for almost three months, there were major clashes with the PKK until the PKK discussed a cease-fire.

The terms of the cease-fire are very clear: that the PKK should not use this region as a springboard against the security of both our people or our peoples. Nor can they re-establish themselves in such a role. If they violate these terms, certainly they will be responded to accordingly. As far as any measures with Turkey, or without Turkey, this has not been discussed. We believe that our security will be endangered if

the PKK tries to re-establish itself in the region and we have said this publicly,

Messages have been relayed to the PKK that they will be responsible for any measures taken against them if they violate the cease-fire terms.

Toward the end of the operations (by the PKK) they remained in a specific area, outside our domain. If they start moving to areas, or civilian settlements, or try to spread their wings to other regions, this will not be tolerated.

Whether there will be any operations from the Turkish side, this has not been discussed and we were not told. According to some reports that we read about and according to sources from the Turkish side, there is a troop buildup on the Turkish side which seems to be falling into the pattern of past incursions. But we have not discussed an operation from the Turkish side, or joint operations. This has not been discussed.



Safeen Dizayee

Turkish Probe March 15, 1996

INTERNATIONAL

Turkey-Israel Forge Closer Ties

JERUSALEM

From the moment he arrived in Israel, President Süleyman Demirel said everything that the Israelis wanted to hear. Thus he was given a very warm reception and held in high esteem, well at least until President Bill Clinton dropped by in Jerusalem on his way back from the anti-terrorism summit in Cairo.

Most of Demirel's messages seemed to tell Turkey's southeastern neighbor Syria, "If you continue to play the terrorist card against us and create more problems on the water issue, we will also join forces with your archenemies and make life hell for you."

The Israelis, on the other hand, hardly mentioned Syria in their dealings with Turkey for fear that this would further antagonize Damascus, which is a reluctant player in the Middle East peace process. Demirel's trip to Israel was successful in general terms. After the start of the peace process in earnest between the Israelis and the Palestinians, Turkey's contacts with the Israeli state increased at a dramatic pace. President Ezer Weizman visited Turkey. So did then-Foreign Minister Shimon Peres. Then-Prime Minister Tansu Çiller became the first Turkish head of government to visit Israel followed by several other top level visits from Turkey.

What is more important, of course, have been the contacts and the eventual joint ventures between Turkish and Israeli businessmen.

Before Demirel returned home Foreign Minister Emre Gönensay signed a series of agreements with Israel which will further enhance commercial and economic ties between the two countries. The elimination of double taxation, incentives to encourage mutual investments and the free trade agreement seem to be the vital links in a new effort to bolster ties between the two countries. Turkey, Israel and the United States are already cooperating in joint agricultural projects in the Central Asian Turkic republics. The Israelis are also preparing to make high technology investments in Turkey in the agricultural and electronics fields.

In the defense field, the Israelis say the project for the modernization of the Turkish Air Force F-4 Phantom fighters is on track with the Israeli Parliament already approving a \$410 million credit for the \$650 million project. However, the sticky issue of what kind of an advanced radar will be used on the planes is still a problem. The Turks do not want American radar, which they say is too expensive while the Israeli-made radar offered for

the fighters has created controversy in Turkey because the equipment has not been tested on Israeli Air Force planes until now. However, officials say these issues will be sorted out with the visit of a Turkish military delegation to Israel.

In the political scene Turkey and Israel seem closer to each other than ever before. Leaders on both sides stress that it is democratic values that bind us together.

While there is much praise for Atatürk and his reforms, Israelis leaders have repeatedly talked about the virtues of Ottoman rule and the state system which it brought. The Israeli Parliament speaker went as far as to say Israeli law had elements of Ottoman law while Prime Minister Peres lauded the Ottoman rule and said it was a sophisticated system which managed to keep the Middle East region intact for more than four centuries. Peres, in a dinner speech, told Demirel about a story in a Gaza village where a local mayor told him, "We do not want our village given back to the Egyptians, we also don't want you (Israelis), so I think the best solution is bring back the Ottomans."

The fact that Turks historically saved the Jews from persecution during the Ottoman times and during World War II are well remembered by the Israelis who often mention this in their official speeches.

On terrorism, the Israelis want to concentrate more on their immediate problem of dealing with Hamas and feel rather nervous when Syria is dragged into the question, and they see their main problem coming from Iran.

Peres stresses that Israel will not make a deal with Syria at the cost of hurting Turkey's interest regarding PKK terrorism or the water issue. Benjamin Netanyahu, the right-wing Likud leader who has launched an effective challenge to Peres in the May 29 elections, goes even further and identifies Syria as a common source of terrorism for Turkey and Israel and says we can jointly deal with Damascus. He also pledges to further improve the warm relations between Turkey and his country if he comes to power.

Demirel repeatedly thanked Peres for going out of his way to help Turkey join the European customs union. Peres in return said he feels Turkey should also join the European Union as a full member and Israel will push for this in every forum. The visit showed Turkey and Israel are emerging as strong economic partners and are now seeing the benefits of this relationship in the political field.

Ilnur Çevik



Turkish President Süleyman Demirel sits beside Prime Minister Shimon Peres (L) in the Knesset Parliament. Demirel addressed the assembled Knesset members.

Reuters

Turkish Probe March 15, 1996

Focus on Human Rights

Women Still Have a Long Way To Go As They Celebrate 19th World Women's Day

World Women's Day was celebrated for the 19th time on March 8. According to Amnesty International, the London-based human rights organization: "Women's human rights are under attack across the world. In the violence of wars and conflicts, women are killed, taken hostage, raped and driven from their homes. In peace, they are imprisoned and tortured for opposing governments or simply for being related to political activists."

Turkey To Be Represented at the Office of Human Rights in Bosnia

Professor Rona Aybay has been selected to represent Turkey at the Office of Human Rights which will be established in Bosnia-Herzegovina under the terms of the Dayton agreement. After a close vote in the European Council, Professor Aybay was chosen as one of the organization's 14 judges.

The Office of Human Rights will help to support peace in the region, the Anatolia news agency reported. Under the terms of the Dayton agreement, the Bosnian Serbs will appoint two judges to the group and the Bosnian-Croat Federation will appoint four. The other eight judges, chosen by the European Council from countries outside the war-torn region, have reportedly been approved by both sides.

ANAP Not Sympathetic To Legislative Amendments To Aid Kemal

Despite the commitment by Mesut Yilmaz, prime minister and chairman of the Motherland Party (ANAP), to change the law under which renowned writer Yaşar Kemal was convicted, it appears that he will face opposition from his own party and from his coalition partner, the True Path Party (DYP).

Speaking to Parliament, Yilmaz expressed his sorrow that Yaşar Kemal had been sentenced to 20 months in prison because of his book "Freedom of Thought and Turkey." However, the silence in the ANAP and DYP seats made it clear that any amendment to current legislation would prove difficult.

Trial Begins of Allegedly Tortured Youths

The trial of 16 defendants who claimed to have been tortured at the Manisa police directorate and have been accused of being members of the outlawed Revolutionary People's Liberation Party-Front (DHKP-C) began at the

Izmir State Security Court (DGM) on Tuesday, the Anatolia news agency reported. The court decided to hold the hearing at a closed session, because one of the defendants was aged 15.

Tight security measures were taken around the DGM building by riot police, and a group of people who came to support the defendants were kept waiting outside the court building. A group including members of the Freedom and Solidarity Party (ÖDP), people wearing badges of the Confederation of Revolutionary Workers' Unions (DISK), supporters of democratic mass organizations, and students carrying a black garland chanted slogans in front of the DGM building. Rıdvan Budak, chairman of DISK, told the press that torture has no place in modern countries, and pointed out that people should be opposed to torture in Turkey.



Protesting Teachers Detained but Later Released

A group of teachers who staged protest action Saturday in the heart of Ankara were taken into custody but released on Sunday, the Anatolia news agency reported. Thirty-four people had been detained after demonstrations in Güven Park in the center of Ankara. The protesters belonged to the education sector's labor union Eğitim-Sen. The group, who were protesting the closure of Eğitim-Sen, also clashed with the police during the demonstrations. Private television stations reported Saturday evening there were injuries on the part of the demonstrators.

İhsan Kandemir, from the Eğitim-Sen executive board, revealed in a written statement that Kemal Bal, the general manager of the union, and Nurettin Aldemir, the secretary-general, were also taken into custody. Ankara Democracy Platform, the Social Service Union and the Ankara Human Rights Association denounced the attitude of the police in a written statement to members of Eğitim-Sen.

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse

Allemagne-Iran

Mandat d'arrêt allemand contre le ministre iranien Ali Fallahian, selon la FAZ

BONN, 15 mars (AFP) - Le parquet fédéral allemand a lancé un mandat d'arrêt pour meurtre contre le ministre iranien des Renseignements Ali Fallahian, a affirmé vendredi le quotidien Frankfurter Allgemeine Zeitung (FAZ), citant des sources diplomatiques.

Le porte-parole du parquet fédéral de Karlsruhe, compétent pour les affaires de terrorisme, a refusé de confirmer ou de démentir cette information, soulignant que "tant qu'une personne n'est pas arrêtée, nous ne faisons aucun commentaire sur le lancement d'un mandat d'arrêt".

Un porte-parole de l'ambassade iranienne à Bonn interrogé par l'AFP s'est contenté de répondre qu'il s'agissait "d'une vieille histoire".

Le parquet fédéral avait ouvert en décembre dernier une enquête contre le ministre iranien pour meurtre et tentative de meurtre, soulignant que les soupçons envers lui s'étaient "renforcés" lors du procès des assassins de quatre opposants kurdes iraniens en septembre 1992 dans un restaurant à Berlin.

M. Fallahian est soupçonné d'être le commanditaire de l'assassinat de ces opposants. Quatre Libanais et un Iranien sont jugés depuis octobre 1993 à Berlin pour ces assassinats, et les services secrets iraniens ont été nommément mise en cause dans l'acte d'accusation.

Selon la FAZ, le mandat d'arrêt a été lancé à la suite de la déposition d'un témoin américain qui n'a pas encore été entendu par la justice allemande.

Ces informations interviennent alors que les Etats-Unis font pression sur les pays de l'Union européenne pour qu'ils abandonnent leur politique de "dialogue critique" avec Téhéran, accusé de soutenir le Mouvement de la résistance islamique Hamas, qui vient de perpétrer une série d'attentats sanglants en Israël.

L'Allemagne, premier partenaire commercial de l'Iran, a été le seul pays européen à recevoir ces dernières années M. Fallahian, qui avait rencontré en octobre 1993 Bernd Schmidbauer, secrétaire d'Etat à la chancellerie et responsable des services secrets allemands.

fb/ms

AFP /AA1234/151104

MAR 96

Allemagne-Iran lead

La justice confirme avoir lancé un mandat d'arrêt contre Ali Fallahian

KARLSRUHE (Allemagne), 15 mars (AFP) - Le parquet fédéral allemand à Karlsruhe (ouest) a confirmé vendredi avoir délivré un mandat d'arrêt pour meurtre contre le ministre iranien des Renseignements Ali Fallahian.

Ce mandat d'arrêt, qui équivaut à une inculpation dans le système juridique allemand, a été délivré à la suite de l'ouverture d'une enquête contre M. Fallahian en décembre dernier par le parquet fédéral, compétent pour les affaires de terrorisme.

Le ministre iranien est soupçonné d'avoir commandité l'assassinat de quatre responsables kurdes iraniens en 1992 à Berlin, tués par balles dans le restaurant Mykonos, dont les auteurs sont actuellement jugés à Berlin.

fb/fa

AFP /AA1234/151439

MAR 96

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse

USA-presse

"Prix de la liberté de la presse" à des journalistes de Reuters et du Seattle-Post Examiner

WASHINGTON, 14 mars (AFP) - Aliza Marcus, journaliste américaine travaillant pour l'agence Reuters en Turquie, s'est vu attribuer jeudi le "prix de la liberté de la presse" (catégorie "Etranger") décerné par le National Press Club de Washington à l'occasion de la journée pour la liberté de l'information.

Ce prix a été accordé, dans la catégorie "Etats-Unis", à Kathy George du Seattle Post-Examiner qui fut menacée d'emprisonnement après avoir mis en évidence le caractère politique de la nomination d'un juge dans l'état de Washington.

Aliza Marcus a été accusée par les autorités turques "d'incitation à la haine raciale" à la suite d'un reportage sur l'expulsion de Kurdes de leurs villages. Elle a été innocentée, alors qu'elle risquait de un à trois ans de prison, à la suite de multiples interventions en sa faveur, en particulier celle de l'ancien présentateur de télévision Walter Cronkite faite directement auprès du premier ministre turc de l'époque Tansu Ciller.

Le jury pour ces prix annuels était composé de représentants des agences de presse AFP, Reuters, UPI, du Washington Post, du Washington Times, de Newsweek, de USNews and World Report et de l'Economist.

pl/lb/mm/oa

AFP /AA1234/142224

MAR 96

Allemagne-Iran prev

La justice allemande met en accusation un ministre iranien pour terrorisme

par Florence BIEDERMANN

BONN, 15 mars (AFP) - La justice allemande a lancé un mandat d'arrêt pour attentat terroriste contre le ministre iranien des Renseignements Ali Fallahian, dont le gouvernement est déjà en ligne de mire pour soutien au terrorisme après les attentats d'islamistes palestiniens en Israël.

Cette décision sans précédent pour une justice occidentale, annoncée vendredi, est intervenue au lendemain du sommet des "bâtisseurs de paix", mercredi à Charm El-Cheikh (Egypte), où le régime iranien a été accusé par Israël et les Etats-Unis de soutien au terrorisme.

Le parquet fédéral allemand, compétent pour les affaires de terrorisme, a annoncé qu'il avait lancé jeudi un mandat d'arrêt contre l'hodjatoleslam Fallahian pour meurtre et tentative de meurtre, le soupçonnant "fortement" d'avoir commandité l'assassinat de quatre militants kurdes iraniens à Berlin au restaurant "Mykonos" en 1992. Parmi ces militants, tués par balles, figurait le chef du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI), Sadegh Sharafkandi.

Ce mandat d'arrêt équivaut à une inculpation dans le système juridique allemand. Le parquet fédéral avait ouvert en décembre une enquête contre M. Fallahian, en liaison avec le procès des cinq auteurs présumés -- quatre Libanais et un Iranien -- des assassinats au "Mykonos", jugés depuis octobre 1993 à Berlin.

"Au stade de la procédure, il existe un fort soupçon que les assassinats aient été organisés par le ministère iranien des Renseignements et de la

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse

Sécurité. L'accusé est, depuis 1989, chef de ce ministère et avait quelques semaines avant l'attentat, dans une interview à la télévision iranienne, désigné le parti des responsables assassinés comme cible des activités de ses services secrets et annoncé qu'ils seraient pourchassés en Iran et à l'étranger", relève le parquet fédéral dans son communiqué.

Bonn a pris ses distances avec Téhéran

Cette nouvelle étape de la procédure ne peut que rendre encore plus critique le dialogue mené avec Téhéran par l'Allemagne, premier partenaire commercial de Téhéran, dans le cadre et les limites définies par une décision de l'Union européenne (UE).

Depuis la série d'attentats sanglants perpétrés par le Mouvement de la résistance islamique Hamas en Israël, qui ont provoqué la tenue du sommet de Charm El-Cheikh, les Etats-Unis ont renouvelé leur pression sur les pays de l'UE pour qu'ils changent cette politique de "dialogue critique" et isolent l'Iran.

Bonn, qui était jusqu'ici l'avocat fervent du dialogue avec Téhéran, a pris quelque distance avec le régime iranien après les récentes déclarations du président iranien Hachémi Rafsandjani, qui a désapprouvé, lundi, les attentats commis en Israël, mais "refusé de condamner la lutte (des Palestiniens) pour recouvrer leurs droits".

Alors que pour Paris, par exemple, ces déclarations ont représenté "un progrès", le gouvernement allemand les a jugé "insuffisantes" et a réclamé que le régime iranien prenne "clairement" ses distances avec le terrorisme.

Vendredi, le porte-parole du gouvernement allemand Peter Hausmann a souligné qu'il fallait attendre le résultat des entretiens que doivent avoir les ministres des Affaires étrangères de la troïka de l'UE avec les autorités iraniennes sur ces questions.

M. Fallahian était même persona grata en Allemagne, où il avait été reçu officiellement en octobre 1993 par le coordonateur des services secrets à la chancellerie, Bernd Schmidbauer.

fb/fa

AFP /AA1234/151738

MAR 96

CORRESPONDANCE DE LA PRESSE

15 mars 1996

182 JOURNALISTES EMPRISONNES DANS LE MONDE SELON LE RAPPORT ANNUEL DE LA COMMISSION POUR LA PROTECTION DES JOURNALISTES

Un nombre record de 182 journalistes était emprisonnés dans vingt deux pays à la fin de 1995, selon le rapport annuel de la Commission pour la protection des journalistes (C.P.J.) sur les violations de la liberté de la presse. Pour la deuxième année consécutive, la Turquie arrive en tête du palmarès mondial des gouvernements les plus répressifs à l'égard de la presse avec 51 journalistes emprisonnés, devant l'Ethiopie (31), la Chine (20) et le Koweït (18), selon l'édition 1996 du rapport de la C.P.J., rendu public hier.

"La Turquie dépasse des régimes totalitaires tels que la Chine et la Syrie", affirme dans le rapport le président de la C.P.J., Kati MARTON. "Le nouveau gouvernement turc doit démontrer son engagement en faveur de la démocratie en remettant en liberté les collègues (emprisonnés) et abolir l'article 8

de la loi anti-terroriste", ajoute-t-il. En vertu de cet article, la publication de toute information indépendante sur la rébellion kurde dans le sud-est du pays est assimilée à de la propagande sépariste, punissable par des peines de prison ferme.

La légère hausse du nombre de journalistes emprisonnés en 1995 - ils étaient 173 à la fin 1994 - s'explique pour une large part par l'accroissement de la répression contre les journalistes en Ethiopie et au Nigéria, selon les auteurs du rapport.

Au total, 51 journalistes ont été tués en 1995, indique l'étude de la CPJ. 45 journalistes ont été assassinés et 6 tués alors qu'ils exerçaient leur métier dans des zones de guerre. Sur les 45 personnes assassinées, 24 l'ont été en Algérie, victimes du terrorisme islamiste. Depuis mai 1993, 50 journalistes algériens ont été abattus, rappelle le rapport.

Sur la période s'étendant de 1986 à 1995, un total de 456 journalistes ont été tués du fait de leur profession, la plupart victimes de meurtres, selon les statistiques de la CPJ. Les pays dans lesquels ont été enregistrés les plus grands nombres de décès sont l'Algérie, l'ex-Yougoslavie, la Colombie, le Tadjikistan et les Philippines.

Dans son édition 1995, le rapport de la Commission de protection des journalistes comprend des études particulières sur la situation des médias en Algérie, en Russie, au Nigéria, en Palestine, en Bosnie et en Inde.

CORRESPONDANCE DE LA PRESSE

15 mars 1996

* Aliza Marcus, journaliste américaine travaillant pour l'agence Reuters en Turquie, s'est vu attribuer hier le "prix de la liberté de la presse" (catégorie "Etranger") décerné par le National Press Club de Washington à l'occasion de la journée pour la liberté de l'information.

Ce prix a été accordé, dans la catégorie "Etats-Unis", à Kathy GEORGE du Seattle Post Intelligencer qui fut menacée d'emprisonnement après avoir mis en évidence le caractère politique de la nomination d'un juge dans l'Etat de Washington. Aliza MARCUS a été accusée par les autorités turques "d'incitation à la haine raciale" à la suite d'un reportage sur l'expulsion de Kurdes de leurs villages. Elle a été innoctée, alors qu'elle risquait de un à trois ans de prison, à la suite de multiples interventions en sa faveur, en particulier celle de l'ancien présentateur de télévision Walter CRONKITE faite directement auprès du Premier ministre turc de l'époque Tansu CILLER. Le jury pour ces prix annuels était composé de représentants des agences de presse A.F.P., Reuters, U.P.I., du "Washington Post", du "Washington Times", de "Newsweek", de "USNews" and World Report" et de "L'Economist".

L'HEBDO - 15 mars 1996

Événements

MONDE



J. Sassiér/Gallimard

TURQUIE

Yachar Kemal, le courageux

Victime de tracasseries policières depuis les années 50, quand il était membre de la direction du Parti ouvrier turc, dissous en 1972 pour « séparatisme », c'est-à-dire pour avoir défendu les droits culturels du peuple kurde de Turquie, l'écrivain Yachar Kemal vient d'être condamné à vingt mois d'emprisonnement avec sursis pour avoir critiqué, dans un article, la répression à l'égard des quinze millions de Kurdes. Dans son article, l'auteur de *Memed le Mince* décrivait le drame des habitants du Sud-Est anatolien. Récemment encore, après sa condamnation, il déclarait : « Dans le Sud-Est anatolien il y a trois millions et demi de villageois déportés, des milliers de gens assassinés, des champs de blé brûlés et la famine s'étend dans les villages montagnards. » Chaud partisan de l'amitié entre les peuples turc et grec. Il a signé, avec d'autres intellectuels des deux pays limitrophes un texte critiquant le nationalisme exacerbé cultivé à dessein par Ankara et Athènes pour des raisons de politique intérieure.

SUD-EST ANATOLIEN

« IL Y A TROIS MILLIONS ET DEMI DE VILLAGEOIS déportés,
DES CHAMPS DE BLÉ brûlés ET LA famine S'ÉTEND »

Yachar Kemal

Turkish Daily News FRIDAY, MARCH 15, 1996

Parliament extends emergency rule 'for last time'

TDN Parliament Bureau

ANKARA- Supporting calls from the government and the military, Parliament on Thursday extended the state of emergency in 10 southeastern provinces granting powers to local authorities to restrict freedoms in the interests of combat against separatist rebels.

The bill extending the emergency rule for a final four months starting March 19 cleared the floor by 227 votes to 179 with 51 abstentions in the first legislative act of the Parliament elected on Dec. 24. But even the deputies from the Motherland (ANAP) and the True Path (DYP) parties which have set up the governing coalition objected to the excesses committed by the troops while pursuing the struggle against the separatist Kurdistan Workers' Party (PKK). Over 20,000 people have died, according to official statistics, in the fighting between the rebels and security forces.

ANAP spokesman Mustafa Balçılar urged support for the government for "a

final extension" although he said all the past 26 extensions were supposed to have been the last. Emergency rule has been imposed in the Southeast for the past eight years.

Balçılar said the PKK was continuing its coercion campaign in the area with attacks on villages and bombings, but the security forces were also engaged extrajudicial killings.

"You cannot fight mosquitos by killing them one by one. You have to drain the swamp," the ANAP lawmaker said. He said people forced to leave their villages were crowding city slums and their resentment served the spread of terrorism.

Spokesmen for the Islamist Welfare Party as well as the Democratic Left Party and the Republican People's Party also attacked malpractices which, they said, alienated local people from the state.

Earlier Thursday, Interior Minister Ülkü Güney asked Parliament to approve the extension for the last time. He said necessary preparations had been made for

the extension.

Güney said that amendments would be made within the next four-month period in laws concerning ID checks, possession of arms and the administration of villages and provinces. He said the preliminary work regarding the change to those laws had been done and that they would be brought to Parliament for ratification within a short time.

During the emergency rule, he pointed out, the essence of democratic rights had not been touched. He said that there had been a sharp decline in terrorist incidents over the last year. Güney said that the top officials of the PKK had met in (Kurdish-controlled) northern Iraq to review last year's activities and discuss strategy for the current year. Noting that the PKK, while declaring an unilateral cease-fire had instructed its militants to prepare for renewed armed struggle, the minister asked the deputies to support the extension to deny the PKK a chance to regain strength.

L'INDEPENDANT - 17 mars 1996

Manifestation de Kurdes interdite : heurts et interpellations en Allemagne

DORTMUND. - Des centaines de Kurdes ont été appréhendés et deux policiers blessés hier dans des heurts violents et des rassemblements provoqués par la décision des autorités allemandes d'interdire une manifestation à Dortmund. Devant l'afflux de Kurdes qui convergeaient sans discontinuer vers Dortmund malgré l'interdiction et le bouclage policier d'un vaste périmètre, les autorités ont finalement décidé hier soir d'autoriser la manifestation.

Cette manifestation, destinée selon les organisateurs à réclamer une solution pacifique au conflit kurde en Turquie, avait été interdite vendredi par un tribunal administratif. La justice avait prétexté du risque d'affrontements et prêtait au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) l'intention d'utiliser la manifestation pour sa promotion. Le PKK est interdit en Allemagne où il est considéré comme une organisation terroriste.

JOURNAL DU DIMANCHE

17 mars 1996



ALLEMAGNE. Manifestation kurde à Dortmund. Ce vieil homme kurde a été blessé hier lors d'une action de protestation contre les exactions turques contre ses compatriotes. Le même jour, vingt membres du parti des Travailleurs du Kurdistan ont été tués dans l'ouest de la Turquie par les forces de l'ordre. (Photo Reuter)

LE REPUBLICAIN LORRAIN

17 mars 1996

Kurdes refoulés à la frontière allemande

STRASBOURG. - Plus d'une centaine de Kurdes, résidant dans l'est de la France, ont été empêchés hier matin par la police allemande de franchir la frontière à Strasbourg.

Deux bus transportant quelque 140 femmes, enfants et pères de famille d'origine kurde se sont présentés samedi vers 3 h 30 à la frontière allemande, sur le pont de l'Europe. Affichant leur intention de se rendre à une célébration du Nouvel An kurde à Dortmund (Allemagne), les occupants des deux bus ont été refoulés par la police allemande, affirmant que cette manifestation était interdite.

Après près de cinq heures d'attente, les Kurdes-résidant pour la plupart dans les régions de Montbéliard, Mulhouse et Strasbourg-ont rebroussé chemin sans incident.

L'HUMANITE - 17 mars 1996

ALLEMAGNE. Plus de 1.900 Kurdes ont été interpellés, samedi, lors d'une manifestation, interdite par les autorités allemandes, à Dortmund. Cette manifestation, destinée, selon les organisateurs, à réclamer une solution pacifique au problème kurde en Turquie, avait été interdite vendredi par un tribunal administratif. Devant l'afflux de manifestants et malgré le bouclage policier dans tout le Land, les autorités ont finalement autorisé le défilé en fin de soirée.

VOTRE DIMANCHE - 17 mars 1996

Allemagne : pour un "dialogue critique" avec Téhéran

Le ministre allemand des Affaires étrangères Klaus Kinkel s'est de nouveau déclaré favorable au «dialogue critique» avec l'Iran mais «pas à n'importe quel prix», jugeant comme «insuffisante» la condamnation du terrorisme par Téhéran, après les attentats perpétrés par le Mouvement de la résistance islamique (Hamas) en Israël. «Ce que nous avons entendu jusqu'à présent ne suffit pas». Si le gouvernement iranien n'est pas prêt à «prendre position clairement sur le terrorisme» lors des entretiens qu'il doit avoir avec la trïoka de l'Union européenne, alors il faudra «repenser» le dialogue avec lui. Déjà, la justice fédérale allemande a annoncé avoir lancé un mandat d'arrêt contre le ministre iranien des Renseignements Ali Fallahian, «fortement soupçonné» d'avoir commandité un attentat terroriste à Berlin en 1992. Cet attentat avait coûté la vie à trois opposants kurdes iraniens et à leur interprète.

LE TELEGRAMME DE BREST

17 mars 1996

Mandat d'arrêt contre un ministre iranien pour terrorisme

L'Allemagne prend ses distances avec l'Iran

La justice allemande a lancé un mandat d'arrêt pour attentat terroriste contre le ministre iranien des Renseignements Ali Fallahian, dont le gouvernement est déjà en ligne de mire pour soutien au terrorisme après les attentats d'islamistes palestiniens en Israël.

Cette décision sans précédent pour une justice occidentale, annoncée vendredi, est intervenue au lendemain du sommet des « bâtisseurs de paix », mercredi à Charm El-Cheikh, où le régime iranien a été accusé par Israël et les Etats-Unis de soutien au terrorisme.

Attentat à Berlin

Le parquet fédéral allemand, compétent pour les affaires de terrorisme, a annoncé qu'il avait lancé jeudi un mandat d'arrêt contre l'hodjatolislam Fallahian pour meurtre et tentative de

meurtre, le soupçonnant « fortement » d'avoir commandité l'assassinat de quatre militants kurdes iraniens à Berlin au restaurant « Mykonos » en 1992. Parmi ces militants, tués par balles, figurait le chef du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI), Sadegh Sharatkandi.

Ce mandat d'arrêt équivaut à une inculpation dans le système juridique allemand. Le parquet fédéral avait ouvert en décembre une enquête contre M. Fallahian, en liaison avec le procès des cinq auteurs présumés - quatre Libanais et un Iranien - des assassinats au « Mykonos », jugés depuis octobre 1993 à Berlin.

« Au stade de la procédure, il existe un fort soupçon que les assassinats aient été organisés par le ministère iranien des Renseignements et de la Sécurité. L'accusé est, depuis 1989, chef de ce ministère et avait quelques semaines avant l'attentat, dans une interview à la télévision iranienne, désigné le parti des responsables assassinés comme ci-

ble des activités de ses services secrets et annoncé qu'ils seraient pourchassés en Iran et à l'étranger », relève le parquet fédéral dans son communiqué.

Un tournant dans la politique de Bonn

Cette nouvelle étape de la procédure ne peut que rendre encore plus critique le dialogue mené avec Téhéran par l'Allemagne, premier partenaire commercial de Téhéran, dans le cadre et les limites définies par une décision de l'Union européenne (UE).

Depuis la série d'attentats sanglants perpétrés par le Mouvement de la résistance islamique Hamas en Israël, qui ont provoqué la tenue du sommet de Charm El-Cheikh, les Etats-Unis ont renouvelé leur pression sur les pays de l'UE pour qu'ils changent cette politique de « dialogue critique » et isolent l'Iran.

Bonn, qui était jusqu'ici l'avocat fervent du dialogue avec Téhéran, a pris quelque distance avec le régime iranien après les récentes déclarations du président iranien Hachémi Rafsandjani, qui a

désapprouvé, lundi, les attentats commis en Israël, mais « refusé de condamner la lutte (des Palestiniens) pour recouvrer leurs droits ».

Alors que pour Paris, par exemple, ces déclarations ont représenté « un progrès », le gouvernement allemand les a jugé « insuffisantes » et a réclamé que le régime iranien prenne « clairement » ses distances avec le terrorisme.

Vendredi, le porte-parole du gouvernement allemand Peter Hausmann a souligné qu'il fallait attendre le résultat des entretiens que doivent avoir les ministres des Affaires étrangères de la troïka de l'UE avec les autorités iraniennes sur ces questions.

M. Fallahian était même persona grata en Allemagne, où il avait été reçu officiellement en octobre 1993. L'ambassadeur d'Iran à Bonn estime, dans le quotidien Frankfurter Allgemeine Zeitung de ce samedi, que la mise en accusation d'Ali Fallahian n'est « absolument pas fondée ».

GAMK

SAMEDI-DIMANCHE, 16-17 MARS 1996

La Turquie reste le pays le plus risqué pour les journalistes

La Turquie a eu le triste privilège, en 1995 encore, de figurer en tête de liste des pays les plus dangereux pour la profession de journaliste. C'est ce que révèle le rapport annuel du Comité pour la protection des journalistes (CPJ), qui recense un chiffre record de 182 journalistes emprisonnés dans 22 pays l'an dernier. « La Turquie a l'honneur insigne d'être le pays qui emprisonne le plus de journalistes, pour la deuxième année consécutive » constate avec ironie ce rapport détaillé qui se

penche sur 720 cas d'emprisonnement, d'agression et de harcèlement de journalistes à travers le monde. En janvier, le CPJ avait fait état de 51 meurtres de journalistes l'an dernier, dont 45 pour raisons politiques.

La tension entre la presse et les autorités turques n'est pas un phénomène récent; elle a suivi la courbe de la tension dans le sud-est du pays, et s'explique d'ailleurs en grande part par la couverture et le traitement de la question kurde. Selon le rapport, on comptait pas moins de 51 journa-

listes dans les prisons turques l'an dernier, une population carcérale due en grande part à la loi anti-terreur qui sanctionne pour "propagande séparatiste" toute analyse jugée non orthodoxe du problème kurde. Selon le rapport, la ratification de l'Union douanière par l'Union européenne risque de provoquer un durcissement des autorités turques qui avaient témoigné quelque geste de bonne volonté en prévision de cette échéance.

Un signal a été en tout état de cause adressé à Ankara : la correspondante de l'agence Reuter, Aliza Marcus, qui avait failli connaître les prisons turques pour un reportage sur le problème kurde, s'est vu décerner cette semaine le prix de la liberté de la presse à Washington.

L'Allemagne lance un mandat d'arrêt contre un ministre iranien pour incitation au terrorisme

La décision de justice embarrasse le premier partenaire commercial de la République islamique

La justice allemande a lancé, vendredi 15 mars, un mandat d'arrêt contre l'hodjatoleslam Ali Fallahian, ministre iranien des renseignements,

pour incitation à un attentat contre des opposants kurdes, à Berlin, en 1992. Venant à la suite des pressions israélo-américaines sur l'Union eu-

ropéenne pour l'isolement de l'Iran, cette affaire embarrasse le gouvernement allemand, soucieux de maintenir de bonnes relations avec Téhéran.

BONN

de notre correspondant

Le gouvernement de Bonn n'a pas dissimulé son embarras après l'annonce par la justice allemande, vendredi 15 mars, qu'elle lançait un mandat d'arrêt contre Ali Fallahian, le ministre iranien chargé des renseignements. Ce dernier est soupçonné d'avoir commandité l'attentat du restaurant Mykonos (à Berlin, en 1992), au cours duquel quatre dirigeants de l'opposition kurde au régime de Téhéran ont été tués.

En dépit du contexte international actuel et quelques jours seulement après le sommet de Charm el-Cheikh sur le terrorisme, ce geste ne peut pas être interprété comme une contribution de Bonn à l'isolement de Téhéran et à la lutte contre le terrorisme au Proche-Orient. Certes, les autorités de Bonn « étudient » l'opportunité de maintenir un « dialogue critique » avec l'Iran, comme l'a répété vendredi Peter Hausmann, le porte-parole du gouvernement fédéral. Mais le minis-

tère de la justice a indiqué qu'il n'avait exercé aucune pression sur le procureur fédéral de Karlsruhe, qui est à l'origine de cette initiative.

Dans son édition du jeudi 14 mars, la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* écrivait que les autorités de Bonn auraient cherché à dissuader le procureur fédéral de se livrer à cette spectaculaire démonstration d'indépendance de la justice. Toujours selon le quotidien de Francfort, ce geste aurait été motivé par le témoignage d'un citoyen américain. Le procès des cinq auteurs présumés - quatre Libanais et un Iranien - de l'attentat se déroule à Berlin depuis plusieurs mois, et le verdict doit être rendu public en avril.

On semble craindre, à Bonn, que ce geste mette en danger la sécurité de citoyens allemands vivant en Iran. Par ailleurs, il pourrait remettre en question les liens particuliers que l'Allemagne, premier partenaire commercial de l'Iran, a toujours souhaité maintenir avec Téhéran.

A l'occasion des derniers attentats

terroristes de Tel-Aviv et Jérusalem, le ministre allemand des affaires étrangères, Klaus Kinkel, ne s'est pas associé aux accusations directes de la communauté occidentale à l'encontre de l'Iran, et a demandé des « preuves » de l'implication du régime de Téhéran avant de s'exprimer sur le sujet.

Ali Fallahian, aujourd'hui désigné comme un dirigeant terroriste par la justice allemande, est venu plusieurs fois à Bonn (la dernière fois à l'automne 1993). Avec son homologue allemand Bernd Schmidbauer, chargé de la coordination des services secrets à la chancellerie de Bonn, le ministre iranien aurait noué des accords de coopération dans le domaine de la lutte contre le trafic de drogue et obtenu une aide technique de la part de l'Allemagne. Ces informations, publiées par la presse allemande, n'ont jamais été démenties.

Deux agents du BND (les services de renseignement extérieurs allemands) postés à Téhéran ont d'ailleurs regagné l'Allemagne jeudi, sans

doute pour éviter des représailles. De toutes les capitales européennes, Bonn est sans doute celle qui tient le plus fermement à maintenir un « dialogue critique » avec le régime de Téhéran, en dépit des admonestations américaines et israéliennes. L'Allemagne a été le premier pays occidental à reprendre récemment la pratique de la garantie des prêts à l'exportation vers l'Iran (prêts Hermes). Les exportations allemandes à destination de l'Iran ont atteint une valeur de 2,3 milliards de marks en 1995. En sens inverse, des capitaux iraniens sont investis dans de nombreuses entreprises allemandes, comme Krupp. Les responsables allemands de la chambre de commerce germano-iranienne, basée à Hambourg, ont protesté contre le lancement d'un mandat d'arrêt contre M. Fallahian : « Ce geste met en danger des emplois allemands. L'Iran va réduire ses commandes auprès de nos entreprises », ont-ils dit.

Lucas Delattre

GAMK

SAMEDI-DIMANCHE, 16-17 MARS 1996

CANADA-ARMÉNIENS

Pressions turques contre un monument commémoratif arménien à Montréal

L'Armenian National Committee (ANC) du Canada a condamné dans une déclaration rendue publique le 13 mars dernier l'ingérence des diplomates turcs dans les affaires intérieures du Canada, qui s'est manifestée dernièrement contre un projet, approuvé pourtant par la municipalité de Montréal, visant à ériger un mémorial dédié aux victimes de tous les génocides à l'occasion du 80e anniversaire du génocide arménien de 1915. A deux reprises, lors d'entretiens avec des représentants de l'ANC de Montréal et du Canada,

le maire de Montréal, M. Pierre Bourque, avait manifesté une certaine hésitation concernant la poursuite de ce projet. L'ambassadeur de Turquie au Canada, ainsi que le consul général turc à Montréal, mais aussi des représentants du gouvernement canadien et d'autres sources avaient exercé des pressions sur le maire pour qu'il renonce à ce projet. « Ce n'est pas la première fois que la Turquie intervient dans les affaires intérieures du Canada » a commenté le Dr Girair Basmadjian, président de l'ANC du Canada : « En 1988, des

diplomates turcs ont exercé des pressions sur le gouvernement canadien, pour qu'il retire un programme sur le génocide arménien à l'Université ». En 1991, l'ambassadeur turc avait envoyé une lettre de protestation contre l'apposition d'une plaque commémorative à la mémoire des victimes du génocide arménien de 1915. Le monument sera construit, mais sans qu'y figure la plaque commémorative. Le président de l'ANC du Canada a rappelé M. Bourque à ses engagements envers la communauté arménienne, formulés notamment lors de la dernière manifestation commémorative du génocide de 1915, et aussi les victimes de tous les génocides en général, en appelant à ne pas céder aux pressions turques et à ne pas renoncer à ce projet.

Turkish Daily News SUNDAY, MARCH 17, 1996

Iraq-UN oil talks stall on Kurds issue

Obstacle: Contentious issue is how food, medicine and other needs will be distributed to the Kurds

By Evelyn Leopold

Reuters

UNITED NATIONS- Crucial talks between the United Nations and Iraq on an oil-for-food plan appear stalled on the contentious issue of how food, medicine and other basic necessities are distributed to the country's Kurdish population.

"It's an issue that will make it or break it," said Iraq's chief negotiator Abdul Amir al-Anbari, a former U.N. ambassador and oil expert.

According to Anbari, the talks were to end on Friday, but both sides apparently decided to reconsider the controversy at the weekend and resume discussions on Monday.

Under negotiation is a U.N. Security Council offer that allows Iraq to sell \$2 billion worth of oil over six months in order to raise money for humanitarian supplies to its civilian population, suffering severe hardships from sanctions imposed after Baghdad's troops invaded Kuwait in August 1990. The offer contained in an April 1995 Security Council resolution would be exempt from sanctions and permit Iraq which has the world's second largest oil reserves to re-enter the market again under strict U.N. controls and monitoring. The same resolution, number

986, earmarks \$130-\$150 million of each \$1 billion of oil revenues to be spent on supplies to Kurds in the northern regions through a U.N. Inter-Agency Humanitarian Programme. The Kurdish issue is the most difficult for Baghdad which had objected to anything that would reinforce the autonomy of northern provinces. The Kurds rose up against Iraqi President Saddam Hussein's government, whose armies fought them with helicopter gunships after the 1991 Gulf War. Western allied forces protected them by imposing a no-fly zone over the area. To Hans Corell, the U.N. under-secretary-general for legal affairs who is Anbari's negotiating partner, the resolution means the United Nations takes charge of the food supplies to the Kurdish areas, diplomats said.

Anbari, however, argued in an interview with Reuters the wording of the resolution was vague enough that Baghdad, through Kurdish vendors, could organize the food scheme in the north with the United Nations monitoring the scheme. "Otherwise, there are two different systems in the country," he said. "If you read the resolu-

tion it doesn't say the (United Nations) should purchase, procure and distribute (the supplies)."

He said Iraq's food rationing system in the rest of the country was working fairly well and that any kind of free distribution of goods in the north would carry the danger of supplying a black market.

In addition, he said the United Nations would need hundreds of observers, whose daily expenses would be charged to Iraq. Diplomats said they did not believe the controversy could be solved next week either and that further consultations would be needed in Baghdad. One Western envoy called it Iraqi "brinkmanship" in an effort to get the best deal possible on a sensitive issue.

Any preliminary agreement reached in the current negotiations must be approved by Saddam as well as

Secretary-General Boutros Boutros-Ghali and key Security Council members. Anbari said he briefed the Iraqi president after the first round of talks, from February 6 to 19, and would most likely do so again after this session, which began on March 11, ends.

Violentes manifestations kurdes en Allemagne

Bonn,
de notre correspondante

Les violences kurdes équivalent à une «*déclaration de guerre*» à l'Etat de droit allemand, a dénoncé hier le ministre des Affaires étrangères Klaus Kinkel, après un nouveau week-end d'affrontements entre manifestants et policiers. «*Qui abuse de l'hospitalité qui lui est donnée perd son droit de séjour*», a déclaré le ministre, menaçant d'expulser les meneurs

kurdes vers la Turquie. Comme chaque année à l'approche du nouvel an kurde (le 21 mars), les militants indépendantistes ont en effet intensifié en Allemagne (où les Kurdes sont près de 500.000) leurs actions de protestation contre le pouvoir turc. Une grande manifestation était prévue ce samedi à Dortmund, mais interdite par les autorités allemandes qui redoutaient des dérapages. A Berlin et aux frontières

belge, néerlandaise et française, la police a dû empêcher par la force des milliers de Kurdes de converger sur Dortmund. Près de la frontière néerlandaise, un groupe de 700 manifestants a réussi à pénétrer à pied en Allemagne. Brandissant des drapeaux du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, interdit en Allemagne), ils ont attaqué deux policiers avec des bâtons et volé leurs armes de service. A la frontière

belge, près d'Aix-la-Chapelle, la police a stoppé 14 bus amenant quelque 2.000 Kurdes. Des policiers ont été blessés par des jets de pierres. Entre Strasbourg et la ville allemande de Kehl, une centaine de manifestants ont bloqué le pont de l'Europe. Malgré les contrôles, quelque 2.000 Kurdes ont enfin réussi à se rassembler à Dortmund où un millier de manifestants ont été interpellés ●

L.M.

Germany Seeks Arrest of Iranian Spymaster

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE
SATURDAY-SUNDAY, MARCH 16-17, 1996

By Stephen Kinzer
New York Times Service

BERLIN — In a highly unusual move that could bolster the new American campaign to isolate Iran, a German judge has issued a warrant for the arrest on murder charges of Iran's top spymaster.

"At the request of the federal prosecutor, an investigating magistrate from the Federal Court of Justice has issued a warrant for the arrest of the Iranian minister for intelligence and security affairs, Ali Fallahiyan, on suspicion of four counts of murder and attempted murder," the prosecutor's office said in a statement issued Friday.

Mr. Fallahiyan is suspected of having ordered the 1992 killing of a Kurdish exile leader who died along with three aides in a hail of bullets at a Berlin restaurant. Five alleged agents of Iran's secret service, an Iranian and four Lebanese, are on trial here for the killings. In January, a German counterintelligence officer testified at the trial that his agency believed Iran ordered the operation. Iran has denied any involvement.

"The suspect has been head of the ministry since 1989, and said in an interview with Iranian television a few weeks before the attack that his agency was targeting the murder victims' party and would pursue them in Iran and abroad," the prosecutor said.

The head of the National Council of Resistance of Iran, Massoud Rajavi, issued a statement from his Paris headquarters welcoming the warrant. He said it proved that Tehran was engaged in "exporting terrorism and assassinating Iranian dissidents."

Frankfurter Allgemeine Zeitung reported Friday that as news of the warrant emerged the day before, two German intelligence agents left Tehran and the Iranian ambassador in Bonn, Sayed Hossein Mousavian, flew home.

"The Iranian intelligence agency led by Fallahiyan has worked with German security agencies for

more than four years," the newspaper reported. "Bonn has supplied computers and trained Iranian spies, while Tehran has allowed German drug agents to work undercover in Iran."

According to the newspaper report, the German Foreign Ministry sought to block issuance of the warrant on the grounds that it would be "a serious detriment to Germany."

The Foreign Ministry has long been at odds with prosecutors over the Berlin trial. Foreign Minister Klaus Kinkel does not want to disturb Germany's good relations with Iran, but prosecutors are insisting on following evidence in the case wherever it leads.

The issuance of the arrest warrant comes at a delicate time for Germany, which is Iran's principal trading partner. American officials this week urged all countries to stop dealing with Iran because of its support for Hamas, the militant group that has taken responsibility for recent bomb attacks in Israel.

Mr. Fallahiyan has visited Germany several times, most recently in October 1993, when he was received by senior German intelligence directors and guarded by German police. Opposition politicians demanded that he be arrested in connection with the Berlin killings, but the government refused to act against him.

Exiled Iranian opposition figures have long maintained that Iran's embassy in Bonn is a center from which terrorist actions throughout Europe are planned. Western specialists say the charge has merit, but some are sympathetic with Germany's desire to maintain its ties to the Iranian secret service.

Several Western countries including the United States and Israel, have used the German channel to negotiate the release of hostages held by pro-Iranian groups.

"Our public position is that this relationship is a bad thing," a Western diplomat said Friday. "Privately, we recognize that someone has to talk to these guys, so we're not so critical."

The crime in which Mr. Fallahiyan is implicated was one of the most spectacular of a series of assassinations of Iranian opposition figures carried out in Europe over the last decade. Masked gunmen burst into a Greek restaurant where Sadegh Sharafkandi, secretary-general of the Iranian Democratic Party of Kurdistan, was dining with three aides. They shouted, "You sons of whores!" and opened fire, killing all four.

Mr. Sharafkandi, 54, a chemist, had taken over leadership of the party after his predecessor was slain in Vienna in 1989.

DERNIERES NOUVELLES D'ALSACE

18 mars 1996

Manifestations Bonn hausse le ton

Le ministre allemand des Affaires étrangères Klaus Kinkel a estimé hier que les violences intervenues la veille à Dortmund lors d'une manifestation kurde interdite constituaient une «*déclaration de guerre*» à l'Etat de droit allemand. Les meneurs de ces violences «*doivent être immédiatement expulsés vers la Turquie*», a-t-il affirmé dans un communiqué. Les affrontements ont fait 22 blessés dans les rangs des forces de l'ordre et près de 300 parmi les manifestants. Ils ont donné lieu à 340 arrestations.

OUEST FRANCE - 18 mars 1996

Allemagne : « Déclaration de guerre » kurde

Dix mille policiers ont été mobilisés samedi, à Dortmund, pour empêcher une manifestation kurde interdite. Cette interdiction a provoqué des affrontements dans la région, qui ont fait 300 blessés et se sont soldés par 1 200 gardes à vue et 340 arrestations. Klaus Kinkel, le ministre allemand des Affaires étrangères, estime que ces manifestations constituent « une déclaration de guerre à l'Etat de droit allemand » et que « les meneurs des affrontements doivent être immédiatement expulsés vers la Turquie ». Quelque 500 000 Kurdes résident en Allemagne.

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse

Allemagne-Kurdes

Heurts kurdes: la coalition d'accord pour durcir le droit sur les étrangers

BONN, 18 mars (AFP) - La coalition au pouvoir en Allemagne a vite réagi aux heurts extrêmement violents de la fin de la semaine entre Kurdes et policiers en se mettant d'accord lundi pour durcir la loi sur les étrangers, a-t-on appris de sources gouvernementales.

Les Unions chrétiennes (CDU et CSU) du chancelier Helmut Kohl et leur partenaire gouvernemental, le FDP, sont convenus lundi de modifier le droit sur les étrangers afin qu'à l'avenir "les auteurs (étrangers) de troubles à l'ordre public particulièrement graves soient obligatoirement expulsés s'ils sont condamnés à une peine de prison ferme", a annoncé le ministre de la justice Edzard Schmidt-Jortzig (FDP).

Le projet de loi révisant le droit sur les étrangers doit être présenté avant l'été devant la chambre des députés (Bundestag), a-t-on appris dans les milieux de la coalition.

Le consensus pour que les coupables soient expulsés s'est étendu des Unions chrétiennes aux sociaux-démocrates du SPD, première force d'opposition.

lal/jpa/phb

AFP /AA1234/182021

MAR 96

Allemagne-Kurdes

De nombreuses villes interdisent les manifestations pour le nouvel an kurde

BONN, 19 mars (AFP) - De nombreuses villes allemandes ont interdit toute manifestation kurde mercredi et jeudi, jours de célébration du nouvel an kurde, dans la crainte d'une répétition des violents troubles du week-end dernier.

D'importants effectifs sont prévus pour faire respecter les interdictions, a-t-on appris mardi auprès des autorités locales. La police des frontières a été mise en état d'alerte, a fait savoir le ministre fédéral de l'intérieur Manfred Kanther.

En Rhénanie du Nord/Westphalie (ouest), théâtre des affrontements de samedi, des rassemblements kurdes ont été interdits à Bonn, Duisbourg, Bochum, Bielefeld. Ils l'ont été aussi dans nombre d'autres villes du pays, telles Francfort et Mannheim (ouest), Stuttgart et Ulm (sud-ouest), mais aussi Ludwigshafen-Oggersheim (ouest), où réside le chancelier Helmut Kohl.

L'interdiction d'une manifestation kurde à Dortmund (ouest) avaient donné lieu samedi à des heurts violents dans la région: 22 membres des forces de l'ordre et près de 300 manifestants avaient été blessés, environ 1.200 personnes avaient été placées en garde à vue et 340 autres arrêtées, quelque 10.000 policiers avaient été mobilisés.

lal/jri/phb

AFP /AA1234/192111

MAR 96

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse

Eco.-Int.-Energie

Irak-ONU: armements, pétrole, Kurdes, l'Irak invoque sa "souveraineté"

par René SLAMA

NEW YORK (Nations unies), 19 mars (AFP) - Cinq ans après sa défaite au Koweït, l'Irak invoque toujours sa sacro-sainte "souveraineté" pour refuser, d'une part, certaines inspections militaires internationales, d'autre part, un arrangement qui lui permettrait pour la première fois d'exporter du pétrole.

Selon des diplomates occidentaux aux Nations unies, le régime de Saddam Hussein tenterait aujourd'hui de profiter du fait que "le garrot n'est plus serré au maximum" pour limiter le droit de regard de la communauté internationale dans le domaine du désarmement et pour "remettre le pied en Irak du nord" en liaison avec la distribution de secours aux populations kurdes, dans le cadre d'un arrangement pétrolier avec l'ONU.

Il y a d'abord la question militaire: à cinq reprises, entre le 8 et le 15 mars, les autorités de Bagdad ont entravé des inspections de la Commission spéciale de l'ONU chargée de superviser le désarmement de l'Irak (UNSCOM).

Les retards dans l'accès aux sites ont duré entre deux heures 40 minutes et dix-huit heures, ce qui a ravivé les soupçons de l'UNSCOM sur la nature des matériels et documents que Bagdad aurait cherché à dissimuler, enlever ou détruire.

Selon les résolutions 687, 707 et 715 adoptées par le Conseil de sécurité des Nations unies en 1991, après le cessez-le-feu de la guerre du Golfe, l'Irak a des obligations vis-à-vis de l'UNSCOM qui est en droit de visiter n'importe quel site quand elle le décide pour empêcher Bagdad de reconstituer un arsenal dans les domaines chimique, biologique, balistique et nucléaire.

Le vice-Premier ministre irakien Tarek Aziz a affirmé que les sites où des incidents se sont produits avec les experts en armements de l'UNSCOM (quartier-général de la garde spéciale, centre d'entraînement de la garde présidentielle...) étaient "de nature spéciale et en rapport avec la sécurité nationale" de l'Irak.

Il a invoqué un "gentleman agreement" datant de 1993 pour assurer que l'UNSCOM s'était engagée à agir de la manière "la moins indiscrete possible" afin de ne pas porter atteinte à "la souveraineté, la sécurité interne et la dignité de l'Irak".

Le président de l'UNSCOM, Rolf Ekeus, qui a saisi une nouvelle fois le Conseil de sécurité lundi, a catégoriquement rejeté l'argumentation irakienne. Lorsqu'on est chargé de trouver des produits sensibles, on va les chercher dans les endroits sensibles, a dit en substance le diplomate suédois.

Il a indiqué que ses équipes étaient toujours à la recherche de "six à vingt" missiles d'une portée supérieure à 150 kilomètres (donc prohibés), ainsi que de deux lance-missiles.

L'UNSCOM, a-t-il déclaré à la presse, "respecte totalement la souveraineté, l'intégrité territoriale et les inquiétudes légitimes de sécurité de l'Irak". Mais s'il s'agit de missiles d'une portée interdite, la position irakienne n'est "pas légitime" et il est hors de question de "négocier sur des obligations".

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse

Le Conseil de sécurité devrait réaffirmer son soutien à l'UNSCOM, dans une déclaration mardi, selon des délégués occidentaux aux Nations unies.

L'autre sujet au centre d'une effervescence diplomatique à New York a trait aux négociations sur la formule "pétrole contre nourriture" (résolution 986) qui permettrait à Bagdad d'exporter des quantités limitées de brut, sous contrôle international, afin d'acheter de la nourriture et d'alléger les souffrances de la population irakienne, exsangue après cinq longues années d'embargo.

La deuxième série de pourparlers "techniques" sur la mise en oeuvre de cet arrangement, proposé dès avril 1995, soit il y a près d'un an, s'est achevée lundi à New York, sans accord. Officiellement, personne n'établit un lien quelconque avec les problèmes à répétition de l'UNSCOM en Irak.

Cependant, là encore, il s'agit d'un problème de souveraineté. L'ONU et Bagdad ont fait état de "progrès considérables" sur la résolution 986 et annoncé un nouveau round de négociations pour le 8 avril, mais les deux parties ont admis que les discussions achoppaient toujours sur les modalités de distribution d'une partie de l'aide (générée par le pétrole) aux populations kurdes des trois gouvernorats du nord de l'Irak.

Selon des diplomates arabes à l'ONU, le régime irakien cherche à être directement associé au mécanisme de distribution des secours, qui devrait théoriquement être supervisé par les Nations unies, et à changer ainsi le "statu quo" dans les régions kurdes où Bagdad n'a plus vraiment de prise sur la situation (Washington, Londres et Paris ayant notamment décrété depuis plusieurs années une zone de non-survol).

ras/nas

AFP /AA1234/191001

MAR 96

Eco.-Int.-Energie

Irak-ONU-pétrole: la presse de Bagdad optimiste sur l'issue des négociations

BAGDAD, 19 mars (AFP) - Les négociations sur la formule "pétrole contre nourriture" ont progressé au cours de la deuxième session et un accord sera conclu lors du prochain round prévu en avril, estime mardi la presse irakienne.

"La session d'avril sera la dernière, un accord y sera conclu", titre le quotidien officiel Al-Irak.

Le pays vit "une phase de transition" vers un assouplissement de l'embargo qui lui est imposé par le Conseil de sécurité de l'ONU depuis son invasion du Koweït en août 1990, estime le quotidien al-Qadissyah.

Le quotidien gouvernemental al-Joumhouriya affirme que la deuxième session a permis à l'ONU et Bagdad de "s'entendre sur la production et la commercialisation du pétrole" que l'Irak pourrait exporter après la conclusion d'un accord.

Les négociations entre l'Irak et l'ONU portent sur l'application de la résolution 986 du Conseil de sécurité qui permet à l'Irak d'exporter du pétrole pour l'équivalent d'un milliard de dollars par trimestre afin d'acheter des aliments et des médicaments.

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse

Le marché irakien n'a pas réagi avec le même optimisme: le dollar, qui valait 660 dinars lundi, a grimpé à 750 dinars mardi, quelques heures après l'annonce à New York de la fin de la deuxième session de négociations sans résultats concrets.

A New York, M. Hans Corell, qui conduit les discussions au nom de l'ONU, a indiqué lundi qu'il était optimiste sur la conclusion d'un accord lors des prochains pourparlers. D'après lui, le principal point de désaccord concerne la distribution de vivres aux populations kurdes du nord de l'Irak, en rébellion contre Bagdad.

fch-mch/jhd/nas

AFP /AA1234/191035

MAR 96

Les cours du brut profitent toujours de la lenteur des négociations ONU-Irak

AGENCE ECONOMIQUE ET FINANCIERE

19 mars 1996

▲ L'impasse dans laquelle se trouvent les négociations entre les Nations unies et l'Irak sur la vente de pétrole par ce pays pour financer des achats humanitaires a entraîné une vive réaction sur les marchés pétroliers. Peu après l'ouverture du Nymex, le baril de light sweet crude faisait un nouveau bond de 81 cts à 22,80 dollars. Il avait gagné 83 cts vendredi. Les perspectives de forte demande des raffineries américaines, qui ne disposent pas de stocks suffisants, soutenaient également les cours, avant l'expiration, mercredi, du contrat d'avril rapproché, selon Al Lindseth, analyste chez GSC Energy.

Selon des diplomates occidentaux à New York, les discussions en cours avec l'Irak sont dans l'impasse en raison du refus de Bagdad d'accepter les paramètres de la résolution 986 et, en particulier, les modalités de distribution d'une partie de l'aide aux populations kurdes du nord de l'Irak. A New York, un porte-parole des Nations unies a indiqué que la deuxième série de pourparlers au niveau technique, qui s'était ouverte le 11 mars à New York, n'était pas encore terminée.

Selon des diplomates occidentaux, les négociations visant à fixer les modalités de mise en œuvre de la résolution 986 butent toujours sur la question de la distribution d'une partie de l'aide aux populations kurdes du nord de l'Irak. Invoquant des questions de

souveraineté, les autorités irakiennes insisteraient pour être directement associées au mécanisme de distribution, alors que, d'après la résolution, l'ONU doit rester le maître d'œuvre et garder le contrôle du processus.

De son côté, Boutros Boutros-Ghali s'est entretenu au téléphone lundi matin depuis Genève avec le vice-Premier ministre irakien, Tarek Aziz.

Les deux hommes ont « constaté que les négociations avaient progressé durant la deuxième série de pourparlers, mais qu'il faudrait compléter celle-ci par une troisième série », a précisé un porte-parole de l'ONU.

Ils sont convenus que cette troisième série de discussions commencerait au siège des Nations unies à New York le 8 avril, « immédiatement après le retour du secrétaire général de son voyage en Asie » (Chine, Corée du sud, Japon). ▲

La production pétrolière au Yémen va augmenter de 13 %, début 1997, à 400.000 barils/jour (bj) contre 350.000, selon l'hebdomadaire spécialisé *Middle East Economic Survey (MEES)*. La production additionnelle proviendra de deux projets en cours de développement : le Block-5/Jannah (centre) qui devra produire 30.000 bj et Block-10/East-Chabwa (plus à l'est du pays).

LE MONDE - 19 mars 1996

L'Iran tient à maintenir le dialogue avec l'Union européenne

Téhéran a réagi avec modération au mandat d'arrêt délivré, vendredi 15 mars, par la justice allemande, à l'encontre du ministre iranien des renseignements, accusé d'être l'instigateur de l'assassinat, en 1992, à Berlin, de quatre opposants kurdes

TERRORISME L'Iran, soucieux de sauvegarder le « dialogue critique » avec l'Union européenne, a réagi avec une certaine retenue, dimanche 17 mars, à la délivrance, par la justice allemande, d'un mandat d'arrêt contre le ministre iranien des renseignements, Ali Fallahian, soupçonné d'être l'instigateur de l'assassinat, en 1992, à Berlin, de quatre opposants kurdes. La justice allemande « n'a absolument pas de preuves », a

commenté le porte-parole du ministère iranien des affaires étrangères. ● A GAZA, Yasser Arafat a accusé l'Iran d'avoir « ordonné » la récente vague d'attentats-suicides en Israël. Il a aussi critiqué le bouclage des territoires palestiniens autonomes et occupés. ● ISRAËL a décidé, dimanche, de maintenir ce bouclage, ainsi que les mesures « punitives et dissuasives, telle la destruction des maisons » des militants islamistes (Lire notre éditorial page 16).



PANCHO

TÉHÉRAN

de notre envoyée spéciale

Un modèle de sagesse et de pondération : jugée à l'aune de la rhétorique traditionnelle de Téhéran lorsqu'il est mis en accusation, la réaction officielle iranienne à la délivrance d'un mandat d'arrêt par la justice allemande contre le ministre iranien des renseignements, Ali Fallahian, est d'une très grande pudeur. « Un examen rapide, minutieux et juste de ce dossier aidera sans doute à démêler les faits et à dissiper les malentendus et les accusations contre l'Iran », a commenté le porte-parole du ministère des affaires étrangères, Mahmoud Mohamadi. « Il n'y a absolument pas de preuves dans le dossier constitué par la justice allemande, a-t-il ajouté. Des groupes hostiles cherchent à saper les relations entre l'Iran et l'Allemagne. »

Lorsqu'on se souvient du déchaînement des journaux à l'encontre de la Suisse en 1992, parce que Berne avait extradé vers Paris un Iranien soupçonné d'être impliqué dans l'assassinat, en France, de l'an-

cienn premier ministre iranien, Chapour Bakhtiar, les commentaires sur l'affaire Fallahian témoignent d'une certaine retenue. Le *Tehran Times* (conservateur) a invité le gouvernement allemand à « arrêter rapidement le comportement insensé » du parquet fédéral, « s'il est désireux de maintenir des relations cordiales avec l'Iran ». Proche des intégristes, le quotidien *Jomhour-Eslami* a invité l'Iran à « réviser ses relations commerciales privilégiées avec l'Allemagne ».

C'est que le mandat d'arrêt lancé contre M. Fallahian ne pouvait pas tomber plus mal pour le régime iranien, soucieux de maintenir son « dialogue critique » avec l'Union européenne (UE) et peut-être plus singulièrement encore avec l'Allemagne, son premier partenaire commercial. Le malaise est d'autant plus grand que, après la récente réunion de Palerme, l'UE a durci le ton et entend demander des explications à Téhéran sur son soutien présumé au terrorisme.

MAUVAISE PASSE

L'Iran tient à ce dialogue, si « cri-

tique » soit-il, d'une part pour des raisons économiques et, d'autre part, pour échapper à l'étau que les Etats-Unis et Israël veulent lui imposer.

En raison d'une très mauvaise passe économique et financière, Téhéran a besoin de la confiance des Européens pour se procurer le minimum de capitaux et de garanties de crédit requis pour le fonctionnement de son économie. Ayant fait le pari d'avoir remboursé, d'ici à l'an 2000, la totalité des arriérés d'une dette de près de 30 milliards de dollars - dont 6 à 7 milliards pour les seules années 1996-1997 -, l'Iran s'impose une cure d'austérité draconienne, qui a fait chuter ses importations de 28 milliards de dollars en 1992-1993 à moins de 12 milliards pour l'exercice qui s'achève ; seuil en deçà duquel, selon un expert occidental, Téhéran peut difficilement s'aventurer.

Car non seulement l'inflation est d'ores et déjà galopante et pénalise sévèrement la population, mais les circuits économiques courent au blocage, à cause du quasi-arrêt des achats de biens d'équipement et de

matières premières dont l'industrie et l'agriculture ont dramatiquement besoin. Toujours au nom d'une meilleure santé financière, l'Iran a pris d'autres mesures, telle la suppression, il y a dix mois, du marché libre des devises et la fixation d'un taux-plafond de 3 000 rials - deux fois moins que le prix atteint par le billet vert sur le marché parallèle - pour 1 dollar, ou encore l'obligation faite aux exportateurs iraniens de rapatrier la totalité de leurs devises. Résultat : les exportations de produits non pétroliers - notamment de tapis, qui représentent 40 % de ces revenus et dont le circuit de production fait vivre près de huit millions d'habitants - ont considérablement chuté.

Reste le pétrole, dont les exportations représentent 80 % du budget de l'Etat, et qui, selon les prévisions officielles, devraient s'élever, en 1996, à 14 milliards de dollars. Prévisions d'autant plus théoriques que non seulement les revenus peuvent fluctuer en fonction du marché pétrolier, mais aussi que la seule maintenance lourde des installations coûte près de 4 milliards de dollars. « Si la situation actuelle perdure plusieurs mois et si la couverture des compagnies d'assurance-crédit est toujours refusée à l'Iran, cela va casser », prévoit un économiste.

Or pour l'heure, à la différence de

la Coface, après plus d'un an de suspension - non pour des raisons politiques, mais parce que la situation financière de l'Iran ne le permettait pas -, l'Allemagne a rouvert, il y a plus d'un an, une assurance-crédit limitée de ses exportations vers l'Iran. Hermès, l'organisme d'assurance-crédit gouvernemental allemand, n'assure, depuis février 1995, qu'une couverture de 150 millions de marks, soit quelque 105 millions de dollars. Des poussières...

MENACES AMÉRICAINES

Ce que les Iraniens souhaitent, c'est que l'ensemble des pays européens reprennent au moins l'assurance-crédit. « D'où la cour assidue qu'ils leur font. A ces derniers de décider s'ils consentent un crédit - au moins alimentaire - ou s'ils laissent les Iraniens désespérer », commente un économiste.

L'Iran a aussi besoin d'investissements dans le secteur pétrolier, et c'est là que le projet américain de sanctionner les sociétés étrangères qui investiraient pour plus de 40 millions de dollars blesse.

Pour la première fois depuis l'avènement de la République islamique, en 1979, un appel d'offres international a été lancé, pendant l'été 1995, pour onze projets pétroliers et gaziers. Un séminaire, pour lequel la Société nationale iranienne des pétroles avait mis les petits plats dans les grands - documentation abondante, conféren-

ciers de qualité, etc. - s'est rétréci comme peau de chagrin.

Des sociétés japonaises et autres se sont abstenues de venir sur les conseils écrits du département d'Etat américain, raconte cet économiste. La presse, invitée, a été décommandée - la veille sans doute - par souhait de discrétion. Une quarantaine de sociétés étrangères étaient représentées.

Dès le deuxième jour, les conférenciers ont reçu instruction de ne plus parler des conditions du *buy back* - qui prévoit le paiement de l'investisseur en pétrole une fois le projet réalisé - parce que le gouvernement en discutait. Les entreprises ont été priées de remettre leurs propositions en janvier et, depuis lors, on n'en parle plus à Téhéran.

La compagnie française Total - qui a décroché, pour 600 millions de dollars, le contrat d'exploitation des gisements Sirri, dans le Golfe, avant que le projet américain de sanctions ne soit brandi - est en quelque sorte juridiquement à l'abri. Mais dans la mesure où la menace américaine pèse aussi sur les filiales aux Etats-Unis des sociétés opérant avec l'Iran, le climat est au malaise. Un exemple : selon une source bien informée, Thomson a fait signer par l'une de ses filiales espagnoles un contrat pour une couverture radar au sol, pourtant destinée à la seule aviation civile iranienne.

Mouna Naïm

ԿԱՍՐ
gamk

ՕՐԱՍԻՐՔ - QUOTIDIEN ARMÉNIEN

LUNDI-MARDI, 19-20 FEVRIER 1996
12^e ANNÉE, N° 2656

TURQUIE-SYRIE

Ankara appelle Damas à lui remettre le chef du PKK

Nouvel épisode de la tension entre Damas et Ankara, la Turquie a appelé mercredi la Syrie à capturer et extraditer le chef du PKK, Abdullah Ocalan, si elle souhaite entretenir des relations amicales avec Ankara et régler le problème du partage des eaux de l'Euphrate. « Si la Syrie veut avoir des relations de bon voisinage avec la Turquie, elle doit capturer et nous remettre le chef et les autres respon-

sables du PKK » a ainsi menacé le porte-parole du ministère turc des affaires étrangères, Nurettin Nurkan, dont l'offre ressemble fort à un chantage. « Le premier point à l'ordre du jour des relations avec la Syrie est son soutien à la lutte contre le terrorisme », avait ajouté le responsable turc, en réitérant les accusations turques sur une collusion entre la Syrie et les rebelles kurdes du PKK dont le leader habiterait entre Damas

et la plaine libanaise de la Bekaa sous contrôle syrien. Pour M. Nurkan, la controverse sur l'utilisation par la Turquie des eaux de l'Euphrate ne serait qu'un prétexte syrien pour détourner l'attention de la communauté internationale de ses liens avec le terrorisme.

Ankara hausse le ton alors que la Syrie s'est associée à son rival irakien pour protester contre les aménagements turcs sur le grand fleuve mésopotamien. Damas a d'ailleurs appelé la Ligue arabe à inscrire cette question à l'ordre du jour de sa réunion ministérielle du 13 mars prochain au Caire, où la Syrie pourrait bien se voir confirmer le soutien déjà exprimé en décembre par les ministres des affaires étrangères de l'Égypte et de six pays arabes du Golfe. La Syrie serait favorable à un

accord permanent sur le partage des eaux avec la Turquie confirmant un accord de principe sur un débit du fleuve fixé à 500 m³ par seconde en Syrie. M. Nurkan, qui affirme que les installations turques sont conformes aux règlements internationaux et qu'elles pourraient également garantir un meilleur débit des eaux de l'Euphrate à la Syrie et à l'Irak, qui en sont tributaires pour leur agriculture, assure que son pays a respecté ses engagements quant au volume d'eau coulant en Syrie. Autre grief de la Syrie et de l'Irak, les barrages turcs menaceraient outre le débit, la qualité des eaux de l'Euphrate.

Mais c'est en vain que la Syrie s'efforce de noyer le poisson du terrorisme dans les eaux de l'Euphrate, a fait savoir M. Nurkan : "Cela ne ser-

vira à rien de demander le soutien d'autres pays, de tenter de porter la question de l'eau sur la scène internationale et de l'utiliser à d'autres fins. La Turquie n'est pas un pays que l'on peut se permettre de menacer" a poursuivi le responsable turc, en réaffirmant la détermination de son pays à poursuivre, malgré les protestations soulevées en novembre par le coup d'envoi d'un quatrième barrage, la construction de barrages et autres projets destinés à "améliorer la vie de son peuple". Un argument qui ne manque pas d'un certain cynisme; ces travaux de réaménagement du cours supérieur de l'Euphrate, dans le cadre d'un gigantesque programme d'aménagement du sud-est anatolien (GAP), visent

certes théoriquement au développement d'une région sinistrée et accessoirement, à résoudre par la voie de la prospérité économique le lancinant problème kurde; les objectifs initiaux déclarés de ce projet se perdent pourtant dans une guerre de onze ans qui a conduit à l'évacuation forcée par l'armée turque de dizaines de milliers de villageois, essentiellement kurdes, que l'on prétendait pourtant fixer sur leur terre dépeuplée par des décennies d'un exode rural plus ou moins voulu; dans une région ruinée aujourd'hui par la guerre, ce beau programme de développement fait figure de placebo, dont on aurait bien du mal à évaluer les bienfaits sur la population de la région.

G.

Turkish Daily News TUESDAY, MARCH 19, 1996

Kurdish 'parliament' meeting casts shadow between Turkey, Denmark

Turkish Daily News

ANKARA- The meeting of the so-called Kurdish parliament-in-exile in Copenhagen last week cast its shadow in bilateral ties between Turkey and Denmark.

"We are going to call the ambassador of Denmark to the Foreign Ministry in the coming days and reiterate our displeasure," Foreign Ministry Deputy Undersecretary Ömer Akbel said.

Turkey has expressed its displeasure over the meeting in Copenhagen on March 11, two days before the meeting convened. However, Denmark replied that the convention of such a meeting did not require the permission of the government. Moreover, Copenhagen reiterated that it considered the Kurdistan Workers' Party (PKK) a terrorist organization. Turkey maintains that the Kurdish parliament-in-exile is, at its best, the arm of the PKK or, at worst, the two organizations are the very same.

The parliament, which meets every three months, soured Turkey's relations with the Netherlands by holding its first meeting there. Ankara reiterated by withholding its ambassador, but the ties have been patched up since then.

Turkey's ties with Denmark, on the other hand, have been sensitive ever since Copenhagen allowed the opening of an office of ERNK, the political wing of the PKK.

"It is obvious that Turkey is going to distinguish between the countries (who do not take a stance against terrorism) and those who do," Ömer Akbel, a Foreign Ministry spokesman said, but refrained from citing specific measures that could be taken against Denmark, which is already black-listed as a military equipment supplier.

"Our reaction has been strong and will be pursued," he said. Turkey has condemned the beginning of the Kurdish parliament-in-exile's meeting with strong language, saying that Copenhagen must do more than declare the PKK a terrorist organization.

CHARENTE LIBRE - 18 mars 1996

■ Allemagne

Une manifestation de Kurdes dégénère



Quelque 10.000 policiers ont été mobilisés samedi pour empêcher la tenue d'une manifestation kurde interdite à Dortmund, dans l'ouest de l'Allemagne. Cette interdiction a provoqué de violents affrontements qui ont fait au moins 22 blessés, dont six grave, chez les policiers; et près de 300 parmi les manifestants. Quelque 1.200 personnes ont

été placées en garde à vue et 340 autres arrêtées.

Ces violentes manifestations constituent une « déclaration de guerre » à l'Etat de droit allemand, a estimé hier le ministre des Affaires étrangères. « Les meneurs des affrontements violents doivent être immédiatement expulsés vers la Turquie », a-t-il ajouté.

■ Photo AFP

PKK messages Turkey, toughens against Bonn

Remzi Kartal reveals letter to Turkish government about political solution or renewed fighting

Turkish Daily News with wire services

ANKARA- As Germany tried to recover from the shock caused by rampaging supporters of Turkey's Kurdistan Worker's Party (PKK) over the weekend, the separatist group threatened renewed fighting if Ankara did not respond to a letter calling for a political solution.

Remzi Kartal, a former deputy from the now-banned Democracy Party (DEP) told a news conference in Nicosia on Monday that he also expected more international initiatives to promote dialogue and a peaceful solution to the 12-year rebel war, Reuters reported.

"A military conflict and solution through dialogue is not a contradiction," said Kartal, who along with five other Kurdish MPs went into self-imposed exile in Europe in 1994 when their pro-Kurdish party was shut by Turkey's constitutional court. Ankara has accused the "parliament-in-exile" of being a front group for the which since 1984 has been battling for self-rule in southeast Turkey. More than 18,500 people have died in the fighting.

"The more the warfare develops the more there will be more developments and efforts for a solution," said Kartal, vice chairman of the executive committee of the 68-member Kurdish assembly based in Brussels.

PKK announced a unilateral ceasefire last December but have threatened to renew hostilities if attacked. Turkey has ignored the ceasefire.

The new coalition government in Turkey has a "short period of time" to determine its policy on the Kurdish problem, said Adar Serket, a member of the National Liberation Front for Kurdistan, the PKK's political wing.

● **Kurdish 'parliament' meeting casts shadow between Turkey and Denmark, page A5**

● **Sharm-el-Sheikh summit opens new horizons in fight against terrorism, page A5**

"We have sent a letter to the new (Turkish) government... asking for clarification of policy, whether he (Turkish Prime Minister Mesut Yilmaz) is for the military solution, the continuation of the operations or if he will be open to any dialogue," said Serket, based in Athens.

Meanwhile, the German threat to deport the demonstrators has angered the separatist group, PKK sources indicated. German officials issued the threat after PKK sympathizers beat up police and blocked highways when the German authorities banned a

Newroz new year demonstration in Dortmund. German Foreign Minister Klaus Kinkel slammed the PKK in heaviest terms after police arrested some 600 demonstrators and temporarily held nearly 2,000 after violent scuffles. Turkey, meanwhile, said that it had asked German police on many occasions to take a stronger stance against the PKK.

"What has happened in Dortmund essentially involves German authorities," Foreign Ministry spokesman Ömer Akbel said. "(But) we do have cooperation on many levels with the German officials on the question of terrorism and we have urged them to be more active in their encounters with the PKK."

Senior foreign ministry officials earlier said Germany will now have to show how it will abide by the recent decisions taken at the Sharm-el-Sheikh anti-terrorism summit held in Egypt. German police said on Monday they were investigating anonymous threats to kill children in a west German town if 600 Kurds in police custody were not released by midnight.

A woman phoned several local radio stations demanding the release of the Kurds, arrested after trying to stage an illegal protest in Dortmund on Saturday organized by the outlawed Kurdistan Workers' party (PKK), a police spokesman said. Police said the woman told the radio stations that children in the western town of Eschweiler would

die before the end of the day if police did not meet her demands. She also asked for five million marks (\$3.4 million).

PKK sources, meanwhile told the TDN that the demonstrations in Germany had been intended to intimidate Turkey.

The same sources further claim that meetings have been held between the German government officials and the PKK organization in recent months and that the PKK members have been promised that they would not be intervened provided that they remain within legal framework.

"PKK has been showing care to remain within legal framework but obstacles erected by German difficulties against Newroz celebrations caused the tempers to boil; from now on PKK will display harsh stance against the German government as well," the sources said.

PKK has earlier threatened to increase attacks against political-military targets in urban centers at the end of the cease fire.

Claiming that the German government officials have not fulfilled the various pledges they have made during their meetings with the PKK members, PKK sources have claimed that the German government has been cooperating with the Turkish government.

PKK sources have claimed that by commencing violent actions in Germany, PKK has given a message to the Turkish government. "The government has showed that it has not taken the cease-fire seriously. However PKK has evaluated the cease-fire process well and obtained strength. Its actions will be more violent. A big blow will be dealt against Turkey particularly in the tourism field. It is inevitable for Germany not to be affected from this. It will be difficult for German tourists to go to Turkey," sources commented.

PKK's use of diplomatic channels on one side and giving signals that it will escalate violence on the other reportedly display the contradictions expected to surface when the cease-fire ends. PKK and its supporters who continue their activities in various European countries will not be able to rid themselves the label of terrorist following the surfacing of violent actions.

Therefore PKK will reportedly start an anti-propaganda against Turkey.

PKK sources have claimed that the PKK is preparing to spread propaganda by focusing that "PKK has exerted efforts for peace however the Turkish government has not taken PKK such efforts seriously. It will be the Turkish government who will be responsible for the violent acts which would come into existence from now on. PKK is carrying out acts of violence since it is compelled to do so."

EL FINANCIERO ● MIÉRCOLES 20 DE MARZO DE 1996

JOSÉ ANTONIO RODRÍGUEZ

Fotofest 96 / y II

DE las sorpresas de Fotofest he aquí otras muestras significativas. Por primera vez se conoce en Estados Unidos, y de hecho en occidente, el trabajo de Wu Jialin, un fotodocumentalista chino quien gracias a los arreglos del célebre Marc Riboud pudo ahora verse en un espacio de la universidad de Rice. En *Mountain Folks in Yunnan*, título de la muestra que exhibió en Houston y también de un libro suyo publicado en 1993, Jialin traza un magnífico cuadro de costumbres en el que narra visualmente el universo humano del pueblo de Yunnan.

Y si Jialin es un fotógrafo ahora apenas conocido para los espectadores occidentales, por ahí se va también Seydou Keita de quien sólo hasta hace poco (en 1993, en Francia) comenzó a difundirse su trabajo. Keita, artista africano nacido en Mali, muestra en *Portraits from Mali* un singular uso del espacio visual --telas estampadas y diseños que llegan hasta el barroquismo-- de donde emergen sus retratados. Keita es una figura clave de la fotografía contemporánea africana con un trabajo realizado básicamente de la posguerra a los años setenta. Y son este tipo de muestras, como la de Jialin, Keita o *Kurdistan: in the Shadow of History* en donde se ven diversos documentos del pueblo kurdo recuperados de múltiples archivos, lo que le dan a Fotofest el carácter de una experiencia internacional. Hallazgos que de no ser por este encuentro pocos se enterarían.

De entre los irreverentes hay que mencionar, sin duda, a John Rummels. Un artista no apto para los espíritus conservadores. Porque hay que ver lo mismo su serie de vaginas fotografiadas en gran *close up*, que sus instalaciones hechas con colillas de cigarrillos (toda una escenografía de sala gringa clasemediera hecha pacientemente con este material) o los condones usados y secos que enmarca elegantemente y que han adquirido al paso del tiempo inquietantes formas que están muy lejos de toda posible idea sensual de su uso.

Para los exquisitos también hubo espacios. Los organizadores de Fotofest se han preocupado por darle su lugar a la fotografía de modas, a

veces tan relegada en otros sitios como expresión cultural. De hecho, en una de las principales exposiciones del Fotofest anterior se dio toda una revisión de este género en la muestra *Moda: evolución/revolución* en donde se vieron creadores de primera línea como Horst, Newton o Hiro. Ahora en Houston puede verse la obra, de sobrias líneas en la puesta en escena, del fotógrafo Frank Horvat radicado en Francia. O, por otro lado, el delicado trabajo de Brassai, *Fotografías selectas*, con el que el Museo de Bellas Artes de Houston participa en este Fotofest.

Mención aparte merece *Estelas: cinco fotografías latinoamericanas*, una muestra curada por el investigador y crítico Fernando Castro en donde reúne un balanceado trabajo experimental. Si se exceptúa a la joven mexicana Patricia Martín que está apenas iniciando un proceso de trabajo maduro (en el que requiere ayuda para ordenar su discurso gráfico), las otras cuatro artistas poseen ya una sólida trayectoria. Ellas son la peruana Milagros de la Torre, quien trastoca el concepto del retrato y elabora una aguda crítica en los modos de representación de la identidad; la también peruana, pero nacida en Nueva York, Anamaría McCarthy, que ejerce la autorrepresentación doliente de su cuerpo desnudo trabajando a partir de un personal simbolismo que alcanza tonos trágicos; la mexicana Laura Cohen, quien exhibe aquí su estilizado trabajo ya conocido sobre los objetos, impecablemente impreso; y la guatemalteca Lissie Habibi, que crea fantasmales imágenes a partir de una elaborada manipulación (dobles exposiciones en cámara, solarizaciones, uso de negativos de papel, etcétera) con la que obtiene un luminoso acabado. En fin, una muestra que se exhibe en la galería Sicardi-Sanders, que muy lejos del circuito propicio para el arte latinoamericano (Los Angeles-Nueva York) ha comenzado a trabajar por la producción de este continente.

Todos los eventos de Fotofest acaban el 31 de marzo, y para entonces seguramente ya se estará planeando el que se realizará en 1998.

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse

Turquie-Kurdes

Manifestation de Kurdes pour le Newroz

METZ, 20 mars (AFP) - Quelque 200 Kurdes ont défilé, mercredi soir, dans le centre de Metz, à la veille du Nouvel An kurde, le Newroz, pour dénoncer la répression contre leur peuple en Turquie, a-t-on appris de source policière.

Le défilé ouvert par de la musique et des cris de femme s'est déroulé dans le calme, a-t-on indiqué de même source.

RZ/mst

AFP /AA1234/202338

MAR 96

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse

Eco.-Int.-Energie

Irak-ONU: Bagdad présente comme succès un compromis qu'il a longtemps refusé

Par Patrick RAHIR

DUBAI, 20 mars (AFP) - L'Irak tient pour pratiquement acquis un accord avec les Nations unies qui lui permettrait d'exporter du pétrole contre des vivres, et le présente comme un succès après l'avoir refusé comme une humiliation.

Ce revirement rappelle de précédentes volte-face du président Saddam Hussein qui a su composer avec les Kurdes, l'Iran et la communauté internationale quand les circonstances l'y obligeaient.

La presse officielle écrit cette semaine qu'un accord sur l'application de la résolution 986 du Conseil de Sécurité est "un premier pas vers la levée totale de l'embargo".

La même presse expliquait encore au début de l'année que l'importation de vivres et de médicaments permettrait au contraire au Conseil de sécurité de prolonger l'embargo en place depuis l'invasion du Koweït en 1990.

Les souffrances de la population irakienne sont en effet le premier argument des partisans d'un assouplissement de l'embargo, comme la France, la Russie et la Grande-Bretagne et plusieurs pays arabes.

Une fois les besoins élémentaires des Irakiens satisfaits, le conseil pourrait attendre le respect des résolutions de l'ONU sur le désarmement de l'Irak, la libération de prisonniers et les dommages de guerre, sans pression des opinions publiques alarmées de la situation humanitaire en Irak.

Depuis l'adoption en août 1991 des premières résolutions qui l'autorisaient à exporter des quantités limitées de pétrole pour importer des vivres et des médicaments, l'Irak a rejeté les conditions posées par l'ONU comme des violations de sa souveraineté. Même la résolution 986 qui a assoupli ces conditions en 1995 était jugée inacceptable.

En janvier dernier, Bagdad a accepté de discuter des modalités de mise en oeuvre de cette résolution, sans l'accepter formellement.

Comme pour compenser les concessions qu'il pourrait faire lors de ses pourparlers avec les Nations unies, l'Irak a recommencé en mars à entraver les inspections des experts de l'ONU chargés de s'assurer de son désarmement.

Le Conseil de sécurité a dénoncé mardi ces "violations manifestes" des résolutions sur le désarmement, en jugeant inacceptables les délais imposés aux inspecteurs.

Malgré une politique brutale et apparemment inflexible, le président Saddam Hussein a su plus d'une fois faire preuve de pragmatisme, présentant ses concessions comme autant de succès.

En mars 1970, en butte aux pressions de l'Iran, Saddam Hussein, alors vice-président mais déjà l'homme fort du régime, avait accordé des concessions sans précédent aux Kurdes en rébellion contre Bagdad. L'accord avait été célébré comme aussi important que la révolution qui avait porté son parti au pouvoir en 1968.

En 1975, l'accord étant resté lettre morte et la rébellion continuant, l'Irak cédait à Téhéran la souveraineté sur le Shatt el Arab, son seul accès au Golfe. Deux jours après la signature de cet accord d'Alger, que l'Irak allait renier dès qu'il se sentirait plus fort, l'Iran retirait son soutien aux Kurdes et le soulèvement s'effondrait.

En 1988, après huit ans de guerre contre l'Iran, Bagdad a célébré comme une victoire le cessez-le-feu qu'il demandait depuis le début d'un conflit dont il avait pris l'initiative.

Mais la guerre avait laissé le pays épuisé et financièrement exsangue, l'obligeant à demander à ses voisins l'effacement de ses dettes et une aide financière.

Faute de l'obtenir, Saddam Hussein envahissait le Koweït en août 1990 pour s'approprier ses richesses, réunissant contre lui la plus formidable coalition jamais rassemblée depuis la deuxième guerre mondiale.

Le 28 février 1991, en annonçant le cessez-le-feu aux Irakiens après le retrait de ses forces du Koweït, Saddam Hussein leur clamait: "la victoire est à nous".

pmr/szb/nas

AFP /AA1234/201134

MAR 96

A.F.P. — Agence France Presse — **A.F.P.** — Agence France Presse — **A.F.P.** — Agence France Presse — **A.F.P.** — Agence France Presse — **A.F.P.** — Agence France Presse

A.F.P.

A.F.P.

FRS0215 4 I 0311 RFA /AFP-PH01

Allemagne-Turcs

Cocktails molotov et fausse bombe contre des intérêts turcs

HAMBOURG (Allemagne), 20 mars (AFP)- Des cocktails molotov ont été lancés mercredi matin contre un centre de rencontres turc à Brême (nord) tandis qu'à Hambourg un paquet visant à simuler une bombe a été déposée devant le consulat général turc à Hambourg (nord), a annoncé la police.

A Brême, les engins incendiaires n'ont causé aucun dommage. A Hambourg, des inconnus à bord d'une voiture ont lancé le paquet soigneusement attaché avec du ruban adhésif contre le consulat, au moyen d'un canon à eau.

Ces incidents sont intervenus peu avant l'ouverture, mercredi matin à Hambourg, sous haute surveillance policière, d'un procès contre trois responsables présumés du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, parti séparatiste kurde interdit en Turquie et en Allemagne).

Deux femmes, âgées de 29 et 27 ans, et un homme de 37 ans, arrêtés en décembre 1994, sont accusés de tentatives de meurtre et de menaces contre des membres du PKK à Hambourg et Brême qui avaient émis des critiques à l'encontre du parti, ainsi que de participation à une association terroriste.

Des manifestations kurdes prévues à l'occasion de ce procès ont été interdites, dans la crainte d'une répétition des affrontements de samedi à Dortmund.

L'interdiction d'une manifestation de sympathisants kurdes à Dortmund avait donné lieu à des heurts violents dans la région. Vingt deux membres des forces de l'ordre et près de trois cents manifestants avaient été blessés, 1.200 personnes placées en garde à vue et 340 autres arrêtées.

Après ces affrontements, le chancelier allemand Helmut Kohl a annoncé mardi que les membres "terroristes" du PKK devaient "être expulsés le plus vite possible". Un projet de loi en ce sens sera débattu dès la semaine prochaine en conseil des ministres.

amc/jh/jll

AFP /AA1234/201055

MAR 96

Wednesday, March 20, 1996 Houston Chronicle

Photos show Kurds' efforts to form union

By **PATRICIA C. JOHNSON**
Houston Chronicle

Kurdistan is a nation in the minds of its people, but not a physical reality.

Located in the area once called Persia, the land of the Kurdish people includes an extensive plateau and mountains that extend into parts of what we know as Iraq, Iran, Syria, Turkey and Armenia.

The Kurds' traditional territory has been claimed at some time or other by all the neighboring nations and by Western colonial powers. Throughout, the Kurds have retained independence of mind and soul, if not body.

Who they are and what they've lived through are the subjects of a Houston FotoFest exhibition at Richmond Hall. Curated by photojournalist Susan Meiselas, it is a picture essay in which fine art enters sideways and remains tangential.

Photo review

Kurdistan: In the Shadow of History begins in the 19th

century with images by Western photographers, anthropologists and diplomats.

It ends with the Gulf War of the 1990s, as recorded by Kurd photographers and international photojournalists, including Meiselas.

The nomadic, tribal Kurds converted to Islam in the seventh century. They have been conquered and their culture suppressed for millennia.

Until the dissolution of the Ottoman Empire in 1919, they never achieved political unity, much less status as a nation.

The Treaty of Sevres in 1920 was supposed to have granted them a homeland, but it was never ratified. Instead, they came under Turkish rule, which falsely promised its willingness to accept multiple cultures.

Today, an estimated 24 million Kurds are dispersed across the Middle East; another million are exiled in Europe, North America and the former Soviet Union.

The images on view document the struggle of the Kurdish people to form a union.

Some pictures are snapshots by anonymous travelers. Others were taken for military purposes, while still others are the products of professional studio and news photographers.

To make sense of a complex history — and to point indirectly to the role of photography as a vehicle for human interaction — the exhibit has been arranged into nine sections. A printed essay at the exhibit discusses each section and identifies the conflicts, protagonists and victims clearly, where the images often fail to do so.

At its best, the exhibit is something of a travelogue, showing individuals and communities and their places of living, working, worship and death. For the rest, the pictures are gleaned from the pages of war or cultural correspondents and government files.

This collection reads like an upper-level course in the history of Kurdistan. It is of current concern to the world, but far from unique, with many ancient and modern parallels.

The Jewish Diaspora and struggle to establish a



This 19th-century portrait of a Kurdish nobleman by an unknown photographer is part of a Houston FotoFest exhibit chronicling the history of the Kurdish people.

homeland in Israel is the closest, but who can overlook the colonization by the French of Vietnam followed by the United States' intervention, or today's Bosnia, or the domination of Tibet by communist China and its brutal efforts to homogenize the territory.

The show's introduction presents romantic prints of Kurds in traditional garments and settings, reproduced as postcards for tourists during the 1880s.

The exotic qualities (from a Western point of view) of costume and appearance echo present-day images of, say, the Maya who survive in remote Mexico, or the Masai in Africa.

It's a quick journey from here to the years before World War I, but a much slower and more painful one to the show's conclusion with Saddam Hussein's Anfal Campaign ("final solution"), whose goal was the extermination of the Kurds.

It is at this point that Meiselas, a prestigious MacArthur Grant in hand, began her curatorial exploration.

She writes: "I began to document the exhumation of mass grave sites for Human Rights Watch. A team of forensic anthropologists was sent to Iraq to gather evidence ... in 1988-89. ... Little remained above ground, but, in unmarked graves, the bones of the dead told the tale of what had happened to them.

"I documented the mission, but I could not take pictures of the past. I began to search."

In the end, an exhibit such as this does not satisfy an artistic need, but the need to know and understand.

Kurdistan: In the Shadow of History

Where: Richmond Hall of the Menil Collection, 1416 Richmond; 525-9400.

When: 11 a.m.-7 p.m. Wednesdays-Sundays. Through April 28. Free.

Résolution 986: Bagdad s'entête, l'ONU aussi

M Hans Corell, qui conduit les discussions au nom de l'ONU, indiquait en début de semaine qu'il était optimiste sur la conclusion d'un accord lors des prochains pourparlers, qui auront également lieu à New York. Il a également confirmé que le principal point de désaccord concernait la distribution de vivres aux populations kurdes du nord de l'Irak, en rébellion contre Bagdad. Adoptée en avril 1995, la résolution 986 permettrait à l'Irak d'exporter des quantités limitées de pétrole, sous contrôle international, afin d'acheter de la nourriture et des médicaments et d'alléger ainsi les souffrances de sa population, victime de l'embargo en vigueur depuis l'invasion du Koweït en 1990.

Encore des sites interdits

Bagdad refuse notamment d'accepter les modalités de distribution d'une partie de l'aide aux populations kurdes du nord de l'Irak. Invoquant des questions de souveraineté, les autorités irakiennes insisteraient pour être directement associées au mécanisme de distribution, alors que, d'après la résolution, l'ONU doit rester le maître d'oeuvre et garder le contrôle du processus. Dans le même temps, des inspecteurs de l'ONU en

La seconde session de discussions entre l'Irak et l'ONU sur l'application de la résolution 986 (dite «pétrole contre nourriture») s'est achevée sans résultat lundi à New York, mais une troisième session commencera le 8 avril. On apprendait par ailleurs que des inspecteurs de l'UNSCOM avaient été interdits d'accès sur certains sites irakiens où pourraient être entreposés des missiles.

Irak ont été interdits d'accès sur plusieurs sites où pourraient être entreposés de «six à 20 missiles» à longue portée, selon Rolf Ekeus, chef de la Commission spéciale de l'ONU chargée du désarmement irakien (UNSCOM).

Selon des diplomates occidentaux de l'ONU, M. Ekeus a estimé que ce développement représentait «un fait grave et important», puisqu'il implique une menace potentielle pour les voisins de l'Irak. D'après les sanctions imposées par l'ONU à Bagdad

ayant une portée de plus de 150 kilomètres. M. Ekeus a encore souligné que son équipe ne pouvait garantir que Bagdad ne possédait plus de missiles qui pourraient être munis de têtes chimiques ou biologiques, «dont la nature stratégique peut avoir des conséquences sur toute la région» du Moyen Orient. Israël s'est notamment inquiété à plusieurs reprises de l'existence d'un arsenal secret irakien.

M. Ekeus a affirmé que trois interdictions de visites de sites avaient été notifiées à



Pendant que le sort de l'Irak se discute à l'ONU, le pays prépare les élections législatives du 24 mars

après son invasion du développement des armes nucléaires, biologiques et chimiques, ni des missiles

L'UNSCOM, mode d'emploi

dans les affaires internationales irakiennes. Mais le régime de Saddam Hussein qui a perdu la guerre est normalement tenu de se conformer aux résolutions visant à empêcher une reprise par l'Irak de la production d'armes de destruction massive. Le rôle des experts en armements de l'UNSCOM est de vérifier que l'Irak se conforme à une partie essentielle des exigences du cessez-le-feu de la guerre du Golfe, dont les termes

La Commission spéciale de l'ONU chargée de superviser le désarmement de l'Irak (UNSCOM) - dont les inspecteurs se sont opposés à Bagdad ces derniers jours - est une création du Conseil de sécurité qui l'a établie il y a cinq ans après la défaite irakienne au Koweït. Certains responsables irakiens responsables de l'UNSCOM comme un «nid d'espions», à la solde des Etats-Unis, cherchant en permanence à s'immiscer

nucléaire à des fins militaires. Seule une attestation de l'UNSCOM pourrait permettre une levée totale de l'embargo économique en vigueur depuis 1990 contre l'Irak.

L'UNSCOM a dépensé plus de 100 millions de dollars depuis 1991, fonds provenant notamment d'avoirs irakiens gelés à l'étranger et de contributions d'Etats amis, comme le Koweït, l'Arabie Saoudite, le Japon et la Grande-Bretagne.

La Commission spéciale dispose d'un quartier-général à New York, avec 50 personnes, et d'un bureau de liaison à Bahrein, d'où partent les équipes d'inspection.

Les experts en armements de l'UNSCOM, dont certains étaient allés en Irak dans les années 80 alors que Bagdad était en guerre avec l'Irak, sont en quelque sorte «prêts» par des gouvernements, à majorité occidentaux, qui paient leurs salaires.

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse

A.F.P. A.F.P.
FRS0448 4 I 0221 RFA /AFP-RD13

Allemagne-Kurdes

Des dizaines de Kurdes placés en garde à vue par crainte de manifestations

BONN, 20 mars (AFP) - Quelque 77 militants présumés du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont été mis en garde à vue en Bade-Wurtemberg (sud), mercredi par crainte de manifestations à l'occasion du Nouvel an kurde, a indiqué la police de Stuttgart.

Les autorités allemandes ont interdit plusieurs manifestations de Kurdes en Allemagne mercredi et jeudi prévues pour ce Nouvel An et les forces de sécurité ont été mises en état d'alerte pour empêcher les débordements éventuels.

Le PKK, parti des indépendantistes kurdes de Turquie, est considéré en Allemagne comme une organisation terroriste et, à ce titre, interdit.

A Hambourg (nord), la police a trouvé mercredi une fausse bombe devant le consulat général de Turquie. Le procès de trois membres présumés du PKK, accusés de tentative de meurtre, a débuté le même jour dans cette ville, entouré d'importantes mesures de sécurité.

Le chancelier Helmut Kohl a annoncé mardi que le gouvernement allait rapidement présenter un projet de loi pour durcir le droit des étrangers afin que les membres du PKK auteurs d'actions "terroristes" soient expulsés le plus rapidement possible.

La communauté kurde compte quelque 400.000 membres en Allemagne.

fb/jj/phb

AFP /AA1234/201455 MAR 96

Turkish Daily News THURSDAY, MARCH 21, 1996

Özal: If Provide Comfort goes, Turkey will have to step in

Turkish Daily News

ANKARA- Amid the discussions on whether the mandate for Operation Provide Comfort be extended once again or not, Korkut Özal, a Motherland Party (ANAP) deputy, said on Wednesday that if the forces went, Turkey would emerge as the one to fulfill the operations task, reported Anatolia news agency.

Recalling that Operation Provide Comfort had been stationed to safeguard peace in northern Iraq, where an authority vacuum emerged following the Gulf War, Özal said that Turkey's relations with its neighbors would be threatened if Turkey had to shoulder the task of ensuring security in northern Iraq. Özal did not elaborate as to why it would fall on Turkey to fulfill the man-

date.

"Taking this into consideration, I suggest that instead of the extension of the mandate for this force, it should be debated if Operation Provide Comfort is going beyond its mandate or not," Özal was quoted as saying.

When ANAP was in opposition, the party was opposed to Operation Provide Comfort.



KURDISTAN

One thematic show to see is "Kurdistan: In the Shadow of History" showing at the Menil's Richmond Hall on 1416 Richmond Ave. For people with the time and patience to look at the photos and read the historical information, it provides an outstanding primer of the Kurdish struggle for survival within the modern states of Turkey, the USSR, Iraq and Iran. The exhibit concurrently examines the history of photography and its uses in the area, with startling revelations. For example, the rise of photography as a tool to document the lives of Kurds coincided with its use in aerial bombing and surveillance by their enemies. There are also photographs that verify or falsify information, such as a person's location, political affiliation and status as dead or alive. Most importantly, the show calls attention to a large population who have been major victims of the fall of the Ottoman Empire and the subsequent redefinition of political boundaries by the European powers. They have been severely oppressed throughout this century, which has included periods of systematic genocide.

PHOTO FEST 1996: GOOD STUFF TO SEE

by Michael
Battey

There are so many FotoFest exhibitions around town that seeing all of them demands ridiculous fanaticism. Here are a few gems out of the many. Expect to hear about at least a few others next week.

A.F.P. — Agence France Presse — **A.F.P.** — Agence France Presse — **A.F.P.** — Agence France Presse — **A.F.P.** — Agence France Presse — **A.F.P.** — Agence France Presse

Turquie-Kurdes lead

Mesut Yilmaz annonce la levée de l'interdiction de l'enseignement en kurde

IGDIR (Turquie), 21 mars (AFP) - Le Premier ministre turc Mesut Yilmaz s'est prononcé jeudi en faveur d'une nouvelle approche du problème kurde, et notamment la levée de l'interdiction de l'enseignement dans cette langue.

La solution au problème kurde "demande une nouvelle approche, plus humaine, plus réaliste, plus courageuse", a-t-il assuré à un groupe de journalistes dans la ville d'Igdir (Est de la Turquie).

"Nous devons abolir les interdictions qui frappent les autres langues, a-t-il ajouté. L'éducation en langue kurde ne devrait pas être interdite".

"Toutefois, l'Etat ne s'engage pas à assurer ce service aux citoyens, a dit M. Yilmaz, estimant implicitement que des écoles privées pourraient enseigner en langue kurde.

ue-hc/chb

AFP /AA1234/212344

MAR 96

Turquie-Kurdes 2e lead

Mesut Yilmaz annonce des changements majeurs dans la politique kurde

IGDIR (Turquie), 21 mars (AFP) - Le Premier ministre turc Mesut Yilmaz s'est engagé jeudi à adopter "une nouvelle approche, plus humaine" du problème kurde, incluant notamment une levée de l'interdiction de l'enseignement de la langue kurde.

Une solution du problème kurde "requiert une nouvelle approche, plus humaine, plus réaliste et plus courageuse", a-t-il dit à un petit groupe de journalistes, à Igdirdir, dans l'est de la Turquie, non loin de la frontière arménienne.

"Ce que nous devons abolir, c'est l'interdiction des autres langues... L'éducation dans la langue kurde ne devrait pas être interdite", a ajouté le nouveau Premier ministre turc.

"Toutefois, l'Etat n'est pas tenu de fournir ce service à ces citoyens", a-t-il précisé, laissant ainsi entendre que les écoles privées seraient autorisées à le faire.

L'éducation en langue kurde est, avec les émissions de télévision en kurde, l'une des principales revendications des Kurdes modérés. Mais elle avait toujours été refusée par l'Etat turc, qui l'assimilait aux exigences des séparatistes du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), en rébellion armée depuis 1984 pour la création d'un état kurde dans le sud-est de la Turquie.

ue/chb

AFP /AA1234/212352

MAR 96

LE MONDE / JEUDI 21 MARS 1996

L'Irak semble résigné à accepter la formule « pétrole contre nourriture »

NEW YORK

de notre correspondant

Les discussions entre l'ONU et l'Irak sur la résolution 986, portant sur la formule dite « pétrole contre nourriture », devraient reprendre le 8 avril. Les précédentes se sont achevées, lundi 18 mars, sur une note optimiste. Le négociateur irakien, Abdel Amir El Anbari, a quitté New York avec « l'intention » d'y revenir pour y signer un accord. « Les sanctions économiques contre l'Irak ne seront pas levées dans un avenir proche, a-t-il dit lors d'un entretien accordé au Monde. Donc, l'acceptation de cette résolution est notre seul moyen de vendre du pétrole ».

Adoptée le 14 avril 1995 par le Conseil de sécurité, la résolution 986 autorise l'Irak à exporter du pétrole pour un montant de 2 milliards de dollars par semestre, soit environ 750 000 barils/jour, pour acheter des produits alimentaires et pharmaceutiques. Le texte précise que l'exportation du pétrole,

l'utilisation des revenus et la distribution des vivres doivent être placées sous surveillance de l'ONU.

« OPTIMISME GÉNÉRAL »

Selon M. El Anbari, le seul point de désaccord concerne la manière dont les vivres seront distribués aux Kurdes. La résolution prévoit une dépense de 130 à 150 millions de dollars pour les trois provinces kurdes, au nord du pays.

L'ONU exige que les vivres y soient distribués par les observateurs internationaux alors que Bagdad demande que le gouvernorat kurde soit « traité comme le reste du pays ». « C'est une question de souveraineté », a expliqué M. El Anbari. La formule est présentée à l'opinion publique comme « pétrole contre nourriture », mais si les provinces kurdes sont traitées différemment, la formule devient alors « pétrole contre partition de l'Irak ».

Et d'indiquer qu'en distribuant gratuitement des vivres - « car

l'ONU ne peut pas vendre la nourriture » - aux Kurdes, la communauté internationale risque de créer un marché noir. M. El Anbari pense toutefois que les négociations ne buteront pas sur ce point.

Selon un diplomate proche des négociateurs, « l'optimisme général » pourrait s'expliquer par la « bonne ambiance » qui règne entre Bagdad et l'une des factions kurdes. « Cela facilite le règlement du désaccord avec l'ONU, permettant en même temps à Bagdad d'avoir un pied au Kurdistan ».

OUVRIR LE ROBINET

Selon des sources de l'opposition irakienne, lors d'un voyage en Turquie, au début de mars, le ministre irakien du pétrole, le général Amer Rachid, serait passé par le Kurdistan « avec la bénédiction » de Massoud Barzani, chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK).

Cette source confirme aussi la rencontre entre Qusay Hussein,

fils cadet de Saddam Hussein, et Nouchirvan Barzani, neveu du dirigeant kurde, rencontre que le département d'Etat américain aurait vivement critiquée dans une lettre adressée à M. Barzani.

Le déplacement du général Rachid aurait aussi permis de résoudre le problème de l'acheminement du pétrole, le Conseil de sécurité exigeant, contre l'avis de Bagdad, l'acheminement, via la Turquie, de « la partie la plus importante » du pétrole.

L'Irak espère pouvoir, « assez rapidement », augmenter la quantité de pétrole vendue chaque semestre. La résolution 986 permet en effet une certaine flexibilité. « Bagdad a finalement compris que le seul moyen de se réimplanter sur le marché pétrolier passe par cette résolution, explique un diplomate occidental. Une fois le robinet ouvert, personne ne pourra le refermer ».

Afsané Bassir Pour

Parliament debates torture for first time

During 1987-1994 period, 10,708 persons put on trial on torture charges. In 1994 alone, 224 cases ended in convictions

TDN Parliament Bureau

ANKARA- Former Justice Minister Firuz Çilingiroğlu has become the first member of the government to publicly admit in Parliament that torture is being practiced in Turkey. Addressing the general assembly, at the end of February, he attacked "certain officials — thankfully not too many — who do not know their place and who lack compassion, resorting to maltreatment and torture in their zeal, thinking they are doing a duty." "The torturers are not aware of the evil they are doing in the eyes of God. Neither are they aware of the harm they are causing the Turkish Republic, the state and the nation, of the shadow they cast on our prestige. They are not aware they are triggering the condemnations and attacks of international organizations," the minister thundered.

Çilingiroğlu recalled that Amnesty International's 1991 report included serious allegations of torture against Turkey and that the Dec. 31, 1992 report of the Helsinki Watch referred to obnoxious torture methods in Turkey. He noted that local and international human rights organizations have been speaking for quite some time of serious, wide-scale and systematic torture at police centers. The European Committee for Prevention of Torture said, after the committee's 1991 and 1992 visits to the country, that maltreatment and torture while in police custody were widespread in Turkey and that these practices were not limited to people detained on criminal charges. People detained under the Anti-Terrorism Law have also been subjected to such practices, he added.

Çilingiroğlu also referred to a U.S. State Department report which said that such practices have continued despite the fact that torture was banned by the Turkish Constitution and the Turkish Government pledged to put an end to torture.

When asked if torture is being practiced in Turkey, Çilingiroğlu said even the Declaration of Rights issued on Nov. 3, 1839 during the Ottoman period contained a clause banning torture. But allegations have continued even though all Turkish constitutions passed since then have banned that practice. Referring to the interrogation of a group of extreme rightists in 1944, Çilingiroğlu said at that time there were accusations that the detainees were kept in small boxes called "tabutluk" (coffin). Following the 1971 military intervention there were allegations that torture was practiced at Ziverbey Mansion in Istanbul. And there has been no end to complaints since 1980.

He said the Court of Appeals had dealt meticulously with allegations of torture, confirming sentences of those punished for applying torture, or overturning sentences which were too lenient on offenders. Çilingiroğlu said that the Court of Appeals has rejected as invalid confessions which defendants said were extorted by force, as well as confessions not backed by substantial, convincing evidence, and has ordered the acquittal of defendants in such cases.

In the unprecedentedly candid statement which drew fire from conservative parties in the legislature, the minister also recounted the case of a person who was tortured because of an imaginary crime. He said that was a hair-raising case where a person was beaten by fists and truncheons as a start and the torture continued night and day for a period of 13 days, and the defendant was forcefully fed a salty porridge to make him suffer from thirst, all with the aim of making him



Former justice minister Firuz Çilingiroğlu has admitted widespread abuses but also reported firmer crackdown on offenders.

divulge the place of his non-existing gold coins although there was no evidence indicating he had any gold. The Court of Appeals decision regarding that case was dated April 4, 1993, Çilingiroğlu said.

Legal loopholes

The former justice minister said that the legality of a certain law — which dates from 1913 and which bans prosecutors from automatically investigating torture claims against state officials — was being questioned. Despite that controversial situation, more recent laws passed by Parliament have introduced arrangements by making references to that law.

Çilingiroğlu also criticized the fact that in recent years certain steps have been taken to leave the prosecutors out when drafting certain laws. As examples he cited the Banks Law, the Capital Market Law, and the law which specifies the criminal liabilities of the executives of the state economic enterprises.

The minister noted that most of the torture claims involved police detention. Article Five of the European Human Rights Convention said defendants should be brought immediately before a magistrate. Though the term "immediately" is generally understood to be a maximum four days, in Turkey this period can be extended to eight days in certain cases and to 30 days in the State of Emergency Region — covering southeastern provinces where the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) is waging a separatist war. Furthermore, Article 3 of the Decree with the Power of Law No. 430 which specifies the duties and powers of the officials serving in the State of Emergency Region enables the authorities investigating "the kind of crimes which had caused the declaration of a state of emergency in the region" to order the police — on

THURSDAY, MARCH 21, 1996

Turkish Daily News

the strength of a court decision to this effect - to get inmates from the prison "each time" for a period of 10 days at the longest. Drawing attention to the way this clause has been misinterpreted or abused in some cases, Çilingiroğlu said. "In practice the governor of the State of Emergency Region, making use of the term 'each time', gets a fresh extension at the end of each 10-day period so that the arrested and/or convicted persons can be held in custody virtually for months. We have been examining this issue as the ministry. It has been established that some of these persons have been held in police custody for periods of longer than six months and that the courts have been unable to serve them official papers."

10,708 cases

Çilingiroğlu then gave numbers about the torture claims in the 1987-1994 period. Of the security officials engaging in

maltreatment or torture. 888 court cases were initiated against 1,375 persons in 1987, 936 cases against 1,543 persons in 1988, 880 cases against 1,555 persons in 1989 858 cases against 1,385 persons in 1990, 829 cases against 1,417 persons in 1991, 661 cases against 1,151 persons in 1992, 555 cases against 907 persons in 1993 and 768 cases against 1,375 persons in 1994. Statistics of the year 1995 are not yet ready. In 1993, there were convictions in 252 cases and in 1994, in 224 cases, and these decisions have been finalized.

Çilingiroğlu said that currently, there were 1,907 vacancies for judges and prosecutors. For a nation of 65 million, there are only 6,783 serving judges and prosecutors. This number is 25,000 in Germany. In 1994, courts dealt with 3,579,300 cases of which 2,337,479 were brought to a conclusion.

Human rights activist says torturers still not punished the way they deserve

In general terms, human rights violations are continuing and increasing. Those who commit these crimes cannot be tried; obviously, they are under some form of protection. Very few offenders are brought to justice. The current judiciary system still defends torturers. Human rights violations top the country's agenda and human rights defenders are still being harassed.

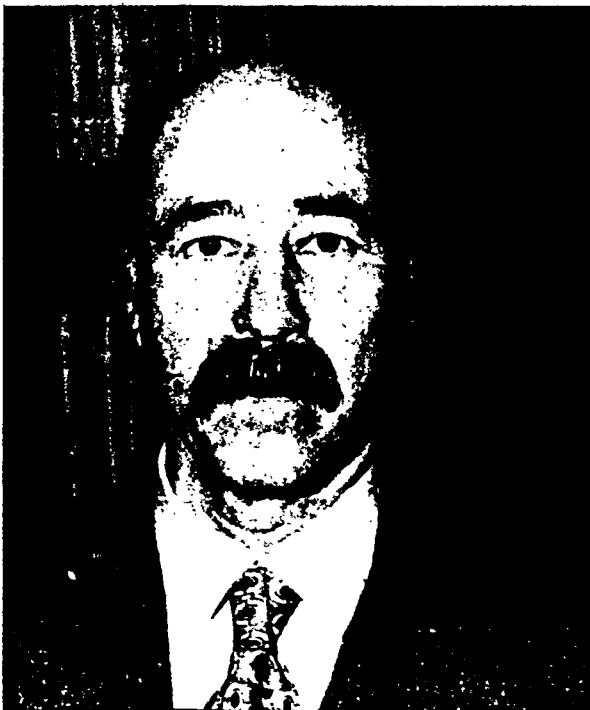
The Human Rights Association (İHD) and the TIHV are under a great deal of pressure. Turkey must be forced to become civilized and democratic. However, Turkey fails to understand discourses and ideologies, except those of its own, and tries to destroy them.

I don't suppose that the new government intends to get rid of the legislation which limits freedom of thought and paves the way for torture. In other words, it (the government) does not seem to be taking any steps toward the destruction of the walls in

front of basic rights and freedoms. The government's program does not contain anything related to democratization and I don't expect to see developments in this area. Some artificial, misleading activities have always taken place in the name of making things better. The CMUK (Turkish Criminal Trial Procedure Law) was introduced but it failed to prevent incidents of torture. Now, we have got the example of Yaşar Kemal. So far, more than 2,500 people have been convicted under Article Eight of the Anti-Terrorism Law. Charges have been brought against 6,000 people because of their thoughts. No more than 120 people have been able to benefit from the recent amendments to the Anti-Terrorism Law.

When all this is taken into consideration, we see that there must be more sound and comprehensive steps taken to make human rights and democracy function in Turkey. We cannot get rid of these problems by means of superficial arrangements.

Turkish Daily News THURSDAY, MARCH 21, 1996



Turkish Human Rights Foundation President Yavuz Önen

İHD table of human rights violations in 1995

The figures include victims of both the Turkish security forces and the militants of the Kurdistan Workers' Party

Unsolved murders and attacks	99 dead 136 wounded
Executions without trial, tortured to death	122
Killed in clashes	3894
Assaults on civilians	230 dead 321 wounded
Reports of those missing in custody	231
Reports of torture	251
Taken into custody	14,473
Detained	2,101
Evacuated villages	243
Violations in the work place	5326 sacked
Bombed targets	184
Banned associations, unions, publishers	100
Raided associations, unions, publishers	173
Employees of press sector taken into custody	461
Confiscated books and other materials	304
Total human rights related prison terms	172 years, 8 months
Total human rights related fines	TL 17.688 billion
Imprisoned thought criminals	121 and fines

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

Irak-élections

Bagdad: pas de sanctions contre les abstentionnistes (PHOTO)

BAGDAD, 20 mars (AFP) - Le ministre irakien de la Justice a appelé mercredi les électeurs à participer massivement aux législatives dimanche mais assuré qu'aucune sanction ne serait prise à l'encontre des abstentionnistes.

Dans une déclaration à l'AFP mercredi, M. Chebib Al-Malki a estimé que ces élections, les premières depuis la crise du Golfe en 1990, "constitueront un test déterminant la popularité du parti Baas", au pouvoir depuis 1968, tout en ajoutant qu'il s'attendait à ce que le Baas remporte "la majorité des sièges".

Il a précisé que 689 candidats au total, dont 160 du parti Baas, allaient se disputer les 220 sièges à pourvoir. Le ministre a précisé que 30 femmes se présentaient aux élections.

Le président Saddam Hussein a décidé par décret de "reporter les élections dans la région autonome du Kurdistan jusqu'au retour à la normale". Ces provinces qui échappent au contrôle du pouvoir central à Bagdad comptent 4 millions d'habitants sur un total de 18 millions d'Irakiens.

L'assemblée sortante, qui comptait 250 députés, a voté une nouvelle loi électorale permettant au président irakien de nommer par décret les 30 représentants des régions kurdes dans la nouvelle Chambre.

Les élections du 24 mars seront les premières depuis 1989, et les quatrièmes depuis le rétablissement de la vie parlementaire en Irak en 1980, après une interruption de 22 ans à la suite de la révolution qui renversa la monarchie en 1958.

fch/at/szb/phb

AFP /AA1234/201557

MAR 96

Turquie-Kurdes

URGENT

Mesut Yilmaz annonce des changements majeurs dans la politique Kurde

IGDIR (Turquie), 21 mars (AFP) - Le Premier ministre turc Mesut Tilmaz s'est engagé jeudi à adopter "une nouvelle approche, plus humaine" du problème kurde, incluant notamment une levée de l'interdiction de l'enseignement de la langue kurde.

ue/chb

AFP /AA1234/212340

MAR 96

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

Turkish Probe March 22, 1996

DOMESTIC

'There is no leader in Turkey' claims Fırat

Former Erzurum MP Abdülmelik Fırat has directed a lot of anger towards Turkey's politicians — including President Süleyman Demirel — since the day he was released from prison, where he had been held on charges of assisting Kurdish separatists.

"There is no leader in Turkey," claims Fırat, referring to his trial and imprisonment and the fact that external pressures are brought to bear to affect the justice system in Turkey. "In such a case a political party leader receives orders from his or her subordinates, how could one call that leader a 'leader'? Süleyman Demirel is a person who held the constitution of the military leaders in his pocket twice."

Fırat believes that politics is no more the job of politicians but of those behind them. He said that his being imprisoned was a part of a campaign against his family and himself, which has been continuing for many years. Charged and imprisoned for housing PKK militants in his house in Erzurum, the former Justice Party and DYP deputy was set free from Istanbul's Bayrampasa prison after a decision of the Erzincan State Security Court two weeks ago to allow him to undergo urgent medical treatment. Although Fırat was charged as result of the statements of a PKK militant who was captured two years ago, a case file could only be opened when his parliamentary immunity was lifted.

Fırat, the grandson of Sheikh Said who led a Kurdish-based revolution in Turkey's Eastern provinces in 1925, said that his family and himself had been forced to live in exile when he was young. He had been arrested many times for political reasons and that he was injected the Hepatitis virus while he was in custody in the year 1980.

Entering parliament in 1957, Fırat said that during each military coup since then he was seen as a potential criminal due to his grandfather. Fırat said he was first prosecuted in Yassiada, along with Adnan Menderes who was executed following the 1960 coup. He added that he was taken into custody and tortured during the 1971 and 1980 military coups. Claiming of Turkey's politicians that "all are dwarfs who do not contain the characteristics of a leader", Fırat added that Demirel is a man of self interest and that he is under the command of the generals who overthrew him. Fırat continued that Kurdish people have been oppressed more after Demirel said "I recognize the Kurdish reality" and that none have the chance to hide their identity after these words of Demirel. He emphasized that massacres are still continuing.

Fırat says that the elected members of parliament are merely civil servants and that their only duty is to raise their hands for proposals prepared by bureaucrats and the National Security Council. Fırat added that the former Justice Party used to hold more individuals who voiced opposition under its roof 31 years ago than the total number of out-



Chains on wrists of Abdülmelik Fırat as he was led to court sparked protests.

spoken deputies in parliament today.

"There are four million people supporting my family," claims Fırat, who says that his grandfather was an Islamic savant with widespread support in Turkey's Eastern provinces and that he respected and was inspired by the late Kurdish leader greatly. Fırat also emphasized that in spite of all the difficulties and tortures his family had suffered for being related to Sheikh Said, the family tradition of fighting for peace and brotherhood has never changed. Fırat added that Sheikh Said had been misunderstood. He said the reason for his grandfather leading the revolt of 1925 was that he felt Islamic culture — the only tie which held Turks and Kurds together — was turned inside out and that these changes would create problems for the two societies in the future. The Kurdish people had played a significant role in the National Struggle, said Fırat, pointing out that Mustafa Kemal had began his wars from the East.

"Mustafa Kemal drew the Kurds to his side by saying to all the Kurdish sheikhs and landlords that the struggle was a cooperative struggle of Turks and Kurds." Fırat added that along with Young Turks who were helping the struggle from Europe at that time, there were also the Young Kurds. Speaking about Islamic community leaders, Fırat claimed that they are cooperating with the Kemalist regime and that a majority of them are businessmen and wealthy and that they work to pacify the people.

"In fact this regime should be cleared, renewed and restructured. Atatürk is seen as a God and even an offer to change his principles is not accepted." He pointed out that renters, robbers, religious-looking communities, fake Marxists and cooperative Kurds are opposing the restructuring process.

Erdinç Ergenç

Turkish Probe March 22, 1996

Whose Festival Is It Anyway?

According to Kurdish mythology, an ironmonger Kawa successfully rose up against the tyrant Dehaq on 21 March 2600 years ago. Kurdish historians also claim that in 612 BC, the Kurdish dominated Med Empire forces demolished the slave-monger Assyrian Empire in Newroz, the beginning of the Kurdish New Year, again 21 March.

Theory and Practice

British historian Eric Hobsbawm asserts that all nations are built usually through the revitalization of long-forgotten old traditions in modern times. When modernization, which meant rapid social change and novel industrial relations, came to threaten traditional societies with atomization and disintegration, the need to set up a new communal order through the reconstruction of a sense of common identity became a necessity. This is the momentum where modernized elites decided to "invent" nations by re-employing old practices which usually have a ritualistic and symbolic character. These practices imply a natural continuation with a suitable past and aim at the installation of certain values and behavioral norms through repetition.

Not any more than ten years ago, when things were relatively calm in the predominantly Kurdish populated provinces of south-east Turkey, the date 21 March was not a big deal for most people of Turkey. But since then, with the beginning of what can be defined as Kurdish identity-building, Newroz celebrations as the turn of Kurdish New Year began both in these Kurdish provinces and in the major cities.

The Kurds of Turkey were discovering their "glorious past", a long-forgotten "golden age". Many books were published detailing Kurdish culture and history in which the legends of Newroz played a significant role. It looked as if everything was working

in line with Hobsbawm's theories, although not at the beginning of the modern times but at a time of transition to what many agreed to call a post-modern age.

With the background of the separatist actions of the Kurdistan Worker's Party (PKK) Newroz celebrations were outlawed and strict military measures were taken to suppress any attempts to celebrate the Kurdish New Year in the beginning but they were gradually relaxed until the bloody events in 1992. On 21 March 1992, in the wake of the Gulf War, large Newroz demonstrations turned into civil uprising in a number of Kurdish towns and cities

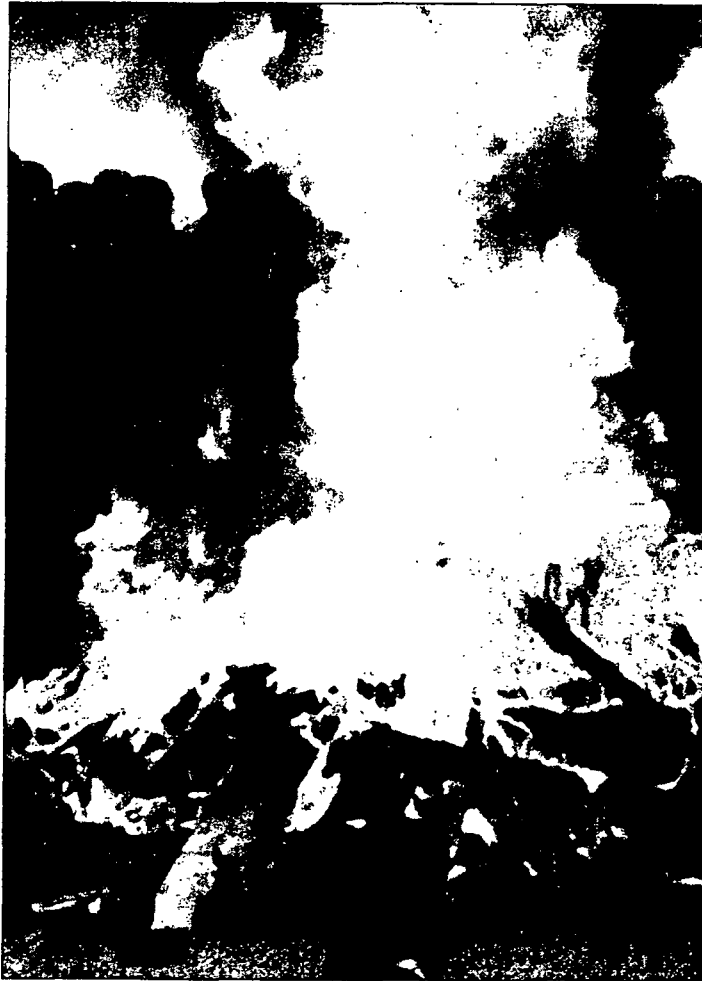
and in the violence that broke out many civilians were killed.

Since that date, a hard-line in the government's approach to the Kurdish problem in general and the Newroz celebrations in particular can be observed. However, this did not come about without its own problems: firstly, the relaxation of some measures such as lifting the ban on Kurdish publications had already been legalized and secondly, in Turkey's serious attempt of integration with Europe, a recourse to the restricting legal procedures looked impossible. Still though, the "iron fist" symbolized in the conviction of the pro-Kurdish Democracy Party (DEP) deputies following their arrest from the Parliament building in March 1994, had begun to be felt strongly. Between 1992 and 1996, the Kurdish New Year could only be cele-

brated by illegal demonstrations on which the police and army clamped down heavily and the Pro Kurdish People's Democracy Party (HADEP) organized rallies were only allowed in meeting halls and not in the open.

Identity Politics with Official Measures

Hobsbawm makes a distinction between reutilizing the real "old" traditions in new situations in



Turkish Probe March 22, 1996

the process of nation-building and the invention of essentially "new" traditions in order to meet with the requirements of the same process. Celebration of "national days" with military parades, invention of imaginary national heroes from a "glorious past" or new national heroes who "liberate" their nations and the sense of respect for the national symbols are among these inventions which, according to Hobsbawm, all take place in the construction of national identity. A careful look in the Kurdish practice since mid-1980s will also identify a similar process of "invention of traditions". But the story does not end here.

Last year, the then prime minister Tansu Çiller suddenly announced that Newroz — which she now called Nevruz — was in fact a Turkish holiday and that the government would organize celebrations in Ankara and the southeast for this "national" day. In the Kurdish provinces, poorly attended official ceremonies were held which emphasized how large and sublime the Turkish nation was. The Turkish government thus suddenly discovered that Nevruz had been celebrated for centuries by our "outer Turk" cousins as the spring holiday and decided to celebrate it with the representatives of "Turkic republics" to signify the "sublime day of the nation".

Ergenekon or Kurdish New Year?

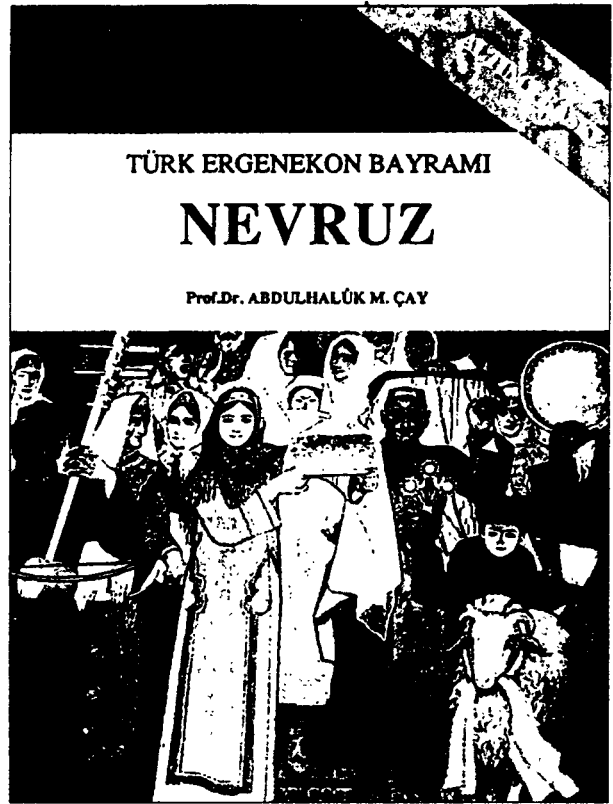
According to Turkish mythology, the Turks' "golden age" in Ergenekon ended with a disastrous drought and it was the she-wolf Asena who led the nation out of this abyss to spread them around the world. The official Turkish view since March 1994 claims that not only was Nevruz in fact an old Turkish tradition but that it was the day that Turks were led out of Ergenekon. A semi-official book titled "Nevruz: Turkish Ergenekon Holiday" and written by Professor Abdülhaluk M. Çay was published in Ankara last year in which it is

"scientifically proved" that this mythologic event happened on 21 March because there cannot be any other reasons for "outer Turks" to celebrate Nevruz on this date.

The fact that Nevruz is also a millennium-old Persian spring holiday and the historical Persian influence over the peoples of Asia are simply ruled out presumably because Turkish nation could not have been possibly influenced by fundamentalist terrorist Iranians! This "scientific research" also claims that Nevruz has always been celebrated throughout history by Anatolian Turks, by Turks in Greece and even by the people of Northern Cyprus.

Today, what has been proposed during the formative years of Republican Turkey as the "Turkish Historical Thesis", which asserts that "Turks are the father of all civilizations because only Turks have the creative power", consequently "other nations cannot create civilizations without being in contact with Turks", and therefore "all the prehistoric civilizations of Anatolia and Mesopotamia are originally Turkish civilizations", is a laughing stock or, at its best, it is accepted as a rather exaggerated necessity of nation-building. This "historical thesis" was also elaborated by professors of history at the time. But what is the point of repeating "historical" mistakes?

The point can, most probably, be found in the official desire to kill two birds with one stone. The first bird is Turkey's interest in the "Turkic republics" since the disintegration of the Soviet Union and the second bird is even more strategically necessary: to change the portrait of 21 March from



the celebration of the Kurdish New Year to the Turkish Ergenekon Holiday which insinuates once again that the Kurds are in fact degenerated Turks. The Kurdish national colors — red, yellow and green — the wearing of which the DEP deputies were charged in 1994, are now declared to be the traditional Turkish colors. But an element of optimism can also be found in these moves: if Nevruz or Newroz is a Turkish holiday then there can be no reason to ban Kurdish celebrations any more. So, a way to recognize some elements of Kurdish identity is opened up in an underhand fashion.

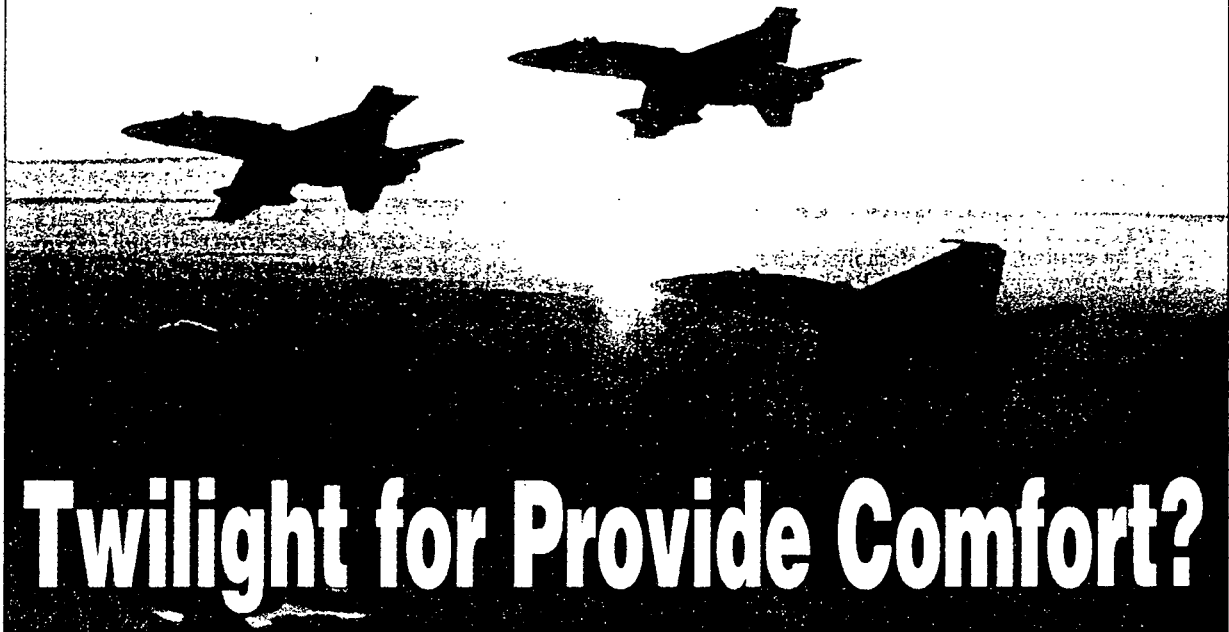
This article will go to print on 21 March and as I am writing, news is flooding in my ears about the preparation of military parades in major cities for the celebration of the Turkish Nevruz, about the Prime Minister Mesut Yılmaz planning to join in celebrations in the new eastern province of Iğdir, all accompanied by the news that İzmir police have banned a Newroz rally organized by HADEP and that Istanbul police have rung alarm bells and all the leaves were frozen for 21 March. All of this is presented by the cheerful mainstream media as an indication of tolerance and mutual dialogue.

Newroz or Nevruz, all hopes rest on the expectation that the government, when planning to celebrate the Turkish Ergenekon Holiday this 21 March, is not at the same time planning to deny and terrorize the celebrations of the Kurdish New Year, for this will only be a tragi-comical adventure which even for Hobsbawm would be difficult to theorize. (The British have never been as clever as to announce St. Patrick's Day as an originally English holiday.) What is not difficult to forecast is that tolerance and denial cannot go hand in hand, and policies of denial cannot possibly end the separatist influences in Turkey, on the contrary they will only serve to strengthen the impossibility of a common future in peace and prosperity.

Zafer F. Yörük

Turkish Probe March 22, 1996

POLITICS



Twilight for Provide Comfort?

Leftist leader names firm conditions for allowing an extended stay for the Western air force protecting Iraq's Kurds

Two tiny specks on the horizon. Suddenly they take a turn and come directly at you. Taking the shape of sleek F-16s with one flying slightly behind as the "wingman" provides cover for the "leader," they pass overhead with a deafening screech. But the roar is music to the ears of the Iraqi Kurds who hardly lift their heads. For, except for the occasional Turkish or Iranian jets reconnoitering or raiding their own rebel Kurds in their camps or hideouts, they are the Western planes patrolling an "air exclusion zone" north of the 36th Parallel — covering part of their "safe haven" in northern Iraq, to deter an attack by the crack Republican Guard divisions of Saddam Hussein. But the Iraqi Kurds may soon start missing the familiar booms and trails of smoke in their skies. Angered by the activities of their cousins from across Turkey, the Turkish Parliament is set to send away the Western warplanes after bearing with them for more than four years.

The planes are attached to an American-British-French unit based at Incirlik, southern Turkey, made up of 80-odd combat and support aircraft. The force includes a helicopter component, made up primarily of Sikorsky "Black Hawk" utility aircraft, based at Diyarbakir further east, nearer to the Turkey-Iraq border.

Since 1991, they have been patrolling northern Iraq under Operation Provide Comfort after a U.S.-led coalition ground force scared Baghdad troops out of northern Iraq where they crushed the Kurds' post-Gulf War uprising. Returning to their safe haven after spending months in misery at camps on Turkish and Iranian borders, the Kurds have since then set up their own regional administration under Western protection. The ground force which included troops from several Western European countries withdrew shortly afterwards, entrusting the security of the Iraqi Kurds to the air force.

As a continuation of its support to the anti-Saddam coalition in the Gulf War and in hope that it would spur its Western partners to compensate the losses the country incurred by supporting them, Turkish governments

persuaded a less enthusiastic Parliament to keep extending the stay of the Provide Comfort planes.

The expected rewards Turkey banked on when lending support to the West in the Gulf War never materialized.

But although suspicious of the growing Kurdish autonomy in an area adjacent to southeastern Turkey housing a large Kurdish community, Turkey yielded to pressures of its Western allies to keep the force in place.

Bearing out Ankara's fears, the Kurdish safe haven in northern Iraq also became one for the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) fighting a separatist war in southeastern Turkey which has claimed over 20,000 lives in official estimates since 1984. Taking advantage of Baghdad's heavily curtailed sovereignty in the north, the PKK, unable to hold out against a Turkish military offensive, has withdrawn its main forces into the Kurdish area in northern Iraq.

While uncomfortable with suspected discreet support to the separatist militants from the West, mainly through

non-governmental relief organizations, the former coalition government of Tansu Çiller's True Path Party (DYP) and social democrat Republican People's Party (CHP) has overruled growing opposition objections to keeping the Provide Comfort force, arguing that its presence was shielding Turkey from prohibitive Western reaction to (sometimes massive) incursions into northern Iraq to trap the PKK militants.

But a series of developments may finally seal the doom of the operation. One is the continuing rift between the two main Iraqi Kurdish parties, Massoud Barzani's Kurdistan Democratic Party (KDP) and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) led by Jalal Talabani. Their feud over territory and tax revenues from an illegal diesel trade between Iraq and Turkey has enabled the PKK to entrench itself more firmly in the area. The PKK, with better-trained and indoctrinated fighters has felt bold enough to challenge the KDP's authority in parts it controlled last year.

Although eventually it sued for peace and signed a cease-fire deal with the KDP in December, about 3,000 PKK guerrillas are reported to have assembled in northern Iraq in recent months, mostly coming back from their sanctuaries in Iran.

The reported PKK concentrations have taken a new

Turkish Probe March 22, 1996

significance in the light of threats from the PKK leadership to break a unilateral cease-fire and escalate its attacks.

Needing a free hand to hit at the PKK in northern Iraq whenever it becomes necessary, the Turkish military has resigned itself to allowing the foreign warplanes to tend to their own mission, provided they do not infringe upon Turkey's interests.

The United States, in turn, agreed to address Turkey's concerns regarding the activities of the force and the two sides started talks earlier this month on a new format for the operation. Gen. Çevik Bir, the deputy chief of General Staff, and Deputy Foreign Ministry Undersecretary Ali Tuynan conferred with U.S. officials in Washington.

Although the results of the talks were not publicized, it is understood that the effected changes were by and large satisfactory for the Turkish military. These reportedly included a more assertive Turkish role in the command of the operation, and a more concrete definition of the rules of engagement to eliminate the loose wording under which the U.S. pilots frequently attacked Iraqi radar sites and anti-aircraft batteries in the past, causing problems for Turkey's efforts to normalize ties with Baghdad and leading sometimes to "friendly fire" incidents with heavy loss of personnel, including Turks. Despite the changes, the future of the Operation Provide Comfort is by no means assured. In fact, the inconclusive Dec. 24 election which resulted in the formation of a center-right minority coalition between Prime Minister Mesut Yılmaz's Motherland Party (ANAP) and Tansu Çiller's DYP has given Provide Comfort a — presumably unwelcome — central role in the power balances of Turkish politics.

In order to survive opposition attempts to bring it down through no-confidence votes, the minority government depends on the indirect support of the Democratic Left Party (DSP) led by Bülent Ecevit.

Ecevit, implacably opposed to the Provide Comfort as ever, is not likely to let a golden opportunity pass. Expectedly, both Yılmaz and Çiller were knocking on his door on Tuesday for a softer line on his part not to block the passage of a new extension for the Provide Comfort's mandate expiring at the end of the month.

The DSP had already made clear that it would indirectly allow another two-month extension "for the last time."

But on Wednesday, Ecevit upgraded his terms, insisting on guarantees that continued operations of Provide Comfort would not compromise the territorial unity of Iraq.

The DSP leader explained his opposition to the presence of Western planes with his conviction that the ultimate aim of the United States was the establishment of an independent Kurdish state in northern Iraq — which will further whip up separatism among Turkey's own Kurdish population.

"Are we going to commit suicide just to please the United States?" Ecevit asked when addressing his deputies in Parliament.

He said a new arrangement should also ensure the security of the Turkmens in northern Iraq beside the Kurds.

"If these conditions are met, we shall allow the passage of a new mandate for the last time by abstaining in the vote; otherwise, we'll oppose the extension," the leftist leader said. But he did not set a time limit, apparently to allow the government some maneuvering room.

The extension of the provide comfort mandate was scheduled as a priority item for debate in the National Security Council (NSC) which brings together top state, government and military officials. Although the NSC has only advisory powers, it traditionally "tells" the government what to do in security issues. The governments, invariably complying with the directives, have so far managed to sway the opposition. But this time, the government has found itself in a quandary, since it cannot go against the will of Ecevit. Luckily for Yılmaz, the military — known to be opposed to an

Islamist-dominated government despite its professions of impartiality and widely believed to have "actively" supported the formation of the ANAP-DYP coalition — cannot either. So, although Ecevit is eventually expected to the taper most pointed of his conditions, namely the one that calls for a final extension, after likely appeals from Yılmaz, Provide Comfort pilots will seemingly part with some of their own past comfort.

Rağit Gürdilek

Provide Comfort Provides Little Comfort

The Parliamentary decision on whether to extend the mandate of the international military force known as "Provide Comfort" is knocking on the door once again. The parliamentary mandate for the stationing of the Provide Comfort force in Turkey has to be renewed on March 31.

The coalition partners are ready to agree on the extension of both the functions and the location of the force. But their government is a minority administration. Bülent Ecevit's Democratic Socialist Party (DSP) conveniently stayed outside the government, and thus can pressure it in whatever direction it wishes without taking any responsibility.

Ecevit is quoted as having demanded this extension of the force to be the final one. Like Ünal Erkan, former super governor (of the emergency

rule region) and now minister of state, Ecevit firmly believes that this force provides a fertile ground for the growth and protection of PKK separatism under Western auspices. Ecevit was both the leader and the hope of the left before the 1980 military coup; now he is the hope of the right. On the other hand, although vague, there are some positive hints of a change of attitude on the part of Mesut Yılmaz. While in opposition, his Motherland Party (ANAP) was against the Provide Comfort mission and the military force that maintains it. But in office, his mind-set has changed. Both he and Tansu Çiller see the force as beneficial to Turkey's overall interests, but want some changes in order to satisfy the more cautious and "nationalist" members of Parliament. These changes are basically in the direction of assurances that the activities of the Provide Comfort force will not

Turkish Probe March 22, 1996

Focus on Human Rights

Court Tries Students for Demonstrating

The trial of 11 students charged with violating the Meeting and Demonstration Law began in a court in Ankara on Thursday, the Anatolia news agency reported.

The students held a demonstration on Feb. 29 in the observer's gallery of Parliament to protest education fees during which they displayed a banner which read "No to fees!" and shouted slogans such as "Our right to education cannot be eliminated," and "We don't want fees."

The defendants said that they had held the demonstration to voice their complaints and to protest the fees, and they had no other aim. They further noted that they had no regrets. The prosecutor has asked for one-and-a-half to three-year prison terms for the students.

Civil Disobedience and Intellectuals

Ninety-eight of Turkey's intellectuals who chose to use civil disobedience in an effort to expand the boundaries of freedom of thought were tried in the Istanbul State Security Court on March 13.

Signing their names as publishers of the book "Freedom of Expression" earned them charges under Article 8 of the Anti-Terrorism Act. The book consists of articles which have been censored; many of its writers were imprisoned for promoting separatism. İsmail Beşikçi, Fikret Başkaya, Münir Ceylan, Haluk Gerger, former DEP deputies in jail, and Doğu Perinçek are among the writers whose articles appear in the book.

These intellectuals are trying to force the state to abolish the restrictions on free thought by using civil disobedience and forcing the state to either jail all the intellectuals or grant freedom of thought and expression.



CPJ: Turkey Holds Record for Imprisoned Journalists

The Committee to Protect Journalists (CPJ), a U.S.-based press watchdog organization has said in a report that Turkey held more reporters in prison than any other country in 1995. The Anatolia news agency reporting from Washington said that the CPJ had announced that it had sent a letter to Prime Minister Mesut Yılmaz asking for incarcerated journalists to be freed.

In its letter to Yılmaz the CPJ also called for Turkish laws restricting the freedom of the press to be abolished. According to the CPJ report, there are 51 journalists in Turkish prisons today most of whom have been convicted for covering the troubles in the Southeast where security forces are combatting Kurdish separatist terrorism.

IHD: 'Give Peace Another Chance'

The Diyarbakır Human Rights Association (IHD) published a report on the details of incidents in the region since the declaration of the unilateral cease-fire by the Kurdistan Workers' Party (PKK) in December 1995.

The report states that over 150 people, including soldiers, civilians and guerrillas have been killed in the counter-insurgency operations carried out against the PKK during the three-month unilateral cease-fire. According to the report, there has been an obvious decrease in violence in the region during the cease-fire. But the IHD said that there have been 46 people reported as missing in custody during the three-month period, 30 of whom were later found to be dead.

Human Rights Improve in '95 - US Report

In its annual report on human rights, Washington signalled improvement in the overall Turkish human rights situation in 1995, but admitted that problems remained, particularly in terms of torture and freedom of expression.

The number of deaths in detention and "mystery killings" fell considerably in comparison to the same figures for 1994, according to the report prepared by the U.S. State Department. The report said that torture continued to be a major problem, along with repression, stemming from the presence of terrorism in the Southeast, and problems regarding the freedom of expression.

The report cited both the outlawed PKK and the Turkish government as being responsible for village evacuations, as well as some high-profile cases on freedom of speech and the press, including those of Reuter journalist Aliza Marcus, academic Doğu Ergil, writer Yaşar Kemal and Hürriyet journalist Fatih Altaylı.

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

Turquie-Kurdes 3elead

Mesut Yilmaz annonce des changements majeurs dans la politique kurde

IGDIR (Turquie), 22 mars (AFP) - Le Premier ministre turc Mesut Yilmaz s'est engagé jeudi à adopter "une nouvelle approche, plus humaine" du problème kurde, incluant notamment une levée de l'interdiction de l'enseignement de la langue kurde.

Une solution du problème kurde "requiert une nouvelle approche, plus humaine, plus réaliste et plus courageuse", a-t-il dit à un petit groupe de journalistes, à Iğdir, dans l'est de la Turquie, non loin de la frontière arménienne.

"Ce que nous devons accomplir, c'est l'interdiction des autres langues... L'éducation dans la langue kurde ne devrait pas être interdite", a ajouté le nouveau Premier ministre turc.

"Toutefois, l'Etat n'est pas tenu de fournir ce service à ces citoyens", a-t-il précisé, laissant ainsi entendre que les écoles privées seraient autorisées à le faire.

L'éducation en langue kurde est, avec les émissions de télévision en kurde, l'une des principales revendications des Kurdes modérés. Mais elle avait toujours été refusée par l'Etat turc, qui l'assimilait aux exigences des séparatistes du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), en rébellion armée depuis 1984 pour la création d'un état kurde dans le sud-est de la Turquie.

"Après les terribles événements du passé, après la perte de 15.000 vies, je pense que nous sommes d'accord pour estimer que ce problème ne peut être résolu que par des moyens pacifiques et non par des moyens militaires", a souligné M. Yilmaz.

Le Premier ministre faisait allusion aux douze années de conflit armé entre le gouvernement et les séparatistes du PKK, conflit qu'Ankara a cherché jusqu'à présent à résoudre par une campagne militaire coûteuse.

L'option militaire, bien qu'ayant affaibli les forces du PKK, a été critiquée à l'intérieur et à l'extérieur du pays, et a conduit à des violations des droits de l'homme.

Les déclarations de M. Yilmaz marquent une nette rupture avec cette ancienne politique, estiment les observateurs.

Selon le Premier ministre, "le terrorisme du PKK dans le sud-est", est maintenant sous contrôle, ce qui permet de prendre les mesures politiques qu'il préconise.

La nouvelle approche du problème, a encore souligné M. Yilmaz, comporte également des mesures pour stimuler l'économie dans le sud-est, la région la moins développée de la Turquie.

M. Yilmaz, devenu Premier ministre au début du mois de mars après une longue crise politique, avait déjà affirmé son intention de lever par étape l'état d'urgence dans cette région.

"La principale différence entre mon gouvernement et les gouvernements précédents, réside dans la définition du problème", a-t-il ajouté. "Nous ne définissons pas ce problème comme un problème de terrorisme. Il s'agit d'un problème chronique de la Turquie qui s'est aggravé à la suite des échecs successifs des précédents gouvernements."

ue-hc/vg/dm tp

AFP /AA1234/220210 MAR 96

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

L'EXPANSION - 21 mars 1996

 **Istanbul** TURQUIE

Un fauteuil de Premier ministre pour deux

Les 6 millions de Stambouliotes ont eu une double surprise le 6 mars dernier. Non seulement à leur réveil les coupoles de leur chère mosquée Bleue s'étaient habillées d'un lourd manteau cristallin, mais, après soixante-treize jours de crise politique, ils avaient enfin un gouvernement.

En pleine tempête de neige, les deux chefs de la droite turque, Tansu Ciller, 48 ans, à la tête du Parti de la juste voie (DYP), et Mesut Yilmaz, 49 ans, leader du Parti de la mère patrie (Anap), ont enterré la hache de guerre pour faire barrage au Refah, le Parti islamique de la prospérité.

Jusqu'à l'an 2001, date théorique des prochaines élections législatives, le fauteuil de chef du gouvernement sera tournant. Mesut Yilmaz devrait garder son poste de Premier



Faire échec aux islamistes.

ministre jusqu'à la fin de l'année, après quoi Tansu Ciller prendra sa succession. Dans leur majorité, les milieux d'affaires sont soulagés par ce mariage de raison. « Les chantiers ne manquent pas dans ce pays, explique le patron d'une filiale du premier industriel du pays, le groupe Koç : la lutte contre l'inflation - 90 % en 1995 -, la réduction de la dette extérieure - 73 milliards de dollars -, la privatisation des transports, le problème kurde... » Membre de l'Union douanière européenne depuis janvier 1996, la Turquie veut également se montrer bonne élève aux yeux du FMI, avec qui elle devrait bientôt renouer ses relations. Le nouveau gouvernement est aussi très attendu par les jeunes sur le chapitre social, notamment avec la mise en place d'un régime de Sécurité sociale et la démocratisation de l'accès à l'éducation. Mieux vaudrait ne pas les décevoir, sous peine de faire le lit du Refah.

Michel Montaigne

LE PROVENCAL

21 mars 1996

Manif : 500 Kurdes sur le Vieux-Port

Environ 500 personnes d'origine kurde, selon les observateurs officiels, ont manifesté hier soir depuis le haut de La Canebière jusqu'au Vieux-Port. Des enfants en tête du cortège, puis des drapeaux frappés de l'étoile cerclée du Kurdistan, ainsi que des banderoles hurlant au génocide : tout ça pour condamner un massacre de population et réclamer l'indépendance du Kurdistan. Tout autour, des militants distribuaient d'ailleurs le journal "Kurdistan-Rapport" qui fait régulièrement état de violences et autres atteintes aux Droits de l'Homme dans ce pays. Vers 21 heures, les manifestants se sont immobilisés sur le quai du Vieux-Port, face à La Canebière, où ils avaient prévu d'organiser un repas traditionnel, afin de sensibiliser la population marseillaise à leur cause.

OUEST FRANCE - 22 mars 1996

Le peuple du Kurdistan fête le nouvel an : une centaine de Kurdes défilent en ville



Une centaine de Kurdes ont défilé en ville avant de s'arrêter place de la Mairie.

Comme chaque année, le peuple kurde fête traditionnellement le nouvel an. Jeudi, en fin d'après-midi, une centaine d'hommes, femmes et enfants, ont défilé dans les rues du centre avant de se rassembler place de la Mairie. Là, le groupe a dansé sous les drapeaux aux couleurs rouge, jaune et vert. Outre le « Newroz » (le nouvel an), les

Kurdes célèbrent aussi le 11^e anniversaire de la fondation du front de libération nationale du Kurdistan (ERNK). C'est aussi un 21 mars que Mazlum Dogan, le grand leader du peuple kurde, est mort dans la prison de Diyarbakir, en 1982. Hier, la communauté kurde de Rennes a tenu à fêter tous ces événements.

OUEST FRANCE - 22 mars 1996

Nouvel An kurde, Nouvel An turc... Le pari d'Ankara au Kurdistan

Pour la deuxième année consécutive, le gouvernement turc célèbre le Nouvel An des Kurdes. A seule fin de diviser ce peuple qui représente environ le tiers de la population de la Turquie. En attendant de pouvoir lui donner la prospérité.

ANKARA (correspondance). – Comme Mme Tansu Ciller, l'an dernier, le nouveau Premier ministre turc, Mesut Yilmaz, s'est décidé à fêter lui aussi le Newroz, le Nouvel An kurde. Événement dont la célébration reste interdite aux Kurdes.

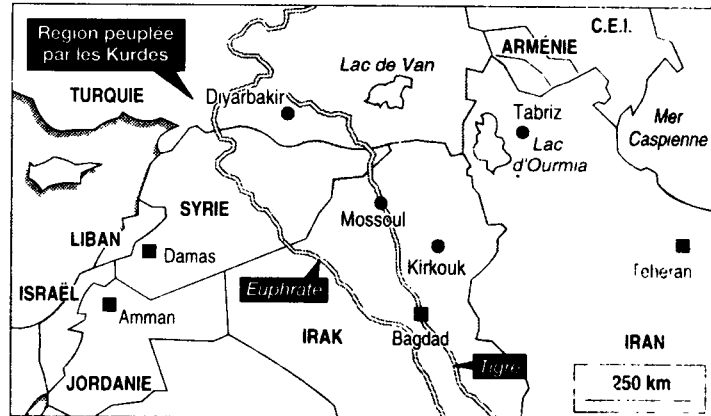
Il a donc organisé hier ses propres cérémonies en y invitant la presse et les observateurs internationaux : méchouis géants, danses et sauts par-dessus le feu. Mais, ce Newroz-là rappelait l'arrivée des Turcs en Asie mineure, au XIII^e siècle !

L'interminable guerre

Pourquoi tant d'acharnement dans cette négation de l'histoire kurde ? Parce que le Newroz, c'est aussi l'anniversaire du premier soulèvement kurde en 1984. Cette année-là, il y avait eu 62 morts. Depuis, cette guerre civile inavouée en a fait au moins 16 000 de part et d'autre et a chassé de chez eux un million et demi de réfugiés. Un conflit dont on ne voit pas la fin, Ankara refusant tout dialogue avec les « terroristes » du PKK (Parti ouvrier kurde, clandestin).

Mesut Yilmaz, qui se situe aux antipodes de la dame de fer locale, Tansu Ciller, fervente partisane de la solution militaire, vient de déclarer, au risque d'être désavoué, que « La solution des armes n'était pas une solution » et qu'« Il fallait trouver un compromis dans les respects des frontières turques et des droits de l'homme. » Il s'est engagé à adopter « une nouvelle approche, plus humaine » du problème kurde, incluant notamment une levée de l'interdiction de l'enseignement de la langue kurde. Il n'empêche que, dans l'immédiat, il ne voit pas d'autre solution que la guerre.

Plus tard peut-être, lorsque les trois énormes barrages sur l'Euphrate, en plein Kurdistan, auront été achevés, pourra-t-il tenir un autre langage. Ces ouvrages doivent en effet permettre d'irriguer et de fertiliser des dizaines de milliers d'hectares et donc de créer au Kurdistan prospérité et



emploi. Ce qui coupera l'herbe sous le pied aux recruteurs du PKK.

Dans le même temps, la prise de contrôle par la Turquie de l'eau d'un fleuve qui arrose ensuite la Syrie et l'Irak devrait obliger ses voisins à surveiller leurs Kurdes et à mettre hors d'état de nuire les rebelles du PKK qui y trouvent refuge.

Le pari est risqué mais audacieux : récemment, les États arabes, unis pour une fois, ont exigé que la Turquie cesse de moduler pour son compte propre

le débit de l'Euphrate. Ils ont notamment exigé l'arrêt de la construction du troisième barrage, encore plus grand que les deux précédents. Mais, comme l'ouvrage est réalisé avec des fonds européens, il est peu probable que leurs voix soient entendues.

« Le barrage, l'eau, c'est bien, explique Idir, un Kurde d'une vingtaine d'années. Mais ce que l'on veut, c'est parler le kurde, l'écouter à la radio, le lire dans les journaux. Et ce n'est pas l'eau qui nous le donnera. »

Angélique KOUROUNIS

La colère des Kurdes d'Allemagne



Malgré l'interdiction des autorités, quelque milliers de Kurdes ont manifesté mercredi soir, veille du Newroz, dans plusieurs villes d'Allemagne pour dénoncer, comme ici à Hambourg, la répression dont ils sont l'objet en Turquie et la collusion existant, selon eux, entre le gouvernement de Bonn et Ankara. La police a procédé à 700 interpellations. Après les graves incidents de la semaine dernière, le gouvernement Kohl a décidé de déposer des amendements rendant obligatoire l'expulsion des étrangers coupables d'avoir troublé l'ordre public.

Another Iraqi General Defects

Jordan Grants Asylum to Ex-Army Chief of Staff

Reuters

AMMAN, Jordan — Jordan said Thursday that it had granted asylum to a former chief of staff of the Iraqi Army who has defected to the opposition seeking to overthrow President Saddam Hussein of Iraq.

Information Minister Marwan Muasher said the former chief of staff, Lieutenant General Nazar Khazraji, had asked to live in Amman.

"He asked to come here, and his request was accepted," Mr. Muasher said.

Opposition sources in Jordan said that General Khazraji had escaped through the autonomous Kurdish area of northern Iraq on Tuesday and was en route to Jordan.

General Khazraji, who is in his mid-50s, was not active in the Iraqi Army at the time of his defection. Iraqi sources said he had been pushed out in 1990, and diplomats said he had not had a role for several years. Still, his defection is an embarrassment for Mr. Saddam.

General Khazraji's defection was announced by the opposition Iraqi National Congress in London. He was to have been the star attraction at the opening in Amman of an office of a newly formed opposition group, Iraqi National Accord.

Iraqi opposition sources in Amman, however, disputed Iraqi National Accord's description of General Khazraji as army chief of staff during the 1990-91 occupation of Kuwait, saying he was removed in August 1990 after being ignored in preparations for the invasion of Kuwait.

The opening of the Iraqi National Accord office in Amman has yet to be announced, a senior diplomat said. The group officially comes under the umbrella of the Iraqi National Congress, but the Iraqi opposition is riddled with rivalries that have harmed its effectiveness. One source in the Iraqi National Congress said it was unclear what organization General Khazraji would work with.

There were different versions as to whether he was from the Sunni Muslim minority like Mr. Saddam or a rare senior officer from the majority Shiite Muslims.

General Khazraji's defection followed the killing last month of two of Mr. Saddam's sons-in-law, Lieutenant General Hussein Kamel Majid and his brother Colonel Saddam Kamel Hassan, when they returned to Baghdad six months after fleeing to Jordan and calling for the overthrow of the Iraqi government. The two were shunned by Iraqi opposition groups in exile because of their previous close links to Mr. Saddam.

Turquie Les Kurdes menacent

Le chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), Abdullah Ocalan, menace de « frapper très fort » les zones touristiques turques, appelant les étrangers à ne pas se rendre en Turquie « qui finance sa sale guerre contre les Kurdes par le tourisme ».

L'HUMANITE - 22 mars 1996

Informations

Allemagne : quatre cents Kurdes arrêtés

La police allemande a arrêté quelque quatre cents Kurdes à travers le pays au cours d'une série d'opérations contre le Parti kurde des travailleurs (PKK). Officiellement, les autorités veulent éviter des actes de violence à l'occasion du nouvel an kurde après les incidents du week-end dernier à Dortmund qui ont fait trois cents blessés. La police a interdit toutes les manifestations kurdes en plein air à l'occasion du « nevruz ». Les arrestations ont eu lieu à Cologne, à Francfort et à Hambourg. D'autre part, une salle de réunion turque à Brême, dans le Nord, a été attaquée à la bombe incendiaire mercredi en début de matinée.

L'ALSACE - 21 mars 1996

Strasbourg : 200 Kurdes dans les rues

Quelque 200 Kurdes ont défilé mercredi soir dans le centre de Strasbourg à la veille du Nouvel An kurde, le Newroz, pour dénoncer la répression contre leur peuple en Turquie. Les manifestants brandissaient des torches et des banderoles sur lesquels ils avaient inscrit des slogans hostiles au gouvernement turc tels que : « Haute à la sale guerre de l'Etat turc au Kurdistan. Le défilé, qui s'est déroulé dans le calme, était précédé de femmes et d'enfants en costume traditionnel qui chantaient et dansaient.

Nordic Helsinki Committees urge PKK ceasefire

By Zafer F. Yörük
Turkish Daily News

ISTANBUL- Human rights campaigners the Nordic Helsinki Committees have recently addressed a letter to "the leadership of the PKK [Kurdistan Workers Party]", urging it to continue its ceasefire.

The letter, signed by Danish Helsinki Committee Chair Professor Erik Siesby, states that the Nordic committee, a branch of the international Helsinki Commission human rights watchdog agency intends to send a delegation to Ankara April 20-25 to prepare a political initiative for promoting peace in southeastern Turkey.

"According to the Turkish Press", the letter reads, "[the] PKK has declared its unilateral ceasefire to end on March 21st. If that be true, the Nordic Peace Initiative may be in vain". Professor Siesby, elaborating on the nature of their political initiative for the TDN, said "We are not claiming by sending this delegation to Turkey that we are the ultimate missionaries of peace.

We have no ready-made solutions to the Kurdish question. All we hope to achieve is, as a first step towards peace, to investigate the possibilities for a solution to the Kurdish question by listening to various sides." Siesby, who has spent considerable time in Turkey since 1984 says the delegation will speak to both government

representatives and non-government organizations to negotiate possibilities. He says he wants Turkey's international image not to suffer further damage due to the conflict in the southeast.

Turkish indifference to the ceasefire

"I understand the Turkish government's point in not responding the PKK's unilateral ceasefire by saying that they are not willing to negotiate with a terrorist organization," Siesby said. "But I think there is no reason for the government to continue evacuating villages in the region."

Mentioning former Prime Minister Tansu Çiller's promise that the displaced villagers will be assisted and encouraged to return to their villages, Siesby suggested that "it is about time for the new government to hold this promise which will be a good response to the PKK's call for ceasefire.

"It is unacceptable that Turkey uses her army to solve a social and cultural problem. An army is trained to kill, and that is not the way in which

social and cultural problems should be handled. To leave the solution to the military does not make sense, and it could only harm Turkey's image. "The army has been used in evacuating over 3,000 villages, and making 2- 3 million people homeless. This creates more problems rather than solving anything. I feel sorry for the glorious Turkish army, that they are used this way against their own people."

Siesby also called on "all peace-loving states" to act as mediators between the Turkish government and Kurdish representatives. "Nordic countries — Denmark, Norway, Sweden and Finland — are some of these peace-loving countries", he declared.

"Although we have no direct interest in Turkey, we feel very sorry about the situation there. This war is damaging Turkey's image in the West, and Turkey cannot economically [afford] anymore to hold on to this war in her borders.

Turkey in multicultural Europe

"Turkey is a multicultural society," he continued, "and it is about time to realize that if Turkey is to integrate with Europe it must solve this situation. Countries who want to be part of Europe should accept multi-culturalism."

Siesby said the founding philosophy of the Turkish republic, Kemal Atatürk's secularist ideology is suitable for multiculturalism, but says if it blocks progress towards recognizing different identities a pragmatic rather than a dogmatic approach should be adopted. "Kemal Atatürk's ideology was great for Turkey in his time", he remarked, "but the world now is completely different."

Siesby thinks being European means respecting different cultures and identities, and the European Union is a multicultural union in which Turkey can also have a place.

"Being European does not mean being Christian", he says, "we Scandinavians, for instance, are very tolerant of other religions. Like the Turks, we are not a very religious people. I know that very few Turks pray five times a day."

When asked about the recent violent PKK-led demonstrations in Germany, Siesby said such incidents should not affect Denmark's attitude towards its Kurds: "We have quite a few Turkish guest workers, half of which are of Kurdish origin, and we have no problems with this immigrant community.

They integrate excellently in Danish society, by contributing new colors to us."

Siesby does not expect the Danish government to ban the meetings of the "Kurdish Parliament in Exile". "Because", he says, "Denmark is a democratic country, where we have freedom of expression and we are willing to listen to all parties in this dispute."

He finds it impossible to understand the Turkish government's calls to ban Kurds' freedom of expression in Denmark. "I have been to the meet-

ings of the Kurdish Parliament in Exile, and I find their policies completely peaceful. They do not want independence or separation from Turkey. All they ask is a peace on the basis of recognition of Kurdish identity and respect for Kurdish culture in Turkey."

"In fact," Siesby adds, "the Turkish attempt to put pressure on the Danish government to prevent Kurds from expressing their opinion gave Turkey a very bad image in Denmark."

Iraq and United Nations risk new standoff in long-running dispute

Food: Washington would only accept an oil-for-food deal with Baghdad if the UN controlled the humanitarian supplies going to Iraq

Compiled by TDN Staff From Wire Dispatches

ANKARA- As Turkey waits expectantly for a UN-Iraq oil-for-food deal that would reactivate the Turco-Iraqi oil pipeline, new problems have surfaced on the deal.

U.S. Ambassador to the U.N. Madeleine Albright signalled on Wednesday that Washington would only accept an oil-for-food deal with Baghdad if the United Nations controlled the humanitarian supplies going to Iraq.

She also told a news conference that even if that problem were overcome in talks in New York, which are due to resume next month, other problems could surface to block an accord. "The hangup at the moment is that there is a question about the distribution part, the amount of freedom that (Iraqi President) Saddam Hussein would have," she said.

All members of the U.N. Security Council had "re-registered our demands that the U.N. needs to be the distributing agency" for food and medicines that would be bought with the proceeds of limited oil sales, Albright added.

In the talks, the U.N. and Iraq are haggling over a Security Council resolution that would permit Baghdad — under international embargo since its invasion of Kuwait in 1990 — to sell \$2 billion in oil over six months to raise funds. The resolution says that the major part of the oil should be transported via the pipeline which carries oil from Iraq's Kirkuk oilfields to Turkey's Ceyhan port in the Mediterranean. Iraqi Oil Minister Muhammed Amir Rasheed visited Turkey earlier this month to sign a memorandum to "prepare the pipeline."

In an exclusive interview with the Turkish Daily News, he said that the food distribution system was not a problem because the U.N. had seen that the Iraqi system of "issuing food rations" was fair and equal.

U.N. and nongovernmental aid groups say tens of thousands of Iraqis, especially women and children, are suffering mounting hardships with many dying because of a shortage of food and medicines.

Albright, U.S. ambassador to the U.N. in New York, said the members of the Security Council "evidently care more about the people of Iraq than

Saddam Hussein does" and wanted to make the purchase of humanitarian supplies possible.

"But there are certain requirements, and one of them has to do with the distribution of the food in the north (of Iraq) to the Kurds, a group of people who are not much beloved by Saddam Hussein....

"This is the way we have to make sure that the right people are in fact the beneficiaries of this oil sale."

On Wednesday, U.N. Secretary-General Boutros Boutros-Ghali told reporters in Geneva that although "many problems" remained to be solved in the talks, he was optimistic that they would eventually succeed.

New program: UN arms inspector Rolf Ekeus said Iraq might be hiding a missile program

He said he was ready to take part in the third round due to open in New York on April 8 but did not know if Iraq's Deputy Prime Minister Tariq Aziz — Saddam's top negotiator — would take part.

Boutros-Ghali said the talks were "a long and difficult process" but problems had to be overcome because the people of Iraq were suffering.

Amid difficulties relating to the food distribution, still another problem emerged when U.N. arms inspector Rolf Ekeus said Iraq might be hiding a missile program.

"We have very serious concerns about remnants of a missile program in Iraq because if they have that they can deliver biological and chemical agents," he told a Senate hearing. Asked if he was not confident Iraq no longer had chemical and biological warheads, Ekeus replied: "Precisely so." He also told the Permanent Senate Investigations Subcommittee he believed Iraq has at least six enhanced SCUD missiles and may have 15 or 16.

He said the fact that Baghdad had given up \$75 billion worth of oil revenue for five years rather than disclose its full weapons program in order to end U.N. sanctions on oil and other goods showed the

importance of the arms program to Iraq. "I think that they put enormous value on the option of keeping or acquiring nuclear, biological (and) chemical weapons and the capability to deliver them," he testified.

He also told the senators Iraq had 25 biological warheads and 50 chemical warheads at missile sites during the 1991 Gulf War, although he did not know if they were on missiles ready to be launched against U.S.-led allied forces.

Ekeus, head of the U.N. Special Commission (UNSCOM) in charge of ridding Iraq of its weapons of mass destruction, told the U.N. Security Council on Monday that Iraq had blocked his inspectors five times in the past two weeks from searching for missile components and related documents.

He testified at a Senate hearing on the danger of more nations acquiring nuclear, chemical and biological weapons. U.S. CIA Director John Deutch told the senators that diversion of nuclear weapons fuel from former Soviet republics was a threat and that Iran and other countries had tried to obtain some

of it. But he said no country or terror group was known to have obtained any.

"The general picture this should convey is how lucky we are and what a danger this is," Deutch said. He said Iraq and North Korea had made enormous efforts to develop their own fuel for nuclear weapons and said some countries had explored the possibility of simply buying nuclear weapons or materials. "Prominent examples include Iran and Iraq, to a lesser extent North Korea and Libya," he said.

Asked by Sen. Sam Nunn, a Georgia Democrat, if Syria was on that list, Deutch replied, "They are not on the list I have mentioned to you this morning, no sir." "What list are they on?" Nunn asked. Deutch said he could make no further comment in public.

In his prepared opening statement, Deutch said Syria's nuclear research program appeared to be aimed at peaceful uses so far. "At present, we have no evidence that Syria has attempted to acquire fissile material," he said.

German police on red alert for Kurd rallies

Defiance: ERNK warns they will hold Newroz demonstrations despite bans

Turkish Daily News

ANKARA- After the weekend of violent riots in Germany by militants and supporters of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), many German cities have banned the demonstrations of Newroz, which Kurds call the beginning of their new year, scheduled to be held during the week.

More than 300 people were hurt in pitched battles in Dortmund on Saturday as police tried to stop thousands of Kurds from attending a banned protest marking Newroz.

German officials vehemently denounced PKK militants for the political violence at the weekend and vowed to change the law to allow deportations of foreigners for serious breaches of the peace.

Police have been on red alert after German security officials said the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) had given orders to exploit the new year demonstrations.

On Wednesday in Brussels, Doğan Cudi, representative of the ERNK, the political wing of the PKK, held a press conference at the International Press Center.

Cudi called prohibiting Kurdish-origin people in Germany from celebrating Newroz a provocation, and added that they were as ready for war as there were for peace in 1996. Cudi warned that the demonstrations would be held despite the German ban. German police prepared on Thursday to block demonstrations marking Newroz that officials fear could turn into violent protests by the PKK.

Following the example of several other towns across the country this week, the cities of Mainz, Freiburg and Reutlingen

Turkish Daily News FRIDAY, MARCH 22, 1996

banned the planned Kurdish rallies and urged people to stay away.

A German newspaper said the special measures by the German police to stop demonstrations from taking place cost at least DM 15 million per day.

A German diplomatic source said the protocol which said that the people involved with the PKK should be extradited to Turkey, signed last year between the Turkish and German interior ministries had not been effective because of some difficulties stemming from the fact that the states are responsible for its application, not federal officials.

The source said some states feared that people who were extradited to Turkey would be subjected to torture although the Germany Embassy in Ankara knew that this had not happened.

The same official pointed out that the German government was deporting Turkish citizens who participated in outlawed demonstrations in Germany, including PKK militants and supporters.

State Minister Ünal Erkan, in Germany to participate in the Undeveloped Cities Development Conference in Berlin, met with Housing Minister Klaus Topfer in Berlin, and expressed Turkey's satisfaction with Germany's determined stand against the PKK.

Turkish Daily News FRIDAY, MARCH 22, 1996

Newroz celebrated nationwide in peace

Spring holiday: Newroz becomes international with the participation of guests from Turkic republics, deputy prime minister says

Turkish Daily News

ANKARA- Newroz, the beginning of spring, has been celebrated by Turkic peoples for centuries as a time of rebirth, peace and fertility. This year's celebrations encompassed all of Turkey and were joined by representatives of the Turkic republics of Central Asia.

Nahit Mentese, state minister and deputy prime minister, issued a message on occasion, the Anatolia news agency reported. Mentese said that it was meaningless to talk about ethnic and cultural differences at Newroz, and added that it would be inhuman to try to subvert the festival for different purposes. Mentese noted with pleasure that Newroz, a day of peace and love, had become an international celebration with the participation of guests from Turkic republics.

Ahmet Kayhan, acting governor of emergency rule region, said that Newroz consolidated the peace and security of the eastern and southeastern part of the country. He added that illegal activities in the region would not be tolerated. Kayhan further noted that although the festival had been celebrated in a traditional way in Anatolia and Central Asia for many years, some groups had tried to portray Newroz as a festival only belonging to one ethnic group. He said that the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) had shed blood at Newroz in previous years.

Abdurgafur Abdurahmanov, Uzbek ambassador to Ankara, said it was very pleasing for the Turkish world that Turkey was marking Newroz. The ambassador wished peace, unity and integrity for Turkey.

Alparslan Türkeş, chairman of the Nationalist Movement Party (MHP), noted that Newroz was a festival which had been celebrated by the Turkish nation for centuries. He commented that language, religion and such traditions were what helped nations survive.

Meanwhile, the First International Newroz Running Race was held in Ankara on Thursday in front of the Presidential Palace. A total of 715 sportsmen, including athletes from Turkic republics, participated in the race.

A Newroz fire was lit in Ankara's Kızılay district with the participation of ministers of culture and folk dance teams from Central Asia. The celebration was organized by the Ministry of Culture and Turkish Cooperation and Development Agency (TIKA).

The pro-Kurdish People's Democracy Party (HADEP) held a celebration meeting at the Selim Sırrı Tarcan Sport Hall in Ankara. During the meeting some people chanted separatist slogans but were rapidly warned not to by the celebration committee. Some 5,000 people, including Sedat Yurttaş, Ahmet Türk and Sırrı Sakık, former deputies of now-defunct Democracy Party (DEP), participated in the celebration meeting. Newroz celebrations were held in the southeastern part of the country.

One group, who lit a fire in Diyarbakır's Bağlar district and began to chant pro-PKK slogans, was dispersed by security forces. In other parts of the region, celebrations were held in peace and security.

In the Greek city of Salonica, separatists and Greek Cypriot students staged a demonstration against Turkey on the pretext of Newroz.

Newroz celebrations in Istanbul

In Istanbul the most note worthy Newroz event was a protest by an estimated 5,000 Kurdish men, women and children in the suburb of Zeytinburnu.

The demonstrators first gathered outside the Abdi İpekçi Sports Hall.

The crowd congregated at 10am and soon after began chanting slogans in support of the outlawed Kurdish separatist organization, the Kurdistan Worker's Party (PKK) and its leader, Abdullah "Apo" Öcalan.

Numbers of women and children performed traditional Kurdish dances, wearing yellow, red and green bands on their heads.

The People's Democracy Party (HADEP) had proposed to the Istanbul governor that peaceful Newroz celebrations be held inside the Abdi İpekçi Sport Hall but this had been rejected, officials favoring non-political recognition of Newroz. HADEP Istanbul regional chairman Kemal Parlak

called the crowd to go to nearby Zeytinburnu Stadium and to celebrate Newroz in a peaceful manner. After the traditional dances and inevitable slogan chanting, the crowd dispersed peacefully.

Strong police surveillance marked the celebrations but even the pro-PKK slogans did not provoke an intervention. Newroz was also celebrated in Istanbul by students at the Marmara University's Göztepe campus and by inhabi-



President Süleyman Demirel starts the Newroz Running Race in front of the Presidential Palace in Ankara.

tants of the Sarıgazi quarter in Ümraniye.

Celebrations at Marmara University started at noon with students assembled in the University garden. They jumped over fires, danced and chanted Kurdish slogans.

Residents of the Sarıgazi quarter started their celebrations at about 1:30pm. Attended by

Kurdish citizens, who represent the majority of the quarter's inhabitants, and by high school students in their uniforms the activities, which included traditional dancing and singing, ended without event.

There was a high level of police and gendarmerie presence at the celebrations in Sarıgazi but again there were no disturbances.

23-24 mars 1996

Turquie: une nouvelle approche

Comme il l'avait laissé entendre durant sa campagne, Mesut Yilmaz s'est engagé à adopter "une nouvelle approche, plus humaine" du problème kurde, incluant notamment une levée de l'interdiction de l'enseignement de la langue kurde.

"Ce que nous devons accomplir, c'est la levée de l'interdiction des autres langues... L'éducation dans la langue kurde ne devrait pas être interdite", a ajouté le nouveau Premier ministre turc. "Toutefois, l'Etat n'est pas tenu de fournir ce service à ces citoyens", a-t-il précisé, laissant ainsi entendre que les écoles privées seraient autorisées à le faire.

L'éducation en langue kurde est, avec les émissions de télévision en kurde, l'une des principales revendications des Kurdes modérés. Mais elle avait toujours été refusée par l'Etat turc, qui l'assimilait aux exigences des séparatistes du Parti des Travailleurs du Kurdistan

Tout juste installé dans ses fonctions, le nouveau Premier ministre turc, Mesut Yilmaz fait part de son intention de traiter la question kurde autrement que par la répression armée. Une intention louable qui risque de se heurter à des difficultés de mise

(PKK), en rébellion armée depuis 1984 pour la création d'un état kurde dans le sud-est de la Turquie. On peut toutefois se demander si, ces mesures d'ordre essentiellement culturel suffiront à calmer le leader du PKK, Abdullah Ocalan, qui affirmait récemment vouloir s'attaquer aux intérêts occidentaux en Turquie et aux touristes.

Échec de l'option militaire

Malgré tout, les propositions du Premier ministre marquent une rupture nette avec les politiques menées par les gouvernements précédents.

"Après les terribles événements du passé, après la perte de 15.000 vies, je pense que nous sommes d'accord pour estimer que ce problème ne peut être résolu

que par des moyens pacifiques et non par des moyens militaires", a souligné M. Yilmaz.

Le Premier ministre faisait allusion aux douze années de conflit armé entre le gouvernement et les séparatistes du PKK, conflit qu'Ankara a cherché jusqu'à présent à résoudre par une campagne militaire coûteuse.

L'option militaire, bien qu'ayant affaibli les forces du PKK, a été critiquée à l'intérieur et à l'extérieur du pays, et a conduit à des violations des droits de l'homme.

Les déclarations de M. Yilmaz marquent une nette rupture avec cette ancienne politique, estiment les observateurs.

Selon le Premier ministre, "le terrorisme du PKK dans

le sud-est", est maintenant sous contrôle, ce qui permet de prendre les mesures politiques qu'il préconise.

La nouvelle approche du problème, a encore souligné M. Yilmaz, comporte également des mesures pour stimuler l'économie dans le sud-est, la région la moins développée de la Turquie.

M. Yilmaz, devenu Premier ministre au début du mois de mars après une longue crise politique, avait déjà affirmé son intention de lever par étape l'état d'urgence dans cette région.

"La principale différence entre mon gouvernement et les gouvernements précédents, réside dans la définition du problème", a-t-il ajouté.

"Nous ne définissons pas ce problème comme un problème de terrorisme. Il s'agit d'un problème chronique de la Turquie qui s'est aggravé à la suite des échecs successifs des précédents gouvernements."

V.Y

Les libéraux allemands, partenaires du chancelier Kohl, jouent leur avenir dans trois élections régionales

TROIS ÉLECTIONS régionales ont lieu, dimanche 24 mars, en Allemagne, au Schleswig-Holstein, en Rhénanie-Palatinat et dans le Bade-Wurtemberg. Leur signification politique dépasse largement les frontières de ces Länder et pourrait affecter le gouvernement du chancelier Kohl si le Parti libéral (FDP), le petit partenaire de la coalition à Bonn, ne parvenait pas à franchir la barre des 5 %, nécessaire pour être représenté dans les Diètes régionales comme au Bundestag. Les derniers scrutins avaient été très difficiles pour le FDP, qui devrait cependant échapper, dimanche, à une défaite cuisante, selon les derniers sondages.

La situation politique est différente dans les trois Länder concernés par ces élections. A Kiel, capitale du Schleswig-Holstein, Heidi Simonis - la première femme ministre-président en RFA - dirige

un gouvernement composé de sociaux-démocrates qui défendent leur majorité absolue. M^{me} Simonis avait succédé, au milieu de la législature, à Björn Engholm, fugitif président du SPD, qui avait dû démissionner à la suite d'une série de scandales.

A Mayence, en Rhénanie-Palatinat, ancien fief d'Helmut Kohl, le social-démocrate Kurt Beck est à la tête d'une coalition socialiste-libérale, la dernière de ce type en Allemagne. Enfin, à Stuttgart, capitale du Bade-Wurtemberg, le chrétien-démocrate Erwin Teufel a gouverné pendant quatre ans avec le SPD au sein d'une grande coalition. L'avenir de ces gouvernements dépend aussi du résultat des Verts, dont l'ascension, d'après les sondages, a souffert ces dernières semaines des débats autour des immigrés, et notamment des Kurdes.

Les manifestations de Kurdes qui ont eu lieu dans plusieurs villes d'Allemagne et les incidents avec la police ont au contraire profité à l'extrême droite - en particulier dans le Bade-Wurtemberg, où les Republikaner avaient déjà réalisé des scores très élevés aux dernières élections municipales. Dans ce Land, le chef du Parti social-démocrate, Dieter Spöri, a lui-même fait une campagne très hostile à l'immigration (y compris à celle des Allemands de souche arrivant de Russie) et très critique à l'égard de l'Union économique et monétaire. Une affiche affirmant «*Oui aux emplois, non à l'euro* » a été retirée en extremis, mais M. Spöri estime que la monnaie unique aggraverait les problèmes d'emploi du Bade-Wurtemberg si les principaux pays concurrents - comme l'Italie - ne devaient pas y participer.

La Turquie revendique le « Newrouz » kurde

LE MONDE 23 mars 1996

Cette fête traditionnelle, véhicule d'une culture brimée par Ankara, a longtemps été interdite. Elle est aujourd'hui officielle

ISTANBUL

de notre correspondant

L'équinoxe de printemps ramène chaque année à l'ordre du jour les revendications culturelles des douze millions de Kurdes vivant en Turquie qui ont fait de la fête traditionnelle du *Newrouz* - le « nouveau jour », qui marque le début de l'année - un puissant véhicule pour l'expression de leur identité. Le pouvoir symbolique des danses et des cérémonies qui rassemblent les Kurdes autour de grands feux de joie n'a pas échappé aux autorités turques qui, par le passé, tentaient de supprimer ces réunions ou d'en limiter l'ampleur. Ces efforts avaient causé de violents accrochages entre la population kurde et les forces de sécurité, notamment en 1992 à Cizre lorsque plus de cent manifestants avaient trouvé la mort.

CHANGEMENT DE TACTIQUE

Cette année, l'Etat turc a changé de tactique. Faute de pouvoir étouffer les célébrations du *Newrouz*, il a décidé au contraire de les revendiquer. Désormais, le *Newrouz* - qui, selon la nouvelle doctrine officielle, est une vieille tradition turque marquant l'arrivée des tribus turques d'Asie centrale dans leur patrie légendaire, l'Ergenekon - sera célébré officiellement. L'idée n'est pas entièrement nouvelle. L'an dernier déjà, le gouvernement avait lancé l'idée d'un *Newrouz* turc, mais la soudaineté de cette décision avait pris les organisateurs de court.

Cette année, après un an de préparation, l'Etat turc est prêt à fêter le *Newrouz* en grande pompe. Le premier ministre, Mesut Yilmaz, accompagné de vedettes de la chanson et de groupes folkloriques, se rendra à Iğdir, une petite ville peuplée en majorité par des Turcs azéris, située près de la frontière arménienne, où il allumera le feu traditionnel. Dans la capitale, Ankara, des célébrations seront également organisées. Pour marquer l'occasion, la Loterie nationale prévoit même un tirage spécial.

Des brochures officielles ont été distribuées sous tous azimuts pour

expliquer les origines de cette fête qui est célébrée non seulement par les Kurdes, mais également par les Iraniens et les pays musulmans de l'ancienne Union soviétique. Documents à l'appui, des universitaires turcs ont démontré que, jusqu'à l'avènement de la République, le *Newrouz* était célébré régulièrement par les Turcs.

ÉVITER LES CONFRONTATIONS

Dans la foulée, les trois couleurs symboles des nationalistes kurdes - le rouge, le vert et le jaune, couleurs dont l'usage était considéré comme suspect au point qu'il avait été question de modifier les feux de circulation dans le Sud-Est anatolien - ont également été réhabilités. S'étant penchés sur le passé ottoman et seldjoukide de la Turquie, des chercheurs ont en effet décrit que ces trois teintes étaient autrefois utilisées sur les étendards et les uniformes turcs. Le sceau officiel d'Ankara permettra peut-être - tout le monde l'espère - d'éviter des confrontations entre les forces de l'ordre et les Kurdes qui participeront aux festivités selon leurs propres traditions. Il n'en reste pas moins que la démarche du gouvernement n'a d'autre but que d'assimiler les caractéristiques culturelles kurdes pour les inclure dans l'héritage turc.

Peu impressionné par les méthodes utilisées par les autorités turques pour désamorcer le climat potentiellement explosif du *Newrouz*, Abdullah Ocalan, le dirigeant du PKK, qui avait déclaré un cessez-le-feu unilatéral en décembre, a exigé une réponse rapide du gouvernement turc aux offres écrites de « solution démocratique » qu'il affirme avoir adressées au premier ministre, Mesut Yilmaz. Si sa missive reste sans réponse, le dirigeant kurde, qui avait menacé la semaine dernière de s'attaquer à nouveau aux sites touristiques, a affirmé que « les événements vont s'accélérer avec le *Newrouz* » et que « nous (le PKK) pouvons lancer une guerre plus intense encore qu'auparavant ».

Nicole Pope

L'enseignement en kurde pourrait être autorisé

Le premier ministre turc, Mesut Yilmaz, s'est engagé, jeudi 21 mars, à adopter « une nouvelle approche, plus humaine », du problème kurde, incluant notamment une levée de l'interdiction de l'enseignement de la langue kurde. Une solution du problème kurde « requiert une nouvelle approche, plus humaine, plus réaliste et plus courageuse », a-t-il dit à un petit groupe de journalistes, à Iğdir, dans l'est de la Turquie, non loin de la frontière arménienne. « Ce que nous devons accomplir, c'est l'interdiction des autres langues... L'éducation dans la langue kurde ne devrait pas être interdite », a ajouté le nouveau premier ministre. « Toutefois, l'Etat n'est pas tenu de fournir ce service à ces citoyens », a-t-il précisé, laissant ainsi entendre que les écoles privées seraient autorisées à le faire. L'éducation en langue kurde est, avec les émissions de télévision en kurde, l'une des principales revendications des Kurdes modérés. Mais elle avait toujours été refusée par l'Etat turc. - (AFP)

L'HUMANITE - 23-24 mars 1996

Turquie

Changements en vue sur la question kurde ?

Le nouveau premier ministre turc, Mesut Yilmaz, s'est engagé jeudi à adopter « une nouvelle approche, plus humaine », du problème kurde, incluant une levée de l'interdiction de l'enseignement de la langue kurde et la levée de l'état d'urgence dans les régions kurdes. Au cours d'une rencontre avec un groupe de journalistes à Iğdir (est de la Turquie), le jour même du nouvel an kurde, Mesut Yilmaz a estimé que le problème kurde « requiert une nouvelle approche, plus humaine, plus réaliste et plus courageuse ». « L'éducation dans la langue kurde ne devrait pas être interdite, a-t-il ajouté. Toutefois, l'Etat n'est pas tenu de fournir ce service à ces citoyens », laissant entendre que les écoles privées seraient autorisées à le faire.

« Après les terribles événements du passé, après la perte de 15.000 vies, je pense que nous sommes d'accord pour estimer que ce problème ne peut être

résolu que par des moyens pacifiques et non par des moyens militaires », a souligné M. Yilmaz, affirmant que « le terrorisme du PKK est maintenant sous contrôle ». « La principale différence entre mon gouvernement et les gouvernements précédents réside dans la définition du problème », a-t-il conclu. « Nous ne définissons pas ce problème comme un problème de terrorisme. Il s'agit d'un problème chronique de la Turquie qui s'est aggravé à la suite des échecs successifs des précédents gouvernements. »

Le chef du Parti de la mère patrie (ANAP) renoue ainsi avec l'approche adoptée peu avant sa mort par le fondateur du parti. L'ancien président Turgut Ozal. Reste à savoir si l'armée, toute-puissante en Turquie, permettra cette fois une modification de l'approche de la question kurde à laquelle elle s'est toujours opposée jusqu'à présent. F. G.-R.

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

Allemagne-Kurdes

Bonn réagit vigoureusement à des menaces d'attentats du chef du PKK

BONN, 23 mars (AFP) - Le ministre allemand des Affaires étrangères Klaus Kinkel a jugé "totalement inacceptables" des menaces d'attentats suicide contre la Turquie et l'Allemagne proférées par le chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) Abdullah Ocalan.

"La menace du recours à la violence est totalement inacceptable", a déclaré M. Kinkel dans un communiqué.

Le chef de la diplomatie allemande affirme en revanche "évaluer positivement les déclarations du Premier ministre turc Yilmaz selon lesquelles la question kurde peut être résolue politiquement et non militairement".

"L'annonce d'une nouvelle approche humaine de la question kurde et de la préservation de l'importante identité culturelle du peuple kurde en Turquie et un pas important dans la bonne direction", poursuit M. Kinkel. Mais, prévient-il, "ces annonces doivent être suivies d'effets".

A l'égard du chef du PKK, le ministre allemand des Affaires étrangères souligne que "la violence n'est aucunement le moyen de contribuer à la compréhension entre turcs et Kurdes comme le montrent aussi les heurts provoqués par des activistes kurdes ces derniers jours en Allemagne".

"Qui se conduit comme les militants Kurdes ces derniers jours, doit compter sur la réaction inflexible de la police et de la justice et en fin de compte sur son expulsion", prévient-il de nouveau.

L'Allemagne a interdit le PKK en 1992. Elle considère ce parti comme une organisation terroriste responsable de dizaines d'incendies criminels commis contre des intérêts turcs ces dernières années en Allemagne et comme l'instigateur de nombreuses manifestations qui ont souvent dégénéré en incident violents sinon sanglants.

ha/bir/bfo

AFP /AA1234/232003

MAR 96

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—

Allemagne-Kurdes

Plus d'un millier de Kurdes évacués par la police à Cologne

COLOGNE (Allemagne), 24 mars (AFP) - La police de Cologne et la police fédérale des frontières ont procédé dimanche à l'évacuation de plus d'un millier de manifestants Kurdes des environs de la gare de Cologne, a indiqué un porte-parole de la police.

Les manifestants voulaient se rendre dans l'enceinte de la foire de Cologne pour protester contre l'interdiction, vendredi, d'un grand rassemblement à l'occasion du nouvel an kurde (Newroz). La manifestation avait été interdite par les autorités qui redoutaient des violences de la part de militants du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, opposé au régime d'Ankara et interdit en Allemagne).

Quarante-cinq manifestants, qui n'avaient pas obtempéré à l'ordre d'évacuation, ont été placés en garde à vue. La police a saisi des douzaines de battes de base-ball, de couteaux et de gourdins, et a contrôlé plus de 3.000 voitures et leurs passagers.

jd/chb

AFP /AA1234/241937

MAR 96

DERNIERES NOUVELLES D'ALSACE

24 mars 1996

Menaces d'attentats kurdes en Allemagne et en Turquie

Le ministre allemand des Affaires étrangères Klaus Kinkel a hier jugé «*totale- ment inacceptables*» des menaces d'attentats-suicide contre l'Allemagne et la Turquie proférées par le chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) Abdullah Ocalan. Pour Bonn, «*la violence n'est aucunement le moyen de contribuer à la compréhension entre turcs et Kurdes comme le montrent aussi les heurts provoqués par des activistes kurdes ces derniers jours en Allemagne. Qui se conduit comme les militants Kurdes ces derniers jours, doit compter sur la réaction inflexible de la police et de la justice allemandes et en fin de compte sur son expulsion*», avertit Kinkel.

L'Allemagne a interdit le PKK en 1992. Elle considère ce parti comme une organisation terroriste responsable de dizaines d'incendies criminels commis contre des intérêts turcs ces dernières années en Allemagne et comme l'instigateur de nombreuses manifestations qui ont souvent dégénéré en incidents violents sinon sanglants.

Klaus Kinkel affirme en revanche «*évaluer positivement les déclarations du Premier ministre turc Yilmaz selon lesquelles la question kurde peut être résolue politiquement et non militairement*». Mais «*ces annonces doivent être suivies d'effets*» prévient-il.

HRW asks Clinton to talk human rights with Demirel

By Uğur Akıncı

Turkish Daily News

WASHINGTON- Human Rights Watch/Helsinki, one of the better known international human rights advocacy groups, sent a letter by fax to President Bill Clinton on Monday asking him to raise human rights issues with President Süleyman Demirel during his visit to Washington. The two leaders are expected to get together at the White House on March 29.

In the four-page letter signed by Holly Cartner, HRW executive director, such issues as restrictions on free expression; the continuing practice of torture; the conflict in the Southeast with the PKK and Hizbullah; and the current absence of a state minister responsible for human rights were addressed.

Clinton was asked to take up these issues with Demirel when they meet.

"Turkey today stand at a crossroads," Cartner said. "On the one hand Turkey enjoys a largely free press that debates openly and critically a wide range of issues, is home to a small but growing civil society, and has hotly-contested local and national elections."

Cartner noted that "in 1995 there were some improvements in the human rights situation, and certain Turkish government officials made positive statement concerning human rights and took some steps to address human rights problems." "On the other hand, however," Cartner added that "peaceful expression ... is sometimes punished under a variety of laws, tor-

ture is widely used in pre-trial detention, and a government counter-insurgency campaign is waged against the PKK in the Kurdish-inhabited southeastern region..." The HRW letter mentioned the cases of Yaşar Kemal and the members of the former Democracy Party (DEP) as examples of restrictions on free speech. Cartner reminded Clinton that Prime Minister Mesut Yılmaz had "promised to 'protect and improve rights, freedoms and the individual.'" Referring to the "special responsibility" the United States has in raising these issues, Cartner said: "The intimate relationship between the United States and Turkey also means that the United States has special responsibilities, including on human rights."

German group attacked in Elazığ

Turkish Daily News

ANKARA- A delegation of young German Social Democrat Party members who paid a visit to southeastern Turkey during the Newroz celebrations said on Monday that they had been attacked by a rightist group in the province of Elazığ. Addressing a press conference at the headquarters of the Turkish Human Rights Association in Ankara, Andreas Sievers claimed that local police stood by while they were beaten by a group of 20 people, who they later learned to be sympathizers of the Nationalist Movement Party.

In another development, the European Court of Human Rights ordered Turkey on Monday to pay compensation to two extreme leftists who had to wait eight years between their arrest in 1981 and their sentencing in 1989.

The court said it could not rule on the main allegations by Nasup Mitap and Abdullah Mefteoğlu of the Dev Yol (Revolutionary Path) movement that they had not received a fair trial, saying Turkey had not signed the European Human Rights accord when the trial was held in 1989.

The court sentenced Turkey to pay 40,000 francs (\$8,000) com-

pensation to each man and just over 15,000 francs to cover trial expenses.

The two men are still jailed, their sentences having been confirmed by a higher court last December.

Meanwhile, the European Commission on Human rights has declared seven more Kurdish Human Rights Project (KHRP) cases against Turkey admissible.

These cases reportedly concern allegations of illegal detentions, torture, ill-treatment and intentional killings. The decision brings the total number of KHRP cases declared admissible to 53.

26 mars 1996

Turquie: offre de paix en mer Egée

Le nouveau Premier ministre turc, Mesut Yilmaz, cherche décidément à rompre avec les habitudes de ses prédécesseurs. Après avoir promis un assouplissement d'Ankara vis-à-vis des Kurdes, il cherche à renouer le dialogue avec la Grèce au sujet du conflit qui oppose les deux pays en mer Egée

Le premier ministre turc Mesut Yilmaz a appelé dimanche la Grèce à "entamer des négociations sans préconditions dans le but de résoudre tous les différends turco-grecs en mer Egée".

"La Turquie est également prête à entamer des discussions en vue de la rédaction d'une déclaration politique contenant les principes fondamentaux qui gouverneront les relations entre les deux pays, ou bien d'un accord d'amitié et de coopération", a déclaré M. Yilmaz dans une conférence de presse à Ankara. "Je propose également d'ouvrir des discussions destinées à aboutir à un accord rapide entre les deux pays sur une large série de mesures de confiance relatives aux activités militaires", a ajouté M. Yilmaz. Les deux pays voisins, alliés au sein de l'OTAN, ont des relations historiquement difficiles.

Un grand nombre de disputes les opposent, notamment en mer Egée concernant la déli-

mitation du plateau continental, des eaux territoriales et de l'espace aérien. Fin janvier dernier, une querelle de souveraineté sur un groupe d'îlots proches des côtes turques en mer Egée (Kardak pour les Turcs, Imia pour les Grecs) les avait amenés au bord du conflit armé. Seule une intervention diplomatique américaine avait permis de désamorcer la crise mais les relations étaient restées tendues depuis.

Aides financières en question

"La Turquie n'a aucune intention d'altérer le statu quo en mer Egée par des actions unilatérales. La recherche d'un règlement global et durable sera menée sur la base du respect de la loi internationale et des accords internationaux", a encore dit le nouveau Premier ministre turc. Il a affirmé par ailleurs que la Turquie "n'exclut a priori aucune méthode mutuellement acceptée" pour parvenir à un règlement, y

compris "des méthodes impliquant l'arbitrage de parties tierces". En réponse à une question sur les îlots Kardak-Imia, il n'a pas exclu de recourir à l'arbitrage de la Cour internationale de Justice de La Haye, comme Athènes a invité Ankara à le faire.

C'est la première fois qu'un haut responsable turc n'exclut pas formellement de recourir à la Cour de La Haye pour résoudre certains différends turco-grecs comme le plateau continental ou les îles disputées.

L'appel de M. Yilmaz est intervenu à deux jours d'une réunion du Conseil d'Association entre la Turquie et l'Union européenne lors duquel doivent être discutées certains aides financières de l'UE à Ankara, auxquelles la Grèce a annoncé qu'elle opposerait son veto.

M. Yilmaz a affirmé que son appel n'était pas destiné uniquement à obtenir la levée de ce veto mais à parvenir à "un règlement global" des disputes turco-grecques.

Malgré tout, ce geste de bonne volonté se heurte à une fin de non-recevoir de la Grèce.

Athènes a rejeté hier l'offre de la Turquie d'entamer un dialogue sans pré-conditions en vue d'un règlement des différends des deux pays en mer Egée.

"Que la Turquie fasse le premier pas en éteignant le foyer de tension surgi récemment dans nos relations", avec la crise autour de l'îlot d'Imia en Egée, "et en remplaçant ses menaces de guerre par des actes de paix", a déclaré le porte-parole du gouvernement grec, Dimitris Reppas, dans un communiqué.

"L'appel à des négociations n'est pas suffisant et il n'y a aucun sens à ouvrir à nouveau la voie du dialogue sans que les conditions évidentes aient au préalable été remplies", a ajouté M. Reppas. En dépit de signes de bonne volonté, il faudra encore du temps pour solder la querelle qui oppose ces ennemis séculaires. V.Y.

JEUNE AFRIQUE - 27 mars 1996

Irak: les Syriens organisent la chute de Saddam.

■ La Syrie estime avoir assuré une coordination satisfaisante entre les organisations kurdes de la zone dissidente du nord de l'Irak (en particulier celle dirigée par Jalal Talabani) et l'ensemble de l'opposition irakienne qui, ayant renoncé au patronage de la Jordanie, se retrouve désormais en Syrie. « La différence avec ce que le roi Hussein a tenté de faire, explique-t-on à Damas, c'est que, contrairement à lui, nous ne chercherons jamais à négocier - même indirectement, pour organiser son départ -, avec Saddam Hussein, mais seulement à le renverser. »

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

Eco.

Turquie et Russie d'accord pour une large coopération

ANKARA, 27 mars (AFP) - La Turquie et la Russie se sont mises d'accord pour élargir leur coopération bilatérale, à l'occasion d'une visite à Moscou du numéro deux de la diplomatie turque Onur Oymen, a annoncé mercredi un porte-parole du ministère turc des affaires étrangères, Nurettin Nurkan.

M. Oymen, sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères turques, s'est entretenu pendant sept heures lundi avec son homologue russe Igor Ivanov sur tous les aspects des relations bilatérales et les questions internationales d'intérêt commun, a indiqué M. Nurkan, lors d'un point de presse.

Les deux parties ont constaté "avec satisfaction" un large éventail de coopération dans tous les domaines, de l'énergie au tourisme en passant par une collaboration sur le plan international, selon le porte-parole.

Le voyage de M. Oymen a eu lieu dans le cadre de consultations politiques régulières entre Ankara et Moscou, dont les relations économiques sont bonnes mais les relations politiques souvent difficiles.

MM. Oymen et Ivanov ont décidé de se rencontrer deux fois par an, de relancer les visites mutuelles de haut niveau et de procéder à une coopération plus étroite dans la lutte contre le terrorisme, une allusion d'Ankara aux activités de la rébellion kurde de Turquie sur le sol russe.

Ankara et Moscou ont constaté également la possibilité d'une coopération d'envergure dans le domaine de l'énergie. La Turquie a formulé le souhait d'augmenter ses achats de gaz naturel à la Russie et d'acheter annuellement jusqu'à 10 millions de tonnes de houille pendant 15 ans.

Dans ce contexte, La Russie n'est pas contre le futur oléoduc Bakou-Ceyhan que la Turquie souhaite réaliser pour acheminer le pétrole de la Caspienne vers le terminal pétrolier turc sur la Méditerranée. Les deux pays pourraient également coopérer pour l'acheminement du gaz naturel turkmène vers la Turquie via la Russie et la Géorgie, toujours selon la même source.

Les deux parties se sont également félicitées de l'augmentation de plus d'un milliard de dollars en 1995 du volume d'échanges commerciaux, élevant à 5,83%, contre 4,22% en 1992, la part de la Russie dans le commerce extérieur de la Turquie. Moscou s'est également félicité de l'octroi récent d'un crédit d'Ankara de 350 millions de dollars.

MM. Oymen et Ivanov sont convenus également de la nécessité de préparer un accord de libre échange entre les deux pays. Une visite prochaine est prévue à Ankara du premier vice-premier ministre russe Oleg Soskovets à l'occasion d'une réunion de la commission économique mixte Turquie-Russie.

M. Oymen a remis une lettre du ministre des Affaires étrangères Emre Gonensay invitant son homologue russe Evgeny Primakov à se rendre en visite officielle en Turquie, a ajouté le porte-parole.

CE/hc/sbo

AFP /AA1234/271356

MAR 96

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

CPJ protests abuse of journalists by Turkish police

Among those assaulted were Burhan Özbilici, a photographer with the Associated Press; Kemal Gökcanlı, a cameraman for the privately owned Channel 6 television station; and Serkan Çiner, a cameraman with the privately owned Interstar television station. The two cameramen were hospitalized after the attack. Özbilici's account of the incident indicates that police intentionally targeted the journalists."

CPJ said "this is not an isolated event. In the past two years CPJ has documented five similar attacks by police on reporters and cameramen covering news events."

"CPJ fears that police brutality against journalists will have a chilling effect on press freedom in Turkey," Orme claimed. He asked Yılmaz to "order an investigation into the police beating of journalists during the Ankara University demonstrations and see to it that those officers who carried out the beatings are brought to justice."

Turkish Daily News
WASHINGTON - The mistreatment of Turkish journalists by Turkish police has been the subject of a protest letter sent on Monday by Committee to Protect Journalists (CPJ), a non-governmental organization devoted to protect human rights of journalists, to Turkish prime minister Mesut Yılmaz. Recently Human Rights Watch sent a similar letter to US President Clinton and urged him to raise human rights issues with Turkish president Süleyman Demirel who will be visiting Clinton on Friday at the White House.

CPJ executive director William A. Orme, Jr. said he was writing to Yılmaz "to register ... grave concern about police abuse of journalists during a student demonstration."

"On March 23, police officers beat photographers and cameramen who were covering a police raid on an Ankara University building that had been taken over by students protesting tuition increases," Orme

Turkish Daily News

WEDNESDAY, MARCH 27, 1996

Council of State begins to investigate police objections to charges on Göktepe killing

Turkish Daily News
ANKARA - The Council of State is investigating the objections of 48 police officers to the decision of the Local Administration Board in Istanbul, which determined the necessity of a court session against them regarding their use of violence against Metin Göktepe, the journalist of the daily Evrensel who was killed while in custody, the Anatolia news agency reported.

Officials said that the board's file had been presented to the judge with the objections of police officers, and added that although the file was comprehensive, work was under way to complete the investigation as soon as possible.

If the State Council dismisses the objections, the prosecutor will demand prison terms for these police officers. Meanwhile, the council has also begun an investigation into objections to the deci-

sion of the Local Administration Board in Izmir to initiate a court case against Aysel Bayraktar, mayor of Izmir's Bornova district, and three officials from the municipality.

The case will concern the incident in Izmir on Feb. 6 in which five people were killed when their car rolled into a rainwater-filled hole the municipality had dug and left uncovered.

30.000 policiers contre une manifestation kurde

Durant un week-end, l'Allemagne a été un pays occupé

30.000 policiers, des dizaines d'hélicoptères de combats, occupation des principaux carrefours, contrôle de toutes les gares des chemins de fer, barrages aux frontières... l'Allemagne était en Etat de siège ce 16 mars. Cet énorme déploiement de forces visait à empêcher une manifestation des Kurdes.

Hilde Meesters

150.000 à 200.000 Kurdes de toute l'Europe étaient attendus à Dortmund pour une manifestation contre la sale guerre de l'armée turque contre les Kurdes, pour une solution politique de la question kurde et contre le soutien militaire et économique des Occidentaux à l'Etat turc. Il s'agissait aussi de démasquer les complices du génocide. Les organisations kurdes n'étaient pas seules. Elles étaient soutenues par des organisations progressistes allemandes, le PDS, les Grünen, ainsi que les organisations turques TKP et HKP.

Mais les événements se sont déroulés autrement que prévu.



Brutale répression policière contre les manifestants kurdes : l'Allemagne veut maintenir sa collaboration avec la dictature turque.

Entretien avec Ali, un ami kurde, qui comptait participer à la manifestation.

Ali. La manifestation avait été autorisée il y a de nombreux mois. Elle était organisée par le Front national de libération du Kurdistan et soutenue par presque toutes les forces kurdes : parlementaires en exil, porte-parole de diverses organisations, dont le PKK. Mais la veille de la manifestation, celle-ci a été interdite par un tribunal

civil. Le sommet antiterroriste en Egypte y est certainement pour quelque chose. Le ministre allemand des Affaires étrangères, Klaus Kinkel, s'était entendu avec son homologue turc pour dénoncer le PKK comme organisation terroriste. En Allemagne, le PKK est déjà interdit depuis longtemps. Ce sommet visait d'ailleurs à assimiler tous les mouvements de libération au terrorisme.

CDU et SPD unis contre les Kurdes

Tous les partis bourgeois allemands utilisent l'interdiction du PKK pour démanteler les droits démocratiques à tous les niveaux.

Après ce week-end, le parti social-chrétien allemand a plaidé pour des procédures judiciaires accélérées, la détention préventive obligatoire pendant la période de l'instruction, l'expulsion obligatoire d'étrangers qui

perturbent l'ordre public.

Le bureau du parti socialiste allemand, le SPD, veut lui aussi démanteler le droit d'asile et envoyer les réfugiés kurdes vers une mort certaine en Turquie : «Les auteurs d'actes de violence ont perdu leur permis de séjour. Ils faut les punir et les expulser.» (Frankfurter Allgemeine Zeitung, 19.3.96)

Quelles sont tes propres expériences ?

Ali. Nous sommes partis de plusieurs villes de Belgique, tôt le matin, dans une trentaine de cars. Douze autres cars sont partis de France. A la frontière d'Aix-la-Chapelle, nous avons été arrêtés par la gendarmerie belge. Nous devions sortir des cars. «Ne continuez pas, car des centaines de policiers allemands vous attendent. Ils sont nerveux et n'ont certainement pas l'intention de vous laisser passer», nous disaient-ils. Près de 3.000 d'entre nous ont alors décidé de continuer à pied. Après trois kilomètres, nous avons vu la police allemande attaquer des Kurdes de France.

Il y a eu sept blessés et quatre ou cinq arrestations. Lorsqu'ils nous ont vus, les 500 policiers allemands ont appelé des renforts. Vers midi et demi, quinze hélicoptères sont arrivés transportant chacun une quarantaine de policiers. Deux hélicoptères de combat ont continué à nous survoler. Et je ne parle que de la frontière belgo-allemande. Les frontières avec la Suisse, l'Autriche et le Danemark étaient fermées. A la frontière néerlandaise, 1.500 manifestants ont bloqué l'autoroute. Ce n'est qu'à dix heures du soir que nous avons arrêté notre manifestation à la frontière belge, après la libération de nos camarades.

Pourquoi cet énorme déploiement de forces en Allemagne ?

Ali. L'Allemagne veut coûte que coûte préserver de bonnes relations avec la Turquie. Les pays qui interdisent les manifestations kurdes sont généreusement récompensés par la Turquie. Cette action répressive rapportera sans doute à l'Allemagne quelques nouveaux contrats juteux. L'Allemagne livre notamment des armes à la Turquie. La Bundesbank et la Banque de Commerce allemande ont des filiales en Turquie. L'Allemagne accorde des crédits aux taux d'intérêts élevés. Chaque année, près de 400.000 Allemands passent leurs vacances en Turquie. Ce pays occupe également une position géostratégique pour les intérêts allemands en Azerbaïdjan.

L'opération des forces de l'ordre dans la seule ville de Hambourg a coûté 200 millions de francs. Le coût total pour l'ensemble de l'Allemagne pourrait très bien atteindre les 2 milliards de francs !. Les forces de l'ordre ont engagé 25.000 à 30.000 hommes. Il faut y ajouter les hélicoptères de combat. L'Allemagne était vraiment assiégée. Des affrontements entre la police et les Kurdes ont eu lieu à pratiquement toutes les frontières et aux carrefours importants. Dans les gares de Stuttgart, de Munich et de

Mannheim, les policiers chargeaient les Kurdes qui descendaient des trains. A Hambourg, les policiers ont même pénétré dans les maisons de Kurdes.

Dès le vendredi, les forces de l'ordre étaient en état d'alerte à Dortmund. Plus de 25.000 Kurdes sont néanmoins parvenus jusque là. Au total, quelque 120.000 Kurdes ont manifesté pour les revendications légitimes du peuple kurde.

Klaus Kinkel a annoncé qu'il expulserait des manifestants kurdes...

Ali. Ce n'est pas nouveau. Mais dorénavant cela se fera beaucoup plus ouvertement. Nous craignons qu'il commence par expulser les Kurdes emprisonnés en Allemagne (leur nombre est estimé entre 600 et 1.000). S'ils sont expulsés, ces militants seront emprisonnés en Turquie. Nous programmons des actions de protestation devant les ambassades allemandes.

Turkish Probe March 29, 1996



Provide Comfort time... The nation has long been accustomed to the seasonal enlivening of the Kurdish scene and the parallel flare of parliamentary tension. Time for the governments to eat their frequent allusions to Western support to the country's Kurdish rebels and seek to extend the stay of foreign warplanes protecting a Kurdish haven in northern Iraq, also a sanctuary for the Kurdistan Workers' Party (PKK) fighting a separatist war in southeastern Turkey.

But special circumstances combined this month to make Thursday's extension the most difficult so far of the past five years. In the end, the center-right minority coalition led by Prime Minister Mesut Yılmaz carried the day, winning at least three more months for the U.S.-British-French air force based at Incirlik, southern Turkey. Still, the spreading feeling that Operation Provide Comfort (OPC) with its 80-odd combat and support planes cannot count for much longer on unlimited hospitality, has caused liveliness on a broader plane, covering all the major Kurdish organizations, major powers in the region and Western states with vested interests in the area. The most immediate worry for Yılmaz was preventing an early demise of the coalition between his Motherland Party (ANAP) and Tansu Çiller's True Path Party (DYP) while at the same time protecting ties with the United States from lasting damage. Depending for its survival on passive backing from Bülent Ecevit's Democratic Left Party (DSP), Yılmaz knew in advance that he had to yield some ground to hardliner Ecevit, who for years has been advocating the restoration of normal ties with Baghdad and a permanent Turkish military presence inside northern Iraq to prevent PKK attacks, until Baghdad reinstates its authority in the north.

Expectedly, Ecevit named difficult terms for allowing Yılmaz to pass the extension through Parliament, but made them vague enough to provide him with some maneuvering space. After publicly accusing the United States of aiming to set up an

independent Kurdish state in northern Iraq, the DSP leader said his party would abstain in the vote to enable the coalition defeat the opponents of the extension only if guarantees would be furnished that the OPC would not harm Turkey's security, would safeguard the rights of Turkmens beside the Iraqi Kurds, and would not undermine Iraq's territorial integrity. But these did not give the government much room for maneuver. Although Turkish military officials and Foreign Ministry experts sought changes that would upgrade Turkey's supervision of the OPC and earlier reports mentioned agreement on a streamlined new format for the force with tighter engagement rules, it appeared that any changes will be slow in application and the OPC would remain in place.

After politely reminding the Turkish negotiators of the services Washington has rendered Ankara, especially in its relations with the European Union and in shielding its incursions into Iraq from European reaction, U.S. State Department officials resisted even cosmetic changes, the Turkish Probe was reliably told.

The U.S. side argued throughout that even the most insignificant change would be perceived by Baghdad as another crack in the united front against Saddam Hussein's regime and would serve to increase its defiance.

In return, they assured the Turkish negotiators that contrary to the aired suspicions, Washington had no intention of straying from its repeatedly-stated commitment to the territorial integrity of Iraq.

The military, still needing Washington's diplomatic shield for fresh incursions into Iraq in view of reported PKK preparations, wanted the OPC kept and told the government so. In the end, Yılmaz managed to persuade Ecevit not to oppose the three-month extension, saying he would make use of the time to carry out the required changes, saying it was impossible to keep the operation going under its present status.

Turkish Probe March 29, 1996

The reported preparations of the PKK to launch a spring offensive also provided a realistic background for the opponents and advocates of the OPC. Reports by Kurdish sources weeks before that the PKK militants, driven out of northern Iraq by the Kurdistan Democratic Party (KDP) of Massoud Barzani last year after heavy fighting, were now coming back in force — from Iran — inevitably caused some stir.

Ignoring a unilateral cease-fire the PKK announced at the end of December and the recent threats by rebel chief Abdullah Ocalan to break it and start suicide attacks in big cities and holiday resorts unless Ankara agreed to start a political dialogue, Turkey began sending its jets and troops across the border at PKK concentrations.

The arrival of separatist rebels back in the KDP-controlled areas in northern Iraq, however, quickly sparked speculation about a secret deal between the KDP and the PKK at Turkey's expense.

A report published this week in the London-based Arabic daily Al-Hayat claimed that the PKK and the KDP had concluded an agreement whereby the Turkish Kurdish rebels would be allowed to return to their strongholds adjoining the Turkish border, the sides would exchange the prisoners they had taken during the four-month conflict last year, and would cease the media attacks against each other.

The report, carrying the byline of Kamran Karadaghi, an acknowledged expert on Kurdish affairs with close ties both to the leaders of the KDP and its rival, the Patriotic Union of Kurdistan, claimed that the deal was masterminded by Iran which wanted to derail Washington's drive for a peace settlement between the KDP and the PUK. The two principal Iraqi Kurdish parties took up arms against each other over disagreements in sharing power and revenues of the region in 1994 and over 3,000 people were reported killed in bitter clashes. Although they have stopped battling for about a year, three rounds of U.S.-sponsored talks have failed to bring about a final settlement.

The latest turbulence in the region coincided with the preparations for the arrival in northern Iraq next month of Robert Deutsch, the U.S. State Department official for Northern Gulf Affairs mediating in the Iraqi Kurdish dispute, for a fourth round of talks.

Turkey, frowning upon the conflict between the Iraqi Kurds as a factor facilitating the PKK entrenchment in northern Iraq, is actively supporting the U.S. peace initiative, sending observers to the talks, and is seeking a pledge by the Iraqi Kurdish parties that they will consider Turkey's security interests.

The Al-Hayat report said in seeking a deal with the PKK at behest of Iran, which is seeking to spread its influence in the area, the KDP leadership was also motivated by its resentment of distrust affecting Turkey's dealings with the KDP.

Although Turkish Foreign Ministry spokesman Nurettin Nurkan told reporters on Wednesday that the attention of KDP officials had been drawn to the similar information gathered by Turkey "closely watching the developments in northern Iraq," KDP spokesman Safeen Dizayee denied any ground for the allegations and any warning from the Foreign Ministry.

He said the KDP did not want the resumption of hostilities with the PKK but as far as it was concerned, the cease-fire terms it had dictated in December were still valid. These, he said were



Separatist militants train in an unidentified PKK camp.

undertakings by the PKK to refrain from settling back on the Turkish border, to avoid interfering with the affairs of the regional Kurdish government, and not to engage in activities against the security of "neighbors." To further disprove the allegations contained in the Al-Hayat report, Dizayee said he was in regular contact with the Turkish Foreign Ministry and had heard no such complaints. And the meetings generally were "cordial," the KDP representative added. An interesting feature of this year's OPC debates was the frequent mention in the media and private conversations of a "Jordanian initiative" and Amman's taking its place among the white pieces in the regional game of chess.

The Jordanian proposal for a post-Saddam federal Iraq made up of Kurdish, Sunni and Shiite components, however, has found little favor in Ankara.

A Turkish official said federation, after all, was something all Iraqi people should decide. But the so-called Jordanian plan based a federal structure both on ethnic and religious differences. "You cannot possibly maintain political unity of a state if its population is divided on these lines," the official said. He said there were no signs as yet that the Jordanian initiative was being readied as a substitute for the West's less direct confrontation with Saddam Hussein's regime, in which the OPC plays a central role.

Of the OPC powers, neither the United States nor Britain looked to have opted for playing different cards which would involve a more advanced Kurdish autonomy. "But it is normal to have contingency plans; we, too, have ours," he said, adding that "Britain has always had close ties with the Hashemites," referring to the ruling monarchy in Jordan.

Raşit Gürdilek

DERNIERES NOUVELLES D'ALSACE - 26 mars 1996

Turquie: le virage de la politique kurde

Correspondance particulière

● ● ● *A nouveau Premier ministre turc, nouvelle politique turque envers les Kurdes. Le nouveau premier ministre turc, Mesut Yilmaz, se dit partisan du dialogue, contrairement à son prédécesseur Tansu Ciller, partisan de la force.*

«La force n'est pas la solution au problème kurde; il faut un compromis dans le cadre du respect des frontières turques et des droits de l'homme», a déclaré Mesut Yilmaz.

La première modification a concerné, la semaine dernière, les festivités du Nev Roz, le nouvel an kurde. Après avoir durant des années essayé de réprimer les célébrations kurdes liées à cette date, Ankara s'est employé, pour la deuxième année consécutive, à les récupérer en les «turquisant». Selon la version officielle, le Nev Roz marque, non plus le nouvel an kurde, mais «l'arrivée des Turcs en Asie mineure»...

En fait, dans l'esprit des Kurdes, outre le Nouvel An, le Nev Roz commémore le premier soulèvement kurde contre les Turcs en 1984, qui fit plus de 60 morts. Depuis, cette guerre civile qui ne porte pas son nom a fait plus de 16000 morts et un million et demi de réfugiés, sans parler du millier de villages kurdes rayés de la carte.

L'eau, outil et moyen de pression

Officiellement, Ankara considère que la question kurde serait pratiquement réglée si des investissements étaient faits dans la région. Investissements qui, selon un observateur, «donneraient du travail et une dignité à tous», coupant ainsi l'herbe sous le pied du PKK (parti ouvrier kurde clandestin, considéré par Ankara comme terroriste), qui recrute en s'appuyant sur la misère ambiante. Mais la réalité est plus rude que ne le dit Ankara. Les militaires turcs contribuent à patrouiller dans les rues du Kurdistan avec gi-

let pare-balles et mitrailleuse; la presse kurde est muselée; et le gouvernement turc refuse toujours le dialogue avec le PKK.

Le gouvernement turc préfère aborder la question sous l'angle économique. Il programme des équipements lourds, destinés à moderniser le Kurdistan. Un troisième barrage hydraulique se construit actuellement dans la région.

Ankara fait ainsi d'une pierre deux coups: d'une part, fertiliser cette terre et créer des emplois, d'autre part, s'approprié l'eau du Tigre et de l'Euphrate (les deux grands fleuves de la région qui prennent leur source en Turquie avant de se jeter en Irak et en Syrie). Et c'est tout le problème.

Les dirigeants de Bagdad et Damas, qui ne sont pas en très bons termes avec Ankara, accusent la Turquie de violer les accords internationaux en matière de partage d'eau et, sous couvert de modernisation, de réduire le débit des fleuves. Quant à la Turquie, elle reproche à l'Irak et à la Syrie d'abriter les bases arrières du PKK, parti ouvrier kurde clandestin, qu'elle veut éradiquer. Force est de constater qu'au moindre problème avec le PKK, Ankara ferme le robinet, au grand dam de l'Irak et de la Syrie...

Il y a peu de chances que la construction de ce barrage soit interrompue.

L'ouvrage, construit notamment avec des fonds européens, représente un marché de plusieurs milliards de dollars. Et la Turquie est sûre de disposer d'une bonne marge de manœuvre, tant face aux Etats-Unis que face à l'Union européenne.

Angélique Kourounis

L'HUMANITE/MERCREDI 27 MARS 1996

Turquie

Témoignages sur la répression au Kurdistan

UNE délégation européenne comprenant des représentants d'associations et des journalistes s'est rendue au Kurdistan de Turquie pendant la semaine de la fête de Newroz. De retour à Paris, deux membres français de la délégation, M^{me} Oster (collectif d'ONG) et Philippe Boulanger (étudiant), ont rendu compte de ce qu'ils avaient vu: « Une population soumise à la répression, des villages détruits, des policiers en civil partout, des barrages militaires sur toutes les routes. »

« Sur la route de Mardin, raconte M^{me} Oster, nous avons visité le village de Kebba, détruit et brûlé en avril dernier. La police est venue et nous a emmenés au poste parce qu'il était interdit de visiter ce village et d'y faire des photos. Le lendemain, en 19 heures de voyage vers la frontière iranienne, nous avons été arrêtés 17 fois, interrogés, fouillés. Et encore, il y avait avec nous un parlementaire espagnol qui nous servait de carton magique pour passer, sinon, je pense que nous aurions eu encore plus de difficultés. »

Pourquoi ces destructions? « Les habitants des villages détruits étaient accusés d'être sympathisants du PKK et d'aider ses combattants », explique Philippe Boulanger. « Les gens, ajoute M^{me} Oster, sont regroupés dans

des hameaux stratégiques, entourés de barbelés et surveillés par l'armée. On observe aussi des transferts de population: à Igdîr, on a installé des milliers d'Azeris et de Caucasiens turcophones qui prennent la place des Kurdes et pour qui on construit de jolis villages bien équipés, alors que les villages kurdes n'ont ni eau ni électricité. » Dans cette région, comme dans celle de Tunceli, la délégation a entendu des tirs d'armes automatiques témoignant de la poursuite de combats, malgré le cessez-le-feu proclamé par le PKK en décembre et rejeté par Ankara.

M^{me} Jacques Gaillot, qui a accompagné la délégation jusqu'à Ankara, où il a donné une conférence de presse, a manifesté sa solidarité avec « un peuple qui souffre depuis si longtemps ». « J'ai tenu à dire là-bas que la répression n'est pas une solution. Il faut s'asseoir autour d'une table et discuter. Il est souvent plus difficile de faire la paix que de faire la guerre. Aussi faut-il sensibiliser l'opinion publique au problème kurde. C'est un moyen de faire avancer l'idée de la paix, comme on le fait pour les Palestiniens et les Israéliens et comme on a réussi à le faire contre l'apartheid. »

Compte rendu de FRANÇOISE GERMAIN-ROBIN

Turkish Probe March 29, 1996

Families of the Missing in the Southeast in Istanbul

Twenty-seven family members of those missing in the largely Kurdish provinces of south-eastern Turkey were in Istanbul last week to join the now-traditional "Saturday Mothers" sit-in protest at Galatasaray. Claiming that "even the people who ask for their missing relatives go missing" in the region, they protested the media's deaf ear to their voice.

At a press conference Monday the relative said they came to Istanbul to represent the hundreds who have gone missing in their region because they have exhausted every possibility in their locality.

Most of them are traveling out of their region for the first time, and can speak only Kurdish. They said despite all the obstacles, they are determined to be the voice of the missing. At the press conference they told how their relatives had been arrested, and how the authorities denied that they were arrested, which makes the arrested "missing."

Erdihan Yağızay, the wife of Abdüllatif Yağızay, says her husband was arrested during an ID check in November 1995. She witnessed him being taken away by the police in a blue vehicle, and says despite applications to security forces and legal authorities her husband could not be found.

Turgut Yenisoğ's mother, Nazife Yenisoğ, says that her son had been arrested before and police asked him to work as a state agent, which he had refused. The second arrest came shortly after the first. Two plainclothes gendarmerie sergeants, named Ahmet and Recep, arrested Turgut.

After applying to local authorities Yenisoğ eventually appealed to the Diyarbakır governor's office and to the state security court (DGM), but both were fruitless. She claims that, contrary to the authorities' denial, there are people who saw her son detained in

Kulp. "We have recently heard that two bodies were found in Bismil. I want their graves to be opened to see whether one of them is my son," Yenisoğ said, and concluded "I want to find my son alive or dead, because I cannot live with this uncertainty."

In some cases people who migrated from Southeast provinces to major cities such as Istanbul are transferred back to the region after being arrested, and then nothing more is heard from them. Hüseyin Aydemir and Fehmi Tosun are two of those who went missing following a transfer to the authorities in the Southeast.

Families of the missing say they receive unofficial information from authorities about the missing, although their detention is denied officially. Human rights lawyers say that "losing" people in custody has become an unofficial state policy. Despite allegations, authorities always deny that those who have gone missing were ever arrested in the first place and the customary reply is "we do not have your son."

The chair of Diyarbakır Human Rights Association, lawyer Mahmut Sakar, says it is very difficult to give an exact number of people who are "missing" in the Southeast. According to the records of the Diyarbakır IHD, since 1991, 215 people have gone missing. "But", says Sakar, "we are sure that the real figure is well above this, because it is impossible to get correct information from certain regions." Missing in custody has become, since 1994, the "most popular" form of human rights violations in the Kurdish provinces, according to Sakar, because it creates an effective atmosphere of fear and indeterminacy among the inhabitants of the region while the dramatic decrease in "mysterious murders" gives an impression of moderation to outside observers.

Erdinç Ergenç



Turkish Probe March 29, 1996

Focus on Human Rights



Violence against Journalists Debated by Panel

Various kinds of violent acts faced by press employees were debated at a panel discussion organized by the Ankara University Communication Department, the Anatolia news agency reported. "Actually, all this is caused by the anger of the community, which is annoyed by the mirror that reflects the violence inside them," said Nail Güreli, chairman of the Turkish Journalists Association.

Oktay Ekşi, Chairman of the Press Council, emphasized that what should be focused on was the "hidden violence" exercised by the state on its citizens.

Health Department Attempts to Close Torture Treatment Centers

Attempts by the prosecutor's office to close the Human Rights Foundation's (TIHV) Treatment and Rehabilitation Centers are continuing.

Officials from the office of the Ankara Chief Prosecutor have asked the TIHV for the names and addresses of the people who claimed that they were tortured. In another action, the Health Department's office in the southern city of Adana asked that city's rehabilitation center for the names of the doctors who work there as well as torture claimants. The department has given the center 15 days to comply with the demand. The center in Adana is being investigated by the Health Department as to whether or not it is giving patients treatment — an act which the department says is illegal.

Referring to the these attacks on the TIHV, the foundation's chairman, Yavuz Önen, accused the Foreign Ministry of being behind the Health Ministry's filing of a complaint at the prosecutor's office.

German Group Attacked in Elazığ

A delegation of young German Social Democrat Party members who paid a visit to southeastern Turkey during the Newroz celebrations said on Monday that they had been attacked by a rightist group in the province of Elazığ.

Addressing a press conference at the headquarters of the Turkish Human Rights Association in Ankara, Andreas Sievers claimed that local police stood by while they were beaten by a group of 20 people, who they later learned were sympathizers of the Nationalist Movement Party. In another development, the European Court of Human Rights ordered Turkey on Monday to pay compensation to two extreme leftists who had to wait eight years between their arrest in 1981 and their sentencing in 1989. The court said it could not rule on the main allegations by Nasup Mitap and Abdullah Mesteoğlu of the Dev Yol (Revolutionary Path) movement that they had not received a fair trial, saying Turkey had not signed the European Human Rights accord when the trial was held in 1989.

Constitutional Court Bans Pro-Kurdish Political Party

The expected verdict has become final: The Constitutional Court decided on Monday to ban the pro-Kurdish Democracy and Change Party (DDP) due to its party program, which contained some sections which violate the Constitution.

At its Monday meeting, the Constitutional Court discussed the proposal to the chief prosecutor's office demanding the ban of the DDP. Yekta Güngör Özden, the presiding judge of the Constitutional Court, told the Anatolia news agency that the verdict was to ban the DDP.

Earlier, DDP chairman Refik Karakoç and his colleagues had resigned from their party to form a new party, named the Democracy and Peace Party (DBP), in the face of the possible closure of the DDP.

According to the law, an investigation could not be launched into the officials who resigned from this party only a short time before the Constitutional Court's verdict. The movable and immovable wealth of the party will be transferred to the state treasury.

CPJ Protests Abuse of Journalists by Turkish Police

The mistreatment of Turkish journalists by Turkish police has been the subject of a protest letter sent on Monday by the Committee to Protect Journalists (CPJ), a nongovernmental organization devoted to protecting the human rights of journalists, to Turkish Prime Minister Mesut Yılmaz. Recently Human Rights Watch sent a similar letter to U.S. President Clinton and urged him to raise human rights issues with Turkish President Süleyman Demirel, who will be visiting Clinton on Friday at the White House.

Turkish Daily News

FRIDAY, MARCH 29, 1996

Iraq's trade with Turkey climbs, down with Jordan

BAGHDAD- Political tensions have reduced trade between Iraq and Jordan to a trickle but trucks from Turkey are filling the gap, traders and travel agents in Baghdad said on Monday.

They said fewer trucks and buses were being seen on the 1,000 km (625 miles) highway linking Iraq and Jordan than at any time since sanctions were imposed on Iraq for invading Kuwait in 1990. The decline in trade with Jordan comes as ties between the two countries have deteriorated.

Amman was sympathetic towards Baghdad during the Gulf War but last year aligned with groups bent on toppling President Saddam Hussein's government. Jordan hosts at least one opposition group, al-Wifaq al-Watani (the National Accord) and provides refuge for several Iraqi deserters, among them a former chief of staff of the Iraqi armed forces who defected last week.

In a sign of the problems between the two countries, Jordan on Monday said it had expelled an Iraqi diplomat for activities incompatible with his diplomatic status.

As tensions with Jordan rise and the number of trucks dwindle, a fleet of some Turkish trucks are moving across the border, ferrying to Iraq essential commodities like flour, sugar, rice, vegetables and fruits, traders said. Traders said other essential supplies like tyres, dry batteries and spare parts were also imported from or via Turkey rather than Jordan.

They said Iraq had set up a free-trade zone north of Mosul and close to territory held by Kurdish rebels, where Turkish truckers strike open deals with Iraqi traders. "Some Turks now even accept part of payment made in Iraqi dinars to pay for their fuel," one trader said.

Travellers said Jordanian towns and villages, like Safawi, Ruweishid and al-Azraq, which served Iraqi traders and travellers, bore the brunt of the slump in bilateral trade.

One travel agent said Iraq's fleet of about 1,000 passenger buses was almost idle. "The high travel fees on Iraqi side and tightening of controls on the Jordanian side are among the main factors," said the travel agent who refused to be identified.

Diplomats said Iraq was trying hard to persuade either Turkey or Syria to allow Iraqi travellers to use them as transit to the outside world. Iraq does not have diplomatic relations with Syria.

The Turkish embassy in Baghdad was issuing about 250 visas a day until January when a sudden surge in the value of the Iraqi dinar made Iraq's exorbitant travel fee of 400,000 dinars beyond reach of many Iraqis.

The fee went from the equivalent of about \$120 early in January to about \$700 when the dinar firmed against the dollar on news of Iraq's talks with the U.N. on partial oil sales.

Iraqi-Turkish ties are bound to improve further if the talks, scheduled to resume on April 8 in New York, succeed.

Iraq will have to pump most its limited oil exports worth \$2 billion in six months via pipelines running through Turkey.

One diplomat said the latest visit to Turkey by Oil Minister Amir Muhammad Rasheed — the first Iraqi cabinet minister to make a trip abroad via territory held by Kurdish rebels rather than the usual Amman route — was meant to show Ankara how keen and desperate Baghdad was to boost bilateral trade.

The official al-Qadissiya newspaper openly urged Ankara to trade with Iraq despite U.N. sanctions, saying resumption of such trade would benefit Turkey's economically depressed southeastern region that borders on northern Iraq.

Before the U.N. embargo placed on Iraq in 1990, Iraq was one of Turkey's largest trade partners.

Ankara also received transit fees on Iraq's export of oil through Turkish territory. Diplomats said the tensions with Jordan have worsened over news that U.S. warplanes based in Jordan will be used to fly sorties to police a no-fly zone in southern Iraq.

The zone was set up by the Gulf War allies to guard dissident Shi'ites against attacks by Iraqi fighters and helicopters.

Problems escalated last August when Amman sheltered two senior Iraqi figures, both sons-in-law of Saddam.

The defectors were killed last month by family members when they returned to Baghdad.

Turkish Daily News SATURDAY, MARCH 30, 1996

Security forces continue to boast of crackdown on PKK

Interior minister says government has established 102 cases between 1991 and 1995 of PKK involvement in the drug trade to finance its separatist activities

Turkish Daily News

ANKARA- Interior Minister Ülkü Güney said that one of Turkey's most important problems was the struggle, armed or unarmed, against separatism.

He recalled that this separatism had been commenced by the Kurdistan Workers' Party (PKK), an outlawed terrorist organization, on Aug. 15, 1984 in Siirt's Eruh and Hakkari's Şemdinli districts in the Southeast.

Speaking at the Parliamentary Planning and Budget Commission on Friday, the minister said that Turkish security forces had been clamping down on the PKK in the emergency rule region of the Southeast, and that the PKK had tried to commence its activities in provinces like the central Anatolian city of Sivas and the southern city of Hatay, so as to convey the impression that they were still active.

But, he said, Turkish security forces were providing security in these regions, and had reversed the pessimism of the public.

Güney said that PKK had lost many of its militants and much of its power, and had been trying to continue its activities in sensational and political fields by calling cease-fires and other public relations moves. He said PKK militants had been dispersed and their financial resources decreased, and that they were attempting to regroup in northern Iraq.

He added that the PKK had been trying to increase its activities on religious matters with the help of the Kurdistan Islamic Movement.

The minister pointed out that some EU countries had banned the PKK, but some were indulgent to the PKK and had permitted the PKK to convene the so-called Kurdish parliament on their territory.

He added that the efforts of Greece and Syria, and Turkey's reaction, were well-known, but that Turkey continued its contacts with neighbor and friendly countries to prevent terrorism and cut off its sources.

The government had no problem with the Kurdish-origin citizens in Turkey, the minister said. Güney said that the government would use every possible opportunity to develop, to prevent unemployment and to increase the wealth of the citizens in the Southeast. "There is no problem with our Kurdish-origin citizens, the problem is terrorism and the perpetrators of terrorism," he said. The government had taken various security measures against PKK militants when the PKK said it would attack Turkey's tourist centers, the minister said.

Güney said every struggle had its cost, and this cost was the number of people who were killed in action.

"Unfortunately, a total of 708 officers, non-commissioned officers, police, soldiers and village guards were killed in action, and 1,645 were injured, in 4,561 incidents during 1995. 1,103 security force members were killed in action in 1994. 449 citizens lost their lives and 850 were injured in 1995; the numbers were 1,086 deaths, 1,857 injured in 1994. In security operations against separatists, 3,007 terrorists were killed, 115 were injured, and 10,040 were captured in 1995. In 1994, 4,109 militants were killed, 153 injured and 12,514 captured," Güney said.

The minister said Turkey had become one of the most important transit countries of the illicit drug trade because of recent political, economic and social problems in some European countries, and the



Interior Minister Ülkü Güney

lack of authority in the Balkans, Central and Eastern Europe, the Middle East and the Caucasus.

Güney said terrorist organizations had an active role in the production, trafficking and distribution of illegal drugs, in order to purchase arms with the profits, and could easily establish contacts with underground organizations which were directing the illegal drug trade.

The minister said that it had established 102 cases between 1991 and 1995 of PKK involvement in the drug trade to finance its separatist activities.

"In 1993, a total of 39,708 kilograms of drugs was seized in 1,458 incidents, and 2,633 people were arrested; in 1994, 33,805 kilograms of drugs were seized in 2,250 incidents, with 4,815 arrests, and in 1995, 21,952 kilograms of drugs were seized in 1,954 incidents with 4,321 arrests.

So we see that illegal drug trafficking has decreased.

Turkey has signed cooperation protocols with 33 countries to combat illegal drug trafficking," said Güney.

The minister said the government would continue its efforts to guarantee the country's security no matter what the costs.

Turkish Daily News SATURDAY, MARCH 30, 1996

Government in a bind on the Southeast issue

ANAP's Seydaoglu says the region's deputies would no longer provide support if the emergency rule is not brought to an end, that calm would give way to a storm if concrete steps are not taken

By Ayla Ganioglu
TDN Parliament Bureau

ANKARA - The three-week-old Motherland Party (ANAP)-True Path Party (DYP) minority coalition is yet to take a concrete step to solve the Southeast problem. During the coming weeks it will be under strong pressure to do so both from its own ranks and from the Democratic Left Party (DSP), which is supporting the coalition indirectly.

ANAP deputies from the Southeastern provinces wait for the government to keep its promise to end the emergency rule and take new steps toward resolution of the Kurdish problem. But ANAP's coalition partner, the DYP, is not likely to extend full support for such steps.

The DSP, which indirectly supports the coalition by abstaining in Parliament, when critical issues are put to a vote, thinks that it would be difficult to have Parliament pass the new bills needed as an alternative to the emergency rule.

When the decision to extend the emergency rule for another four months as of March 19 was taken, Interior Minister Utku Güncü said that would be the last extension.

He promised that in the next four months amendments would be made in the laws involving provincial administrations, villages, formal notifi-

once again if these predictions come true and the coalition government asks Parliament to extend the emergency rule further in the absence of a new provincial administrations law. DSP officials stress that their "abstaining" in the recent vote was not "just for once," that they may act in a similar fashion in the future too if the government gives satisfactory reasons for demanding extra time.

Meanwhile, Diyarbakir Deputy Sebetullah Seydaoglu, a member of the ANAP delegation who recently visited the region and prepared a report for Prime Minister Mesut Yilmaz on the situation there, said the emergency rule and the village guards system should definitely be scrapped in the next four months.

Seydaoglu told the TDN, "If the emergency rule is not scrapped at the end of the four-month period, the deputies of the region will not support the government on this issue any other time." He said, "We share the expectation that the emergency rule will be brought to an end."

Noting that Prime Minister Mesut Yilmaz is very sensitive on this issue, Seydaoglu said, "I believe in the sincerity of his desire to solve the problem.

There is nothing he cannot do if he manages to overcome certain taboos within the coalition. The nine-month period during which Yilmaz will serve as prime minister (before he hands over that post to DYP leader Tansu Çiller at the end of the year) is where we have pinned most of our hopes. If he slips backwards, there will be the danger of the social calm giving way to a storm."

Seydaoglu said that he had convinced the deputies of the region that Yilmaz was going to

take concrete steps, and that they expect the restrictions on the use of the Kurdish language — including those on TV programs in Kurdish — to be lifted.

Meanwhile, DYP Deputy Necati Çetinkaya, who had served as the regional governor for the "state of emergency region" for a period of seven months, indicated that the emergency rule can be scrapped if the provincial administrations bill is passed.

He said that the bill in question would clarify the governors' power to bring in troops from the nearest garrison and that "when the bill is passed the scrapping of the emergency rule will not create a vacuum."

Çetinkaya said that it would be wrong to think that the region's problems could be solved only with security measures. The region's problem, pertaining to infrastructure, services, employment, education and health should also be solved.

Çetinkaya believes that it would be wrong to scrap the village guards system altogether. He said, "The village guards must be working positively if the terrorist organization is complaining about them. In time their numbers can be reduced if the need for them diminishes."

Çetinkaya said there were no restrictions at all on speaking in the Kurdish language. "No one has ever been scorned because he is speaking Kurdish. The people of the region do not have such a problem."

These people expect from the government nothing but employment, food and services. If these are provided, the person there is a first-class citizen.

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

Turquie-Kurdes-Irak

Reconduction du mandat de l'opération "Provide Comfort"

ANKARA, 28 mars (AFP) - Le parlement turc a reconduit jeudi pour trois mois l'autorisation de stationnement en Turquie de la force multinationale chargée de protéger les Kurdes d'Irak dans le cadre de l'opération alliée "Provide Comfort".

Le parlement a approuvé par 243 voix contre 199 et 76 abstentions la demande du gouvernement de renouveler jusqu'au 30 juin cette autorisation qui allait expirer le 31 mars.

Mais le parlement a exprimé des réserves sur les modalités d'opération de cette force, qui compte de nombreux détracteurs en Turquie.

Le premier ministre Mesut Yilmaz lui-même s'est déclaré "conscient de certains défauts dans le fonctionnement de la force".

"Nous discutons avec nos alliés d'un changement des modalités qui permettrait à la force de continuer à protéger la population du nord de l'Irak tout en ne remettant pas en cause les préoccupations de sécurité de la Turquie", a-t-il ajouté.

M. Yilmaz était contre la reconduction de la force quand il était dans l'opposition.

Cette force aérienne, basée depuis juillet 1991 à Incirlik (sud, près d'Adana) et composée d'appareils américains, britanniques et français, a été formée aux termes de la résolution 688 du Conseil de Sécurité de l'ONU de 1991.

Opérant sous contrôle de l'armée turque, elle a pour mission de surveiller la zone d'exclusion de vol imposée à l'aviation irakienne au nord du 36ème parallèle et les mouvements des troupes de Bagdad en direction de la zone de sécurité établie dans une bande de territoire du nord de l'Irak proche de la frontière turque.

HC/fa

AFP /AA1234/281852

MAR 96

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

LE DAUPHINE LIBERE

31 mars 1996

SAINT-MARTIN-D'HÈRES ▼ MANIFESTATION

Mécontentement turc dans la rue

Pour affirmer leur contestation contre la décision de la municipalité martinéroise d'avoir baptisé le parvis de la halle Brun "place du 24 avril 1915" en mémoire du génocide arménien, cinq cents représentants de la communauté turque sont descendus hier dans la rue.

Samedi dernier 23 mars, la municipalité de Saint-Martin-d'Hères commémorait le génocide du peuple arménien en inaugurant le parvis de la halle Brun "place du 24 avril 1915", date officielle du génocide perpétré par le gouvernement de l'empire ottoman de l'époque, au cours duquel un million et demi de membres de la communauté arménienne ont été exterminés. Une double commémoration puisque cette reconnaissance du génocide s'accompagnait d'un souvenir en mémoire de Missak Manouchian, un Arménien responsable FTP-MOI durant la Résistance française de 1940 à 1943 et fusillé par les nazis le 21 février 1944. Une reconnaissance par la municipalité martinéroise motivée par la nécessaire reconnaissance de cette communauté au sein de la mosaïque de peuples constituant la commune.

Mais hier, la communauté turque a voulu affirmer sa contestation face à cette "décision qui bafoue les vérités historiques" en affirmant que "ni à cette date, ni à aucune autre époque, il n'y a eu de génocide du peuple arménien". Une manifestation sous l'égide de l'association des ouvriers turcs de Grenoble. Et selon la position de cette association, il n'y a eu que 200 à 300 000 morts arméniens, victimes de la guerre 14-18.

Ainsi, environ 500 représentants de la communauté turque ont défilé du parc Paul Mistral en direction de la mairie de Saint-Martin-d'Hères tout en faisant halte devant la place du 24 avril 1915. Et alors que cette foule



Environ 500 Turcs ont manifesté hier dans les rues. Ici, sur l'avenue Ambroise Croizat, devant la place du 24 avril 1915.
Photo Vincent Wales

scandée son mécontentement par "Monsieur le maire, lisez bien l'histoire. Parler de génocide, c'est un mensonge historique", une délégation composée de trois membres de l'association, MM. Kabak, Kurt et Isik, était reçue par la municipalité martinéroise représentée en la personne de M. Michel Adrien, adjoint au maire. A l'issue de cette entrevue qui s'est terminée "positivement", Michel Adrien a affirmé que "si des points de divergence existent avec les manifestants sur les faits historiques, la municipalité continue à affirmer la nécessaire reconnais-

sance de la communauté arménienne au sein du peuple martinérois comme elle œuvre pour chacune des communautés". Par ailleurs, l'adjoint a confié qu'"un peuple ne devient grand que s'il assume son Histoire au même titre que les Français assument l'époque de Vichy". Et enfin que "les peuples doivent reconnaître leur histoire pour bâtir une Europe des peuples".

Mais s'il existe des divergences quant aux faits historiques, il y a aussi divergence au sein du peuple turc. En effet, il est nécessaire de rappeler que le sociologue turc Do-

glu Ergil, lors d'une conférence très récente organisée par un parti prokurde de Turquie sur le règlement de la question kurde, a déclaré qu'"il est temps d'avouer que nous avons inventé une histoire fautive pour dissimuler la réalité. A présent nous ne pouvons ignorer cette dernière... Chers amis turcs et kurdes, n'est-il pas temps d'avouer que nous avons massacré ensemble les Arméniens?"

Enfin, comme convenu entre la municipalité de l'agglomération grenobloise et la délégation turque, la foule s'est dispersée sereinement.

Vincent Wales ■

Friday, March 25, 1994

THE CHRISTIAN SCIENCE MONITOR

The Case for the Kurds

WEDNESDAY'S dramatic photos of three Kurds setting fire to themselves in Germany could be written off as a gruesome publicity stunt for the Kurdish cause. But perhaps it is the only symbol the Kurds – one of the most oppressed groups on earth – feel is strong enough to make their case.

The Kurds, 20 million people scattered between Turkey, Iraq, and Iran, are easily forgotten: They are stateless. Their homes are on no major media byways. They are a problem no one wants to deal with: Their cause is legitimate, but they happen to be persecuted, among others, by a NATO ally. Also, their oppression does not involve Western "national interests," which means these governments must confront the unpleasant shortcomings of their human rights policies.

The White House, for example, has made an issue of human rights in China, a nondemocratic former foe, and threatens to withhold most-favored-nation status. Yet nothing has been said about Turkey's year-long onslaught, which approaches "ethnic cleansing," against Kurds. Turkey is an MFN state, and is about to enter a customs union with Europe. MFN status may or may not be a useful tool in a human rights policy; democracy and political stability in Turkey are weak on the eve of the March 27 elections

there. But still, the United States ought to have a consistent policy.

The fight between Turks and Kurds is now a civil war. Ankara calls the guerillas dangerous separatists; Kurds correctly counter that they are being persecuted and denied rights to language, education, press, and safety. Some 5,000 people have been killed.

Equally disturbing is the arrest in Turkey of eight elected Kurdish members of the Turkish parliament – for a nonviolent expression of their views. The MPs are part of the 18-member Kurdish Democratic Party (DEP) delegation in the 450-member parliament. DEP itself is constructed from the Kurdish People's Labor Party, which was banned last July. The run-up to Sunday's election has been marked by the assassination of 70 DEP members.

The West must do better by the Kurds. Is the war in Turkey escalating? How many exactly are killed? The Human Rights Foundation of Turkey claims 874 villages have been burned and 1 million people forced out.

This seems exaggerated, but the problem is, no one knows. Ankara should allow Red Cross visitors and Amnesty International monitors to investigate. Sen. Dennis DeConcini (D) of Arizona has said that a Helsinki human rights team "is warranted."

Three people set themselves on fire. Someone ought to find out why.

Kurds in Northern Iraq Badly Need Help

By Denise Natali

As the United States ventures in and out of humanitarian relief missions, the Clinton administration should not forget its unsettled business in northern Iraq, where 3 million Kurds are still suffering the consequences of the 1991 Gulf war.

Despite Operation Provide Comfort's no-fly zones in northern Iraq, security threats remain. Iraq's Saddam Hussein continues to violate United Nations resolution 688 through ongoing terrorism against international relief efforts.

UN sanctions, which prohibit nonfood items from entering Iraq, are hindering Kurdish attempts to reconstruct and develop their war-ravaged economy. Saddam's personal embargo has exacerbated the situation by denying Kurds funds and services traditionally provided by the central government.

Most recently, Turkey, the main source of survival for Iraqi Kurds, reduced the amount of Iraqi oil it allows Turkish truckers to import from 4,000 to 400 liters per truck. This restriction is particularly serious, since nearly 80 percent of Kurdish revenues come from customs taxes. Certain measures must be taken to address the crisis.

First, the UN should partially lift the sanctions to exclude Iraqi Kurdistan. UN

sanctions were aimed at punishing Saddam through an economic embargo. Unintentionally, the sanctions have deprived minority populations such as the Kurds, and not Saddam, of fuel, food, and services critical for survival. They also ignore the international legal rights of the Kurds as an autonomous group within Iraq.

Since May 1992, Kurdish leaders have compromised their separatist sentiments in the effort to secure lasting peace and stability for the Kurdish people. The regional government has evolved into a viable political structure capable of administering the region according to democratic principles.

This political decision, however, leaves the Kurds caught in the structural dilemma of international law. Because they remain an autonomous unit within the state, the Kurds are not differentiated from the oppressive Iraqi regime.

There is no escape mechanism by which they can distinguish themselves legally from Baghdad. In an era in which the traditional geopolitical state system is disintegrating, it is becoming increasingly necessary to enlarge the scope of international legal means to include regional-autonomous governments.

A second measure is to remove all aspects of relief assistance from central government control. The UN made a serious mistake in October 1992 when it failed to fully implement the Security Council's resolution aimed at seizing approximately \$500 million in Iraqi assets to compensate

war victims. Instead, the UN was duped by Iraqi Foreign Minister Muhammad Said al-Sahaf's alternative plan to sell Iraqi oil for similar relief purposes.

The UN was not guaranteed a sufficient role in monitoring oil sales and securing Baghdad's distribution of food and medicine. Not surprisingly, the arrangement has failed miserably. Saddam continues to divert food and fuel to his Baathist cohorts while sabotaging relief trucks headed north.

Third, recognition and support of the

Recognition and support of the Kurdish regional government is essential to Kurdish survival in the long term.

Kurdish regional government is essential to Kurdish survival in the long term. Political officials have worked for months staffing ministries, formulating studies, and creating a centralized administrative structure in the north. The Kurdish government is now at a critical stage in its political development and requires cooperation from local, regional, and western organizations in the form of technical support and resource sharing.

According to Mamun Brefkani, minister of reconstruction and development, "Without essential equipment and supplies, our

cement factories, cigarette manufacturing plants, oil refineries, printing presses, and communications networks will remain idle."

Under the direction of the Allied Forces' Military Command Center's Relief Coordination Center in Arbil, existing nongovernmental organizations (NGOs) should begin transitioning their operations to local Kurdish groups and/or relevant ministries of the regional government. The situation has drastically changed since March 1991, when Kurds were stranded in the mountains as refugees without an administrative and political structure.

With sufficient funds and NGO cooperation, the Kurdish government can begin to implement the projects it has spent the past 10 months developing.

The Kurdish situation cannot be ignored as an issue of national sovereignty. It is also a regional problem involving Turkey, Syria, and Iran, which are threatened by the destabilizing effects of their own Kurdish populations. The Kurds occupy a strategic location between historical rival empires. For the US, addressing the Kurdish issue involves political responsibility and national interest in peace and regional security.

Denise Natali of the Center for Strategic and International Studies in Washington just returned from Iraqi Kurdistan. She is currently writing a book on the Kurdish experiment in Iraqi Kurdistan.

Turkish Daily News
MONDAY, APRIL 1, 1996

Turkey hits out at Arab League resolution on Euphrates waters

Turkish Daily News

ANKARA - In a weekend counterattack, Turkish Foreign Ministry slammed the recent Arab League resolution critical of Turkey's stance regarding the use of Euphrates' waters.

Responding to a question on the issue, deputy foreign ministry spokesman Nurettin Nurkan said the resolution had ignored the essence of matter.

Recalling a series of Syrian efforts to internationalize the Euphrates Waters issue and turn it into a problem between Turkey and the Arab world, Nurkan charged that these stemmed from Damascus' anxiousness to mask the support it lends to the terrorists aiming to divide Turkey and deflect the attention of the world and Arab public.

He was referring to the separatist war waged in southeastern Turkey by the Kurdistan Workers' Party (PKK). The fighting has claimed over 20,000 lives in official estimates. PKK leader Abdullah Ocalan is believed to be residing in Damascus although Syria denies that.

The foreign ministry official said the Arab league resolution — calling for an agreement on the allocation of the Euphrates waters between Turkey, Syria

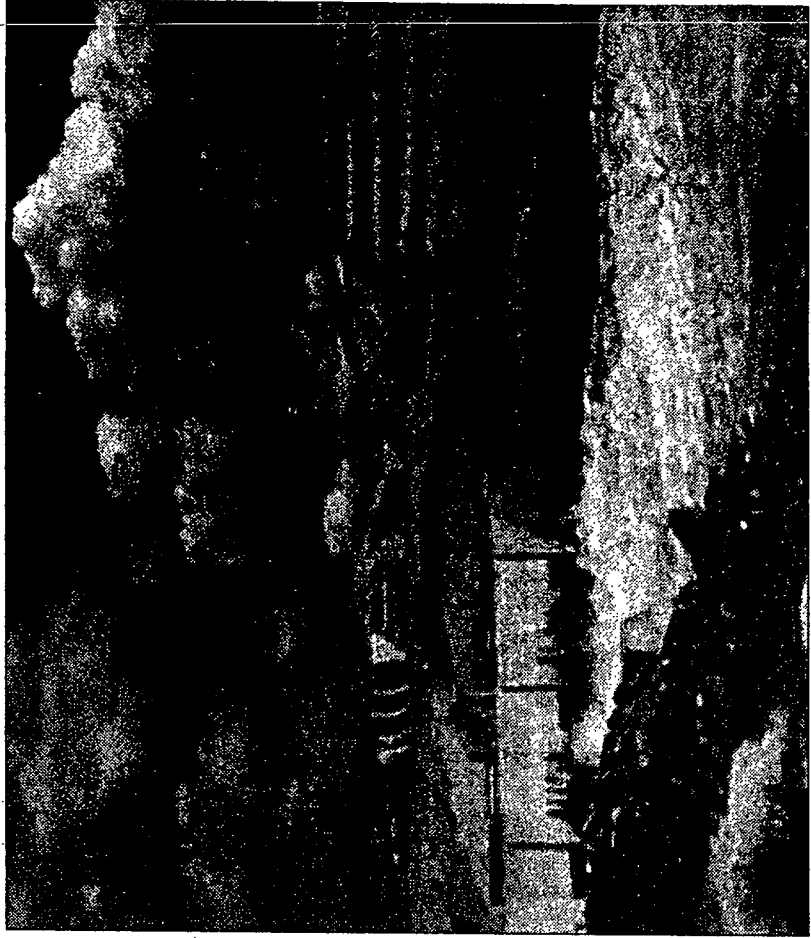
and Iraq — omitted to mention the fact that it was Turkey which has repeatedly invited Syria and Iraq for a dialogue on the "optimal" use of the river's waters and had even proposed a three-stage plan for that.

He said when implementing its own projects on the Euphrates, Turkey always took care to remain within the bounds of international rules and principles.

Despite the objections of the Syria and Iraq, Turkey is busy constructing about a score of large dams and hydroelectric power plants as well as irrigation tunnels on the Euphrates and its sister, the Tigris.

When complete in early 2000s, the multi-billion-dollar scheme dubbed Southeastern Anatolia Project (GAP) is to double the country's total energy output and transform the backward region through several fold increases in agricultural produce. Dismissing Syria's objections, Turkey says it is keeping to its pledge of letting through an average volume of 500 cubic meters of Euphrates waters per second.

Ankara also blames what it sees as archaic irrigation methods in Syria and old technology of its power stations as cause of shortages Syria complains of.



Turkish Daily News MONDAY, APRIL 1, 1996

Bonn appeals to Syria and Lebanon to temper Kurds

By Fiona Fleck

BONN- German Foreign Minister Klaus Kinkel appealed to Syria and Lebanon on Saturday to use their influence to persuade Kurd militants to renounce what he called their "criminal deeds and "threats", a spokeswoman said.

Abdullah Ocalan, leader of the Kurdistan Worker's Party (PKK) said in a German newspaper interview on Friday he would expand his group's armed struggle in southern Turkey to include suicide bombings if Ankara refused to open talks. He also threatened to target Turkey's tourism industry with such attacks and did not rule them out in Germany as well if Bonn did not stop supporting "Turkish genocide against Kurds". A ministry spokeswoman said that Kinkel sent a telegram to Syrian Foreign Minister Farouq al-Shara and his Lebanese counterpart Faris Bouez asking them to speak to exiled PKK leader Ocalan, who lives mainly in Syria and Lebanon. In the telegram, Kinkel asked them to "use their contacts and influence to persuade Mister Ocalan to abandon his criminal threats

and criminal deeds", a ministry spokeswoman said. Kinkel condemned Ocalan's threats, saying Bonn had no plans to change its Turkish policy and that the Kurdish conflict could only be solved by political means.

The PKK is banned in Germany as a terrorist organisation and is outlawed in Turkey, where it is fighting for Kurdish autonomy.

Bonn holds Ocalan responsible for increasing street violence and rioting at Kurdish demonstrations in German cities and towns as well as the murders of and retaliation attacks against on alleged PKK dissenters in Germany.

The PKK is also believed to be behind about 100 arson attacks on Turkish targets in Germany over the last year. The German Police Officers' Union said on Saturday there were signs that the PKK was planning to kill German police officers, after hundreds of Kurds clashed violently with police trying to prevent banned protests for Kurdish new year. "We must take the call on the Kurds to make war here seriously," the chairman of the police union Hermann Lutz told Saarland Radio.



German Foreign Minister Klaus Kinkel

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

Allemagne-Kurdes lead

Klaus Kinkel menacé de mort par le PKK

BONN, 2 avr (AFP) - Le ministre allemand des affaires étrangères Klaus Kinkel a affirmé mardi qu'il avait reçu des menaces de mort de la part du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) qui s'est à nouveau déclaré prêt à des attentats-suicides en Allemagne.

"J'ai reçu des menaces de mort de la part de membres du PKK, que je prends au sérieux, les mesures de sécurité ont été renforcées", a confié le ministre au quotidien Express.

Le journal croit savoir qu'Helmut Kohl a également été menacé de manière similaire. Un porte-parole gouvernemental s'est contenté de répondre que la chancellerie ne s'exprimait pas sur les questions de sécurité.

Dans le même temps, le chef du PKK, Abdullah Ocalan, a réitéré ses menaces d'attentats mais a offert le dialogue avec le gouvernement de Bonn, dans une interview à l'hebdomadaire Die Zeit à paraître jeudi.

"Si cela devait s'avérer nécessaire, nous lancerions des commandos-suicides dans des secteurs sensibles, des milliers (de Kurdes) sont prêts à le faire", prévient le dirigeant de la formation séparatiste, interrogé au Liban.

"Aussitôt que j'en donnerais l'ordre, des charges de dynamite exploseraient partout en Allemagne", a dit Ocalan. Le chef du PKK avait déjà fait des déclarations similaires vendredi.

Le PKK mettra ses menaces à exécution si les autorités allemandes expulsent des Kurdes vers la Turquie, assure-t-il. Après les violents incidents qui avaient suivi l'interdiction d'un rassemblement kurde à Dortmund (ouest) le 16 mars, le gouvernement allemand avait décidé de durcir la législation afin de permettre l'expulsion rapide d'auteurs d'actes de violence.

Mais Abdullah Ocalan "présente aussi ses excuses" pour ces affrontements: "Je veux dialoguer" avec le gouvernement allemand. Il se dit aussi "prêt à discuter sans réserve" avec le nouveau gouvernement à Ankara.

Bonn prône un règlement politique de la question kurde, mais entend, selon Klaus Kinkel, combattre le PKK avec détermination. Après les menaces formulées la semaine passée contre les touristes allemands en Turquie, Klaus Kinkel leur avait recommandé "de se faire à l'idée que leur sécurité ne peut être assurée à 100%".

Le PKK est interdit depuis 1993 en Allemagne où il est considéré comme terroriste. La police le tient pour responsable de la plupart des attentats qui visent de manière chronique les intérêts turcs en Allemagne. Quelque 400.000 Kurdes (sur 2,1 millions de ressortissants turcs) résident en Allemagne.

lal/jlt/nj/bmr

AFP /AA1234/021516

AVR 96

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

JE-Allemagne-Kurdes

Bonn demande la solidarité de ses partenaires UE pour lutter contre le PKK

BRUXELLES, 2 avr (AFP) - Le vice-ministre allemand des affaires étrangères, Werner Hoyer, a appelé mardi les partenaires de Bonn au sein de l'Union européenne à la solidarité pour combattre le PKK, Parti des travailleurs du Kurdistan, qui menace de mort les dirigeants allemands.

"Les déclarations de responsables kurdes ont conduit à de graves inquiétudes en Allemagne", a affirmé M. Hoyer à l'issue de la première réunion des négociateurs des Quinze sur la Conférence intergouvernementale.

"J'ai rappelé à mes partenaires que nous attendions leur solidarité face aux menaces formulées par le PKK", a-t-il ajouté.

Le chef de la diplomatie allemande Klaus Kinkel a affirmé mardi, dans une interview à un journal allemand, avoir reçu des menaces de mort de la part du PKK prêt à de nouveaux attentats-suicide en Allemagne.

L'Allemagne a interdit le PKK, considéré comme un parti terroriste, depuis 1993, suivie uniquement par la France. M. Hoyer s'est ainsi interrogé sur l'opportunité de réfléchir également dans les autres Etats membres de l'Union à une "éventuelle interdiction de ce parti".

Il s'est déclaré favorable à une meilleure coopération entre services de police notamment avec les Pays-Bas et la Belgique. Il se référait aux incidents du 16 mars aux postes frontières entre ces deux pays et l'Allemagne lorsque des manifestants kurdes tentaient de pénétrer en masse en Allemagne pour y participer à des manifestations interdites.

"Nous ne pouvons plus accepter de telles situations", a lancé M. Hoyer.

L'amélioration de la coopération policière et judiciaire est inscrite à l'ordre du jour de la Conférence intergouvernementale (CIG) chargée de révoir le fonctionnement des institutions européennes et au sein de laquelle M. Hoyer représente Bonn.

gg/bmr

AFP /AA1234/021539

AVR 96

Libération

2 avril 1996

Plaintes de Kurdes à Strasbourg

Sept plaintes de Turcs d'origine kurde contre la Turquie pour violation des droits de l'homme ont été déclarées recevables par la Commission européenne des droits de l'homme. Elles concernent l'assassinat de villageois par l'armée turque.

LE FIGARO

2 avril 1996

ALLEMAGNE

Menaces de mort du PKK

contre Kohl et Kinkel

Le ministre allemand des Affaires étrangères, Klaus Kinkel, a reçu des menaces de mort de la part du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), indique l'Express de Cologne, à paraître ce mardi. Selon ce journal, le chancelier Helmut Kohl aurait reçu également de telles menaces.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, TUESDAY, APRIL 2, 1996

Islam a Sore Spot for Turkish Army

By Celestine Bohlen
New York Times Service

ISTANBUL — Last December, when a pro-Islamic party was surging ahead in pre-election opinion polls, the military summarily dismissed 50 officers on charges of propagating Islamic fundamentalism.

Captain Suleyman Ogreten, 36, was one of them. His offense, he was told, was a bus trip to Islam's holy places with officers from other countries he had met on a United Nations mission in Kuwait.

"They dismissed me without asking any questions or taking me to a judge," he said in his lawyer's office. "They just told me that as a member of the Turkish Army, it was not a good idea, and they discharged me after 21 years service."

Islam is a touchy subject for the Turkish military, the second largest among NATO countries, with 90,000 officers and 500,000 highly disciplined troops. The armed forces, heir to a proud tradition that dates back to the Ottoman Empire, is the country's most formidable and secretive institution, revered and feared in equal measure.

But it is their mission as guardians of secularism, as defined by Kemal Ataturk, founder of the Turkish republic, that chiefly marks the domestic role of the armed forces these days.

The purge of officers was widely seen as a message that the military was concerned about the rise of the Welfare Party, the Islamic party, which advocates dismantling the secular state. Religious observances like prayer or fasting have always been allowed under the army's secularist code.

But now more than ever before, the

military seems to want to show that its tolerance for religious zeal has its limits.

"The officers accept that there has been an election, and that Welfare won 21 percent of the vote," said a Western diplomat. "But they want to make it quite clear that they cannot be allies of a movement that wants to change the very system they are there to protect."

Captain Ogreten's violation was a trip to Mecca, Saudi Arabia. For some fellow officers, who have banded together to

The military wants to show that its tolerance for religious zeal has limits.

appeal their case to the European Court of Human Rights, the offenses consisted of allowing their wives to wear head scarves — an emblem of the Moslem faith — or of being hosts for Koran readings during the Ramadan fast.

Given the strict controls on officers, many experts say fundamentalism is not now a problem in the top ranks. The religious feelings among ordinary soldiers during their obligatory 18 months of service is not a major concern.

But by dismissing officers for what they contend were normal observances of their faith, the military seems to be taunting fundamentalists who may dream of infiltrating the citadel of secularism.

"The army believes that the only insurance for the country is the Turkish army, and everyone in it should be educated in a strict way," said Captain

Ogreten. Like other officers, he was given eight years of training and lived on a succession of military bases isolated from the rest of Turkish society.

Since the election — where the Welfare Party won the largest share of seats — the armed forces have not let down their guard. A circular distributed last month among Interior Ministry troops ordered Muslim officers to stay away from mosques used by soldiers on bases, and to pray either at home or in public mosques, but never in uniform.

The orders, copied from regulations in the regular army, also forbade building new mosques on bases and banned the use of loudspeakers at military installations for the calls to prayer.

For the Welfare Party, a call to prayer on a base is an issue of human rights. For the army, it is a challenge to its own internal discipline, a discipline that it sees as central to its mission. The restrictions, leaked to the press, provided a battle cry for the party, one of whose leaders reportedly accused the armed forces of "animosity toward religion."

In a country where criticism of the army is taboo, such a charge was akin to blasphemy. The resulting flare-up indicated the deep tensions that exist between an army determined to keep religion out of state functions and an increasingly aggressive Muslim party.

A measure of the military's displeasure was a statement by a high-ranking officer, quoted by a news agency, who called the critics "impostors passing themselves off as true believers, and anachronistic reactionaries."

"It is normal for them to use their filthy tongues to darken the armed forces," the officer said.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, WEDNESDAY, APRIL 3, 1996

Saddam Capitalizes on the New \$100 Bill

The Associated Press

BAGHDAD — When the United States introduced new \$100 notes, Saddam Hussein's government seized on the announcement to give its embattled economy a boost.

"America Cancels \$100 Bill," shouted the headline in the state-run newspaper Al-Jumhuriya, spreading panic among Iraqis who rely on the dollar as protection against hyperinflation.

One paper even ran a picture of an old \$100 note, with a big black "X" across it.

Old dollars are still as valid as the new ones issued to foil

counterfeiting, but in a rigidly controlled country where the government dictates the flow of information, the campaign was a huge success. Nervous Iraqis rushed to banks and black-market money-changers to exchange dollars for previously shunned Iraqi dinars.

Mr. Saddam's government, desperate for hard currency due to tough United Nations sanctions, received an infusion of tens of millions of dollars, according to estimates by diplomats in Baghdad. The dinar, which hit a record low of 3,000 to the dollar in December, has surged in value and is now relatively stable at around 700.

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

Trsp. -TIE. -Ind. -Soct.

Hélicoptère: la Turquie préfèrerait le Tigre d'Eurocopter au Super Cobra US

ANKARA, 3 avr (AFP) - La Turquie envisage d'acheter au moins 10 hélicoptères d'attaque Tigre au consortium franco-allemand Eurocopter plutôt que les Super Cobra américains dont la vente risque d'être bloquée à Washington, a-t-on appris mercredi de source militaire turque.

"Nous utilisons des hélicoptères d'attaque dans nos opérations contre les terroristes et avons besoin d'appareils supplémentaires. Si les Etats-Unis ne veulent pas les vendre, nous nous les procurerons ailleurs, le plus probablement auprès d'Eurocopter", a déclaré un responsable militaire à l'AFP.

"Nous avons déjà fait des affaires avec Eurocopter par le passé et ils sont très enthousiastes à l'idée de vendre des hélicoptères d'attaque à la Turquie", a-t-il ajouté.

Eurocopter a déjà vendu en 1993 20 Cougars à la Turquie pour 253 millions de dollars et discute actuellement de la vente de 30 autres appareils de ce type.

Le mois dernier, Ankara a informé les Etats-Unis de son intention d'acheter 10 Super Cobra auprès de la firme Bell Textron, pour près de 150 millions de dollars. Malgré l'appui du Pentagone, l'opération est bloquée par le département d'Etat qui redoute l'utilisation de ces hélicoptères contre les Kurdes, y compris des civils.

Ankara a déjà utilisé 10 Super Cobra et 28 Cobra dans sa lutte contre les séparatistes kurdes qui a fait 21.000 morts au cours des 12 dernières années.

"Si l'administration américaine ne fait pas de geste concret en direction de la vente des Super Cobra, la Turquie annulera l'opération", a-t-on ajouté de même source. Dans ce cas, "les Américains peuvent être sûrs qu'il leur sera très difficile de prendre part aux futurs projets turcs concernant des hélicoptères", a assuré le responsable.

Au total, la Turquie prévoit d'acquérir jusqu'à 200 hélicoptères militaires, dont 90 d'attaque, d'ici à 2010.

Le responsable a cité d'autres fournisseurs potentiels comme l'italien Agusta et ses appareils Mangusta ou encore les Kamov-50 et les MI-24 russes.

UE/hc/bar/cad

AFP /AA1234/031438

AVR 96

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

France-Allemagne-Kurdes

La France condamne les menaces du PKK contre les dirigeants allemands

PARIS, 3 avr (AFP) - Le gouvernement français a condamné, mercredi, les menaces de mort, "facette inadmissible et odieuse du terrorisme", du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), contre les dirigeants allemands.

"Nous condamnons le terrorisme, y compris le recours à des menaces de mort, qui est une facette inadmissible et odieuse du terrorisme", a affirmé le porte-parole adjoint du ministère des Affaires étrangères, Yves Doutriaux, interrogé par l'AFP.

Le gouvernement allemand avait appelé mardi ses partenaires au sein de l'Union européenne à la solidarité pour combattre les menaces du PKK. Cet appel faisait suite aux propos du chef de la diplomatie allemande, Klaus Kinkel, affirmant, dans une interview à un journal allemand, avoir reçu des menaces de mort de la part du PKK, prêt à de nouveaux attentats-suicide en Allemagne.

(Selon l'Express de Cologne, le chancelier Helmut Kohl a également été menacé, tandis que le chef du PKK, Abdullah Ocalan, interrogé au Liban par l'hebdomadaire allemand Die Zeit, a réitéré ses menaces d'attentats "partout en Allemagne", si Bonn expulse des Kurdes vers la Turquie.)

"Plusieurs pays membres de l'Union européenne ont dans le passé été victimes des activités du PKK. C'est ainsi que l'UE a condamné, en août 1993, comme une pratique +repoussante et criminelle+ les prises d'otage du PKK", a rappelé le porte-parole adjoint du quai d'Orsay.

"Sur le plan français, nous avons à plusieurs reprises condamné le terrorisme du PKK", a-t-il encore dit précisant qu'à "l'automne 1993, nous avons pris des mesures d'interdiction à l'encontre d'associations qui s'en réclamaient, et qui s'étaient livrées en France à des actes répréhensibles".

L'Allemagne et la France sont les seuls pays membres de l'UE ayant interdit le PKK, considéré comme un parti terroriste.

hm/mst

AFP /AA1234/031838 AVR 96

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

DERNIERES NOUVELLES D'ALSACE

3 avril 1996

PKK: inquiétude en Allemagne

Bonn a appelé hier ses partenaires de l'Union européenne à la solidarité pour combattre le PKK, Parti des travailleurs du Kurdistan, qui menace de mort les dirigeants allemands. «*Les déclarations de responsables kurdes ont conduit à de graves inquiétudes en Allemagne*», a souligné le vice-ministre des Affaires étrangères Werner Hoyer, à l'issue d'une réunion des négociateurs des Quinze sur la Conférence intergouverne-

mentale. Dans une interview au journal Express, le chef de la diplomatie allemande Klaus Kinkel a de son côté affirmé avoir reçu des menaces de mort de la part du PKK qui serait prêt à commettre de nouveaux attentats-suicide outre-Rhin. L'Allemagne a interdit le PKK, considéré comme un parti terroriste, depuis 1993, suivie uniquement par la France. Et Bonn s'interroge sur l'opportunité de réfléchir également dans les autres Etats membres de l'Union à une «*éventuelle interdiction de ce parti*».

PKK raises tone of its threats to Germany over crackdown

PKK leader: 'As soon as I give the order, dynamite charges would explode all over Germany'

Turkish Daily News WEDNESDAY, APRIL 3, 1996

TDN with wire dispatches

ANKARA- The outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) continues to threaten Germany. On Tuesday, the PKK threatened German Prime Minister Helmut Kohl and Foreign Minister Klaus Kinkel with death, the Anatolia news agency reported.

PKK leader Abdullah Öcalan attacked Kinkel and Interior Minister Manfred Kanther for "surpassing each other in being of service to Turkey and slandering the Kurds," Reuters reported. Kinkel told Tuesday's edition of the Cologne daily Express that he had received death threats from PKK supporters which he took seriously, and said security precautions had been tightened.

Express said Chancellor Helmut Kohl had also received PKK death threats. The government press office declined to comment. Kinkel said that violence in Germany had increased because of the PKK, and that its activities denigrated over 2.5 million Turks in Germany, adding that hardening foreigners law in Germany would not prevent PKK terrorism.

Öcalan last week threatened Germany with a continuation of PKK attacks in a speech reported in daily *Suddeutsche Zeitung*.

The German government has demanded that Britain stop its support for the PKK activities and broadcasts, the Anatolia news agency reported.

Gunther Beckstein, interior minister of Bavaria, said in a press conference on Monday that the demand of the German government had been sent to the British Home Office.

Beckstein said logistical support for PKK was decreased by the bans, adding that the government condemned PKK threats against German tourists who go to Turkey.

Otto Schily, deputy chairman of the Social Democrat Party (SDP), demanded international cooperation in the capture of Öcalan.

Schily said his party would support the German government's answer to Öcalan's threats. "Germany doesn't yield to the PKK's threats," he said, though adding that the threats should be taken seriously.

Schily called on Kurdish origin citizens to help German officials and to isolate the PKK.

Meanwhile, four Kurdish men aged between 17 and 19 were convicted of attempted murder and arson on Monday for burning down a Turkish grocery last July, Reuters reported on Tuesday. The men were given custodial sentences of between three and three-and-a-half years.

The court in Stuttgart said the men had known they could have killed six people when they fire-bombed the store in the southwestern town of Ludwigsburg.

Prosecutors had asked the court to sentence all four of the men, who were tried as juveniles, to three-and-a-half years for the attack, which caused no deaths or injuries.

The court said one mitigating factor in the young men's favor was that they had clearly been angered by the fate of Turkey's Kurdish population.

Öcalan has intensified his threats to wage a terror campaign in Germany, saying he could have bombs detonated all over the country if Bonn does not end its military support for Turkey. In an interview to appear on Thursday in the German weekly *Die Zeit*, Öcalan renewed a threat made last week to deploy suicide bombers, and added: "As soon as I give the

order, dynamite charges would explode all over Germany," Reuters said.

Öcalan said Bonn, which has supplied military hardware to its NATO ally Turkey, was Ankara's accomplice in its war against the PKK, fighting for autonomy in southeastern Turkey.

"These arms deliveries are a tragedy for us," he said. "If, after tightening the law on foreigners, German authorities really do extradite Kurds to the fascist Turkish state, we will react," Öcalan said.

Öcalan said the PKK would prefer to hold talks with Bonn, which banned the organization in 1993 after a spectacular wave of attacks on Turkish properties.

"The ban on the PKK underlines the fact that the Bonn government has taken sides with Ankara," he said. "All the problems began with the ban... Before the ban, there was no violence at PKK demonstrations."

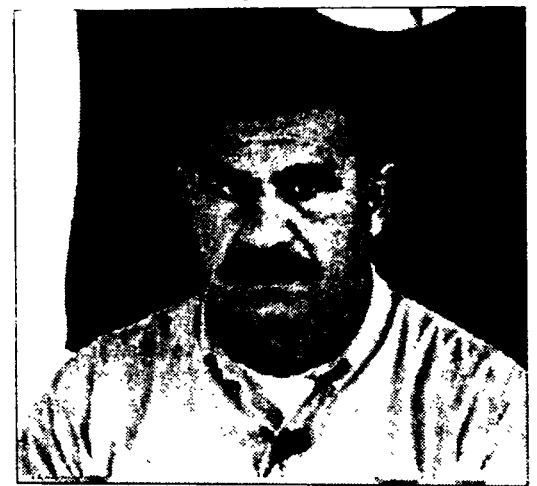
Öcalan dismissed reports that the new Turkish government under Prime Minister Mesut Yılmaz was preparing a more liberal policy towards the Kurds to give them more cultural autonomy. "We know all about such declarations of intent from the Turkish government," he said. "Generally their approach to the Kurdish question is to silence anyone who does not share their opinion."

He said he had written to Yılmaz but received no answer. "I regret that. I am ready to hold talks with the Turkish government without any reservations. In Germany for instance, in Switzerland, wherever."

"First we demand an end to the state of emergency in eastern Anatolia, an end to military despotism, to the systematic destruction of Kurdish villages and the expulsion of Kurds from their homeland."

"In the long term we want Turks and Kurds to live together within a common federal state, comparable with the system in Switzerland or Belgium," he said. "Separatism is not in the interest of the Kurds"

Meanwhile, the National Front for the Liberation of Kurdistan (ERNK) claimed on Tuesday that the German and Turkish governments were continuing



PKK leader Abdullah Öcalan

their campaign by using media against Kurds, and said the policy of "Kurdish solution without PKK" would leave the problem unsolved.

The ERNK said the cease-fire was continuing with patience, and promised to respect any step by the government to solve the Kurdish issue.

Turkish Daily News

THURSDAY, APRIL 4, 1996

Iraqi opposition leaders in Syria for unity talks

Reuters

DAMASCUS- Several Iraqi Kurdish, Islamic and nationalist opposition leaders have arrived in Syria to debate ways of overthrowing Iraqi President Saddam Hussein, opposition sources said.

"The participants will discuss how to unify the ranks of the opposition and to find the best ways of toppling the Saddam regime," a spokesman for the Supreme Council of the Islamic Revolution in Iraq (SCIRI), a Shiite group, told Reuters. Opposition sources said the meeting, grouping 11 leaders, was originally planned to open on Monday but was postponed until Tuesday to give more time for preparatory talks. The 11, who represent the Islamic, Kurdish, nationalist and communist movements, will prepare for a larger gathering of over 40 opposition leaders and personalities due to be held in the Syrian capital in the second week of April. Opposition sources said the Damascus meeting would focus mainly on the removal of President Saddam.

"The best way to achieve this is to leave aside all the ideological differences. The Iraqi people should decide the shape and form of its future government," an official of the Iraqi Communist opposition party said.

Those who have already arrived included leaders of two rival Kurdish groups: Jalal Talabani, head of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), and Nitshevan Barzani, a top official of the Kurdistan Democratic Party (KDP) led by Massoud Barzani. Also in Damascus are SCIRI leader Ayatollah Baqer al-Hakim and Ayatollah Taqi Mudarresi, head of the Shiite Islamic Action organization.

Those attending will include Mahdi al-Obeidi, head of the pro-Syrian al-Baath opposition group and Humaid Majeed, head of the Iraqi opposition Communist Party.

Kurdish sources said no bilateral meetings between officials of the feuding PUK and KDP were planned during the Damascus talks. U.S. State Department official Robert Deutsch is due in northern Iraq later this month to mediate between the Kurds, who have split the region into two rival zones of control. Iran has previously organized meetings between the Kurdish militia in a rival bid to win influence in the region. More than 3,000 people have died in inter-Kurdish fighting since 1994 but the two groups have not clashed for a year. Kurdish-ruled northern Iraq has been protected by a Western allied air force based in southern Turkey since shortly after the 1991 Gulf War.

The way Washington looks at the Kurdish problem

From an April 3 article by Sabah's Mehmet Ali Birand: There has been growing interest in Washington in the Kurdish problem, which has spread to the entire region, and a growing conviction that though described as a "terrorist group" the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) is no longer a simple organization, that it has become a multifaceted phenomenon. Here is a summary of the impressions I gathered during a visit to Washington.

■ **Northern Iraq:** Washington opposes establishment of an independent Kurdish state in northern Iraq. But it is not prepared to give Turkey a written guarantee to this effect. The factor which the American officials find most upsetting is the growing PKK activity in northern Iraq, PKK leader Abdullah "Apo" Ocalan's emergence in the region as a third Kurdish leader in addition to Massoud Barzani and Jalal Talabani, securing the support of part of the population there. To try to reverse this process a special envoy will be sent to the region during the coming days. He will try to work out a peace agreement between Barzani and Talabani. Washington thinks this is the only way the PKK can be kept under control. Barzani and Talabani engaging in close cooperation would push Apo into a tight spot. Still, American officials underline the difficulty of wiping out the PKK entirely in northern Iraq.

■ **Provide Comfort:** Washington considers the continuation of Provide Comfort, the Turkey-based international relief force for northern Iraq, essential. Although President Clinton displayed a flexible and understanding attitude during his meeting with President Süleyman Demirel, U.S. bureaucracy has an extremely rigid stance on this issue. They see the Provide Comfort force as the most important element of the general U.S. policy against Saddam Hussein. They make it clear that it is out of the question for them to scrap that force. According to one American official, Turkey's cross-border security operations would become unfeasible in the absence of the Provide Comfort force and Turkey's trade with northern Iraq would come under the scope of the United

Nations embargo on trade with Iraq.

■ **Iran:** Washington warns that Iranian influence in northern Iraq has grown considerably in recent months, that it was the Iranians who worked out an agreement between the PKK and Barzani, and that the Iranians are now conducting a common Kurdish policy with Syria. The same circles note that Iran has intensified its cooperation with the PKK and stress that Turkey should be very cautious in its relations with Iran. Washington has intensified its efforts to push Iran into a tight spot and notes with understanding that Turkey does not fully support this U.S. policy but warns Ankara that it should act with great care.

■ **Syria:** Syria is a highly important country for the United States these days. Although Syria has not yet been taken off the list of countries which support terrorism, Washington treats Syria with great care because that country holds the key to the Middle Eastern peace process. It appears that it will be quite difficult for Turkey to attain its goal of having the PKK expelled from Syria as part of the peace process. U.S. officials say that the press agreement would not refer to any organization by name, and that the PKK issue would be tackled between the United States and Syria in the framework of bilateral relations. To sum up, it looks like Turkey will not be able to get what it wants in this regard.

■ **Turkey:** Washington's biggest complaint is that Turkey has not taken the steps it is expected to take on the Kurdish issue, that the problem is being kept in limbo indefinitely. Prime Minister Mesut Yılmaz's recent announcement in Igdir has caused excitement in Washington, but there is a growing conviction that this time too these words will not be followed by due action.

■ **Conclusion:** The Kurdish problem is gaining new dimensions and spreading beyond our predictions. The Kurds, who in the past seemed to be a few countries' problem, are not being tackled on a platform which is expanding from Europe to the Middle East and from the United States to Russia. The more that umbrella expands, the bigger risks that will entail. The situation is getting out of our control.

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

Eco.-Tourisme

Les Kurdes ne menacent pas les touristes mais déconseillent la Turquie

BRUXELLES, 5 avr (AFP) - Les Kurdes ne menacent pas les touristes mais leur déconseillent de se rendre en Turquie, a indiqué vendredi un responsable du Parlement en exil du Kurdistan, Zubeyir Aydar, devant la presse à Bruxelles.

"Les Kurdes ont décrété un cessez-le-feu unilatéral le 15 décembre dernier et n'ont pas mené d'autres actions depuis, contrairement aux autorités militaires turques qui n'ont pas cessé leurs exactions contre des villages kurdes", a expliqué M. Aydar, président du Conseil Exécutif du Parlement en exil du Kurdistan.

Ce Parlement, dont le siège est aux Pays-Bas avec un bureau de représentation à Bruxelles, compte dans ses rangs plusieurs militants du PKK, Parti des travailleurs du Kurdistan, interdit en Allemagne et en France.

"Si la guerre continue, les Kurdes ont le droit de se défendre", a-t-il ajouté. Dans ce cas-là "il y aura la guerre dans les montagnes, les villes et dans les sites touristiques où les touristes risqueront eux-aussi d'être touchés", a encore souligné M. Aydar tout en précisant que les Kurdes n'ont "aucune raison de menacer les touristes".

"S'il y a la paix en Turquie tout le monde peut y aller sans risque, mais la paix dépendra de la position du nouveau gouvernement turc", a-t-il remarqué. "Et s'il y a la guerre, elle sera pour tout le monde et les Kurdes n'en porteront pas la responsabilité", a-t-il insisté.

Enfin, le dirigeant du parlement kurde en exil a démenti que des Kurdes aient menacé le chancelier Helmut Kohl et son chef de la diplomatie Klaus Kinkel.

gg/jag

AFP /AA1234/051306

AVR 96

Turkish Daily News THURSDAY, APRIL 4, 1996

French businessmen in Iraq to explore trade deals

Reuters

BAGHDAD- A delegation of French businessmen has arrived in Baghdad to try to strike trade deals to supply Iraq with goods not barred under the United Nations embargo, state-run newspapers said on Wednesday.

They said about 50 French businessmen have met Iraqi ministers of oil, finance, industry and minerals and trade. The government newspaper al-Jumhuriya said the minister of industry and minerals, Adnan Abdul-Majeed Jassim, promised the visiting industrialists

preferential treatment once U.N. curbs on Iraqi oil exports were eased or lifted.

The businessmen gathered in the lobby of the smart Rasheed Hotel in Baghdad early on Wednesday before setting out for various Iraqi ministries and establishments. They refused to talk to foreign reporters.

Sources close to the group, one of the largest to visit Baghdad, said the businessmen were discussing with the Iraqis the sale of spare parts for power stations and water purification projects. "They are here to snatch any

hard cash Iraq will spare for such projects if and when limited oil exports flow to the outside world," one source said.

"There are about 40 of them representing different French conglomerates."

The Frenchmen were also discussing the supply of humanitarian goods to Iraq, Jumhuriya said. Iraq and the United Nations are due to resume talks next Monday on a U.N. offer of limited Iraqi oil sales, exempt from sanctions imposed on Baghdad for invading Kuwait in 1990.

Turkish Probe April 5, 1996

David's Star in Turkish Skies

The pilot keeps his eyes on the target as he gently pulls off his plane out of its dive and his thumb presses the button on the lever. He does not have to follow the missile that streaks forward from beneath the week. The "smart bomb" is already heading towards the solitary hut on the barren expanse below. He does not have to worry about the target. A bull's eye is technologically assured.

So, another Palestinian extremist gone — together, perhaps, with his family? Well, not quite... Maybe just a couple hundred thousand lira's worth of cardboard or mud bricks.

For the target is not in a Lebanese village. It is — or will be soon — in the heart of central Anatolian plains. Taking an unprecedented step with potential domestic and foreign policy repercussions, Muslim Turkey has opened its airspace and military bases to the Israeli air force for training its combat pilots.

The arrangement was a key component of the strategical and technical cooperation agreement signed between the two countries in February, the Turkish Probe learned.

The military cooperation agreement follows on the heels of an earlier deal under which Israel has undertaken to upgrade Turkey's fleet of F-4 Phantom jets at a price tag exceeding \$600 million.

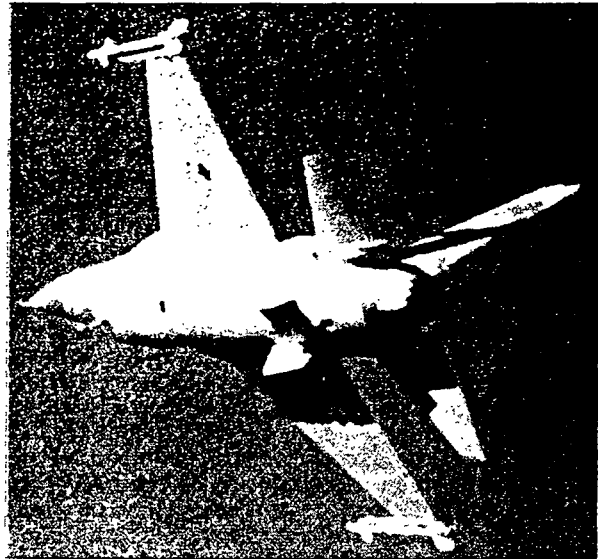
Turkey has also been seeking Israel's cooperation in the combat against separatist Kurdish terrorists.

Defense Minister Oltan Sungurlu said the facility had been recognized to the Jewish state "in view of its limited airspace" Sungurlu saw no direct link between Turkey's deal with Israel and a similar facility Syria has granted Greece although Damascus hotly denied the reports. Turkish Foreign Ministry spokesman Omer Akbel said Wednesday that Syria had assured Ankara that it had not made its airspace and air bases available to Greek jets.

Despite the denial, the minister did not look convinced: He said Athens' military cooperation agreement with Syria was against NATO solidarity and had to be debated within the alliance. Besides, Greek planes would have no need to train in Syria because they had nearly all of the Mediterranean at their disposal.

Security and water-sharing disputes have kept Turkish-Syrian relations under strong strains for the past decade. Turkey resents the sanctuary Syria has provided to Abdullah Öcalan, the leader of the Kurdistan Workers' Party (PKK) which is fighting a separatist war in southeastern Turkey. Damascus, meanwhile, is vainly lobbying for an agreement that would ensure itself increased volumes of water from the river Euphrates on which Turkey is building large dams and irrigation projects. Turkey's ties with NATO-partner Greece is also at one of its lowest ebbs. The two countries quarrel over the Aegean airspace and sea bed rights and the status of some Aegean islands lying close to Turkish coast, the tensions occasionally bringing the countries to the brink of war like they did when the two navies faced each other off the disputed Kardak rocks in southern Aegean in February.

Greek defense minister Gerasimos Arsenis' plans for military alliances with countries surrounding Turkey keeps Ankara suspicious of Athens' true aims.



An Israeli fighter, one of many to enjoy "more room" in Turkey to hone their destructive skills.

While taking care not to comment openly on Syria's motives, Sungurlu said other reasons should underline Greece's interest in using Syrian air bases.

Political and military sources, noting the cost of sending planes to Syria — at great cost not to mention the refuelling and maintenance required at the Syrian air bases for the return trip — say it is an illogical policy for Greece when it had almost unlimited airspace and explain it with Athens' attempts to gain a "psychological" advantage in its confrontation with Turkey.

In contrast, Sungurlu said the facility granted to the Israeli air force was a part of the recently-started process of cooperation with Israel. "The Israeli airspace is so narrow that an Israeli plane exits it immediately after take-off. Hence, they do not have such things as flight corridors or training areas," Sungurlu noted, adding that "Turkey's inclusion of Israel — as a goodwill gesture and purely with peaceful aims — to the list of some NATO partners enjoying training facilities in Turkey, has nothing extra-ordinary about it."

Under the existing facilities, the U.S. jets and warplanes from some of the European NATO countries arrive periodically in Turkey for target practice, mainly near the central Turkish city of Konya and at Incirlik air base near the southern city of Adana.

The minister said details of the deal had not been worked out between the two side and it was not clarified yet when the Israeli jets will arrive for training, their numbers and the duration of their stay.

But even before they arrive, the minister and the center-right coalition government which barred the Islamist Welfare Party (RP) from power is certain to draw some heavy flak.

For the Islamists are likely to find the arrival of the Israeli warplanes at Konya, the bulwark of Islamism, of all places, something particularly provocative.

Kemal Balci

Turkish Probe April 5, 1996

Focus on Human Rights

Secularist and Islamic Activists Join Forces in Defense of Human Rights

The Istanbul branch of Mazlumder, the pro-Islamic Organization of Human Rights and Solidarity for Oppressed People, held its third congress last Sunday to choose its new executive board. Ercan Kanar, chairman of the Istanbul branch of the Human Rights Association (IHD), highlighted the struggle of non-governmental organizations against human rights violations and added that Mazlumder and the IHD were both very important defenders of human rights in Turkey. "We have to fight against violence all together, and not to separate rights, such as religious rights or freedom of expression," the IHD chairman said. Kanar also defended the right to wear headscarves, saying that more freedom was needed. He congratulated Mazlumder's former executive board for their donations to human rights defendants.

Turkey Challenged over Human Rights

The European Human Rights Commission said on Monday it had agreed to study charges of murder and abduction brought by eight Kurds against Turkish troops, Reuters reported. The plaintiffs accuse Turkish troops of killing some of their relatives or abducting them during military operations against separatists in southeast Turkey. Ankara has denied the charges and blamed the casualties on the separatist Kurdistan Workers' Party (PKK) or score-settling among Kurds. The commission will send representatives to Turkey to investigate the charges. It will then try to reach a friendly settlement or submit the case to the Strasbourg-based European Court of Human Rights.

Human Rights Commission Accepts Second Application by Sadık Ahmet

The Strasbourg-based European Human Rights Commission has accepted as admissible a second case brought against Greece by Sadık Ahmet, who died last year in a car accident and who was one of the leaders of the Turkish minority in Western Thrace, the Anatolia news agency reported. Ahmet had applied to the commission after being tried for using the term "Turkish" to designate his minority in an article he wrote for the daily "Gerçek" (Truth). Greece does not accept such a designation contending that the minority in Western Thrace is not Turkish but "Muslim."

CPJ Urges Yılmaz To Release Imprisoned Reporters

The Committee to Protect Journalists (CPJ), a human rights organization devoted to protecting journalists around the world, delivered on Tuesday a petition to Turkish Prime Minister Mesut Yılmaz signed by 50 "American journalists and media executives" calling for the release of all journalists imprisoned in Turkey. "Turkey holds more journalists in prison than any other coun-

try," said Avner Gidron, CPJ's research director. "We are sending this petition to Prime Minister Yılmaz as a way of letting the Turkish government know that this is a matter of serious concern for journalists in the United States." However, despite the claim that all petitioners are "journalists and media executives," among those who signed the petition were the executive director of a large Armenian-American organization and the director of a pro-PKK Kurdish-American organization as well.

Iranian asylum seekers detained by police

A group of 64 Iranian asylum seekers were detained by police on March 29 during a protest against the Iranian government. The 64 asylum seekers, who include 27 children and 13 women, have been carrying out a sit-down protest in a flat of 90 square meters, conditions that the Human Rights Association said were unhealthy and unsanitary. The Iranians are now being held in Ankara by the Security Directorate's Department for Foreigners. The sit-in demonstration started in August last year as a protest against deportation orders issued by the Turkish government and to the closure of their asylum cases by the U.N. High Commissioner for Refugees office in Ankara.

Turkey To Set Up Villagers' 'Army' against Rebels

Turkey plans to organize unruly Kurdish village guards into an "army" after the emergency rule is lifted in the Southeast, despite growing calls to abolish the costly system largely seen as a failure. The Interior Ministry has prepared a draft law proposing the mostly Kurdish village guards — at present around 60,000 in number — be organized in special teams, given ranks and be linked to the local paramilitary gendarmes. "We are institutionalizing the village guards," said a senior official at the emergency rule governor's office in Diyarbakır, the main city of the Southeast. But local and international human rights monitors slam the system, saying it is open to abuse. They say villagers are forced to become guards and then face attack by PKK rebels, according to a Reuters report.

European Court Hears the Sadık Ahmet Case

The European Court of Justice on Wednesday convened to consider the case brought against Greece last year by the late Sadık Ahmet, one of the leaders of the Turkish minority in Western Thrace who died in a car accident last year. Reporting from Strasbourg, the Anatolia news agency said Sadık Ahmet's wife Işık Ahmet, who is also the leader of the Friendship, Equality and Peace Party, the elected muftis of İskece (Xanthi) and Gümülcine (Komotini), Mehmet Emin Aga and İbrahim Şerif, as well as former deputy for İskece, Ahmet Faikoğlu, and former independent deputy, İsmail Rodoplu, were among those following the court proceedings.

LE FIGARO

5 avril 1996

Le chef de la diplomatie est menacé de mort

Allemagne : Klaus Kinkel dans le collimateur des Kurdes

L'organisation séparatiste du PKK se dit prête à envoyer des commandos-suicides si Bonn expulse ses militants vers la Turquie.

BONN :

Jean-Paul PICAPER

Qu'est-ce qui a poussé Klaus Kinkel à confier, mardi, au quotidien allemand *Express* que les séparatistes kurdes du PKK lui avaient adressé des menaces de mort ? Les dirigeants politiques reçoivent souvent de telles menaces, mais ils se gardent d'en parler. Helmut Kohl serait également visé, mais son entourage se refuse à tout commentaire.

Malmené par une opinion qui s'insurge contre les violences intégristes, le ministre allemand des Affaires étrangères semble vouloir prouver qu'il n'a pas que des amis dans le monde musulman. Comme on ne menace que ceux qui font preuve de fermeté, le libéral Kinkel rend publics ses problèmes avec le PKK.

L'automne dernier, Klaus Kinkel avait dû décommander la grande conférence sur l'Islam qu'il avait conviée à Bonn, avec des invités iraniens. Plus récemment, les poursuites engagées par le parquet allemand contre le chef des services secrets iraniens, Fallahian, avaient l'air d'un camouflet contre sa politique. Hier, la veuve d'un dirigeant kurde iranien abattu par des tueurs de Fallahian affirmait à la télévision allemande : « *Le seul résultat tangible du prétendu dialogue avec l'Iran, c'est l'assassinat d'opposants.* » Klaus Kinkel a beau assurer ne pas « *dialoguer à n'importe quel prix* », il n'en défend pas moins la poursuite d'un « *dialogue critique* » avec Téhéran dont il conteste l'implication dans les récents attentats commis en Israël.

Mais, avec les Kurdes, qui



En rendant publics ses problèmes avec le PKK, Klaus Kinkel semble vouloir prouver à ses détracteurs, qu'il n'a pas que des amis dans le monde musulman. (Photo Kreitem/Reuter.)

n'ont pas d'Etat, les discussions sont au point mort. Abdullah Öcalan, qui, de Damas, dirige le PKK, vient de lancer une mise en garde à l'Allemagne. Dans une interview accordée au journal *Die Zeit*, il menace de lancer des « *attentats-suicides* » si Bonn livre des militants kurdes à l'« *Etat fasciste de Turquie* ».

Une cible privilégiée

Après la Turquie, l'Allemagne est devenue la cible privilégiée du PKK. Quelque quatre cent mille Kurdes résident en Allemagne. Bon nombre d'entre eux sympathisent avec le mouvement séparatiste. De quoi prendre au sérieux les menaces d'Öcalan. La spirale de la violence avait commencé en juin 1993 avec

une prise d'otages au consulat turc de Munich, suivie de très nombreux attentats à l'explosif (cinquante en un jour, le 4 novembre 1993), ce qui amena le ministre de l'Intérieur, Manfred Kanther, à déclarer le PKK hors la loi. La violence n'a pas diminué pour autant, tant s'en faut.

Öcalan, pourtant, n'exclut pas l'ouverture d'un « *dialogue* ». Il s'est excusé pour l'assaut donné par des centaines de militants kurdes à la police allemande, en mars, à la frontière germano-hollandaise. Cette bataille rangée s'était soldée par des centaines de blessés. En employant la manière forte, le dirigeant kurde espère convaincre Klaus Kinkel et Helmut Kohl de faire pression sur le nouveau premier ministre turc, Mesut Yılmaz, pour qu'il change de politique.

J.-P. P.

LE FIGARO

6-7 avril 1996

TURQUIE

Les Kurdes mettent les touristes en garde

Les Kurdes ne menacent pas les touristes mais leur déconseillent de se rendre en Turquie, a indiqué hier un responsable du Parlement en exil du Kurdistan, lors d'une conférence de presse à Bruxelles. Il a ajouté que « *la paix dépendra de la position du nouveau gouvernement* », mais que « *s'il y a la guerre elle sera pour tout le monde et les Kurdes n'en porteront pas la responsabilité* ».

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

Eco.-Int.-Energie

Pétrole: Espoirs limités d'accord à la reprise des pourparlers ONU-Irak

Par René SLAMA

NEW YORK (Nations unies), 6 avr (AFP) - La marge de manoeuvre apparaît très étroite aux négociations sur la formule "pétrole contre nourriture", qui reprennent lundi à New York entre l'ONU et l'Irak, selon des diplomates occidentaux et arabes.

De toute évidence, cette troisième série de discussions, suivie de près par un marché pétrolier nerveux, s'annonce plus délicate que les précédentes tant les enjeux sont politiques: le contrôle de la distribution de vivres aux Kurdes d'Irak du nord et, au delà, un éventuel allègement des sanctions contre Bagdad.

Le secrétaire général de l'ONU, le diplomate égyptien Boutros Boutros-Ghali, de retour d'un voyage en Asie, a décidé de suivre de près la négociation, selon son porte-parole.

"L'optimisme" était de rigueur de part et d'autre avant la reprise des pourparlers. Cependant, l'Irak n'a pas exclu un quatrième round. L'ONU a affirmé qu'elle parlerait "le temps qu'il faut" et certains diplomates ont déclaré redouter que la question kurde ne devienne un "motif de rupture", le cas échéant.

En coulisses et même publiquement, Irakiens et Américains s'accusent mutuellement de chercher à torpiller le processus entamé en février dernier aux Nations unies.

L'arrangement "pétrole contre nourriture", proposé dans la résolution 986 du Conseil de sécurité, permettrait à Bagdad d'exporter du brut à hauteur de deux milliards de dollars tous les six mois pour acheter des vivres et alléger ainsi les souffrances d'une partie de la population irakienne. Ce processus se déroulerait sous contrôle onusien.

Selon la résolution 986, environ 300 millions de dollars dégagés par les revenus du pétrole sur six mois devraient être affectés au programme humanitaire interorganisations des Nations unies dans les trois provinces d'Irak du nord. Cette région à majorité kurde échappe au contrôle de Bagdad.

Dans une interview au quotidien français Le Monde, avant la reprise des négociations de New York, le vice-Premier ministre irakien Tarek Aziz a affirmé que les "différences" entre l'ONU et l'Irak "restent très importantes. Elles touchent à l'intégrité et à la souveraineté même de notre pays".

M. Aziz a rappelé que la résolution 986 réaffirmait que les provinces du nord "font partie de l'Irak. Il faut que l'accord (éventuel) reflète cette réalité". Il a jugé "légitime" que Bagdad demande à étendre aux régions kurdes un système de distribution en vigueur ailleurs dans le pays.

Selon des sources occidentales, les Etats-Unis soupçonnent le régime de Saddam Hussein de chercher à rétablir un contrôle militaro-policié dans le nord par le biais de cette distribution de vivres. Devant les désaccords, M. Boutros-Ghali voudra peut-être prêcher un compromis, dit un diplomate européen.

Négociateurs onusiens et irakiens ont cependant accompli d'importants progrès sur les autres aspects de mise en oeuvre de la résolution 986: le chef du département juridique de l'ONU Hans Corell (Suède) et le diplomate

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

irakien Abdul Amir al-Anbari ont déclaré avoir débroussaillé un terrain "considérable" lors des deux précédentes séries de discussions techniques à New York, du 6 au 19 février et du 11 au 18 mars.

De fortes attentes sont perceptibles chez la population irakienne depuis le début du processus de négociations. Côté américain, on devrait théoriquement se satisfaire de l'exception humanitaire "pétrole contre nourriture", dont la mise en oeuvre retarderait d'autant la levée totale des sanctions contre Bagdad. Cependant, aussi bien les Irakiens que les Américains peuvent faire avorter la négociation, selon des diplomates arabes.

Les sanctions économiques, imposées à l'Irak depuis son invasion du Koweït en 1990, n'ont aucune chance d'être levées à brève échéance en raison des soupçons pesant encore sur les armements irakiens.

Fait du hasard? Un rapport semi-annuel de la Commission spéciale de l'ONU chargée de superviser le désarmement de l'Irak (UNSCOM) devrait être publié entre lundi et jeudi prochains, c'est-à-dire au moment des pourparlers de New York.

Il est clair que l'UNSCOM ne sera toujours pas en mesure de certifier que Bagdad a rempli toutes ses obligations en matière de désarmement.

ras/ru/nas

AFP /AA1234/060928

AVR 96

Turkish Daily News SATURDAY, APRIL 6, 1996

Turkey orders one-month closure of leftist daily

Reuters

ISTANBUL- A Turkish court has ordered the temporary closure of a left-wing daily for an article criticising human rights abuses, the paper said on Friday.

"The state security court ordered our paper closed for a month at a hearing yesterday," Ihsan Çaralan, editor-in-chief for the Evrensel daily, told Reuters.

Çaralan said the article printed on September 5 was found to constitute a crime under article 312 of the penal code for provoking "enmity and hatred".

Article 312 is often used against writers and intellectuals for expressing what are deemed subversive views.

Evrensel editor Ali Erol was also given a two-year jail sentence, later converted to a four million lira (\$55) fine, for the article. The paper is still publishing pending appeal. "We have

often been charged for articles but never found guilty," Çaralan said. "Yet we have been given the highest possible punishment — given this and attacks against our reporters, we get the impression the decision is political." Evrensel reporter Metin Göktepe was killed in police custody in Istanbul in January. Pre-trial proceedings have begun against 48 policemen.

The offending article spoke of a class war in which the strong were free to commit rights abuses against the weak and poor.

It gave examples of torture in custody, censoring of the anti-establishment media and police attacks on demonstrators — all accusations frequently raised against the Turkish state. "Any kind of demand by the oppressed masses that threatens the established order has been answered with pressure and violence," the article said.

US human rights groups focus on Turkey

By Uğur Akıncı
Turkish Daily News

WASHINGTON - The international human rights advocacy group Amnesty International (AI) has released another report castigating the beating of three Turkish lawyers outside the Buca prison in Izmir in September 1995. The three were part of a group of eleven, most of them members of the Izmir Bar Association, who went to Buca prison "to visit clients following a violent incident in the prison the previous day." Thirty-seven prisoners were hospitalized as a result of the incident. The other eight lawyers were "mistreated and detained by police" as well, according to AI.

The report came in the wake of a petition sent by the Washington-based Committee to Protect Journalists (CPJ) to Prime Minister Mesut Yılmaz on Tuesday, calling for the release of all imprisoned journalists in Turkey.

The AI report gives graphic details and firsthand accounts of the injuries suffered by lawyers İrfan Güler, Gül Kireçkaya, and Şengül Gültekin. That they were mistreated was backed up by medical reports as well.

AI had also released in February 1996 a report called "Information on Continuing Human Rights Abuses in Turkey." The report said the human rights situation in

Turkey "has been rapidly worsening since 1990. To the existing problems of torture and prisoners of conscience must now be added the recently developed patterns of extrajudicial execution and 'disappearances.'"

The State Department vs. AI

The U.S. State Department's 1996 country report on human rights practices in Turkey, although agreeing with AI on the existence of extrajudicial executions and disappearances, disagrees with AI's assessment that such violent violations are "rapidly worsening since 1990" — at least as far as 1995 is concerned.

The State Department said "political and extrajudicial killings credibly attributed to government authorities and terrorist groups continued but at substantially lower rates overall than in previous years. The number of deaths in detention and mystery killings was down significantly in 1995." The Turkish Human Rights Foundation reported that in 1995 there were three "disappearances" which ended in death.

CPJ urges Yılmaz to release imprisoned reporters

The Committee to Protect Journalists (CPJ), a human rights organization devoted

to protecting journalists around the world, delivered on Tuesday a petition to Turkish Prime Minister Mesut Yılmaz signed by 50 "American journalists and media executives" calling for the release of all journalists imprisoned in Turkey.

However, despite the claim that all petitioners are "journalists and media executives," among those who signed the petition were the executive director of a large Armenian-American organization and the director of a pro-PKK Kurdish-American organization as well.

"Turkey holds more journalists in prison than any other country," said Avner Gidron, CPJ's research director. "We are sending this petition to Prime Minister Yılmaz as a way of letting the Turkish government know that this is a matter of serious concern for journalists in the United States."

The question of the 51 journalists in Turkish jails was indeed raised at a Washington dinner hosted on March 28 for the U.S. press by President Demirel. The president's answer that those in jail were actually terrorists parading as journalists did not sit well with the American journalists, according to IDN sources who were present at the dinner.

"Unfortunately, it appears that the new government has not improved on its predecessor's dismal press freedom record," said

Gidron. "Imprisonment of journalists and violence against the press is continuing." CPJ noted that at least "seven journalists have been jailed in the past two weeks. And several reporters were brutally beaten by police at a recent student demonstration in Ankara."

"Article 8, despite recent revisions, still criminalizes news reports which are purportedly 'aimed at destroying the indivisibility of the Turkish state.' Article 7 similarly criminalizes all news articles deemed by the state to be 'terrorist propaganda.' And Article 312 of Turkey's Penal Code mandates up to three years in prison for writing what allegedly 'incites hatred or enmity,'" the CPJ petition read. Yılmaz was reminded that all such practices "constitute a blatant violation of Article 19 of the Universal Declaration of Human Rights, which upholds the rights of all citizens of the United Nations member states 'to seek, receive, and impart information and ideas through any media and regardless of frontiers.'"

The CPJ asked Yılmaz "to seek the repeal of Article 8 of the Anti-Terrorism Law and Article 312 of the Penal Code."

Further, I urge you to seek a revision (of Article 7 of the Anti-Terrorism Law that aims at ending its use as a weapon against the press."

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, MONDAY, APRIL 8, 1996

U.S. to Monitor Iraq From Base in Jordan

By John Daniszewski
Los Angeles Times

AMMAN, Jordan — Near a desert oasis that once was the headquarters of Lawrence of Arabia, a Jordanian air base is quietly being rebuilt to handle nearly 1,500 U.S. Air Force troops and 34 F-16s that soon will start flying daily sorties over southern Iraq.

American warplanes based in the Jordanian desert to monitor the Iraqi Army? The idea would have been unthinkable a few years ago.

Still, even as Jordan is earning Washington's gratitude for standing up to the Iraqi government, the kingdom is coming under criticism from some quarters in the United States and Israel for not stemming the flow of money through Jordanian territory to the Islamic extremist group Hamas, which has taken responsibility for the recent spate of suicide bombings in Israel.

Jordan is a country caught in the middle, a role it knows well.

These days, King Hussein is juggling on two fronts. The 60-year-old monarch is working hard to push the Middle East peace process forward without alienating his own largely Palestinian subjects, who are furious at the crackdowns on

Palestinians by Israel after the bombings. And he has started calling openly for "change in Iraq" — code for the overthrow of President Saddam Hussein — and cooperating more closely with the United States and with exiled Iraqi opponents of President Hussein.

It all contributes to a vague sense of unease here. "Too many things are happening at once," said Sari Nasser, a political commentator.

During the 1990-91 Gulf crisis, Jordan refused to join the U.S.-led alliance against Iraq's invasion of Kuwait, and Jordanians supported President Hussein. Jordan's backing cost the hard-pressed kingdom millions of dollars in aid from an angry Saudi Arabia and other oil-rich gulf states.

Five years later, Jordan has volunteered its air base near Azrak as a temporary site from which the Americans can fly 100 to 150 sorties a day to enforce the UN-mandated "no-fly zone" over southern Iraq. The first few U.S. troops are already on the ground, and the bulk of the force is expected by mid-month.

The deployment is to last two or three months, during a hiatus when there will be no U.S. aircraft carriers in the region. Militarily, it represents little change from the status quo. But for Jordan, at least

symbolically, it is an escalation. "It is dangerous," said one government official. "But our king is very into principles."

Jordan is taking other bold measures against Iraq. Last week, it expelled an Iraqi diplomat. It also gave the green light for an Iraqi opposition group, the Iraqi National Accord, to open an office outside Amman. The government said the office could be used only for political purposes. In other words, no coup attempts are to be hatched there.

The main question facing Jordan — the key to both its future security and economic health — is whether the peace process with Israel is going to fall apart in the aftermath of the suicide bombings and the crackdown on Palestinians.

"The pro-peace camp is on the defensive," said Mustafa Harmaneh of the Center for Strategic Studies at the University of Jordan.

Since Jordan signed its peace treaty with Israel in 1994, King Hussein has thrown himself strongly behind the process, risking the ire of his own people, more than half of whom are of Palestinian origin. The government is therefore angered by criticism that it is not doing enough to stop funds allegedly reaching Hamas terrorists via Jordan.

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

FRS0081 4 I 0322 IRA /AFP-KC56

Iran-UE

L'Iran appelle à la poursuite du "dialogue critique" avec l'Europe

TEHERAN, 8 avr (AFP) - L'Iran souhaite la poursuite du "dialogue critique" avec l'Europe afin "d'éliminer les malentendus actuels", selon le président du parlement iranien Ali Akbar Nategh-Nouri cité lundi par l'agence officielle IRNA.

Le "dialogue critique" établi depuis trois ans entre la République islamique et l'Union européenne (UE) "constitue une politique sensée, de nature à éliminer les malentendus actuels entre l'Iran et l'Europe", a estimé M. Nategh-Nouri lors d'une rencontre avec une délégation parlementaire irlandaise.

Les déclarations du président du parlement, une des personnalités les plus influentes du régime iranien, interviennent alors que l'UE s'interroge sur la poursuite du "dialogue critique" avec Téhéran, suspecté notamment de chercher à saboter le processus de paix au Proche-Orient et de soutenir, malgré ses déclarations, les mouvements islamistes palestiniens responsables de la récente vague d'attentats en Israël.

Une délégation de l'UE a eu la semaine dernière des entretiens avec les responsables de la diplomatie iranienne à Téhéran pour tenter de "clarifier" la position de l'Iran à cet égard. Au vu des résultats de cette mission, le Conseil des ministres européens devrait se prononcer dans les prochaines semaines sur la poursuite ou non du "dialogue critique", qui prévoit des consultations politiques régulières, quoique limitées au niveau de hauts fonctionnaires, entre l'Iran et l'Europe.

Ce dialogue est gelé de facto depuis plusieurs mois pour des raisons diverses: l'absence de progrès dans les négociations pour trouver une solution à l'affaire Rushdie, les commentaires officiels iraniens se félicitant d'actions terroristes en Israël et l'implication du gouvernement iranien par la justice allemande dans l'assassinat en 1992 à Berlin de quatre opposants kurdes iraniens.

lma/jhd/oaa

AFP /AA1234/080910

AVR 96

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

ECF0033 4 F 0539 EAU /AFP-KQ88

Eco.-energie-int.

Négociations "nourriture contre pétrole": le négociateur irakien optimiste

DUBAI, 8 avr (AFP) - Le chef de la délégation irakienne aux négociations avec l'ONU sur la formule "pétrole contre nourriture" a minimisé l'importance des obstacles entravant les pourparlers qui reprennent lundi.

"Il est possible de régler les questions en suspens, nous espérons parvenir à un accord final et complet au cours de la troisième session" de négociations, qui s'ouvre lundi à New York, a déclaré M. Abdel Amir Al-Anbari au quotidien arabe basé à Londres al-Hayat.

Selon lui, la distribution des vivres et des médicaments aux Kurdes, dans les régions du nord de l'Irak qui échappent au contrôle de Bagdad, pourrait être résolue par une "procuration" fournie par le gouvernement irakien au programme humanitaire des Nations Unies pour qu'il agisse à sa place dans ces régions échappant à l'autorité de Bagdad depuis le printemps 1991.

"Il s'agit d'une question de forme plus que de fond, et personnellement je ne pense pas qu'elle soit épineuse", a poursuivi M. Anbari.

L'arrangement "pétrole contre nourriture" proposé dans la résolution 986 de l'ONU permettrait à Bagdad d'exporter du brut à hauteur d'un milliard de dollars tous les trois mois pour acheter des vivres et des médicaments, sous un strict contrôle de l'ONU. Sur cette somme, environ 300 millions de dollars devraient être affectés au programme humanitaire des Nations unies dans le Kurdistan irakien.

M. Anbari a indiqué que l'Irak "acceptait le montant de la somme" prévue pour les Kurdes "bien qu'elle dépasse la part qui devrait leur revenir".

La position du secrétaire général de l'ONU Boutros Boutros-Ghali est de "faciliter les choses pour parvenir à un mémorandum d'accord", a indiqué M. Anbari.

Selon le négociateur irakien, deux "questions techniques" restent à régler, l'une bancaire et l'autre pétrolière. "L'Irak a suggéré la nomination d'un haut officier de liaison bancaire irakien" pour coordonner entre Bagdad et les Nations Unies à New York et Genève la gestion du compte bloqué où seraient déposées les recettes des ventes du pétrole irakien, a indiqué M. Anbari.

Les discussions visent actuellement à déterminer "la partie qui devrait payer les frais de l'officier de liaison", a-t-il précisé. Il a indiqué par ailleurs que l'Irak souhaitait que "l'ONU nomme des experts pour décider si les contrats pétroliers sont raisonnables et les prix justes".

Il a affirmé en outre que l'Irak voulait que les demandes d'importation de pétrole se fassent par des compagnies et non seulement par les gouvernements car le pétrole "ne peut être laissé aux hommes politiques".

Les propos de M. Anbari tranchent avec ceux du vice-Premier ministre Tarek Aziz qui a qualifié de "très importantes" les divergences entre

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

Bagdad et l'ONU, parce qu'elles "touchent à l'intégrité et à la souveraineté" de l'Irak.

L'Irak et l'ONU dont déjà tenu deux sessions de négociations sur l'application de la résolution 986, en février et en mars. L'Irak a accepté en janvier dernier de discuter avec l'ONU, après avoir rejeté cette résolution adoptée en avril 1995, en affirmant qu'elle portait atteinte à sa souveraineté.

mch/jhd/aml

AFP /AA1234/081124 AVR 96

FRS0291 4 I 0244 TUR /AFP-MB51

Turquie-Kurdes lead

64 rebelles kurdes tués depuis le début du week-end, selon Ankara

ANKARA, 8 avr (AFP) - Au moins 64 rebelles du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) ont été tués depuis le début du week-end dans une vaste opération des forces de sécurité turques dans le sud-est anatolien, a annoncé lundi le vice-premier ministre Nahit Mentese.

C'est le bilan officiel le plus lourd pour une seule opération contre le PKK depuis plusieurs mois.

"Au moins 64 terroristes ont été tués dans l'opération dans la région de Lice", a déclaré M. Mentese à l'agence semi-officielle Anatolie. Il a ajouté que plusieurs membres des forces de sécurité avaient également été tués ou blessés, mais sans en préciser le nombre.

La région montagneuse autour de Lice est située entre Diyarbakir, chef-lieu du sud-est à majorité kurde, et la province de Bingol.

Plus tôt dans la journée, Anatolie avait annoncé que 18 rebelles avaient été tués dans cet accrochage, qui était présenté comme le plus sérieux depuis décembre entre les troupes gouvernementales et le PKK.

Avec les chiffres donnés par M. Mentese, le nombre de rebelles tués selon le gouvernement turc depuis le début du week-end dans toute la région du sud-est s'établit à 76.

En effet, dans quatre autres accrochages dans les provinces de Siirt et Mardin, 12 autres rebelles ont été tués, selon un communiqué de la préfecture d'état d'urgence de Diyarbakir.

UE/hc/aje

AFP /AA1234/081651 AVR 96

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

Turkish Daily News

Turkey hits PKK in northern Iraq

By Kemal Balci
Turkish Daily News

ANKARA- In what seems to be the opening shots of a spring campaign against the separatist Kurdistan Workers' Party (PKK), the month-old coalition government of Mesut Yilmaz has sent air force jets and ground troops into northern Iraq to attack the rebels entrenched there, government sources told the TDN. The sources said the incursion and the strikes were carried out on Sunday on the orders of Yilmaz who is expected to make an official statement today. Sources said after ordering the crossborder operation, Yilmaz went to the city stadium to watch a soccer match to give the operation a maximum element of surprise.

The operation was successful and the jets and troops returned safely after fulfilling their missions, the sources said. Parallel to the incursion, the troops launched a massive search-and-destroy operation in Turkey's southeast-

ern provinces, where the PKK has been waging a separatist war for more than 11 years. So far, some 20,000 people have died in the fighting, according to official estimates.

Sources said about 70 separatists had been killed in an engagement between the security forces and a rebel unit. Interior Minister Nahit Menteşe later told the Anatolia news agency that 64 rebels had been killed in the clash which occurred north of Lice township in Diyarbakir province. There were also casualties among the security forces, the minister told the agency without elaborating.

Earlier reports said 18 militants had been killed in clashes on the provincial border between Diyarbakir and Bingöl. A unilateral cease-fire was declared by Abdullah Öcalan, the leader of the outlawed PKK, in December, but was rebuffed by the Turkish government.

Last year Turkey carried out

massive crossborder strikes against PKK concentrations in Kurdish-held northern Iraq and said it had killed hundreds of rebels.

Ankara, while allowing a Western air force to operate from its soil to protect Iraqi Kurds' safe-haven against attack from Saddam Hussein's forces, sees Baghdad's curtailed authority in the area, coupled with a violent power struggle between the Iraqi Kurdish leaders, as creating favorable conditions for the PKK's entrenchment.

Yilmaz's center-right minority coalition was able to extend the mandate of Operation Provide Comfort for three months recently but a left-wing party on whose support the government depends for survival made clear that there would be no further extensions.

The PKK last month threatened suicide attacks in Turkish cities and resort centers if Ankara did not respond to its unilateral cease-fire.

The rebels also issued threats against Germany after its latest crackdown on the PKK, following bloody riots by its supporters in German cities in late March.

Recently, the PKK has been raising the tone of its threats to Germany over the German crackdown on PKK activity.

Last week, the PKK threatened German Chancellor Helmut Kohl and Foreign Minister Klaus Kinkel with death, and Öcalan attacked Kinkel and Interior Minister Manfred Kanther for "surpassing each other in being of service to Turkey and slandering the Kurds."

Despite subsequent denials by the PKK leadership, Germany took these death threats seriously and security precautions have been tightened in the country.

The PKK is banned in Germany on charges of being a terrorist organization.

Mittwoch, 3. April 1996 · Nr. 79

Neue Zürcher Zeitung
INTERNATIONALE AUSGABE

Neue Morddrohungen der PKK in Deutschland

Kinkel und Kohl im Visier?

Bonn, 2. April. (ap) Die verbotene kurdische Arbeiterpartei PKK hat ihre Drohungen mit Anschlügen in Deutschland erneuert und offensichtlich auch die politische Spitze der Bundesrepublik im Visier. Nachdem der Chef der Terrorgruppe, Abdullah Öcalan, bereits in den vergangenen Tagen mit Selbstmordattentaten und gezielten Angriffen auf deutsche Polizisten gedroht hatte, wurden nun auch Morddrohungen gegen Außenminister Kinkel bekannt. Bundeskanzler Kohl soll die Organisation ebenfalls im Visier haben. Kinkel sagte in einem Interview der Kölner Tageszeitung «Express», dass es gegen ihn Morddrohungen von PKK-Anhängern gegeben habe, die er ernst nehme. Die Sicherheitsvorkehrungen seien verschärft worden. Die Information des «Expres-

ses», Kohl sei ebenfalls bedröht, wurde vom Kanzleramt nicht bestätigt, da zu Sicherheitsfragen grundsätzlich nichts gesagt werde.

Öcalan verband unterdessen eine neue Drohung, in Deutschland würden Selbstmordattentäter aktiv, mit der Abschiebung von Kurden in die Türkei. Wenn deutsche Behörden tatsächlich nach der Verschärfung des Ausländerrechts Kurden an den «faschistischen türkischen Staat» ausliefern sollten, würde er reagieren, sagte Öcalan in einem Interview der Hamburger Wochenzeitung «Die Zeit». Zugleich erklärte er, er wolle keine Gewalt, sondern einen Dialog mit der deutschen Politik. In dem Interview entschuldigte sich der PKK-Chef zugleich für die Ausschreitungen bei Demonstrationen zum kurdischen Neujahrsfest. Andererseits habe nicht die PKK mit der Gewalt angefangen; es seien vielmehr diejenigen, die die «Ausrottung des kurdischen Volks» betrieben. Öcalan fügte hinzu: «Die deutsche Regierung ist eindeutig ein Helfershelfer des türkischen Staates. Besonders Innenminister Kanther und Außenminister Kinkel überbieten sich gegenseitig darin, der Türkei zu Diensten zu sein und die Kurden zu verleumden.»

TUESDAY, APRIL 9, 1996

Turkish Daily News

Syria regrets Turkey's accord with Israel and calls for a 'review'

Denial: A statement from the Syrian Embassy in Ankara also denies as 'fallacious' reports of a similar accord between Damascus and Athens

Turkish Daily News

ANKARA- Syria on Monday expressed "deep regret" over what are referred to as "reports of an agreement of military cooperation in security and strategic fields" between Turkey and Israel and called on Ankara to "review" this arrangement.

Egyptian Foreign Minister Amr Mousa, referring to this accord, said over the weekend that it was a "dangerous example" and added that it posed "danger for the region."

While officials in Tehran remained quiet on reports of such an accord between Turkey and Israel, the Iranian media has been lambasting Ankara for what one paper referred to as "bringing Zionism to Iran's doors."

A written statement from the Syrian Embassy in Ankara also denied reports that Syria had signed a similar agreement with Greece and indicated Turkey had been informed of the "fallacy of this claim."

Greek Foreign Minister Gerassimos Arsenis indicated recently that a military cooperation accord concluded by Athens and Damascus would also allow for Greek fighter jets to use Syrian bases.

Arsenis had indicated in so many words that this arrangement with Syria was aimed

at Turkey.

Arsenis' remarks were followed in a few days by the disclosure by Turkish Minister Defense Oltan Sungurlu to the Turkish Daily News that Turkey had given extensive rights for Israeli jets to use Turkish skies for training purposes. Sungurlu backed down from this statement over the weekend when he told a leading daily that he had "confused two issues" and that Israel had not been given the rights he had initially suggested.

He did not deny however the existence of a military cooperation accord with Israel.

Analysts point out that Sungurlu's backing down followed an official statement in Ankara that assurance had been obtained from Damascus that the accord between Syria and Greece as suggested by Arsenis did not exist.

"Syria expresses her deep regret and concern that Turkey, an important member of the Organization of the Islamic Conference, should this (agreement with Israel)... The friendly Turkish people are well aware of the firm and consistent resolutions of the OIC condemning Israel's occupation of Arab lands and her usurpation of holy Jerusalem which she considers her eternal capital," the statement from the Syrian

embassy read. "They know very well that the resolutions of the OIC, adopted with Turkey's support, demand that all OIC members abstain from any form of political, military, economic or other cooperation with Israel as long as Israel continues her occupation of Arab lands and her denial of Arab rights." The statement appeared to conveniently overlook the fact that OIC members such as Egypt, Jordan and the PLO are cooperating with Israel, politically and economically, if not militarily. "Furthermore, Syria wishes to make it clear that there is no truth in the claims that there is a similar agreement between Syria and Greece. Syria confirms a new agreement is non-existent. She has duly informed the authorities of her neighbor Turkey of the fallacy of this claim," the statement indicated.

Going on to point out that Syria "is always anxious to develop with her neighbor Turkey a bilateral and constructive dialogue based on good neighborhood, mutual respect and nonintervention in internal affairs," the statement said Damascus would spare "no effort to achieve this goal." "Syria hopes that the Turkish government would review the security and military agreements it concluded lately with Israel, in conformity with the OIC resolutions and safeguard the historic relations between the Islamic people of Turkey and the Arab and Islamic states," the statement concluded.

A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—

FRS0752 4 G 0267 FRA /AFP-TL95

Divers-immigration lead

19 Kurdes en situation irrégulière placés en garde à vue dans l'Ain et en Saône-et-Loire

BOURG-EN-BRESSE, 9 avr (AFP) - Dix-neuf Kurdes en situation irrégulière, tous des hommes, ont été interpellés, mardi matin, dans l'Ain et la Saône-et-Loire, et placés en garde à vue, a-t-on appris auprès de la gendarmerie.

Neuf d'entre eux, âgés entre 20 et 50 ans, ont été interpellés sur la RN9 à La Salle, à une quinzaine de km au nord de Mâcon et placés en garde à vue à Lugny, où ils étaient entendus par les gendarmes assistés d'interprètes.

Huit étaient détenteurs de papiers d'identité libellés en arabe.

Selon le premier témoignage d'un des Kurdes, qui s'exprimait en anglais, le groupe a quitté Stuttgart (Allemagne) lundi, et a été convoyé jusqu'en Saône-et-Loire par un chauffeur de camion qui leur avait fait croire qu'ils étaient arrivés en Belgique, but final du voyage.

Ils avaient auparavant quitté l'Irak pour Francfort par avion, munis de faux passeports, qui avaient été récupérés par les "passeurs" à leur arrivée, selon ce témoignage. Puis ils s'étaient rendus à Stuttgart en taxi.

Les dix autres Kurdes, dont l'âge et l'identité n'ont pu être déterminés en l'absence de papiers d'identité, ont été interpellés vers 11H00 sur une route de Saint-Laurent-sur-Saône (Ain) et placés en garde à vue dans cette commune.

La gendarmerie a émis l'hypothèse qu'ils aient "pu traverser la frontière par train ou camion depuis l'Allemagne".

Le parquet de Bourg-en-Bresse prendra une décision à leur sujet à l'issue de leur garde à vue.

nd/tma/mst

AFP /AA1234/092037

AVR 96

A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—

FRS0175 4 I 0188 TUR /AFP-PE53

Turquie-Kurdes

L'opération militaire anti-PKK se poursuit

ANKARA, 9 avr (AFP) - Une vaste opération aéro-terrestre de l'armée turque, lancée durant le week-end contre les rebelles kurdes, se poursuivait mardi matin dans une région située entre les villes de Diyarbakir et Bingol (sud-est), a rapporté l'agence Anatolie.

L'opération, soutenue par l'aviation, se déroule au nord de la ville de Lice, au sud de Hazro (province de Diyarbakir) et dans la zone de Saggoze (province de Bingol), a indiqué l'agence citant des autorités locales.

Près de 300 rebelles du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) ont été encerclés dans cette région, ont-elles affirmé.

Un communiqué publié lundi par la super-préfecture de Diyarbakir indiquait que 91 rebelles kurdes et 27 soldats turcs avaient été tués lors de cette vaste opération contre le PKK dans la région située entre Lice, Kulp et Genc.

Cette opération avait été lancée dans la nuit de vendredi à samedi.

Les autorités locales estiment que les pertes finales du PKK pourraient être plus élevées que le bilan annoncé officiellement lundi.

CE/hc/pub/bg

AFP /AA1234/091043

AVR 96

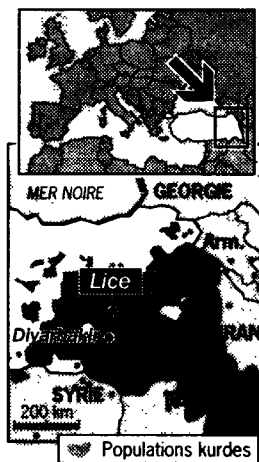
LIBÉRATION — 9 AVRIL 1996

Offensive turque contre le PKK

90 rebelles kurdes ont été tués ce week-end dans le sud-est anatolien.

L'armée turque a lancé une vaste opération dans la région de Lice, dans le sud-Est anatolien, contre les rebelles kurdes après plusieurs mois de calme relatif, faisant au moins 90 morts dans les rangs rebelles depuis le début du week-end, selon une source officielle turque.

C'est le bilan officiel le plus lourd pour une seule opération contre les rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) depuis l'été dernier. Selon l'agence Anatolie, 27 membres des forces de sécurité ont été tués au cours de cette opération. La région montagneuse autour de Lice est située entre Diyarbakir, chef-lieu du sud-est à majorité kurde, et la province de Bingol. «Ils (le PKK) font leurs derniers efforts (pour se maintenir) dans cette zone, mais ils seront nettoyés dans l'opération



en cours», a affirmé le vice-Premier ministre turc, Nahit Mentese.

Le chef du PKK, Abdullah Ocalan, avait décrété un cessez-le-feu unilatéral en décembre, qu'Ankara avait annoncé ne pas respecter car il émanait d'une «organisation terroriste». Avec les chiffres donnés par le vice-Premier ministre turc, le nombre de rebelles tués

selon le gouvernement turc depuis le week-end dans toute la région du Sud-Est s'établit au moins à 76. En effet, dans quatre autres accrochages dans les provinces de Siirt et Mardin, 12 rebelles ont été tués, selon un communiqué de la préfecture d'état d'urgence de Diyarbakir. Le chef du PKK, qui a récemment averti que les guérilleros kurdes pourraient mettre fin à leur cessez-le-feu si les opérations militaires contre les rebelles se poursuivaient, pourrait reprendre activement les hostilités. Il avait également menacé d'étendre les opérations de la guérilla vers l'ouest de la Turquie, avec des attaques à la bombe dans les grandes villes.

Plus de 21.000 personnes ont été tuées depuis 1984 lorsque le PKK a lancé sa rébellion armée pour la création d'un Etat indépendant dans le sud-est à majo-

rité kurde de la Turquie. Dans le cadre de sa lutte contre le PKK, la Turquie avait lancé en mars de l'année dernière une vaste opération dans le nord de l'Irak pour détruire des camps du PKK, qui utilise cette région comme base arrière. Ankara avait mis fin à cette opération au bout de six semaines, retirant les quelque 35.000 hommes engagés. Depuis, les forces turques ont continué à mener des opérations ponctuelles dans le nord de l'Irak quand elles le jugent nécessaire, surtout sous la forme de «poursuite à chaud», selon les militaires turcs. L'aviation turque bombarde de temps en temps des positions rebelles dans la région. Début mars cette année, une concentration de troupes turques a été notée dans la région frontalière mais aucune action d'importance n'avait eu lieu depuis l'été dernier ● (D'après AFP)

*People without a country blow their chance
to unite in northern Iraq after the Gulf war*

The Kurds Get in Their Own Way Under the Wing of US Protection

FOUR years after United States planes made food literally fall from the sky and US troops sent Iraqi leader Saddam Hussein's Army fleeing, Americans still have a demigod-like status here in northern Iraq.

Kurdish children wave to foreigners as they did to troops here in 1991. Kurdish soldiers smile at foreign cars through long lines at military checkpoints. And many Kurds treat foreign journalists as omnipotent messengers, able to convince the world to come save them with an article or two.

"We are very honored by your presence here," Kurdish villager Adil Rasheed Zubei says, telling reporters how Turkish forces shelled his village last week. "Let everyone know about our plight, and do something for us as quickly as possible."

Turkey's decision to send 35,000 troops into northern Iraq two weeks ago to wipe out the Marxist Kurdish Workers' Party (PKK) guerrilla movement has refocused the world's attention, if only fleetingly, on the Kurds.

An estimated 20 million Kurds endure varying degrees of discrimination in an area that spans parts of Turkey, Azerbaijan, Iraq, Syria, and Iran. Non-Arab Sunni Muslims who speak their own language, Kurds were first referred to as a distinct group by ancient Greek historians around 400 BC.

Over the last 100 years, short-lived independent Kurdish states in the picturesque wheat and barley fields, orchard-dotted hills, and rugged snowcapped mountains of the region, have been crushed by the Ottoman Turks, the Shah of Iran, the British rulers of colonial Iraq, modern Turkey, and Saddam.

The revolts and retribution have been bloody. In the late 1980s, Saddam systematically destroyed thousands of Kurdish villages. In March 1988 an Iraqi poison-gas attack killed 5,000 Kurds in the town of Halabja. In neighboring southeastern Turkey, a guerrilla war between the PKK and government troops has killed 15,000 people since 1984.

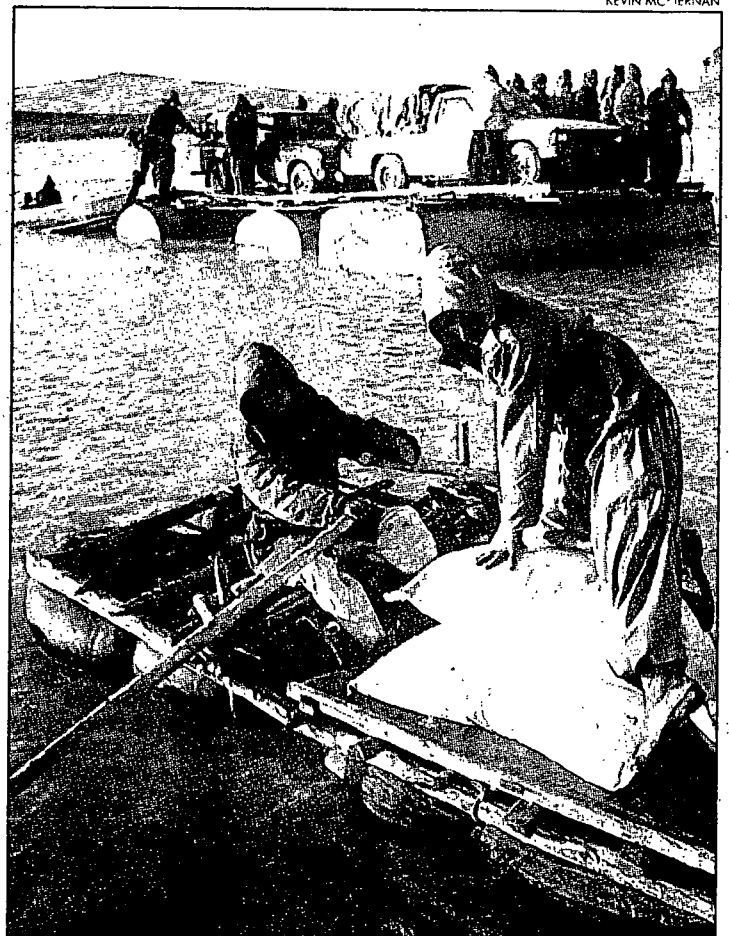
But just after the 1991 Gulf war, the Kurd's situation looked as if it were improving. The United States victory over Saddam's forces in Kuwait and former President George Bush's exhortations led the Kurds and other groups to revolt against the weakened Iraqi leader.

Iraqi forces quickly crushed the revolt, and to avert a humanitarian disaster, the US, Britain, France, and Turkey launched Operation Provide Comfort. Food was dropped by parachute to hungry Kurds and a no-fly zone was established in northern Iraq to prevent Iraqi jets from bombing the planes.

Hopes were high that the Kurds' time had finally come. The US and its allies opposed the creation of an independent "Kurdistan," but the West felt the Kurds could develop some form of autonomous self-government

A LETTER FROM

DAHUK, IRAQ



HIDING FROM SADDAM: Kurds smuggle supplies around Iraqi leader's military. The Kurds have been fighting for independence from such countries as Iraq, Turkey, and Iran for more than 100 years.

that could be eventually reincorporated into Iraq after Saddam falls.

Four years later, Saddam is still in power and according to Western observers, massive corruption and infighting among Kurdish leaders is laying the groundwork for another Kurdish tragedy.

Infighting resumed between forces loyal to Kurdish leaders Jalal Talabani and Massoud Barzani late last year after political deadlock following 1992 elections. Western diplomats say the fighting prevented the more moderate Talabani and Barzani from forcing the radical PKK guerrillas out of northern Iraq – opening the door for a Turkish invasion.

Reports surfaced Tuesday that seven Kurds had been shot execution-style and mutilated by Turkish soldiers. With the Turkish government refusing to say when its

forces will leave, the Kurds are once again looking to omnipotent America to save them.

"America is able to stop Turkey from doing atrocities to us," says Zubeir, the villager. "We have human ties to the rest of the world. We have the right for the rest of the world to look after us."

After all the tragic history few Kurds express bitterness. Most are farmers and focus their energies on their large, closely knit families.

But Western aid workers in northern Iraq say the Kurds don't realize how much they've lost by failing to unite over the last four years. Western governments, eager to find a reason not to do more in northern Iraq, are saying that the squabbling Kurds may be history's great failures, not history's great victims. "The biggest goal of [the no-fly zone] was to protect them from Saddam Hussein," says one Western diplomat. "What it hasn't done is protect them from themselves."

- David Rohde

Thursday, April 11, 1996

THE CHRISTIAN SCIENCE

Turkey Smites US-Led Effort To Aid Iraq's Exiled Kurds

By Scott Peterson

Special to The Christian Science Monitor

ANKARA, TURKEY

FIVE years into its mission to protect Iraqi Kurds from the vengeful wrath of Saddam Hussein, the US-led Operation Provide Comfort is wearing out its welcome in Turkey.

Growing hostility from Turkish politicians – who claim that the mission is undermining Turkey's sovereignty and has encouraged Kurdish separatists in the southeast – has put the future of the operation in jeopardy.

The potential crisis worries Western officials, high-ranking Turkish commanders, and Iraq's beleaguered Kurds, who argue that the reason OPC was set up at the end of the Gulf war still remains: Saddam rules in Baghdad, so any withdrawal of allied forces would spark an attack on the Kurds and a repeat of the 1991 exodus.

The political challenge catches Turkey, which has been a strategic American and NATO ally for decades, in a tug-of-war between its own conflicting interests.

But it also raises questions about the utility of the mission for American policymakers in the aftermath of the Gulf war. As OPC marks its fifth anniversary this month, diplomats say that the US has miscalculated, and underestimated Saddam's ability to hold on.

The alliance of American, British, French, and Turkish troops has flown 50,000 sorties above the no-fly zone over northern Iraq, safeguarding 3.5 million Iraqi Kurds. But without Turkey's help – options of basing in Jordan, Cyprus, or on an aircraft carrier are too expensive – there appears to be no viable alternative.

"The end-game is someone puts a bullet in Saddam's head," says one Western diplomat. "If they don't, we're stuck."

Conceived as a temporary solution, the plan for OPC was first drawn up by British Prime Minister John Major on the back of an envelope. After the Gulf war, a Kurdish rebellion in northern Iraq was quashed by the Iraqi Army, and more than 1.5 million Kurds fled the onslaught over snow and mud-capped mountains into Turkey and Iran.

Overnight, border refugee camps were choked with makeshift graves and bitter, hungry Kurds. OPC made northern Iraq safe for survivors to return, but its longevity is now causing local politicians to reevaluate Turkey's role.



Parliament reluctantly agreed to a three-month extension at the end of March, but influential leaders in Turkey's fragile coalition government insist that it will be the last unless substantial changes are made. US Defense Secretary William Perry has invited his Turkish counterpart, Oltan Sungurlu, to Washington to discuss new terms.

Despite strong support of top Turkish generals, many politicians see it differently, playing to constituents who are wary of Western motives.

They accuse the allies of creating a power vacuum in northern Iraq by permitting rival Iraqi Kurdish factions to fight among themselves. "Terrorists" of the Kurdistan Worker's Party (PKK) – the Marxist insurgency party fighting for an independent Kurdistan in southeastern Turkey – have taken advantage of the chaos, they say, by bolstering their strength and using northern Iraq as a springboard for attacks in Turkey.

Critics also contend that Provide Comfort compromises Turkey's sovereignty, turning it into an unwitting accomplice to perennial anti-Iraq American policy.

Bulent Ecevit, leader of the small Democratic Left Party – which plays the critical role of kingmaker in the coalition government – asked parliament: "Do we or do we not commit suicide for the sake of the US and its allies?"

Provide Comfort had reversed the Kurd exodus, he says in an interview, but added: "In our view, the declared objectives of the US have failed.... Saddam has already survived two US presidents."

According to diplomats and sources close to the Turkish military, however, the complaints of politicians are based on common misperceptions. The benefits of Provide Comfort, they say, are obvious:

- A year ago, a 35,000-strong Turkish force conducted a six-week cross-border operation to destroy PKK bases up to 25 miles inside Iraq. Diplomats agree that without OPC such an attack never could have been carried out.

- The Turkish Army quietly makes "many" smaller cross-border raids against the PKK, the latest



RALLYING THE CROWD: A Kurd, with the pro-Kurdish People's Democracy Party flag, flashes a victory sign in Ankara, the day before December's parliamentary elections.

this week. OPC allies do little to stop them: "It is naive to believe that if Iraq were in control, the PKK would not be there," says one diplomat.

- Sovereignty is not compromised by OPC, because Turkish liaison officers take part in helicopter and other operations. The mission is jointly commanded by an American and a Turk.

- America has been a strong ally of Turkey, ensuring that it has the second-largest Army in NATO, after its own. With US loans and expertise, Turkey is modernizing its forces.

One Western diplomat says that US-Turkey ties have "never been better," and adds that, when confronted by critics of OPC, his response was simple: "I ask, 'If Saddam attacks the Kurds and forces them to Turkey, will Turkey go to war with Iraq?' Of course, the answer is no."

The stakes are high, especially for Kurds who see OPC as their only shield against the Iraqi tanks and artillery that are arrayed against them, along the southern border of their "Free Kurdistan."

Kurdish leaders have been branded traitors by Baghdad, and the vengeful example of a traitor's fate was made clear in February when the Kemal brothers – both sons-in-law of Saddam Hussein, who defected and then returned to Baghdad – were killed, despite promises of amnesty.

"Provide Comfort is important for Iraqi Kurds," says Shazad Saib, of the Patriotic Union of Kurdistan, one of the two rival factions in northern Iraq. "If it is lifted, it will be a signal to Saddam that he can do anything, and the West will do nothing."

"We can't defend ourselves; we would go to the mountains," he says. "People feel ready to tolerate anything but Saddam. There would be another exodus."

A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—

FRS0309 4 I 0337 TUR /AFP-QH22

Turquie-Kurdes lead

Une centaine de rebelles kurdes tués, selon un dernier bilan

ANKARA, 9 avr (AFP) - Quatre-vingt-dix-neuf rebelles kurdes ont été tués lors de la vaste opération militaire menée par l'armée turque depuis le week-end dans une zone montagneuse du sud-est anatolien, a-t-on appris mardi de source militaire à Ankara.

"D'après les dernières informations, 99 terroristes ont été tués mais nous nous attendons à un bilan de 140 à 150 morts chez les terroristes", a dit une source militaire interrogée par l'AFP.

Un précédent communiqué publié lundi soir par la super-préfecture de Diyarbakir indiquait que 91 rebelles du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) et 27 soldats turcs avaient été tués lors de cette opération, dans la région située entre les petites villes de Lice, Kulp et Genc.

Selon la source militaire, l'opération a été déclenchée dans la nuit de vendredi à samedi sur les monts Musguneyi, entre ces trois villes.

"Nous avons des informations sur un futur rassemblement de groupes de terroristes (rebelles du PKK) dans cette région et nous avons attendu que leur nombre atteigne le niveau maximum", a-t-elle dit. "C'était une opération inattendue pour eux. Ils ont été pris au dépourvu", a-t-elle encore dit.

Selon elle, plusieurs cordons de sécurité ont été constitués par l'armée dans la zone d'opération pour empêcher les rebelles rescapés de s'enfuir.

La zone d'opération est à une altitude de 2.440 à 2.940 mètres et est couverte de neige. "Parfois des combats au corps-à-corps se sont déroulés dans des conditions dures", a-t-elle précisé. Les pertes de l'armée turque, qui s'élèvent à 27 soldats, sont intervenues aux premiers moments de l'opération, selon elle.

"Un coup très dur a été porté au terrorisme", a pour sa part commenté mardi devant la presse le chef d'état-major général des forces armées turques, le général Ismail Hakki Karadayi. Il a précisé que l'opération se poursuivait mardi "dans des conditions très difficiles".

CE/hc/pub/bg

AFP /AA1234/091311

AVR 96

A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—

Plus de cent morts dans l'offensive turque contre les séparatistes kurdes

ISTANBUL

de notre correspondante

Vingt-sept soldats turcs et quatre-vingt-onze combattants kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont trouvé la mort

dans la région de Lice, au nord-est de Diyarbakir, au cours de violents combats qui s'inscrivent dans le cadre d'une nouvelle offensive de printemps contre le PKK. Une douzaine de militants kurdes ont également été tués au cours de plusieurs autres accrochages dans divers districts du sud-est.

Ignorant le cessez-le-feu unilatéral déclaré par le PKK en décembre 1995, les forces de sécurité ont lancé, samedi 6 avril, des opérations de grande envergure contre le PKK, concentrant notamment leurs efforts sur le triangle Lice-Kulp-Bingöl. Au cours du ratissage de cette région, des combats ont éclaté entre les forces de sécurité et un groupe d'environ deux cent-cinquante militants kurdes, installés dans plusieurs grottes et abris naturels à une altitude d'environ

2 500 mètres. Un nombre important de militants kurdes auraient été blessés au cours de ces affrontements qui ont duré trois jours. Selon le quotidien *Turkish Daily News*, les forces turques auraient effectué parallèlement, le jour de Pâques, une brève incursion terrestre en Irak du Nord, alors que l'armée de l'air attaquait des positions du PKK du côté irakien de la frontière.

OCcidentaux controversés

Le nouveau gouvernement turc a récemment approuvé l'extension pour trois mois du mandat de l'opération « Provide Comfort », la force aérienne déployée par les Occidentaux pour protéger les Kurdes d'Irak du Nord. L'existence de cette force est très controversée en Turquie où, malgré la participation des

militaires turcs, elle est parfois perçue comme un soutien indirect des Occidentaux aux séparatistes kurdes.

« Que personne ne doute que nous protégerons le territoire national d'une façon digne de nos martyrs », a déclaré le premier ministre, Mesut Yilmaz, adressant ses condoléances aux familles des soldats tombés au combat. Le premier ministre avait récemment laissé entrevoir la possibilité d'un assouplissement de la politique à l'égard de la minorité kurde, mais la mort de vingt-sept soldats risque de renforcer l'intransigeance des nationalistes qui estiment qu'une solution militaire est la seule approche possible pour résoudre la question kurde.

Nicole Pope

LE MONDE
10 avril 1996

VAR MATIN - 10 avril 1996

France : 19 Kurdes irréguliers interpellés

Dix-neuf Kurdes en situation irrégulière, tous des hommes, ont été interpellés, mardi matin, dans l'Ain et la Saône-et-Loire, et placés en garde à vue. Neuf d'entre eux, âgés entre 20 et 50 ans, ont été interpellés sur la RN9 à La Salle, à une quinzaine de km au nord de Mâcon et placés en garde à vue à Lugny, où ils étaient entendus par les gendarmes assistés d'interprètes. Huit étaient détenteurs de papiers d'identité libellés en arabe.

Selon le premier témoignage d'un des Kurdes, qui s'exprimait en anglais, le groupe a quitté Stuttgart (Allemagne) lundi, et a été convoyé jusqu'en Saône-et-Loire par un chauffeur de camion qui leur avait fait croire qu'ils étaient arrivés en Belgique, but final du voyage.

Ils avaient auparavant quitté l'Irak pour Francfort par avion, munis de faux passeports, qui avaient été récupérés par les "passeurs" à leur arrivée, selon ce témoignage. Puis ils s'étaient rendus à Stuttgart en taxi.

Les dix autres Kurdes, dont l'âge et l'identité n'ont pu être déterminés en l'absence de papiers d'identité, ont été interpellés vers 11 h sur une route de Saint-Laurent-sur-Saône (Ain) et placés en garde à vue dans cette commune. La gendarmerie a émis l'hypothèse qu'ils aient pu traverser la frontière par train ou camion depuis l'Allemagne.

LE COURRIER DE L'OUEST - 10 avril 1996

30 Kurdes interpellés en trois opérations

BOURG-EN-BRESSE.— Dix Kurdes en situation irrégulière ont été interpellés hier matin à Saint-Laurent-sur-Saône (Ain) et placés en garde à vue dans cette commune. L'âge et l'identité des dix hommes n'ont pu être déterminés en l'absence de papiers. Neuf autres Kurdes ont été interpellés au nord de Mâcon. Enfin 11 Kurdes, considérés comme proche du PKK, ont été interpellés à Paris et en banlieue parisienne.

Le parquet de Bourg-en-Bresse prendra une décision à leur sujet à l'issue de leur garde à vue.

Turquie : répression anti-kurdes. Une centaine de rebelles kurdes tués, selon un dernier bilan lors de la vaste opération militaire menée par l'armée turque depuis le week-end dans une zone montagneuse du sud-est anatolien.

Heftige Kämpfe in Südostanatolien Eskalation der Gewalt im türkischen Kurdengebiet

In Südostanatolien sind heftige Kämpfe zwischen den türkischen Sicherheitskräften und den Freischärlern der Arbeiterpartei Kurdistans (PKK) ausgebrochen und haben dem von dieser einseitig ausgerufenen Waffenstillstand ein Ende gesetzt. Es gab bereits über hundert Tote. Die Kurden bereiten sich auf einen langen, «heissen» Sommer vor.

it. Istanbul, 9. April

Die Operationen der türkischen Armee gegen Stellungen der PKK-Guerilla haben laut offiziellen Angaben letzten Freitag begonnen und waren äusserst heftig. Innert dreier Tage sollen bei den Kleinstädten Lice und Hani nahe dem kurdischen Zentrum Diyarbakir sowie bei Genc nahe der zentralanatolischen Stadt Bingöl insgesamt 129 Personen, darunter 27 Mitglieder der Sicherheitskräfte, ihr Leben verloren haben. Alle drei Städtchen waren ehemalige Hochburgen der PKK, wurden aber im Zuge der sogenannten «militärischen Lösung» des Kurdenkonflikts im Jahr 1992 von den türkischen Sicherheitskräften zum Teil zerstört oder zwangsevakuert und galten offiziell als von der PKK «gesäubert».

Zurück zur «militärischen Lösung»

In Kreisen der Armee ist, wie in den vergangenen Jahren auch, von einer «Frühlingsoffensive» die Rede. Regierungschef Mesut Yilmaz versicherte seinen Bürgern, dass niemandem erlaubt werde, die türkischen Grenzen zu verändern. Sein Stellvertreter, Nahit Mentese, erklärte, die PKK-Banditen stünden unmittelbar vor ihrer Ausrottung – das hat Ankara seit dem Beginn des nie erklärten Kriegs in Südostanatolien vor zwölf Jahren schon oft behauptet. Die betont kriegerischen Verlautbarungen der zivilen Führung erwecken den Eindruck, dass Ankara im Kurdenkonflikt einmal mehr auf die Politik der militärischen Lösung zurückgreift, aus welchen Beweggründen auch immer.

Dabei hatte der neue Regierungschef Yilmaz erst vor wenigen Tagen politische Massnahmen zur Eindämmung des Kurdenkonflikts in Aussicht gestellt und kurz Hoffnungen auf eine friedliche Beilegung desselben geweckt. Während des kurdischen Newroz-Festes am 21. März erklärte er unerwartet, dass mit militärischen Massnahmen allein die Kurdenfrage der Türkei nicht zu lösen sei. In der an Armenien angrenzenden, von Kurden und Aseri bewohnten Stadt Iğdir versprach er, den seit 1987 in zehn kurdischen Provinzen herrschenden Ausnahmezustand aufzuheben und den kurdischen Unterricht in Privatschulen zuzulassen. Auch am Dienstag erklärte er vor der Parlamentsfraktion seiner Mutterlandspartei, die Regierung werde bald konkrete Reformvorschläge vorlegen. Doch ist nach den letzten Armee-Operationen die Hoffnung auf eine von Ankara initiierte politische Lösung vorerst erloschen.

Ende des Waffenstillstands der PKK

Die blutigen Kämpfe vom Wochenende haben dem einseitig ausgerufenen Waffenstillstand der PKK unwiderruflich ein Ende gesetzt. In Südostanatolien ist mit einer neuen Gewaltwelle zu rechnen. Der Waffenstillstand war kurz vor den Allgemeinwahlen der Türkei im letzten Dezember vom PKK-Chef, Abdullah Öcalan, verkündet worden. Wie er damals erklärte, wollte seine Organisation der neugewählten Regierung die notwendige Zeit für eine politische Lösung einräumen.

Was Öcalan unter einer politischen Lösung versteht, erläuterte er nach den blutigen Krawallen der Kurden in Deutschland mehreren deutschen Medien. Er fordert den Abzug der türkischen Sicherheitstruppen aus den Kurdenregionen und die Freilassung aller politischen Gefangenen. Die rund 3000 von der Armee zerstörten kurdischen Dörfer müssten wiederaufgebaut und besiedelt werden.

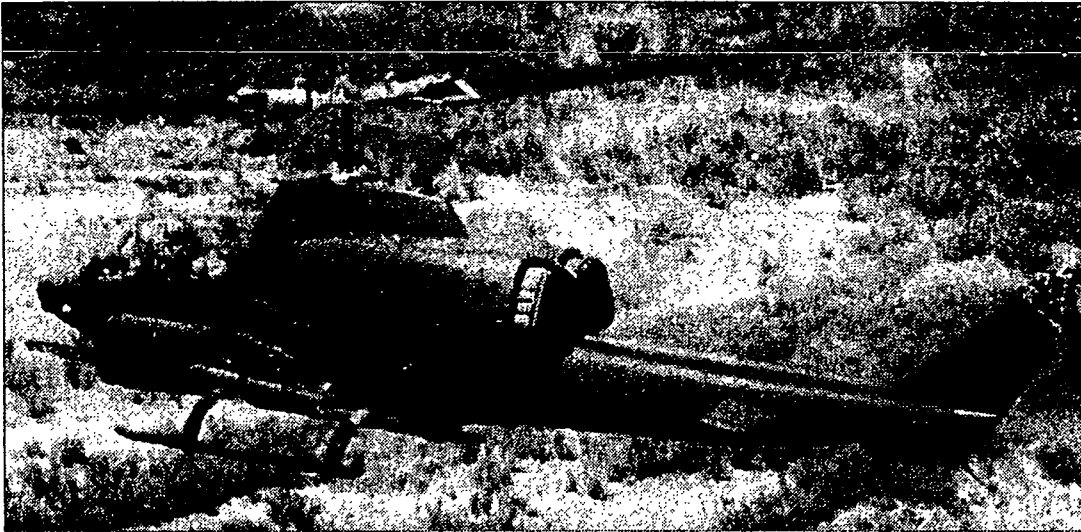
Wiederholt unterstrich er, die PKK wolle nicht die Grenze der Türkei verändern. Längerfristig denke er eher an die Schaffung eines Bundesstaates nach dem Beispiel der Schweiz oder der Bundesrepublik Deutschland. Aber mehr als all das wünscht sich Öcalan seit Jahren die Anerkennung seiner Organisation als Gesprächspartner Ankaras und als politische Kraft in der Türkei. Sollte Ankara auch jetzt den Dialog mit der PKK ablehnen, würden seine Freischärler nach dem Hamas-Beispiel Selbstmordattentate in der gesamten Türkei und vor allem in den Tourismusregionen des Landes begehen, drohte er öffentlich. Greift nun auch die PKK auf die Politik der Gewalt und der Machtdemonstrationen zurück?

Diskussion über neue Lösungsansätze

Laut dem in Staatsfragen bewanderten Kommentator der Tageszeitung «Sabah», Mehmet Ali Birand, ist die alte Kurdenpolitik Ankaras an ihre Grenze gestossen. Die Kurdenfrage, noch vor einigen Jahren das Problem weniger Länder des Nahen Ostens, habe eine neue, internationale Dimension erhalten. Sie reiche von Europa bis zum Nahen Osten, von den USA bis nach Russland. Die Beziehungen der Türkei zu den USA und zu Europa würden weitgehend von einer «politischen Lösung» der Kurdenfrage abhängig gemacht. Ankara werde mittelfristig zu einer Abwendung von seiner harten, militärischen Politik gezwungen, folgert Birand.

Der auf Kurdenfragen spezialisierte Journalist Eyup Burc glaubt, dass mittelfristig auch die PKK zu einer Neuorientierung ihrer Politik gezwungen wird. Die PKK könne nicht wünschen, als blinde Terrorgruppe abgestempelt zu werden, habe sie doch gute Chancen, sich in der Region als politische Macht zu etablieren. Tatsächlich hat die PKK Ende März mit ihrer Rivalin im Nordirak, der Demokratischen Partei Kurdistans von Barzani, ein Abkommen zur Zusammenarbeit geschlossen. Mit dem zweiten Kurdenführer des Nordiraks, Talabani, pflegt sie schon länger gute Beziehungen. Eyup Burc glaubt, dass die neuesten Kämpfe das letzte Kräftemessen seien, bevor Ankara und die Kurden zu Verhandlungen zusammenfinden.

Ob mittelfristig die verfeindeten Parteien in diesem Krieg, der in den vergangenen 12 Jahren rund 20 000 Menschen das Leben gekostet und über zwei Millionen Kurden zur Flucht getrieben hat, ihre Politik ändern werden, bleibt ungewiss. Die Kurden im Südosten, aber auch in den westlichen Städten der Türkei erwarten jedenfalls fürs erste eine neue Eskalation der Gewalt.



Turkish Daily News

WEDNESDAY, APRIL 10, 1996

Christian groups join Super Cobra protest

Church of Brethren letter: 'This proposed sale is especially egregious considering the fact that the US State Dept., along with human rights monitoring organizations, have demonstrated that Turkey has used previously supplied Cobra and other helicopters in indiscriminate attacks on Kurdish villages'

Turkish Daily News

WASHINGTON- Some Christian denominations joined hands with various ethnic lobbies, human rights groups and arms-transfer opponents and criticized the U.S. administration for their intention to sell Turkey ten AH-1W Super Cobra attack helicopters.

For the sale to be realized, the U.S. State Department needs to send Congress a "notification" to the effect. Without such a notification the sale can not be consummated.

It has been a year since Turkey gave the order for the high-tech helicopters manufactured by Bell Textron in Texas.

Legislators from Texas have written to President Clinton in support of the sale, citing the 900 jobs the sale would support.

Maryknoll Fathers and Brothers (a Catholic order), writing to Rep. Christopher Smith, an outspoken opponent of the sale and member of House International Relations Committee, said "Maryknoll endorses and supports the Code of Conduct legislation which would end arms sales and transfers to governments that are undemocratic and continue to abuse the human rights of its people."

Terence Miller, a member of the order, said "a recent CIA study by the 'State Failure Task Force,' identified Turkey as one of the world's states most at risk of collapsing, certainly

not a state which warrants continual U.S. arms sales and transfers." Miller said there was enough documentation to suggest that Turkey used Cobras "in the destruction of Kurdish villages in southeastern Turkey."

Church of the Brethren, a protestant denomination, applied to members of the House International Relations Committee to convey "strong opposition to the proposed sale of 10 Super Cobra attack helicopters to Turkey." Timothy A. McElwee claimed that the Church of the Brethren has; "since the inception of our denomination, opposed war-making on theological and moral grounds."

The TDN could not confirm if the church sent similar letters to House International Relations Committee members concerning other wars around the globe.

"This proposed sale is especially egregious considering the fact that the U.S. State Department along with human rights monitoring organizations, have demonstrated that Turkey has used previously supplied Cobra and other helicopters in indiscriminate attacks on Kurdish villages."

McElwee told the International Relations members; "As you know, the U.S. Air Force is currently flying missions over northern Iraq in order to protect the Kurdish minority in that country.

It is therefore very difficult to understand why the

United States would then supply weapons to Turkey which will likely be used against this same ethnic group." After citing the same CIA study that Miller referred to, McElwee urged the Congress to stop the sale.

Friends Committee on National Legislation (FCNL), a Quaker group, wrote to both the Senate Foreign Relations and House International Relations committees, claiming that "selling helicopters to the Turkish government perpetuates the cycle of escalating violence and destabilization within that country and among neighbors." Joe Volk, the executive secretary of the FCNL, said he objected to the sale on humanitarian grounds as well, since the previously-supplied Cobras were used "in indiscriminate attacks against civilian Kurds," according to the U.S. State Department.

The Quaker letter also cited the CIA study as a sign of Turkey's presumed instability.

"Sending advanced helicopters now could boomerang, in the future, to threaten U.S. or U.N. units," Volk alleged. Writing another letter to the members of both committees, The Peace Action group repeated the same allegations and referred to the same State Department and CIA studies once more.

Gordon S. Clark, the executive director of Peace Action, said that "this sale threatens human rights and global security by supplying weapons to a volatile country engaged in armed conflict. Rather than arming the Turkish military, the United States should work to de-escalate and demilitarize tensions in the region." After referring to President Clinton's intervention in February to avert a military clash between Turkey and Greece, Clark said; "It is dangerous and irresponsible to augment the arsenal of a nation with a poor human rights record and one that is on the brink of political and economic breakdown."

WEDNESDAY, APRIL 10, 1996

Gilman says US should cut all military loans to Turkey

Turkish Daily News

WASHINGTON- One of the influential leaders of the U.S. Congress advocated the total elimination of military loans to Turkey under the Foreign Military Financing (FMF) program. Rep. Benjamin Gilman, a Republican from New York and chairman of the House International Relations Committee, in a March 29 statement quoted in Defense News said; "I do not believe Congress should authorize or appropriate funds for military loans to Turkey in 1997..."

This is an appropriate case ... where the United States can graduate a country from a foreign assistance program." In the 1997 FMF program the administration has asked for \$175 million in loans — extended at market rates — for

Turkey. Israel, in contrast, gets \$1.8 billion and Egypt \$1.3 billion in grants.

Greece may get \$122.5 million in FMF loans, in accordance with the arbitrary 7-to-10 ratio Congress and the State Department adopted to index aid to Greece to that of Turkey.

Defense News said that "the State Department request for continued aid to Turkey contradicts repeated assurances that the assistance would end with the conclusion of the program providing F-16s to Turkey, according to Gilman." Defense News noted correctly that, since Greek assistance is always 70 percent of that suggested for Turkey, if the FMF for Turkey is eliminated then the FMF for Greece would have to be eliminated as well.

Interestingly enough, the impact of such elimination will probably not be felt by both countries simply because the FMF loans under debate is a minuscule amount, in the case of Turkey, it is well overcompensated by other funds received from European Union, as is the case for Greece.

One Congressional source conceded to TDN that real loser from total elimination of FMF loans might be the human rights community who used such assistance as a leverage to increase pressure on Turkey, by threatening a withholding of U.S. aid.

"When all U.S. assistance is eliminated, we will lose an important leverage point as well," the source said.

*A military invasion, unemployment, inflation
continue to hound Ciller's coalition government*

One-Woman Show in Turkey Faces Key Deadline to Join European Union

By David Rohde

Staff writer of The Christian Science Monitor

ISTANBUL, TURKEY

TURKEY'S human rights activists may soon be able to openly question the police, journalists may be able to criticize the military, and ethnic Kurds may be able to speak their own language without being thrown in jail.

Turkey, the most secular and pro-Western Muslim nation, is facing a crucial six-month period.

Long-talked-about democratization and economic reforms must be enacted in the next six months or a proposed customs union agreement with the European Union — a preliminary step to full EU membership — will be rejected by the European Parliament.

Observers say the troubled government of Prime Minister Tansu Ciller has its back against the wall. "Given the current circumstances, the European Parliament will not approve anything," says Emre Gonen, secretary general of the Istanbul-based Economic Development Foundation, a private, pro-business think tank. "If we pull back our forces [from Iraq], enact some legislation concerning democratic standards, then we could see the end of the tunnel."

A two-week old Turkish military incursion into northern Iraq to stamp out the separatist Kurdish Worker's Party is being bitterly criticized by European governments, who are vowing to block the customs union agreement if Turkish troops do not withdraw.

A much-heralded economic package to cut government spending and lower inflation unveiled by Mrs. Ciller a year ago has largely been a dud. Unemployment is still running at 15 percent, and inflation remains at 130 percent annually. Foreign investment has slowed due to fears about the country's stabil-

ity after pro-secular Muslim Alawites rioted last month in the country's two largest cities over fundamentalist attacks.

The key, according to Turkish and Western observers, is Ciller. The country's first woman prime minister, a former economics professor, entered office with great fanfare in 1992. But complaints about her inability to build coalitions and enact drastic reforms have led her popularity to plummet in polls.

"She is a one-man show, she doesn't consult, she doesn't like teamwork. She decides and implements," says Mehmet Ali-Birand, a Turkish journalist facing a potential six-month jail term for criticizing the Turkish military. "She could manage this way with the old coalition because her partner was a good man and wouldn't say no, but now she's going to have problems."

Ciller was forced to patch together a new coalition government last month that observers believe will be more difficult for her to control. Turkey's military intervention

in northern Iraq, they say, may be a calculated move by Ciller to overcome a public perception that she lacks a clear vision and political agenda. If the operation, which has been hugely popular so far with the Turkish public, is successful, Ciller may have built up enough political support to enact democratic and economic reforms.

"Ciller took the risk [in northern Iraq], and it was good for a woman like her to be seen as tough," Mr. Birand says. "It's a good image. She was sure the public opinion would be with her."

But some Western observers are questioning how much choice Ciller had in the matter. The politically powerful military, which last seized control of the country in 1980, may have announced they were in favor of going into Iraq and given Ciller little choice but to back them.

"The impression we get is that this was a decision by the military and not the civilian government," says a European Union official based in Turkey. "Ciller was totally unprepared in her first interview regarding the invasion."

The military's support is crucial for enacting democratic reforms. Ciller had been careful to make no specific proposals, but most steps would involve dismantling draconian antiterrorist laws written into the Constitution by the military when it was in power.

Ciller's main obstacle is the Turkish National Assembly. The Welfare Party (RP), which currently leads Ciller's party in polls but holds few seats in the Assembly, is against the customs union. The politically adept RP, which favors moving Turkey away from secularism, stunned observers by winning municipal elections in Ankara and Istanbul last year.

Party officials have deftly played on the public's frustration with Ciller's apparent ineffectiveness and alleged corruption in her government



TURKEY'S FIRST WOMAN LEADER: Prime Minister Ciller entered office with great fanfare in 1992. But her inability to enact drastic reforms has led her popularity to plummet in public-opinion polls.

to win protest votes, observers say, from frustrated, but not necessarily pro-religious Turks. The RP says the customs-union agreement will cause massive job losses and that Turkey will never be granted full EU membership because most Turks are Muslim.

"In some sectors, Turkey is ready for competition. In some sectors we see Turkey as not ready," says Abdullah Gul, the RP's vice chairman.

"Once Europe gets access to our markets and our cheap labor, it will end there. Europe doesn't want Turkey as a full [EU] member."

The EU is calling on Turkey to accelerate a privatization program

and other economic reforms that are expected to throw thousands of Turks out of work.

More than 50 percent of the economy is controlled by the government, and that is what prevented Ciller's economic reform package from working, according to Mr. Gonen.

Observers fear that the short-term economic pain caused in Turkey's overcrowded cities by the reforms could force Ciller out of power and create a large opening for the RP. "Istanbul is getting 30,000 new people [moving in from the countryside] a month, and many of them aren't finding jobs. That's the RP's base," the EU official says. "There is a possibility that if it gets even worse in Turkey, the RP could gain from it."

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

FRS0850 4 G 0252 /AFP-CV60

Divers-immigration

Les Kurdes interpellés dans l'Ain et la Saône-et-Loire demandent l'asile politique

MACON, 10 avr (AFP) - Les vingt-neuf (bien : 29) Kurdes irakiens en situation irrégulière, interpellés mardi dans l'Ain et la Saône-et-Loire et placés en garde à vue, ont tous demandé l'asile politique et devraient être remis en liberté jeudi, a-t-on appris mercredi de source préfectorale.

Leur demande d'asile doit être transmise en urgence à l'Office français de protection des réfugiés et des apatrides (OFPRA) qui devrait rendre une décision dans un délai d'un mois. Les 29 hommes, dont la garde à vue a été prolongée de 24 heures jusqu'à jeudi, resteront d'ici-là en France munis d'un récépissé de leur demande.

Les gendarmes avaient interpellé mardi matin neuf d'entre eux sur une route nationale à La Salle (Saône-et-Loire), dix autres à Saint-Laurent-sur-Saône (Ain) et les dix derniers à Feillens (Ain).

La plupart étaient en possession de pièces d'identité irakiennes. Selon les gendarmes, il pourrait s'agir en fait d'un seul et unique groupe de clandestins "lâché" dans la campagne par un convoyeur.

Un des Kurdes irakiens avait expliqué mardi que le groupe avait quitté Stuttgart (Allemagne) lundi et avait été conduit en France par un chauffeur de camion qui leur avait fait croire qu'ils étaient arrivés en Belgique, but final du voyage. Ils auraient auparavant quitté l'Irak pour Francfort par avion.

Le plus jeune des immigrés clandestins est âgé de 16 ans.

Herausbildung neuer Allianzen im Nahen Osten Verschärfte Spannungen zwischen Ankara und Teheran

Harsche Reaktionen der arabischen Staaten und insbesondere Teherans gegen ein Militärabkommen zwischen der Türkei und Israel, das angeblich gemeinsame Militärübungen im Luftraum beider Länder ermöglichen soll, stossen in der türkischen Öffentlichkeit auf Unverständnis. In der türkischen Presse ist die Rede von der Herausbildung einer türkisch-israelischen und einer iranisch-syrischen Militärallianz.

it. Istanbul, 10. April

Die Beziehungen zwischen Iran und der Türkei haben ein neues Tief erreicht, nachdem am Dienstagabend in Iran vier türkische Diplomaten aus fragwürdigen Gründen von iranischen Sicherheitskräften vorübergehend festgenommen und am Mittwoch nach Ankara zurückberufen worden sind. Die vier Diplomaten hätten in der nordwestiranischen Provinz Aserbeidschan einen Geheimdienststring geführt und beabsichtigt, sich in die internen Angelegenheiten Irans einzumischen, hiess es in einem Bericht der offiziellen Presseagentur Irna. Das türkische Aussenministerium wies alle Anschuldigungen förmlich zurück. In Ankara zweifelt kaum jemand daran, dass die Festnahme der türkischen Diplomaten eine weitere Reaktion Teherans auf das Militärabkommen der Türkei mit Israel ist.

Verwirrung um das Militärabkommen Türkei - Israel

Das Militärabkommen wurde letzten Februar unterzeichnet. Dass die arabischen Staaten und Teheran erst jetzt so harsch darauf reagieren, ist auf die jüngsten Erklärungen des türkischen Verteidigungsministers Oltan Sungurlu zurückzuführen. Sungurlu hatte Ende letzter Woche in einem Interview mit der englischsprachigen Zeitung «Turkish Daily News» erklärt, dass das türkisch-israelische Militärabkommen Übungsflüge der beiden Luftwaffen über dem Territorium des jeweils anderen Staates erlaube und dass israelische Soldaten künftig türkische Stützpunkte für ihre Übungen benutzen dürften. Der Verteidigungsminister präzisierte am Sonntag seine eigenen Angaben. Wie er gegenüber der Tageszeitung «Milliyet» sagte, erhält Israel nur die Erlaubnis, «gewisse Militärflugzeuge zu beschränkten Übungen» in die Türkei zu schicken.

Die neuen Erklärungen des Ministers konnten aber die Protestwelle, die aus Iran und aus dem arabischen Raum folgte, nicht mehr aufhalten. Laut Damaskus richtet sich der Pakt zwischen der Türkei und Israel sowohl «gegen die arabische Nation und ihre Interessen als auch gegen islamische Staaten». Teheran äusserte die Vermutung, dass die israelische Luftwaffe «durch das türkische Tor» an der iranischen Westgrenze Aufklärungsflüge und Abhöroperationen durchführen werde. Der iranische Vizepräsident Hassan Habibi erklärte am Dienstag einem hochrangigen Beamten des türkischen Aussenministeriums, der in Teheran weilte, dass die Präsenz von Auslän-

dern – und vor allem von Feinden der islamischen Welt – in der Region absolut unakzeptabel sei.

Befremden der türkischen Presse

Die türkische Presse reagierte auf die anhaltenden Proteste der muslimischen Nachbarn interessanterweise mit leichtem Befremden. Laut der Tageszeitung «Son Havadis» hat das Militärabkommen zwischen Israel und der Türkei zwar die arabische Nation und Iran verärgert. Andererseits könnten die Türken aber den Arabern auch nicht vertrauen. Araber hätten sich zu Beginn dieses Jahrhunderts schliesslich mit den Briten gegen das Osmanische Reich verbunden, und nach der Gründung des Bagdader Paktes in den fünfziger Jahren sei die Türkei von ihrer Seite als «ein Hund des Westens» verunglimpft worden. Iran wiederum unterstütze den Terrorismus. Aus diesen Gründen habe die Türkei das Abkommen mit Israel abgeschlossen.

Unter dem Titel «Die iranische Vergeltung» ging am Mittwoch auch die auflagestarke Tageszeitung «Milliyet» hauptsächlich auf die Unterstützung Teherans für Terrororganisationen ein. Iran unterstütze die Arbeiterpartei Kurdistans (PKK) massiv und erlaube Terroristen, Militärstützpunkte auf iranischem Territorium zu unterhalten, schrieb der Kommentator Yalcin Dogan. Teheran bilde ausserdem fundamentalistische Terroristen aus, die dann in der Türkei namhafte Persönlichkeiten der antifundamentalistischen Bewegung umbrächten.

Verschiebungen im Kräftegleichgewicht

Die meisten Kommentatoren glauben, die Konturen neuer strategischer Allianzen ausmachen zu können. Die Nord-Süd-Achse solle unter der Ägide der USA die strategische Zusammenarbeit zwischen Israel und der Türkei ermöglichen. Die Ost-West-Achse verbinde Iran über den Nordirak mit Syrien. Der Nahost-Spezialist Sami Kohen ist davon überzeugt, dass Teheran mit seinen Friedensinitiativen, die im Nordirak einen Waffenstillstand zwischen Barzanis Demokratischer Partei Kurdistans (KDP) und Talabanis Patriotischer Union Kurdistans (PUK) sowie zwischen KDP und PKK zur Folge hatten, seinen Einfluss zementiert habe. Damaskus seinerseits trete neuerdings als der Schutzherr der irakischen Opposition auf. In der Annäherung zwischen Teheran und Damaskus erkennt Kohen eine bedeutsame Entwicklung für das regionale Gleichgewicht der Kräfte.

REPORTAGE AU KURDISTAN

● Nouvel an, répression et résistance

Au Kurdistan turc, le 21 mars 1996, sous l'œil des militaires, la population fête le Newroz - le nouvel an. Les réformes « cosmétiques » engagées par le gouvernement turc cachent mal la poursuite de la répression.

■ Diyarbakir, de notre envoyé spécial.

Le 21 mars 1996, comme toutes les années depuis 612 avant J.C. (date de la fondation de l'empire des Médes), les Kurdes ont massivement fêté le Newroz, leur nouvel an, malgré les manœuvres d'intimidation des autorités turques.

Selon l'Etat turc, le « Nevruz » serait en réalité, à l'origine, une fête turque. Ce serait la date à laquelle les Turcs auraient quitté l'Asie centrale pour venir s'installer en Anatolie. Ce n'est pas tout. Les couleurs nationales kurdes (le vert, le rouge et le jaune) seraient, aussi à l'origine, turques. Pourtant, la députée kurde Leyla Zana purge une peine de quinze ans de prison pour avoir porté le rouge, jaune et vert à la tribune de l'Assemblée nationale...

Suite à cette comédie, l'ancien député kurde, Abdul Firat, également emprisonné à Ankara pour délit d'opinion, plaisantait : « Il ne faudra pas s'étonner si demain les dirigeants turcs disent : c'est nous les vrais Kurdes. »

La fête, malgré tout

De nombreuses délégations internationales se sont rendues au Kurdistan, afin de constater la si-

tuation des droits de l'Homme. La police, nous suivant partout et nous empêchant de parler avec la population locale, est omniprésente. Les rares fois où nous avons pu échapper à leur jeu du chat et de la souris, les gens nous ont relaté des histoires cruelles : « Les militaires ont envahi notre village, assassiné hommes et femmes et ensuite détruit et brûlé nos maisons » raconte un homme à Seyrantepe, l'une des banlieues de Diyarbakir où sont entassés les réfugiés de villages brûlés dans des conditions misérables.

« Il n'y a rien ici, pas de boulot, pas de terre cultivable. Nous voulons retourner à notre terre, mais les militaires nous y en empêchent. » Mahmoet Jakkar, responsable de l'Association turque des droits de l'Homme (IHD) à Diyarbakir, nous explique que « les militaires continuent à détruire des villages, arrêter des gens qui ensuite disparaissent en garde de vue. La situation des droits de l'Homme ne s'est pas du tout améliorée, contrairement à ce que fait croire le gouvernement turc en Europe ».

En décembre 1995, le PKK avait déclaré un cessez-le-feu unilatéral et exigé une solution politique, mais cela n'a suscité aucune ouverture du côté du gouvernement turc.

Le Newroz, nous assistons à une célébration interdite à Kurucese,me,

une autre banlieue de Diyarbakir. Autour de pneus brûlants, les gens dansent, chantent, crient des slogans, font envoler des pigeons de paix. Tout se déroule pacifiquement jusqu'au moment où la police intervient. Plus cette dernière retire de pneus brûlants et plus les Kurdes en jettent de nouveaux dans le feu. L'officier de police envoie alors un blindé qui entre brutalement dans la foule, suivi par des flics qui battent hommes, femmes et enfants.

L'après-midi, les gens continuent la fête ailleurs et, après la visite de Murat Bozlak, le président de HADEP¹, massivement applaudis, une manifestation spontanée se déroule dans les petites rues. Mais des civils armés du *Special Team*, la version turque des escadrons de mort, les empêchent d'occuper les grandes rues.

Dans le centre de Diyarbakir, à cinquante mètres du quartier général militaire, une célébration se transforme en meeting : « Nos martyrs sont immortels » crient les participants, tous en levant les deux doigts, symbole d'un Kurdistan libre. Ici, la police n'intervient pas, mais elle filme tout. Le règlement de compte sera pour plus tard.

A Batikent, la police prend le matériel des photographes italiens, après une intervention des militaires, comparable à celle de Kurucese,me. A la fac de Diyarbakir,

quarante étudiants ont été emprisonnés suite à une célébration de Newroz.

Ce même jour, le nouveau Premier ministre turc, Yilmaz, déclare qu'il veut introduire l'enseignement en kurde et, partiellement, lever l'état d'urgence dans le Sud-est anatolien (le nom officiel pour le Kurdistan). Il reste encore à voir ce qui s'avèrera vrai dans cette proposition. Ce n'est pas la première fois qu'un nouveau Premier ministre fait ainsi des promesses qui, ensuite, ne sont pas tenues. L'actuel chef du gouvernement devra tenir compte de son partenaire dans la coalition, Ciller, qui, les années précédentes, n'a pas contrarié l'armée dans ces actions terroristes au Kurdistan, et, surtout, du Conseil national de sécurité où les militaires sont majoritaires. Au sein de l'OTAN, la Turquie est le seul pays où le ministre de Défense doit obtenir l'accord des généraux avant de pouvoir exécuter les décisions. Et finalement, Yilmaz a bel et bien précisé que, s'il y aura droit à l'enseignement en kurde, il n'est pas question que les écoles de l'Etat l'organise.

Bref, personne n'y croit sauf, peut-être, les diplomates européens qui aimeraient bien pouvoir enregistrer quelques améliorations en matière des droits de l'Homme (des améliorations que même la presse gouvernementale qualifie actuellement de « cosmétiques »)



afin de pouvoir justifier l'intégration de la Turquie dans une Europe « démocratique ».

La politique de l'UE

Dans cette situation, la politique de l'Union européenne pourrait difficilement être plus lamentable. Nazmi Gür et Husnü Öndül, deux responsables de l'Association des droits de l'Homme à Ankara, nous expliquent que « tous les gouvernements européens sont parfaitement au courant de ce qui se

passé en Turquie, mais continuent la livraison d'armes et sont donc coresponsables de la sale guerre. S'ils veulent intégrer la Turquie comme membre de l'UE, ils devraient soutenir les courageuses forces démocratiques en Turquie ».

C'est exactement le contraire qui se passe. Le 13 décembre 1995, onze jours avant les élections, le Parlement européen a ratifié l'union douanière avec la Turquie, couvrant implicitement la répression, la boucherie. La social-démocratie – à quelques exceptions près – est tombée dans le piège, votant pour. Une occasion rare d'exercer une pression politique sur le gouvernement turc a été ainsi perdue. Quelques réformes « cosmétiques » de la Constitution ont suffi pour faire taire les critiques officielles sur les violations des droits de l'Homme. Le tout pour quelques profits industriels et financiers de plus.

Entre temps, le parti islamique Refah se renforce dans l'opposition et poursuit l'extension de son implantation populaire grâce à ses

centres de santé, ses écoles et la distribution de nourriture. Alors que les Européens se lient à un gouvernement sous tutelle des militaires, la contestation populaire se cristallise autour du HADEP et du Refah. Malgré le terrorisme d'Etat dont il est victime, le peuple kurde n'est pas brisé.

Chris Den Hond

Si vous désirez organiser une soirée d'information ou un débat sur le Kurdistan, avec une vidéo sur Newroz 1996, téléphonez au (1) 42704230

1. HADEP est un parti kurde dont les membres sont sévèrement poursuivis. Ils ont quand même eu l'occasion de se présenter aux élections nationales en décembre 1995 avec des résultats remarquables (presque 50 % à Diyarbakir et dans d'autres villes). Si l'on tient compte du fait que la plupart des réfugiés des villages brûlés (trois millions) n'ont pas été inscrits sur les listes électorales, que l'intimidation militaire turque à la campagne a joué un rôle important et que la force d'occupation au Kurdistan vote sur place, les chiffres électoraux sous-estiment le poids réel du HADEP.

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

FRS0699 4 I 0163 FRA /AFP-IY07

Turquie-Kurdes

46 rebelles kurdes et trois militaires turcs tués en Turquie

ANKARA, 11 avr (AFP) - Les militaires turcs ont tué 46 rebelles kurdes et ont perdu trois soldats dans des récents combats qui les ont opposés à des combattants séparatistes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans le sud-est de la Turquie, ont déclaré jeudi des responsables gouvernementaux.

Dans la zone de Saggoze, à 60 km au nord de la région de Diyarbakir (sud-est), où les militaires turcs et les rebelles sont engagés dans un affrontement majeur depuis ce weekend, 21 membres du PKK et trois soldats ont été tués depuis mercredi, selon le ministre de l'Intérieur Ulku Guney.

Dans les provinces de Siirt, Hakkari et Elazig (sud-est), 25 rebelles kurdes ont été tués mercredi et jeudi, ont déclaré les mêmes sources.

Le Premier ministre turc Mesut Yilmaz avait annoncé mardi la poursuite des opérations militaires lancées vendredi contre les rebelles du PKK.

ue/fa

Ecevit prepares plan to dissolve the Provide Comfort force and reunite Iraq

Foreign ministry and chief of staff's office give Ecevit a briefing for the plan which calls for creation of a buffer zone along the Iraqi border

By Kemal Balci
TDN Parliament Bureau

ANKARA- The Democratic Left Party (DSP), which is indirectly supporting the Motherland Party (ANAP)-True Path Party (DYP) minority government, is working on a detailed plan on the future role of Provide Comfort, the Turkey-based international relief force for northern Iraq. The chief of staff's office and the Foreign Ministry are contributing to the project, which is supported by Prime Minister Mesut Yılmaz. The DSP plan is based on dissolving the Provide Comfort force and the reuniting Iraq. It envisages, among other things, the creation of a buffer zone along Turkey's border with Iraq by moving the border line from the mountains to the more easily protected plains on the Iraqi side of the border.

DSP leader Bülent Ecevit explained the details of the plan at a meeting with PM Yılmaz two days ago. Yılmaz expressed support for the move and arranged for a briefing during which the chief of staff's office and the Foreign Ministry provided a group of DSP officials with the technical details.

Details of the plan

Here are the highlights of the plan being drafted:

■ The plan, expected to be made public prior to the June 2 local elections, is aimed at ensuring border security. For that purpose, the border markers along the Turco-Iraqi border, now on paths along high cliffs in the mountains, will be brought down to the plains on the Iraqi side. This will solve the perennial problem of how to prevent the PKK terrorists from infiltrating Turkey via the mountains where the rough terrain is extremely difficult to guard.

To prevent the change from being perceived as a move for "territorial expansion," Turkey will make the new line cut into the Turkish side of the border also at places where the terrain permits.

■ The plan would change Provide Comfort to eliminate the disadvantages of having that international armed force in Turkey. To fill the vacuum which ending Provide Comfort would create, talks will be held with the United States within the framework of the bilateral Defense and Economic Cooperation Agreement (DECA). Provide Comfort's role will be brought under the scope of the DECA.

If these talks prove successful, the British and French forces serving in the Provide Comfort force would leave, since the DECA agreement pertains only to the American forces. With the departure of the British and French forces from Provide Comfort, which is in the region to ensure the safety of the Iraqi Kurds, it will be possible to control the attempts to set up a Kurdish state in the region that would be independent of the central administration in Baghdad.

■ The third element in the DSP plan involves attempts to ensure Iraq's territorial integrity. The climate is deemed suitable for efforts to bring together the Baghdad administration and the representatives of the Kurdish groups in northern Iraq to help bring about a reconciliation between them. The Baghdad administration has kept some 30 parliamentary seats vacant for the representatives of northern Iraq in the wake of the recent general election. If the confidence crisis between the two sides can be resolved, Iraqi Kurds can promptly stage an election in northern Iraq so that their representatives can take part in the country's government.

Is the plan realistic?

To ensure the success of the plan, it will be necessary first of all to persuade the United States. Since, as a rule, Washington does not permit any move which would strengthen Saddam Hussein's regime,

the initial American reaction to the plan is expected to be negative.

On the other hand, there are reports to the effect that when Turkish Defense Minister Oltan Sungurlu met recently with U.S. Defense Secretary William Perry during the meeting of Balkan countries' defense ministers, he said, "We will have a lot of difficulty in extending yet another time Provide Comfort's mandate." And Perry replied by saying, "We are prepared to discuss all aspects of this issue." Sungurlu will go to Washington in mid-May for talks with Pentagon officials. And the fact that Prime Minister Mesut Yılmaz will fly to the United States by the end of May to meet with President Clinton creates the hope that a new framework will be drawn for Provide Comfort in June.

The American reaction would not be the only problem. It is not clear how the British and French governments would react if the government adopts the DSP plan, since these two will be left out of the proposed new scheme. DSP officials say Ecevit's reasoning is along the lines of: "The United States wants a permanent solution to the problem. No Turkish government has made a move. If this government takes the unprecedented step of presenting a comprehensive package of solutions, it could be possible to persuade the Americans to accept it. And it is the United States which plays the leading role in the region."

Behind the suggestion that the British and French forces should be left out of the Provide Comfort force is the uneasiness Ankara feels in the face of the activities in northern Iraq of the nongovernmental organizations. These organizations, benefiting from the security umbrella provided by Provide Comfort, are claimed to be attempting to establish an independent Kurdish state using "humanitarian relief work" as a pretext.

Ecevit's speech

Addressing the DSP deputies on Wednesday, Ecevit said the loss of lives and other sacrifices would continue until sound solutions are introduced to the Southeast's problems. Ecevit said that a DSP committee was drafting proposed solutions to the region's problems. These proposals would involve the status of the Provide Comfort force and the future of emergency rule in the Southeast. Provide Comfort's mandate should not be renewed again, he stressed.

The DSP committee in question comprises DSP Chairman Bulent Ecevit, the deputy chairmen of the DSP group in Parliament Mümtaz Soysal and Hüsamettin Özkan, and DSP deputies Ismail Cem, Şükrü Gürel and Teoman Akgür. Ecevit stressed that the committee work on the Provide Comfort issue would be clarified in the wake of the briefing the committee members had received from the chief of staff's office and the Foreign Ministry.

Ecevit congratulated the military on the operations launched in the Southeast in the struggle being waged against separatist terrorism in the region. He said they grieved in their hearts for those who have fallen. He went on, "But all these lives will have been lost in vain and all these sacrifices will go down the drain unless the focal points of terrorism abroad are not addressed and until the local economic and social problems which feed the separatist terrorism in the country are not resolved in a realistic and sound manner." Turkey must formulate its own policies on such issues, he stressed.

Ecevit said he would start his campaign drive for the June 2 local elections with a tour of the Southeast. In the course of the election campaign he will visit the region twice. The first of these trips will take him to Diyarbakır next week.

Addressing the DSP deputies on behalf of the DSP mission which made a six-day fact-finding visit to the Southeast, Bülent Tanla said the calm reigning in the region was "deceptive." The people of the region tended to mistrust state officials.

They appreciated the activities of the Turkish Armed Forces but the village guards and the special security teams were drawing resentment, he noted.

WEDNESDAY, APRIL 10, 1996

HÜRRİYET/AP



ARMY'S RITE OF SPRING: A Turkish commando watches his Army's American-made Black Hawk helicopter from his mountainside trench in southeastern Turkey. Recent clashes there between government troops and Kurdish guerrillas have taken more than 100 lives.

*In Turkey's mountainous southeast,
Army fights Kurdish separatists*

A Mideast War That Won't Go Away

By Scott Peterson

Special to The Christian Science Monitor

KARVASH RIDGE, TURKEY

THE Turkish Army's intelligence reports were correct: Deeply hidden in a stony mountain valley in eastern Turkey, separatist Kurdish guerrillas had set up a training and command base.

Turkish troops moved quickly to surround them, but the Kurdistan Workers' Party (PKK) rebels moved faster still to escape. Lieutenant Akrep's unit intercepted them, blocking their way.

The subsequent battle early this week — one of the bloodiest single-day clashes for Turkey in more than a decade of fighting — left at least 27 soldiers and 99 guerrillas dead. It also ushered in the Army's annual spring offensive and a now-ritual season of mourning that, this year, many hope will be the last.

"These soldiers shed their blood to protect the integrity of their country," Akrep says. He wears a simple faded green uniform, with an insignia of twisted snakes pinned to his collar, indicating he is a medical doctor. In Turkey, he is obligated to serve in the Army.

"They were my friends," he says, his voice cracking. "But I'm glad that they have reached the high rank of martyrdom."

Authorities insist that they evacuate villagers to protect them from the PKK, and that the Geneva Conventions oblige them to move people away from such a threat. According to the State Department human rights report on Turkey, such incidents were indeed down last year.

The PKK also burn villages that don't provide enough "tax" to its cause, or that follow the government's plan of arming and creating "village guards" of young men to protect their homes. The PKK has also targeted schools and killed teachers.

PKK chief mimics Hamas

The PKK announced a unilateral ceasefire in December, which Turkish authorities ignore and say is a ruse to regroup. But there are few signs of peace. The PKK is likely to seek revenge for the government's Operation Hawk; and guerrilla leader Abdullah Ocalan, who is based in Syria, last

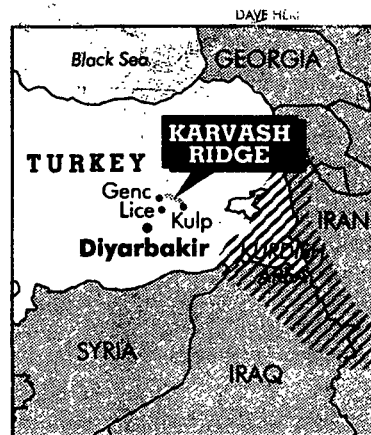
Turkey's massive military effort during the past four years has brought some success against the PKK, an organization that the US State Department describes as waging an "increasingly violent terrorist insurgency."

Military analysts and diplomats agree that the PKK — a Marxist group that wants a separate Kurdish state in southeast Turkey — is now weak inside the country. But they also stress that the harsh methods used by Turkey's security forces to make "safe" the predominantly Kurdish areas in the east, such as forced evacuation of villages, some burnings, and civilian deaths, have done little to win hearts and minds of civilians here.

Rebels or just residents?

In southeast Turkey, which has been under a constant state of emergency since 1987, the line between minority Kurdish civilians and separatists is lethally blurred.

Turkish units have forcibly depopulated more than 3,000 villages and hamlets, apparently following the Maoist maxim of removing the sea so that the fish — the PKK in this instance — have nowhere to swim. The result, human rights monitors say, is that the majority of more than 1 million people displaced from the region have left because of Army actions.



Friday, April 12, 1996

THE CHRISTIAN SCIENCE MONITOR

Turkey Hits Kurdish Camps

month threatened a campaign of Hamas-style suicide attacks.

Blaming Turkey for waging a "war of genocide and annihilation" against Kurds, Mr. Ocalan told a German newspaper. "Until now, my guerrillas knew not how to die. Now they will learn. Every Kurd will become a living bomb."

More than 18,700 people have lost their lives since the insurgency began in 1984. Kurds make up one-fifth of the population of 60 million but - in line with the ideals of a unitary state laid down by Turkey's founder, Kemal Ataturk - they are not recognized as a minority.

The continuing violence has divided opinion in Turkey, diplomats and officials say. Some hard-liners in the Army insist upon a military solution, though the real issue for them may be to justify an armed force that swallows 12 percent of the nation's budget - the largest among NATO countries.

Senior politicians and officials, however, including Prime Minister Mesut Yilmaz, are beginning to argue that the only lasting solution may be to recognize and include moderate Kurds. Some improvements are already being made, though the problem is far from resolved.

"The people are caught between two fires: the PKK terrorists and escalating security measures, so there is a discontent," says Bulent Ecevit, the leader of the Democratic Left Party, which is part of Turkey's coalition government.

"I know the Army is not happy with the task given to it, because they were not formed to deal with terror groups," he says. "They are strong as an elephant, but can't effectively deal with this mosquito."

Though officials say they have "broken the back" of the PKK and want to lift the state of emergency, diplomats confirm that Syria and Iran have increased their support for the guerrillas. The PKK

also maintains close ties with Kurds in northern Iraq, who are protected by the US-led Operation Provide Comfort there.

The clashes this week are the fiercest in a year, and indicate that the PKK is far from extinct. Some 10,000 soldiers have sealed off a dispersing band of 300 guerrillas in a rough mountainous rectangle that measures 20 by 35 miles.

The Army says it is using sophisticated surveillance equipment to pinpoint walkie-talkie and radio communications, then launch targeted airstrikes with jet fighters and helicopters.

The effect on the PKK will be "very considerable," says Lt. Gen. Hilmi Özkök, commander for the region. "It is the beginning of the summertime operations. It will disrupt their future and will not finish until all the terrorists are gone."

After the battle last week, the guerrillas were said to have been pursued by helicopters, probably with American-supplied Cobra attack helicopters that stand armed and in a row at the Diyarbakir airport. Questions about Turkey's use of Cobras against civilians caused US congressmen to block the sale of 10 more earlier this year.

US registers view

Wendy Sherman, assistant secretary of state for legislative affairs, recently spelled out US policy toward Turkey, making clear that human rights was high on the agenda,

ONE YEAR AGO: Turkish soldiers watch Iraqi Kurds at camp in northern Iraq. About 35,000 Turkish troops entered northern Iraq last year to stamp out separatist Kurds.

FATİH SARIBAS/REUTERS



but that the PKK regularly attacks civilians and Western interests. "The Turkish government has a right to defend itself militarily from this terrorist threat," she said.

In the treacherous mountains of the east, where the abrupt folds of earth hide an abandoned wasteland, the clustered fields of destroyed hamlets lie fallow. Normal life is as distant as the nearest big town.

High up on the Karvash ridge, 60 miles northeast of Diyarbakir, troops wearing white camouflage are digging their positions into a snow-capped spine that emerges from the surrounding valleys like a pristine cloud.

Transport helicopters drop troops, crates of tinned food, and fresh apples, and bring loads of old scrap wood to feed small warming fires. The rotor wash blows away loose gear and plastic tarps.

Poised in the midst of such dramatic scenery, the mortar positions control everything within sight, including the valley where the Army took such heavy casualties.

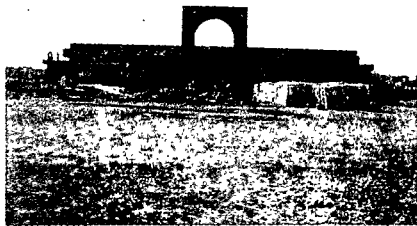
Will the guerrillas ever be finally ousted from here?

"Never," answers one Turkish soldier, his sunburnt face dark against a white hood. "The terrorists are always going to be in the next valley."

LE LIEU IRBIL

La prison de France-Libertés

L'histoire édifiante de la fondation de Danielle Mitterrand n'est pas exempte de paradoxes. Tout près de la ville d'Irbil, dans la zone du Kurdistan irakien sous contrôle de l'ONU, France-Libertés a ainsi fait bâtir... une prison pour enfants. Certaines précautions sémantiques d'usage obligent l'association à nommer « centre de réhabilitation pour enfants délinquants » cet édifice enfermant une centaine de mineurs et dont la construction a été achevée fin 1994, avec un budget européen



de 280 000 écus, soit près de 1,8 million de francs. Mais, comme le centre est situé près de la zone des combats, il est impossible de l'utiliser. Bref, France-Libertés construit une prison qui est à moi-tié vide. En quelque sorte, l'honneur est sauf ! Quant aux rares détenus, de jeunes Kurdes accusés ou condamnés pour vol, voire pour meurtre, ils connaissent désormais une vie à l'ombre moins indécente que par le passé. Ils ont à leur disposition une école et les familles peuvent leur rendre visite, ce qui représente une amélioration très importante de leurs conditions de détention. Commentaire autorisé de France-Libertés : « Ce projet nous a posé des problèmes d'éthique. En étant très cynique et mesquin, on peut critiquer cette mission. Mais l'association défend les droits de l'homme, et donc la condition des détenus. Fallait-il laisser croupir les enfants dans des conditions déplorables ? On a pensé que non.

NICOLAS
DE LA CASINIÈRE

Courrier International - 11/17 avril 1996

ALLEMAGNE La menace kurde



Les militants du PKK, qui tiennent tête à l'armée turque au Kurdistan, menacent d'ouvrir un "deuxième front" en Allemagne. Ils voient en effet Bonn comme un allié privilégié d'Ankara. Le ministre des Affaires étrangères allemand, Klaus Kinkel, a déjà reçu des menaces de mort, rapporte le quotidien *Die Welt*. Abdullah Öcalan, le leader de l'organisation clandestine kurde qui dirige ses combattants communistes depuis la Syrie, a publiquement envisagé une série d'attentats suicides dans les centres touristiques de la Turquie et en Allemagne.

Lyon Figaro - 12 avril 1996

KURDES

Demande d'asile politique

■ Les vingt-neuf Kurdes irakiens en situation irrégulière, interpellés mardi dans l'Ain et la Saône-et-Loire et placés en garde à vue, ont tous demandé l'asile politique et devaient être remis en liberté hier. Leur demande d'asile doit être transmise en urgence à l'Office français de protection des réfugiés et des apatrides (Ofpra) qui devrait rendre une décision dans un délai d'un mois. Les 29 hommes, dont la garde à vue a été prolongée de 24 heures jusqu'à hier, resteront d'ici-là en France munis d'un récépissé de leur demande.

Les gendarmes avaient interpellé mardi matin neuf d'entre-eux sur une route nationale à La Salle (Saône-et-Loire), dix autres à Saint-Laurent-sur-Saône (Ain) et les dix derniers à Feillens (Ain). La plupart étaient en possession de pièces d'identité irakiennes. Selon les gendarmes, il pourrait s'agir en fait d'un seul et unique groupe de clandestins "lâché" dans la campagne par un convoyeur. Un des Kurdes irakiens avait expliqué mardi que le groupe avait quitté Stuttgart lundi et avait été conduit en France par un chauffeur de camion qui leur avait fait croire qu'ils étaient arrivés en Belgique, but final du voyage. Ils auraient auparavant quitté l'Irak pour Francfort par avion. Le plus jeune des immigrés clandestins est âgé de 16 ans.

INTERNATIONAL

If a cease-fire brings a political accommodation for Turkey's Kurds, it could lead to similar reconciliations for Kurds in Iran and Iraq

Weary of War, Turkish Kurds Try Talking

By Jim Muir

Special to The Christian Science Monitor

NORTHERN IRAN-IRAQ BORDER

IN a remote mountain valley a few hundred yards across the Iraqi border into Iran, Comrade Cicek sits near her tent encampment with some of the 400 women guerrillas she helps train for the task of liberating Kurdistan.

Cicek - her name means "flower" - is 26. She has been a Kurdish guerrilla for seven years. Her commitment is obvious. She has an 11-year-old son whom she has left in Syria to be brought up by the PKK, the radical Marxist Kurdish Workers' Party. She rarely sees him, or her husband, who is also a PKK fighter.

Such dedication is the norm here, and it starts young. Sitting nearby is Sozder, a 13-year-old who joined the PKK three years ago.

"I don't feel like a child. I don't miss my toys. These are my toys," she says, nodding to her 8.5mm Beretta and the inevitable AK-47 assault rifle she cradles.

"I could never be a housewife," Comrade Cicek says. "My aim is to fight on until we achieve a free Kurdistan."

But she and hundreds of other PKK guerrillas may be disappointed in their quest for that far-reaching goal.

Their revered leader, Abdullah Ocalan, known to follower and foe alike by his nickname Apo, recently launched a peace initiative that could end the PKK's eight-year secessionist insurrection against Turkey through a political accommodation with the Ankara government.

Turkish leaders have shown signs of taking the initiative seriously, and are looking at ways to accommodate Kurdish aspirations without compromising the country's unity and integrity.

Such a peace would mean tranquility and a better deal for Turkey's 12 million Kurds, whose identity has been denied for decades by Turkish authorities and whose areas in the southeast of the country have fallen into economic neglect.

Shelving the dream

For the PKK, a peace accord with Turkey would not only mean giving up the unrelenting armed struggle it launched in 1984, unleashing a cycle of violence and

Who and Where the Kurds Are



■ Roughly 20 million Kurds, members of a Muslim ethnic minority, are scattered throughout the region where Turkey, Syria, Iraq, and Iran come together. For centuries, they have supported a variety of Kurdish nationalist movements. The Marxist Kurdish Workers' Party, the main Kurdish group in Turkey, seeks an independent Kurdistan for all Kurds. Iraq's 4 million Kurds declared their own "federal state" last year. Northern Iran's 6 million Kurds, united under the outlawed Kurdish Democratic Party of Iran, also want autonomy.

répression in which more than 5,000 people have died. It would also mean shelving the dream of a free, independent Kurdistan embracing all the region's 20 million Kurds, who are divided mainly between Turkey, Iran, Iraq, and Syria. Pan-Kurdism has always been at the center of the PKK's philosophy.

But Kurdish leaders in Iran and Iraq express hope that an agreement in Turkey could become a model for peace negotiations in their countries.

Mr. Ocalan announced a unilateral halt to hostilities with Turkish government forces from March 20 through April 15, and indicated that if Ankara responded positively, he might extend the truce indefinitely and would seek a settlement within Turkey's borders. That is now expected to happen, given the initial success of the cease-fire and the interest Turkish leaders now show in addressing the Kurdish issue.

"We are very much prepared to turn to political methods," Ocalan told a news conference in Lebanon's eastern Bekaa Valley. "As for [Turkish] unity, I must say that we are not in favor of separation from Turkey for the time being. We are realistic on this issue. And this is not just a tactical ploy."

The PKK truce was timed to cover the Kurdish New Year, Nowruz, which in recent years has been an occasion for violent antigovernment Kurdish demonstrations and clashes with government forces in the southeast.

Nearly 100 people died in such disturbances last year. This time, Nowruz passed March 21 with only scattered incidents. Since then, the general level of violence has dropped sharply, reinforcing the impression that the PKK enjoys a high degree of influence in Turkey's Kurdish areas.

"Even if it is unilateral, the fact that the guns have been silent has created a new climate of hope," says Hashim Hashimi, the Kurdish mayor of Cizre, a town in southeastern Turkey where roughly 40 people were killed in Nowruz violence last year.

While Ankara's response has yet to crystallize, government leaders and security chiefs have held numerous meetings and

made public comments indicating willingness to explore a new deal for Turkey's Kurds.

In a significant gesture, Prime Minister Suleyman Demirel and top aides toured the Kurdish southeast last week. "Thanks to you, we had a peaceful Nowruz," he told thousands of Kurds who turned out to greet him.

He said the emergency rule – a sort of martial law – imposed on the Kurdish provinces five years ago may be lifted in June "if everything goes smoothly until then."

Turkish leaders have indicated that among the measures being considered are the granting of "cultural rights" to the Kurds – such as TV and radio broadcasting and education in Kurdish, a language officially banned in Turkey from the time the republic was established in 1923.

Interior Minister Ismet Sezgin – a hard-liner on the Kurdish issue – said that hundreds of Kurdish villages that had been forced to adopt Turkish names would have their original Kurdish names restored.

Amnesty for fighters

Officials in Ankara reportedly also are considering easing the conditions under which PKK fighters – long denounced by Ankara as simply "terrorists" – would be allowed to come down from the mountains and rejoin society. In addition to those outside the country, about 7,000 to 10,000 PKK guerrillas are believed to be holding out in mountain bases inside Turkey.

If the PKK has shelved the notion of separation, independence, and Kurdish unity in a Greater Kurdistan, the loss does not seem to be mourned by most Turkish Kurds, who are more concerned with bettering their economic lot and achieving recognition of their identity as Kurds.

"At present, both the people and the Kurdish parties want to live together with their Turkish brothers, rather than seek an independent state – provided they're granted their basic rights," Mayor Hashimi says.

If Turkey's Kurds gain new status and accommodation from Ankara, its impact will be felt well

beyond Turkey's border. Among those most directly affected will be the 4 million Iraqi Kurds in the self-proclaimed "federal state" they set up in northern Iraq last year.

A model for Iran, Iraq

Landlocked and heavily dependent on Turkey as their main lifeline to the outside world, the Iraqi Kurdish *peshmerga* guerrillas last autumn joined Turkish forces in ousting PKK fighters from bases along the mountainous border. But Turkey remains suspicious of the Iraqi Kurdish "state," fearing it may encourage separatism among its own Kurds.

Helping bring about a settlement of the Kurdish problem in Turkey is clearly in the interest of the Iraqi Kurds. Not surprisingly, therefore, one of the main Iraqi Kurdish leaders, Jalal Talabani, played a key role in preparing the way for Ocalan's initiative, and sat at his side as he launched it.

Rebel Iranian Kurds also have welcomed the PKK's change of direction, believing a settlement in Turkey could provide a model for Iran's 6 million Kurds.

"I very much hope that Turkish officials will respond positively, and that all people of goodwill will cooperate to solve the Kurdish question in Turkey within the framework of an independent and unified Turkey, which might be an example to the Kurds of Iran and elsewhere," said Abdullah Hassanzadeh, deputy leader of the Kurdish Democratic Party of Iran, in an interview at a remote mountain base on the Iraq-Iran border.

Like many other Kurdish leaders interviewed in recent weeks, Mr. Hassanzadeh believes the dream of eventual Kurdish unity is still alive in the heart of almost every Kurd – but that goal is not at the forefront today.

"We must be realistic, we must use our brains and be wise," says Kurdish leader Massoud Barzani. "The Kurdish issue cannot be solved by violence, either by us or by the governments of the countries we are divided among. This does not mean we don't have the right to have our free, independent country, but this must be achieved through dialogue and peace, not through violence."

Focus on Human Rights

Amnesty International Releases Report

The international human rights advocacy group Amnesty International (AI) has released another report criticizing the beating of three Turkish lawyers outside the Buca prison in Izmir in September 1995. The three were part of a group of eleven, most of them members of the Izmir Bar Association, who went to Buca prison "to visit clients following a violent incident in the prison the previous day." Thirty-seven prisoners were hospitalized as a result of the incident. The other eight lawyers were "mistreated and detained by police" as well, according to AI. AI in February 1996 released a report called "Information on Continuing Human Rights Abuses in Turkey." The report said the human rights situation in Turkey "has been rapidly worsening since 1990. To the existing problems of torture and prisoners of conscience must now be added the recently developed patterns of extrajudicial execution and 'disappearances.'"

Turkey Orders One-Month Closure of Leftist Daily

A Turkish court has ordered the temporary closure of a left-wing daily for an article criticizing human rights abuses, the paper said on April 5. "The state security court ordered our paper closed for a month at a hearing yesterday," Ihsan Çaralan, editor-in-chief for the Evrensel daily, told Reuters. Çaralan said the article printed Sept. 5 was found to constitute a crime under article 312 of the penal code for provoking "enmity and hatred." Article 312 is often used against writers and intellectuals for expressing what are deemed subversive views. The offending article spoke of a class war in which the strong were free to commit rights abuses against the weak and poor. It gave examples of torture in custody, censorship of anti-establishment media and police attacks on demonstrators — all accusations frequently raised against the Turkish state.

Christian Groups Join Super Cobra Protest

Some Christian denominations joined hands with various ethnic lobbies, human rights groups and arms-transfer opponents and criticized the U.S. administration for their intention to sell Turkey 10 AH-1W Super Cobra attack helicopters. For the sale to be realized, the U.S. State Department needs to send Congress a "notification" to the effect. Without such a notification the sale can not be consummated. Maryknoll Fathers and Brothers (a Catholic order), writing to Rep. Christopher Smith, an outspoken opponent of the sale and member of House International Relations Committee, said "Maryknoll endorses and supports the Code of Conduct legislation which would end arms sales and transfers to governments that are undemocratic and continue to abuse the human rights of its people." Terrence Miller, a member of the order, said there was enough documentation to suggest that Turkey used Cobras "in the destruction of Kurdish villages in southeastern Turkey."

Friends Committee on National Legislation (FCNL), a Quaker group, wrote to both the Senate Foreign Relations and House International Relations committees, claiming that "selling helicopters to the Turkish government perpetuates the cycle of escalating violence. Writing another letter to the members of both committees, The Peace Action group repeated the same allegations and referred to the same State Department and CIA studies once more. Gordon S. Clark, the executive director of Peace Action, said that "this sale threatens human rights and global security by supplying weapons to a volatile country engaged in armed conflict. Rather than arming the Turkish military, the United States should work to de-escalate and demilitarize tensions in the region."

Journalists Protest Banning of Left-Wing Newspaper

Journalists and human rights activists held meetings in Istanbul and Ankara over the weekend to protest the closure of the left-wing daily Evrensel for a month by the State Security Court. Nearly 100 journalists and human rights activists gathered in front of the headquarters of the Turkish Journalists' Association in Istanbul to denounce the decision. Another group of journalists met in front of the Human Rights Monument in Ankara. Metin Göktepe, a reporter for Evrensel, was beaten to death while in police custody after attending the funeral of two prison inmates in January. A number of police officers who are suspected of killing Göktepe are awaiting trial and a parliamentary committee is investigating his death.

PAB Conference Starts April 15

The Interparliamentary Union (PAB) conference, the 95th, will be held April 15-20 at Istanbul Çırağan Palace under the leadership of the Turkish Parliament. As well as the general meeting, there will also be committee meetings about issues such as human rights, Cyprus, the Middle East, and security and cooperation in the Mediterranean. Parliament speakers, members of Parliament, and general secretaries will attend the conference.

Eris: Turkey Must Have a Place in the European Union

The European Union should release promised economic aid to Turkey, stop criticizing its human rights record and find ways to accommodate the country in an expanded Common Market, Meral Gezgin Eriş, the president of the Economic Development Foundation (IKV) said at a symposium in Istanbul. She groused at the EU's constant criticism of Turkey's human rights record, saying "although Turkish-EU ties are essentially economic, these are being drawn to a political platform." The symposium dealt with the EU's ongoing inter-governmental conference on Europe's future. The intergovernmental conference, which began in Torino, Italy, on March 29, aims to find ways to expand EU membership, and deal with political and security issues following the breakup of the Soviet Union.

INTERNATIONAL

Take Back Your Spies

'Spy-diplomats' and Media Wars Strain Turco-Iranian Ties

“Iran is our neighbor. Foreign relations cannot be conducted emotionally and with hasty reactions,” a senior diplomat, whose posts included Tehran, told journalists in a chat. The same day, leading daily Sabah had printed the name of eight Iranian diplomats who were alleged to be involved in various terrorist acts in Turkey in the last few years.

The Turkish Foreign Ministry, conveniently ignoring the question of who gave the pictures that had been in the possession of the ministry to the media, implied in manner and statement that the “independent” media was launching its own battle against the Islamic republic. Determined to keep the issue low profile, week after week, the Foreign Ministry spokesmen had said that they were studying the file of the Security Department on the diplomats, but passed no final judgement on the file nor issued any statement condemning Iran. The hope of the ministry, at that point, was to wait for Iran to withdraw four of the diplomats. The Turkish side had already told Iran that it would not be possible for them to continue their posts in Turkey after the accusation based on the testimony of Turkish Islamist hitman İrfan Çağırıcı, who admitted receiving military and political training in Iran. The Turkish media have said that Çağırıcı admitted a role in the abduction-murders of Iranian dissidents Ali Akbar Ghorbani and Abbas Qolizade in Istanbul in 1992 at the prompting of Iranian diplomats. Çağırıcı has confessed to shooting dead newspaper editor Çetin Emeç in Istanbul in 1990 and to ordering the killing of a Turkish secularist writer the same year. Iran’s ambassador in Ankara has denied any link between Tehran and the gunman.

Rumors indicated that the said diplomats would go back to their country for religious holiday and simply not come back. With this settled and dropped from Turkish media’s agenda, the plan was that the Foreign Ministry would seek ways with Iran to tighten the security understanding and tell Tehran, quietly but in no uncertain terms, that such allegations should not recur in future.

Ankara’s desire to keep the issue with Iran low-key was due to the fact that it did not want to fight on too many fronts. Ankara’s ties with Syria had been strained over the water-terrorism equation. Relations with Iraq were at a standstill and the uncertainty in northern Iraq hung over Ankara like a question mark.

Iran, however, had a different view. During the crucial visit of Foreign Ministry deputy undersecretary Ali Tuysan, Tehran provided Ankara with a cold shower.

As Tuysan started the first round of his talks, an Iranian security official announced that four Turkish diplomats had been arrested, along with several other people, for spying in western Iran.

The official Iranian news agency IRNA quoted the intelligence director-general of East Azerbaijan province as saying the four, attaches at Turkey’s embassy and consulates in Iran, led a spy ring that



Ali Fuat Ulay

UNEASY NEIGHBORS: Turkish and Iranian presidents heralded good ties earlier this year as Demirel praised Iran as a good neighborly country, but the spy-diplomats case cast its shadow over relations.

“conspired against ... Iran and intended to interfere in Iran’s internal affairs.”

The official, who was not named, said one of the Turkish diplomats arrested was a political attache at the embassy in Tehran. Two others held the same position at the consulate in Orumiyyeh while the fourth was political attache at the consulate in Tabriz.

“They were trying to form clandestine groups in an effort to carry out unlawful operations and acts of sabotage against the sovereignty of the Islamic Republic of Iran,” IRNA quoted the official as saying at a news conference in Tabriz.

“Confessions of those arrested and the documents discovered from the spy den indicate that the spies (gathered) information and put it at the disposal of the Turkish intelligence agency,” he added.

Turkey was shocked by the unexpected development. It was debated whether Tuysan should return immediately, but the final decision was that he continue talks with Iran.

Meanwhile in Ankara, the Foreign Ministry explained deep resentment over the Iranian atti-

tude. "We reject the Iranian charges that our diplomats are involved in spying. But for their own security, we have asked them to come back to Turkey as soon as possible," Foreign Ministry spokesman Ömer Akbel said. But four hours after Akbel's statement, his Iranian counterpart, Mahmoud Muhammedi, said that Iran had asked Turkey to withdraw its four diplomats.

"We had wanted to solve the problems within good neighborly ties and political courtesy in a way that such allegations would not surface again," Akbel said.

"Tuygan told the Iranian side that the four Iranian diplomats could no longer carry out their duties in Turkey and said Iran, of its own will, should call them back as soon as possible," Akbel said. "Despite our attitude, Iran has chosen to accuse publicly and openly four Turkish diplomats in Iran." Saying the Iranian attitude displayed that Iran did not want to solve the problems through cooperation and understanding, Akbel said: "This

leaves Turkey in a position to determine its approach to the matter unilaterally."

While this was interpreted as a way that Ankara would reciprocate the Iranian move, Akbel did not say what Turkey would do. He ruled out calling back Turkey's ambassador to Tehran, Mithat Balkan.

Turkey's course of action, in view of the escalation, will be determined after the return of Ali Tuygan, deputy undersecretary. "Then the issue will be taken up, in view of what Ambassador Tuygan has to say, at a governmental level," spokesman Akbel said.

As the Probe went into print, Tuygan had returned to Ankara, saying Turkey would "put its ties with Tehran on the examination table."

He denied that any Turkish citizens were arrested, and neither were the diplomats.

"We would not have wanted our ties to take such a turn," he said, as he announced that he would brief Turkish Foreign Minister Emre Gönensay on his talks.

Nazlan Ertan

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

FRS0568 4 I 0321 ONU /AFP-WI68
ONU-Irak

Un accord ONU-Irak bloqué par des membres du Conseil de Sécurité, selon l'Irak

NEW YORK (Nations Unies), 13 avr (AFP) - Les Nations Unies et l'Irak étaient proches de la signature d'un accord dans le cadre des négociations "pétrole contre nourriture" mais celui-ci a été bloqué à la dernière minute par des membres du Conseil de Sécurité, a affirmé le chef de la délégation irakienne.

"Quelques membres du Conseil de Sécurité" ont bloqué l'accord "lorsqu'ils ont réalisé que nous nous apprêtions à signer", a déclaré le responsable de la délégation irakienne, Abdel Amir al-Anbari, à des journalistes à New York.

Il a ajouté que ces pays, dont il n'a pas donné le nom, "n'apprécient pas" l'accord et "ne vont pas le soutenir".

Selon les observateurs, M. Anbari faisait allusion à l'opposition des Etats-Unis à l'accord.

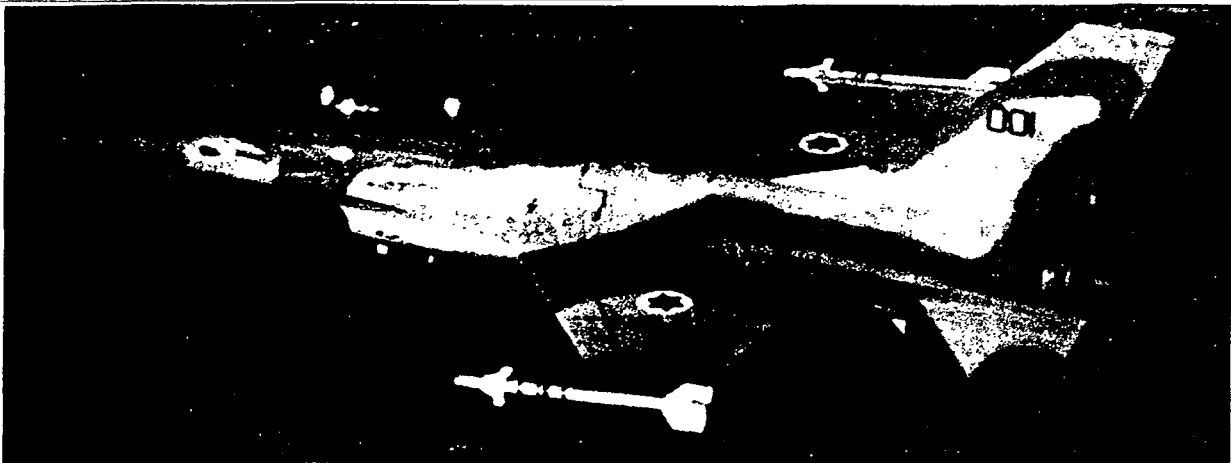
L'objectif des négociations avec l'ONU est de fixer les modalités pratiques de mise en oeuvre de la résolution 986, qui doit permettre à Bagdad d'exporter du pétrole à hauteur de deux milliards de dollars par semestre pour acheter de la nourriture. Une partie de l'aide ira aux populations kurdes du nord de l'Irak. L'ensemble du processus se déroulerait sous la supervision de l'ONU.

Le secrétaire-général de l'ONU Boutros Boutros-Ghali a tenu vendredi des consultations séparées avec les 15 membres du Conseil de Sécurité, en particulier avec l'ambassadeur américain, Madeleine Albright. Cette dernière n'a pas fait de déclaration après cette entrevue.

M. Boutros-Ghali a également reçu vendredi, pour la première fois, les négociateurs irakiens et les représentants de l'ONU.

La troisième série de pourparlers a débuté le 8 avril. Les deux précédentes sessions s'étaient déroulées en février et mars.

La presse irakienne avait affirmé samedi que Bagdad était proche d'un accord avec les Nations unies sur la formule "pétrole contre nourriture".
ap/jri/mb/bmr



'What's So Wrong with Some Mutual Back-Scratching?'

Turkey confirms training facility for Israeli warplanes, but says its neighbors do not have to fear for their secrets

The news was so stunning that everybody made some room for denial when the Turkish Daily News first broke the story last week that Israeli warplanes will be able to train in Muslim Turkey.

To his credit, Defense Minister Oltan Sungurlu, who disclosed the secret deal, did his best to control the damage. If he earned full marks for effort, his actual performance was less impressive.

After the revelation of the facility granted to Israel "because of its limited airspace" brought a hail of protests from the Muslim Middle East, Sungurlu, a veteran politician with former Cabinet experience, told the Turkish daily Milliyet on Sunday that he had "confused" the provisions of the military cooperation agreement signed in Tel Aviv on Feb. 23 with a separate deal for the upgrading by Israel of Turkey's ageing F-4 Phantom jets under which Israeli pilots would arrive in Turkey for demonstration purposes.

On Wednesday, however, Ankara felt the need for a more plausible excuse — coinciding with the news that a squadron of Israeli F-16s would be arriving shortly.

"Each country's planes, which will use the other's airspace for training purposes, will be unarmed ... and carry no equipment that could be used for electronic monitoring," Foreign Ministry spokesman Omer Akbel said at the weekly press conference.

He dismissed reports that Israeli planes would use the provided facility to snoop on Iran, Iraq and Syria at closer quarters. Israeli daily Ha'aretz said in return for electronic surveillance flights along Turkey's borders with the three countries, Israel would help Turkey to make its borders secure against infiltration by separatist Kurdish rebels.

Akbel also denied that base facilities had been granted to the Israeli aircraft under the training cooperation scheme, but said the planes could have access to bases for refueling or in emergency situations.

Turkey earlier granted similar training facilities to NATO aircraft which arrive for bombing practice at a firing range near Konya in central Turkey, and at Incirlik in the south. Asked when the training flights would begin, Akbel said they had already started, giving no further details.

But the Turkish Daily News was told in Washington that an undetermined number of Israeli F-16 jet fighters will be arriving in Turkey in mid-April. No details were available. Israeli daily Ha'aretz reported, however, that the agreement between Turkey and Israel provided for eight joint military exercises in a year.

Akbel said possession of similar planes by the Turkish and Israeli air forces called for technical cooperation. F-16 jets are a mainstay for the Israeli air force which also operates homemade Kfir fighters and an array of advanced fighters acquired from the West, including the U.S.-made F-15 interceptors and French Mirage jets.

Both Turkey and Israel also use F-4 Phantom jets in various configurations, and under a deal being negotiated Israel has offered to upgrade the Turkish Phantom fleet and equip them with Israeli radars at a cost of over \$600 million.

But while stressing developing ties with Israel as component of Turkey's balanced and constructive policy in the Middle East, Akbel also catered to regional sensitivities: He said Ankara had supported the U.N. resolutions which called for Israeli withdrawal from the Arab territories under its occupation. Akbel also said Turkey was not the only country that was developing its relations with Israel, in an apparent reference to Egypt, Jordan and the Palestinian state.

He also confirmed that the Turkish ambassador in Damascus had been summoned to the Syrian Foreign Ministry to be asked for an explanation.

The Turkish-Israeli deal triggered speculation that it had been a response to a similar deal Greece reportedly signed earlier with Syria. Damascus denied any such agreement. While the Arab world expressed concern, the accord was welcomed by the United States as "one that could be helpful for stability in the area, rather than being a factor of instability."

Raşit Gürdilek

KRÖNIKAN/LÖRDAG

Yasar Kemal är bara en av många

KVÄLLEN INNAN författaren Yasar Kemal ställdes inför rätta i Turkiet i mars för två artiklar om förtrycket mot kurderna åt jag middag hemma hos en kurdisk vän. Min vän trodde inte att Yasar Kemal skulle bli fälld eftersom Turkiet inte ville riskera sitt nya tullunionsavtal med EU. Jag trodde att straffet skulle bli minst dagsböter – just eftersom Turkiet redan undertecknat avtalet och inte längre behövde förta med Europa. Diskussionen blev så livlig att den resulterade i vadslagning.

Nästa dag var jag 500 kronor rikare: säkerhetsdomstolen i Istanbul dömde Yasar Kemal villkorligt till ett år och åtta månaders fängelse. Domen visade än en gång att den juridiska och politiska makten i Turkiet bara bluffat om sin respekt för yttrandefrihet och mänskliga rättigheter för att få avtalet med EU till stånd.

I internationell press uppmärksammades naturligtvis domen mot Kemal – som ändå klarat sig ganska helskinnad jämfört med 136 politiker, författare, fackföreningsmän, journalister och människorättsaktivister som sitter i turkiska fängelser för sina åsikters skull. Och det trots att det turkiska parlamentet strax före EU-avtalet genomförde dekora-tionsändringar i paragraf åtta i lagen om bekämpning av terrorism från 1991.

Paragrafen, som förbjuder propaganda mot landets "odelbarhet", finns kvar men kan nu ge "endast" högst tre års fängelse mot förut fem. Dessutom finns fortfarande cirka 800 andra paragrafer i 160 lagar i den turkiska författningen som kriminaliserar "felaktiga åsikter".

NU VAR ETT AV EU:s huvudargument för att gynna Turkiet med ett tullunionsavtal att landet genom en kritisk dialog med unionen skulle upp-

muntras att respektera de grundläggande mänskliga rättigheterna. Flera EU-parlamentariker påpekade att förhållandena i Turkiet långtifrån är tillfredsställande, men att situationen bara skulle förvärras om landet hölls utanför EU.

Hur mycket har då den kritiska EU-dialogen påverkat Turkiet i fråga om mänskliga rättigheter och yttrandefrihet sedan den 13 december 1995? Det turkiska rättsväsendet fortsätter jakten på oliktankande. Här är några exempel.

Den 22 december dömdes Akin Birdal, ordförande i turkiska människorättsföreningen, till tre månaders fängelse för att ha klistrat upp en affisch framför det nya människorättsmonu-mentet i Ankara. Sekreteraren i Föreningen för mänskliga rättigheter, advokaten Hüsnü Öndül, dömdes till sex månaders fängelse och 50 miljoner lire i dagsböter för ett tal han hållit.

Författaren och docenten Haluk Gerger, som frigavs i vågen av "dekorationsfrigivningar", dömdes åter strax före nyår, nu till tio månaders fängelse, vid statens säkerhetsdomstol i Istanbul för en artikel i den nu nedlagda tidningen Özgür Gündem. Tidningens ansvarige utgivare Selver Durmaz dömdes till 45 miljoner lire för att ha infört artikeln. Den kände och svårt torterade före detta borgmästaren i Diyarbakir, Mehdi Zana, befinner sig just nu i Europa men när han åter landar i Turkiet riskerar han upp till nio års fängelse i tre yttrandefrihetsrättegångar.

DEN 9 JANUARI i år arresterades 28-åriga Metin Göktepe från vänstertidningen Evrensel tillsammans med två kolleger och torterades ihjäl. Fallet är unikt i Turkiet – det är första gången en turkisk regering erkänner ett mord begått av dess poliser. 15 misstänkta inblandade poliser har sagts upp tills vidare och ställs nu inför rätta. Dessutom har mordet på Göktepe fört upp tortyren på den turkiska politiska dagordningen. En polisman som själv utfört tortyr har uppgivit att han i sin tur torterats av sina kolleger för att tiga. Och om inte ens poliser undgår tortyr kan man bara gissa sig till vad vanliga medborgare utsätts för.

För en kort tid sedan meddelade Yasar Kemal att han skall skriva ännu en kritisk artikel för att det turkiska rättsväsendet ska döma honom till fängelsestraff. Jag är säker på att han kommer att göra det, och den här gången vill min kurdiske vän inte slå vad om ifall Kemal skall få tillbringa sin ålderdom i fängelse eller inte.

Kurdo Baksi

KURDO BAKSI
Redaktör för tidskriften Svartvitt



SATURDAY, APRIL 13, 1996

Turkish Daily News

LE MONDE / VENDREDI 12 AVRIL 1996

Security forces kill 12 more PKK militants during Operation Hawk

About 122 PKK militants have been killed in different parts of these regions since the beginning of the operation, and four captured, report officials

Turkish Daily News

ANKARA- Security forces who are continuing to fight an encircled band of militants of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) in southeastern Turkey killed 12 more PKK militants on Friday, the Anatolia news agency reported.

Officials of the Diyarbakır-based emergency rule region governor's office reported that Operation Hawk, which began on April 5 against an estimated 250 encircled rebels, was still continuing north of Diyarbakır's Hani and Lice districts, in the Sağgöze area to the south of Bingöl's Genç district, and said 12 more PKK militants had been killed in the last 24 hours. About 122 PKK militants have been killed in different parts of these regions since the beginning of the operation, and four captured, report officials.

Officials said PKK militants were escaping through the border regions to northern Iraq.

Three soldiers were killed in action in Thursday's clashes, making a total of 33 members of the security forces who have died in the fighting with the PKK militants in the rugged Sağgöze area near the Southeastern city of Bingöl.

In other regions of the Southeast, 40 PKK militants were killed and one captured by security forces on Friday. Officials said 22 of these were

killed in the Çirderesi region of the Güroymak district of the southeastern province of Bitlis, eight in the rural area of Hakkari's Çukurca district, eight in the Okçular village of Siirt's Pervari district, and two in Siirt's Baykan district. A PKK militant was captured in Okçular village.

Seven members of the security forces were killed in action during clashes in these regions, officials reported. Meanwhile, a security operation against a group of militants of the outlawed Kurdistan

Workers' Party (PKK) hiding on Mount Ararat started early on Friday morning. Army troops were supported by Sikorsky and Super Cobra attack helicopters, the semi-official Anatolia news agency reported.

Anatolia said that the force, under the command of Gen. Abdulbaki, had destroyed many of the makeshift shelters where PKK militants were hiding.

Officials said the clashes were continuing and the PKK had been hit with many casualties. They said they were not able to give an exact numbers of those killed because of the large area in which the operation was taking place.

Anatolia also reported that a policeman was slightly injured in a clash on Friday morning in Aktaş village, at the foot of Mount Ararat.

Crise diplomatique entre l'Iran et la Turquie

ANKARA. Une dispute diplomatique entre l'Iran et la Turquie menace d'envenimer les relations entre les deux voisins. Ankara a annoncé, mercredi 10 avril, que quatre diplomates turcs en poste à Téhéran, accusés d'espionnage, seraient rappelés pour « des raisons de sécurité », mais a rejeté les accusations iraniennes. Celles-ci font suite à la demande des autorités turques à l'Iran de rappeler discrètement de Turquie quatre de ses diplomates. La police d'Istanbul avait annoncé en mars qu'Irfan Cagirci, un islamiste turc arrêté pour sa participation à des meurtres d'intellectuels laïcs et à l'enlèvement de dissidents iraniens en Turquie, avait bénéficié d'une complicité iranienne. Cette crise intervient après la signature d'un accord militaire entre la Turquie et Israël, jugé « inacceptable » par les Iraniens. - (Corresp.)

TUESDAY, APRIL 16, 1996

Turkish Daily News

Iraqi Kurds say Turkish jets bomb across border

Reuter

ANKARA- An Iraqi Kurdish group on Monday said Turkish air force planes bombed Kurdish guerrilla targets across the border in northern Iraq.

The Kurdistan Democratic Party (KDP) said jets had been striking Turkish Kurdish rebels — who use northern Iraq as a staging ground for attacks on Turkey — in the mountains across the Turkish border since the beginning of April.

Turkish foreign ministry spokesman Nurettin Nurkan said he had no information about the reported raids but added that Turkish operations "from time to time" did take place. "No, I have no such information," Nurkan told Reuters. "From time to time, within the framework of the fight against terrorism, pinpoint operations are mounted in northern Iraq. But this time no information has reached me on this subject," he said. KDP Ankara representative Safeen Dizayee said the Turkish raids had forced people to flee their villages. He said residents of several villages in the Berwari district, close to the border with Turkey, fled south because of the air raids. It was unknown if there had been casualties or damage to the villages, Dizayee said.

The Kurdistan Workers Party's 12-year fight for independence or autonomy in Turkey's mainly Kurdish southeast has killed more than 18,700 people.

Around 35,000 Turkish troops last spring failed to oust the rebels from north Iraq in a cross-border drive that lasted six weeks. Iraq's Kurds are shielded from attacks by the Baghdad government by a Western allied air force based in southern Turkey.

A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—

ECF0011 3 F 0500 ONU /AFP-TH04

Eco.-energie-Int.

"Pétrole contre nourriture": Boutros-Ghali s'implique personnellement par Anne PENKETH

NEW YORK (Nations unies), 13 avr (AFP) - Le secrétaire général des Nations unies, M. Boutros Boutros-Ghali, a donné l'impression vendredi qu'il s'impliquait désormais personnellement dans les négociations ONU-Irak sur la formule "pétrole contre nourriture", qui ont atteint un stade délicat.

M. Boutros-Ghali a eu une journée de consultations intensives avec les membres du Conseil de sécurité, qu'il a rencontrés séparément. En début de soirée, il a reçu ensemble, pour la première fois depuis deux mois, les négociateurs irakien et onusien, MM. Abdel Amir al-Anbari et Hans Corell.

Les deux délégations devaient poursuivre leurs contacts pendant le week-end et une séance de discussions a également été fixée à lundi, selon l'ONU.

Les négociations portent sur les modalités de mise en oeuvre de la résolution 986 --exception humanitaire à l'embargo-- qui permettrait à Bagdad d'exporter du pétrole pour l'équivalent de deux milliards de dollars tous les six mois pour acheter de la nourriture et des médicaments, sous le contrôle des Nations unies.

Un porte-parole de l'ONU a indiqué vendredi que le secrétaire général avait décidé qu'il était temps d'informer le Conseil de sécurité de l'état des négociations et des "progrès réalisés jusqu'à présent".

Le président en exercice du Conseil, M. Juan Somavia (Chili), a déclaré à la presse qu'il y avait encore "des problèmes en suspens" et que M. Boutros-Ghali était "prudemment optimiste".

Selon des sources concordantes, le principal obstacle à un accord reste lié aux modalités de distribution aux Kurdes d'Irak du nord d'une partie de l'aide générée par les revenus du pétrole.

L'ONU a souligné à plusieurs reprises que le processus de négociations risquait d'être long. Deux séries de discussions ont eu lieu en février et en mars sur la formule "pétrole contre nourriture". Le troisième round de pourparlers a commencé lundi dernier.

L'Irak est soumis à un embargo économique depuis 1990 en raison de son agression contre le Koweït. La mise en oeuvre de la résolution 986, adoptée il y a un an par le Conseil de sécurité, constituerait une exception humanitaire. La population irakienne subit lourdement les effets des sanctions.

Les négociations Irak-ONU suscitent régulièrement une grande nervosité sur le marché pétrolier.

Des diplomates occidentaux qui ont été reçus vendredi par M. Boutros-Ghali ont indiqué que le secrétaire général ne leur avait pas dit qu'une percée était imminente. Le diplomate égyptien n'aurait pas non plus évoqué de solutions de compromis sur la question du Kurdistan irakien, selon les mêmes sources.

La représentante américaine Madeleine Albright a été l'un des premiers ambassadeurs à être reçus par M. Boutros-Ghali.

Les Etats-Unis sont soupçonnés par la France et par la Russie de créer des obstacles à la mise en oeuvre de la résolution 986.

ap-ras/aml

AFP /AA1234/130929

AVR 96

A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—

MONDAY, APRIL 15, 1996

Turkish Daily News

Turkey, Israel and the Arabs

Turkey is a country, like Israel, which is a victim of terrorism. Thus when Israel launched an effort to hit terrorism at the source many Turkish newspapers united in applauding the raids on Hizbollah bases in Lebanon...

Israel cornered Yasser Arafat when it pushed him into "dealing" with Hamas and its suicide bombers. Now the Jewish state is trying to force Lebanon to deal with Hizbollah, which has launched rocket attacks into northern Israel. This may prove a "mission impossible" in view of the fact that Lebanon is a sovereign state only in appearance but in the literal sense this unfortunate country is being held hostage by several extremist groups as well as by Syria, not to mention Israel's occupation of the southern regions of this country...

Turkey, on the other hand is applauding every move that deals a blow to terrorists. The fact that the PKK terrorist group receives shelter both in Damascus and the Bekaa Valley in Lebanon and that its leader Abdullah Öcalan "receives" guests in both locations is a matter of deep dissatisfaction for Turkey and a sticking point in our relations with Syria. Many Turks feel Turkey should follow Israel's example and knock out the terrorists in their shelters... That is why there seems to be deep sympathy for Israel's latest raids against Hizbollah. However, we feel Israel should not carry its attacks too far and should not target innocent civilians like in the incident on Saturday where an Israeli helicopter gun ship bombed an ambulance in Lebanon killing four children and two women... This is where Turkey's dilemma begins. While voicing its understanding of the Israeli raids, Turks feel the attacks should not be indiscriminate. Besides this Turkey is also concerned that the raids may be used by the enemies of the Middle East peace process to drum up anti-Israeli sentiment across the Middle East. That in return would halt the peace process in its

Editorial



By İlınur Çevik

tracks which is one thing Turkey does not want.

Besides all this, Turkey is also trying to come to grips with the deep concerns being voiced by Arab countries over its growing ties with Israel. The recent military agreement between Turkey and the Jewish state has created some resentment among Arab countries and it was surprising that it was Egypt, which has similar agreements with Israel, which raised most of the objections, claiming this would wreck the balances of power in the region...

What the Arabs seem to forget is the deep resentment in Turkey both at the government level and among the public about the lack of understanding and support shown by many Arab countries to Turkey's security needs.

Turks still remember how the Arabs rallied to support Syria over a rather artificial water controversy. Turks also remember the inactivity and at times the negative attitude of the Arab countries regarding the plight of Muslim Turkish Cypriots... The fact that Syria uses the terrorist card against Turkey while all other Arab countries remain silent has not escaped Turkish public attention either.

All in all the Arabs should realize that Turkey, as a regional economic, political and military power, has to take care of its own interests. Whether these interests converge with those of our Arab brothers depends on them as much as us... Maybe Egyptian Foreign Minister Amr Musa should keep this in mind as he flies to Turkey for a quick visit on Tuesday...

Alleged PKK official charged with fraud

Reuter

WASHINGTON- The head of the American Kurdish Information Office has been charged in Washington with passport fraud and U.S. authorities said on Monday he is believed to be a leader of the extremist Kurdistan Workers' Party or PKK. Kani Xulam was being held in D.C. jail pending a federal court hearing later in the day. He was arrested on a warrant last Friday after a two-month investigation by the State Department's Bureau of Diplomatic Security indicated that he had assumed the identity of a man killed in a car crash almost 25 years ago. U.S. officials told Reuters that Xulam, whose real name is believed to be Namet Gündüz, had a stack of pictures of PKK leader Abdullah Öcalan in his office. They also said his datebook, which was included among records seized in the arrest, indicated he planned to have breakfast on April 22 with House Speaker Newt Gingrich, apparently part of his effort to lobby Congress on behalf of the Kurdish cause. Officials said his case was brought to their attention by the government of Turkey and it was expected that Xulam would eventually be deported to Turkey for criminal prosecution.

Turkish Daily News

TUESDAY, APRIL 16, 1996

Getting closer to HABITAT II

'Everyone should be able to express their views. Turkey is a powerful country. The speeches made in HABITAT II won't harm Turkey. Every issue that doesn't support terrorism can be discussed in HABITAT II,' says Ozdemir

Turkish Daily News

ANKARA- State Minister Ali Talip Özdemir said civil organizations or representatives should be able to talk freely in the "United Nations Conference on Human Settlements-HABITAT II," which will be held on June 3-14 in Istanbul, the Anatolia news agency reported.

About the claims that some groups have been preparing to put the issues of the "Kurdish problem" and "human rights" onto the agenda, Özdemir said:

"Everyone should be able to express their views. Turkey is a powerful country. The speeches made in HABITAT II won't harm Turkey. Every issue that doesn't support terrorism can be discussed in HABITAT II."

Ozdemir added that there was no harm in giving the right of

immunity to Turkish citizens just like the foreign guests. Paul Van Hanswijk De Jonge, Turkey representative of the United Nations, said the United Nations has been organizing many global submits about the environment, human rights, population, social progress and women, and HABITAT II is the last in this chain.

De Jonge said that an important rehearsal for HABITAT II will be held in Marmaris and to understand HABITAT II, one should know what transpires at the Marmaris meeting.

De Jonge expressed that developing the Eastern and Southeastern Anatolia regions economically and socially to bring them to the level of the other regions is as important to the United Nations as to the Turkish government. "We have agreed to give \$4.2 million in aid to the Eastern and Southeastern Anatolia regions," he said.

De Jonge called attention to Turkey's economic potential and said it was taking the lead among the developing countries, yet the social development index in Turkey was not parallel to the economic index.

Sungurlu seeks Baghdad-Kurd rapprochement

Turkish Daily News

ANKARA- Defense Minister Oltan Sungurlu on Sunday called for a deal between the Baghdad government and the Iraqi Kurds administering their Western-protected enclave in the north, saying this would be the key for the security in the area. Sungurlu, talking to reporters at the northern Turkish town of Gümüşhane, said the Iraqi Kurdish leaders Massoud Barzani and Jalal Talabani should enter talks with Baghdad.

"This means that Iraq should settle its problem internally. Iraq's territorial integrity should be safeguarded and the void of authority — in the north because of Iraq's curtailed sovereignty — should be eliminated. What Turkey wants is this. Once that authority void vanishes, (Turkey's separatist Kurdistan Workers Party) PKK will be prevented from establishing its camps there," the minister explained. He said Turkey wanted all its neighbors to preserve their territorial unity, particularly Iraq, but questioned the practicality of a radical formula championed by Bülent Ecevit, the leader of the Democratic Left Party (DSP) which supports the minority center-right coalition led by Prime Minister Mesut Yılmaz.

Ecevit last week told Yılmaz that he would not allow it to prolong the mandate of a Turkey-based Western air force protecting the Iraqi Kurds when it expires in July, since in DSP's view — shared by many Turks — it helps the PKK to entrench in northern Iraq by preventing Baghdad to reinstate its authority there.

Ecevit, who met with Yılmaz as well as

with foreign ministry and military officials has proposed instead a border readjustment with Iraq that would bring the rugged border strip into Turkish soil to prevent infiltration by the separatist rebels.

DSP's plans further include persuasion of the Iraqi Kurds to make peace with Baghdad and take up 30 seats reserved for them in the Iraqi Parliament.

"Ecevit's views regarding this matter are basically correct," conceded Sungurlu. "The problem, however, is Turkey's wishes, by themselves, do not suffice to move things. Because in northern Iraq many other countries are involved beside Turkey. There are Britain and France taking part in the Operation Provide Comfort — giving air protection to the Kurds — beside the Americans.

Apart from those, there are many other countries, including Syria and Iran, which are 'unofficially' involved in northern Iraq. So we want a role from every country, from everybody, for the solution of the problem," Sungurlu argued.

While Ecevit's formula reflects the views of a growing number of Turks angered by the PKK's separatist war in southeastern Turkey where 11 years of fighting has claimed some 20,000 lives, Iraqi Kurds are not warm to the idea of giving up their de facto autonomy and submit themselves to Baghdad's authority. The United States, frowning upon any scheme that would weaken the international isolation of Saddam Hussein's regime, is sending Robert Deutsch, the State Department official in charge of Northern Gulf Affairs, to northern

Iraq to hammer out a deal between Talabani's Patriotic Union of Kurdistan (PUK) and Barzani's Kurdistan Democratic Party (KDP) to put an end to their often violent quarrel over power sharing and revenues of the enclave.

To pave the way for the agreement the PUK and KDP announced last week that they had resolved their differences. Turkey, worried that the unsettled feud between the rival Iraqi Kurdish leaders further help the PKK to entrench in northern Iraq, has been supporting the U.S. initiative provided that the ultimate settlement incorporates an Iraqi Kurdish pledge to keep the PKK out of the area.

But Iran whose relations with Turkey have come under renewed strains over its alleged support to fundamentalist movements, suspects the Kurdish deal to be a part of a plot designed to increase American influence in the region at its own expense in keeping with Washington's dual containment policy targeting itself and Iraq.

Therefore Tehran, bent on increasing its own influence on Iraq's Kurds through their feud as well as on the Iraqi Shiites, strongly opposes the U.S. mediation among the Kurds and suspects Turkey's motives in supporting it.

Syria, resenting the lion's share Turkey takes from the waters of the river Euphrates, and giving asylum to PKK leader Abdullah Ocalan despite Ankara's protests, also opposes the "foreign meddling" in Iraq and is unlikely to agree to a border readjustment or a similar arrangement that would entail deeper Turkish involvement in Iraq.

Pentagon report: Iraq's and Iran's proliferation efforts continue

By Uğur Akıncı
Turkish Daily News

WASHINGTON — A new Pentagon report entitled "Proliferation: Threat and Response" offered ample evidence on Iran's and Iraq's efforts to develop Nuclear, Biological and Chemical (NBC) weapons, as well as the missile systems to deliver them.

In Iraq, the report mentioned the following NBC sites: Nuclear: Tuwaita. Biological: Baghdad, Al Hakam, Salman Pak. Chemical: Samarra, Baghdad, AL Habbaniyah, Latifyah. Ballistic missile facilities: Al Karama, Al Musayyib, Latifyah, and Al Habbaniyah.

Report mentioned three nuclear facilities in Iran: Esfahan, Tehran, and Karaj.

National goals

Iran's objectives in developing NBC weapons are "ensuring the survival of its Islamic government, limiting foreign influence in the Middle East, and spreading Islamic fundamentalism abroad," the report said.

Iraq's national goals are said to be "to establish Iraq as the leading Arab political and military power in the Middle East and to dominate the Persian Gulf."

Iraq's Missiles

Iraq, in addition to secret NBC programs, reportedly continues its missiles program even under the noses of UN inspectors. For example, Badr 2000, a two-stage ballistic missile with an intended range of 750-1,000 km and using solid-propellant, is said to be "under research and development." Badr 2000 is reportedly based on Argentine Condor missile and Iraq has the facilities constructed "to support missile production."

Tammouz I, with claimed range of 2,000 km, "is in design stage, but not developed further for research and development," Pentagon says. During Operation Desert Storm, Iraq has launched 84 Al Husayn (Skud) rockets with 600-650 km range.

UN Security Council Resolution (UNSCR) 687 allows Iraq to have the following missiles in service:

LUNA/FROG-7, made in Russia with 70 km range. Astros II, Brazilian rocket with 60 km range. SA-2 (potential SSM), Russian missile with unknown range. Currently widely used in Iraq as SAM.

SA-3 (potential SSM), Russian missile with unknown range. Used as SAM.

In addition, Iraq have the following home-made, missiles "entering service in limited numbers": Ababil-50 with 50 km range, and Ababil-100 with 100-150 km range. Pentagon thinks Ababil-100 has "great potential for range extension." Also: "Many of the Ababil-100 liquid propellant missile production technologies are compatible with SCUD production."

"Iraq has Chinese land-based and air-launched anti-ship cruise missiles" although at small numbers, the report said. "Iraq still possesses a variety of other platforms capable of delivering both chemical and biological weapons, including artillery and tactical rockets, combat aircraft and helicopters."

UNSCR 687 prohibits Iraq to possess missiles with ranges over 150 kilometers.

Iran's missiles

Iran has three basic type of ballistic missile, according to the report: SCUD-B with 300 km range, supplied by Libya and North Korea; SCUD-C, 500 km range, manufactured by North Korea; and CSS-8 (converted SA-2), a Chinese missile with 150 km range.

"With its current inventory of missiles, Iran can strike targets in neighboring countries, including oil installations and ports in Saudi Arabia," Pentagon says.

"With a longer range missile, such as the North Korean NODONG, it would be able to strike targets in Israel and in most of Saudi Arabia and Turkey."

Iran has cruise missiles as well, including "Chinese land-based and shipborne cruise missiles and Russian air-to-surface missiles, and has experience in employing some of them in combat situations." Iran will continue relying on China as its chief supplier of cruise missiles, Pentagon said.

"Iran has artillery and aircraft that can deliver chemical and biological agents and Russian-made Su-24 fighter-bombers that could deliver nuclear weapons," the report added.

Paris Normandie — 15 avril 1996

Ahmed Mukci le plaisir de chanter kurde



Loin des yeux, mais sûrement pas loin du cœur. La décoration de la sandwicherie d'Ahmed Mukci à Rouen évoque son pays, le Kurdistan tiraillé entre la Turquie, l'Iran, l'Irak et la Syrie. Une carte de ce pays morcelé s'étale sur le mur, ainsi que des images de campagnes paisibles et de multiples portraits de Yilmaz Güney, le réalisateur du film « Yol », palme d'or du festival de Cannes en 1982.

Ahmed Mukci installé en Europe depuis dix-sept ans (l'Allemagne d'abord, Paris ensuite et enfin Rouen, où il

s'est désormais établi), rend hommage au cinéaste qui lui a permis de participer au succès du film. « J'ai chanté quatre chansons ce qui m'a beaucoup ému. Ce sont des chansons ancestrales léguées par notre peuple », explique-t-il.

Depuis son enfance dans les environs de Silvan, dans le Kurdistan turc, Ahmed Mukci chante et danse sur des mélodies du pays. « Je les ai apprises en les écoutant, tout à l'oreille. Elles évoquent la liberté, la vie, l'amour », confie-t-il.

Sa rencontre avec le réalisateur relève du hasard. « Il est venu prendre un repas dans ma famille lorsque nous étions à Paris. Comme d'ordinaire, j'ai chanté et cela lui a plu. Quelques semaines plus tard, il m'a contacté et nous avons enregistré », indique Ahmed Mukci qui considère cette participation au film comme une manière d'affirmer sa nationalité.

Malgré quelques sollicitations et la perspective de tournées, il s'est refusé à entamer une carrière de chanteur car « je ne veux pas le faire pour gagner de l'argent, je chante seulement pour le plaisir de mon cœur », avoue-t-il.

TUESDAY, APRIL 16, 1996

Turkish Daily News

Inter-Parliamentary Union conference opens in Istanbul

By Metin Demirsar

Turkish Daily News

ISTANBUL- The 95th Inter-Parliamentary Conference opened in Istanbul Monday with President Süleyman Demirel calling on world legislators to "help find global solutions to global problems."

Some 605 parliamentarians and 26 observers from 117 countries are attending the five-day conference of the

Inter-Parliamentary Union (IPU), the world organization of parliaments. The Geneva-based IPU is an advisory body that recommends legislative action for member parliaments. "We must look beyond our own personal interests and our national boundaries to solve international problems," Demirel told the opening session of the conference at Atatürk Cultural Center.

He said that governments were having difficulties adjusting to the rapid changes taking place in the world.

"We must prove together that genocide, poverty, hunger and contagious diseases aren't the

fates of mankind," Demirel declared.

The conference will focus on two main issues — conservation of world fish stocks, and the safeguarding of the rights of world's minorities, IPU officials said.

They said the parliamentarians will choose to debate a supplementary item from several issues, including the fight against terrorism, the banning of land mines, nuclear test bans and the tightening of American economic sanctions against Cuba, during the meetings.

An IPU committee monitoring human rights issues will disclose a report on the arrests of parliamentarians.

IPU officials said that there were 132 cases in 26 countries where parliamentary deputies had been arrested or harassed by authorities because of their views. Sixteen of the cases involve deputies of the pro-Kurdish Democracy Party (DEP) in Turkey. In the cases involving Turkey, the National Assembly stripped the parliamentary immunities of the DEP deputies in 1994 and shut down the party because of their suspected links

with separatist Kurdish rebels.

Four DEP deputies, including Leyla Zana, a woman

parliamentarian, are currently serving prison sentences for attempting to destroy Turkey's national unity and associating with the separatist Kurdistan Workers Party (PKK).

More than 17,000 people have been killed in Turkey since 1984, when the PKK launched a bloody guerrilla war for an independent Kurdish state in southeast Turkey.

Fighting between security forces and the PKK in recent months has shifted from the villages and towns on the lowlands to the rugged mountainous areas of the southeast.

In a flare up of violence last week, the government claimed that over 100 PKK militants were killed in clashes with military forces. Twenty-nine Turkish soldiers were also killed in the battles.

An IPU committee is also reviewing the situation in Cyprus, divided since 1974 into Turkish and Greek zones.

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

FRS0003 4 GI 0196 USA /AFP-JS25

USA-Turquie-Kurdes

Un dirigeant kurde, muni d'un faux passeport, arrêté aux Etats-Unis

WASHINGTON, 16 avr (AFP) - Un dirigeant d'une organisation kurde basée aux Etats-Unis, soupçonné d'avoir utilisé une fausse identité, a été arrêté, a indiqué lundi le département d'Etat américain.

Kani Xulam dirige le bureau de Washington du Réseau américain d'information kurde (AKIN, American Kurdish Information Network). Il a été interpellé vendredi, porteur d'un faux passeport, par des agents spéciaux américains, a précisé un porte-parole du département d'Etat, Glyn Davies.

L'AKIN serait lié au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) en lutte contre le gouvernement d'Ankara pour l'indépendance du Kurdistan.

M. Xulam risque une peine de 10 ans de prison ou une amende de 250.000 dollars.

Il pourrait également encourir une peine de 15 ans d'emprisonnement pour trafic de drogue ou une de 20 ans pour des activités liées au terrorisme international, a ajouté Glyn Davies.

Xulam, qui aurait utilisé plusieurs fausses identités durant les 10 dernières années, était activement recherché par les autorités américaines depuis deux mois.

cml-ft/gcv/dm tp.moa
AFP /AA1234/160012 AVR 96

La Turquie continue d'entretenir des relations ambiguës avec ses voisins du Proche-Orient

ISTANBUL

de notre correspondante

Exploitant habilement une dispute diplomatique avec Ankara, à propos des activités jugées douteuses de diplomates iraniens en poste en Turquie, l'Iran a joint ses critiques à celles de la Syrie, de l'Irak et de l'Égypte sur un récent accord de coopération militaire conclu entre la Turquie et Israël.

Les récriminations de Téhéran contre cet accord ont détourné l'attention des véritables causes de sa querelle avec Ankara. Celle-ci a été déclenchée par l'arrestation, en mars, d'Irfan Cagirci, membre très actif de l'Organisation d'action islamique, groupe illégal qui avait participé aux meurtres d'intellectuels laïcs, en 1990, en Turquie - notamment le journaliste Cetin Emeç et l'écrivain Turan Dursun -, et l'enlèvement d'opposants iraniens installés en Turquie. Le chef de la police d'Istanbul, Orhan Tasanlar, avait alors révélé que le suspect avait bénéficié de la complicité de diplomates iraniens.

Pour ne pas envenimer les relations avec Téhéran et pour ménager les milieux islamistes locaux, le ministère turc des affaires étrangères avait choisi de régler discrètement cette affaire. Mardi 9 avril, une délégation turque dirigée par Ali Tuygan, sous-secrétaire adjoint du ministère, s'était rendue à Téhéran, porteuse d'une épaisse documentation sur les liens qui existent entre l'Organisation de l'action islamique et l'Iran. Dans le but d'éviter une querelle publique, la délégation avait demandé à l'Iran de rappeler quatre diplomates, dont les noms avaient été

cités par Irfan Cagirci au cours de son interrogatoire. L'Iran a alors choisi de passer à l'offensive, en accusant quatre diplomates turcs d'espionnage et en attaquant l'accord signé entre la Turquie et Israël.

Cette crise, qui devrait se terminer par le retrait de quatre diplomates de part et d'autre, n'aura probablement pas de conséquences bilatérales. Mais en s'en prenant à la politique régionale de la Turquie Téhéran a touché le talon d'Achille du gouvernement d'Ankara, l'accord conclu avec Israël étant loin de faire l'unanimité de la classe politique turque. Les islamistes accusent en effet le pouvoir de trahir son passé ottoman. La Turquie n'a toujours pas lavé « la honte d'être le premier pays musulman à reconnaître Israël... Et, depuis deux ans, elle planifie avec la CIA et le Mossad l'élimination de l'islam politique au Proche-Orient », a commenté le quotidien islamiste *Milli Gazete*.

DANS L'ORBITE AMÉRICAINE

Les relations entre la Turquie et les pays du Proche-Orient ont toujours été complexes et ambiguës. Malgré les revendications des islamistes, qui aspirent à « un marché commun islamiste », et qui flirtent avec les pays musulmans, la Turquie gravite essentiellement dans l'orbite américaine, dans ce qu'elle appelle le « camp de la paix », position qu'elle n'a pas délibérément choisie, mais qui s'est développée à l'occasion de ses déboires avec des pays tels que la Syrie ou l'Irak.

Le traité de paix entre Israël et les Palestiniens a levé l'obstacle

principal au développement des relations israélo-turques, qui se sont réchauffées rapidement depuis lors. Selon les termes de l'accord signé en février, les pilotes de l'armée de l'air israélienne pourront s'entraîner dans le ciel turc, sur leurs avions, dépouillés d'armes et de tout équipement de surveillance électronique. En échange, Ankara bénéficiera d'une assistance technologique de l'Etat juif.

Pour la Turquie, qui perçoit Israël comme un allié privilégié des Etats-Unis dans la région, cette coopération paraît d'autant plus naturelle que, entourée de voisins plus ou moins hostiles - Irak, Iran, Syrie, Grèce -, elle se sent vulnérable. Le récent rapprochement entre Athènes et Damas, qu'Ankara accuse de soutenir les combattants kurdes du PKK, a aussi poussé la Turquie à chercher d'autres alliances pour rétablir l'équilibre. « Le paysage a totalement changé au Proche-Orient. A l'exception de la Syrie, tous les pays arabes ont conclu des accords avec Israël », a déclaré le ministre de la défense, Oltan Sungurlu.

Au ministère des affaires étrangères, les diplomates soulignent que le rapprochement avec l'Etat juif n'affectera pas les relations avec les pays arabes. « Dans le conflit israélo-arabe, nous avons toujours soutenu les pays arabes », explique Nurettin Nurkan. « Mais maintenant que la paix est en marche, nous voulons l'encourager en développant nos relations avec Tel-Aviv. »

Nicole Pope

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

FRS0413 4 GI 0316 FRA /AFP-VS71

Justice-Kurdes

Treize membres du PKK condamnés par le Tribunal de Paris

PARIS, 17 avr (AFP) - Treize militants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), ont été condamnés mercredi par la 14ème chambre du tribunal correctionnel de Paris pour le racket ou des tentatives de racket de ressortissants turcs dans le Sud-Ouest de la France en 1993 et 1994.

Hasim Gonul, dit Zana, a été condamné à 3 ans d'emprisonnement dont 6 mois avec sursis et 3 ans d'interdiction du territoire français.

Selon le tribunal, Gonul est un "important responsable du PKK expédié dans le Sud-Ouest pour effectuer la collecte de fonds de l'année 1993, avec utilisation, en cas de nécessité, de violences ou de menaces".

Il a été déclaré coupable d'extorsion de fonds, tentatives d'extorsion de fonds, et participation à une association de malfaiteurs à caractère terroriste. "Terroriste", dit le tribunal présidé par Mme Jacqueline Rebeyrotte, car "l'action principale du PKK, la lutte armée en Turquie, s'accompagne délibérément d'actes de violence contre les personnes et les biens à l'étranger, notamment en France".

Ali Gokbudak, Hasan Atac et Dilaver Coskun, responsables du PKK, sont condamnés à 2 ans d'emprisonnement dont 18 mois avec sursis, Aydogan Ertas, qui hébergeait en Haute-Garonne les militants du parti, est condamné à 2 ans de prison avec sursis. Pour leur participation aux extorsions ou tentatives d'extorsion, au besoin avec des armes, Seracettin Atac, Ekrem Deger, Ahmet Celik, Musa Sarikaya, Cemil Tosun, et Murat Yuksel, sont condamnés à 15 mois de prison avec sursis, alors que Husseyn Bagtas et Mehmet Dadas, sont condamnés à un an de prison avec sursis.

Le tribunal explique que le groupe réclamait jusqu'à 10.000 francs à des Turcs résidant en France, car selon les directives du PKK, la "province de la France" devait fournir l'équivalent de 250.000 DM par an.

OR/jl

AFP /AA1234/171525

AVR 96

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

OPINION / ESSAYS

Turkey Merits US Backing As It Hunts Terrorists

By Alan Makovsky

TURKEY'S 35,000-troop incursion into northern Iraq is part of an ongoing battle against terrorism. It deserves support from the United States and other Western nations.

Unlike its European allies, the US has shown some sympathy for the Turkish action against the Syrian-supported Kurdish Workers' Party (PKK). Secretary of State Warren Christopher has called Turkey's military moves "an act of self-defense." Nonetheless, Washington has called for "prompt withdrawal." Turkey's critics in Congress demand a tougher stance against Ankara. In fact, Washington needs to show leniency and understanding and persuade its allies to do likewise.

Both because of Western criticism and for its own reasons, Turkey appears to be scaling down the objectives of its costly operation and paving the way for withdrawal. Former Turkish military chief Necip Torumtay, among others, has warned that an extended occupation could be counterproductive, since it could lead to clashes between Turkish forces and the Iraqi Kurds. Indeed, it is a good bet that Turkish Prime Minister Tansu Ciller will give President Clinton at least a rough timetable for withdrawal when the two leaders meet tomorrow at the White House.

Two points should guide Western policy. First, the West's interests lie with Turkey. Ankara has been a loyal NATO ally, a strategic partner in the Gulf war, and the host of Operation Provide Comfort (OPC), whose planes protect Iraqi Kurds from Saddam Hussein. It is a source of stability in the Middle East, an important future partner in our ties with re-

source-rich Central Asia, and a key bulwark against a resurgence of Russian imperialism. Most important, Turkey has long been the most democratic government in the Islamic world. Its democratic efforts, however imperfect, deserve to be rewarded and nurtured.

By contrast, the terrorist PKK is trained in Lebanon's Syrian-controlled Bekaa Valley and supported by three sponsors of terrorism: Iran, Iraq, and particularly Syria. The PKK targets not only the Turkish military but also state officials and others - including teachers, whom it accuses of purveying state propaganda - and their families. Its persistent attacks on Turkish institutions throughout Europe led both France and Germany to ban the organization in 1993.

SECOND, Turkey's actions to preserve its territorial integrity and prevent terrorist infiltration across its borders are justified. There is little doubt the US would respond powerfully were we victimized by cross-border terrorism that a neighboring state would not or could not control. Indeed, as our 1986 raid on Libya showed, we are willing to go well beyond our borders to try to inflict damage on terrorists:

Turkish withdrawal, followed by a rapid return of the PKK to northern Iraq, will accomplish nothing and could lead to a repetition of the Turkish action. Hence, the US and Western Europe should be flexible about Turkey's timetable for withdrawal from Iraq and about the post-withdrawal regime Ankara hopes to establish to limit PKK activity in the area. Iraqi Kurdish militias should be encouraged to live up to a three-year-old commitment

to prevent cross-border infiltration. If they are unable fully to do so, the West should not criticize reasonable Turkish security adjustments, such as a decision to keep troops at critical PKK infiltration routes.

Nevertheless, Western support for Turkey should be predicated on two principles: respect for civilian life and human rights, and continuation of OPC and related humanitarian operations. To the surprise of many, Turkey thus far appears to be making serious good-faith efforts in both areas.

Civilian casualty figures remain relatively low for an operation of this size. (Some lapses are inevitable - witness civilian casualties during limited US operations in Grenada and Panama). And US officials in the field report that OPC planes have been flying regularly, and that private humanitarian groups in northern Iraq have been able to carry out their work effectively.

Of course, if Turkey wants the fullest sympathy from its friends, it must undertake further reforms - particularly those that assure the freedom of cultural and political expression for all citizens, including Kurds - even while pursuing the PKK.

Carrying out reform while fighting terrorists is treacherous. Terrorists can mistake reform for weakness. If Turkey is to follow through with its reforms, it should know that its friends fully support its right to oppose terror and protect its borders.

■ Alan Makovsky is a senior fellow at The Washington Institute for Near East Policy. A former State Department official, he was political adviser to Operation Provide Comfort in Turkey and Iraq in 1992.

Turkey's Leader Poses Hard Test for Clinton

By Jonathan S. Landay
Staff writer of The Christian Science Monitor

WHEN Turkish Prime Minister Tansu Ciller accepted an invitation to a cultural festival in Houston months ago, she saw a chance that, while in the United States, she would be able to review the general state of US-Turkish relations with President Clinton.

That was before 35,000 Turkish troops poured into northern Iraq on March 20 in pursuit of the Kurdish Workers Party (PKK), whose members have waged a violent campaign since 1984 for a separate state in Kurd-dominated southeastern Turkey.

Now, with Turkey unwilling to set a pullout date and its European NATO partners demanding an end to the offensive, Wednesday's meeting between Ms. Ciller and Clinton has become the focus of her US visit, which began last weekend.

The Turkish incursion has confronted the Clinton administration with its latest test in a volatile region of utmost importance to the US. In addition to its proximity to the oil-rich Persian Gulf, Turkey stands at the nexus of the crisis-torn Balkans, the former Soviet republics of Central Asia, and the restive Middle East.

In dealing with the situation, the administration faces a diplomatic balancing act. It must weigh the concerns of a critical ally against those of its European NATO partners and sensibilities on Capitol Hill, where lawmakers are demanding a Turkish pullout.

Above all, the administration must consider its own strategic priorities, including the need for Turkish help in containing the

ambitions of neighboring Iran and Iraq. Turkey also provides bases to US aircraft protecting Iraqi Kurds, who rebelled against Iraqi President Saddam Hussein during the Gulf war. The US-led operation is taking place in the same area in which Turkish troops are pursuing the PKK.

The Turkish incursion has confronted Clinton with his latest test in a volatile region, important to the US.

Finally, Washington regains

Turkey, with its secular political system and Westward orientation, as a model for Muslim countries and a bulwark against the spread of Islamic fundamentalism.

"It's a tough set of issues that pull in many different ways," says Helmut Sonnenfeldt, a former National Security Council official now at Washington's Brookings Institution.

The Clinton administration, labeling the PKK as "terrorists," appeared at first to give unqualified support to the Turkish drive. But it has since adjusted its position in response to the discontent of its European allies and bipartisan anger in Congress. Analysts believe that in their talks with Ciller, Clinton and senior US officials will continue treading a fine line between protecting US-Turkish relations and addressing criticism of the incursion.

They believe the administration will reiterate understanding for the Turkish offensive, as well as sympathy for the massive trade losses Turkey has suffered from the UN economic sanctions imposed on Iraq. But Clinton and his senior officials are also expected to press Ciller for a withdrawal timetable and urge her to push through her parliament a package of "democratization" legislation. The package includes a measure that would end a ban on public debate about the denial of linguistic and cultural rights to Turkey's 12 million Kurds, one-fifth of its population.

Leading members of Congress have made it clear they can't support the Turkish incursion. At least seven resolutions demanding a troop pullout have been introduced. "The Turkish incursion puts at risk thousands of Kurdish civilians living in northern Iraq. To my mind, the Turkish incursion is a violation of international law," Sen. Claiborne Pell (D) of Rhode Island told the Senate on April 5.

As a prelude to a withdrawal, Turkey is trying to arrange a truce between two rival Iraqi Kurd factions. In return for economic assistance, it wants the factions to join to prevent the PKK from reestablishing bases in northern Iraq from which to resume attacks on Turkish territory. The Clinton administration appears to back the plan.

But Turkish and US officials concede that resolving the feud between the Iraqi Kurd leaders will be extremely difficult. The lack of an alternative plan makes it clear that the Turkish Army may have to stay in northern Iraq longer than anyone wants.

By Scott Peterson
Special to The Christian Science Monitor

ARBIL, IRAQ

AMERICAN neglect of its own peace initiative in northern Iraq has enabled Iran to significantly increase its influence here and is causing Kurds to question the US commitment to finding peace.

Robert Deutsch, the US State Department chief for Iran and Iraq, begins a new mediation effort in northern Iraq this weekend, nearly five months after the last round of talks, which diplomats say "came within an ace" of agreement.

His mission is to resuscitate peace talks between rival Kurdish factions and to limit Iran's growing role in northern Iraq. But American and Western sources in the region say that after such a long delay, the job won't be easy.

American interest stems from the 1991 Gulf war, when Saddam Hussein's Iraqi Army forced nearly 2 million Kurds to flee to northern Iraq. A US-led military operation now protects them.

But Turkey, Iran, and Syria — who for decades have played quarreling Kurds off each other — also want leverage here.

For Kurdish leaders, Mr. Deutsch's visit marks the end of a long period of uncertainty, during which they have been pressured by Iran to accept closer ties. They say they are astonished at America's absence. Because Iran abuts Iraqi Kurdistan — the area protected since the end of the Gulf war by a US-enforced no-fly zone — the Kurds have felt obliged to flatter them.

"At a time when we are harassing Iran on so many other fronts, why suddenly not pay attention to northern Iraq?" asked one Western diplomat. There is "absolutely no question" that the American peace plan is being undermined by Iran, he added, "because northern Iraq is a place they can score some points."

US policy toward northern Iraq is run out of the White House by the National Security Council, so "frittering away" earlier gains has been even more puzzling, diplomats say.

The two main Iraqi Kurdish groups, once united in their opposition to Iraqi President Saddam Hussein, split two years ago over land and revenue issues, reviving decades-long animosities.

While US Slept, Iran Gained Toehold Among Iraq's Kurds

More than 3,000 people have died in the violence, but a cease-fire has held during the past year. A front line separates rival *peshmerga* guerrillas of the Kurdistan Democratic Party (KDP) and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), though early in the conflict the PUK occupied the "free city" of Arbil.

The division has turned northern Iraq into a political playing field, where Kurds are torn by the different and often nefarious agendas of their neighbors. The US sponsored three rounds of talks last year, raising expectations of an American-guaranteed peace. The talks were to resume in December, but until Deutsch's current visit, Kurdish leaders had received no word that they would continue at all.

Trips to Tehran

American concerns center on Iran's efforts to foster closer ties with both Kurdish factions in the last year. Iran has brought members of each to Tehran and sent high-level delegations to Iraqi Kurdistan.

But Iran also has quietly backed Kurdish insurgents from Turkey, the PKK, who have battled the KDP. Western and Kurdish

sources confirm that about a dozen Iranian Kurdish opposition figures have been assassinated in northern Iraq in the past eight months. The killings are believed to have been carried out by Iranian agents. "Iran is using northern Iraq as a soft, safe place to do its dirty work" in exacting leverage among Kurds, said one source.

And since December, when the US talks came to an end, Iran has set up three offices of its intelligence apparatus, Italaat, in Iraqi Kurdistan. A KDP rally held in Dahuk in January was attended by a senior Iranian official. Children were let out of school to attend, and — in what is seen by Kurdish leaders as an embarrassment — the crowd shouted anti-American slogans.

Bomb attack near US office

Some Western and Kurdish sources also see Iran's hand in a string of bomb attacks over the last year, including one with 150 pounds of TNT near the US Office of Foreign Disaster Assistance (OFDA) in Arbil, which was discovered when the detonator

partially exploded.

American OFDA staff were withdrawn two months ago from all but one of their offices, and remaining Americans have been told that they could become targets. The CIA has a strong presence here, but long-time Western residents say they focus too much

on the "threat" from Iran, and not enough on the Kurds.

Kurdish leaders say that US concerns about Iran's role may be partly justified, but are exaggerated. Massoud Barzani, the leader of the KDP and one of a long family line of Kurdish leaders, told the Monitor: "We will neither fight Iran on behalf of the US, nor fight the US on behalf of Iran."

"We have mutual interests and mutual respect, but if we think Iran is trying to impose itself, we will not accept it," he said at his base in Salahuddin. "The US has its struggle, but it is not our struggle."

Jalal Talabani, the urbane and portly head of the PUK, whose territory is blocked by the Iraqi Army and the KDP, has become much closer to Iran because of a long mutual border to the east. But he denies favoring Iran over the American peace efforts and said in an interview that "there is no Iranian influence in Iraqi Kurdistan."

"We want peace. Anyone who can achieve it is welcome. If the US can do it, they are welcome," he said, rattling prayer beads in his Arbil office. He was "really surprised" that the US peace effort had lapsed. It indicated that if the US still wanted to "overthrow Saddam Hussein, they are going about it in the wrong way."

Other Kurds say that only the Americans can impose a solution, and many say that a peace deal — if the US wanted one — could be reached in an hour. So the American absence has also fueled speculation among Kurds and some Western sources that US policy may be slowly changing.

"Saddam is the only one who can stand against Iran," said Najim IlSORCHI, a Kurdish politician. "Though he does terrible things, the US prefers their own interest above those of people here. America has not found an alternative to Saddam."

Arrested PKK operative seen to be a man of many identities

Kani Xulam assumed dead baby's ID in 1986

By Uğur Akıncı
Turkish Daily News

WASHINGTON- The man whose name in court papers is given as John Doe and who is known to some Washingtonians as Kani Xulam appears to have acquired at least two more names in the last 10 years — for purposes yet not clearly understood.

Xulam was the head of the American Kurdish Information Network (AKIN), a non-governmental group (NGO) very closely related to the Kurdistan Workers' Party (PKK), until he was arrested on April 15, 1996 after a U.S. district court in California issued a warrant for his arrest on charges of passport fraud.

The federal felony in question carries up to a 10-year jail sentence and a \$250,000 penalty. If narcotic charges are attached, an additional 15 years can be added to the sentence, according to Glyn Davies, deputy spokesman of the U.S. State Department. In case terrorism charges are also involved, an additional 20 years can be attached to his sentence.

Xulam has been detained by the U.S. District Court in Washington, D.C., without bail. At the preliminary hearing on Monday, Xulam waived his rights to an "identity hearing," thereby admitting that he is one and the same person that in the past presented himself as "Serenio Citron" and "Steven Barry Citron." His lawyer Daniel S. Alcorn and AKIN did not return TDN calls on the subject.

Xulam will have another preliminary hearing on Wednesday at the U.S. District Court where Judge Robinson will decide if Xulam should be extradited to the State of California to defend himself against charges of passport fraud.

Adopting names & passports

According to Special Agent Frank D. Cairo of the Bureau of Diplomatic Security of the U.S. Department of State, Xulam is not a U.S. citizen as he claimed in the past and he "has obtained three U.S. passports in the past 10 years, using three separate identities."

"In addition," Cairo said in his statement to the District of Columbia Superior Court, Office of the U.S. Attorney, "the defendant is in possession of several foreign passports under different identities. The government of Turkey has informed the U.S. Department of State that the defendant is affiliated with an organization on the U.S. Department of State's list of terrorist organizations (i.e., the PKK)."

According to special agents Ted R. Carpenter and Scott Tripp, who work for the State Department's Diplomatic Security offices in Los Angeles and Washington, D.C., respectively, Xulam's identity transformation took place as follows:

Xulam, who is described in Carpenter's affidavit as "white male, approximately 35 years of age, 5'11" in height, 164 pounds in weight, with black hair and brown eyes," received his first passport No. 032075319, on Dec. 31, 1986, in the name of Steven Barry Citron, born Dec. 24, 1961, in Encino, California.

Subsequent research by Special Agent Michael French of the Diplomatic Security Service, Los Angeles,



Kani Xulam

revealed that Steven Barry Citron, born Dec. 24, 1961, was killed — when he was only 18 months old — in a car accident on Feb. 18, 1963, on Highway 80 approximately two miles West of Rayville, Louisiana. The death was verified by the certified copy of the death certificate; No. 3039, issued in the name of Steven Citron by the State of Louisiana, Bureau of Vital Statistics. In the same accident, Citron's mother Rita (Gorenberg), father Arnold Citron, and sister Denise Citron were also killed.

The surviving grandmother Edith Gorenberg, was visited by special agents Tripp and Cairo in her Philadelphia home on April 9, 1996. When she was shown Xulam's photo attached to the 1988 passport application, she stated that the person in the photograph was not her grandson.

Xulam acquired a second and partially Kurd-ified identity two years later, in 1988, when he obtained from the U.S. Passport Agency in Los Angeles, California, on May 23, 1988, a second passport, No. 032801097, issued to Sereno Citron. In his testimony to the County of Santa Barbara Superior Court dated May 9, 1988 he stated that he had legally changed his name from "Steve Barry Citron" to "Sereno Citron." As proof of his U.S. citizenship, Xulam used his 1986 passport.

Xulam, who, according to Turkish sources, was born Abdulgafar Gündüz in Diyarbakır's Kulp subprovince in 1965, completed his transformation to a totally-Kurdish identity by requesting on April 7, 1993 that "his passport (No. 032801097) be amended to change the name on the passport to Kani Xulam pursuant to his having received a legal name change to Xulam from the State of California. County of Santa Barbara Superior Court," according to special agent Ted Carpenter.

Ecevit's Plan Fails to Impress Iraq's Kurds

The march of events leaves no doubt that the things are coming to a head for the Kurds. What is not certain is whether the Kurds will like it.

Interested parties, Turks, Kurds, Iran, Syria, the United States, Britain, have all been accustomed to the seasonal liveliness in the Kurdish scene, whenever the mandate of the Turkey-based Western warplanes protecting Iraq's Kurds in their de facto enclave nears expiration.

The pattern that repeated with sunspot cycle regularity has been a flare-up in attacks by Turkey's separatist Kurdish rebels from their bases across the border in Iraq, some ego-boosting Turkish counter strikes — reportedly making use of intelligence provided by the Operation Provide Comfort (OPC) planes operating from the Incirlik air base — the Kurdistan Workers' Party (PKK) separatists withdrawing deeper into the Kurdish-held territory or slipping into Iran.

The Turkish military, averse to giving up access to intelligence and a free hand to strike across the border would call for an extended stay for the foreign planes, the government would second the call and a grumbling Parliament approve a new mandate, saying it would not go on like this for too long, but knowing it would.

But maybe not for very much longer. Because, making use of both the weakness and irreplaceability of the center-right minority coalition, a veteran leftist leader is poised to change things.

Democratic Left Party (DSP) leader Bülent Ecevit is no stranger to power, having ruled a problematic coalition and led underpowered governments himself in Turkey's most turbulent years. Now, more than a quarter of a century later, he is ruling while in opposition and is determined to put his unique position to the fullest use.

After allowing Yılmaz's Motherland Party (ANAP)-True Path Party (DYP) coalition prolong the OPC for three months "for the last time," Ecevit this week made clear that he meant it.

Following meetings with General Staff and Foreign Ministry officials, the leftist leader unveiled an elaborate "Regional Security Plan" incorporating his party's perception of the present situation, evaluation of the threat posed to Turkey's security and regional peace and a list of the steps Turkey should take.

Ecevit argued that despite its pretensions, the famous Resolution No. 688 of the U.N. Security Council did harm to Iraq's sovereignty and territo-



rial integrity through a de facto division and limitation of its sovereignty in the north.

This de facto division and Baghdad's curtailed authority has enabled the PKK to establish itself in the Kurdish-controlled northern Iraq and infiltrate Turkey to pursue its separatist war which exacts an increasing toll in human lives, and has caused mass migrations from Turkey's troubled Southeast and has taxed the country's economic resources, Ecevit argued.

The continued division of Iraq — partly through the OPC — was helping the PKK emerge as the dominant force in northern Iraq with its military forces superior to those of mainstream Iraqi Kurdish groups and its bigger finances fed by proceeds of an international drug trade as well as dues collected from a large community of Turkish citizens in Europe. Ecevit said the deferential attitude taken by the long-established Iraqi Kurdish parties towards the PKK as well as Iran and Syria's increasing relations with the separatist organization attested to that rising influence.

The prolonged division enhances the danger of an independent Kurdish state controlled by the PKK in northern Iraq, and helps Iran and Syria increase their influence in the north and south of Iraq on the one hand, and to develop their own solidarity on the other, which all lie counter to Turkey's interests.

The remedies prescribed by the DSP leader started with a campaign to raise awareness in the United States and in interested countries as to the dangers and drawbacks of the Operation Provide Comfort and more active diplomatic efforts from Turkey aimed at removing the obstacles to Iraq's reunification. It also called for commitments from Baghdad for democratization and the respect of human rights and equality of Iraqis of all ethnic and religious affinity, including Turkmens and Shiites beside the Kurds. The

sides, in return, should undertake to work towards a peaceful settlement.

A key component of Ecevit's plan, reflecting Turkey's concerns about the gradual steps taken by the Iraqi Kurds to strengthen their own administration, was a call to hold democratic elections — together with the Turkmens — to fill the 30 seats reserved for them in the Iraqi Parliament elected on March 24.

The most important element of the Regional Security Plan, however, concerned physical security.

"As a preventive measure against the infiltration of separatist terrorists into our territory, and until the termination of the existence and activities of the PKK in northern Iraq, a security zone should be created beyond our border. The conditions of this temporary arrangement should be established in agreement with the Iraqi administration. In accordance with this approach, Turkey should request the United States' expedited help in the establishment of an early warning electronic detection system along the border within the framework of the Defense Cooperation Agreement between our two countries," the DSP plan proposed.

Ecevit finally offered an alternative to the Operation Provide Comfort which he said would not be allowed to continue:

"The United States, as our ally, should be notified that under certain conditions and until the reunification of Iraq is completed, Turkey may be ready to accept the use of the joint military force stationed in southeastern Anatolia as a protection for the people living in northern Iraq."

The Iraqi Kurds, seeing Western protection of their de facto administration as vital to their future plans, expectedly displayed an icy response to Ecevit's proposals.

Safeen Dizayee, the Ankara representative of Massoud Barzani's Kurdistan Democratic Party (KDP), told the Turkish Probe of their concerns over the plan.

Regarding the call for the Iraqi Kurds to make their peace with Baghdad and agree to take the seats allocated to them in the Iraqi Parliament, Dizayee said since 1970, the Kurds were accustomed to autonomy and there was no going back.

"Since then, a lot of things have happened to the Kurds and the region as a whole. The Kurds have faced annihilation and genocide and it will be difficult to live under the same system which wants to wipe out our identity in many forms.

"At the same time, yes, we do accept that we are part of Iraq and we respect the integrity of Iraq. However, the Kurdish issue is not the only problem of Iraq. There are many others, Shiites,

Turkmens, many others. All these problems have to be resolved. We are now a part of the Iraqi opposition and we remain to support the principles of this opposition which are democracy for Iraq and the right of self-determination for the Kurds. And the right of self-determination can be interpreted in many forms and we have opted for federation and we believe federation is the best solution for the future of Iraq. However, this is also something which has to be decided by the people in Iraq, and when it happens, it can happen only when there is a form of freedom of expression in the country," Dizayee said.

Dizayee also questioned the credibility of Baghdad as a trustable government which keeps its word and to which one could entrust his security. Therefore, even when at some future date Kurds reach an accommodation with Baghdad, he said they would seek international guarantees for their security.

As for the OPC, Dizayee said Kurds depended on its continuation for their security, but a premature folding of the operation would also spell disadvantages for Turkey.

Firstly, Turkey would not only have to cope with another Kurdish exodus like the one in 1991, but this time would bear responsibility and face international criticism for preventing the provision of security to the Kurds. Then, if the OPC is sent away, Turkey would itself face security problems coupled with economic, political and social complications.

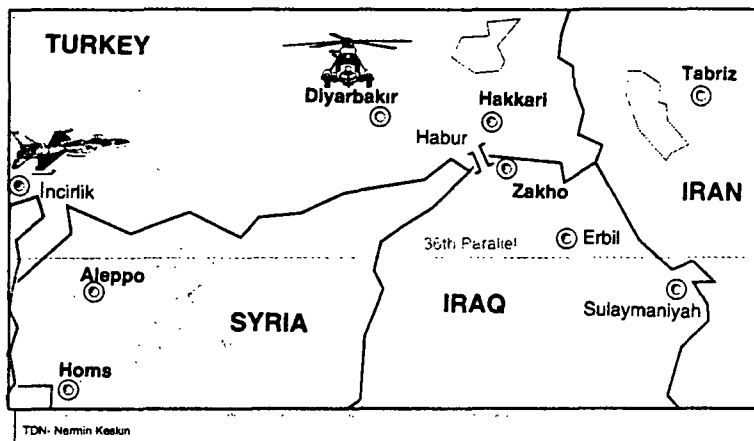
Dizayee said it would be very very difficult for Turkey to cross into Iraq once the Western force is sent away. If the OPC leaves and gets based somewhere else, like Cyprus, Jordan or on U.S. carriers in the Mediterranean, Turkey would lose all capacity to influence events in Iraq, the Kurdish official observed.

Washington is likewise not particularly warm to the departure of the Provide Comfort planes in July or presumably to other ideas offered by Ecevit.

But it seems that despite its earlier opposition to "even cosmetic changes that might encourage Baghdad in its defiance," as one Turkish Foreign Ministry official recently said, the U.S. administration has resigned itself to the inevitability of a new setup for the OPC.

While anticipating official signals from the Yilmaz government for a new setup, it might be taking steps itself to pre-empt too radical requests. Many analysts see the arrest in Washington this week of a Kurdish activist with suspected ties to the PKK as a small service to Ankara which Yilmaz could use to deflect some of the pressures to send away the Western air force.

Raşit Gürdilek



MONDO

GERMANIA/PERCHÉ ESPLODE LA VIOLENZA DEI CURDI

Guai a chi dà le armi ai turchi

di Stefano Vastano — da Berlino

HA 47 ANNI, STUDI - INTERROTTI - di scienze politiche alle spalle, e i primi peli bianchi alle tempie e sui suoi baffoni alla Stalin. Ma non è il busto di Stalin, bensì quello di Lenin che Abdulla Ocalan - presidente dal 1979 del Pkk, il Partito dei lavoratori curdi - ha sistemato sul suo tavolo di lavoro nel quartier generale di Bar Elias, in Libano, a pochi chilometri dal confine siriano. Ed è da quel luogo, che il venerato "Apo", "lo zio" come i suoi fedeli lo chiamano, che Ocalan, via telefonino cellulare, impartisce ordini al fronte strategicamente più importante del Pkk in Europa: la Repubblica federale di Helmut Kohl. «Se solo lo volessi», ha avvertito il 5 aprile scorso Ocalan, «i miei uomini metterebbero la Germania sottosopra. Basta un mio comando e in tutto il paese saltano cariche di dinamite».

Attenzione, Abdulla Ocalan, marxista-leninista convinto, sempre in una divisa verde-oliva, è da ben 12 anni impegnato in una micidiale guerriglia contro l'esercito turco. E non è un tipo che scherza. I servizi segreti tedeschi lo sanno benissimo. Risale al giugno del 1993 la prima operazione terroristica del Pkk in Germania: un gruppo di curdi assaltò allora il consolato turco di Monaco di Baviera tenendo per ore in ostaggio 20 persone. Nello stesso giorno, cinquanta tra negozi e ristoranti gestiti da turchi andavano in fiamme in tutta la Germania. Nel novembre dello stesso anno poi, una simile operazione: centinaia di molotov piovono su 60 locali turchi, e a Wiesbaden un ragazzo turco muore in seguito alle ustioni.

Nulla in confronto al terrore scatenato quest'anno per la festa del Nevroz (il Capodanno che per i curdi ricorre il 21 marzo). A Dortmund, 4 mila seguaci di Ocalan hanno pensato bene di festeggiarla frantumando ogni vetrina turca a tiro (risultato: 400 feriti tra dimostranti e forze dell'ordine,

Saccheggi. Violenze. Incendi. Compiuti dai 7.500 seguaci e 50 mila simpatizzanti del leader curdo Abdulla Ocalan. Che non perdona al cancelliere Kohl certe forniture militari ad Ankara



REUTERS



Manifestanti curdi in Germania. Accanto: Abdulla Ocalan, leader del Pkk

1.500 curdi arrestati). E tutto ciò mentre a Treviri, Gutersloh e Münster altri fedeli di Ocalan bloccavano le autostrade (tentando di far saltare in aria un distributore di benzina). «Poliziotti pestati a sangue, autostrade bloccate, centri cittadini nel più completo caos. Questa è un'aperta dichiarazione di guerra al nostro Stato», ha riassunto il ministro degli Esteri Klaus Kinkel.

E infatti da tempo «il profeta del popolo curdo», così si autodefinisce Ocalan, ha trasportato la sua guerriglia (e i suoi guerriglieri) nella Germania di Kohl. Minacciando di morte non solo un po' tutti i governanti di Bonn (Kohl, Kinkel e il ministro degli Interni Manfred Kanther), ma anche quei tedeschi che si azzardino questa estate a metter piede sulle spiagge turche. «Torneranno in Germania dentro casse di zinco», ha annunciato Ocalan. Però, neanche quei tedeschi che se ne staranno a casa potranno dormire, d'ora in poi, sonni tranquilli. «Migliaia di curdi», minaccia Ocalan, «sono pronti a immolarsi per la nostra causa. Ogni curdo diventerà una bomba vivente».

Secondo il Bnd, i servizi segreti tedeschi, in Germania operano 7.500 militanti del Pkk, «mentre circa il 10 per cento del mezzo milione dei curdi che vivono in Germania», continua il rapporto, «simpatizza col Pkk». A dare retta ai servizi, «i militanti del Pkk sono

organizzati in rigide strutture gerarchiche e cambiano a turno al vertice dell'organizzazione». Tant'è che, sino a oggi, i James Bond tedeschi non sono riusciti ad acciuffare nemmeno uno dei colonnelli di Ocalan. Che a loro volta sono particolarmente cruenti con quei «traditori del popolo curdo» che tentino di svignarsela dall'organizzazione. «Per tutti i membri del Pkk», si legge nel rapporto, «vale l'ubbidienza incondizionata al superiore e l'obbligo di punire i traditori». 150 mila simpatizzanti in Germania riforniscono Ocalan - e sono altri dati del Bnd - di circa 30 milioni di marchi l'anno.

E' poi un segreto di Pulcinella che la maggior parte del suo tempo Ocalan lo passi a Damasco sotto la protezione del presidente siriano Hafez el-Assad. Che continuerà ad appoggiare il Pkk finché la Siria non avrà risolto le annose questioni territoriali con il governo di Ankara (ora complicate dalla questione del controllo delle fonti d'acqua nella zona).

Per combattere la minaccia curda il ministro degli Interni, Manfred Kanther, ha vietato, ormai due anni fa, l'attività del Pkk in Germania. «Un passo stupido», commenta il politologo ed esperto della questione curda, Andreas Buro, «che ha finito per trasformare Ocalan in un martire e la bandiera del Pkk in un simbolo di identificazione per sempre più numerosi curdi qui in ➤

Germania». Tutte le statistiche della Kriminalpolizei confermano che il numero dei militanti e dei simpatizzanti del Pkk è in aumento proprio dal momento in cui questo partito è stato messo fuori legge.

Vista quindi l'escalation di violenza e la crescita di popolarità di Ocalan tra i curdi della Germania, Kohl, con il consenso del Parlamento, ha pensato di modificare addirittura, il 27 marzo scorso, un articolo del Codice penale (il 125) per consentire l'espulsione dal paese di stranieri rei d'oltraggio alla quiete pubblica. «Chi trasgredisce le norme dell'ospitalità», ha detto chiaro e tondo il presidente della Repubblica Roman Herzog, «deve lasciare il nostro paese». «La nostra pazienza col Pkk», ha aggiunto Wolfgang Schäuble, vice di Kohl, «è ormai finita».

RISULTATO: QUALUNQUE STRANIERO venga pescato, ad esempio, in una dimostrazione non autorizzata, o subisca pene superiori a tre anni di reclusione, verrà automaticamente espulso dal paese. «Il che», spiega Tilman Zülch, presidente della Società per i popoli oppressi, «per un curdo deportato in Turchia significa prigione e tortura, se non addirittura la morte». Ma significa anche, inevitabilmente, alimentare la logica del terrore preferita da Ocalan: «Se i tedeschi consegneranno davvero dei curdi allo Stato fascista turco, noi sapremo reagire», ha minacciato.

Ma perché Ocalan ce l'ha tanto con la Germania? Possibile che il divieto del Pkk basti a fargliela definire come «il nostro nemico numero due dopo Ankara»? Evidentemente, c'è dell'altro sotto. Ad esempio il fatto che da trent'anni in qua Bonn sostiene, nell'ambito della Nato, le precarie finanze della Turchia. E che dal 1985, dunque dall'inizio del conflitto con i curdi e dell'era-Kohl, Bonn ha rimpinzato a più non posso i generali turchi di materiale bellico. Fornendo poi ad Ankara, nel 1990, quei panzer, caccia, kalashnikov e munizioni che furono della Nva, l'esercito cioè della ex-Rdt. E consentendo per di più all'industria bellica tedesca, alla Krauss-Maffai come alla Blohm&Voss, di stringere joint-ventures per la produzione di armi in Turchia. «In Kurdistan l'esercito turco combatte i curdi con armi tedesche. La consegna di queste armi è per noi una tragedia», ripete Ocalan. Una tragedia per i due milioni di curdi scacciati, in Turchia, dai loro tremila villaggi rasi al suolo. Per le 25 mila vittime, sinora, di questo conflitto. Che potrebbe trasformarsi anche in una tragedia tedesca.

Perfino alcune organizzazioni umanitarie, ad esempio la Pro Asyl, sostengono che «la politica di Bonn nei riguardi della Turchia è la prima responsabile per la violenza scoppiata ora in Germania». ■

FRIDAY, APRIL 19, 1996

Turkish Daily News

Istanbul-Diyarbakır Peace Express to depart on Sunday

Turkish Daily News

ISTANBUL-A peace train which is to leave from Istanbul on April 21 is scheduled to arrive in Diyarbakır on April 23. The event is being organized by the Human Rights Association (IHD) as part of the association's peace campaign. IHD has called on all the pro-peace groups and organizations to send representatives to be passengers on the peace train. Many associations and trade unions are expected to participate.

The train will stop at Izmit, Ankara, Sivas and Malatya where new fellow-travellers can board. During the two-day-long trip there will be activities which include discussions on "War and Art," "War and Economy" and "War and Women" as well as poetry and musical recitals.

Before the train leaves Istanbul a peace rally will be held in Kadıköy Square on Sunday. The pro-Kurdish People's Democracy Party (HADEP) leader, Murat Bozlak, has called for all supporters of peace to participate in the rally. The left-wing Freedom and Solidarity Party (ODP) leader Ufuk Uras earlier visited Bozlak in Istanbul to express support and willingness to take part in the peace efforts, including the Sunday rally. Bozlak says they expect the Socialist Power Party (SIP) and the pro-Kurdish Democracy and Peace Party (DBP) to participate in the peace rally as well.

Bozlak visited the Confederation of Public Workers Unions (KESK) where he expressed support with their members' one-day countrywide industrial action and sought their active support in peace efforts.

Hamit Geylani, a spokesman for the HADEP, which was excluded from Parliament after the last election when it failed to pass the 10 percent voter threshold, stated that despite the April 5 operation of the Turkish Army, the Kurdistan Workers' Party (PKK) has not ended its unilateral cease-fire. Geylani said that HADEP views this truce as a golden opportunity to cultivate the seeds of peace and its members have not lost their hope despite all odds.

Focus on Human Rights

Council of State Approves Decision to Try Police for Causing Death of Journalist

The Council of State has approved the Istanbul Local Administration Board's decision that 48 police officers should be brought to trial for using violence against and causing the death of Metin Göktepe, a daily Evrensel journalist who died while in custody, the Anatolia news agency reported. The board's findings were presented with the objections of police officers in March, and the council completed its investigation on Thursday. The State Council also approved the board's decision that Ali Aydın Akdemir, police chief of Istanbul's Eyüp district, should not be brought to trial due to lack of evidence.

High Appeals Court Approves Prison Term for Beşikçi

The High Appeals Court of Ankara approved on Friday a prison term of one year and six months for writer Ismail Beşikçi, who was charged with defaming the founder of the Turkish Republic, Mustafa Kemal Atatürk, in his book "Bir Aydın, bir Örgüt ve Kürt Sorunu" (An intellectual, an Organization and the Kurdish Problem). The prison term given to Ünsal Öztürk, the owner of Yurt Yayınevi, the company which published Beşikçi's works, was commuted to a fine by the court, the Anatolia news agency reported.

AI Urges Turkey to Investigate Youth Torture Allegations

The London-based human rights organization Amnesty International (AI) urged the Turkish authorities on Tuesday to reinvestigate fully and impartially allegations that police in Manisa near Izmir tortured 16 teenage students. The AI statement came as the trial of the youths reopened on April 16. "AI is urgently calling the Turkish authorities to ensure prompt, impartial and thorough investigations into serious torture allegations and bring those found responsible to justice without delay," the AI press release said. The defendants,

who are mostly teenage students, were charged with membership of or links with the illegal armed organization the Revolutionary People's Liberation Party-Front (DHKP-C). "We are alarmed at receiving an increasing number of reports that juveniles have been tortured in police custody," AI said on Tuesday.

Turkey Wants Terrorism Listed as a 'Crime Against Humanity'

Turkey has submitted a draft resolution to the United Nations in which terrorism is considered as a crime against humanity, the Anatolia news agency reported on Tuesday. Quoting diplomatic sources in Strasbourg, Anatolia said Ankara's initiative was submitted during the ongoing meetings of the U.N. Human Rights Commission in Geneva. Turkey's draft resolution reportedly argues that terrorism deprives people of their basic right to live and that therefore it must be recognized as representing a violation of human rights. The resolution also highlights the importance of international cooperation against terrorism. It says that terrorism is an obstacle to a country's path to growth and prosperity.



Two Kurdish parliamentarians, Ahmet Türk (foreground) and Sedat Yurttas (R background), jailed last year for separatist activists, walks past the gendarmes as they leave the central prison in Ankara October 27 after an appeals court ordered their release. Reuters

Court Reduces Sentences in Retrial of Former DEP MPs

A state security court sentenced each of the four former deputies of the now-defunct Democracy Party (DEP) to two-year-and-two-months prison terms and nearly TL 120 million in fines for violating Article 8 of the Anti-Terrorism Law and Article 80 of the Penal Code calling for increase of punishment for crimes committed collectively. The punishments against the defendants, namely Ahmet Türk, Sırrı Sakık, Sedat Yurttas and Mahmut Alınak, came during their retrial at the state court following the reversal of its earlier ruling by the High Appeals Court. The earlier ruling was made in accordance with the unamended version of the articles of the Anti-Terrorism Law.

World Issues Come under Debate at Inter-Parliamentary Conference

The 95th Inter-Parliamentary Union conference, held in Istanbul, gave an elite gathering of legislators from 117 countries the opportunity to debate and exchange ideas on some of the world's leading issues: minority rights, depletion of world fish stocks and nuclear test bans.

Some 605 parliamentarians and 26 observers participated in the April 15-20 conference, organized by the Inter-Parliamentary Union (IPU), the Geneva-based association of world parliaments.

Other subjects on the agenda were the detention of parliamentarians, the Cyprus situation and women's rights. The meetings were held in an appropriate setting: the Çırağan Palace, a 19th century residence of Ottoman notables which housed the national assembly in 1908. A fire gutted the building in 1910. It was only restored to its past splendor in the late 1980s by the Kempinski Hotel chain, which now operates it along with the adjacent five-star hotel.

Women in Politics

Before the opening session, women parliamentarians held a meeting to debate issues on the political rights of women. They said increased rights for women to vote and be elected to legislatures would help safeguard democracy in the world. An IPU report noted that only 11.6 percent of the members of the world's parliaments are women. The Scandinavian countries have elected the most women deputies, with Sweden leading with 40.4 percent of its Parliament composed of women legislators, Norway was second with 39.4 percent, Finland with 35 percent and Denmark with 33 percent.

Parliaments in the Comoros, Djibouti, Kuwait, Mauritania, Papua New Guinea and the Arab Emirates have no women deputies. Turkey was down the ladder with only 13 women members in its 550-seat national assembly, falling behind the Islamic Republic of Iran. There are 34,569 legislators in national parliaments throughout the world and of these only 4,010 are women. The women deputies also discussed the mistreatment of women, agreeing to establish shelters for victims of spouse beatings and a government office where women can complain and get legal protection if abused by their husbands.

State Minister İmren Aykut said wife beatings, and harassment of women in the streets and at the workplace were pervasive throughout the world.

Deputies in Detention

One of the key issues debated at conference was the human rights dealing with parliamentarians. IPU officials said there were 132 cases in 26 countries where parliamentary deputies had been arrested by authorities or harassed because of their beliefs.

Sixteen of the cases involve deputies of the now banned pro-Kurdish Democracy Party (DEP) in Turkey. In these cases, the National Assembly stripped the parliamentary immunities of the DEP deputies in



In the dock: Former pro-Kurdish Democracy Party (DEP) leaders on trial. Turkey later reduced the sentences but the damage was already done.

1994 and shut down the party because of its suspected links with the separatist Kurdistan Workers Party (PKK).

In 1984, the PKK launched a bloody insurgency for an independent Kurdish state in southeast Turkey. More than 17,000 rebels, Turkish soldiers and civilians have been killed in the conflict, which has shifted from the hamlets and villages in the lowlands to the rugged, uninhabited snowcapped mountains.

Depleted Fish Stocks

In another key debate, the deputies also noted that over exploitation and pollution of coastal areas were endangering the world's fish stocks and threatening the livelihood of fishing communities.

The deputies declared that highly valued species of fish such as cod, haddock, flounder and shrimp as well as cephalopods such as octopus and squid and some less frequently occurring tunas were in decline due to over fishing and marine pollution. They proposed increased fish farming or aquaculture as a means of maintaining fish stocks and meeting increased demand for protein in human diets.

The Egyptian parliamentary group in a memorandum noted that increased fish production was masking realities.

"Rather than solving the problem of insufficient animal protein, it has led to the disappearance of certain species of fish and has considerably diminished stocks and the economic value of others," the Egyptian memorandum read.

"Modern fishing technologies are laying waste to many fishing zones. Out of the 15 largest fishing zones on the planet, 13 are exploited at a pace which outstrips the production capacity of their aquatic animal life," the memorandum warned. It noted the depletion of the stocks of 21 renowned commercial species in the Black Sea and pointed out that the species in the Black Sea, including anchovy, or hamsi as it is known in Turkish, are in danger of extinction.

Metin Demirsar

PM Yılmaz says Syria will pay if it does not stop anti-Turkish policies

In Antakya over the weekend Yılmaz also says Turkey has no water to share with anyone

Turkish Daily News

ANKARA- Using some of the strongest language to date, Turkey issued a warning to Syria at the highest level over the weekend and effectively told Damascus that it would "pay dearly" for supporting separatism in Turkey.

The significance of the warning by Prime Minister Mesut Yılmaz was that it was issued from Antakya, the capital of Hatay province which Syria still claims belongs to it, and which is included as Syrian territory on all of its maps.

Hatay joined Turkey in 1939 as a result of a complex internationally-recognized arrangement between Ankara and Paris — the governing body of the region at the time. The decision to have Hatay become part of Turkey also was the result of a plebiscite in the region.

Syria maintains, however, that all of this was done behind its back and argues that Şilica, which the Turks have named Hatay, is a part of "greater Syria."

Turkish officials believe that this issue, as well as Syria's belief that Turkey will deprive it of the waters of the Euphrates through a massive network of dams it is building, is sparking anti-Turkish underground activities by Damascus.

These activities, say officials, involve Syrian support for the PKK whose leader Abdullah Öcalan is known to reside in Damascus and travels between the capital, the Syrian-controlled Bekaa Valley and Latakia on Syria's Mediterranean coast. Prime Minister Yılmaz, who was addressing a crowd on Saturday during the inauguration of the "Municipal Palace" in Antakya, referred obliquely to "a neighbor which is harboring those who want to divide Turkey."

Yılmaz's remarks were echoed almost identically by Foreign Minister Emre Gönensay on Saturday during a parliamentary debate in Parliament on his ministry's budget.

"Now this neighbor will either stop from actions of enmity towards us, or, it will sooner or later be punished for the enmity it is displaying towards us," Yılmaz said.

Going on to say that the central authorities in Turkey were trying to bring services to all corners of the country, Yılmaz accused Syria, without naming it again, of trying to disrupt this effort.

"While we are trying to do this some neighboring countries are working to ensure that our efforts do not amount to anything. In fact they go even further and harbor the bandits that want to spoil Turkey's territorial integrity," he said.

"Unfortunately these efforts have started to be concentrated in our province of Hatay for some time now. I want to call on these neighbors of ours. Those who want to block Turkey's path, those who want to harm Turkey, those who harbour feelings of enmity towards Turkey will have to do their calculations once more," he added.

"We Turks are a very patient nation. But when our patience ends, then we can be very hard. We do not covet even a strip of anyone's lands. But the whole world has to know this well. We do not have even a strip of land to give to anyone. On the contrary, there are 60 million people ready to die in order to protect every strip of our land," Yılmaz said in some of the hardest-hitting comments on this issue to date.

On the matter of the waters of the Euphrates,

Yılmaz said Turkey was giving to Syria the amount that it had promised under a protocol concluded in 1987 in which Ankara took the responsibility to supply an average 500 cubic meters/second (cm²/s) each month.

Yılmaz, who was inaugurating the Antakya stock exchange building, said that Syria, however, was refraining from addressing any of the grievances Ankara has about its polluting and holding back the waters of the Asi (Orontes) river which flows from that country into Turkey.

Underscoring Ankara's position on the water issue once again in categorical terms, Yılmaz said Turkey has no intention of sharing the waters that originate on its lands with anyone. While Turkey is closed to "sharing" the water of the Euphrates it has suggested "optimal joint usage" to Syria and Iraq based on rational techniques of irrigation and electricity production. Turkey says the Syrian technique of open irrigation has not changed since Sumerian times and this leads to nearly 50 percent evaporation whereas the modern irrigation techniques in Turkey lead to no such losses.

Turkey also says that outmoded Russian technology for Syrian dams means there is always a need for water to run the turbines placed inappropriately high on the dam for this climate, which also caused massive wastage of water.

Ankara has proposed cooperative schemes for meeting Syria's water requirements on rational lines but Damascus has so far refused.

Diplomats say this refusal stems from an unwillingness to give Turkey the political leverage it will have by controlling the water in this way.

Monday, April 22 1996

Turkish Daily News

A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—

A.F.P. A.F.P.
FRS0615 4 I 0351 EXT /AFP-OH25
Europe-Turquie-Kurdes

Tortures, viol et exactions devant la Cour des droits de l'homme

STRASBOURG, 23 avr (AFP) - Deux requêtes de Kurdes, affirmant avoir été victimes de tortures, de viol ou d'exactions perpétrés par la gendarmerie turque, ont été transmises à la Cour européenne des droits de l'homme de Strasbourg, a-t-on appris mardi auprès du Conseil de l'Europe.

Les forces de l'ordre turques se sont rendues coupables de violations de la Convention européenne des droits de l'homme dans ces deux dossiers, estime, dans son rapport, la Commission européenne des droits de l'homme dont les juristes sont arrivés à cette conclusion après avoir recueilli des témoignages, notamment en juillet 1995 à Ankara.

Près de 400 requêtes turques sont enregistrées auprès de la Commission.

Dans le premier dossier, Sukran Aydin, âgée aujourd'hui de 20 ans, affirme avoir été violée par un gendarme après son arrestation en juin 1993 dans son village de Tasit. Elle accuse les gendarmes de l'avoir auparavant torturée. Les yeux bandés, elle a été déshabillée et arrosée d'eau sous pression, affirme-t-elle.

Selon le gouvernement turc, Sukran Aydin n'a jamais été placée en garde à vue et il l'accuse de mentir en raison de ses liens avec des séparatistes kurdes du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan).

La Commission européenne a conclu à la violation de l'interdiction de la torture (article 3 de la Convention) et du droit d'accès à un tribunal impartial (article 6).

Par ailleurs, quatre villageoises de Saggoze accusent les gendarmes turcs d'avoir incendié leurs maisons, après avoir rassemblé la population du village devant l'école, en juin 1993.

Le gouvernement turc nie toute opération à cette époque contre ce village, qui, assure-t-il, était utilisé par le PKK comme base. Il considère qu'elles ont sans doute subi des pressions de parentes séparatistes, pour qu'elles accusent les forces de l'ordre.

Pour la Commission, l'interdiction de la torture (article 3) et le droit au respect de la vie privée et familiale et du domicile (article 8) ont été violés.

dro/eg/j11

AFP /AA1234/231807 AVR 96

A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

A.F.P. A.F.P.
FRS0373 4 I 0373 FRA /AFP-MR39
Europe-Turquie-Kurdes

Des centaines de manifestants kurdes devant le Conseil de l'Europe (PHOTO)

STRASBOURG, 23 avr (AFP) - Plusieurs centaines de manifestants kurdes venus de France, d'Allemagne et de Suisse, ont manifesté mardi à Strasbourg devant le siège du Conseil de l'Europe, dont l'Assemblée parlementaire doit examiner jeudi les progrès de la démocratisation et des droits de l'Homme en Turquie.

Quelque 1.200 manifestants selon les organisateurs, 650 selon la police, se sont rassemblés pacifiquement pour demander aux parlementaires de faire pression sur la Turquie, membre de l'organisation, "pour une solution politique à la question kurde".

Les manifestants scandaient des slogans hostiles à l'Etat turc "terroriste" et dénonçaient la "guerre d'anéantissement" contre le peuple kurde (plus de 21.000 personnes, rebelles kurdes, militaires et civils ont été tuées depuis 1984 dans le sud-est de la Turquie, près de 30.000, selon les organisations humanitaires).

Tandis que des représentants kurdes étaient reçus par différentes commissions et groupes politiques de l'Assemblée, hommes de tous âges, femmes et enfants brandissaient des drapeaux aux couleurs du Parti des Travailleurs du Kurdistan (séparatiste), en chantant et dansant.

L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe doit examiner jeudi soir la manière dont la Turquie s'est acquittée de ses engagements pris en avril 1995 en matière de réformes démocratiques et de respect des droits de l'Homme. Par ailleurs, la Cour européenne des Droits de l'Homme, qui siège à proximité du Conseil, examine pour la première fois cette semaine des requêtes contre Ankara de Kurdes qui se plaignent notamment d'avoir été torturés.

Au milieu des manifestants, Enver, 27 ans, emprisonné deux ans en Turquie avant de fuir pour l'Allemagne en 1992, se tient droit et fier, déployant devant lui une double page d'un journal kurde, Politika: des photos montrent des soldats turcs posant à genou dans la neige devant des corps dénudés et atrocement mutilés. Ils brandissent leurs têtes coupées en souriant pour une "photo souvenir", qu'une secrétaire du gouvernement a vendu 30.000 deutschemarks au père de l'une de leurs victimes, explique Enver.

eg/sh/eb
AFP /AA1234/231519 AVR 96

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

A.F.P. A.F.P.
FRS0363 4 I 0219 TUR /AFP-MN57
Turquie-Kurdes
45 rebelles kurdes tués dans le sud-est anatolien

ANKARA, 23 avr (AFP) - L'armée turque a tué 45 rebelles du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), dont 14 femmes, lors d'opérations aéro-terrestres menées mardi dans la région de Lice dans la province de Diyarbakir (sud-est), a rapporté l'agence Anatolie.

Un policier et quatre militaires turcs ont trouvé la mort lors de ces accrochages armés, selon la même source.

Ces combats ont éclaté lorsque des troupes turques ont rencontré un groupe d'une centaine de rebelles kurdes tôt dans la matinée, alors qu'elles patrouillaient dans une zone située au nord de Lice, selon l'agence.

Ce bilan porte à 176 le nombre de rebelles du PKK tués depuis le déclenchement de l'opération "Faucon" de l'armée turque dans la nuit du 5 au 6 avril contre le PKK, a affirmé un responsable militaire cité par Anatolie.

Vingt-sept soldats ont été tués au début de cette vaste opération, déclenchée sur les monts Musguneyi, entre les petites villes de Lice, Kulp et Genc.

Cette opération avait été lancée après que l'armée eut reçu des informations sur un futur rassemblement de rebelles du PKK dans cette région.

La rébellion kurde et les opérations de l'armée ont fait plus de 21.000 morts en 12 ans.

CE/hc/cf

AFP /AA1234/231458

AVR 96

Turkish Daily News

TUESDAY, APRIL 23, 1996

FM Emre Gönensay to bring up extradition of PKK with Germany

Turkish Daily News

ANKARA- Foreign Minister Emre Gönensay, on a working visit to Germany today, will bring up the extradition of militants of outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) to Turkey.

"Our position on this matter is very clear," Foreign Ministry spokesman Ömer Akbel said in his weekly press conference on Monday. "We believe that those people who are Turkish citizens should be returned to Turkey."

The spokesman reminded that Turkey and Germany had signed a protocol which envisaged Germany's returning Turkish citizens involved in PKK activities in Germany to Turkey. "We expect

the implementation of this agreement," Akbel said.

He said that the visit would also give both sides ample opportunity to talk about the upcoming visit at a prime ministerial level, although the visit had been prepared independent of the visit of Prime Minister Mesut Yılmaz which will take place on April 16.

The meeting between Gönensay and German Foreign Minister Klaus Kinkel will be carried out with an open agenda, Akbel said. The two ministers are expected to discuss all aspects of bilateral relations, the situation of the Turkish community, and regional issues with particular emphasis on the Middle East peace process.

Bungled CIA Moves Thwart US Diplomacy in Northern Iraq

By Scott Peterson

Special to The Christian Science Monitor

THE blast left a crater more than 10 feet across, where a pool of water stagnates in a tangle of concrete.

When the bomb detonated last November in Salahuddin, more than two dozen people were killed as it demolished the office of an opposition group struggling to topple Iraqi leader Saddam Hussein. The group had received covert funding from the CIA, Western sources say.

For most of the 3.5 million Kurds living in northern Iraq, who have been protected from Saddam since the end of the Gulf war by a US-led operation, this blast was just one in a string of mysterious attacks aimed at keeping them divided.

As a US delegation travels to northern Iraq this week to mediate peace between two Kurdish factions there, new details are emerging that connect the blast to clandestine CIA activities. Coupled with fresh revelations about how a CIA agent helped persuade Kurds to launch a fruitless offensive against the Iraqi leader last year, the perception is growing that the US spy agency is operating out of control here.

Hemmed in by Iran, Syria, and Turkey — whose leaders do not want to encourage unrest among their own dispossessed Kurdish populations — the Kurds of northern Iraq are subject to powerful competing pressures, and are even divided among themselves.

Such influences have made northern Iraq, a rugged region of stunning mountain ranges, endless green valleys and charging glacier-fed rivers — with a Kurdish population as tough as its environment — a fertile field for clandestine gamesmanship.

Kurd groups collide

The two-year conflict between the largest Kurdish groups, the Kurdistan Democratic Party (KDP) and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), has cost 3,000 lives. Though American diplomats are trying to mediate a peace, counterproductive meddling by the CIA, sources here say, is undermining American credibility.

CIA bungling in northern Iraq has helped further divide Kurds,

caused deep suspicion of covert US activities, and complicated the peacemaking mission that American diplomats began on April 21, according to US, Western, and Kurdish sources.

Two incidents have most compromised Kurdish faith in the US peace efforts:

- The bomb attack against the office of the Iraqi National Congress (INC), an opposition group supported by the CIA, was allegedly carried out by elements of yet another Iraqi opposition group, the National Accord, which sources say also received CIA backing.

A CIA spokesman, asked about the CIA connection, says, "We don't engage in or condone terrorist activities as a matter of policy."

- Contrary to any stated American policy, Kurdish and Western sources say a "rogue" CIA agent 14 months ago promised Kurdish leaders that US warplanes would support an uprising against Iraqi forces. The subsequent offensive proved disastrous for the Kurds.

The CIA spokesman added that "as a matter of policy, we don't discuss intelligence operations."

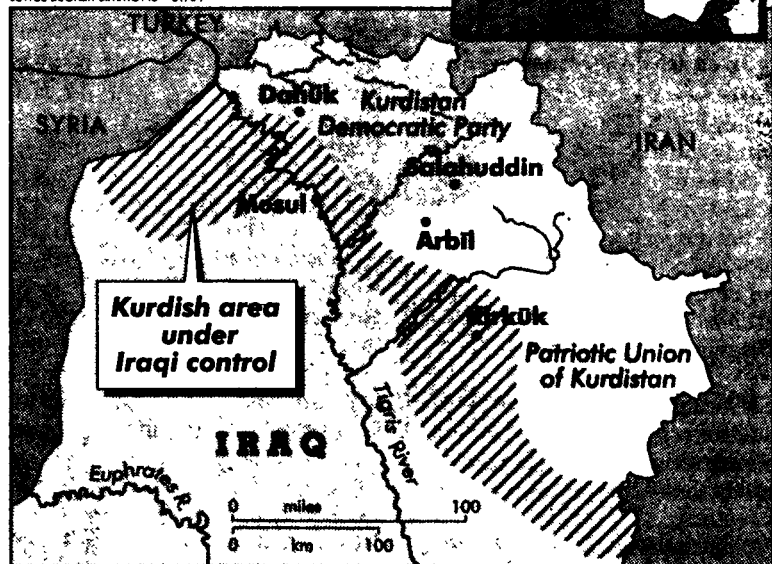
Part of the task of Robert Deutsch, the State Department head of Iran and Iraq affairs who is leading the American peace mission now in northern Iraq, will be to convince Kurds that such high-profile manipulations should not shake their faith in American efforts.

Stakes for the US are high. To help the Kurds overcome the revenue disputes and personal antagonism that fuels their internal conflict, American diplomats last year held three rounds of peace talks. The talks nearly succeeded, but the process has since been allowed to lapse.

Iran — which ranks high on the official American list of terrorist states — has offered the Kurds an alternative and set up peace negotiations of its own.

Kurdish leaders say publicly that they embrace the US initia-

JEWEL BECKER SIMMONS — STAFF



tive. But they are also angry and wary: The split among the Kurds has been exacerbated by CIA mis-handling, they say, and played directly into the hands of Saddam.

Details about CIA action indicate that the agency does not always control the opposition groups it chooses to support, or even – in one case at least – one of its own agents in the field. Privately, Western and Kurdish sources in northern Iraq often refer to CIA agents as “clowns” who “spook around,” and who do not understand the confusing intricacies of opposition politics.

Kurds trusted mediator

The November bomb blast is widely seen as a case in point. As a so-called neutral party, the INC received significant covert funding from the CIA, Western diplomats and officials say, to help it mediate between Kurds. Conspicuous for its state-of-the-art radio and communications systems, the INC was largely trusted by both

‘[The CIA] gives the Iraqi opposition money to live, but then gives them money to die. The right hand does not seem to know what the left is doing.’

– Kurd fighter

Kurdish parties.

The main INC headquarters in Salahuddin is said to have been housed in the same dusty hotel as the CIA base for northern Iraq, not far from the INC security office destroyed by the bomb.

Western and Kurdish sources say that the blast was the work of elements of the National Accord, which Western sources also say is backed by the CIA. Its members are former Baghdad cronies of Saddam, who maintain offices in Jordan with tacit US approval but are not well known in Iraq.

News reports say that the Accord was responsible for a series of bombs in Baghdad last year that killed more than 100 people.

High-level Kurdish sources confirm that elements of Accord were responsible for the Salahuddin blast. Countering the perception that the CIA was blowing up its own beneficiaries, Jalal Talabani, head of the PUK, told the Monitor that the bomb was actu-

ally planted by an Iraqi agent who had infiltrated Accord. The PUK, he claimed, had arrested the man.

Despite the official US policy of supporting Kurdish unity against Saddam, news reports available in northern Iraq that describe CIA support for Accord bombmakers have convinced many Kurds that the CIA is intent upon destabilizing the Kurds.

“American actions keep the Kurds divided,” says a former PUK guerrilla fighter close to the leadership. “[The CIA] gives the Iraqi opposition money to live, but then gives them money to die. The right hand does not seem to know what the left is doing.”

Such a perception will be difficult to dispel, since Kurdish doubt about American intentions stretches back two decades. The Kurds remember a betrayal in the mid-1970s as a watershed in their history.

At that time, the shah of Iran wanted to destabilize Iraq to gain a waterway to the Persian Gulf. Mullah Mustafa al-Barzani, leader of Iraq’s Kurdish guerrillas who was fighting Baghdad for Kurdish autonomy, agreed to accept secret shipments of weapons from Iran, but only with US guarantees that the shah would not suddenly abandon the Kurds.

Despite that guarantee, the shah made peace with Iraq in 1975. The US – in a move that then-Secretary of State Henry Kissinger is said to regret to this day – did nothing to save the Kurds. Mullah Barzani was forced overnight to give up his 30-year struggle for Kurdish autonomy.

For many Kurds, a similar betrayal occurred in 1991 after the Gulf war, when President Bush promised to support the Kurdish uprising against Baghdad. When Iraqi forces turned back the Kurdish attack and forced 2 million Kurds to flee, the US did nothing. On the lips of every Kurd at the time was the same question: “Where is Mr. Bush?”

Such lessons are not easily forgotten, and many Kurds are asking if yet another betrayal is possible.

US bungles plans

The few sources who know

about the CIA’s part in the most recent failed Kurdish uprising, in March 1995, say it is another example of how the CIA – even if inadvertently – has damaged US interests in northern Iraq by harming the Kurds.

Massoud Barzani, son of the defeated mullah who has continued fighting for Kurdish autonomy as chief of the KDP, described to the Monitor how a “representative of the American government” played a crucial role in persuading Kurdish forces to take part in the general uprising against the Iraqi regime last year that backfired.

Mr. Barzani says that the American – who other Western sources confirm was a CIA agent – promised him and other opposition leaders that the US would support the uprising with airstrikes against Iraqi forces. He says he was surprised, because the promise represented an about-face of US policy.

“We were told by [INC chief Ahmed] Chalabi, some Iraqi officers [defectors], and an American representative ... that there would be an uprising, that the Iraqi Army would join the opposition, and the American Air Force would bomb,” Barzani says.

As part of the plan, the Kurds were to attack from the north to topple Saddam.

The secret promise of American air support gave more weight to this plan, causing the Kurds to believe that countrywide uprisings would in fact happen, and that their assault would succeed.

But Barzani was anxious about the reversal in American policy, and on the eve of the operation he checked directly with Washington to confirm that the US was behind the attack: The reply was “no.”

“We prepared ourselves and had our forces ready for the uprising to happen ... but it turned out to be all lies,” he says. “It was a big lie to the Iraqi people, and it was a very weak and fabricated play.”

The CIA agent was withdrawn almost immediately, but the damage had been done: Mr Barzani’s KDP withdrew from the uprising, while the PUK and INC launched their attacks anyway.

Some 500 Iraqi soldiers were captured, but the mass uprising never materialized. Instead, Iraqi forces bombarded border villages

for three weeks, forcing thousands of Kurds to flee.

The attack is seen as one of the most severe Kurdish miscalculations since the end of the Gulf war. The PUK now accuses the KDP of abandoning its armed struggle against Baghdad, and the fiasco has hardened both sides.

Western 'cowboys'

Barzani says that justifying this fiasco to the Kurds has been "like swallowing a razor," and has resulted in a feeling of "desperation and hopelessness."

One official says that the CIA agent - whom Barzani calls a "cowboy" because he apparently "also lied to Washington" - was arrested on his return to the US.

The fallout from his actions, however - which Western sources say was "rogue" behavior - has undermined American influence in northern Iraq, and possibly its ability to bring peace to the Kurds. Still, some Kurds are not surprised. "There is no trust in politics," Mr. Talabani says. "Trust is only when a boy and girl are going to marry each other."

Le Bien Public - 24 avril 1995

En Turquie 45 rebelles kurdes tués

L'armée turque a tué 45 rebelles du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), dont 14 femmes, lors d'opérations aéroterrestres menées mardi dans la région de Lice dans la province de Diyarbakir (sud-est). Un policier et quatre militaires turcs ont trouvé la mort lors de ces accrochages armés.

Ces combats ont éclaté lorsque des troupes turques ont rencontré un groupe d'une centaine de rebelles kurdes tôt dans la matinée, alors qu'elles patrouillaient dans une zone située au nord de Lice, selon l'agence.

Ce bilan porte à 176 le nombre de rebelles du PKK tués depuis le déclenchement de l'opération «Faucon» de l'armée turque dans la nuit du 5 au 6 avril contre le PKK, a affirmé un responsable militaire cité par Anatolie. Cette opération avait été lancée après que l'armée eut reçu des informations sur un futur rassemblement de rebelles du PKK dans cette région. (AFP).

Le Quotidien de Paris
- 24 avril 1995

EN BREF

Turquie-Kurdes 45 rebelles kurdes tués dans le sud-est anatolien

L'armée turque a tué 45 rebelles du parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) lors d'opérations aéro-terrestres menées mardi dans la région de Lice, dans la province de Diyarbakir (sud-est), a rapporté l'agence Anatolie. Ces accrochages armés ont éclaté lorsque des troupes turques ont rencontré un groupe d'une centaine de rebelles kurdes tôt dans la matinée, alors qu'elles patrouillaient dans une zone située au nord de Lice, selon la même source. Ce bilan porte à 176 le nombre de rebelles du PKK tués depuis le déclenchement de l'opération "Faucon" de l'armée turque dans la nuit du 5 au 6 avril contre le PKK, a affirmé un responsable militaire cité par Anatolie.

Le Télégramme de Brest - 24 avril 1996

MANIFESTATION DE KURDES DEVANT LE CONSEIL DE L'EUROPE

Plusieurs centaines de manifestants kurdes venus de France, d'Allemagne et de Suisse, ont manifesté hier à Strasbourg devant le siège du Conseil de l'Europe. L'Assemblée parlementaire doit examiner demain les progrès de la démocratisation et des droits de l'Homme en Turquie.

Plus de 21.000 personnes, rebelles kurdes, militaires et civils ont été tués depuis 1984 dans le sud-est de la Turquie, selon les organisations humanitaires.

Le Progrès - 24 avril 1996

Kurdes devant le Conseil de l'Europe

Des kurdes venus de France, d'Allemagne et de Suisse, ont manifesté hier à Strasbourg devant le siège du Conseil de l'Europe, dont l'Assemblée parlementaire doit examiner demain les progrès de la démocratisation et des droits de l'Homme en Turquie. Un millier de personnes se sont rassemblées pacifiquement pour demander aux parlementaires de faire pression sur la Turquie, membre de l'organisation, «pour une solution politique à la question kurde» (plus de 21 000 morts depuis 1984).

DERNIÈRES NOUVELLES D'ALSACE - 24 avril 1996

Contre la «sale guerre»

●●● Près de 500 personnes ont manifesté hier devant le Palais de l'Europe pour une solution politique au Kurdistan.

«Combien de cercueils faut-il encore pour que cesse cette sale guerre?» Cette interrogation, parmi d'autres revendications placardées face au Palais de l'Europe («Halte le Kurdistan», «Liberté pour mes nous tuent», etc.), se doublait d'une mise en scène avec bières factices et militants revêtus de blanc, la couleur du deuil chez les Kurdes.

Au total, près de 500 membres de la communauté kurde de France et d'Allemagne ont tenu hier à dénoncer le sort réservé par le gouvernement d'Ankara à leurs compatriotes vivant à l'est de la Turquie. L'ambiance était à la fête avec chants patriotiques et danses populaires entrecoupés de slogans plus radicaux contre l'opresseur ou en faveur des rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, socialiste).

Point reporté

«Nous dénonçons l'entente du comité des ministres du Conseil de l'Europe avec Ankara sur le dos de la question kurde. L'Assemblée parlementaire avait exigé un cessez-le-feu bilatéral. Seul le PKK le respecte depuis le 15 décembre. Le gouvernement turc au contraire intensifie les opérations militaires en détruisant et évacuant les villages kurdes», a expliqué Ali Berbus, l'un des porte-parole du comité d'organisation proche du Front de libération nationale du Kurdistan (ERNK).

Ce comité avait programmé la manifestation pour mardi alors que l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe devait examiner un rapport sur la situation des Droits de l'Homme en Turquie. Bien que le point ait été reporté à jeudi après-midi, les



Les manifestants ont agité les drapeaux du Front de libération nationale et du Parti des travailleurs du Kurdistan. (Photo DNA-Christian Lutz-Sorg)

manifestants kurdes ont clamé leur indignation derrière le portrait du leader du PKK, Abdullah Ocalan. «On réclame une solution politique à la question kurde et on demande au Conseil de l'Europe de suspendre la Turquie qui ne respecte pas la Convention européenne des Droits de l'Homme», a souligné Ali Berbus. X.T

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

A.F.P. A.F.P.
ECF0604 4 F 0697 ONU /AFP-WQ71
Eco.-int.-energie-mat.

ONU-Irak: la formule "pétrole contre nourriture" sera-t-elle appliquée?
(Par René SLAMA)

NEW YORK (Nations unies), 24 avr (AFP) - Une résolution "humanitaire" adoptée il y a plus d'un an. Un processus de négociations qui dure depuis février et toujours pas d'accord: on est désormais en droit de se demander si la formule "pétrole contre nourriture" proposée à l'Irak sera un jour appliquée.

L'Irak, soumis à un sévère embargo économique depuis son invasion du Koweït en 1990, a accusé les Etats-Unis d'avoir entravé la conclusion d'un accord cette semaine à l'ONU sur la formule "pétrole contre nourriture".

D'autres pays se sont demandés si, pour des raisons intérieures, en pleine année électorale, l'administration américaine était prête finalement à voir l'Irak commencer à sortir d'un régime de sanctions.

De son côté, Washington a accusé Bagdad de chercher à "transformer l'exception humanitaire" offerte par les Nations unies en "une levée partielle des sanctions" et de "manipuler" le processus actuel de négociations pour parvenir à "ses propres fins" (reprendre pied au Kurdistan, ainsi que dans le système bancaire international).

Un porte-parole de l'ONU a annoncé mercredi une nouvelle suspension des pourparlers avec l'Irak visant à fixer les modalités pratiques de mise en oeuvre de la formule "pétrole contre nourriture" (résolution 986).

Il a indiqué qu'une quatrième série de discussions se tiendrait à New York au retour du secrétaire général des Nations unies d'un voyage en Afrique "début mai". Aucune date précise n'a cependant été fixée.

Le secrétaire général Boutros Boutros-Ghali s'est personnellement impliqué dans le processus ces dernières semaines pour tenter de favoriser un accord, souhaité dans le monde arabe, qui s'inquiète vivement du sort de la population irakienne.

Mais M. Boutros-Ghali a toujours tenu compte de l'avis des Américains, ayant lui-même un problème électoral à la fin de l'année (son mandat de secrétaire général expire le 31 décembre et l'Irak demeure une question "vitale" pour Washington).

Adoptée le 14 avril 1995 par les 15 membres du Conseil de sécurité, dont les Etats-Unis et la Grande-Bretagne (les deux pays les plus fermes à l'égard de l'Irak), la résolution 986 permettrait à Bagdad d'exporter du pétrole pour l'équivalent de deux milliards de dollars tous les six mois pour acheter de la nourriture et des médicaments, sous le contrôle des Nations unies.

La résolution prévoit l'ouverture d'un compte-séquestre par l'ONU et l'allocation d'une partie des revenus du pétrole (300 millions de dollars sur six mois) aux populations kurdes du nord de l'Irak.

Au risque d'être montrées du doigt pour ingérence dans les négociations, les délégations américaine et britannique à l'ONU étaient allées voir M. Boutros-Ghali à deux reprises, vendredi et lundi derniers, pour exiger des amendements à un projet d'accord négocié entre un de ses adjoints, Hans Corell (Suède), et le diplomate irakien Abdel Amir al-Anbari.

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse —

Américains et Britanniques auraient notamment refusé que Bagdad ait son mot à dire dans la façon dont les vivres seraient achetées et distribuées dans le nord. Ils auraient également refusé que l'Irak puisse choisir la banque où le compte-séquestre serait ouvert. Le projet d'accord ONU-Irak comportait "trop d'échappatoires", a affirmé un responsable américain sous couvert de l'anonymat.

La France, la Russie et l'Egypte ont, pour leur part, oeuvré dans les coulisses pour éviter une rupture des négociations, selon des diplomates. L'Irak et l'ONU ont "la volonté politique" de continuer et de "surmonter les difficultés", ont affirmé les Nations unies après la suspension des pourparlers.

Maintenir en vie un espoir d'accord: tel semble être l'objectif de ces déclarations, alors que la population irakienne ne voit pas le bout du tunnel, après plus de cinq ans d'embargo.

Le processus de négociations sur la formule "pétrole contre nourriture" a en tous cas permis à certains spéculateurs sur le marché pétrolier en Occident et dans les bazars en Irak de miser sur l'issue du processus et de gagner au passage de l'argent.

ras/mlm

AFP /AA1234/241834

AVR 96

WEDNESDAY, APRIL 24, 1996

Turkish Daily News

Turkish deputies react to 'Barsony Report'

Turkish Daily News

ANKARA- A report on Turkey penned by the Hungarian Socialist deputy Andreas Barsony on behalf of the Parliamentary Assembly of the Council of Europe has elicited angry reactions from the Turkish members of the Assembly.

A statement on Tuesday on behalf of the Turkish deputies, who will arrive late at the Assembly meetings due to the budget debate in the Turkish Parliament, said that the Barsony report was rife with mistakes.

Irfan Demiralp, the head of the Turkish group at the Council of Europe's assembly, was quoted by the Anatolia news agency as saying that the former deputies from the now banned pro-Kurdish Democracy Party (DEP) had not been tried and jailed for their political views, as Barsony claims in his report.

Demiralp said these former deputies had been tried for their links to the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), which is waging a violent separatist war in Turkey and which many countries, besides Turkey, consider to be a terrorist organization. Demiralp also underlined the fact that the former DEP deputies have the right to apply to the European

Human Rights Commission in the event that they feel they have been subject to injustice. Demiralp furthermore declared that some "pro-separatist" remarks in the Barsony report were totally unacceptable to the Turkish members of the Parliamentary Assembly.

"The problem in Turkey is not a Kurdish problem but one that has to be seen in light of the terrorism that is effecting the Southeast," Demiralp said.

Arguing that the human rights mechanism of the Council of Europe had to be applied to all countries in an equal manner, Demiralp went on to say that current problems such as terrorism and racism had to be dealt with through this mechanism and scrutinized. He recalled that 142 people had been released from jail as a result of the amendment to the controversial Article 8 of the Anti-Terrorism Law, which critics say was used to restrict freedom of thought.

In a separate dispatch from Strasbourg, Anatolia said that an attempt by Greece to take advantage of the absence of Turkish deputies and have the report on Turkey considered a day earlier had been rejected by the Assembly.

The Greek members of the Assembly had wanted to debate the Barsony report on Tuesday and not on Thursday as originally scheduled.

The former president of the Parliamentary Assembly, Miguel Angel Martinez, responding to the Greek request said that the Turkish deputies would be arriving in Strasbourg after the crucial vote on the budget in Turkey and underlined that it would be a mistake to debate a report on their country while they are absent.

Two cases against Turkey before European Court of Human Rights

By Orya Sultan Halisdemir

Turkish Daily News

LONDON- As the European Court of Human Rights begins hearings today on applications filed against Turkey by Turkish Kurds, a London-based activist group providing legal assistance to the Kurdish group expects the verdicts to set a precedent for similar cases.

Kurdish Human Rights Project (KHRP) executive Kerim Yıldız said that if the two cases in the European Court of Human Rights are found against Turkey, it would mean that anyone could apply to the European Commission on Human Rights directly, without trying to solve the dispute by means of internal laws.

Yıldız, speaking to Turkish Daily News prior to the hearings which are to take place today and tomorrow, said that the European Commission on Human Rights had accepted the two cases as admissible, despite the rule that the internal justice appeal system had to be exhausted before a case came before the commission.

The Turkish government has denied the validity of the cases' admissibility on this basis.

"However, the commission declared that Turkey was in breach of the European Convention on Human Rights and thus accepted the cases as admissible by the court," said Yıldız. "Under normal circumstances the commission has to rule whether the dispute should be tried by the court or not."

According to Yıldız, if the cases are found proved by the court it would set a precedent that would allow others to by-pass the national legal procedure and apply directly to the commission.

The two cases against Turkey are being supported by the KHRP, a British-based registered charity.

The court will hear "Akduvar and Others versus Turkey" today and "Aksoy versus Turkey" tomorrow.

The first case deals with the allegation that gendarmes destroyed nine houses in the village of Kelekçi in Diyarbakır province on Nov. 10, 1992.

A press release issued by the KHRP said: "The

applicants allege that Turkish gendarmes were responsible for the burning of their houses.

The applicants' belongings were also destroyed. In addition, while in the village, the gendarme fired heavy weapons from military vehicles and shot livestock that belonged to the villagers."

The release also pointed out that the commission had found that the case was admissible to the court due to possible violations of Article 8 of the 'European Convention on Human Rights', which defines respect for family life, Article 3, defining freedom from inhuman and degrading treatment, Article 6 (1) and 13 which gives the right to effective access to tribunals and domestic remedies, as well as Article 25 that entitles the right to make an application under the convention.

"The commission also found Turkey in breach of Article 1 of Protocol 1 that defines the right to peaceful enjoyment of possessions," the release said.

The press release said that "Aksoy vs. Turkey" concerned the allegation that Zeki Aksoy was tortured while in detention. "According to Mr. Aksoy's account of the facts, the Turkish authorities took Mr. Aksoy into custody on Nov. 24, 1992.

They tortured him at the Mardin State Security Directorate. The torture took the form of beating, abuse, electric shocks, hosing with cold water and Palestinian hanging (suspension by the arms which have been tied behind the back)," the release claimed. The release said that the commission had found Turkey possibly in breach of Article 3, Article 6 (1) and Article 5 (3) which gives the right to freedom from detention which exceeded the government' margin of appreciation.

Yıldız said that if the cases are found proved then Turkey may have to pay compensation to the nine defendants in the two cases. "If Turkey loses, it will have to pay legal costs as well."

Meanwhile sources who want to remain anonymous hinted that Turkey had tried to have the "Akduvar and Others" case postponed till after the Habitat II conference, to be held in Istanbul in June.

Österreichs Innenminister Einem unter Beschuss *Vorwurf des Amtsmissbrauchs in Sachen PKK*

ecs. Wien, 24. April

Österreichs Innenminister Caspar Einem ist im Parlament in die Schusslinie der Freiheitlichen geraten, nachdem am Montag bekanntgeworden war, dass bei der Staatsanwaltschaft Wien Erhebungen gegen ihn laufen. Dem sozialdemokratischen Minister wird vorgeworfen, Beamte des Innenministeriums dazu angehalten zu haben, von Ermittlungen gegen das Büro der Nationalen Befreiungsfront Kurdistans (ERNK), einer Unterorganisation der kurdischen Arbeiterpartei PKK, abzusehen; der Sicherheitssprecher der Volkspartei, Paul Kiss, hatte gegen Einem bereits Mitte Dezember entsprechende Vorwürfe formuliert und den Minister zum Rückzug aufgefordert. Die laufenden Ermittlungen der Staatsanwaltschaft befinden sich im Stadium eines Vorverfahrens, in dem dem Verdacht des Amtsmissbrauchs nachgegangen wird.

Fortsetzung des bisherigen Kurses?

Die Parlamentsdebatte wurde von den Freiheitlichen (FPÖ) lanciert. Sie nutzten eine von Einem beantwortete Anfrage dazu, die gegen den Innenminister schon mehrfach vorgebrachten Vorwürfe im Zusammenhang mit der linksradikalen Szene, den Anschlägen von Ebergassing und Oberwart sowie Einems Spenden an die linksradikale Zeitschrift «Tatblatt» zu wiederholen. In der Kurdenfrage stellte sich der stellvertretende Klubobmann der FPÖ, Ewald Stadler, auf den Standpunkt, dass Einem die «terroristische Organisation unter seine besondere Patronanz» gestellt habe und die Beobachtung der ERNK per Weisung eingestellt habe. Der FPÖ-Obmann Jörg Haider ging im Schlagabtausch mit dem Innenminister so weit, ihn als grösstes Sicherheitsrisiko des Landes zu bezeichnen.

In seiner Replik gab Einem zu verstehen, dass der Vorwurf, entsprechende Weisungen gegeben zu haben, nicht dem Sachverhalt entspricht. Sei-

ner Meinung nach ist mit dem Vorgehen die schon lang geübte politische Linie bekräftigt worden, die Aktivitäten der kurdischen Gruppen genau zu beobachten und polizeirechtliche Massnahmen erst dann zu ergreifen, wenn es die Gesetze erfordern. Schon am Tag zuvor hatte Einem darauf hingewiesen, man habe sich in seinem Ministerium entschieden, den bis dahin verfolgten Kurs fortzusetzen. Österreich vertrete schon seit den siebziger Jahren die Linie, verfolgten Volksgruppen die Möglichkeit einzuräumen, in der Alpenrepublik für die politische Lösung ihrer Probleme zu werben. Solche Aktivitäten würden durch die Staatspolizei überwacht und ein Verlassen des rechtsstaatlichen und gewaltfreien Bodens mit allen zu Gebote stehenden Mitteln der Polizei und der Justiz verfolgt.

Rückendeckung durch den Bundeskanzler

Bundeskanzler Franz Vranitzky stellte sich am Dienstag voll hinter seinen Innenminister; er zeigte sich davon überzeugt, dass es keinen Grund zu Misstrauen gegen Einem gebe. Er bekannte sich ferner zur bisherigen Politik, verschiedene Gruppierungen, wie beispielsweise die Kurden, nicht a priori als Terroristen abzustempeln und auszuweisen, sondern den Dialog mit ihnen zu suchen. Wenig goutiert hat der Bundeskanzler auch die jüngsten Aussagen von Kiss, der in der Dienstagsausgabe der «Oberösterreichischen Nachrichten» trotz der Möglichkeit einer Radikalisierung ein scharfes Vorgehen gegen die Angehörigen der PKK gefordert hatte.

Der Volkspartei-Abgeordnete Kukacka bekräftigte die Linie seiner Partei, wonach zur Beurteilung der Frage, ob Einem eine rechtswidrige Weisung gegeben habe, das gerichtliche Verfahren abzuwarten sei. Er unterstrich dabei auch, dass seine Partei nicht immer mit den Entscheidungen und Äusserungen Einems einverstanden sei und dass die SPÖ und der Bundeskanzler die Verantwortung für den Innenminister tragen müssten.

Die Türkei droht Syrien mit der Wasserwaffe *Reduktion der Durchflussmenge im Euphrat angekündigt*

Ankara hat am Dienstag angekündigt, den Wasserfluss des Euphrats nach Syrien für die Tage des muslimischen Festes Bayram zu reduzieren. Damaskus hat bisher auf eine Antwort verzichtet. Die Reduktion der Wassermenge wird aber das bereits stark gespannte Verhältnis zwischen den beiden Nachbarländern zusätzlich belasten.

it. Istanbul, 24. April

Unerwartet hat die türkische Regierung am Dienstag Damaskus über ihr Vorhaben informiert, den Wasserdurchfluss des Stromes Euphrat nach Syrien für die Zeit der muslimischen Feiertage Bayram «aus technischen Gründen» zu reduzieren. Die Installationen des Atatürk-Stauwerks müssten wie jedes Jahr einmal gewartet werden, hiess es offiziell. Der Bayram fängt nächstes Wochenende an und dauert vier Tage. Die Wassermenge, welche in dieser Zeitspanne nach Syrien abgelassen wird, soll laut der türkischen Presse um mehr als die Hälfte reduziert werden, nämlich von gegenwärtig 500 Kubikmeter pro Sekunde auf 200 Kubikmeter.

Machtdemonstration Ankaras

Die angekündigte, zeitlich beschränkte Massnahme dürfte auf die Wasserversorgung Syriens faktisch keinen grossen Einfluss haben. Die Tatsache aber, dass die türkische Regierung ausrechnet die Tage des grössten islamischen Festes für die Wartungsarbeiten ausgewählt hat, wird in dieser Region als eine Machtdemonstration Ankaras und als zusätzliche Druckausübung auf Damaskus verstanden. Syrien hat bisher auf eine offizielle Antwort verzichtet. Niemand zweifelt allerdings daran, dass die angekündigte Drosselung des Euphratwassers das bereits stark gespannte Verhältnis der beiden Nachbarländer von neuem belasten wird.

Nachdem die Türkei in den achtziger Jahren mit der Verwirklichung des ambitiösen Südostanatolien-Projekts (GAP) begonnen hatte, wurde Wasser in der Region ein umstrittener Rohstoff. Das GAP sieht den Bau von 21 Dämmen und 17 hydroelektrischen Kraftwerken an den Ufern der Ströme Euphrat und Tigris vor. Da die beiden Ströme für Syrien und den Irak die wichtigsten Süsswasserlieferanten bilden, fürchten Damaskus und Bagdad, das GAP könnte der «arabischen Nation» ihre ohnehin knappen Wasserreserven beschneiden. Als Ankara mit dem Bau des riesigen Atatürk-Staudammes begann, erlaubte Damaskus dem Vorsitzenden der Arbeiterpartei Kurdistans (PKK), Abdullah Öcalan, sich in Syrien niederzulassen. Für die Türkei ist Öcalan noch immer der grössten Feind der türkischen Nation.

Seit Beginn dieses Jahres drohen die bilateralen Spannungen von neuem zu eskalieren. Syrien und der Irak haben die anderen arabischen Staaten um Beistand im Wasserkonflikt mit der Türkei gebeten. Erstes Resultat dieser Bemühungen war eine Resolution der arabischen Liga am 9. April, in welcher die Türkei aufgefordert wurde, das Wasser der zwei Ströme mit Syrien und dem Irak «gerecht aufzuteilen». Die arabische Liga appellierte weiter an die internationalen Finanzinstitutionen, Hilfgelder oder Kredite für den Bau von Projekten an Euphrat und Tigris auf türkischem Territorium von einer gerechten Lösung in der Wasserfrage abhängig zu machen.

Der türkische Nahostexperte Cengiz Candar bezeichnete die Resolution «als absolut feindlichen Akt gegen die Türkei». Er vertritt die Auffassung, dass die feindliche Haltung der arabischen Staaten in der Wasserfrage die türkische Armeeführung zum Abschluss des Militärabkommens mit Israel vom Februar veranlasst hat. Dieses erlaubt den Luftwaffen Israels und der Türkei Übungsflüge über dem Territorium des jeweils anderen Landes durchzuführen; ausserdem dürfen Kriegsschiffe die Installationen in den Häfen beider Länder benützen. Weiter sieht das Abkommen angeblich den Transfer von Hochtechnologie vor, insbesondere von Radartechnologie für die in der Türkei gebauten Kriegsflugzeuge F-16.

Diplomatische Unfreundlichkeiten

Wie stark die Spannungen zwischen Ankara und Damaskus gestiegen sind, wurde am letzten Wochenende mit einem harschen Wortgefecht der Politiker nochmals zur Schau getragen. In der südlichen Provinz Hatay, die zeitweilig von beiden Ländern beansprucht wurde, warnte der türkische Ministerpräsident Yılmaz Syrien davor, Konflikte um das Wasser des Euphrats herbeizuführen. Einen Tag danach bezichtigte der türkische Vizeministerpräsident Nahit Mentese Damaskus, die Errichtung eines Grosssyrien anzustreben. Er meinte dabei warnend, dass die Türkei nötigenfalls Syrien eine «Lektion» erteilen könne. Aus Kairo folgte am Montag prompt die Antwort der arabischen Liga: Die Erklärungen der türkischen Regierung seien «erstaunlich, bedauerlich und unvereinbar mit Beziehungen der guten Nachbarschaft».

A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—

A.F.P. A.F.P.
FRS0899 4 I 0311 /AFP-HK25
Europe-Turquie

Droits de l'Homme en Turquie: insatisfaction des parlementaires du Conseil de l'Europe

STRASBOURG, 25 avr (AFP) - L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a jugé insuffisantes jeudi les réformes constitutionnelles et législatives engagées par Ankara pour se mettre en conformité avec les normes du Conseil de l'Europe en matière de droits de l'Homme.

Réunis à Strasbourg pour leur session de printemps, les parlementaires de l'organisation paneuropéenne (39 pays) ont notamment exigé la suppression pure et simple de l'article 8 de la Loi anti-terroriste. La "version modifiée de ce texte continue de poser de graves questions sous l'angle des droits de l'Homme", ont-ils estimé à l'issue d'un débat au ton généralement très critique envers la Turquie.

Au même moment, la Cour européenne des droits de l'Homme examinait pour la première fois une requête de villageois kurdes se plaignant de sévices commis par l'armée turque.

Par ailleurs, les parlementaires ont demandé "une grâce présidentielle ou une nouvelle loi d'amnistie" pour la libération des quatre parlementaires d'origine kurde toujours sous les verrous. Si deux parlementaires d'origine kurde ont été libérés l'année dernière, les condamnations à 15 ans de prison des députés Leyla Zana, Hatip Dicle, Selim Sadak et Ohran Dogan ont été confirmées, ont déploré leurs collègues du Conseil de l'Europe.

L'Assemblée du Conseil de l'Europe a en outre souligné qu'elle "attend encore des autorités turques qu'elles déclarent la recherche pacifique au problème kurde comme l'une de leurs plus grandes priorités politiques".

Le chef de la délégation turque à Strasbourg (12 parlementaires), M. Irfan Demilrap (Parti de la juste voie) a fait valoir que la modification de la loi anti-terroriste "avait eu pour effet la mise en liberté de 142 personnes".

dro/hg/jj/phb
AFP /AA1234/252106 AVR 96

A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—

Cem Boyner admits defeat, YDH to dissolve itself

Turkish Daily News

ANKARA-Following disclosure of party Chairman Cem Boyner's resignation together with the executive board on Tuesday, the New Democracy Party (YDH) that was established as a big hope in December 1994, will dissolve itself on May 7.

Boyner, the young and rich businessman whom certain circles saw as the true democrat Turkey needed, and the members of the executive board announced their resignation without prior consultations with party members. In a press conference Boyner said, "We cannot continue politics within the drawn frames of the Political Parties Law."

Speaking on his colleagues behalf, Boyner said politics has ended and nothing has changed, even though already four months are gone by since the general election. "There is a sick economy and a sick political structure in Turkey," he said adding that this sick situation still continues.

He defended setting up the YDH and said they wanted to practice politics with a different approach. He said the YDH tried to practice politics without lies, without populism and without corruption.

"But Ankara is in the clouds. We couldn't get used to the ways of Ankara. We were unable to find a way of explaining our issues. We still stand by our aims, but we aren't willing to walk through all the dirty roads for the sake of obtaining power," said Boyner hinting that those who have obtained power had covered themselves in mud.

Meanwhile, Boyner disclosed that he and his fellow colleagues are looking for a formula that would take over the present position reached by the YDH. He described this formula as being one which would convince the citizen that she/he needs to take the steps in order to solve their own problems.

"We believe that we have an important duty of introducing to society their rights and freedoms. Our

responsibility will not end until we achieve this. Our decision isn't to leave politics. On the contrary, our decision is one of establishing closer ties with the people," Boyner said.

He further stated that YDH general administrative board will be meeting on May 7 to call the party congress. Boyner stated the party's future would be determined by the grand congress, where all members could vote. Boyner and members of the executive board, namely Zülfü Dicleli, Canan Balkır, Kemal Anadol, Gürcan banger, Gürkan Dum'lu, Mehmet Emin Sever, Necla Zarakol and Aydın Giz, continue to be members of the YDH. Boyner had become popular among intellectuals, Kurdish and human rights defenders but in the general election his party failed to obtain even 1 percent of the nationwide vote.

The YDH had targeted the Kurdish populated southeastern provinces as well as those who had migrated from this region to the big cities. An investigation against Boyner was filed at the Ankara State Security Court on the grounds that he promoted separatist policies, but the court decided to drop the investigation.

Before the 1991 election, Boyner was invited to run on the True Path Party ticket by Süleyman Demirel, who was then the DYP chairman. Boyner didn't accept the offer on the grounds that his business wouldn't allow him. The owner of prestigious Altinyıldız textiles and Beymen stores, Boyner is known to have spent tremendous amounts on the YDH campaign. He meanwhile had to transfer his shares in Benetton due to his party activities. Journalists like Cengiz Candar and Mehmet Altan, the brain-team of the controversial "Second Republic" concept, who were along with Boyner among the founders of the YDH, had resigned from YDH soon after its foundation accusing the party administration of extravagant spending, "the source of which is unknown."

Wohlstandskluft in der Türkei *Einkommensdiskrepanzen als Migrationsfaktor*

Die Kluft zwischen dem wohlhabenden türkischen Nordwesten und den unterentwickelten Regionen in Ost- und Südostanatolien hat sich laut einem vor kurzem veröffentlichten offiziellen Bericht auch in den Jahren 1987 bis 1994 vertieft und die Binnenmigration in Richtung Westen beschleunigt. Eine Ausnahme bildet die südliche Provinz Urfa, die grosse Hoffnungen auf ein Entwicklungsprojekt setzt.

it. Istanbul, im April

Ein Mitte April veröffentlichter Bericht des Staatlichen Instituts für Statistik (DIE) über die regionale Einkommensverteilung in der Türkei hat in Kreisen der Wirtschaft und der Politik für Aufsehen gesorgt. Die reichen Provinzen sind gemäss der Studie zwischen 1987 und 1994 noch reicher und die armen Regionen noch ärmer geworden. Die Kluft zwischen den reichen und den armen Regionen ist *erschütternd tief*. Die westliche Provinz Kocaeli mit ihrer exportorientierten Textilindustrie beispielsweise weist ein Pro-Kopf-Einkommen von 5924 US-\$ auf, während die östliche Provinz Agri mit 514 \$ nur über weniger als einen Zehntel davon verfügt. Eine graphische Darstellung der Daten zeigt ein geteiltes Land. Die wohlhabenden Provinzen im türkischen Nordwesten und direkt an der Ägäis-Küste verfügen über einen Lebensstandard wie viele südliche Mitgliedstaaten der EU und heben sich deutlich ab von den unterentwickelten Regionen des Ostens und Südostens, die das Spiegelbild eines Drittweltlandes darstellen.

Ost-West-Gefälle

Die Region Marmara um die Agglomeration Istanbul sowie die Region Ägäis um die Grossstadt Izmir sind die reichsten Gegenden der Türkei und trugen 1994 zum Bruttoinlandprodukt (BIP) insgesamt 52,8% bei. Diese zwei Regionen hatten mit 51,9% auch schon 1987 den Grossteil zum BIP beigesteuert. Die ärmsten zehn Provinzen sind alle im östlichen Anatolien zu finden, unweit der Grenze zu Georgien (Gümüşhane, Bayburt und Ardahan) oder im kurdischen Ostanatolien (Hakkari, Iğdir, Tunceli, Bingöl, Sırnak, Bitlis und Agri). Am Wohlstand des Landes sind sie mit einem Anteil von 0,1% des Nationaleinkommens beteiligt.

Politische Implikationen

Grosse Diskrepanzen im Lebensstandard der Provinzen sind in der Türkei zwar nicht neu. Bereits im Jahr 1971 war deshalb in Ankara eine «Abteilung für weniger entwickelte Regionen» gegründet worden, um mit gezielten staatlichen Interventionen die Infrastruktur und die sozialen Dienstleistungen der weniger entwickelten Regionen zu verbessern und so die Unterschiede zwischen reichen und armen Provinzen zu mildern.

Diese Politik wurde zu Beginn der achtziger Jahre fallengelassen. Der damals starke Mann in Ankara, *Turgut Özal*, setzte seine Hoffnung vor allem auf die Dynamik der Privatwirtschaft, die allerdings erst noch ins Leben gerufen werden musste. Seiner Überzeugung nach sollte die neue Elite Investitionen tätigen, Arbeitsplätze schaffen und den Lebensstandard im gesamten Land heben. Die *Privatwirtschaft* investierte tatsächlich, aber *lediglich im Westen* des Landes, wo die Infrastruktur bereits entwickelt war und der Tourismus lukrative Geschäfte versprach. Die Distanz zwischen den armen und den reichen Provinzen wurde damit grösser.

Dieser Trend wiederum hat die «Emigration» aus dem Osten des Landes in Richtung Westen, welche aus *wirtschaftlichen* Gründen bereits in den fünfzig Jahren eingesetzt hatte, verstärkt. Zwischen 1987 und 1994 schrumpfte die Bevölkerung der kleinen ostanatolischen Provinz Kars um mehr als 100 000 Personen. In derselben Zeitspanne stieg die Bevölkerung von Izmir um über eine halbe Million Personen. Das Pro-Kopf-Einkommen in Kars beträgt 831 \$, während es in der Industriestadt Izmir bei 3352 \$ liegt. Das unkontrollierte Wachstum der westlichen Grossstädte geht mittlerweile aber auch auf *politische* Beweggründe zurück. Die blutigen Kämpfe zwischen den türkischen Sicherheitskräften und der kurdischen Guerilla haben nämlich eine neue Fluchtwelle aus Südostanatolien ausgelöst. Die Bevölkerung der umkämpften Stadt Siirt etwa fiel von 550 000 im Jahr 1987 auf 250 000 im Jahr 1994 zurück.

Neue Entwicklungen

Laut dem DIE-Bericht gibt es allerdings auch Indizien für neue Entwicklungen. Die südliche Provinz *Urfa* ist in den neunziger Jahren die am *raschesten wachsende* Provinz der Türkei überhaupt. Dort soll das riesige «Südostanatolien-Projekt» (GAP) mit seinen 21 Dämmen und 17 hydroelektrischen Kraftwerken das heute brachliegende Land zwischen Euphrat und Tigris zu einem neuen Garten Eden verwandeln. Das Vorhaben ist das letzte grosse regionale Projekt, das in Ankara zentral geplant wurde mit dem Ziel, die Kluft zwischen den reichen und armen Regionen des Landes zu reduzieren. Den Staat hat es bisher über 10 Mrd. \$ gekostet.

Focus on Human Rights

Yaşar Kemal appeals verdict

Author Yaşar Kemal, who has been sentenced to one year and eight months in prison because of an article he contributed to the book "Freedom of Thought," has appealed the verdict, the Anatolia news agency reported.

Enver Nalbant, Kemal's lawyer, said they claimed in their appeal application that the first paragraph of Article 8 of the Anti-Terrorism Law and the second paragraph of Article 312 of the Turkish Criminal law are unconstitutional and should be taken to the Constitutional Court.

Publisher Erdal Öz, who was also on trial, was fined TL 3,149,000, suspended for five years. The court also suspended Kemal's sentence for the same period.

Evrensel closed for 10 days

Istanbul State Security Court (DGM) No. 2 ordered the closure for 10 days of the leftist newspaper Evrensel for publishing an article entitled "Denial from DHKC," which prosecutors claimed was a declaration of the terrorist organization.

The owner and the editor in chief of the newspaper were also found guilty under Article

6 of the Anti-Terrorism Law.

The newspaper's owner, Vedat Korkmaz, was fined TL 160,830 million and Editor in Chief Ali Erol, TL 80,415 million.

UN commission adopts Turkish resolutions on racism and xenophobia

Two draft resolutions which list racism and terrorism as violations of human rights, submitted by Turkey to the United Nations' Human Rights Commission in Geneva, have been adopted unanimously.

The resolution on racism condemns the xenophobia that has emerged in various societies in recent years and calls on governments to take effective measures against this phenomenon. The resolution also calls for an extension by three years of the mandate of the United Nation's special rapporteur appointed to follow racism and xenophobia.

It also categorically condemns publications and broadcasts that foment these attitudes.

Pakistan, Albania, Azerbaijan, Benin, Chile, Mexico, Canada, Israel, Angola, the Korean Republic, and Uruguay cosponsored the draft submitted by Turkey, Anatolia said.

Two cases against Turkey before European Court of Human Rights

As the European Court of Human Rights begins hearings on applications filed against Turkey by Turkish Kurds, a London-based activist group providing legal assistance to the Kurdish group expects the verdicts to set a precedent for similar cases.

Kurdish Human Rights Project (KHRP) executive Kerim Yıldız said that if the two court cases are decided against Turkey, it would mean that anyone could apply to the European Commission on Human Rights directly, without trying to solve the dispute by means of internal laws.

Yıldız, speaking to the Turkish Daily News prior to the hearings which are to take place today and tomorrow, said that the human rights tribunal had accepted the two cases as admissible, despite the rule that the internal justice appeal system had to be exhausted before a case came before the commission. The Turkish government has denied the validity of the cases' admissibility on this basis.

The two cases against Turkey are being supported by the KHRP, a British-based registered charity. The court will hear "Akduvar and Others versus Turkey" today and "Aksoy versus Turkey" tomorrow.

The first case deals with the allegation that gendarmes destroyed nine houses in the village of Kelekçi in Diyarbakır province on Nov. 10, 1992.

Göktepe's death to be investigated in May

The death of journalist Metin Göktepe in police custody is to be investigated May 3-5 in Istanbul, the deputy heading a commission into the murder said on Thursday.

"What events led to this incident? Are the causes to be found in police procedures? That's what we'll consider," Hakan Tartan, a Democratic Left Party (DSP) deputy, told journalists after a meeting of the commission.

Pretrial proceedings have begun against 48 policemen in connection with the death of Göktepe, who witnesses said was killed in police custody.

Tartan said the commission will question the 48 policemen, as well as government and security officials who were in office at the time of Göktepe's death.

Human rights monitors and lawyers allege that Göktepe was beaten to death by police who detained him while he was covering the funeral in Istanbul of leftist inmates killed in a prison riot.

Göktepe, 27, was found dead in a sports complex. The official autopsy report said he died from a brain hemorrhage brought on by blows to the head.

LE MONDE — 26 AVRIL 1996

Les Etats-Unis bloquent le projet d'accord entre l'ONU et l'Irak sur la formule « pétrole contre nourriture »

NEW YORK (Nations unies)
de notre correspondante

Les négociations entre l'Irak et l'ONU sur la formule « pétrole contre nourriture » ont été suspendues, mercredi 24 avril, faute d'un accord. Une nouvelle série de pourparlers aura lieu, au début de mai, à New York, mais d'ores et déjà l'ingérence américaine dans la dernière phase des pourparlers a suscité de vives critiques à huis clos de la part de certains membres du Conseil de sécurité. L'Allemagne et l'Italie ont fait des objections sur « les méthodes », la Russie sur le fond, alors que le représentant français rappelait que la résolution 986 qui est à la base des négociations n'est pas « un texte de combat mais une résolution humanitaire » et que le secrétaire général de l'ONU devait négocier avec nul autre que l'Irak.

Le négociateur irakien est visiblement exaspéré : « Si les Américains voulaient torpiller les négociations, pourquoi ont-ils attendu jusqu'à la dernière minute ? Nous étions prêts à signer l'accord et, tout d'un coup, Washington dicte un texte qui n'a plus rien à voir avec celui que nous avons méticuleusement négocié avec l'ONU depuis trois mois. Quel est leur but ? », s'est-il demandé dans un entretien avec *Le Monde*. M. El Anbari, qui se trouvait depuis le 8 avril à New York, pour la troisième session des négociations, se perd en conjectures. « 1996, c'est l'année des élections. Doit-on attendre les élections en Israël ? Aux Etats-Unis ? », s'interroge-t-il.

Veulent-ils tout simplement humilier l'Irak davantage encore ? »

Les Etats-Unis avaient demandé, lundi, au secrétaire général de l'ONU d'amender un projet d'accord sur la vente limitée de pétrole irakien autorisée par la résolution 986, afin de surveiller « de très près » les négociations qui aboutiront au retour de Bagdad sur le marché pétrolier. « D'après tout ce qu'on a entendu ces derniers jours, l'Irak a l'intention de présenter l'application de la résolution 986 comme la levée partielle de l'embargo pétrolier », a expliqué le porte-parole de la mission américaine, James Rubin. « Si Bagdad veut utiliser à des fins politiques ce qui, à nos yeux, est une exception humanitaire, a-t-il ajouté, nos amendements ne seront pas acceptés. Si les Irakiens veulent vraiment vendre du pétrole pour nourrir la population, ils devraient signer le projet d'accord amendé. »

L'EXCEPTION KURDE

Washington veut s'assurer que les sommes tirées de la vente du brut serviront exclusivement à l'achat de vivres et au financement du programme humanitaire au Kurdistan. Bagdad ne doit pas pouvoir en prélever une partie qui lui permettrait de « méditer de nouveau de mauvais tours ». « Il faut qu'il soit clair que Bagdad a accepté tout ce qu'on lui a imposé », et n'est pas un « vainqueur », explique un diplomate américain sous couvert d'anonymat.

Le memorandum négocié entre

l'Irak et l'ONU comporte cinquante-neuf articles, dont cinquante-huit, selon M. El Anbari, ont déjà été approuvés. Le dernier concerne les trois provinces kurdes qui échappent au contrôle de Bagdad. La résolution 986 stipule qu'entre 130 et 150 millions de dollars générés par la vente de pétrole pour un montant de 2 milliards de dollars par semestre seront destinés aux Kurdes. Si Bagdad décide de signer le memorandum amendé, il en résulterait deux systèmes parallèles d'approvisionnement et de distribution de vivres : l'un pour les Kurdes – sans intervention aucune du gouvernement central – et l'autre pour le reste du pays.

Les Kurdes recevront des « corbeilles de nourriture » – Washington ayant refusé le terme de « ration » – dont la composition et la quantité seront différentes de celles destinées au reste de la population. Les Américains veulent aussi que les populations du Kurdistan ne paient que le coût du transport de ces produits. Un autre amendement américain, que M. El-Anbari juge particulièrement injuste, concerne le rôle du Comité des sanctions chargé de donner par consensus son accord à toute marchandise qui entre en Irak ou en sort. Bagdad avait négocié avec l'ONU une procédure « simplifiée » pour la vente de pétrole, que Washington aurait rejetée.

Afsané Bassir Pour

HRW claims Turkey intimidates those who apply to European Commission of Human Rights

By Ugur Akinci
Turkish Daily News

WASHINGTON — In a newly released report entitled "Turkey: Violations of the Right to Petition to the European Commission of Human Rights," Human Rights Watch/Helsinki (HRW) claimed that "some Turkish citizens have suffered serious reprisals for their efforts to raise human rights violations before the Commission." HRW studied nine cases of petitioners "who suffered intimidation and maltreatment because of the very exercise of the right to apply to the Commission under Article 25 of the European Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms.

"Turkey signed the Convention in 1954 and ratified an individual's right of petition to the European Commission of Human Rights of the Council of Europe in 1987.

"Since 1991, at least 778 Turkish citizens have applied to the Commission, often alleging violations in connection with the conflict that has raged since 1984 in largely Kurdish-inhabited southeastern Turkey between security forces and the PKK, a violent armed Kurdish group," the report said.

The nine cases documented in the 38-page report charge that "petitioners from the southeast were subjected to detention by security authorities, house raids, anonymous telephone death

threats, 'friendly conversations' with officials and torture."

HRW had the following suggestions for the Turkish government:

1) Investigate all allegations of violations of Article 25 of the convention and punish the guilty in full conformity with international standards of due process.

2) Do not allow state officials to approach applicants or purported applicants or question them about their case before the commission in the absence of their legal representative.

3) Set up a special unit consisting of representatives of the justice and foreign ministries to investigate violations of Article 25. Have this unit meet with applicants only in the presence of their lawyers.

Make this unit directly responsible to the prime minister. Allow the commission access to the workings of this unit.

4) Instruct all gendarme and police stations and public prosecutor's offices of their obligations under Article 25 of the Convention.

Make the Convention and the rights of individual applicant part of all police human rights training.

5) Implement in good faith any and all rulings handed down by the European Court of Human Rights.

Pollution of Diyarbakır's drinking water an issue between Greenpeace and Shell

Turkish Daily News

ISTANBUL- The environmental organization Greenpeace has accused the oil and chemical producer Shell of polluting the water supply of the Southeastern city of Diyarbakır through its petroleum extractions between 1973 and 1994.

In response to these accusations officials from N.V. Turkse Shell (NVTs), now controlled by the company Perenco, said that NVTs had always acted as a responsible operator and at no time did its activities represent a hazard to the local population or the environment.

Greenpeace International Petroleum Campaign Representative Paul Horsman, Greenpeace Mediterranean Office Director Mario Damato and the Greenpeace Mediterranean Campaign Director (Turkey) representative Berto Hullu held a press meeting at the Tank Zafer Tunaya Culture Center on Tuesday where they outlined their claims against the petro-chemical giant. Reports were shown to members of the press at the meeting to support Greenpeace's claims. According to Paul Horsman these reports showed that Shell had violated European water quality control standards and had systematically polluted the drinking water of Diyarbakır since 1973. Horsman stated that the company hadn't taken the necessary environmental protection measures in their operations and that Shell applies different standards in different countries and that it would never have been permitted to cause this pollution in any European country.

Profits instead of the environment

"Shell thinks only of its profits by scarifying the environment and the Turkish people," claimed Horsman. "It couldn't behave in such a way in the UK or the Netherlands. Diyarbakır's water will be out of use in the very near future." Horsman said that although Shell's profits all around the world are about \$8 billion per year, it doesn't even invest an amount of \$1-2 million to renovate its old technologies and urged the authorities to take serious measures for the protection of drinking water in Diyarbakır.

While denying that there was any pollution present in the water and stating that the company is no longer active in oil exploitation in Turkey, Shell officials gave a commitment to protect the environment in an area where it had operated for 30 years. Shell representatives said NVTs, which was sold by the Shell Group to Perenco with effect from 1 January 1996, produced oil from fields in Southeast Turkey for some 30 years and that, from the 1970s onwards, water produced with the oil and containing low quantities of salt and traces of residual oil, was disposed of by re-injecting it into an underground rock formation known as the "Midyat", which contained stocks of fresh water. They claimed that the Turkish General

Directorate of Petroleum Affairs (GDPA) was always kept fully informed about the injection activities and the volumes of water concerned.

In a further defense of the company's actions Shell, in a statement issued on Tuesday, gave its reasons why the injection method had been chosen over other disposal techniques, such as surface storage.

"In the early 1970's the initial decision to inject produced water into the Midyat was considered the best environmental solution for the time. The take off of drinking water from the Midyat, starting in 1977, and the progressive development of a variety of international standards for aquifer management, led Shell to improve the water disposal method, culminating in the current Mardin Injection project."

Response could have been faster

While admitting that the response of the company could have been faster, Shell denies that there was any double standards applied in its Turkish operations, saying that the steps taken were "an example of changing environmental perceptions and an evolving legislative climate over a long period". Shell officials believe, contrary to the opinions expressed by Greenpeace, that the steps already taken and those in the planning pipeline should ensure responsible management of the matter.

They argued that detailed study work undertaken by Shell, concluded that, owing to filtration, absorption and dilution effects in the rock formation, the quality of the water taken from the Midyat strata in the Diyarbakır region would not be expected to fall below European norms for drinking water in the future.

They added that despite these indications, Shell concluded in the late 1980s that the principle of injection into a formation used for drinking water supply was one that should be phased out. And they concluded that Shell and GDPA reached agreement in the early 1990s to phase out the injection of all production water into the Midyat and to inject it instead to the deeper oil-bearing "Mardin" formation from which water was not drawn.

Monitoring program to be put in place

Representatives of the company stated that in order to validate the predictions of the studies, Shell will implement, in cooperation with the authorities, a monitoring programme to observe the movement of injected water within the Midyat. And they said that if the monitoring programme indicates that there will be a problem of contamination of the water supply in the future, it will meet its responsibilities in full to find and implement a solution.

The change over the injection process to the deeper Mardin strata was 25 per cent complete when the NV Turkse Shell was sold to Perenco. In its statement Shell declares that funds will be made available by the Dutch-based company to the new owners to provide for a 45 per cent completion of the waste water disposal project. This should be completed by the end of 1996. Shell will also provide funds to maintain the old Midyat injection wells until such time as the new system is 100 per cent operative. The timetable for this implementation will be decided upon by the GDPA and Perenco.

Shell representatives concluded that Shell's investigations of the impact of water injection on the Midyat aquifer were discussed in a meeting with Greenpeace on 26 January 1996 in Istanbul and detailed supporting information was supplied and that subsequent requests from Greenpeace for further information were replied to in full by Shell on 7 February and 28.

Officials of Shell were dismissive of further allegations that the multi-national's operations had released radioactive material into the water table of Diyarbakır.

"Such occurrences are present in many oil production areas and are safely managed as a matter of routine... Low level radioactivity is also a feature of many rock formations and simple procedures are sufficient to ensure that hazard build up is avoided".

Despite the response by Shell to the claims made by Greenpeace the environmental lobby group has not backed down from its allegations on wide spread environmental abuses by the company.

KDP denies pact with PKK; Foreign Ministry worried

By Uğur Akıncı
Turkish Daily News

ANKARA/WASHINGTON- The Turkish Foreign Ministry on Wednesday said a mainstream Iraqi Kurdish party had been warned over reports that it was engaged in negotiations with the separatist Turkish Kurdish rebels for an agreement.

The Ankara representative of the Kurdistan Democratic Party (KDP), however, dismissed the reports as totally baseless. The reports, based on a story published recently by the London-based Arab daily Al-Hayat, said the KDP and Turkey's separatist Kurdistan Workers' Party (PKK) had reached an accord a week ago under Iran's sponsorship which, in effect, gives a free hand to the PKK militants entrenched in Kurdish-held northern Iraq to attack Turkey.

Sources speaking to the TDN in Washington said Robert Deutsch, a State Department official mediating in the KDP's dispute with its rival Patriotic Union of Kurdistan (PUK) and expected to visit northern Iraq next month, would try to block the deal between the KDP and the PKK.

Claiming that the KDP and the PKK signed an agreement of friendship and cooperation about a week ago, some Kurdish sources told the TDN in Washington that the deal had the full blessing of Iran, which is maneuvering hard to gain influence in the region.

Kamran Karadaghi, who is considered to be an expert in the politics of the region, confirmed the KDP-PKK alliance in a story published in Al-Hayat on Monday.

"Kurdish and Turkish sources told Al Hayat that the KDP and (PKK leader Abdullah)

Öcalan reached an agreement which contains a mutual pledge not to cooperate with any country against each other," Karadaghi wrote. The agreement reportedly pinpoints a "framework which governs the presence of the PKK in areas under the control of Barzani, adjoining Turkey."

The KDP and the PKK "pledged also to stop propaganda against each other," Karadaghi continued. "Sources think that Iran is behind getting the two parties together, to reinforce its influence there and to prove that it has a role as a main player which holds the cards between peace and war in northern Iraq. Barzani will visit Tehran very soon, or may have gone there already."

"Sources close to the KDP denied that they had signed an agreement (with the PKK) but confirmed that communication was open between the two parties and had led to a cease-fire. Barzani's party is eager to continue the cease-fire ... (PKK-controlled) MED TV (of London) said they had reached an agreement and exchanged prisoners of war," Al-Hayat reported.

"Barzani has big problems in his relationship with Ankara. Barzani sources (attribute such difficulties to) the stubbornness of Ankara's position. (Turks) always doubt the KDP's credibility. People around Barzani are complaining about the Turkish position," Karadaghi's article continued. Turkish sources told Karadaghi that "this development could lead to negative ramifications between Turkey and the Iraqi Kurds."

Foreign Ministry: KDP warned

Addressing reporters at the weekly press briefing, Turkish Foreign Ministry spokesman Nurettin Nurkan said the ministry was closely

following the developments in northern Iraq and was aware of the contacts between the KDP and the PKK for the extension of the cease-fire (they declared last December after four months of heavy fighting.)

"But we, too, were receiving some reports that the KDP and the PKK were also having some contacts to reach a common understanding of their positions regarding each other. We have carried out necessary investigations, have contacted the interested sides except the PKK, talked with the KDP officials and drew their attention," Nurkan said.

KDP: Reports are baseless

But Safeen Dizayee, the KDP's Ankara representative, said the allegations contained in the Al-Hayat story and similar reports were devoid of any foundation.

He said the KDP naturally wanted the cease-fire to continue but its terms for the truce accepted by the PKK were still valid. These included the undertakings by the PKK not to settle in northern Iraq, not to interfere in the affairs of the regional (Kurdish) government, and refrain from activities that would harm the security of neighbors.

The KDP representative said his party and his office was in regular contact with Turkish Foreign Ministry officials about the developments in the area.

While confirming that the alleged agreement with the PKK had been the subject of a recent meeting with the Foreign Ministry officials, he said the talks had been "cordial."

PUK wants to bury hatchet with KDP

Meanwhile, the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) on Tuesday called for a meeting with KDP for consolidating their cease-fire. A statement issued by the PUK also called on the sides to release prisoners and end mutual attacks in the media. Three rounds of U.S.-sponsored peace talks between the two groups have failed to achieve a settlement since August last year, but the fighting between their peshmerga forces which claimed over 3,000 lives has stopped.

The Kurdish militias, shielded by a U.S.-led air force based in Turkey, broke away from Baghdad's control after the Gulf War in 1991.



How Özal came to meet the Iraqi Kurdish leaders

By Kamran Karadaghi*

On March 11, 1991 the late President Turgut Özal was on his way to Moscow. On board the presidential plane, top Turkish journalists accompanying Özal were discussing an article published that same day in *Hürriyet*. It said that Ankara was considering a new policy towards the Iraqi Kurds and that one of their two famous leaders, Jalal Talabani, might even be allowed to visit Turkey.

Suddenly President Özal appeared. He was moving to the front of the plane when columnist Hassan Camal asked him whether the Talabani story was accurate. Özal stunned the journalists by saying "Talabani came and left, and you missed the story!" Apart from Özal two other people on the plane knew the story: his press adviser Kaya Toperi and Güneş columnist Cengiz Çandar.

Özal said to the journalists that the British and the French meet with the Iraqi Kurdish leaders, so why not the Turks? In fact the Turks should have done so first, because "these people (the Kurds) are in our region and they are our problem."

Indeed Talabani and Mohsen Dizayee, a trusted envoy of Kurdistan Democratic Party (KDP) leader

Istanbul International Atatürk airport on March 8, using a British travel document. He was met by the president's men and flown the same day to a Ankara. From Esenboğa airport he was transferred to a military compound, where was allocated a suite. A day later, Talabani arrived from Damascus, and was taken to the same compound. On March 9 and 10 the president of the Republic of Turkey personally authorized an official team, headed by Deputy Foreign Minister Togay Özcery, to conduct talks with the Kurdish representatives. Özal was briefed after each session of the talks.

The talks ended by midday on March 10. The president, Talabani and Dizayee were very pleased. The two Kurdish leaders were due to attend an important conference of the Iraqi opposition, which was to open that same day in Beirut. There was no suitable flight to Damascus. So the two men were flown to Adana, from where they were driven by official cars to the border with Syria. They crossed the border and managed to reach Beirut in the evening.

All this happened in complete secrecy, with no one aware of it — except those directly involved.

This was the culmination of a story which started around three weeks earlier, in which a President, his press adviser and two journalists were involved. For the Kurdish side, this meeting with the leadership of a regional power was the first of its kind, as such contacts up to then went no higher than those countries' intelligence services.

How did all happen?

The answer will disappoint conspiracy theory enthusiasts. I can say so with assurance as I was one of the two journalists directly involved. The idea of suggesting to a Turkish president to contact Iraqi Kurds, when Turkey does not even recognize the existence of its own Kurds, came to me spontaneously during an interview with the late president for my newspaper *Al Hayat* on Feb. 16, 1991.

On Jan. 17, 1991 the U.S.-led coalition launched its air war against Iraq. The next day I flew to Ankara and then to Diyarbakır. I spent about a month in the Southeast, covering the event on the Turkish-Iraqi border for my newspaper. Before flying back to Ankara, I sent a fax from Diyarbakır to Kaya Toperi, Turkey's director-general of information, requesting an interview with President Özal. In Ankara I was told I was to meet Toperi at 12 noon on Feb. 16 in the Harbiyeh Hotel in Istanbul. This was where President Özal stayed when visiting that city.



PUK leader Jalal Talabani

Massoud Barzani, were in Turkey as guests of the government. Dizayee arrived from London at

I crossed the street from the Hilton, where I was staying, to Harbiyeh on the appointed day, and was taken to Toperi's office on the 21st. floor. We chatted a bit and he asked me to come back at 4 p.m. to meet the president. He warned it was to be confined to "only 20 minutes, because many other journalists want to see the president."

Returning to Harbiyeh at the appointed time, I was again escorted to the 21st. floor where I was met by Merih Kilicaslan, an aid to Toperi at the time and currently the press counsellor at the Turkish Embassy in London. Several foreign correspondents were there waiting their turn. By the time mine came, after about 50 minutes, four journalists were still behind me in the queue. I walked to the president's suite thinking to myself that I might get even less than 20 minutes.

I was met by Toperi who announced me to Özal, who was watching a soccer match on TV. He looked in my direction, pointed to a chair next to him and said in a warm and friendly tone in Turkish: "Come and sit beside me." We shook hands and I sat down, with Toperi sitting opposite us. I said in Turkish, "I know a bit of Turkish" and added in English, "but not enough to conduct an interview in it."

As I prepared my notebook and recorder, he continued watching the soccer game. This made me nervous: time was passing and I had only 20 minutes. Özal pointed the remote control to the TV and said: "See how green the football pitch is? It is all natural turf. I ordered all football fields in Turkey to have natural turf when I was prime minister. This put me at ease — only to be alarmed again when Özal said: "I know you are a Kurd. Don't turn on your recorder yet. I want to ask you about the Kurds in Iraq." I saw Toperi preparing to take notes. Who, I thought, was going to interview whom?

And so, surreal as it was, the president of Turkey interviewed me in detail for more than 60 minutes about Kurdish issues in Iraq, with the question and answer session soon developing into a frank and passionate exchange of views. He stressed time and again that Turkey must not be seen as an enemy of the Kurds. "On the contrary," he said, pointing to a map of Iraq which Toperi had placed on the table before us, "it is obvious that Turkey is the natural protector of Iraq's Kurds and Turkomans."

He then talked about Kurds in Turkey. I said that the Kurdish problem will remain as long as the Turkish state continues to deny their identity and legitimate rights. The Kurds in Turkey, I added, cannot even learn their own language; they are not allowed to have publications in Kurdish. Özal interrupted: "What about the Kurds in Iraq?" I replied that despite the brutality of the Iraqi regime against the Kurds, they were never denied their identity. In fact, I explained, there is a state Kurdish university in Erbil, a state-owned publishing house in Kurdish, and state-owned TV and radio broadcasting in Kurdish also. Özal looked amazed. He paused awhile, then said: "We can have all this in Turkey also."

He asked about the relations between the Iraqi Kurdish leaders and the Kurdistan Workers' Party (PKK). During the exchange about this subject, Özal stressed that Turkey must not be seen as an enemy of the Kurds, and that the Iraqi Kurdish leaders can trust him. At this, inspiration struck. I heard myself say, "Mr. President, why don't you establish direct relations with the Iraqi Kurdish leaders? I am certain

they are more than willing."

I suddenly realized this made it look as though I was talking on behalf of Iraq's Kurdish leaders — when in actual fact they did not even know I was meeting Özal. What if he says yes and then Barzani and Talabani say no?

For his part, Özal looked at me, then at Toperi, then again at me. I was relieved he made no direct response to my "offer." Finally he said, "The main thing is for the Kurds to understand that Turkey is not their enemy."

To my further relief, Özal then gave me the interview I came for. Afterwards, as I stood waiting for the lift, Toperi came and shook my hand. He said: "He treated you like his brother." That was the start of a long relationship. Toperi and I became good friends.

I didn't know at the time that I was participating in a historic process, leading to a goal which Özal was determined to achieve. Later, Cengiz Çandar and I worked together to establish political relations between Özal and the Iraqi Kurdish leaders.

After the interview with Özal, I went back to my hotel, prepared my story and faxed it to Al Hayat. Then I phoned Talabani, who was in London and talked about the situation in Iraq. I told him about my interview with Özal. "By the way," I said, "I asked him that he should establish relations with you. Is that Okay?" Talabani asked me: "Are you serious? What did he say?" I said that Özal didn't say anything, but my impression was that if the Kurds made a move in that direction, Özal would respond positively.

Talabani immediately grasped the opportunity. "Then can I ask you, on my and Barzani's behalf, to make an official request to meet?"



Late President Turgut Özal

At 9 a.m. Feb. 17, 1991 I went back to Harbiyeh. I was told Toperi was not in, so I left him a note containing Talabani's request with my telephone number, "in case you would like to contact me." The same day I flew back to London.

A week later, I received a telephone call from the "Office of the President of Turkey." It was Toperi. He simply said to "Please tell Barzani and Talabani that the President agrees to meet them."

Relations reached their peak on June 1991 when President Özal received Talabani publicly in Çankaya. The Patriotic Union of Kurdistan (PUK) and the KDP were officially allowed to open offices in Ankara. Their leaders began to meet the president and other high-ranking officials regularly. With Özal's untimely death in April 1993, relations with the Iraqi Kurdish leaders began to decline. Prime Minister Tansu Çiller never met with any Kurdish leader.

Turkey's absence from the Kurdish scene opened the door for the Iranians to enter. Recent events in northern Iraq leave no doubt that Iran has become the major player in the area. Can Prime Minister Mesut Yılmaz revive the Kurdish policy of his former leader?

* Kamran Karaghi is Senior Political Correspondent of the London-based Al Hayat.

PKK is not on agenda of terror summit in Washington

Turkish Daily News

WASHINGTON- The U.S. capital is getting ready for a "terrorism conference" which will only help underline the different meanings different countries

give to the word "terrorism." The Washington conference, conceived as a follow-up summit to the one in Sharm el-Sheikh, will be held on March 28th and 29th and co-chaired by State Department's Robert Pelletreau, Assistant Secretary of State for Near East Affairs; and Philip Wilcox, Coordinator for Counterterrorism.

State Department spokesman Nicholas Burns made it clear that the conference will specifically focus on the kind of terrorism as displayed by Hamas suicide bombs that threatened the "peace process" in the Middle East. The PKK terrorism will be left out of the scope of the two-day sub-ministerial-level meeting.

"We're going to stick by the agenda of the Sharm el-Sheikh summit, and that agenda was terrorism," Burns said. "It was to try to find ways to isolate the terrorists and defeat them, and also try to find ways to build support for the peace process."

But when TDN asked on Tuesday if the Washington summit participants will also discuss other forms of terrorism in the Middle East, like the PKK terrorism, Burns was straightforward in his answer. "The immediate question here is Hamas; the suicide bombings in Israel," he said.

"The conference is specifically talking about terrorism in Israel and Gaza, West Bank, and the victims of that terrorism. It doesn't mean that we're not interested in helping to combat the PKK. But this is focused on Israel and Palestinian authority." On Monday, Burns once again lashed at the PKK. "The PKK is an organization that ought to be condemned and isolated. And we're participating in the condemnation and the isolation of the PKK, and we're going to continue that as a message for Mr. Öcalan. We'll continue our efforts to make him someone who doesn't have a role to play in the Middle East, and his organization ought to disappear," Burns said.

THE CHRISTIAN SCIENCE MONITOR

Tuesday, April 30, 1996

INTERNATIONAL

Kurds Caught Between Turks, Saddam, Their Own Factions

By Scott Peterson

Special to The Christian Science Monitor

SHILADIZA, IRAQ

THE old Kurdish woman vividly remembers the mid-winter evacuation from her village in northern Iraq. The cold sticks in her mind, as well as the surprising, abrupt eviction from her home by fellow Kurds.

"We hear you can die once, but we died many times," Amina recalls about the flight of women and children from their village of Tily last December. They spent two nights in the snow and crept along treacherous alpine tracks.

"The way was so difficult for the mules that we had no choice," she said. "We had to leave them at the top of the mountain."

The Kurds of Tily have been buffeted by myriad conflicts that result from a decades-long struggle for a homeland of their own. On the one hand, they are caught between the battling Turkish Army and Turkey's separatist Kurdistan Worker's Party (PKK) - whose 12-year conflict is increasingly waged in northern Iraq.

On the other hand, they have been forced to flee Tily to the safety of this valley town of Shiladiza, because of fighting between the PKK and a Kurdish militia from Iraq. PKK rebels came to Tily, and told everyone to leave.

The United Nations has provided food, blankets, stoves, and other help for the displaced Kurds. Like many of the 140,000 people that the UN estimates are displaced in northern Iraq, Amina has been forced to move many times

Saddam's palaces useful

Others displaced by this multifaceted conflict crowd into refugee centers, or camp out at one of the several looted summer palaces of Iraqi leader Saddam Hussein nearby. Built in the most picturesque spots in Iraq, the palaces have now been stripped of their pink marble tiles. Pro-Kurdish graffiti decorate the once-opulent state rooms.

Displaced Kurds now do their laundry in Saddam's carefully designed waterfalls. Scratching chickens on one balcony enjoy the best view in the country.

Tily and eight other tiny villages perched among the virtually inaccessible peaks that line Iraq's border with Turkey were chosen by the PKK as a last stronghold against the Turkish Army this winter.

The US State Department considers the PKK to be a "terrorist insurgency," and by December, remnant PKK units in northern Iraq had been surrounded by Iraqi Kurdish forces.

Caught in the battle were Amina's Mizory tribe, who have always considered this area to be part of their birthright. To be forced out by fellow Kurds - even Turkish Kurds who claim to be fighting for an independent Kurdish state - shocked them.

Amina tells their story with her hands working at red prayer beads, and her eyes tearing. This is the eighth time she has been forced to leave home because she is a Kurd.

A PKK unit came one wintry afternoon, she says, and by nightfall the residents were forced out. All their belongings were left behind and burned by the PKK. The men already had joined Iraqi Kurdish forces, so the women had to plead on their own.

"I begged the PKK commander," Amina says. "I said, 'You fight for a big free Kurdistan, but now you are destroying it! How will this further our cause?'"

For Amina, the scenario was all too familiar. She was first forced to leave Iraq in 1945, she says, when the Iraqi Air Force bombed Kurdish areas. Her family fled to Iran, where many people starved. They returned to Iraq in 1946.

Then in 1975, many Kurds were forced by Saddam to move to

southern Iraq. In 1980 they were moved again, to the town of Arbil under strict Iraqi control. In 1983, more than 5,000 Kurdish heads of family, including Amina's husband and sons, were rounded up by Iraqi forces and disappeared.

Remnants of the family fled to the mountains, where they lived until Saddam's 1988 Anfal campaign forced them to Iran. Saddam's campaign destroyed 3,000 Kurdish villages in northern Iraq and has been labeled a genocide against the Kurds by human rights groups.

The Kurds finally returned after the Gulf war. Since then, northern Iraq has been under the protection of a US-led military coalition, but the Kurds have known little peace.

No place seems safe

Even hidden villages like Tily have been subject to the fury of the war. One year ago, for example, Turkey launched a massive six-week cross-border operation into Iraq to root out PKK bases here.

Turkish jet fighters bombed Tily then, residents say, destroying a number of huts and wounding three. A no man's land has been created in border areas, demarcated on the Iraqi side by checkpoints on access routes. But they can't stop the Turkish war planes, which were in action again last week. "Both of them are firing on us," says Jabali, a bearded Iraqi guerrilla from Tily. "We are willing to go back to our village, but ... Turkey and the PKK are making it impossible."

Jabali points north over this sloping spring-green valley toward a gap in the mountains that leads to another range, and to his village. He made a secret visit 10 days earlier, at night, but found the place a deserted, burned-out ruin.

"When I saw our village, I remembered the effort it took to build it," he says. "I swore I would never go back, but I will. I love my land too much. How can those people serve the Kurds when they are doing this?" he asks.



IN THE CROSS-FIRE: A Kurdish girl walks past a Turkish tank in northern Iraq in March 1995. Some 35,000 Turkish troops entered northern Iraq to root out PKK Kurdish guerrillas. Turkey still attacks PKK strongholds from the air.